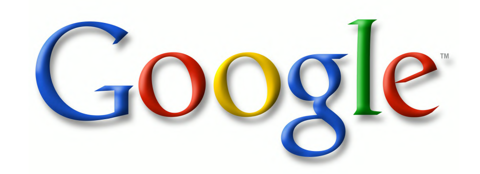


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

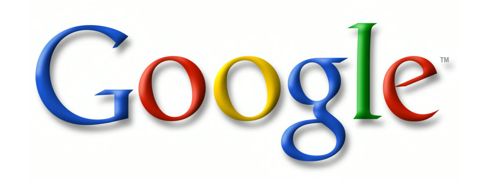
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

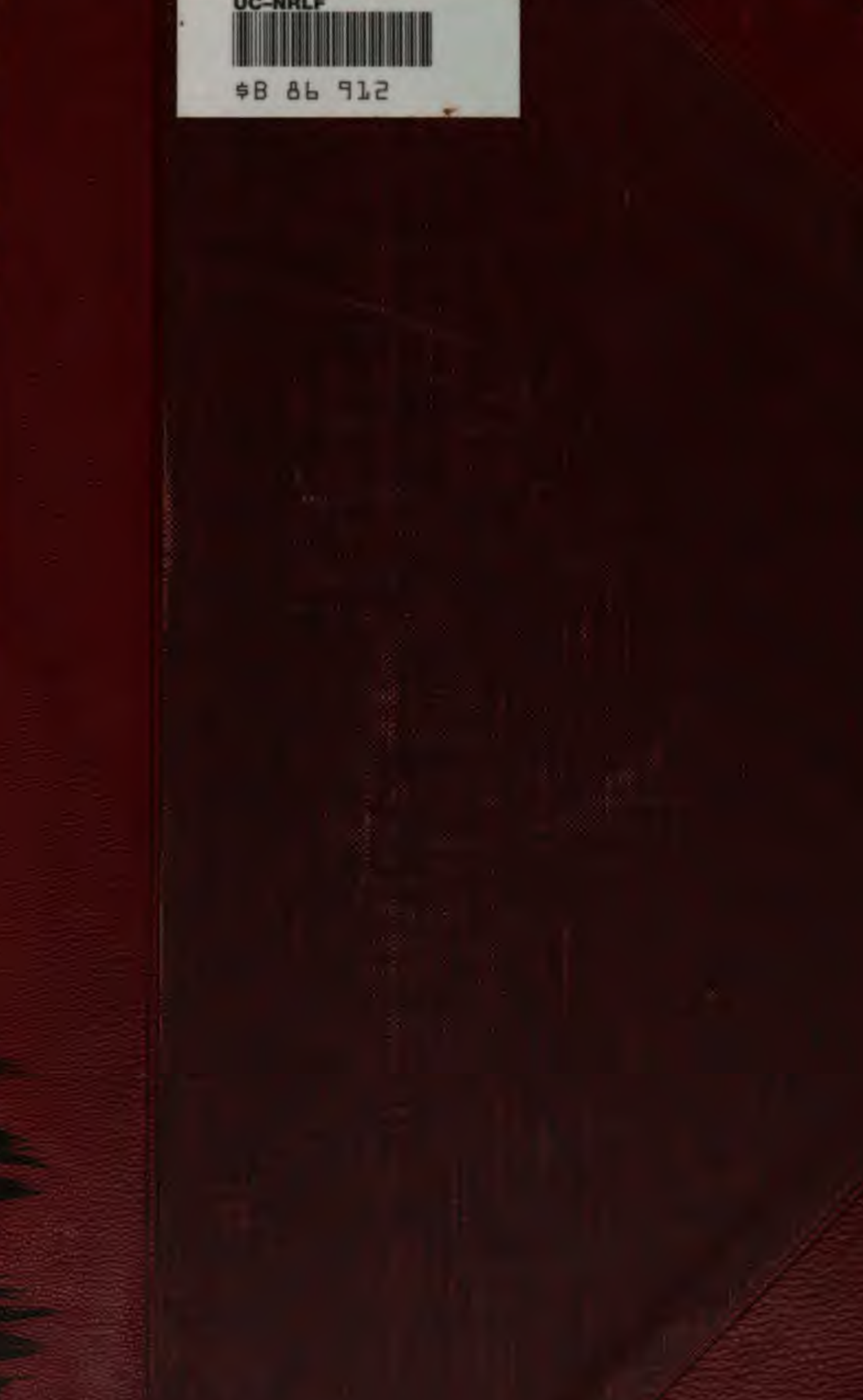
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

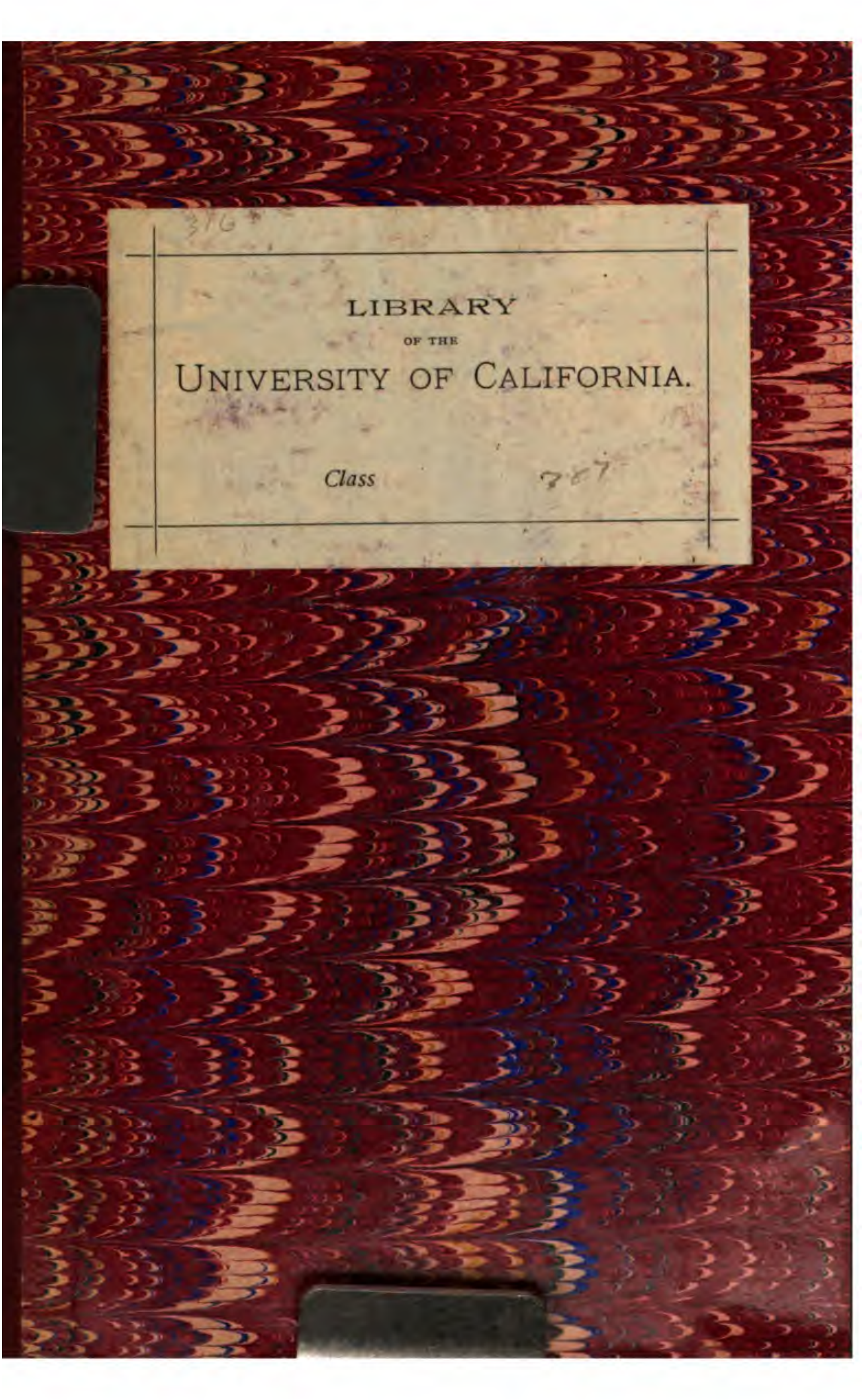
Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

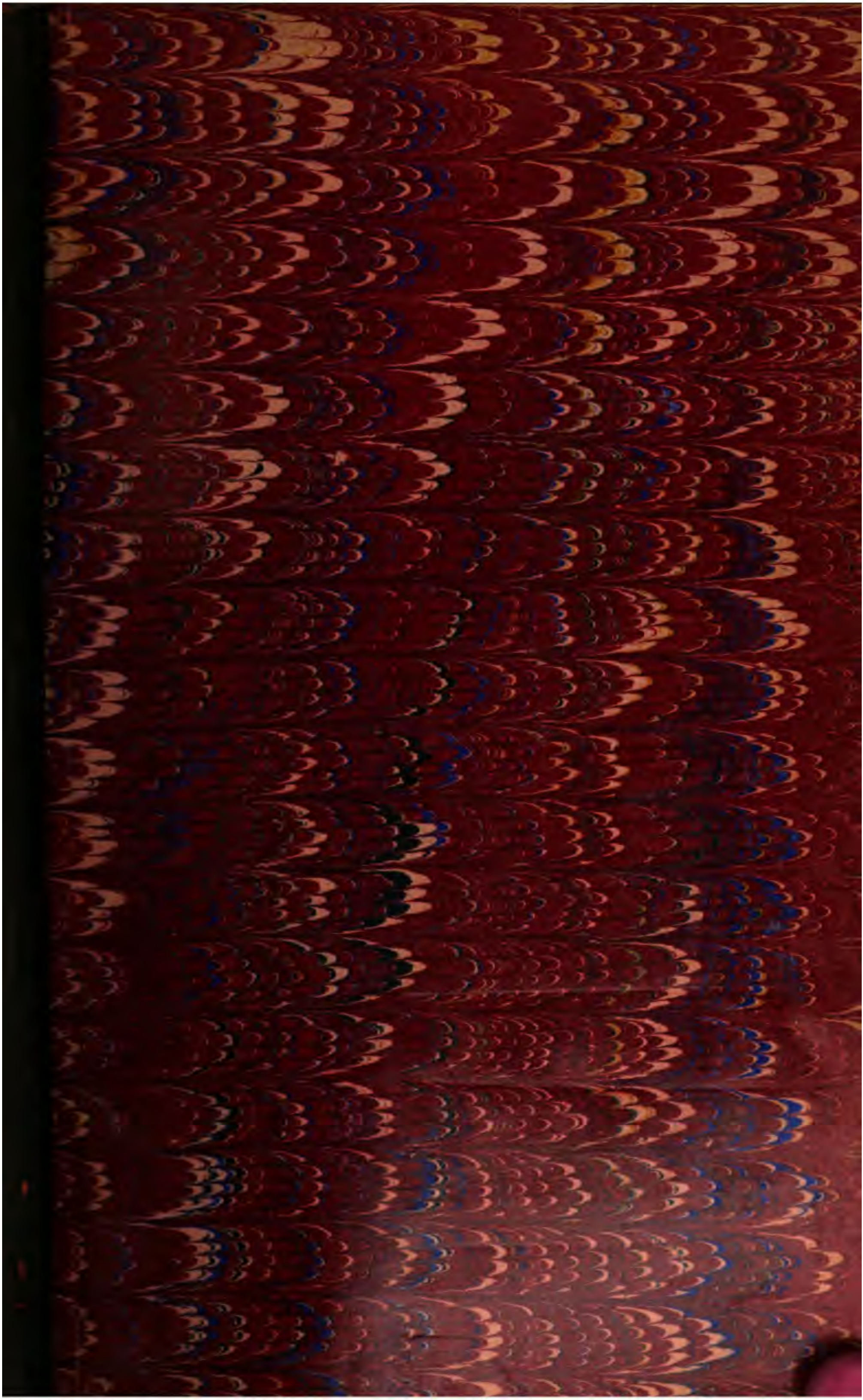
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`


UC-NRLF
$B 86 912



LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF CALIFORNIA.
Class



HISTOIRE

DES

SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

et Socialistes

A LA MÉMOIRE DE MA FEMME BIEN-AIMÉE

Les premières épreuves de ce livre modeste
se sont échappées de ses mains ; puisse-t-il
rester pénétré de son amour de la justice.

BIBLIOTHÈQUE INTERNATIONALE D'ÉCONOMIE POLITIQUE
publiée sous la direction de Alfred Bonnet

HISTOIRE

DES

SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

ET

SOCIALISTES

PAR

Hector DENIS
Professeur à l'Université libre de Bruxelles

VOL. II

LES FONDATEURS



PARIS (5e)
V. GIARD & E. BRIÈRE
LIBRAIRES-ÉDITEURS
16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER
—
1907

HB75
.D4
1904
v.2

GENERAL

HISTOIRE

DES

SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

et Socialistes



LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY
OF
CALIFORNIA

DEUXIÈME ÉPOQUE

CONSTITUTION ET CRITIQUE DE LA SCIENCE DES RICHESSES

(*Suite*).

Malthus et Ricardo.

I. — La dynamique sociale idéaliste de Godwin et de Condorcet

§ 1. **Malthus et la philosophie du XVIII° siècle. Opposition des conceptions idéaliste et économique de l'histoire.** — La publication par William Godwin, en 1797, d'un *Essai sur l'avarice et la prodigalité*, dans un recueil intitulé *The Enquirer*, (*le Chercheur*) provoqua en 1798 l'apparition d'un volume in-8 de 396 pages sans nom d'auteur, sous le titre : *Essay on the principle of population*. Œuvre de Robert Malthus, ce livre était dirigé non seulement contre cet Essai, mais contre les *Recherches sur la justice politique et son influence sur la morale et le bonheur*, de Will. Godwin, ouvrage considérable dont l'*Essai* reproduisait les doctrines,

168521

(*Enquiry concerning Political justice and its influence on moral and happiness*), et contre l'*Esquisse d'un tableau des progrès de l'esprit humain* de Condorcet. Dans le fait, c'était la condamnation des conclusions sociales de la philosophie du XVIIIe siècle, de la conception même de la perfectibilité indéfinie de l'humanité.

On s'arrête ému devant les ouvrages de Godwin et de Condorcet qui sont, avec des mérites scientifiques bien inégaux, comme le testament social d'un siècle de philosophie. La première édition de *Political Justice* est du 6 janvier 1793, la seconde du 29 octobre 1795. L'*Esquisse* de Condorcet parut dans l'intervalle, après sa mort. Conçus et écrits avec sérénité à travers ces années terribles, ils restent l'acte de foi le plus fervent dans la perfectibilité indéfinie de l'homme, dans le progrès de l'égalité, et les destinées pacifiques de notre espèce.

Godwin nous éclaire en divers endroits sur les lectures et les recherches qui ont préparé son œuvre : il procède d'abord de Locke, qui a puissamment agi sur lui ; de David Hartley, le pénétrant génie que fit rayonner la théorie de la lumière de Newton dans la science de l'esprit ; de David Hume, dont la profondeur, dit Godwin, n'a jamais été surpassée ; mais l'influence de la philosophie française est sinon plus grande, du moins plus immédiate. Godwin se rattache à J.-J. Rousseau, à Mably, dans sa conception dirigeante de l'égalité ; l'influence du *Discours* de J.-J. Rousseau *sur l'inégalité*, des *Principes de la législation* de Mably, est profonde ; le *Système de la nature* de d'Holbach a dû le déterminer à placer la source de tous nos maux dans nos erreurs, et à attendre tous les progrès de l'action irrésistible et pacifique de la vérité.

L'ouvrage posthume d'Helvétius, sur *l'Homme et son*

éducation, a dû, plus que tout autre, fortifier sa foi dans la perfectibilité de l'espèce, sous l'action toute-puissante, d'après la psychologie d'Helvétius, de l'éducation.

Mais l'auteur de *Political Justice* semble fermé à l'influence de tous les économistes du XVIIIe siècle, aussi bien d'Adam Smith que des Physiocrates. Il ne cite Smith qu'une fois et le qualifie d'*écrivain commercial, commercial writer*, marquant par là combien peu les conceptions systématiques de l'économie politique l'ont préoccupé. Il en sera ainsi d'un grand nombre de conceptions sociologiques au XVIIIe siècle, qui restent purement éthiques et politiques, sans pénétration économique.

Au contraire, Condorcet est à la fois le continuateur immédiat de l'œuvre de d'Alembert, de l'*Encyclopédie*, et celui de Turgot, dont il a écrit l'histoire ; disciple de la Physiocratie, il l'est comme Turgot lui-même, mais sans aucune étroitesse de secte ; non seulement il se rattache à Adam Smith, dont Mme de Condorcet a traduit la « *Théorie des sentiments moraux* », mais il élargit considérablement la pensée de l'Ecole. Son œuvre marque la rupture décisive avec l'esprit métaphysique qui pénétrait encore la Physiocratie, et qui se traduisait par l'hypothèse d'un ordre invariable et absolu des sociétés humaines. Avec Condorcet, l'esprit positif prévaut définitivement, l'ordre naturel et immuable des Physiocrates est engagé dans la relativité historique ; les lois naturelles perdent le caractère de prescriptions divines. Condorcet conçoit une intervention systématique de la société dans sa propre évolution et tendant à nous rapprocher indéfiniment d'un idéal d'égalité. C'est cette pensée interventionniste et réformatrice qui provoque, avec l'opposition de Malthus, un conflit mémorable dans

l'histoire de l'esprit humain. Et ce sont les méthodes de réforme dont il trace les linéaments, qui permettent de le considérer aujourd'hui, jusque dans les systèmes de garanties et d'assurances qu'il esquisse, comme le précurseur des réformateurs sociaux, du Socialisme de la chaire.

C'est encore avec cette tradition complexe et puissante, que l'auteur du *Tableau des progrès de l'Esprit humain* prolongera l'influence du XVIIIe siècle, sur Henri de Saint-Simon et son École, et, dans l'œuvre de réorganisation spirituelle, rattachera, par Auguste Comte, suivant une filiation saisissante, la philosophie critique du XVIIIe siècle à la philosophie positive du XIXe siècle. Nous pouvons aujourd'hui mesurer l'influence qu'il a exercée.

Le penseur anglais et le penseur français, si divers par la genèse de leurs idées, tendent l'un et l'autre à des conceptions du même ordre : la perfectibilité de l'esprit humain sans limites assignables, les progrès croissants vers l'égalité. Dans cette œuvre commune, l'un procède directement de la psychologie de son temps et en déduit les conséquences sociales ; l'autre, armé de la méthode inductive, interroge directement les phénomènes sociaux et les tendances de l'histoire.

Depuis Locke, l'expérience est conçue comme la source même de nos connaissances ; le progrès intellectuel de l'espèce sera dans l'expérience accumulée, transmise, condensée par l'éducation sur l'individu, et par là il sera conçu comme illimité. Les sentiments sympathiques dégagés par D. Hume de l'égoïsme, soumis par lui et par Hartley comme les idées, avec les idées, à la loi d'association, sont susceptibles d'une expansion indéfinie : la conception abstraite de l'homme, dans la psychologie du XVIIIe siècle, rejette à l'arrière-plan les iné-

galités dérivant de la constitution organique et de l'hérédité ; on en jugera par Helvétius, dont l'œuvre domine celle de Godwin et plus tard celle de R. Owen : les seules inégalités réelles de développement seront dans les circonstances, dans le milieu même, social ou physique ; ce double milieu auquel le déterminisme commun à tous ces penseurs : Hume, Hartley, d'Holbach, Helvétius, Condorcet, Godwin, soumet les individus dans leur évolution, est lui-même susceptible à leurs yeux d'une modificabilité illimitée sous l'empire de la raison.

On comprend que Franklin ait dit : l'esprit finira par dominer complètement la matière ; les conclusions optimistes de Condorcet et de Godwin étaient l'illustration de ces paroles. Voici que le sombre pessimisme de R. Malthus répond : l'esprit, c'est-à-dire l'accumulation indéfinie du savoir, le gouvernement de la raison éclairant la sympathie, la puissance d'idéal, l'exaltation de la justice et de l'égalité, la réaction systématique sur la nature et sur les institutions, viendront se heurter à la résistance d'un instinct indéfectible, inhérent à la constitution organique de l'homme, et à celle de la productivité limitée de la terre.

Il a été ainsi donné à Malthus, au moins dans l'expression première, absolue, de sa pensée, de venir saper, si j'ose dire, cette construction idéale de la philosophie du XVIIIe siècle. En fait, il introduisait dans l'interprétation de l'histoire et la théorie de l'évolution sociale, surtout économique, des facteurs nouveaux physico-biologiques auxquels il subordonnait directement la production et la répartition des richesses, et, par là, tout le développement social. Dans la réaction qu'il accomplit, l'opération de ces facteurs fut d'abord à ses yeux irrésistible, absolue, refoulant d'une manière décisive, en anéantissant l'espé-

rance même, le facteur psychologique et moral jusque-là conçu comme souverain. Il atténua plus tard la rigidité de sa pensée, mais sans pouvoir jamais s'élever à la conception organique et vraiment scientifique du problème de la population. Quoi qu'il faille penser aujourd'hui de la valeur scientifique de l'œuvre de Malthus, sa publication marque l'un des moments les plus considérables de l'histoire de la sociologie dynamique, parce qu'elle plongera désormais ses racines dans les lois du milieu extérieur et dans celles de la constitution physique de l'homme.

§ 2. **Godwin. Le socialisme éthique et politique du XVIIIe siècle. Plan et méthode.** — Le socialisme, tel qu'il fut conçu au XVIIIe siècle, se retrouve chez Godwin, dans ses traits principaux. Il cherche un contrepoids à l'égoïsme dans le sentiment altruiste ; il est surtout caractérisé par une transformation de la conception de la propriété : mais il reste à peu près complètement moral et politique ; c'est la phase d'un socialisme éthique. Le socialisme économique apparaîtra ensuite, encore utopique, avec Owen, l'Ecole Saint-Simonienne, Fourier.

Godwin rappelle que son livre, conçu en 1791, fut écrit en seize mois avec une ardeur inaccoutumée que justifiaient, dit-il, l'état de l'esprit public et les intérêts généraux de l'humanité. Ce puissant et noble idéaliste se croyait donc bien près d'exercer une action décisive sur les hommes de son temps.

Dans cet ouvrage il étudie les rapports de la politique avec le développement moral des hommes. Ce sont ses conditions essentielles qu'il recherche ; mieux encore, ce sont des erreurs séculaires sur les conditions de ce développement qu'il entend dissiper. Le titre de son livre exprime toute sa pensée : *Recherches concernant la*

Justice politique et son influence sur la moralité et le bonheur ».

L'économie de l'ouvrage qui forme dans sa seconde édition deux volumes in-8, d'ensemble mille pages, est facile à saisir. Il est divisé en huit livres. On peut dire que le premier livre expose tous les éléments essentiels du conflit qui va se dérouler au XIXe siècle entre les conceptions de la dynamique économique et sociale. Godwin trace d'abord le tableau des maux existant dans la société politique. C'est l'objet des chapitres II et III, du livre I. Il s'applique ensuite à montrer que ces maux doivent être attribués aux institutions politiques et non à la nature humaine, c'est l'objet du chapitre IV. Il montre ensuite qu'ils ne sont pas la condition inséparable de notre existence, mais que la nature humaine en comporte non pas seulement le remède, mais l'élimination complète ; c'est l'objet des chapitres V, VI, VII, VIII de ce premier livre. Telle est la philosophie de l'histoire, héritage d'un siècle, que Malthus ébranlera.

Le second livre a pour objet la recherche des règles invariables et constantes de la conduite des hommes en société. Elles se résolvent dans la justice qui doit pénétrer toutes les institutions.

L'homme ne peut y atteindre que par l'effort de sa raison. Le troisième livre est consacré à l'étude des méthodes selon lesquelles les opinions des individus réagissent sur le développement des sociétés. Dans le quatrième livre, il étudie les moyens d'exercer une action modificatrice sur la conduite des individus. Les livres V, VI, VII embrassent les applications du principe de la justice au gouvernement, à son administration générale, aux institutions destinées à la culture morale et intellectuelle des individus, à la justice répressive. Ces livres renferment

d'ailleurs plutôt, de l'aveu de Godwin, la critique des abus que l'exposé de règles nouvelles. Le dernier livre est consacré à la critique de la propriété et à la justification des systèmes d'égalité, qui sont le rayonnement de la justice même, dans la répartition des biens.

La méthode sociologique de Godwin est avant tout déductive comme celle de la plupart de ses contemporains, et par là son œuvre appartient bien plus à la métaphysique qu'à la science positive. Il s'applique à dégager de certaines données irréductibles de la nature humaine les principes de justice immuable auxquels toutes les institutions politiques doivent être, à toutes les époques, chez toutes les races, dans tous les milieux, invariablement soumises (1).

Cette conception abstraite sera l'expression de la direction invariable ou naturelle à donner à la conduite sociale, et c'est à cette norme inflexible qu'il opposera l'histoire et les institutions historiques. L'histoire lui apparaîtra avec un caractère négatif ; ce sera sinon le tableau d'une longue régression, d'une chute de l'idéal du moins comme le triomphe persistant des causes perturbatrices qui en éloignent les sociétés humaines. Aucune institution ne se justifiera aux yeux de Godwin par ses origines historiques, elles n'auront et ne pourront avoir d'autre *critérium* que la règle invariable de la justice même. L'histoire ne prendra le caractère positif et organique qu'avec les progrès des méthodes inductives, et ceux de l'élimination de l'absolu.

Les physiocrates, fondateurs de la sociologie économique statique au XVIIIe siècle, avaient eu une méthode analogue. Ils avaient dégagé les principes constitutifs de

(1) Liv. V, ch. I, tom. II, p. 2.

la société économique des données les plus essentielles et les plus générales de la nature humaine. Les lois naturelles de la société faisaient partie à leurs yeux d'un ordre naturel, immuable, le plus propre à assurer le bonheur des sociétés. Eux aussi avaient conçu le type idéal, absolu des sociétés humaines le plus conforme à la loi naturelle. Quesnay lui avait donné le nom d'*archétype des gouvernements*. Pour lui aussi et pour ses disciples, l'histoire apparaissait comme le tableau des oscillations des sociétés autour du type idéal et absolu de l'Ecole, ou comme le récit des déviations de l'humanité depuis les temps voisins de son origine où elle s'est soustraite à l'empire de la loi naturelle, jusqu'à l'époque où cette loi, reparaissant dans sa pleine lumière, l'homme guidé par la philosophie tente avec elle un nouveau rapprochement. Adam Smith à son tour, malgré ses progrès dans l'emploi de l'induction, concevait encore, sous le nom de système de la *liberté naturelle*, un *ordre social* de la richesse antérieur et supérieur aux institutions artificielles des hommes. Seulement, Adam Smith le rattachait à l'opération constante et uniforme de l'intérêt personnel, d'une cause psychologique qu'il avait dégagée de l'étreinte rigide du droit naturel absolu des Physiocrates.

Cependant, dans cet emploi commun des méthodes déductives et dans la conception de la société naturelle, Godwin dépassa singulièrement les limites auxquelles s'arrêtèrent Adam Smith et les Physiocrates. Adam Smith, dans le livre IV de la *Richesse des nations* a limité sa critique aux systèmes d'intervention de l'Etat, contraires à la liberté naturelle, qui donnent une direction artificielle à l'emploi des capitaux et de l'industrie des particuliers : d'un autre côté, pendant que les Phy-

siocrates incorporent à l'ordre naturel des sociétés politiques des formes historiques de la propriété, telles que la propriété individuelle appliquée au sol, Godwin dénoncera précisément l'inégalité de sa distribution comme inhérente à sa nature, et l'écartera des institutions de la société naturelle ; son livre aura précisément pour objet d'en conjurer à jamais le retour.

C'est que les conceptions de la justice ne sont pas les mêmes, ni déduites des mêmes conceptions de la nature humain. D'une manière générale, la justice, d'après Godwin, c'est la règle de la plus grande universalité possible qui prescrit un mode déterminé de procéder dans tout ce qui peut affecter le bonheur d'un être humain. C'est le traitement impartial de tout homme dans les matières qui se rattachent à son bonheur. — Tout ce qui concourt à assurer le maximum du bonheur à l'universalité des hommes appartient à la justice.

§ 3. **La Conception de la Justice et du Progrès** — La justice, dans la conception sociale de Godwin, n'est plus seulement *négative* comme elle l'est dans la *Richesse des nations* de Smith ; les mots justice négative ont d'ailleurs été employés par Smith. La justice est encore positive, elle ne consiste pas seulement à s'abstenir de toute lésion, de toute atteinte, elle se traduit aussi par une bienfaisance effective.

C'est qu'en effet, Godwin s'est placé en dehors de l'hypothèse qui domine la *Richesse des nations*, celle d'un homme mû exclusivement par son intérêt personnel. Il place dans la nature humaine des tendances désintéressées à côté des tendances égoïstes. Et ce n'est que par là que la pratique de la justice est possible. Ce que tous les philosophes et les moralistes ont dit de l'impartiale justice, ce ne sont pas, écrit-il, de vaines déclama-

tions, et quand nous réclamons de l'homme qu'il se détache de son intérêt personnel, nous réclamons de lui quelque chose qu'il est capable de pratiquer.

Voilà une parole importante pour l'intelligence de la doctrine.

Il y a dans *Political Justice* un chapitre sur l'égoïsme et la bienveillance, qui est l'un des plus remarquables de l'ouvrage. C'est là qu'il se rattache résolument à D. Hume, Shaftesbury, Hutcheson, qui ont dégagé dans l'âme humaine la racine des sentiments altruistes à côté de la racine des sentiments personnels, et qui ont ainsi opposé une conception morale nouvelle non seulement aux conceptions de Hobbes et de La Rochefoucauld, mais à tous les théoriciens de la morale utilitaire au XVIIIe siècle. C'est là que Godwin se sépare nettement de Helvétius, dont les œuvres ont laissé pourtant une si forte empreinte dans *Political Justice*. On s'étonne qu'il ne cite nulle part ici la *Théorie des sentiments moraux* d'Adam Smith, où le philosophe écossais met si puissamment en lumière les manifestations de la sympathie, comme il a, dans la *Richesse des nations*, déroulé les effets du sentiment de l'intérêt personnel.

Dans la *Richesse des nations*, l'homme individuel, poursuivant exclusivement son intérêt personnel, réalise cependant à son insu, sans le vouloir, comme s'il était guidé par une main invisible, l'intérêt social. Chez Godwin, cette harmonie se réalise d'une manière consciente et voulue. L'homme social, animé de la justice, unit indissolublement dans ses actes la préoccupation d'autrui et la sienne propre. C'est ce qui éclaire toute la conception pratique de la propriété, l'exercice tout entier des droits de l'homme : « Rien n'a plus contribué à abaisser l'énergie et la vertu de l'espèce humaine, dit Godwin,

que la supposition que nous avons un droit, comme on l'a soutenu, de faire tout ce que nous voulons de ce qui nous appartient en propre. Rien ne nous appartient dans ce sens ; nous devons exercer nos talents dans l'intérêt des autres. Tout shilling que j'ai en propriété est soumis aux lois de la morale. Je n'ai le droit de disposer de rien par caprice. »

Le droit individuel, loin d'être conçu comme absolu et irréductible, est subordonné à des forces sociales supérieures. C'est ce qu'il exprime en disant : « Il n'y a pas de droit qui puisse dépasser les limites de la moralité, et la moralité c'est le système qui nous enseigne à contribuer à toute occasion, dans toute l'étendue de notre pouvoir, au bien-être et au bonheur de toute créature sensible. » (1)

Godwin conçoit la Société issue du besoin d'assistance mutuelle comme se formant et subsistant sous l'empire exclusif de la loi morale ; et rien ne doit faire prévoir *a priori* qu'aucune contrainte soit nécessaire pour régler la conduite des individus entre eux et à l'égard de l'ensemble.

« La nécessité de la contrainte est née des erreurs et de la perversité de quelques-uns. La Société et le gouvernement sont différents en eux-mêmes et ont différentes origines. La Société est produite par nos besoins, et le gouvernement par notre malignité. La Société est dans tout État une bénédiction. Le Gouvernement, même dans ses meilleures conditions, n'est qu'un mal nécessaire. » (2)

Quoi que l'on puisse penser de ses doctrines, il est

(1) *Political Justice*, I, p. 160, 2e édit.
(2) Livre II, I, p. 125. *Principles of Society*.

certain qu'il affirme par là même la subordination définitive de la politique mobile et changeante à la morale naturelle invariable. M. Halévy, dans un beau livre sur l'*Evolution de la morale utilitaire*, a dit justement que Godwin a fondé sur sa critique du droit, la conception radicale d'une société sans gouvernement, en l'empruntant directement de son aveu à Thomas Paine (1). Elle se confondrait avec la conception de l'*ordre naturel* des Physiocrates et d'Adam Smith, si cet ordre était conscient chez tous les membres de la société et voulu d'une manière constante par eux ; elle est mieux entrevue par Mably parce que son hypothèse de la communauté égalitaire est exclusive du déchaînement des passions, qui exige l'intervention et le frein des gouvernements (2). Elle reparaîtra, lumineuse, avec Henri de Saint-Simon dans l'opposition du régime gouvernemental et féodal, et d'un régime administratif et industriel (3).

Elle sera aussi nettement conçue par l'école de Ch. Fourier qui opposera la constitution de l'association et l'harmonie des intérêts à toute l'ancienne politique (4). Elle atteindra sa forme la plus radicale et la plus nette

(1) Elie Halévy, *L'Evolution de la doctrine utilitaire*, p. 73. V. Godwin, *Political Justice*, 2e édit., I, p. 125, et Thomas Paine.

(2) « Serait-ce un si grand malheur qu'une société eût une constitution assez sage pour que ses magistrats, libres de tout soin et de toute inquiétude, n'eussent rien à faire ? » Mably, *De la législation et principes des lois*, Œuvres, édit. de l'an III, IX, p. 86. Cf. *Doutes sur l'Ordre naturel des sociétés politiques*.

(3) Saint-Simon, *Œuvres choisies*, Bruxelles, 1859, II, p. 365 et suiv. Voir les admirables extraits de *l'Organisation*.

(4) V. Considérant, *Débâcle de la politique en France*. Paris, 1836, *Petit cours de Politique et d'Economie sociale*, Paris, 1847. Ecrits très profonds.

dans l'œuvre de Proudhon, avec la substitution du principe du contrat à celui du gouvernement dans l'organisation sociale (1).

Dans une note du tome II, livre V, chapitre xv, page 125, de son livre, Godwin rappelle que J.-J. Rousseau a été le premier à enseigner que les imperfections des gouvernements ont été les sources uniques et permanentes des vices du genre humain. Il l'approuve pour avoir dit que le gouvernement, même réformé, assurerait peu d'avantages solides au genre humain. Il est manifeste pour tout lecteur impartial que le discours de J.-J. Rousseau sur l'*Origine de l'inégalité parmi les hommes*, est comme la trame sur laquelle Godwin a tissé son vaste ouvrage. Cependant il se sépare de son maître, par un côté important, et qui rattache son œuvre à une phase plus avancée de l'évolution de la pensée humaine. Godwin reproche dans le même passage, à Rousseau, d'avoir fait de l'état sauvage comme l'état naturel et propre de l'homme. Nous savons aujourd'hui par une critique plus profonde et plus juste, telle que celle de Lichtenberger (2), que l'état de nature n'est pour Rousseau qu'une hypothèse analogue à celle de la statue de Condillac, et qu'il exprime seulement ce qu'il y a de constant et d'irréductible dans la nature humaine, les principes qui dirigeraient sa conduite, si leur opération n'était troublée ou altérée par les institutions historiques.

Seulement il est certain que la pensée de J.-J. Rousseau a paru souvent flottante ; tantôt il semble qu'il

(1) La plus complète expression de la pensée de Proudhon est dans l'*Idée générale de la Révolution au* XIX[e] *siècle*, Paris, 1851, IV[e] étude.

(2) LICHTENBERGER, *le Socialisme au* XVIII[e] *siècle*, p. 140.

place sa société idéale dans le passé, tantôt il en fait une conception abstraite sans existence historique antérieure, un véritable archétype des sociétés, selon le mot de Quesnay.

Il est certain que les projets de réformes applicables à la Corse par exemple, et qui ont été retrouvés en 1882, montrent que J.-J. Rousseau avait foi dans l'établissement définitif de l'égalité.

La pensée de Mably a paru aussi hésitante. Dans son traité *De la Législation ou principe des lois*, il est certain qu'il considère la communauté comme l'état le plus complètement adapté à une nature humaine à ses yeux uniforme et constante à toutes les époques ; elle eût pu se constituer dès l'origine, et il n'a que des conjectures sur l'apparition de la propriété (1). Il considère que des obstacles inconcevables s'opposent au rétablissement de l'égalité (ch. IV), mais lui aussi ne s'abandonne que par échappée à son pessimisme. Lichtenberger et moi-même nous avons signalé des retours de l'espérance.

Godwin n'a pas d'hésitation, il transporte résolument la société naturelle ou idéale dans l'avenir, et son œuvre bien comprise correspondra à celle de Saint-Simon dont la formule exprime si admirablement ce déplacement, cette transposition de l'idéal : l'âge d'or qu'une aveugle tradition a placé derrière nous est devant nous.

Ce déplacement de l'idéal prépare la philosophie de l'histoire, et révèle qu'aux yeux de Godwin, il ne sera plus vrai que l'inégalité, comme l'avait dit dans une œuvre de pessimisme J.-J. Rousseau, *tire sa force et son accroissement du développement de nos facultés et des progrès de l'esprit humain* (2). Au contraire, c'est sur la perfectibi-

(1) Mably, *Œuvres*, édit. de l'an III, tome IX, p. 70.
(2) Discours sur l'origine de l'inégalité.

lité de l'esprit humain que Godwin s'appuie pour faire triompher l'égalité, et pendant qu'il dénonce l'impuissance et les crimes des gouvernements, il s'applique à prouver que cette impuissance et ces crimes ne dérivent pas nécessairement de la nature humaine, et que celle-ci au contraire est indéfiniment perfectible. Il y a dans le livre de Godwin un chapitre sur les Révolutions, dans lequel il marque bien que les progrès de la science sont le gage même des progrès de la civilisation et de l'égalité.

La politique est une science, dit-il : les buts généraux de la nature humaine peuvent être compris, et on peut déterminer les modes les mieux adaptés à la condition de l'homme en société. Si ce mode ne pouvait partout et instantanément être traduit dans la pratique, les modifications qu'il y aurait lieu d'adopter en conformité de la diversité des circonstances, et le degré dans lequel elles devraient s'accomplir, seraient encore des objets de recherches scientifiques. — « Il est évidemment de la nature de la science d'être progressive. Combien différent était l'état de l'astronomie avant qu'elle reçût le degré de perfection que nous devons à Newton ; combien imparfaits étaient les bégaiements de la science de l'intelligence, avant qu'elle atteignît la précision que lui ont donnée dans ce siècle Hume, Hartley, Rousseau et Helvétius : La science politique est, sans aucun doute, dans son enfance, et comme c'est affaire de vie et d'action, elle exerce, en proportion de ses progrès en vigueur, une influence plus uniforme et moins précaire, sur les conditions de l'homme en société » (1). C'est cet effort non seulement pour faire de la politique une science,

(1) *Political Justice*, II, 275.

mais pour adapter méthodiquement aux progrès de l'esprit humain, à ce qu'il appelle les *lumières de l'entendement public*, les institutions destinées à rapprocher toujours davantage de l'égalité, c'est cet effort qui le rattache étroitement à Condorcet:

Godwin, ayant résolument placé l'idéal social devant nous, se préoccupera de le faire atteindre par tous. C'est en agissant sur la raison individuelle, c'est par une œuvre d'éducation qu'il résoudra le problème.

Une profond critiqu a dit que sa théorie est l'apothéose de l'individualisme, et qu'un individualisme purifié et éclairé est pour lui non le commencement, mais *la fin de tout progrès humain* (1).

Cela est vrai dans ce sens que Godwin poursuit l'autonomie morale et intellectuelle de l'individu, et que cette autonomie individuelle suffit, à ses yeux, à la réalisation d'un ordre social durable ; mais il n'est aucunement individualiste dans ce sens qu'il proposerait à l'individu son intérêt personnel comme fin morale à atteindre ; c'est là que le droit individuel trouve sa limite dans la sphère de la moralité, dans l'obligation de contribuer le plus possible au bien-être et au bonheur de toute créature sensible (2).

La théorie morale de Godwin prépare l'*immanence* de la justice de Proudhon, et sa conception absolue de l'anarchie. Les deux éléments de solution qui s'offrent à lui sont la toute-puissance de la vérité, et la perfectibilité indéfinie de l'esprit humain.

Si j'ose dire, la partie psychologique de l'œuvre de Godwin n'est point la partie vraiment organique,

(1) Bonar, *Philosophy and Political Economy.*
(2) I, p. 160.

celle dans laquelle il s'applique systématiquement à préparer la modification méthodique du caractère humain, qui tendra à le rapprocher de l'idéal. Il est puissamment servi par les travaux psychologiques de son temps, et le chapitre IV du livre I, limitant l'influence du milieu sur le caractère, les chapitres VIII et V du livre IV, sur la culture de la vérité, sur la théorie du libre arbitre et le mécanisme de l'esprit humain, méritent encore d'être lus et méditės. Ils portent la forte empreinte des travaux de Hume, Hartley, Helvétius et même d'Holbach.

L'évolution de notre moralité est à ses yeux directement subordonnée à l'évolution de notre *intelligence*. Godwin s'oppose résolument à tous ceux qui croient l'homme soumis par sa nature aux passions et incapable d'être gouverné par la raison (1).

Les vertus élevées impliquent une large compréhension, elles ne sont pas compatibles avec la stupidité ou l'ignorance ; la justice, elle surtout, réclame de chacun qu'il puisse se mettre à la place d'un spectateur impartial.

La direction de nos actes volontaires dépend de nos jugements sur les conséquences qu'ils devront produire. Tout se ramène ainsi à étendre et à fortifier notre prévision, à éclairer notre entendement. L'idéal du caractère humain, pour Godwin, toujours entraîné à des généralisations absolues, ce serait d'élever le plus grand nombre possible de nos actes involontaires à la dignité morale d'actes volontaires, éclairés par la prévision la plus large possible (2).

Le vice et la faiblesse morale sont basés sur des er-

(1) I, p. 307.
(2) I, p. 86, et suiv.

reurs de jugement ; ils ne sont donc pas invincibles : la vérité prévaudra peu à peu sur l'erreur ; toute vérité qui pourra être communiquée portera la conviction dans l'esprit, et produira des effets infaillibles sur la conduite humaine.

Qu'on n'invoque pas les différences de nature entre les hommes, ils diffèrent beaucoup plus par les circonstances que par leur nature. Ici Godwin s'inspire visiblement du livre d'Helvétius sur l'homme et son éducation, qui exercera une influence aussi profonde sur la pensée de Robert Owen (1).

Les institutions politiques et sociales historiques sont les principales circonstances de milieu qui ont exercé l'influence la plus désastreuse sur le caractère de l'homme. On en jugera tout à l'heure par les considérations de Godwin sur la propriété.

Si l'influence du milieu est prépondérante sur la formation du caractère humain, il ne sera donc pas impossible de le modifier en agissant sur les circonstances dans lesquelles il se développe. « Nous avons été ignorants, emportés, pervers, dit-il, écartons les causes de notre ignorance et de nos faux calculs, et les effets cesseront. »

Aussi, comme M. Bonar l'a dit, Godwin, s'élevant bien au delà des espérances de Platon, rêve l'avènement d'un peuple de philosophes. Sans doute, a-t-on ajouté, l'idée est plus grande que celle de Platon, mais elle est d'autant plus impraticable qu'elle est plus grande, car si c'est une erreur de supposer l'homme gouverné par une passion exclusive, c'est une erreur égale de le supposer

(1) I, p. 46.

exclusivement soumis à la raison sans aucune passion du tout (1).

A la vérité, il ne s'agit pas dans la pensée de Godwin d'une transformation radicale de la nature humaine, d'en faire disparaître des attributs et d'y introduire des éléments absolument nouveaux. Pour apprécier son œuvre, il faut songer qu'il considère l'homme comme animé de sentiments égoïstes et altruistes, et que le rêve qu'il poursuit est non d'en anéantir aucun, mais d'en réaliser l'équilibre permanent à force d'éclairer la conduite de l'homme.

§ 4. **Conceptions morales et économiques de la propriété au XVIII[e] siècle.** — Deux conceptions principales de la propriété se déroulent simultanément au XVIII[e] siècle, et s'opposent l'une à l'autre, et cette opposition rayonnera sous des formes plus complexes dans toute l'histoire des idées au XIX[e] siècle.

Le père de la Physiocratie, l'illustre Quesnay, après avoir mis en lumière, avec une pénétration de génie, le mouvement social de la richesse, a cherché la justification de la propriété individuelle dans son utilité sociale ou, bien mieux, dans la fonction économique qu'elle accomplit; il a assigné un caractère organique à l'institution, dépassant par là de beaucoup toutes les antiques théories classiques de la propriété. En éveillant les énergies productrices au plus haut degré, la propriété concourait directement à la conservation et au développement de la vie collective, et assurait le plus grand produit net possible à une population toujours croissante : ce produit net s'offrait à l'échange contre les travaux et les services des non-propriétaires et entretenait ainsi indéfiniment la cir-

(1) BONAR, p. 203.

culation de la vie. Les Physiocrates, dans leur conception juridique, se plaçaient par là directement au point de vue de la production collective, et d'une manière dérivée, au point de vue de l'échange et de la répartition des biens entre les individus.

A cette conception s'oppose la conception socialiste du XVIIIe siècle, déduite des attributs communs de la nature humaine, de l'identité de nature et qui tend à assurer directement à l'universalité des individus les conditions stables et équivalentes d'un développement indépendant; le problème social est ici avant tout un problème de répartition, et les théoriciens socialistes s'attachent aux garanties de l'indépendance, de la dignité, du progrès moral et intellectuel, du bonheur des individus : pendant que tout à l'heure on se tournait vers le côté économique du problème, on considère ici le côté moral et politique, pendant que les uns acceptaient l'inégalité en poursuivant une fin collective, économique, les autres se soulèvent contre l'inégalité poursuivant les fins individuelles de tous.

Des dates marquent le développement parallèle des deux conceptions, et il est intéressant de les rapprocher. Le *Code de la nature* de Morelly, le grand livre du socialisme au XVIIIe siècle, selon le mot de Lichtenberger, paraît en 1755, déjà après la *Basiliade* du même auteur, mais un an avant la publication, dans l'*Encyclopédie*, des articles *Grains* et *Fermiers* de Quesnay, fondements de la doctrine physiocratique. C'est aussi en 1755 que paraît le *Discours* de J.-J. Rousseau *sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*. Les *Doutes proposés* par Mably *aux philosophes économistes*, parus en 1768, suivent d'un an *l'Ordre naturel des sociétés politiques* de Lemercier de La Rivière et y répondent; le livre

de Mably sur *la Législation ou principe des lois*, paraît en 1776, en même temps que l'*Essai* d'Adam Smith *sur la Richesse des nations*. Quand ces doctrines se sont rencontrées, elles se sont montrées d'autant plus irréductibles que les conceptions des penseurs étaient plus pénétrées de l'absolu.

L'argumentation des Physiocrates ne pouvait rompre la chaîne des raisonnements de Mably. En établissant la communauté, on eût formé une république pourvue des moyens d'une conservation éternelle (1). C'est qu'on eût empêché le déchaînement des passions que la propriété individuelle a fait naître en faisant croître l'inégalité, et par elle, l'avarice et l'ambition, qui engendrent elles-mêmes l'antagonisme et la servitude (2). Sans doute aujourd'hui c'est à notre intérêt qu'il faut faire appel, au *vil intérêt* pour dégager nos énergies productrices, mais l'homme de l'âge d'or ou de la nature était sensible à d'autres mobiles (3). La communauté produisit ces héros conduits non par l'égoïsme mais par l'estime et l'approbation de leurs semblables. Dès lors, si la propriété n'avait été instituée, la terre eût été aussi peuplée et aussi cultivée qu'elle peut l'être. En fût-il autrement et la communauté fût-elle moins productive, mieux vaudrait ne compter qu'un million d'hommes heureux sur la terre, que d'y voir cette multitude de misérables et d'esclaves (4).

Qu'on nous vante tant que l'on voudra, dira Mably dans ses *Doutes*, parlant de la Physiocratie et du Tableau économique, cette merveilleuse correspondance de besoins et de rapports qui unit et lie toutes les parties de

(1) « De la Législation », *Œuvres*, IX, p. 96.
(2) *Ib.*, p. 72 et suiv.
(3) P. 81.
(4) P. 82.

la société, et vous verrez après toutes vos démonstrations, que ces parties si unies et si nécessaires les unes aux autres, continueront à être divisées, *tant qu'on ne leur fera pas un sort égal*.

Les Physiocrates qui s'accommodaient des plus grandes inégalités, répondaient que cette concentration ne les effrayait pas, et que la propriété assurant le plus grand produit net possible, ce qu'ils appelaient dans leur langue bizarre *la communication des biens* ou l'Echange, supplée avantageusement à la *Communauté primitive*.

C'est à la conception éthique de la propriété que Godwin appartient avec plus de rigueur encore que Mably.

§ 5. **Fondements du droit socialiste d'après Godwin.** — C'est au point de vue moral qu'il se place dans la critique et dans les projets de transformation de la propriété. « Il n'y a rien, dit-il, qui tende plus puissamment à dépraver notre jugement et nos opinions que des notions erronées sur les biens (1)... » Et plus loin : « Il faut reconnaître que, quelque grands et étendus que soient les maux produits par les monarchies, par l'imposture des prêtres et l'iniquité des lois criminelles, ils sont tous faibles et impuissants comparés aux maux qui proviennent de l'administration établie de la propriété (2). »

La propriété est la clef de voûte de l'édifice politique ; c'est par son organisation que la société sans gouvernement peut être conçue et réalisée (3). Aussi Godwin s'applique-t-il à remonter aux principes et à chercher comment et dans quelles limites la propriété se justifie dans l'ordre moral. La justification de la propriété ne

(1) Liv. VIII, ch. I, p. 415.
(2) Liv. VIII, ch. III, p. 446.
(3) II, p. 413.

peut se déduire que du principe même de l'égale et impartiale justice : tous les hommes ayant en partage une commune nature, ce qui réalise l'avantage de l'un conduira à l'avantage de l'autre ; il faut en inférer que tous les biens du monde forment un fonds où tout homme a le même droit qu'un autre de puiser pour la satisfaction de ses besoins. J'ai un droit aux moyens de subsistance, mon semblable a un droit égal ; j'ai un droit à toute jouissance à laquelle je puis participer sans nuire aux autres ni à moi-même, il a le même droit (1).

Des biens qui peuvent ainsi solliciter les désirs de l'homme, Godwin a fait quatre classes : les moyens de subsistance d'abord, puis les moyens de développement intellectuel et moral, puis les moyens de jouissance non onéreux, enfin les moyens de jouissance qui, sans concourir à notre existence ni à notre développement normal, coûtent cependant une somme considérable de travail et d'industrie (2).

C'est la recherche de ces derniers biens qui forme l'obstacle le plus redoutable à l'égale répartition. Elle naît de l'amour des distinctions, l'un des traits généraux de la nature humaine. Mais cet amour des distinctions peut prendre des directions différentes ; la voie qu'il prend aujourd'hui est celle de l'inégalité des richesses ; sous l'empire d'une morale supérieure, c'est dans la pratique de la vertu et des talents que l'homme cherchera à se distinguer, et il repoussera le système de récompense matérielle du mérite que Godwin traduit d'une manière originale : « Si vous êtes méritant, vous obtiendrez cent fois plus de nourriture que vous n'en

(1) Vol. II, p. 416.
(2) *Ibid.*, p. 417.

pouvez consommer, cent fois plus de vêtements que vous n'en pouvez user. Vous aurez un titre à soustraire à d'autres les moyens d'une existence heureuse et respectée... » (1)

L'étendue du droit idéal de propriété variera avec la nature de son objet d'après Godwin. Nous pouvons dire que le ch. II du l. VIII de *Political Justice* est l'un des plus importants monuments de l'histoire de la conception du droit socialiste moderne. Le savant A. Menger (*Das Recht auf den vollen Arbeitsertrag*, 1886) a donné comme fondements juridiques au socialisme du XIXe siècle, le droit à la vie, le droit au travail, le droit à l'intégralité des produits du travail ; cependant le caractère moral prédomine au XVIIIe siècle dans la conception de ces droits ; au XIXe siècle ce sera le caractère économique ; le plus général de tous est le droit à la vie qui embrasse les enfants et les incapables ; le droit au travail en est une forme dérivée mais complexe, le droit d'user productivement des richesses naturelles, la compensation de la perte de ce droit (Fourier, Considérant) en sont les modalités, Godwin le conçoit sous la première forme. Pour Godwin, le droit le plus étendu et le plus imprescriptible est aussi celui qui a pour objet les moyens de subsistance. Nul homme n'y peut porter atteinte sans injustice. Godwin consacre ainsi comme fondement d'un droit social nouveau, le *droit à la vie* qui s'est incorporé au socialisme du XIXe siècle (2). Il est confondu avec le droit au travail. Le second degré de propriété est l'empire que nous avons droit d'exercer sur le *fruit de notre travail* (3), c'est le droit à l'intégra-

(1) Liv. VIII, ch. I, p. 422.
(2) *Ibid.*, p. 425.
(3) P. 426.

lité du produit du travail personnel, incorporé aux écoles socialistes de Saint-Simon, Proudhon, Rodbertus, Marx, sous des formes différentes ; chez Godwin, l'exercice de ce droit est soumis à la loi morale. Toute portion de cette propriété a reçu sa destination des décrets inaltérables de la justice. Le producteur en est seulement le gardien, mais il en est le seul gardien, en ce sens que nul ne peut le contraindre à en disposer autrement que suivant les prescriptions de sa propre raison (1).

Si cette seconde propriété n'est plus, au même degré que la première, fondamentale, la troisième forme est en opposition complète et radicale avec la seconde : c'est celle d'après laquelle un homme a la faculté de disposer du produit de l'industrie d'un autre homme (2). Chacun peut calculer, dit-il, dans tout verre de vin, dans tout ornement qu'il attache à sa personne, combien d'individus ont été condamnés à l'épuisement ou à l'esclavage, à des travaux vulgaires incessants, à une nourriture insuffisante, à des efforts continuels, à une déplorable ignorance, à une brutale insensibilité, pour qu'il puisse jouir de cet objet de luxe (3).

C'est pour assurer la conservation de cette forme de la propriété qui est la consécration même de l'inégalité, que les pouvoirs du gouvernement s'étendent nécessairement, que des injustices nouvelles, des pénalités nouvelles, un nouvel esclavage deviennent nécessaires. C'est à l'ensemble de ces abus que Proudhon réservera plus tard dans ses mémoires célèbres le nom de propriété, en élargissant la critique de Godwin de tous les emprunts

(1) *Ibid.*, p. 426 et liv. II, ch. v.
(2) P. 428.
(3) P. 428.

faits aux théories économiques de la valeur et de la répartition des richesses.

Cependant non seulement Godwin ne songe nulle part à en appeler à la force pour faire disparaître ces inégalités, mais il attend des seuls progrès de la raison leur redressement (1).

Dans les chapitres où il combat les objections au système d'égalité, il déclare qu'à la vérité des soulèvements hâtifs peuvent s'abriter sous le principe de l'égalité, mais que c'est seulement une claire et calme conviction de la justice, de la justice mutuellement rendue, du bonheur que l'on répandra par l'abandon des habitudes les plus enracinées, qui peut assurer l'invariabilité à un pareil système (2). La méthode efficace pour hâter le déclin de l'erreur et pour produire l'uniformité des jugements n'est pas dans la force brutale, mais au contraire elle consiste à enseigner à chacun à penser par lui-même (3).

Les bienfaits que Godwin attend (4) de l'instauration d'un système d'égalité appartiennent à l'ordre intellectuel et moral ; c'est la disparition des maux inhérents à l'inégalité : tels que les sentiments de dépendance, de servilité, l'influence qu'exerce sur le jugement le spectacle de l'injustice, et sur les aspirations légitimes qu'elle étouffe, la perversion du jugement qu'elle détermine. La richesse héréditaire est une prime payée à la paresse, une immense annuité dépensée pour retenir l'humanité dans la brutalité et l'ignorance (5). L'inégalité décourage le déve-

(1) P. 435.
(2) II, p. 475.
(3) II, p. 493.
(4) Liv. VIII et chap. III.
(5) II, p. 452.

loppement intellectuel, et au point de vue moral, l'avènement de l'égalité ferait disparaître les causes générales du crime, car la source féconde du crime est dans cette circonstance qu'un homme possède en abondance ce dont un autre est privé (1).

Dans les longs chapitres qu'il consacre à la défense du système d'égalité des conditions et, comme il le dit, de l'égale admission aux moyens de développement et de jouissance, c'est toujours au point de vue moral qu'il se place.

La difficulté d'établir ce système dérivant de la fragilité de l'esprit humain, cédera devant le puissant développement de l'intelligence, qui est la condition essentielle de l'avènement de l'égalité (2). Son instabilité ne serait à redouter que s'il était instauré par la force et qu'on s'efforçât de le maintenir par une législation positive, et nous le savons, il ne peut être que le résultat de convictions sérieuses et bien délibérées, et d'un large développement de l'opinion publique (3). Les séductions de la paresse ne pourront non plus prévaloir contre la justice car elles seront conjurées d'avance par les progrès de la raison, et d'ailleurs le travail sera singulièrement réduit dans le régime d'égalité. Godwin revient deux fois sur l'extraordinaire réduction du temps de travail qu'il comporte : il l'évalue au vingtième du temps de chaque homme, à environ une demi-heure par jour (4). Mais pour comprendre la pensée du réformateur, il faut songer qu'il se place dans l'hypothèse d'un Etat où règne *la plus rigide*

(1) II, p. 456.
(2) P. 465.
(3) II, p. 471.
(4) P. 478 et 487.

simplicité, « the most rigid simplicity » (1). Le système imposera-t-il une contrainte inflexible à l'individu et déchaînera-t-il l'esprit de révolte? est-il incompatible avec l'indépendance personnelle? Là Godwin s'élève contre tout communisme autoritaire, faisant de l'individu un instrument passif. Il condamne même la coopération, le travail en commun autant que la consommation en commun et la cohabitation.

« La réponse évidente à cette objection est que, raisonner ainsi, c'est prévoir des difficultés à grande distance. Les trois quarts du globe habitable sont encore soustraits à la culture. La partie déjà cultivée est susceptible d'améliorations illimitées. Des myriades de siècles de population toujours croissante peuvent s'écouler, sans que la terre cesse de suffire à la subsistance de ses habitants. Qui peut dire les remèdes qui se suggéreront eux-mêmes pour des dangers aussi distants de nous.... » (2)

Il va même jusqu'à penser que la combinaison des efforts qu'exigent des travaux comme ceux de l'abattage d'un arbre, du creusement d'un canal, de la manœuvre d'un navire, disparaîtra peu à peu par les progrès des machines (3). Il ne parle qu'en passant de la division du travail, il ne cite Adam Smith que cette fois et l'appelle écrivain commercial (*commercial writer*) ; les progrès de la division du travail sont dus surtout au luxe, et elle entraîne assez de maux pour qu'on la réduise en sacrifiant toutes les superfluités du luxe (4).

Godwin déploie toutes les audaces de son génie, et

(1) P. 478.
(2) *Political Justice*, II, 510.
(3) II, p. 494.
(4) P. 503.

déroule toutes les splendeurs de ses aspirations, dans sa réponse à l'argument admis par Wallace, que le système donnerait l'essor à une population excessive dépassant les subsistances.

Il refoule d'abord dans un avenir lointain l'hypothèse d'un excès de population relativement aux subsistances ; mais la perspective d'une limite à la puissance productive du sol ne le fait pas reculer.

Le génie de Godwin ira en effet jusqu'à prévoir la synthèse totale des principes immédiats de nos aliments.

Mais le puissant idéaliste ne s'arrête même pas à cette argumentation déjà décisive à ses yeux, et qui sera plus tard opposée encore à Malthus. C'est dans l'intimité de l'évolution de l'esprit qu'il poursuit la découverte des conditions mêmes de l'équilibre.

L'esprit deviendra un jour tout puissant sur la matière, avait dit Franklin. C'est la même foi qui guide Godwin. La préoccupation psychologique qui traverse tout son livre est de transformer graduellement les actes inconscients et involontaires, les actes réflexes en actes volontaires. Il admet que la volonté humaine parviendra à exercer une action régulatrice sur bien des fonctions qui lui échappent, par exemple sur la circulation du sang : il admet que la science nous permettra sinon de triompher de la mort, du moins de la retarder de plus en plus ; semblablement la discipline morale que nous nous imposerons à nous-mêmes vaincra finalement nos appétits sensuels ; de telle sorte que lorsque la terre se refusera à porter une population plus considérable que celle qui aura réussi à subsister, cette population cessera probablement elle-même de se reproduire. Il y aura un peuple d'hommes sans enfants (1).

(1) Livre VIII, ch. IX, p. 321.

Telle est la limite extrême que la conception idéaliste de Godwin atteignait.

§ 6. **Condorcet et les tendances de l'évolution historique.** — Condorcet écrivit son *Esquisse du tableau des progrès de l'esprit humain* sous le coup d'une proscription. Il avait voulu d'abord adresser à ses concitoyens un exposé de ses principes et de sa conduite ; mais il renonça à une justification inutile au moins devant l'histoire. A l'adresse projetée, il substitua l'*Esquisse* dans laquelle il oublie jusqu'au nom de ses persécuteurs, dans *une sublime et continuelle absence de lui-même,* comme l'a dit son premier éditeur, Mme de Condorcet elle-même, il ne songe qu'aux destinées de l'humanité. L'*Esquisse* fut écrite sans le secours d'aucun livre. Après Turgot son maître et avec Kant son contemporain, il y considère la société humaine comme un phénomène naturel soumis à des lois. Le développement de l'esprit humain, dans la collectivité, obéit aux mêmes lois fondamentales que le développement de l'esprit individuel, c'est le même développement considéré dans la masse, mais la sociologie dynamique diffère, aux yeux de Condorcet, de la psychologie individuelle en ce qu'elle considère l'action des générations les unes sur les autres. « Le résultat de chaque instant, dit Condorcet, dépend de celui qu'offrent les instants précédents, et influe sur celui des temps qui doivent suivre. »

Il faut donc interroger directement les phénomènes sociaux pour dégager les lois de leur succession historique ; ces lois ne peuvent être déduites de la psychologie individuelle, puisqu'à chaque moment l'inévitable action modificatrice des phénomènes antérieurs rappelle à l'observation directe de leurs rapports avec les phénomènes présents. C'est par là que la notion de *loi* déga-

gée par Montesquieu dans les phénomènes sociaux, s'étendait systématiquement à l'histoire, qu'à côté de la statique abstraite des Physiocrates, venait se placer une dynamique sociale. Sous ses aspects fondamentaux, la sociologie allait devenir une science inductive. Condorcet en préparait définitivement la constitution. A. Comte, qui l'appelait son père spirituel lui a toujours reconnu ce mérite. Cependant il dirigea contre l'œuvre de Condorcet les plus graves critiques. Elle manque, disait-il, à la plus palpable des conditions, celle de présenter dans les faits rassemblés une série homogène ; la distribution des faits adoptée par Condorcet serait absolument vicieuse, ils seraient pris presqu'au hasard, les époques successives du développement général étant marquées tantôt par un événement industriel, tantôt par un événement scientifique, tantôt par un événement politique (1). Condorcet en un mot aurait méconnu l'importance d'une disposition philosophique des époques de la civilisation.

Les reproches d'A. Comte sont injustes ; c'est qu'en effet Condorcet n'a pas esquissé le tableau des progrès de la civilisation, mais celui des progrès de l'esprit humain ; ce n'est pas l'ensemble des aspects de la vie sociale qu'il retrace, mais celui de ses aspects qui est fondamental à ses yeux : le développement des connaissances positives et des arts qui en sont inséparables. A la vérité, l'étude comprend celle de l'action que les progrès des lumières ont exercée directement sur l'opinion publique, et sur l'ensemble de la civilisation même, comme elle comprend celle des conditions sociales qui les ont favorisées

(1) Auguste Comte, *Plans des travaux scientifiques* (1824), Opuscules, p. 144 et suiv.

et des obstacles qui s'y sont opposés ; mais les époques de ce développement sont légitimement caractérisées par les événements qui ont eu une influence décisive sur la marche de l'esprit humain, l'objet même du livre ; que ces événements soient scientifiques, politiques ou industriels, c'est là qu'ils trouvent leur réelle homogénéité. Quand on se place à ce point de vue, la classification des époques de l'*Esquisse* de Condorcet, où Comte ne voit qu'incohérence et arbitraire, présente une incontestable unité. La formation du langage, la découverte de l'écriture alphabétique. les premières conquêtes scientifiques jusqu'à la division fondamentale du savoir humain en sciences physiques et en sciences morales, l'invention de l'imprimerie, la révolte de la philosophie expérimentale contre l'autorité dogmatique, avec Bacon, Galilée, Descartes, le développement des sciences qui suivit, la Révolution française elle-même, ont les liens les plus étroits.

La découverte de l'imprimerie, fait industriel, donne une impulsion irrésistible au libre examen, un gage indestructible à la diffusion des idées, et prépare par là la fonction de l'opinion publique ; le progrès des sciences morales aboutit à donner au droit, à la perfectibilité de l'espèce, des fondements inébranlables dans la nature humaine et ses lois ; la Révolution française, fait social et politique, est ici la phase de l'évolution de l'esprit humain où les connaissances acquises exercent une influence directe, immédiate, générale sur l'opinion publique, et par là sur les institutions sociales, faisant reconnaître et consacrer le droit nouveau par la conscience collective.

C'est précisément parce que l'œuvre de Condorcet a ce degré de généralité qu'elle domine tout le développement de la sociologie théorique et pratique au XIXe siècle. Le

Tableau de Condorcet, éclairé par ses immortels *Mémoires sur l'instruction publique*, renferme la synthèse préparatoire des vastes entreprises par lesquelles l'école de Saint-Simon et celle d'A. Comte se sont proposé comme objet la réorganisation spirituelle et temporelle de la société. Auguste Comte se séparera irrévocablement de Saint-Simon pour poursuivre avant tout la réorganisation spirituelle de la société, en constituant la sociologie et la philosophie des sciences, et en ajournant jusque-là la constitution d'une politique positive et la réorganisation temporelle. Saint-Simon, au contraire, et surtout son école, appuyés sur une œuvre hâtive de reconstitution spirituelle, aborderont directement la réformation de la société. L'*Esquisse* fait en second lieu appel à la constitution d'une sociologie, de cette *science de l'homme*, qui sollicite le génie de Saint-Simon et qu'il ne peut qu'ébaucher. Les *Mémoires sur l'instruction publique*, vrai commentaire de l'*Esquisse*, plus que l'*Esquisse* même, ce que l'on n'a pas vu, renferment les données fondamentales de la classification des sciences d'A. Comte. La consécration du rôle social de la science succédant à la théologie, réalisant l'unité mentale du genre humain, exerçant une action directrice sur le mouvement social, prépare avec Condorcet l'institution du nouveau *pouvoir spirituel*, dont Saint-Simon, dès le début de son œuvre, A. Comte, jusqu'à l'achèvement de la sienne, furent préoccupés. Dans l'un de ses *Mémoires sur l'instruction publique*, Condorcet propose, en 1792, la fondation d'une *société nationale des sciences et des arts*, destinée à diriger l'instruction générale, à reculer par ses découvertes les limites des sciences ; elle devait renfermer une classe des sciences mathématiques et physiques, et une classe des sciences morales et politiques. Celle-ci, à son tour,

devait être l'organe appelé à poursuivre l'extension et la coordination des connaissances sociales positives, et à préparer l'œuvre de ce qu'il appelle l'*art social.* L'idée reparaît, avec sa portée pratique, dans le beau fragment sur l'*Atlantide* (1). C'est là même que Saint-Simon, d'après moi, puisera directement la substance de sa première œuvre, les *Lettres d'un habitant de Genève.* Telle est l'évolution des idées.

En Condorcet, l'œuvre de reconstitution théorique et celle de réformation pratique sont étroitement unies, et c'est là qu'est la place de l'*art social* avec toute l'ampleur que ce grand homme a su lui donner.

Condorcet concourt plus qu'aucun autre penseur, par sa conception sociologique même, à éliminer l'hypothèse encore métaphysique d'un ordre immuable des sociétés, qui forme le fond de la physiocratie, à laquelle il se rattache par tant de liens. Avec lui, les *lois naturelles* des phénomènes économiques et sociaux perdent le caractère impératif et téléologique que l'école physiocratique leur a donné ; elles expriment désormais des relations entre les phénomènes, elles cessent d'être les éléments essentiels d'un ordre invariable : elles ne sont conçues que relativement à l'ensemble des conditions d'un ordre historique variable et perfectible, et non seulement elles sont compatibles avec l'intervention régulatrice de l'homme et de la société, mais l'*art social* de Condorcet est précisément la systématisation de cette action modificatrice. C'est le vrai point de départ scientifique de la vaste entreprise de réformation sociale, à la fois critique et organique, qui aboutit à la transformation des fonctions de l'Etat, à la substitution dans ses attributions de

(1) *Œuvres*, édition de l'an XIII, tome VIII, p. 520.

la *justice positive*, avec l'extraordinaire efflorescence des conceptions juridiques nouvelles, à la *justice négative* d'Adam Smith. Interprète de la philosophie de son siècle, Condorcet avait puisé dans la nature humaine, dans cette seule vérité que l'homme est un être sensible, capable de former des raisonnements et d'acquérir des idées morales (1), le fondement même de l'indépendance de la raison, de l'autonomie morale, des droits imprescriptibles de l'homme (2). Le maintien de ces droits apparaissait comme l'objet unique de la réunion des hommes en sociétés politiques, et l'*art social* devait être *celui* de leur garantir ces droits avec la plus entière égalité, et dans la plus grande étendue (3). Cependant la mission de l'art social devait aller bien au delà de la garantie d'une égalité nominale ou *formelle* des droits. « En parcourant l'histoire des sociétés, nous aurons eu l'occasion de faire voir que souvent il existe un grand intervalle entre les *droits que la loi reconnaît* dans les citoyens, et les droits dont ils ont une *jouissance réelle*, entre l'égalité qui est établie par les institutions politiques et celle qui existe entre les individus ; nous aurons fait remarquer que cette différence a été une des principales causes de la destruction de la liberté dans les républiques anciennes, des orages qui les ont troublées, de la faiblesse qui les a livrées à des tyrans étrangers (4). » Tel avait été déjà le langage d'Aristote, comme ce sera celui de Proudhon et d'Emile de Laveleye ; par ces paroles mémorables qui renferment au fond toute l'interprétation économique de l'histoire, Con-

(1) P. 233.
(2) P. 248.
(3) P. 233.
(4) P. 331.

dorcet, marquant le contraste entre l'*égalité de droit* et l'*inégalité de fait*, posait la question sociale devant le XIXe siècle. L'art social n'allait plus avoir pour objet la conservation d'une égalité nominale des droits, mais l'inégalité réelle devait s'affaiblir graduellement « *pour faire place à cet égalité de fait, dernier but de l'art social* (1) ». Tel était le gage suprême pour lui comme pour le socialisme scientifique du XIXe siècle de la stabilité des démocraties. La Révolution sociale devenait la conclusion logique de la Révolution philosophique, du triomphe du libre examen. A. Comte, dans le développement de l'œuvre de Condorcet, abandonnera ces conclusions égalitaires : son œuvre propre d'ailleurs, d'une incomparable grandeur, sera la constitution de la synthèse des sciences positives opposée à la conception théologique du monde, et celle de la sociologie qui en est inséparable. Quant à la solution pratique, Auguste Comte, affirmant dans son *Discours sur l'esprit positif* et sa *Politique positive*, l'humanité, comme réalité suprême, aboutit à *déduire les droits de l'individu* de ses devoirs envers l'humanité même, parce qu'on ne peut l'en isoler que par abstraction : les droits naturels et imprescriptibles de la *raison* et de la *conscience* individuelles sont rejetés par lui dans la métaphysique, la consécration de l'*égalité* entière de ces droits est abandonnée comme *fin* des sociétés politiques, et l'*égalité de fait*, condition de stabilité même pour l'*égalité de droit*, cesse d'être le but dernier de l'art social. Il tendra à reconstituer une société hiérarchique, mais sur un plan humanitaire.

Cependant tous les réformateurs sociaux, de quelque école qu'ils puissent être, resteront en général dans la di-

(1) P. 321.

rection fondamentale tracée par l'immortel héritier de la philosophie du XVIII[e] siècle, exécuteur testamentaire de la Révolution elle-même. C'est-à-dire que tous reconnaîtront plus ou moins nettement et radicalement que la stabilité des institutions civiles, politiques, sociales, est subordonnée à nos progrès vers l'égalité des conditions économiques, subordination fondamentale qui est l'âme même des plans socialistes.

Il est certain que Condorcet n'assigne pas de limites *a priori* à l'efficacité de l'*art social*, qui doit rapprocher indéfiniment de l'égalité de fait. Cette flexibilité de la conception de Condorcet est telle que le *Manifeste des égaux* de Babeuf porte, ce que l'on n'a pas remarqué, cette épigraphe : *égalité de fait dernier but de l'art social* (Condorcet, *Tableau de l'esprit humain*). Tout le manifeste des égaux n'est qu'une protestation ardente contre l'inégalité de fait, opposée à l'égalité devant la loi ; ce contraste restera depuis lors l'aspect le plus général de la question sociale moderne ; Babeuf rapproche immédiatement de lui ce que Condorcet déroula dans le temps ; Babeuf déduit de quelques données générales la solution dernière de l'art social ; Condorcet, renonçant à l'absolu, inférera successivement les plans relatifs de réforme de l'expérience accumulée. C'est pourquoi aussi, bien loin du communisme, les plus modérés des réformateurs sociaux se rattachent encore à Condorcet par des liens invisibles : toutes les doctrines qui réagiront contre le *laisser faire* absolu de l'école classique, sont inséparables de son œuvre : par le vaste système d'assurances sociales et de garanties qu'il esquisse avec une pénétration étonnante de l'avenir, il fait retentir son influence jusqu'à ce groupe remarquable des économistes contemporains de l'Allemagne, les réformateurs sociaux (*socialistes de la chaire*

ou plutôt *réformateurs sociaux*), qui dégagent définitivement la science économique de l'absolu à la fin du XIX[e] siècle, et l'unissent en même temps à la sociologie.

Dès lors que l'observation et l'expérience ont permis de découvrir les lois des phénomènes, l'homme peut, d'après l'expérience du passé, prévoir les événements de l'avenir. Il en est pour les sociétés humaines comme pour les phénomènes physiques. Aussi Condorcet a-t-il exposé dans la X[e] époque du *Tableau* ses prévisions, ses espérances sur l'état à venir de l'espèce humaine. Elles se ramènent à trois principales : la destruction de l'inégalité entre les nations, les progrès de l'égalité dans un même peuple, enfin, le perfectionnement réel de l'homme.

L'inégalité qui persiste dans la distribution des lumières, des moyens de développement des richesses, tient-elle à la civilisation même ou aux imperfections de l'*art social* ? C'est à ces imperfections, on l'a déjà vu, que le philosophe les rattache. L'égalité lui apparaît dès lors *non pas comme le résultat nécessaire de l'évolution* spontanée de la société, mais comme le dernier *but* de l'*art social*, de l'intervention de la société elle-même dans son propre développement. C'est ici que le disciple de Turgot, d'Adam Smith apparait à la fois comme le maître de Henri de Saint-Simon, comme le précurseur réel de Sismondi et des socialistes de la chaire ou réformateurs sociaux, et comme l'associé de Godwin dans l'entreprise de transformation sociale.

Ce qui rapproche Condorcet de Godwin c'est la conception de l'égalité progressive, ce qui l'en éloigne ce sont les moyens de l'atteindre. Pendant que Godwin se place dans l'hypothèse d'une transformation idéale du régime

de la propriété, en opposant à toutes les institutions établies une négation absolue, Condorcet part des données de l'histoire, n'oppose aucune conception de la propriété à la propriété actuelle, mais soumet les institutions et les mœurs à un ensemble de modifications systématiques et continues. Seulement il faut reconnaître que Godwin proscrivant toute violente transformation et n'attendant rien de stable que d'une haute culture, se soumet lui aussi, quoi qu'il veuille, par là même à une véritable évolution. Il est manifeste cependant que Condorcet exprime ici la relativité des conceptions, le caractère historique de la méthode, alors que Godwin est infiniment plus pénétré de l'absolu et généralement soumis aux méthodes déductives.

La forme de l'inégalité, qui préoccupe le plus Condorcet, c'est ce qu'il appelle *l'intervalle existant entre les droits que la loi reconnaît dans les citoyens et les droits dont ils ont une jouissance réelle*. C'est le contraste entre l'*égalité de droit* et l'*inégalité de fait*. Cette différence dérive elle-même de trois causes principales : l'inégalité des richesses, l'inégalité d'état entre ceux qui n'ont d'autre ressource que leur travail et leur industrie et ceux qui ont des moyens de subsistance assurés — enfin l'inégalité d'instruction. Condorcet infère des tendances mêmes de l'espèce, que ces trois sortes d'inégalité *de fait* doivent *diminuer continuellement* sans pourtant *s'anéantir*.

La réforme de la législation et des mœurs resserrera de plus en plus les limites de l'inégalité de richesse. L'inégalité *d'état*, qui place le travailleur et l'entrepreneur dans une *instabilité redoutable*, doit être contrebalancée par ce vaste système d'assurances opposant le hasard à lui-même, et qui peut être formé, dit-il, au nom de la

puissance sociale (1), et par l'organisation du crédit. L'égalité d'instruction est destinée à exclure toute dépendance forcée ou volontaire.

Il prévoit que par les progrès de l'instruction et ceux de l'application des sciences à l'agriculture, la terre sera rendue plus productive. Dès lors, des jouissances plus étendues déterminent, dit-il, par suite de la constitution physique de l'espèce humaine, un accroissement dans le nombre des individus (2). C'est alors qu'il se pose cette question : « Ne doit-il pas arriver un terme où ces lois également nécessaires viendraient à se contrarier, où l'augmentation du nombre des hommes surpassant celle de leurs moyens, il en résulterait nécessairement sinon une diminution continue de bien-être et de population, une marche vraiment rétrograde, du moins une sorte d'oscillation entre le bien et le mal ? » (3)

M. Elie Halévy, dans son ouvrage, a émis l'idée que Condorcet répond ici à Townsend, qui avait dit : « Il existe un point au delà duquel la fertilité du sol jointe à l'industrie humaine ne peut rien rendre, et lorsque l'espèce humaine aura multiplié en proportion de cet accroissement maximum de nourriture, elle ne pourra aller plus loin. » (4)

Condorcet répond d'abord avec Godwin, et c'est là que leur désaccord avec Malthus éclatera, qu'il est impossible de prononcer pour ou contre la réalité future d'un événement, qui serait nécessairement fort éloigné, et qui ne se réaliserait qu'à une époque où l'espèce humaine aurait

(1) P. 336, *Œuvres*, VIII.
(2) P. 349, VIII.
(3) VIII, p. 349.
(4) E. Halévy, *La formation du radicalisme philosophique*, II. *L'évolution de la doctrine utilitaire*, p. 128 et 146.

nécessairement acquis des lumières dont nous pouvons à peine nous faire une idée.

Dans l'hypothèse même de la réalisation de cet événement, Condorcet soutient encore qu'il n'en résulterait rien d'effrayant, car en admettant que la raison progresse avec les sciences et les arts, l'homme réussira à contenir les excès de la population. Il ne s'explique pas avec précision sur la forme qu'il assigne à ce que Malthus lui-même appellera plus tard la *contrainte morale*. « Si on suppose, dit-il, que les ridicules préjugés de la superstition aient cessé de répandre sur la morale une austérité qui la corrompt et la dégrade, au lieu de l'épurer et de l'élever, les hommes savent alors que s'ils ont des obligations à l'égard des êtres qui ne sont pas encore, elles ne consistent pas à leur devoir l'existence, mais le bonheur... » (1)

Mais le progrès moral dont Condorcet attend le refoulement d'un accroissement désordonné de la population est vraisemblablement du même ordre que celui que concevra Malthus lui-même, comme frein normal. C'est au sentiment de la responsabilité individuelle que Condorcet, comme Malthus, fait appel.

C'est ainsi que Condorcet admet qu'il puisse y avoir une limite à la masse possible des habitants, sans qu'il en résulte la destruction prématurée d'une partie des êtres qui auront reçu la vie.

C'est là que Malthus s'opposera à Condorcet et que se produira l'un des conflits scientifiques les plus graves et les plus imposants de l'histoire des idées. C'est là que Malthus, en ébranlant les conclusions égalitaires de Condorcet, affrontera l'œuvre de toute la philosophie du XVIII[e] siècle,

(1) VIII, p. 351.

et tentera de déchirer, avec l'*Esquisse*, le testament de cette philosophie et de la Révolution elle-même.

§ 7. **Helvétius et le principe de population.** — Chose remarquable, l'œuvre d'Helvétius se relie à la fois à celle de Godwin, de Condorcet et à celle de Malthus, comme elle se rattache directement à la grande expérimentation pédagogique de Robert Owen ; son traité *de l'Homme et de son éducation*, publié après sa mort, est cité par Godwin et n'a pu rester inconnu de Malthus. Il y condamne l'inégalité des conditions avec la même âpreté que Godwin, il déroule les effets de l'excès de population avec le pessimisme de Malthus. C'est là qu'il développe cette thèse que le malheur presque universel des hommes et des peuples dépend de l'imperfection de leurs lois et du partage trop inégal des richesses ; il n'est, dit-il encore, dans la plupart des royaumes, que deux classes de citoyens, l'une qui manque du nécessaire, l'autre qui regorge de superflu. « La première ne peut pourvoir à ses besoins que par un travail excessif... » (1)

C'est dans le progrès de la population qu'il faut rechercher la cause générale des inégalités sociales ; il détermine la différenciation des classes propriétaire et non propriétaire, la concentration graduelle de la propriété, et avec la multiplication des non-propriétaires, la pression grandissante de la population sur les subsistances. Il explique par là la tendance du salaire à se réduire au minimum nécessaire sous l'empire d'une concurrence sans frein. « Un autre effet de la même cause sera l'indigence de la plupart des habitants. Leur nombre

(1) Helvétius, *De l'homme et de son éducation*, section VIII, ch. III et IV.

s'accroit-il, est-il plus d'ouvriers que d'ouvrage? La concurrence baisse le prix des journées : l'ouvrier préféré est celui qui vend le moins chèrement sa subsistance (1). » C'est la loi d'airain du salaire avant Turgot lui-même.

La séparation et l'opposition de plus en plus profonde des intérêts éveillent l'esprit de révolte, l'ordre ne peut être maintenu que par la dureté des lois, les entreprises du despotisme favorisées par les antagonismes sociaux précipitent la décadence des empires (2). Helvétius entrevoit une philosophie de l'histoire basée sur les conditions économiques.

Tel est le vaste enchainement des conséquences de l'excès de population, il n'y voit de remède que dans ce que Malthus appellera plus tard les *obstacles répressifs* : il parle de la nécessité des guerres qui consomment le surplus d'habitants, ou des lois qui tolèrent l'exposition des enfants (3). Ni l'obstacle normal de la prévoyance, le *moral restreint*, ni l'influence sur la population de la diffusion de la propriété qu'Helvétius réclame cependant pour réduire l'inégalité n'apparaissent dans cet ouvrage. Comme Mably, il entrevoit les solutions des écoles socialistes du XIXe siècle. La solution saint-simonienne est dans ces lignes : « Qui pourrait empêcher un peuple de se déclarer héritier de tous les nationaux? » inscrites, dans un chapitre *sur les moyens de s'opposer à la réunion trop rapide des richesses en peu de mains* (4). Helvétius aura eu cette destinée étrange de croire avec Owen à la toute-puissance de l'éducation, de tendre énergiquement

(1) *Ibid.* Section VI, ch. VII.
(2) *Ibid.* Section VI, ch. VIII.
(3) Section VI, ch. VI, VII et VIII, notes, et ch. XI.
(4) Section VI, ch. XI.

avec Godwin et Condorcet à l'égalité des conditions, et en même temps de justifier néanmoins, avant 1771, le langage que tiendra Malthus en 1798.

II. — La dynamique économique et sociale et le principe physico-biologique de Malthus

§ 1. Genèse et portée historique de l'œuvre de Malthus. — L'œuvre de Malthus marque le moment où au socialisme doctrinal, constitué sous une première forme comme un prolongement de la philosophie du xviiie siècle, l'individualisme s'oppose dans son expression la plus étendue et la plus radicale, et où la question sociale moderne se dégage comme conséquence de la révolution industrielle qui s'est accomplie.

Les biographies de Malthus sont rares et de peu d'étendue ; le livre le plus complet et le plus remarquable qui se rapporte à ce savant est celui de M. James Bonar, du collège Balliol à Oxford, *Malthus and his Work* (1885). C'est ce volume qui me fournira les détails biographiques essentiels à cette étude. J'y renverrai plus tard aussi dans l'appréciation même de l'œuvre.

Thomas Robert Malthus naquit à Rookery, le 14 février 1766, l'année même où J.-J. Rousseau vint en Angleterre. Son père, Daniel Malthus, était l'un des admirateurs de Rousseau, et pénétré du système d'éducation de l'*Emile*; tout porte à croire qu'il n'envoya son fils Robert à aucune école publique avant l'âge de 8 ou 9 ans. Il partageait lui-même sa vie entre l'étude et la botanique. Il reconnut bientôt les dispositions heureuses de Robert, et dans le système d'éducation qu'il adopta, il

s'appliqua comme l'auteur d'*Emile* à favoriser le développement spontané de son fils. Aucun père ne réussit mieux que lui et avec un désintéressement plus complet à dégager l'individualité de son enfant. A neuf ou dix ans, Robert fut confié à un homme supérieur, Gilbert Wakefield, pasteur détaché de l'Eglise établie, devenu maître classique à l'académie de Warrington. Il professait les mêmes idées que Daniel Malthus et l'auteur d'*Emile*, et le plus grand service à rendre aux jeunes gens était, à ses yeux, de les préparer au libre exercice de leurs propres facultés. Après quelques années, R. Malthus entra au collège de Jésus, à Cambridge ; il en sortit en 1788. En 1797 il prit son degré de maître, et devint desservant d'une cure au voisinage d'Albury, résidence de son père. C'est l'année suivante que Malthus publia son célèbre ouvrage ; sous cette forme primitive, il avait pour titre : *Essay on the principle of population as it affects the future improvement of society*. L'essai était *anonyme*. C'était l'avenir de l'humanité qu'il considérait et son titre révèle bien qu'il répondait au chapitre final de Condorcet, et à la dernière partie du livre VIII de Godwin.

Malthus s'était non seulement dégagé de l'influence philosophique dont son père avait tenté d'imprégner son éducation première, mais il réagissait décidément contre elle. Cette réaction fut jugée trop forte par son auteur même ; et comme il le dit plus tard lui-même, ayant trouvé l'arc trop courbé d'un côté, il fut porté à le recourber trop de l'autre pour le remettre droit. Aussi la seconde édition différa-t-elle considérablement de la première, elle fut publiée en 1803. Il s'en explique lui-même dans la préface : « La première édition de cet ouvrage parut en 1798, dit-il. Ce fut un écrit de M. Godwin qui me mit la plume à la main... Je suivis l'impulsion du

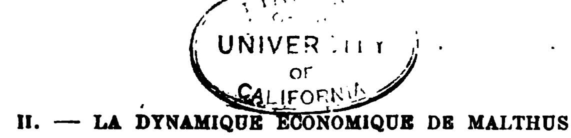
moment, et j'employai les matériaux que j'avais à ma portée, à la campagne où je vivais. Hume, Wallace, Adam Smith, Price furent ceux qui me servirent de guides. Leurs ouvrages sont les seuls qui aient pu m'aider à développer le principe auquel je me suis attaché. J'avais en vue de l'appliquer à développer certains systèmes relatifs à la perfectibilité de l'homme et de la société, qui fixaient à cette époque l'attention publique. »

Dans cette seconde édition, Malthus s'appliquait à conformer par les faits puisés dans l'étude du passé et du présent la vérité du principe de la population qu'il avait exposé dans la première édition. Aussi le titre de l'ouvrage avait-il été modifié : *An essay on the principle of population, or a view of its past and present effects on human happiness*. Le livre avait donc cette fois pour objet l'influence du principe de la population sur l'*état passé* et l'*état présent des sociétés*. Aussi disait-il dans la préface de 1803 : « La forme que j'ai donnée à cet essai en fait un nouvel ouvrage, et je l'aurais probablement publié comme tel en détachant le petit nombre de chapitres de la première édition qui s'y trouvent textuellement répétés, si je n'avais désiré qu'il contînt l'ensemble de mes raisonnements, et que l'on pût lire ce second écrit sans être obligé de recourir sans cesse au premier. » La seconde édition présentait encore sur le fond, comme nous le verrons, des différences d'une grande importance. Dans l'intervalle, Malthus avait lui-même pu ajouter à son premier essai les résultats de plus larges lectures et de plusieurs voyages à l'étranger. En 1799, il avait visité, avec Otter Clarke et Crapps, l'Allemagne, la Suède, la Norvège, la Finlande et une partie de la Russie ; c'étaient les seuls pays alors ouverts aux voyageurs anglais. Il avait à son retour publié une

étude sur le *haut prix des subsistances* dans laquelle il annonçait la nouvelle édition de l'*Essai sur la population*. Il ne la publia qu'après que la paix d'Amiens lui eut permis de visiter la France et la Suisse. C'est ainsi que l'observation directe lui fit ajouter une œuvre toute nouvelle à l'œuvre primitive : les spéculations sur l'avenir sont désormais reportées à l'arrière-plan, dit M. Bonar, les faits du présent produits au premier plan. Malthus publia successivement quatre autres éditions de son ouvrage en 1806, 1807, 1817 et 1826, en le complétant, et en s'efforçant de tenir compte des critiques qui en avaient été faites.

En 1805 il fut nommé professeur d'histoire et d'économie politique au collège des Etudes orientales à Haileybury et conserva ces fonctions jusqu'à sa mort. Mais ses investigations économiques n'eurent pas exclusivement pour objet la question de la population.

En 1814, il publia successivement ses observations sur les *Lois céréales* et ses motifs d'une opinion sur le *Système de restriction des importations* ; l'année suivante, il donna son étude sur *la nature et le progrès de la Rente foncière*. En 1820, parurent ses *Principes de l'Economie politique*, qui forment moins l'exposition d'un système complet d'économie politique, qu'un recueil d'études sur différents objets se rattachant surtout à la théorie de la distribution et à celle de la répartition des richesses. Un volume sur les *Définitions en économie politique* publié en 1827 fut l'une de ses dernières œuvres économiques. En 1829, il échangea avec Nassau Senior des *Lettres sur la Population* qui furent publiées par celui-ci. Il semble avoir consacré les dernières années de sa vie à réviser ses *Principes de l'Economie politique*, sous l'influence directe de controverses toujours renais-


UNIVERSITY OF CALIFORNIA

santes avec son illustre émule David Ricardo. M. Bonar a publié cette belle correspondance : *Letters of Ricardo to Malthus*, 1887.

Peu de temps avant sa mort il répondait à un ami qui l'interpellait sur sa lenteur à donner une nouvelle édition de ses *Principes de l'Economie politique:* « Mes opinions sont devant le public : si j'y modifie quelque chose ce ne sera que dans la forme, et je me demande si c'est pour un mieux que je pourrais les modifier. »

Il mourut subitement d'une maladie du cœur, le 29 décembre 1834, à l'âge de 68 ans. Le philosophe Mackintosh a dit ces remarquables paroles : « J'ai connu quelque peu Adam Smith, Ricardo bien, Malthus intimement. Ce n'est pas peu de chose de pouvoir dire d'une science que ses trois grands maîtres comptaient parmi les trois meilleurs des hommes que j'aie jamais connus. »

Mackintosh évoque le souvenir de Smith. Les destinées des deux économistes philosophes ont été bien différentes.

Adam Smith avait surtout mis en lumière l'influence des institutions politiques sur l'essor des énergies productrices des sociétés, sur les conditions fondamentales de la prospérité des nations.

Malthus transporte devant l'opinion économique le problème social comme problème de répartition des richesses, en réagissant contre les aspirations égalitaires de la philosophie du XVIIIe siècle, et contre tous les systèmes d'intervention de l'Etat proposés pour soulager la misère.

La *Richesse des nations* est l'œuvre de la méditation paisible et prolongée, elle est le fruit de la maturité de l'esprit, Smith avait 53 ans quand il le publia : l'*Essai* de Malthus fut d'abord une œuvre de polémique écrite à

32 ans, publiée sans nom d'auteur, comme une sorte de pamphlet.

Malthus ne pouvait manquer de heurter le sentiment humain, de faire douter de son propre cœur, et en même temps de porter ses sectateurs à des exagérations de doctrine et de langage dont la responsabilité rejaillissait sur lui-même. Aussi a-t-on pu dire de lui qu'il fut l'homme le plus maltraité de son siècle ; et ses amis se sont-ils crus obligés de préparer eux-mêmes, dans l'inscription gravée sur sa tombe, le jugement de l'histoire.

En effet, pendant que la tombe modeste d'Adam Smith, à demi-perdue sous le lierre, ne porte que la simple indication de son œuvre, comme un appel suffisant à la justice de la postérité, la tombe de Malthus porte l'inscription suivante : « L'un des hommes les meilleurs et des philosophes les plus sincères de tous les temps et de tous les pays, élevé, par la dignité native de son esprit, au-dessus des travestissements de l'ignorance et de l'oubli des grands, il vécut une vie sereine et heureuse, dévoué à la poursuite et à la communication de la vérité, soutenu par la conviction calme et ferme de l'utilité de ses travaux, satisfait de l'approbation des sages et des bons. »

L'histoire des idées n'a plus à surmonter les ressentiments et les préjugés pour rendre justice à Malthus. Il est certain d'abord qu'il est peu d'hommes dont les intentions et même la pensée aient été plus souvent et plus complètement travesties. Il en est peu aussi qui se soient, avec plus de conscience et de sévérité que lui, appliqués à des remaniements plus fréquents et plus profonds même de leur œuvre primitive. Bonar a pu dire que l'opinion publique a été sa collaboratrice.

Mais l'histoire dira aussi qu'il n'est pas au XIXe siècle d'écrivain qui ait donné à l'individualisme et à l'insoli-

darité générale une expression plus complète et plus redoutable.

Si nous continuons ce parallèle, les conditions économiques dans lesquelles l'œuvre de Malthus apparaissait étaient toutes différentes des conditions de la publication de la *Richesse des nations* d'Adam Smith.

Adam Smith avait embrassé le problème de la production, et son œuvre qui contribuait à donner un si puissant essor aux énergies productrices, en les dégageant de toutes les entraves des systèmes réglementaires, apparaissait au moment même où le génie inventif, multipliant les découvertes et leurs applications en un petit nombre d'années, précipitait la révolution des machines dans l'industrie. A l'époque de Smith, la seule machine à vapeur était la pompe à feu de Newcomen. M. A. Marshall rappelle qu'entre les années 1760 et 1770 (1), Roebuck commença à fondre le minerai de fer au coke; Brindley relia à la mer, par des canaux, les sièges des manufactures qui s'élevaient ; Wedgwoord découvrit l'art de fabriquer la poterie à bon marché et bien ; Hargreaves inventa le métier à filer, le spinning Jenny ; Watt inventa le condenseur des machines à vapeur ; les inventions d'Arkwright, de Crompton et le métier mécanique de Cartwryght vinrent compléter l'œuvre de Hargreaves.

Bonar remarque de son côté que les découvertes du charbon et du fer dans le nord de l'Angleterre, correspondant aux inventions dans les manufactures, commencèrent à faire des plus pauvres contrées les plus riches. « L'Angleterre, dit-il, avait été à l'époque romaine un grenier, dans des âges postérieurs un pâturage : elle était en voie de devenir la terre de la machine et des manu-

(1) Marshall, *Principles of Economics*, I, p. 40.

factures aussi bien que le centre du commerce étranger. »

Mais cette expansion rapide de l'industrie eut des effets redoutables, et si Adam Smith, suivant une remarque d'Ingram, avait pu les prévoir, il eùt sans doute été un croyant moins enthousiaste du bienfait que la seule émancipation de l'effort humain devait faire atteindre, et il eùt dénoncé avec moins de véhémence les anciennes institutions qui, dans leur temps, avaient au moins donné une protection partielle au travail. C'est qu'en effet les souffrances que l'épargne et le déplacement du travail humain par les machines entraînaient l'anarchie du nouveau système de fabriques substitué au travail domestique, et dans lequel le mot *manufacture* perdait son sens étymologique, comme l'a dit M. Bonar, étaient des maux trop réels.

D'ailleurs Owen et Sismondi n'allaient pas tarder à tracer le tableau déchirant de ce que la science classique a elle-même appelé depuis la *période chaotique de l'industrie*. C'est devant les résultats immédiats de cette révolution que Malthus se trouva lui-même. D'autres circonstances atteignaient aussi directement les travailleurs.

Les années 1795 et 1796 avaient été marquées par une élévation extraordinaire du prix du blé. De moins de 50 sh. il avait passé à plus de 100 sh. le quarter (1).

Pitt proposa de modifier la loi sur les pauvres (*Poor law*) et entre autres choses d'augmenter les secours pour les familles les plus nombreuses.

C'est cette intervention que Malthus allait condamner comme propre à aggraver la misère en augmentant en-

(1) Cannan, *History of Theories*, etc., p. 150.

core la population, et c'est par là que le problème de l'excès de population, inséparable de celui de la répartition des richesses, empreint des exagérations qu'une interprétation hâtive des événements qui s'accomplissaient devait lui donner, prit le premier rang dans sa pensée, alors que la *production* avait préoccupé surtout l'esprit d'Adam Smith. L'optimisme de celui-ci, le pessimisme originaire de Malthus, correspondaient à deux aspects d'une même révolution industrielle, de même qu'ils avaient l'un et l'autre leur racine dans une conception de la nature humaine.

Tel est le milieu économique dans lequel se produisit le plus radical des conflits que présente l'histoire de la philosophie économique.

Malthus a raconté, dans la préface de la première édition de son livre et rappelé dans la préface de l'édition de 1803, comment cet *Essai* lui fut suggéré par la lecture de fragments de l'*Enquirer* de Godwin sur l'avarice et la prodigalité.

Il faut en reproduire ici les principaux qui n'ont jamais été traduits ; on jugera de la hauteur de pensée de Godwin, on verra à quel point de la production indéfinie des subsistances dépendaient à ses yeux la conquête universelle du loisir, les progrès de la civilisation, ceux de l'égalité. On verra bien surtout où surgit l'objection de Malthus. *Enquirer*, « of avarice and profusion », p. 169 : « L'inégalité étant dans certaines limites inévitable, c'est le domaine de la justice et de la vertu de conjurer les maux pratiques que l'inégalité tend à produire. Il est certain que les hommes diffèrent les uns des autres dans leurs degrés d'industrie et d'économie. Mais il est non moins certain que les besoins d'un homme sont semblables à ceux d'un autre, et que les mêmes choses

conduisent à l'amélioration et au bonheur de chacun, dans toute la mesure où l'homme n'est pas corrompu par la condition oppressive et tyrannique de la société dans laquelle il est né. Les principes de la vertu réclament que les avantages existant dans toute communauté soient également administrés ; ou que les inégalités qui naissent inévitablement soient réprimées ou resserrées dans les limites les plus étroites possible. »

« Les denrées qui substantiellement contribuent à la subsistance de l'espèce humaine, forment un très court catalogue. *Elles ne réclament de nous qu'une faible portion d'industrie.* Si elles étaient uniquement produites, et produites en suffisance, l'espèce humaine pourrait se perpétuer. Si le travail requis nécessairement pour produire ces denrées était divisé équitablement parmi les pauvres, et encore mieux, s'il était divisé équitablement parmi tous, la part de travail de chaque homme serait légère, sa part de loisir serait grande. Il fut un temps où ce loisir eût été d'une petite valeur comparative. Il est à espérer qu'un temps viendra où il sera appliqué aux desseins les plus importants. Ces heures qui ne sont pas requises pour la production des choses nécessaires à la vie peuvent être employées à la culture de l'intelligence, à l'augmentation de la somme de nos connaissances, au raffinement de notre goût et nous ouvrir ainsi des sources nouvelles, plus exquises de jouissances. Il n'est pas nécessaire que toutes nos heures de loisir soient consacrées à des travaux intellectuels ; il est probable que le bien-être de l'homme serait plus favorisé par la production de quelques choses superflues, luxueuses, mais certainement pas celles qu'une vanité exclusive et à l'imagination malade nous enseigne à admirer ; *mais il n'y a pas de raison, dans le*

système de l'univers ou de la nature humaine, pour qu'un individu quelconque soit privé des moyens de cultiver son intelligence (1). »

L'*Essai* de Godwin avait provoqué entre Malthus et un tiers qu'il appelle un *ami*, et qui n'était autre que son père, une discussion sur les progrès futurs de la société. Ce sont ses arguments que Robert Malthus rassemble sous une forme plus claire dans son ouvrage.

« J'ai lu, dit-il dans son premier chapitre, avec un grand plaisir, les spéculations sur la perfectibilité de l'homme et de la société. J'ai été ému et réjoui de la peinture enchanteresse qu'elles présentent. *Je forme des vœux ardents pour ces heureux progrès*. Mais je vois de grandes et, à mon avis, d'insurmontables difficultés sur la route qui y mène. Ce sont ces difficultés que je

(1) Dans l'*Histoire socialiste de la Révolution française*, publiée sous la direction de Jean Jaurès, de belles et solides pages sont consacrées à W. Godwin, II, 814-854. L'auteur cite le passage suivant de *Political Justice* : « Il a été calculé que la culture pourrait être assez perfectionnée en Europe pour nourrir cinq fois le nombre actuel de ses habitants. Il y a dans la société humaine un principe qui fait que toujours la population est ramenée au niveau des moyens de subsistance. Ainsi parmi les tribus errantes de l'Amérique et de l'Asie, nous ne trouvons jamais, dans le cours des temps, que la population se soit assez accrue pour rendre nécessaire la culture de la terre. Ainsi chez les nations civilisées de l'Europe, par l'effet du monopole territorial, les moyens de subsistance sont contenus dans certaines limites, et si la population excède, les classes inférieures ne peuvent plus se procurer les choses nécessaires à la vie, etc. » L'auteur ajoute que ce passage fut l'occasion du livre de Malthus. Cet extrait sur lequel nous revenons plus loin a certainement été relevé par Malthus, mais il se rapporte plutôt à la loi statique de la population ; pour s'expliquer la genèse du livre de Malthus, c'est à l'*Enquirer* qu'il faut s'adresser directement.

me propose d'établir ; déclarant en même temps que, loin de m'en réjouir, comme d'une cause de triomphe sur les amis des innovations, rien ne me donnerait un plus grand plaisir que de les voir complètement écartées (1). »

Malthus montre par ce passage, qui n'est cité nulle part, que si le fils de Daniel Malthus est infidèle à la philosophie de son père, c'est pour des raisons qu'il croit scientifiques ; à elle seule l'œuvre d'Helvétius suffirait à justifier la sincérité de Robert Malthus. Il ne fait d'ailleurs que reproduire un argument que Wallace lui-même avait déjà invoqué, mais d'après lui, avec trop peu de force, cet argument *concluant*, comme il le dit, « *conclusive*, contre la perfectibilité de la masse du genre humain, c'est l'inégalité de pouvoirs de la *population* et de la *production du sol*, et c'est cette grande loi de NOTRE NATURE, entraînant constamment les mêmes effets, qui forme l'insurmontable obstacle à la perfectibilité indéfinie de l'espèce humaine (2). »

Toute la signification de l'œuvre primitive de Malthus est là. Il invoqua contre les systèmes d'égalité des conditions qui forment les déductions rationnelles de la philosophie du XVIIIe siècle, le rapport constant entre une tendance invariable dérivant de la *nature humaine*, la tendance à la reproduction de l'espèce, et la tendance du sol à satisfaire à ses besoins de subsistances. Au triomphe final de la raison sur les passions humaines, de l'esprit sur la *matière* prophétisé par Godwin et Condorcet, il opposa d'abord l'inévitable, l'indéfectible triomphe de *la passion et de l'instinct*; pendant que Godwin accu-

(1) *Essay*, 1er chap., p. 4.
(2) *Essay*, p. 8.

sait des maux de l'inégalité et de la misère les institutions sociales toujours modifiables et perfectibles, puisqu'elles sont d'origine historique, pendant que Condorcet proposait leur élimination comme le dernier mot de l'*art social*, Malthus en dénonçait la cause dans notre *nature* même, et non dans les *institutions politiques et juridiques*, et proclamait l'impuissance absolue de l'Etat à y porter remède. Logicien plus implacable qu'Helvétius, il renoncera définitivement à l'égalité, parce qu'à ses yeux le progrès de la population dérivera d'un principe indéfectible, inhérent à l'individu et que l'égalité ne peut qu'en accroître l'énergie. Malthus allait être entraîné par une logique inflexible à rendre finalement imputable au pauvre sa propre infortune, en consacrant l'abstention de la société à l'égard même des plus misérables : l'on fera ici encore un rapprochement instructif entre Adam Smith et Malthus. Smith avait trouvé dans le principe de la *liberté naturelle* la cause fondamentale des progrès de la richesse, et son effort avait été de ramener l'Etat à des fonctions purement *négatives*. Malthus donnait pour corollaire à ce principe celui d'une *responsabilité personnelle* illimitée. Les deux économistes frappaient donc successivement l'Etat d'une double impuissance : impuissance pour le *bien*, impuissance contre le *mal*, et l'*individualisme* recevait une consécration définitive et absolue ; il allait faire peser sur l'individu, mal armé pour la lutte, tout le fardeau des inégalités sociales et de l'insolidarité universelle, en réfugiant encore l'égoïsme des heureux derrière une loi de la nature, dont l'effort spontané de l'individu pourrait seul conjurer les effets.

§ 2. **Lois dynamiques de la Population et des subsistances.** — *Prédominance de la méthode déduc-*

tive. — Malthus attribue à tous les êtres vivants, plantes, animaux, hommes, une tendance à se multiplier d'une manière illimitée. Cette tendance de l'homme à reproduire son espèce est constante et uniforme : elle est commune à toutes les époques, la même dans tous les milieux : *Population does invariably increase where there are the means of subsistance* (ch. III, 1re édit.). « La philosophie nous apprend, dit Malthus, qu'il ne tombe pas une pierre, qu'il ne croît pas une plante sans l'intervention immédiate de la puissance divine, mais l'expérience la plus familière nous enseigne que les opérations de la nature sont soumises à des lois constantes, et il y a lieu de croire que depuis que le monde existe, *celles qui président à la population n'ont pas éprouvé de changement* » (*Essai*, trad. fr., p. 312). Ces paroles nous montrent que cette tendance de l'homme est, aux yeux de Malthus, de la nature des lois physiques, comme la gravitation. En vrai physicien, il s'est préoccupé aussi de rechercher comment cette *force reproductrice* opérerait, si elle ne rencontrait aucune résistance, c'est-à-dire si l'espèce humaine se développait dans les conditions les plus favorables à sa multiplication. Aussi a-t-il procédé exactement comme le physicien dans la recherche des lois de la pesanteur. Le physicien étudie la chute des corps dans le vide, il étudie les oscillations d'un pendule simple, hypothétique, idéal dans un milieu sans résistance. Ainsi Malthus étudie la tendance reproductive de notre espèce dans un milieu ne présentant pas d'obstacles à ses progrès.

Les Etats-Unis lui parurent présenter ces conditions favorables. C'est là en effet que le principe de la population rencontrait le moins d'obstacles. En effet, le sol cultivable y était en quantité illimitée, les subsistances y

étaient abondantes, les mœurs pures, les mariages précoces plus fréquents que partout ailleurs.

En s'appuyant sur les données statistiques, il admit que la population y avait doublé en moyenne tous les vingt-cinq ans ; le doublement par période de vingt-cinq ans pouvait donc exprimer la tendance de l'homme à reproduire son espèce, quand cette tendance ne rencontrait pas d'obstacles, *dans un milieu sans résistance.*

Il avait donc atteint la loi même du phénomène, et c'est par erreur qu'on dit parfois que Malthus n'attachait pas d'importance à sa progression géométrique. Il s'est exprimé lui-même en ces termes dans la troisième édition (1806) (1). « On a dit que j'ai écrit un volume in-4° pour *prouver* que la population croît en raison géométrique, et la subsistance en raison arithmétique : cela n'est nullement vrai. La première de ces propositions, *je l'ai considérée comme prouvée, dès lors que l'accroissement de la population américaine fut établi*, et la seconde dès lors qu'elle fut énoncée. » Dans le fait, des critiques ou des doutes ont surgi sur ce doublement (2).

Mais toute la méthode de Malthus éclate dans ces mots : il appartient avant tout à l'*école déductive* dans la première édition de son *Essai*. Il s'efforce de remonter directement à la cause des phénomènes, ici, un instinct de la nature humaine, et il déduit d'un seul cas considéré comme bien observé, la loi universelle et constante de son opération, *dans des conditions telles que toute*

(1) Voir les justes observations de Cannan, *History of the Theory of Production and Distribution*, p. 143.

(2) V. M. Block, *J. des Econ.*, mars 1875, et Leroy-Beaulieu pour la période antérieure à 1797, *Traité*, IV, 570. V. cependant Levasseur sur la population de Java, *Population française*, III, p. 19.

cause perturbatrice soit censée éliminée ; c'est après cela qu'il rétablira ces causes perturbatrices, qu'il étudiera les *obstacles* à la manifestation de cette tendance constante et invariable de l'instinct de reproduction : ce sera matière aux recherches *inductives* destinées à prendre une place croissante dans l'œuvre de Malthus, *sans jamais cependant le faire renoncer à ce qu'il considère comme une loi* : et c'est précisément cette prépondérance fondamentale de la méthode déductive qui explique le rôle historique de Malthus (Cairnes a bien compris sa méthode ; v. *Logical method*, p. 157 et suiv.). Il se rapprochera par la méthode et de plus en plus d'Adam Smith.

La constance et l'uniformité de cette tendance initiale se traduit bien dans cette image où Malthus ne fait varier la population effective que proportionnellement à la grandeur des *obstacles* : « Si dans certains pays on avait observé que tous les individus portaient un poids sur leur tête : que chacun d'eux était grand et petit, *selon que son poids était léger ou pesant* : qu'en diminuant le poids on faisait croître la taille, et que le petit nombre de ceux qui ne portaient rien surpassait en hauteur tous les autres, ne pourrait-on pas en inférer que le fardeau qui pesait sur les autres était la cause de leur petite taille, et que la *haute stature* de ceux que rien ne gênait *était le véritable étalon de la grandeur naturelle*, à laquelle parviendrait la généralité de ces hommes, *si rien ne s'y opposait* (*Principe*, trad. fr., p. 619).

§ 3. **Loi empirique de multiplication des subsistances.** — La proposition relative à la multiplication des subsistances est évidente par elle-même, d'après Malthus, on l'a vu. Il semble ici à première vue que son erreur soit manifeste : la nature, dit-il, a répandu, à tra-

vers le règne animal et le règne végétal, les semences de vie au large, de la main la plus libérale et la plus prodigue : *The seeds of life with the most profuse and liberal hand*, 1re édition, ch. I. Or, la puissance reproductive des êtres est d'autant plus faible que leur organisation est plus élevée ; l'homme, le plus complexe des êtres a, en fait, une puissance de reproduction inférieure à celle des végétaux et des animaux dont il se nourrit. C'est ce que l'on a opposé à Malthus (Carey, *Principes de la science sociale*, ch. III).

Mais ce qui, d'après Malthus, doit être mis en rapport avec la tendance de l'homme à multiplier son espèce, c'est la tendance même du sol à fournir leurs conditions d'existence aux plantes et aux animaux dont l'homme se nourrit, et non pas la fécondité *absolue* des animaux et des végétaux. Il faut remarquer ensuite que Malthus fait ici abstraction du point de vue *extensif*, dans les progrès de la production pour concentrer son esprit sur les progrès *intensifs*. Les savants modernes se sont appliqués à montrer après Godwin lui-même combien la rupture d'équilibre, à supposer la loi et la population exacte, serait reculée si toutes les terres fertiles du globe étaient cultivées (1).

Mais Malthus veut déterminer, par une loi générale, le degré d'élasticité que l'homme peut donner à la productivité de tout sol quelconque déjà occupé, il cherche la limite de l'action de l'homme sur la nature ; une telle loi, dans son expression rigoureuse, devrait se déduire des lois de la chimie agricole et de la biologie : Malthus ne peut interroger que la pratique de son temps.

Il faut se placer avec lui, non dans un pays neuf comme

(1) V. P. Leroy-Beaulieu, Traité IV, VIIe partie, ch. I. — Franz Oppenheimer, *Das Bevölkerungsgesetz des T. R. Malthus und der neueren Nationalökonomie*, ch. IV, B.

les États-Unis, où la progression des subsistances serait aussi rapide que celle de la population même, mais dans des conditions telles que toutes les terres fertiles soient mises en culture, et que l'homme ne puisse plus obtenir d'accroissement de subsistances que des améliorations dans la culture des terres déjà occupées, ou de l'occupation de terres moins fertiles. Or, il soutient que les progrès ne peuvent être constants : ceux que l'on pourra réaliser seront successivement de moins en moins considérables. Malthus suppose un pays d'Europe dans lequel, grâce à la meilleure exploitation et aux encouragements les plus puissants donnés aux cultivateurs, le produit de la terre double en 25 ans. Dans les 25 ans qui suivront, il sera impossible d'espérer que le produit du sol suive cette même loi de doublement. « Ce serait contraire à toutes les notions que nous avons acquises sur la fécondité du sol, dit-il, *it would be contrary* to *all our knowledge of the qualities of land.* » Les connaissances auxquelles il fait allusion sont purement empiriques, elles n'avaient pas non plus l'universalité que leur assigne Malthus ; et, chose intéressante, des agronomes de son temps comme Anderson, le précurseur de Ricardo, étaient d'un avis tout opposé. En 1801, dans ses « *Récréations sur l'agriculture* », il écrivait : « Le cultivateur ne pourrait ajouter à l'étendue du sol, mais il pourrait ajouter à sa productivité d'année en année, de manière à conserver l'harmonie avec la population, *to keep pace with the population, quelle qu'elle* pût être, *whatever that might be* » (cité par Cannan, p. 143).

Malthus n'invoque d'ailleurs aucune expérimentation systématique, il se borne à un exemple hypothétique, alors que pour la population il tente de se baser sur des faits précis.

Pour mieux rendre la pensée de Malthus, supposez qu'au bout de 25 ans on obtienne le double du produit de la première période représenté par 1, le produit total sera 2. Après une autre période de 25 ans, on obtiendra un nouvel excédent qui, au lieu d'être égal à 2, sera la moitié de 2, le produit total égalera 3 ; au bout de 25 autres années, l'excédent sera du tiers de ce produit, et le produit total de 4, et ainsi de suite, les accroissements successifs seront de 1/4, de 1/5, de 1/6, de 1/7 du produit recueilli. De là la progression arithmétique de l'accroissement des subsistances par périodes de 25 ans :

1, 2, 3, 4, 5, 6.

s'opposant à la progression géométrique de la population

1, 2, 4, 8, 16, 32.

§ 2. **Le principe de la population et la prédominance de la méthode déductive.** — Le *principe de la population* de Malthus sous sa forme définitive est ainsi un rapport entre deux lois : la première exprime la tendance de l'homme à reproduire son espèce, l'énergie de l'instinct reproductif, tel qu'il peut se manifester quand il ne rencontre pas d'obstacles ; — la seconde exprime le degré d'élasticité que le travail de l'homme peut communiquer à la productivité du sol, c'est-à-dire à la multiplication des subsistances. Malthus remonte à deux ordres de causes, l'une biologique, inhérente à la *nature humaine*, l'autre physico-chimique, au *milieu extérieur*, et c'est du défaut d'harmonie entre l'opération de l'une de ces causes et l'opération de l'autre, que naît le problème fondamental de la répartition des richesses.

Malthus eût dû rationnellement exprimer cet antagonisme par deux progressions arithmétiques :

1, 2, 3, 4, 5, 6 (subsistances).
1, 2, 4, 6, 8, 10 (population).

En effet, il est évident qu'à la troisième période, la destruction du 1/4 de la population sera nécessaire pour rétablir l'équilibre ; elle se réduira donc à 3 ; si elle obéit alors à sa tendance à doubler, ce ne sera plus 8, à la quatrième période, mais 6, et ainsi pour les périodes suivantes (v. *Messedaglia*).

Malthus n'a jamais prétendu avoir découvert aucune des deux lois.

Elles ont été d'abord ou conçues et formulées isolément, ou seulement mises en rapport dans un avenir très lointain.

Malthus signale Robert Wallace parmi ses précurseurs. C'est dans les travaux de cet écrivain qu'on retrouve le plus de traits communs. Il publia deux ouvrages sur la population à huit ans d'intervalle : *Dissertation on the numbers of mankind* (1753), traduite par de Joncourt sous ce titre : *Essai sur la différence du nombre des hommes dans les temps anciens et modernes* (1754), et *Various prospects of mankind, nature and Providence* (1761): Desseins divers du genre humain, de la nature, de la Providence.

Dans le premier ouvrage il répond à Hume et s'applique à démontrer que la population était plus grande dans l'antiquité que dans les temps modernes. La conception *déductive* du problème est la même que chez Malthus ; c'est dans le milieu moral le plus pur, là où les obstacles du vice et du luxe sont les plus faibles, que le principe opérera avec le plus d'énergie (voyez dans la

traduction de Joncourt de belles pages, 35 et 44). La loi de multiplication en *progression géométrique* est exposée en un tableau très ingénieux (p. 6 et 7) et peut se résumer en deux colonnes de ce tableau :

Années du plan :

1. — 33 1/3 — 66 2/3 — 100 — 133 1/3 — 166 2/3 — 200.

Sommes de tous ceux qui sont en vie dans les périodes respectives :

2. — 6 — 12 — 24 — 48 — 96 — 192 (1).

Wallace ne projette dans l'avenir l'hypothèse d'un gouvernement parfait que dans son second ouvrage, dont je traduis un passage (2).

Il cherche ce qui se passerait dans un gouvernement parfait, qui correspond à ses yeux à une société communiste :

« Sous un gouvernement parfait, dit-il, les inconvénients d'avoir une famille seraient entièrement écartés, on prendrait à ce point soin des enfants, et toute chose deviendrait si favorable à la population que, en dépit des saisons propres aux maladies et des épidémies terribles dans certains climats, qui frapperaient et diminueraient les multitudes, le genre humain néanmoins s'accroîtrait si prodigieusement que la terre serait à la fin couverte à l'excès, et deviendrait incapable de soutenir ses habitants trop nombreux.

« Alors, jusqu'à ce que les philosophes aient réussi à

(1) La progression géométrique de la population était alors à la mode, dit M. Leslie Stephen, *English Utilitarians*, II, 148. Cf. VOLTAIRE, *Dictionnaire philosophique*, article *Population*.

(2) *Various prospects of Mankind, nature and Providence*, 67. Robert WALLACE (1761), ch. IV. Cf. CANNAN, 1re édit., p. 128.

rendre le genre humain immortel, ou à soutenir la vie animale sans aliments, — il est également certain que des limites sont tracées à la fertilité de la terre, et que sa masse, pour autant qu'elle soit connue jusqu'ici, a toujours continué à être la même, et qu'elle ne pourrait probablement être beaucoup modifiée sans des changements considérables dans le système solaire. Il serait impossible, donc, de supporter le grand nombre des hommes qui naîtraient sous un gouvernement parfait : la terre en serait peuplée à l'excès finalement, et les plus grands admirateurs de ces *plans imaginaires* devraient prévoir la période fatale où ils prendraient fin, en tant qu'ils sont incompatibles avec les limites de la terre sur laquelle ils doivent exister. »

On a vu plus haut que Godwin et Condorcet admettent aussi que, dans un avenir très éloigné, la population puisse se heurter aux limites de la productivité du sol. M. Elie Halévy pense que Condorcet répond dans ce passage de son œuvre à Joseph Townsend (sans doute inconnu de Malthus) qui, dans sa *Dissertation sur la loi des pauvres*, — *A dissertation on the poor laws* (1786) —, avait dit : « il existe un point au delà duquel la fertilité du sol jointe à l'industrie humaine ne peut rien rendre, et lorsque l'espèce humaine aura multiplié en proportion de cet accroissement maximum de nourriture, elle ne pourra aller plus loin » (1).

Quoi qu'il en soit, Godwin et Condorcet opposent aux conclusions pessimistes de Wallace et de Townsend, la perspective d'une évolution morale qui refoule finalement à ce point les instincts inférieurs de la nature humaine, que le triomphe absolu de la chasteté nous ré-

(1) Elie Halévy, *l'Evolution de la doctrine utilitaire*, p. 146-147.

serve avec Godwin des nations d'adultes sans enfants.

L'œuvre propre de Malthus est d'abord d'avoir mis en rapport ces deux tendances avec plus de rigueur que qui que ce fût avant lui : « La comparaison, dit-il dans la préface de la seconde édition, entre l'accroissement de la population et de la nourriture, n'a pas été établie avec une force et une précision suffisantes » ; mais son œuvre est surtout d'avoir rapproché le péril de l'excès de population qui, pour Wallace lui-même, était encore très éloigné : le chapitre VIII de la deuxième édition est intitulé : *Error of supposing that the difficulty arising from population is at a great distance*... et après avoir reconnu qu'un événement éloigné pouvait être abandonné à la Providence, il ajoute : « mais la vérité est... que la difficulté, loin d'être éloignée, serait *imminente et immédiate* », *so far from being remote would be imminent and immediate*.

Il répond directement à Condorcet et à Godwin.

Et pourquoi Malthus aboutit-il à cette conclusion ? Rarement l'influence de la méthode s'est révélée d'une manière plus saisissante : c'est parce que ce penseur est dominé, au début surtout, par la méthode déductive, et par une conception physique de la population. La tendance à la multiplication de l'espèce lui apparaît comme uniforme, invariable, irrésistible, toujours menaçante, à moins qu'elle ne soit contenue par des obstacles plus ou moins parfaits. C'est comme un mode d'énergie physique dont il croit avoir déterminé l'action constante dans des conditions définies.

Enfin, l'œuvre vraiment redoutable de Malthus, dans son écrit primitif, est d'avoir, en exposant les *conditions* dans lesquelles la population se met au niveau des subsistances, assujetti l'humanité à la domination des

instincts inférieurs, et ébranlé jusqu'à l'idée même d'une évolution morale propre à contenir normalement le principe de la population.

§ 3. **Loi statique de la population.** — Les lois dynamiques constituant le principe de la population se combinent en effet avec une loi statique. Cette loi était conçue par Malthus sous une forme si générale et si simple qu'en la formulant il dit : Je ne pense pas que cette proposition ait besoin d'être prouvée : *la population est nécessairement limitée par les moyens de subsistance.* La loi de Malthus exprime ici la limite invariable assignée à la multiplication de l'espèce. Le problème plus complexe de la *stabilité de l'équilibre* entre une *population donnée* et les *subsistances* ne pouvait être résolu qu'avec les progrès de la chimie agricole.

La loi statique avait été très nettement exposée par Wallace, *Essai du nombre des hommes,* p. 27 ; par Montesquieu, *Esprit des lois,* XXIII, ch. XIV et suivants ; par le marquis de Mirabeau, *l'Ami des hommes,* VIII ; par Townsend (1). La portée redoutable de l'interprétation de Malthus est en ce que l'instinct de reproduction, avec son énergie irrésistible, non contenu par les énergies morales, tendait, au moins aux degrés inférieurs de civilisation, à réduire la consommation moyenne et le salaire du travail au *minimum* d'existence, et à élever la population elle-même au *maximum.* Seul le progrès du *standard of life* au-dessus de ce *minimum,* c'est-à-dire de la somme de subsistances et de jouissances que le travailleur considère comme la rémunération légitime et nécessaire de son travail, pouvait, sous l'empire des éner-

(1) Voir à l'égard de Townsend les observations de E. Halévy, p. 144. Cf. LESLIE STEPHEN, *English Utilitarians,* II, 142.

gies morales, en élevant par degrés le minimum d'existence, soustraire le travail à ce qui reçut le nom de *loi d'airain*.

La loi statique avait été formulée par Godwin lui-même dans les termes suivants : « Il y a un principe dans la société humaine par lequel la population est perpétuellement ramenée au niveau des moyens de subsistance. C'est ainsi que parmi les tribus errantes de l'Amérique et de l'Asie, nous n'avons jamais trouvé dans le cours des âges que la population se fût accrue à ce point de rendre nécessaire la culture de la terre. » (1)

Malthus ajouta le commentaire suivant qui révèle sa pensée : « Le principe que M. Godwin mentionne ici comme une *cause mystérieuse et occulte*, et qu'il ne tente pas de rechercher, sera trouvé dans la *loi broyante de la nécessité* (*grinding law of necessity*), c'est la misère et la crainte de la misère. » (2)

C'est en effet là qu'est un autre trait important de l'œuvre de Malthus, c'est l'étude qu'il fait des *agents de cet équilibre inflexible*. « Bien que l'on ait distinctement établi, dit-il encore, que la population doit toujours être ramenée au niveau des moyens de subsistance, cependant peu de recherches ont été faites sur les *différents modes* par lesquels ce niveau est établi, et le principe n'a jamais été poursuivi dans ses conséquences » (2e édition, Préface).

Dans la première édition de son livre, Malthus les résume en termes effrayants : « La puissance supérieure de la population ne peut être contenue *sans produire* la misère et le vice, l'ample portion de ces deux amers

(1) Godwin, *Political Justice*, l. VIII, ch. II.
(2) *Parallel chapters*, etc., 1re édition, ch. X, p. 47.

ingrédients dans la coupe de la vie humaine, et la continuité des causes physiques qui semblent les avoir produits, n'en apportent qu'un trop convaincant témoignage. » (1) Chez les animaux, l'instinct reproducteur est réprimé par le manque d'espace et de nourriture ; c'est l'obstacle destructif ou positif qui fait disparaître les êtres existants ; chez les hommes, l'action de cet obstacle est plus complexe. La crainte de la misère et de ses suites, quand elle détermine l'homme à contenir l'entraînement de la nature à un attachement prématuré à une seule femme, produit presque nécessairement, quoique non pas d'une manière absolue, le vice : *this restraint almost necessarily, though not absolutely so, produces vice* (2). Tels sont donc les artisans terribles de l'équilibre.

C'est ainsi que Malthus ruinait la réforme égalitaire de Godwin. Dans notre vieille Europe, disait-il, la population presse les limites des subsistances ; le vice et la misère ou la crainte de l'un et de l'autre en rétablissent le niveau. Aux Etats-Unis, il y a plus d'espace et plus de nourriture qu'en Europe ; il y a aussi plus de simplicité et de pureté dans la vie : la population y double tous les 25 ans. Dans la société égalitaire de Godwin, où le confort sera au début plus grand pour la masse, et où les mœurs seront encore plus pures, la population ne rencontrera plus aucun frein. Elle ne tardera pas à se heurter à la barrière inflexible de la progression arithmétique des subsistances : alors les loisirs que Godwin promet à sa société idéale s'évanouiront, la lutte ancienne pour la vie reparaîtra avec le triomphe des mieux doués, le retour de l'inégalité et des classes.

(1) *Parallel chapters*, p. 18.
(2) *Parallel chapters*, p. 14.

En même temps qu'il ruinait la conception d'un idéal social égalitaire, Malthus rattachait l'inégalité non plus aux *institutions humaines*, mais à la *nature humaine*. C'est elle seule qu'il fallait accuser. La conséquence de la thèse de Malthus fut encore, malgré son désintéressement, de fournir à l'égoïsme des classes privilégiées, comme l'a dit Henri George (*Progress and Poverty*), une défense souveraine contre tous les reproches de leur conscience, en faisant intervenir une nécessité inéluctable. Puisqu'en effet, la pauvreté est non le résultat de mauvais arrangements sociaux, mais la conséquence de lois universelles, ce serait même sans fruit que le riche partagerait son bien avec le pauvre ; l'action du principe de la population ne tarderait pas à étendre sur l'un et sur l'autre le niveau d'une communauté de misère.

L'humanité en définitive était l'esclave d'une passion terrible : et on remarquera, avec le savant historien de Malthus (1), que non seulement les plans de réorganisation sociale égalitaire étaient mortellement atteints par la progression géométrique, mais encore tous les efforts pour améliorer l'état social et moral de l'humanité d'une manière permanente. En effet, dans cette doctrine absolue, n'est-il pas évident que tout progrès moral aura pour résultat de ruiner la société, puisque tout effort de purification empêchera le vice et la misère d'opposer leur funeste obstacle à l'accroissement de la population ?

§ 4. **L'obstacle normal et la sociologie dynamique.** — *La déduction contrôlée par l'induction.* — Malthus avait compris, lorsqu'il publia la seconde édition de l'*Essai*, qu'ayant trouvé l'arc trop courbé d'un côté, il

(1) Bonar, *Malthus and his Work*, p. 47-52.

l'avait trop recourbé de l'autre. Cependant si cette édition est presque un livre nouveau, ce n'est pas un livre dirigé *contre* la thèse de la première édition. Malthus considère ses deux lois comme désormais acquises ; ce qu'il va vérifier, c'est l'opération historique des obstacles qui ramènent l'équilibre nécessaire de la population et des subsistances. C'est ainsi qu'il combine l'œuvre de la méthode déductive et celle de la méthode inductive. Les titres révèlent cette combinaison des deux méthodes ; en effet, tandis que la première édition considère le principe de la population à l'*égard de l'avenir de l'humanité*, c'est-à-dire dans sa tendance invariable, la seconde édition le considère comme opérant dans *le passé et le présent*, soumis aux *obstacles* variables des temps et des lieux : et c'est l'examen plus attentif des obstacles qui s'opposent ou peuvent s'opposer à cette tendance indéfectible, qui lui inspire ce sous-titre : *with an enquiry into prospects respecting the future removal or mitigation of the evils which it occasions*, avec un coup d'œil sur l'élimination finale ou l'adoucissement des maux qu'il cause. Malthus ouvre cette perspective rassurante sur l'avenir parce qu'il a élargi le cercle de ses obstacles ; les deux obstacles primitifs de la misère et du vice sous leurs multiples aspects étaient ou *positifs*, en faisant disparaître une population existante, ou *préventifs*, en empêchant une population nouvelle de naître ; Malthus y ajoute un obstacle préventif *normal* : c'est l'action consciente, volontaire, réfléchie de l'homme pour paralyser la tendance instinctive et persistante à la multiplication de l'espèce. Il lui donne le nom de *moral restraint*, ou contrainte morale ; ces mots signifient la continence et se ramènent d'une manière générale à l'abstinence du mariage, au mariage tardif, celui dans

lequel les époux auront réalisé l'industrie et le capital nécessaires pour pourvoir aux besoins d'une famille, pourvu que cette contrainte morale ne s'accompagne d'aucune irrégularité de la conduite.

Il faut saisir la savante distribution de l'*Essai sur la Population*, car il est rare qu'on l'étudie dans toutes ses parties et dans son ensemble. Toute la doctrine essentielle est renfermée dans les deux premiers chapitres du livre I. La progression de la population, celle des subsistances, la nécessité de l'équilibre, la nature des obstacles qui le réalisent en l'absence d'une harmonie préexistante entre les deux lois, tout y est exposé en vingt pages. Ce sont ces vingt pages que beaucoup de critiques et de défenseurs de Malthus se sont bornés à lire.

C'est la part fondamentale de la méthode déductive. L'application de l'induction, l'étude historique et comparative des conditions dans lesquelles l'équilibre s'établit embrasse le reste de l'ouvrage, et on peut y marquer trois divisions nettes et simples, données par la considération du passé, celle du présent, celle de l'avenir au point de vue de la population. La considération du passé, comprise dans les onze derniers chapitres du livre I, renferme la vérification de l'action du principe de la population et de celle des obstacles dans l'histoire des peuples anciens. La considération du présent, comprise dans le livre II, c'est la vérification des mêmes lois dans l'histoire des peuples modernes. La considération de l'avenir comprend les livres III et IV. Le livre III est consacré d'une part aux systèmes d'égalité de Wallace, Godwin, Condorcet, Owen et à leur influence probable sur le principe de la population ; d'autre part, à tous les expédients conçus pour en conjurer les effets ou qui influent sur les maux qu'il engendre, en bien ou en mal :

l'émigration, les lois sur les pauvres, les systèmes économiques des sociétés, système agricole, système commercial, système agricole et commercial combiné, législation sur les grains. Le livre IV, après que Malthus s'est efforcé d'établir l'impuissance, l'insuffisance et les effets funestes de tous les systèmes proposés, ou de tous les expédients auxquels on a recouru, est consacré à cet obstacle normal, la contrainte morale, sur lequel Malthus fonde exclusivement l'espérance de guérir ou d'adoucir les maux qu'entraîne le principe de population. Le livre V n'est qu'un appendice destiné à confirmer la doctrine par la critique de toutes les réfutations qui ont été faites de l'ouvrage.

Tel est l'enchaînement logique et remarquable des divisions de l'*Essai*. Mais l'unité de composition de l'œuvre se révèle sous d'autres aspects avec une véritable grandeur, si imparfaite que soit cette doctrine de la population ; c'est que Malthus, dans l'étude comparative des peuples, s'élève à la hauteur de la philosophie de l'histoire. On peut dire sans hésiter qu'il a préparé une interprétation nouvelle du mouvement général de l'histoire de l'humanité en faisant intervenir dans cette interprétation deux facteurs essentiels, la population et les subsistances, deux causes fondamentales : une cause biologique, l'instinct de reproduction, une cause physique, la productivité du sol. Mais ce n'est pas tout, il associe encore manifestement l'évolution mentale de l'humanité au mouvement progressif de la population et des subsistances. C'est qu'en effet les trois groupes d'obstacles peuvent au point de vue psychologique et moral, en tant qu'ils dépendent de l'*homme*, former la série suivante : les obstacles destructifs, les obstacles préventifs dérivant du vice, l'obstacle préventif dérivant

de la contrainte morale. Les obstacles préventifs révèlent, même dans le vice, une aptitude mentale de l'homme à prévoir les effets de la reproduction excessive de l'espèce; l'obstacle préventif normal, indépendamment du développement d'une faculté intellectuelle, révèle encore un progrès moral décisif; de telle sorte que cette triple forme de l'obstacle à la population reproduit trois phases d'un développement moral de l'homme. Or, c'est là ce que Malthus transporte dans l'histoire : les obstacles destructifs purement physiques, associés aux obstacles destructifs dérivant de la volonté humaine, prédominent dans les états sociaux primitifs avec l'*instinct*; les obstacles préventifs dérivant du vice acquièrent avec les progrès de l'*intelligence* un développement considérable dans certaines civilisations bien supérieures aux âges barbares, alors que la contrainte morale n'a encore qu'une influence insignifiante ou secondaire, mais à son tour elle agit de plus en plus énergiquement, refoulant les autres obstacles avec les progrès des connaissances, de la prévoyance, de la tempérance, de l'ordre, du *sentiment moral*. Si l'on prolonge ce mouvement idéal dans l'avenir, on peut dès lors concevoir le péril de l'excès de la population comme décroissant graduellement en même temps que l'action des obstacles destructifs ou préventifs de la *misère* et du *vice*, et avec des fluctuations d'une amplitude toujours réduite, l'obstacle préventif normal acquérant une prépondérance finale. Il est impossible de n'être point frappé de la beauté sévère et austère de la conception qu'on retrouve au fond de l'œuvre définitive de Malthus, et de cette lutte grandiose qui embrasse l'histoire tout entière entre le vice, la misère et la prévoyance, la continence humaine, avec la réalisation

finale d'un équilibre stable de la population et des subsistances, le triomphe du bien et l'approximation la plus grande possible du bonheur général. Dans cette théorie à la fois réelle et idéale de l'évolution, Malthus se présente à nous comme l'un des plus illustres fondateurs de la sociologie dynamique, car si imparfaite que soit l'œuvre, elle ne présente pas moins un développement corrélatif de l'aspect économique, de l'aspect moral, de l'aspect juridique et politique des sociétés humaines, et le phénomène social, tel qu'il l'étudie et le décrit, est une résultante du concours de facteurs physiques, biologiques, psychologiques et sociaux considérés dans l'évolution qui leur est propre. Jamais avant lui on ne s'était appliqué à relier par des lois un aussi vaste faisceau de phénomènes, et il suffit de revenir aux Physiocrates pour mesurer le progrès accompli par la sociologie. Les premiers, on l'a vu, les Physiocrates avaient relié par des lois les phénomènes juridiques et psychologiques et les phénomènes de la vie végétale et animale (1). Malthus s'efforce d'étendre la chaîne des rapports, et de plonger, d'une part, dans les lois biologiques de la population humaine, et de l'autre dans les lois physico-chimiques de la vie végétale. Les tentatives audacieuses d'interprétation de l'histoire par des causes biologiques et physico-chimiques comme celles de Buckle (*Histoire de la civilisation en Angleterre*, liv. I et liv. II) et de Liebig (*les Lois naturelles de l'agriculture*, I, ch. *l'histoire*) montrent toute la portée de l'œuvre sociologique de Malthus.

C'est dans l'état le moins élevé de la société humaine que sévissent avec le plus de rigueur les obstacles *des-*

(1) V. tome I, p. 98.

tructifs. C'est là que la subsistance est la plus rare, le travail nécessaire pour l'obtenir le plus pénible. Malthus dépeint la situation atroce des naturels de la Terre de Feu, de celle de Van Diemen, des Iles Andaman, de la Nouvelle Hollande. Les cruels traitements infligés aux femmes limitent extraordinairement les naissances ; un ensemble de causes terribles atteint les générations qui ont réussi à se former : les guerres fréquentes, la malpropreté des habitations, la mauvaise nourriture, les maladies, les épidémies qu'elles engendrent.

Malthus a, dans cette partie du ch. VI, livre I, abordé l'étude des invasions germaniques en véritable historien philosophe. C'est là que se révèlent les changements profonds que l'introduction d'une cause nouvelle peut apporter dans l'explication des événements, déjà interprétés par des penseurs comme Machiavel, Gibbon, Montesquieu. Pour Malthus, tant et de si tragiques événements, tous ces grands effets qui étonnent l'imagination peuvent être rapportés à une cause fort simple, la supériorité du principe de population sur les moyens de subsistance. Les anciens Germains, avec la pureté de leurs mœurs, leur esprit d'entreprise, lui rappellent les modernes colons d'Amérique dont la population, d'après lui, doublait en 25 ans. Car l'état bien moins avancé de la culture germanique ne permettait pas à la population de subir de suite deux périodes de doublement ou même une seule en 25 ans : lorsque le retour de la famine leur donnait le lugubre avertissement de l'insuffisance des moyens de subsistance, au lieu de s'appliquer à s'élever à un système supérieur de culture, ils allaient en d'autres climats chercher des vivres.

Le peuple romain fournit l'exemple d'une population dans la limitation de laquelle l'obstacle préventif inter-

vient. Sous l'Empire, des habitudes vicieuses de tout genre, propres à prévenir l'accroissement de la population, paraissent avoir été tellement dominantes qu'aucune loi n'a suffi à les corriger.

Chez les peuples de l'antiquité, l'obstacle préventif que Malthus appelle la contrainte morale n'exerce qu'une faible influence sur la population en comparaison avec les autres obstacles. Il n'y a guère que le Thibet qui présente l'action énergique de cet obstacle normal. Partout ailleurs, les obstacles *destructifs* sont prépondérants. L'obstacle préventif du *vice* a eu une influence considérable dans certains états déjà avancés de civilisation.

Si l'on se tourne maintenant vers les peuples modernes de l'Europe, la discipline du principe de la population n'aura plus en général d'aussi redoutables caractères. Malthus passe successivement en revue les peuples du Nord, la Suède, la Norvège, la Russie, ceux du centre : la Hollande, la France, la Suisse, puis la Grande-Bretagne et l'Irlande. L'état peu avancé de la statistique obligeait Malthus à recueillir lui-même directement les faits, et comme le dit justement M. Bonar, son biographe, il ne recula point devant ces investigations personnelles. En 1799, il visita la Suède et la Norvège, la Finlande et alla jusqu'à Saint-Pétersbourg ; en 1802, il vit la France et la Suisse.

En Norvège, les obstacles destructifs de la guerre, des épidémies, de la famine, non plus que le vice n'exerçaient leur action, et cependant le progrès de la population était lent : c'est que l'obstacle préventif normal était décidément prépondérant. La Suède lui présenta un contraste avec la Norvège ; la population lui apparut en excès relativement aux subsistances, même dans les an-

nées moyennes, et elle était décimée par les famines dans les années de disette.

Les conditions du problème de la population en France ont été examinées à différentes reprises par Malthus; en 1817, dans la septième édition de son livre, il appréciait l'influence de la Révolution en disant que l'effet de la grande Crise avait été de rendre chaque personne plus dépendante d'elle-même et moins dépendante des autres : les classes ouvrières sont devenues plus industrieuses, plus économes et plus prudentes dans le mariage qu'auparavant, et il est certain, disait-il, que sans ces effets la Révolution n'aurait rien fait pour elles.

L'Angleterre fournit à Malthus un exemple de vérification de sa seconde thèse : que la population croît invariablement partout où croissent les moyens de subsistance. L'accroissement a été extraordinaire de 1800 à 1810, il a été occasionné par l'effet d'une grande demande de travail, combiné avec un grand accroissement de force de production dans l'agriculture et les manufactures.

L'Ecosse lui apparaît comme surchargée encore d'un excès de population; cependant la condition des classes inférieures s'était améliorée et il en voit la cause dans l'influence croissante de l'obstacle préventif et dans l'habitude plus générale de se marier tard.

Il ne consacre que quelques lignes à l'Irlande, qui devait préoccuper tout le XIXe siècle par le problème de la population. Là aussi à ses yeux sévissait l'excès de population. La misère des classes pauvres en était l'effet, et l'obstacle à la population qui frappait l'Irlande, c'était l'obstacle *destructif* sous les formes de la maladie engendrée par la misère, les habitations malsaines, la mal-

propreté, auxquelles le vice et la guerre civile étaient venus se joindre.

Il ne suffit pas, on le verra, d'invoquer le témoignage de la statistique pour renverser la thèse de Malthus telle qu'il la conçoit, telle qu'elle lui est inspirée par la méthode déductive.

§ 5. **La psychologie et la morale de Malthus.** — La philosophie morale de Malthus est contenue tout entière dans les deux premiers chapitres du livre IV. Comme celle d'Adam Smith, sa conception se fonde sur la théologie naturelle ; comme Adam Smith il interroge les causes finales, et sa philosophie morale est téléologique. Mais pendant qu'aux yeux d'Adam Smith l'homme, obéissant à son intérêt, est guidé par une main invisible vers la réalisation de l'ordre social dont il est l'artisan inconscient et involontaire, pour Malthus, l'homme, en obéissant aux instincts de sa nature, ne serait qu'un artisan de désordre et de ruine, et pour qu'il réalise effectivement à la fois le bonheur social et son bonheur individuel, il faut qu'il réagisse contre les instincts de sa nature, guidé par la raison. La nécessité d'un effort soutenu pour contenir ses passions, fait cette fois, de l'homme individuel, en vertu du lien qui unit les intérêts, l'agent conscient et volontaire de l'équilibre entre la société et son milieu naturel. C'est ainsi que le système réparateur qu'il propose, a son fondement dans l'action régulatrice que l'homme peut exercer sur lui-même, et sur la marche progressive de la société, et dans la responsabilité individuelle, corollaire de cette puissance grandissante de la raison humaine.

Cependant Malthus ne soutient pas qu'il faille affaiblir ou altérer le principe même de la population, encore moins l'anéantir. Ce principe, lui aussi, entre à ses yeux

dans un plan providentiel, et il justifie la Providence d'avoir communiqué à la nature humaine un instinct dont les effets désastreux ont rempli l'histoire de misères et de larmes. La passion est elle-même à ses yeux nécessaire au bonheur : « Tout nous porte à croire, dit-il, que l'intention du Créateur a été de peupler la terre, mais il *paraît* que ce but ne pouvait être atteint qu'en donnant à la population un accroissement plus rapide qu'aux subsistances... Le besoin de subsistances ne serait pas assez pressant et ne donnerait pas assez de développement aux facultés humaines, si la tendance de la population à croître rapidement sans mesure n'en augmentait l'intensité. » Le principe de la population devient ainsi à ses yeux l'instrument providentiel de l'éclosion et de l'expansion de l'énergie productrice de l'homme, le stimulant terrible et fécond des progrès de l'industrie humaine, le motif inflexible qui arrache sans cesse l'homme à sa paresse naturelle.

Le rôle supérieur de l'homme dans le plan de la création est donc de *diriger* cette force immense, capable de peupler en peu d'années une région déserte, mais susceptible en même temps d'être contenue, et dans le plan providentiel, les obstacles répressifs du vice et de la misère ne sont que les sanctions naturelles qui atteignent l'homme quand il méconnaît la sublimité de son rôle et la dignité de sa raison. C'est ainsi qu'il tente l'apologie de la Providence.

Dans la théorie de la contrainte morale, il associe l'enseignement des philosophes païens à celui des moralistes chrétiens, les uns proposant la vertu, et parmi les vertus la prudence comme moyen d'obtenir le bonheur terrestre; les autres voyant dans la pratique de la vertu, dans la discipline des passions, le moyen de préparer les

jouissances supérieures d'une vie ultra-terrestre. Dans une société normale où régnerait enfin l'obstacle préventif moral, la mesure et la limite de son intervention seraient tracées par une règle facile à saisir : il y aurait violation du devoir de prudence qui s'impose à l'homme, dès lors que toute action sollicitée par le désir de quelque avantage immédiat entraînerait après elle une plus grande mesure de peine. La vertu, qui serait le seul moyen légitime d'éviter le vice et le malheur que le principe de population traîne à sa suite, se révèle sous deux formes : le mariage tardif — et l'observation des lois de la chasteté dans l'intervalle entre l'âge de la puberté et l'époque du mariage (1). Les premières années de la vie ne seraient pas étrangères à l'amour, à un amour chaste qui, loin de s'éteindre par la satiété, se soutiendrait avec constance pour briller avec plus d'éclat et ne finir qu'avec la vie. Le mariage apparaîtrait comme la récompense du travail et de la vertu, le prix d'un attachement constant et sincère ; et si par là le célibat devait embrasser un assez grand nombre d'années, il y aurait place aussi pour un plus grand nombre de mariages dans la suite, et moins d'êtres humains devraient y renoncer toute leur vie.

Nous avons retracé fidèlement la pensée de Malthus, et de l'appareil théologique dont elle s'enveloppe, il est aisé de dégager une forme de la *morale utilitaire* : « A ceux, dit-il, qui ne reconnaissent pas l'autorité de la religion, je n'ai qu'un motif à offrir. Cette vertu, après une exacte recherche, paraît nécessaire pour éviter des maux qui, sans elle, seraient une suite inévitable des lois de la na-

(1) Malthus n'a jamais donné d'autre sens au *moral restraint*, cf. *Principe de population*, l. I, ch. I, p. 15, éd. Guillaumin.

ture. » Bien qu'il sanctionne cette prescription morale par la religion, il est clair que c'est sous ce seul aspect de la prévoyance et de la prudence humaine qu'elle appartient définitivement à la science. Nous voyons par là que le motif principal qui doit, d'après lui, déterminer l'homme à la *contrainte morale*, c'est *la représentation mentale des maux que l'excès de la population entraîne avec lui, à la fois pour l'individu et pour la société, mais surtout directement pour l'individu*. C'est bien là ce qu'il faut entendre par l'*obstacle normal* de Malthus, et M. Bonar a raison de dire que si Malthus doit être incontestablement rangé parmi les utilitaires, et s'il poursuit le bonheur du plus grand nombre, il croit surtout l'assurer en éveillant chez l'individu le souci des conditions essentielles de son bonheur permanent (1).

La conclusion à laquelle Malthus aboutit ainsi dans toute son œuvre est à placer dans l'individu même, à la fois la *cause* et le *remède* de la misère.

Le peuple, dit-il, doit se considérer comme étant lui-même la cause principale de ses souffrances. C'est l'ignorance de cette cause fondamentale de la misère qui engendre, d'après lui, à la fois les révolutions et le gouvernement. Un chapitre de Malthus (ch. VI, l. IV) est consacré à l'influence qu'aurait, sur la société politique, la connaissance de la cause véritable de la misère ; on y verra une tentative pour expliquer, par des causes économiques profondes, les révolutions politiques. Les classes

(1) James Bonar, *Philosophy and Political Economy*, p. 213. Sur tout cet aspect moral de la doctrine de Malthus, voir encore les beaux livres : J. Bonar, *Malthus and his Work* ; Elie Halévy, *l'Evolution de la doctrine utilitaire*, p. 167 et suiv. — Leslie Stephen, *The English Utilitarians*, II, ch. IV, §§ 3 et 4, p. 156 et suiv.

inférieures ont l'habitude d'attribuer leur détresse à ceux qui les gouvernent et c'est là qu'est la cause des Révolutions. Mais les Révolutions ne changeront point le rapport de l'offre et la demande, et l'excès de population réduira toujours la quantité de nourriture qui pourra être assurée à chacun. Dès lors, après que les vaines espérances fondées sur les Révolutions politiques auront entraîné l'anarchie, l'anarchie à son tour ramènera par réaction le despotisme.

Dans une lettre à Godwin, il expose comment, avec la pire forme de gouvernement, la masse des travailleurs, en s'abstenant du mariage, peut améliorer son sort rapidement, tandis qu'avec la meilleure forme de gouvernement, l'accroissement du nombre des mariages empire rapidement leur sort (1).

C'est pourquoi, aux yeux de Malthus, le gage de l'établissement solide de la liberté, ce serait la connaissance de la cause exacte des misères du peuple : car alors, on ne demanderait au gouvernement que ce qu'il peut donner, et l'*action* qu'il peut exercer sur le principe de la population est surtout *indirecte* : il éveillerait chez les citoyens le sentiment de leur responsabilité personnelle, et développerait la contrainte morale qui les empêcherait de mettre au monde plus d'enfants qu'ils n'en peuvent nourrir.

La critique contemporaine, dans les savants travaux de E. Halévy et Leslie Stephen, a mis en lumière l'influence de Malthus sur les progrès de l'instruction populaire destinée à éclairer l'égoïsme individuel (2).

(1) Lettre « of Malthus to Godwin in Life of Godwin by K. Paul », citée par J. Bonar, *Philosophy and political Economy*, p. 208.

(2) E. Halévy, *l'Evolution de la doctrine utilitaire*, p. 181. — Leslie Stephen, *English Utilitarians*, II, p. 167.

C'est tout ce que peut, c'est tout ce que *doit* l'Etat d'après lui.

Il l'a dit lui-même en qualifiant de *bizarres* les réformes économiques et juridiques suggérées par Sismondi pour réprimer l'excès de population : « Quant à moi, je n'ai jamais recommandé et jamais je ne proposerai d'autres moyens, que de faire connaître aux classes ouvrières la manière dont leurs intérêts peuvent être compromis par un trop grand accroissement du nombre des travailleurs, et d'abroger les lois qui tendent d'une manière positive à décourager les habitudes de prudence et de prévoyance. » (1)

Mais au delà, la conséquence rigide de toute abstention sociale, c'est que la sanction des fautes atteindra les plus innocents eux-mêmes.

« Il paraîtra peut-être bien dur, dit à ce propos Malthus, qu'une mère et des enfants qui n'ont aucun reproche à se faire, soient appelés à souffrir de la mauvaise conduite du chef de famille. Mais c'est encore là une loi immuable de la nature. »

« J'ai souvent vu mettre en opposition, dit-il encore, la bonté de Dieu et l'article du décalogue où il déclare qu'il punira les péchés des pères sur les enfants. Cette *difficulté* n'a peut-être pas été suffisamment discutée. A moins d'opérer dans la nature de l'homme un changement total, à moins de l'élever jusqu'à la nature des anges, et en général d'en faire un être fort différent de lui-même, il est impossible de le soustraire à la loi dont on est disposé à se plaindre. Ne faudrait-il pas un miracle perpétuel, ce qui peut-être n'est au fond qu'une

(1) MALTHUS, *Principes de l'Economie politique*, éd. Guillaumin, p. 323.

contradiction dans les termes, pour que les enfants ne se ressentissent point dans leur état civil et moral de la conduite de leurs parents ?... »

Ce passage nous montre cet économiste obéissant à la logique de l'épouvante, où disparaît la notion même de la justice, et ne voyant, hors de la contrainte morale, comme sanction à la loi de la population, que l'accomplissement d'une autre loi naturelle, la répression aveugle par la misère et la mort, et ne songeant à déduire de la solidarité passive qu'il consacre, aucune forme de solidarité active. Fr. Nitti a justement dit (*La population et le système social*, p. 40), que l'Angleterre n'a connu qu'un seul économiste vraiment, rigidement, absolument individualiste, c'est Malthus. La logique l'a fait se porter jusqu'aux conséquences les plus extrêmes de son système social : la responsabilité individuelle et l'insolidarité sans limites, avec la sanction ultime de lois naturelles aveugles et implacables.

§ 1. **Le Droit économique de Malthus et l'Evolution du Droit.** — La conception du droit économique, en connexion avec le principe moral, est la consécration de cet individualisme absolu et de l'insolidarité. Elle s'oppose radicalement à la conception socialiste de Godwin, et c'est ce qui lui donne une importance historique si considérable. Godwin fait dériver le droit à l'existence des besoins essentiels de la nature humaine et du principe de l'égalité naturelle. Malthus justifie la condamnation de ce droit, en invoquant l'opposition entre l'instinct de reproduction, la tendance constante de la nature humaine, et les conditions physiques de la multiplication des subsistances. « La cause *principale* et *permanente* de la pauvreté a peu ou point de rapport avec la forme du gouvernement ou avec l'inégale division des

biens ; il n'est pas en la *puissance* des riches de fournir aux pauvres *de l'occupation et du pain* : et en conséquence les pauvres, *par la nature même des choses*, n'ont nul *droit* à leur en demander (l. IV, trad. p. 577). La limite du *droit personnel* pour la masse des pauvres est dans la *puissance* des riches et cette puissance n'est autre que la puissance productive du sol, inflexiblement limitée. Cette subordination du *droit* au *pouvoir* reparaîtra dans les conceptions de Saint-Simon et de Louis Blanc, mais avec la préoccupation d'universaliser le *pouvoir*.

C'est la pensée qui avait été exprimée plus brutalement dans un passage, supprimé depuis, de la première édition : « Un homme qui est né dans un monde *déjà possédé*, s'il ne peut obtenir de ses parents la subsistance qu'il peut justement leur demander, et si la société n'a pas besoin de son travail, n'a aucun droit de réclamer la plus petite portion de nourriture, et en fait, il est de trop. Au grand banquet de la nature, il n'y a pas de couvert vacant pour lui ; elle lui commande de s'en aller et elle mettra elle-même promptement ses ordres à exécution, s'il ne peut recourir à la compassion de quelques-uns des membres du banquet. »

Le droit à l'assistance est condamné avec la même rigueur. C'est que la bienfaisance est pour lui un encouragement au mariage, elle décharge l'individu du fardeau de la responsabilité que la nature impose à tout homme qui désire être père. Dans le chapitre le plus effrayant de ce livre, il propose, ce qu'aucun gouvernement n'exécutera jamais, une loi portant que l'assistance des paroisses serait refusée aux enfants nés d'un mariage contracté plus d'un an après la promulgation de la loi. Cet arrêt terrible il le prononce avec la rigueur d'un homme aux yeux

de qui le péril de l'excès de population est toujours imminent.

« Lorsque la nature se charge de gouverner et de punir, ce serait une ambition bien folle de prétendre nous mettre à sa place et prendre sur nous tout l'odieux de l'exécution. Livrons donc cet homme coupable à la peine prononcée par la nature. » (p. 516)

Ces lois naturelles opèrent dans des conditions de droit privé qu'il juge immuables : « On peut raisonnablement supposer, dit-il, que le principe de la propriété privée est établi pour toujours » (*Essai*, p. 408).

On peut dire que nul n'en a déduit avec une rigueur plus inflexible les conséquences : c'est au point de vue de la théorie de la propriété qu'il faut mesurer la portée de son œuvre. Malthus se rattache aux physiocrates par bien des côtés, mais à quelle distance ne reste-t-il pas ici de ces grands penseurs ? Pendant qu'ils révolutionnent la théorie de la propriété en la basant sur sa *fonction sociale économique*, Malthus la fait reculer vers l'absolutisme individualiste et l'insolidarité générale. Qu'il le voulût ou non, il est certain, comme Ingram et H. George l'ont dit, qu'il aboutissait à dégager les riches de toute la responsabilité à l'égard de la situation de la classe ouvrière. C'est cette justification négative tirée des lois naturelles qui lui permet d'opposer aussi durement la propriété individuelle, dans un *monde déjà possédé*, à la revendication du droit à la vie : la préoccupation d'une justification positive de la propriété eût dû être ici, au point de vue du principe de population, plus intense encore que dans la physiocratie, puisque l'institution aboutissait à cette redoutable antinomie. Sans doute, Malthus déclare que *sans la garantie de la propriété, il ne saurait y avoir d'encouragement à l'industrie*

individuelle (1). Elle est donc le stimulant de la production.

Malthus a dégagé du concours de ses deux lois physique et biologique la conception de la lutte pour l'existence, que Darwin devait transporter dans la biologie. La propriété, par les caractères qu'il lui donne, rend inégales les conditions naturelles de la lutte. Il reconnaît que la propriété commune ne poursuivant aucun profit, mais seulement la subsistance, ne s'arrêterait pas aux limites de productivité que la propriété individuelle, cultivée par des non-propriétaires, ne dépasse pas : c'est qu'en effet là où la terre est cultivée par des non-propriétaires, la règle est de n'employer jamais un ouvrier au travail du sol s'il ne produit au delà de la valeur de son salaire (2). La propriété permet ainsi par cette plus-value, par la rente, de réaliser du loisir pour la culture intellectuelle et la distraction. Seulement, ce n'est pas la masse des non-propriétaires qui en jouit, elle travaille pour que d'autres se reposent. Malthus n'est pas favorable à la concentration de la propriété en peu de mains ; il reconnaît le tort que font les grands propriétaires à la nation (3) ; mais il défend cependant avec une sorte de respect superstitieux l'aristocratie territoriale anglaise ; il trouve qu'il y a assez de grandes fortunes morcelées, et que celles qui subsistent ont l'utilité d'exciter les manufacturiers et les commerçants à s'enrichir pour disputer la puissance à l'aristocratie. Il la défend encore par des considérations historiques et politiques (4).

(1) MALTHUS, *Principes de l'Economie politique*, l. III, ch. I, sect. 8.

(2) *Essai*, l. III, ch. X, p. 408.

(3) BONAR, p. 77.

(4) *Principes*, p. 336.

Subordonnant l'existence et la reconnaissance du droit aux puissances physiques, il n'a que des vues étroites et erronées sur tous les efforts tendant à réaliser l'expansion de cette puissance.

Quand il s'agit de généraliser la propriété individuelle, il soutient qu'au delà de certaines limites et de limites étroites, elle devient un obstacle au progrès. C'est à ce point de vue pessimiste qu'il juge les effets de ce qu'il appelle l'*expérience dangereuse* de la France sur la subdivision de la propriété (1). La législation civile de la Révolution, sur l'égal partage des successions, *tend d'après lui à décourager la prudence à contracter mariage*, et il prédit pour la fin du XIX[e] siècle, une misère aussi remarquable que l'égalité des fortunes. Malthus devait être doublement dans l'erreur : l'égal partage n'aboutit pas par lui-même à l'extrême morcellement et à l'extrême misère, et la propriété moins divisée a fait naître des calculs immoraux menaçants pour la population même (2). A Arthur Young, qui propose une défense de la petite propriété, imparfaitement conçue d'ailleurs, il répond que ce serait un coup fatal porté à la classe pauvre, une *gratification à la procréation des enfants* (3). Il n'entrevoit pas l'influence positive que peut exercer sur la prévoyance la propriété aux mains du travailleur et que Sismondi (*Nouveaux principes*, l. VII et VIII) et Thornton (*Over population and its remedies*) devaient si profondément étudier. Elle n'aura pas pour la masse travailleuse cette vertu sociale, qu'il lui assigne, d'accroître

(1) *Principes d'Economie politique*, ch. I, section 7.

(2) DE FOVILLE, *Le morcellement*, 103. BAUDRILLART, *Les populations agricoles de la France*, et MILL, *Principes*.

(3) *Essai*, p. 540-42,

le sentiment de responsabilité, de dépendance de son propre effort, de prudence dans le mariage.

La prétendue réfutation d'un droit nouveau, basé sur les systèmes d'égalité, présentée par Malthus, s'inspire à la fois de la même conception des lois naturelles, et d'une psychologie dans laquelle le sentiment de l'intérêt personnel domine, ne laissant pas de place à l'altruisme, et où même les ressorts intéressés de la contrainte morale sont imparfaitement analysés.

Wallace et Condorcet admettaient l'éventualité d'une rupture d'équilibre entre la population et les subsistances, mais à une époque très éloignée. Malthus leur répond que *cette rupture d'équilibre menace sans cesse la société*. On peut juger aujourd'hui de l'imperfection de la psychologie économique de Malthus en relisant sa critique de Condorcet. Ce précurseur illustre des réformateurs sociaux modernes avait conçu un vaste système d'assurances. Malthus le condamne parce qu'il doit *émousser l'aiguillon de la nécessité* et réduire la stimulation au travail. Malthus ne voit comme ressort de l'activité productrice que le fouet de la nécessité et la terreur qu'elle inspire. C'est vrai peut-être à l'origine, mais la sécurité que donnent les systèmes d'assurances et les garanties du travail portent aujourd'hui à un degré bien supérieur l'énergie du travailleur, et épargnent des forces dépensées en luttes et en souffrances stériles (1).

(1) Pour juger de l'erreur de Malthus, il faut lire les appréciations des savants allemands sur le système des assurances ouvrières. Boediker en fait un facteur essentiel de l'heureux développement économique de l'Allemagne moderne et Zacher a rappelé au Congrès des assurances ouvrières de Paris (1900) le mot de Macaulay : on ne peut soutenir la concurrence sur le marché du monde avec un peuple de dégénérés.

La critique qu'il fait de Godwin n'oppose pas étroitement, comme on le croit trop souvent, les plans d'amélioration exclusivement fondés sur les progrès de la moralité individuelle et que Malthus approuve seuls, à ceux qui sont exclusivement fondés sur la réforme des institutions. Le plan de Godwin est inséparable d'une réforme *morale*, mais dans une direction *altruiste*. Malthus suppose le plan d'égalité réalisé. Les maux engendrés par l'institution de la propriété individuelle et par l'inégalité sont éliminés ; les travaux sont répartis entre tous de manière à n'accabler personne : le produit collectif est distribué selon les besoins. Malthus ne doute pas que l'égalité établie entre les propriétés, jointe à la direction du travail vers l'agriculture, n'augmente de beaucoup le produit : mais s'il double en vingt-cinq ans, la loi de productivité du sol n'opposera pas moins une résistance de plus en plus étroite aux progrès ultérieurs.

C'est à l'égard de la population que Malthus triomphe de Godwin. Godwin admet la liberté des unions : sans doute, les unions libres subsisteront aussi longtemps que les conjoints se conviendront, mais la charge directe des enfants, dans les conditions de solidarité sociale de ce plan hypothétique, ne sera pas exclusivement supportée par les parents, le ressort de la responsabilité individuelle se sera relâché. Malthus ne conçoit pas d'état social plus favorable à la population, plus prompt à en entraîner l'excès. C'est alors qu'il peint en traits d'une sombre éloquence le retour progressif des antagonismes, des haines, avec le progrès de l'inéquilibre des besoins et des subsistances, jusqu'à ce que la société, épuisée par la lutte, désillusionnée, désespérant de l'utopie, se réfugie dans les institutions qui consacrent les inégalités sociales

et la responsabilité individuelle, la propriété et le mariage.

En développant cette thèse persistante que la prévoyance morale est incompatible avec les systèmes communistes et égalitaires, Malthus considère toujours l'instinct de reproduction comme opérant dans ces états sociaux sans être contenu par aucun sentiment supérieur : or, il n'est pas possible de le séparer des sentiments qui sont l'essence de la communauté même et des systèmes égalitaires. Les sociétés qui sont en état de s'élever aux conditions morales de l'égalité, sont-elles par essence impuissantes à s'élever à la prévoyance qui en est la condition fondamentale, et n'y a-t-il pas contradiction à nier cette évolution morale corrélative ? Bagehot critiquant Malthus a déjà dit : « Dès lors qu'il est possible pour une communauté parfaitement vertueuse de limiter le nombre de ses membres, ceux-ci accompliront ce devoir juste aussi bien qu'ils accompliront les autres : il n'y a pas de principe infaillible qui renversera la communauté de village : elle peut ajuster le nombre de ses membres à sa nourriture et subsister pour toujours. » On ne voit pas en effet d'incompatibilité nécessaire et inévitable. D'une part, Malthus l'avait déjà reconnu d'ailleurs, les communautés tendent à faire prédominer directement le principe de l'intérêt collectif sur celui de l'intérêt individuel.

Or, la communauté ne garantit pas par elle-même une quantité absolue de bien-être à ses membres, elle les place dans les mêmes conditions, et veut que les générations qui se succèdent soient dans les mêmes conditions que la génération présente ; c'est pourquoi la prévoyance collective, dans l'intérêt de tous, sera sans cesse agissante.

Mais laissons ce côté légal de la contrainte pour ne considérer que le degré de moralité spontanée, compatible avec les systèmes d'égalité. D'abord la monogamie la plus rigide peut, fût-ce en dépit de Godwin, subsister avec eux, ensuite la prévoyance est commandée à l'individu en dehors de toute contrainte sociale, par son intérêt individuel d'abord, par ses sentiments altruistes ensuite. L'égoïsme et le sentiment social s'accordant en lui à condamner toute action imprévoyante, toute erreur prématurée qui aboutirait à rompre l'équilibre, nécessaire à tous, de la population et des subsistances, on ne voit pas *a priori*, et c'est le seul point à considérer ici, l'incompatibilité absolue d'un système égalitaire et de la contrainte morale, parce qu'on ne voit pas l'impossibilité d'un développement moral intégral. Ce que l'on peut seulement admettre *a priori*, c'est qu'il nous faut atteindre un développement moral supérieur pour nous élever à la fois à l'égalité et à la contrainte morale propre à contenir la population.

Dans *Political Justice,* Godwin avait précisément soutenu que les progrès de l'égalité seraient connexes à ceux de la moralité ; ses unions libres doivent aboutir à des relations d'une pureté idéale.

« L'une des tendances d'une âme cultivée et vertueuse est à diminuer l'impétuosité à satisfaire les sens » et il admettait à ce point que la chasteté existerait avec la civilisation égalitaire, et la durée de la vie individuelle, que c'est précisément pour cela qu'il dit : « Quand la terre se refusera elle-même à supporter un accroissement de population, les hommes que nous supposons exister cesseront eux-mêmes de se reproduire. » (II, 520)

Ce sera le triomphe absolu de l'ascétisme.

Malthus, en examinant le système d'Owen, lui oppose

deux arguments qu'il qualifie de décisifs : le premier, c'est que l'égalité ne fournit pas un stimulant suffisant au travail et dès lors à la plus grande production possible, l'aiguillon de la nécessité manquant ; le second, c'est encore la tendance qui subsiste dans la population à croître plus vite que les subsistances.

Sur le premier point, la critique de Malthus ne subsiste que si le système d'égalité donne les mêmes avantages au paresseux qu'à l'homme laborieux, en leur assignant à l'un et à l'autre la même part du produit collectif ; il n'en est plus ainsi si le système d'égalité se réduit à placer tous les membres de la communauté dans des conditions égales de développement, et qu'il *attribue à chacun le fruit de son travail*. La critique porte sur *un* système d'égalité, et non sur *tous* les systèmes d'égalité. Malthus ne peut d'ailleurs prétendre que l'aiguillon de la nécessité agisse au même degré sur les classes supérieures et sur les classes inférieures des sociétés modernes ; la stimulation au travail est d'autant plus grande que le travailleur acquiert, à un plus haut degré, l'assurance de jouir du fruit de son travail, et qu'il s'élève à un *standard of life* compatible avec l'expansion de sa puissance productrice. William Thompson répondra ici d'une manière décisive à Malthus. Le second argument de Malthus est que les systèmes d'égalité et de communauté détruisent les motifs qui portent à la pratique de la contrainte morale. Supposons, dit-il, que le principe de la population ayant agi malgré l'accroissement des subsistances dans la communauté, la population tende à dépasser les subsistances, comment réduira-t-on le taux de son accroissement ? Dans le système égalitaire, tous ont le même droit au mariage ; comment un individu se croirait-il obligé de pratiquer

le devoir de contrainte morale que d'autres dédaigneraient d'observer, et à défaut de la continence spontanée des individus, comment la loi réussirait-elle à l'obtenir de l'ensemble? Ici encore Malthus ne conçoit comme système égalitaire que celui où la responsabilité individuelle serait abolie et où la société aurait la charge de l'entretien des enfants; mais les plans égalitaires peuvent comporter une responsabilité individuelle de plus en plus étendue ; en second lieu, il suppose toujours que l'individu continue dans la communauté d'obéir à ses sentiments égoïstes, alors que le système implique un développement avancé du sentiment de l'intérêt de tous; il pose en principe que malgré le développement de l'instruction publique, celui de la prévoyance générale ne l'accompagnerait pas, et il ne veut pas admettre que tous les membres de la communauté associés dans une même production, dont ils reconnaissent à un moment donné les limites, préoccupés de conserver le même bonheur que tout acte d'imprévoyance individuelle ou collective peut compromettre, se résolvent tous, non pas au sacrifice absolu du mariage, mais simplement au retard du mariage et à une vie chaste jusque-là. Il est impossible de voir dans le livre de Malthus une réfutation décisive des systèmes d'égalité, parce que le développement moral, qu'il imagine, est purement hypothétique et arbitraire. Seule l'expérience pourrait éclairer l'esprit impartial sur une telle évolution. C'est ainsi que se dissipe la force d'abord invincible de l'obstacle physico-biologique au progrès vers l'égalité des conditions.

Il n'est pas d'écrivain pour qui l'arrêt définitif de l'histoire soit plus lent à venir; c'est que le jugement de l'œuvre de Malthus est d'une extrême difficulté, qu'il exige la coordination d'éléments très complexes, souvent

contradictoires, au moins en apparence. De là les paroles amères de Leslie Stephen : « Malthus a été constamment incompris ou faussement représenté, et ses contradicteurs allèguent souvent, comme des objections décisives contre sa doctrine, les faits qui lui servent effectivement de fondement (1). » Et le langage de Patten l'explique encore : « Malthus, dit-il, sympathisait avec le monde réel où il vivait, et il éprouvait un invincible désir de justifier ses tendances. S'il n'avait pas eu la pensée que la Révolution française menaçait la stabilité des institutions anciennes de l'Angleterre, il n'eût pas écrit sur la population. Si le droit des landlords sur la rente foncière n'avait pas été mis en question, il n'eût pas développé la doctrine de la rente foncière (2). » Je souscris dans une large mesure à la première partie de ce jugement, mais non à la seconde. Il suffit de lire le titre de son œuvre pour y voir une pensée supérieure. Si Malthus a rejeté la conception du progrès indéfini de Godwin et de Condorcet, s'il l'a contenu dans les limites étroites tracées à ses yeux par des lois physico-biologiques, il n'en est pas moins resté fidèle à la théorie du progrès, et, comme l'a profondément remarqué Elie Halévy, il n'y avait plus, après la mise en lumière de la *contrainte morale*, d'opposition irréductible entre les deux philosophies de l'histoire (3). Mais les lacunes et les vices de la conception sociologique de Malthus restent énormes : après avoir étouffé inexorablement les tendances égalitaires sous le poids d'un instinct, il avait réussi à dégager une énergie morale propre à refouler

(1) Leslie Stephen, *English Utilitarians*, II, 170.

(2) Patten, *Malthus and Ricardo*, « Publication of the American Economic Association », Baltimore, 1889.

(3) E. Halévy, *l'Évolution de la doctrine utilitaire*, p. 234 et suiv.

normalement l'instinct et à faire ressaisir la direction d'un droit plus humain : la prévoyance individuelle ; son esprit, aveuglé par la crainte de l'excès de population, par les préjugés, resserré dans une étroite conception juridique, non seulement ne sut qu'opposer une critique négative à toutes les revendications d'un droit économique nouveau, mais il méconnut les conditions légitimes d'expansion et de progrès du droit individualiste adapté à la prudence individuelle : et il aboutit, d'une part, à consolider sans contrepoids le régime aristocratique et capitaliste de la propriété, de l'autre à ne donner pour la masse ouvrière, à la prévoyance individuelle, comme ressort, qu'un élément subjectif, la terreur inspirée par la représentation des maux de l'excès de population. Après avoir fermé la voie vers l'Egalité, ce penseur illustre, à la fois profond et étroit, sincère et timide, pénétré de l'amour de l'humanité, et fasciné par des fatalités naturelles, dominé par l'individualisme de l'Ecole, rouvre cette voie, mais resserrée entre des précipices, et il y engage le travailleur de son siècle, sans soutien collectif, éclairé par la lumière vacillante de la raison individuelle en lutte avec l'instinct.

§ 6. **La méthode inductive et les destinées de l'œuvre de Malthus.** — Ce qui ne doit jamais être perdu de vue dans l'appréciation de l'œuvre de Malthus, c'est que pour lui la loi de la population est une loi de *causalité* : pour lui la cause à laquelle il est remonté tend à opérer partout et toujours d'une manière uniforme et constante : seuls le nombre et l'intensité des obstacles en modifient l'opération réelle. Il ne suffirait pas de lui opposer une loi empirique exprimant une progression effective, beaucoup plus lente que la loi de doublement.

Ce fut l'effort principal de W. Godwin dans son essai

de réfutation du *Principe de population*, publié en 1820 sous ce titre : *Recherches sur la population et la faculté d'accroissement de l'espèce humaine*, ouvrage où Malthus ne vit que de la *rhétorique* et de la *bouffonnerie* (1). S'appuyant sur les calculs de Booth son ami, il soutient que rien n'est plus arbitraire que la progression géométrique. V. l. II, ch. VII et ses conclusions tirées des recensements de la Suède. Dans le l. IV, il s'applique à ruiner les conclusions tirées par Malthus de la statistique des Etats-Unis. Nous pouvons suivre aujourd'hui avec précision le mouvement de la population européenne ; par exemple le témoignage de Levasseur porte à 1 0/0 l'accroissement annuel de la population européenne (*La Population française,* vol. III ch. I et suiv.). M. Charles Loua évalue à 111 ans la période de doublement (*Les grands faits de la statistique*, I, 1878). Rümelin élève à 139 ou 140 ans la période de doublement (*Handbuch* de Schönberg, XXIV, 1882). Leroy-Beaulieu marque les écarts considérables entre les faits et les propositions de Malthus (*Traité d'Economie politique,* IV, p. 546 et suiv.).

Quand on rapproche les chiffres, la Belgique apparaît comme l'expression même de l'Europe moyenne. En ramenant à 100 la population en 1831 on obtient en effet :

	1831	1841	1851	1861	1871	1880	1895
	—	—	—	—	—	—	—
Belgique.	100	109	118	126	135	146	165
Europe .	100	109	117	126	136	150	167

Les deux populations croîtraient donc, d'après cette loi *empirique*, suivant une progression arithmétique dont la raison est 1 0/0 par an de la population initiale.

(1) Cf. BONAR, *Malthus and its Works*, p. 367.

A ces données empiriques, l'*esprit déductif* opposera avant tout la *loi hypothétique* de doublement inférée même d'un petit nombre de faits : à défaut du témoignage des Etats-Unis, il s'emparera de la période de doublement de Java reconnue par Levasseur (*Population française*, III, 19) ou de celle du gouvernement de Posen admise par Cauderlier (*Les lois de la population*, 1900, p. 223) ; il prolongera même dans l'avenir les perspectives redoutables, non seulement de Ravenstein cité par Leroy-Beaulieu (1), mais de Brialmont, bien plus rapproché de nous, l'un adoptant 8 0/0 d'accroissement en dix ans, l'autre 6,3 0/0 en huit ans.

Malthus mesurera donc toujours ce qui reste à attendre de la *contrainte morale* par ce que les obstacles de la misère et du vice accomplissent encore, et ce que ces obstacles accomplissent a pour expression normale la différence entre la progression hypothétique et la progression effective de la population, après que l'on aura déduit la part déjà appréciable d'intervention de la *contrainte morale*. Or, cette part est encore aujourd'hui très étroitement limitée à ses yeux. Là est le secret de la terreur que Malthus a éprouvée et de celle qu'il a répandue, il est dans la *domination finale de la méthode déductive*. Toute l'interprétation de sa théorie est là. Nul ne l'a mieux marqué que Cairnes en montrant l'inanité de prétendues réfutations de Malthus (2).

« Sans doute, dit Malthus, l'Europe moderne présente ce contraste avec l'antiquité et les peuples sauvages que les *obstacles privatifs* ont désormais plus de force : mais la forme normale de cet obstacle privatif, la con-

(1) *Traité*, IV, 558.

(2) Voir sur ce point, Cairnes, *Logical Method of Political Economy* ; trad. franç., 1902.

trainte morale, bien que son influence soit plus grande aujourd'hui, n'agit encore que d'une manière très insuffisante sur les hommes (1). »

Et ailleurs : « En jetant les yeux sur l'état de la société, dans des périodes antérieures, écrit-il encore, je puis dire avec assurance que les maux résultant du principe de population ont plutôt diminué qu'augmenté, quoiqu'on en *ignorât la cause*. Si donc nous nous livrons à l'espérance de voir cette ignorance dissipée, il n'est pas déraisonnable de s'attendre à voir aussi ces maux diminuer de plus en plus. » Si la perspective que nous offre l'avenir, ajoute-t-il, à l'égard des maux produits par le principe de population, n'est pas aussi brillante que nous pouvons le désirer, il s'en faut cependant beaucoup qu'elle soit tout à fait lente et décourageante, et je ne pense pas qu'elle nous interdise l'espérance de *quelques améliorations lentes et graduelles* » (p. 578).

La progression empirique des subsistances ne suffira pas non plus à rassurer la pensée de Malthus.

Nous pouvons essayer d'évaluer par exemple la masse des aliments végétaux destinés à l'homme et produits en Belgique en 1846, en 1880, en 1895 d'après les données des recensements agricoles, et en l'exprimant d'après des coefficients admis en équivalents de froment : la masse alimentaire totale, déduction faite de 10 0/0 pour les semences, représente en kilos de froment :

1846	1880	1895
692.222.336 kilog.	880.328.457 kilog.	1.072.871.082 kilog.

Ce qui, en admettant une ration moyenne et cons-

(1) *Principe de la population*, trad. fr., éd. Guillaumin, p. 316.

tante de 225 kilos par an, correspondrait à la population suivante, nourrie par le sol belge :

3.080.000 habitants	3.900.000 habitants	4.774.000 habitants

La population effective a été :

4.337.048 habitants	5.520.000 habitants	6.500.000 habitants

Les proportions seraient donc dans l'hypothèse d'une ration uniforme et constante :

Nourries par le sol. . . .	70 0/0	70,6 0/0	73,4 0/0
Nourries par les produits importés.	30 »	29,4 »	26,6 »
	100 0/0	100 0/0	100 0/0

A ces mêmes époques, la population agricole, expression de la quantité de travail appliquée au sol, a été de :

1.075.030 habitants	1.199.319 habitants	1.204.210 habitants

Les variations historiques de ces phénomènes s'expriment comme il suit :

Population totale	100	127	150
Population nourrie par le sol belge (ration constante)	100	126	155
Quantité de travail agricole	100	111	112

On voit par là que dans l'intervalle de cinquante ans, pendant que le travail nécessaire pour acquérir les subsistances n'a augmenté que de 12 0/0, la masse des produits s'est accrue de moitié, plus rapidement même que la population générale. Le rendement a été plus que proportionnel au travail. Oppenheimer s'appliquera à généraliser des constatations analogues. (1) Cepen-

(1) Oppenheimer, *Das Bevölkerungsgesetz des T. R. Malthus*, etc., Berlin, 1901. Il montre, p. 42 et suiv., la progression de la production alimentaire végétale et animale par tête dans différents pays de l'Europe et dans l'ensemble du continent.

dant nous ne pouvons nous arrêter là ; pour rester fidèle à la conception de Malthus, il faut, si l'on se place au point de vue d'une nation, faire abstraction de toutes les ressources alimentaires qu'elle peut puiser au dehors, ou, si l'on considère l'ensemble de l'humanité, faire abstraction des régions immenses qui restent à cultiver, et dont l'importance mise en lumière (1) fait seulement reculer le problème de la population dans le temps ; il faut considérer que l'homme ne peut obtenir un excédent de nourriture que de l'amélioration des terres déjà cultivées. Et alors sur un territoire donné, dût la progression de la population être atténuée, si elle est uniforme et constante, l'augmentation des subsistances ne marchera pas toujours du même pas ; d'après Malthus, elle se heurtera à la loi de diminution du rendement de là terre. Et ici encore on pourra calculer qu'en 1894-95, l'Europe produit 252.474.000 hectolitres de blé et en importe 136.700.000 hectolitres, plus du tiers de son alimentation : au congrès de Budapest, on établira que la population européenne s'accroissant de 3.000.000 d'habitants par an, exige, avec une consommation moyenne de 124 kilog. 488 grammes, un accroissement annuel de production de 376.740.000 kilos de blé alors que l'accroissement effectif n'est que de 98.280.000 kilos (2).

La théorie de Malthus, par la pression anxieuse qu'elle exerçait sur l'esprit humain, devait donner une impulsion considérable à l'application des méthodes induc-

(1) Déjà par Godwin, *Political Justice*, II, p. 510. — V. surtout Rapport de Bordiga au Congrès international de l'agriculture de Budapest, 1895. — Henri George, *Progress and Poverty*. — F. Leroy-Beaulieu, *Traité*, IV. — Oppenheimer et Nitti.

(2) Rapport de Kowalewsky au Congrès de Budapest. — Cf. Blondel, *Le Congrès de Budapest*.

tives, et par delà les lois empiriques, à la recherche de causes variables en nombre ou en intensité, selon les différentes phases de l'histoire.

C'est l'effort que l'on verra accomplir après Malthus par un grand nombre de penseurs interrogeant successivement les aspects physico-chimique ou mésologique, biologique, psychologique, sociologique du problème. Il est peu d'hommes qui aient, au moins par des voies indirectes, contribué plus puissamment que Malthus aux progrès de la sociologie. Le plan suivant d'une étude systématique du problème que j'ai adopté en témoignera.

1. *Aspect physico-chimique.* — A. *Point de vue de l'intensivité de la production.* — Ainsi la productivité effective du sol, dans ses rapports avec la population, sera étudiée relativement aux différentes phases historiques de l'évolution agricole (A. de Gasparin, *Traité d'agriculture.* Levasseur, *Population française.* Fr. Nitti, *La population et le système social*, p. 143) ; la productivité hypothétique du sol sera mise en rapport avec les progrès de la division du travail, corrélatifs à ceux de la population (Everett, *New ideas on population*, 1823, trad. fr., 1826), combinés avec une loi historique d'occupation des terres inverse de celle de Malthus, et sans laisser de place à la loi du rendement décroissant du sol (Carey, *The past, the present and the future*, 1848, ch. I et II. Cf. ses *Principes de la science sociale*, et Peshine Smith, *Manuel d'économie politique*, trad. fr., ch. I et II, 1856) avec les améliorations supposées continues et constantes de l'efficacité du travail agricole (Tchernichewsky, l'*Economie politique jugée par la science*, I, 1874, tr. fr., p. 367 et suiv.).

On s'inspirera des progrès de la chimie agricole pour

fixer les conditions d'un équilibre stable entre les subsistances et la population.

Les animaux qui nous fournissent une partie de la subsistance sont les intermédiaires entre nous et les végétaux alimentaires : à leur tour, les plantes sont des intermédiaires entre le milieu physique et nous.

Elles empruntent à l'atmosphère les éléments des principes immédiats que les animaux et l'homme consomment; elles empruntent au sol leurs éléments minéraux ; le retour périodique de la végétation implique le retour incessant de l'équilibre entre les éléments de l'atmosphère et ceux du sol : c'est ainsi que la *loi de restitution* au sol des substances minérales absorbées par les végétaux, est la condition fondamentale d'un équilibre permanent entre une population humaine donnée et les subsistances (Liebig, *Lois naturelles de l'agriculture*, trad. fr. 1862, p. 103 et suiv. Pierre Leroux entrevit cette loi dans *Malthus et les Economistes*, 1848, p. 220 sous l'influence de Liebig (*Lettres sur la chimie*, 1840) et crut à tort qu'elle suffisait à résoudre le problème de la population. Carey l'emprunte aussi à Liebig (*Science sociale*, I). Des savants modernes montreront la difficulté de l'application du *principe de restitution* grandissant avec la concentration de la population dans les villes : Dusart et Proost, Peetermann, Masson, *Congrès international d'agriculture*, La Haye, 1891. — Babut Dumarès, *Remède à la situation agricole de la Belgique*, 1884.

En partant de cette loi fondamentale et inflexible de l'équilibre mobile de la vie, et en se fondant sur les lois de la chimie agricole et de la physiologie végétale, on s'appliquera à faire reculer les limites de la productivité du sol par la diffusion générale des engrais chimiques, par la fixation directe de l'azote (G. Ville) et le processus

de nitrification (Berthelot, Hellriegel, Wilfarth) ou par l'ensemble des procédés scientifiques de la grande culture. Georges Ville, *Le propriétaire et sa ferme délaissée*, 1884. Proost, *la Crise agricole*, 1885. L. Grandeau, *L'épuisement du sol et les récoltes*, 1889. Bourdeau, *La conquête du monde végétal*, 1893. Filippo Virgilii, *Il problema agricolo et l'avvenire sociale*, 1895. Peetermann, *Recherches de chimie et de physiologie*, 1898. Kautsky, *Malthusianismus und Sozialismus*, 1884.

Un mot comme celui de Peetermann : *l'azote à 25 centimes le kilo, c'est la fin de toute misère physiologique*, fait entrevoir les espérances de la science. Cependant les expériences prolongées, fécondes, décisives sur l'emploi des engrais chimiques, révèlent encore que la fertilité du sol est d'une extensibilité limitée, et n'anéantissent pas la loi du rendement décroissant, pour en faire reculer les effets. Tipper, *Rothamsted Experiments*, 1897. Néanmoins pour atteindre l'extrême limite, on proposera avec Oppenheimer l'hypothèse de la réalisation dans nos régions, des conditions de productivité des tropiques, au moyen de la culture en serres généralisée (1901).

L'esprit humain s'efforcera de se délivrer de son étreinte, et la puissance du génie moderne nous fait entrevoir la solution pratique du problème de la synthèse totale de l'albumine, remplaçant ainsi définitivement le champ par la fabrique (Meyer, Berthelot). Chose intéressante, l'imagination de l'utopiste aura entrevu les découvertes du génie. R. Owen et Godwin ont eu les paroles prophétiques que voici et qui sont restées inconnues : « La nourriture de l'homme peut être aussi considérée comme un composé d'éléments chimiques, sur les propriétés, les combinaisons desquels la chimie

ajoute chaque jour à nos connaissances : et l'on ne peut dire à quoi cette connaissance peut conduire, où elle aboutira (1). »

Godwin, dans sa réponse à Malthus, n'a pas abordé de front la loi du rendement décroissant de la terre, il a discuté la productivité des systèmes de culture, signalé dans la mer un vaste dépôt de subsistances qu'*on recueille sans avoir besoin de semer* (*Recherches sur la population et sur la faculté d'accroissement de l'espèce humaine*, 1820, trad. fr., II, 277-281); mais il a écrit ces lignes prophétiques : « Partout où il y aura de la terre, de l'eau et les autres éléments chimiques, il est possible que l'art puisse un jour former des composés capables de servir de nourriture. » (*Ibid.*, p. 287).

B. *Point de vue de l'extension de la production.* — Tous les critiques de Malthus lui opposent les ressources que la mise en culture du globe assurerait. Oppenheimer admet qu'elle peut s'étendre à 65 0/0 de la surface des continents et, avec l'intensification de la production, nourrir 190 milliards d'habitants.

2. *Aspect biologique.* — Biologiquement, la critique enlèvera à la reproduction de l'espèce cette tendance invariable et absolue que lui assigne Malthus, comme s'il s'agissait d'une force physique : fonction de l'organisme, elle sera conçue *relativement* aux autres fonctions ; l'antagonisme, dans la consommation d'une quantité donnée de matériaux alimentaires, des fonctions de reproduction, de nutrition, de travail nerveux et musculaire, est exprimé en formule par Wundt, *Traité de physiologie*,

(1) R. Owen, *Autobiography*, vol. I, 1857, p. 328. Appendice, 4e Essai sur la formation du caractère, « fourth essay on the formation of character », publié en 1816.

p. 116 et suiv. (1). Les réactions que les autres fonctions exercent sur la reproduction, les influences sociales qu'elles subissent, et qui tendent, par là, à contenir la reproduction, et à réaliser l'équilibre de la population et des subsistances, seront plus ou moins nettement entrevues. L'équilibre sera cherché dans différentes directions : Doubleday le cherchera dans l'antagonisme de la nutrition et de la reproduction (*The true law of population*, p. 20, 1853). Il en sera de même pour Fourier, *Nouveau monde industriel*. La thèse sera reprise, au point de vue physiologique et pathologique, par le Dr Maurel, *De la dépopulation de la France*, 1896. Proudhon se fondera sur l'antagonisme de la reproduction et du travail, avec ses aspects physique, intellectuel, moral (*Système des contradictions économiques*, II, 478). Carey et Herbert Spencer donneront à cet antagonisme physiologique la plus haute portée en le transportant dans l'histoire, en faisant de cet équilibre comme le rayonnement du développement intellectuel de l'humanité, en *tissant sa loi*, suivant le mot de Carey, *dans l'étoffe même des organes de reproduction* (Carey, *Principes de la science sociale*, III, 295. Herbert Spencer, *Principes de biologie*, II, dernière partie). Cf. le Dr Cros, *La dépopulation en France*, sur l'aspect pathologique de cet antagonisme. Kautsky opposera néanmoins à la prépondérance de l'activité des centres nerveux le développement corrélatif et harmonique des fonctions, et dénoncera l'insuffisance de la solution biologique de Carey et de Spencer (*Malthusianisme et socialisme*).

3. *Aspect psycho-sociologique*. — Si lente que fût

(1) Entrevu par Courcelle Seneuil, *Traité théorique et pratique d'économie politique*, I, l. I, ch. v, 1858.

aux yeux de Malthus l'opération de la cause volontaire sur la marche de la population, il ne déposait pas moins dans son œuvre, et la justice commande de le rappeler, le principe d'une transformation complète : rien ne révélait *a priori* que l'intensité de cette cause ne dût pas varier considérablement avec les divers états de civilisation : la méthode inductive appelée à cette vérification incessante devait, par là même, devenir prépondérante et donner finalement à la théorie de la population le plus haut degré de *relativité,* un caractère *historique et social* tout opposé au caractère *absolu, naturel et individualiste* qu'il lui avait à l'origine assigné. C'est avec Sismondi que les causes historiques, l'influence des institutions de droit, de la répartition de la propriété, des inégalités et du degré de stabilité du revenu divisé entre les classes sociales, l'emporteront sur la cause naturelle (*Nouveaux principes de l'économie politique,* II, l. V), moment décisif dans l'histoire des idées : suivant qu'elle sera associée au travail ou dissociée d'avec le travail, la propriété des instruments de travail agira doublement : sur la puissance productive pour l'accroître et la réduire, sur la demande d'aliments pour fortifier ou relâcher la contrainte morale. Sismondi achèvera de préparer la conception trop exclusivement historique du problème de la population défendue par K. Marx (*le Capital,* 1867), en développant l'idée de l'excès relatif de population dû, dans la phase capitaliste, aux progrès du machinisme et à la périodicité des crises. Thornton (*Over population and its remedies*) montrera l'influence dépressive de la misère sur le *standard of life* et le *moral restraint,* et rat tachera le progrès de la prévoyance à la consolidation graduelle du *mieux être,* c'est-à-dire à la diminution des inégalités sociales : cette analyse psycho-sociologique

éclairera l'interprétation des phénomènes de population au XIXe siècle.

C'est ainsi que par l'expansion des besoins et l'élévation du *standard of life*, la consommation moyenne de subsistances s'est améliorée quantitativement et qualitativement ; à l'accroissement des subsistances plus que proportionnel à la population et au travail correspond encore en Belgique une amélioration de la ration journalière des ouvriers (1). P. Oppenheimer et J. Wolf ont achevé de dissiper l'aspect le plus sinistre de la théorie de la population, et de démontrer combien il serait inexact de soutenir encore que la population presse nécessairement les limites des subsistances, comme si la consommation moyenne de la classe la plus nombreuse était réduite à un *minimum* d'existence invariable et absolu, au salaire d'airain, et que tout le surplus fût consacré à la multiplication de l'espèce. L'action régulatrice et spontanée des variations du *standard of life* occupe en réalité la première place dans la théorie de M. Cauderliér, dont la tendance optimiste contraste avec le pessimisme de Malthus (*Les lois de la population*, 1900).

Si on rapproche les théories de la population proposées à un siècle d'intervalle, on est frappé du contraste qu'elles présentent et on mesure la profondeur de la révolution que la méthode a accomplie. Dans l'écrit anonyme de 1798, l'instinct de reproduction de l'espèce était conçu comme une force irrésistible dont la réorga-

(1) J'ai calculé qu'elle renferme en 1853, de 60 à 79 grammes de principes albuminoïdes, 43 à 90 grammes de graisse, 347 à 595 grammes de principes hydrocarbonés. En 1886, la ration moyenne renferme plus de 82 grammes d'albuminoïdes, 78 gr. de graisse, 589 grammes d'hydrocarbonés. V. H. DENIS, *La Dépression économique et l'histoire des prix* (1895), p. 145.

nisation sociale égalitaire et même jusqu'aux plus modestes efforts pour améliorer, d'une manière durable, l'état social et moral de l'humanité ne pouvaient qu'accroître l'énergie. A la fin du XIXe siècle, l'action volontaire, consciente et réfléchie de l'homme sur la propagation de son espèce est conçue de plus en plus comme décisive, l'action *inhibitrice* va jusqu'à faire naître des terreurs du même ordre que l'*impulsion* instinctive qu'elle discipline de plus en plus ; et cette action volontaire à son tour est relative à l'ensemble des conditions sociales et à l'état historique de civilisation.

Le facteur psychologique qui tend à assujettir directement le facteur biologique et à contenir la reproduction de l'espèce est lui-même subordonné au facteur sociologique ; un phénomène d'une importance considérable, la diminution de la natalité qui s'observe chez les nations les plus avancées et qui, de 1871-75 à 1891-95, a été de 13 0/0 en Angleterre, de 12 0/0 en France, de 10 0/0 en Belgique et en Suède, de 9 0/0 en Hollande, de 7 0/0 en Suisse et en Allemagne, de 6 0/0 en Autriche, est rattaché directement à l'état de civilisation et aux conditions des classes sociales ; la relativité historique, préparée par toute la critique du XIXe siècle, s'empare définitivement de la théorie de la population : des causes dérivant du milieu social même, du système social, variables dans leur nature et leur intensité, prennent la place d'un principe absolu, universel, constant de causalité. C'est dans la relativité et la complexité des causes historiques, dans l'influence accumulée des générations que tendent à s'unifier les doctrines modernes ; on est frappé du rapprochement, sinon de la convergence qui s'opère, à la fin du XIXe siècle, entre des théoriciens d'ailleurs si distincts, tels par exemple, que P. Leroy-

Beaulieu, Arsène Dumont, Gonnard en France, Cannan en Angleterre, Franz Oppenheimer, Julius Wolf en Allemagne, Francesco Nitti en Italie ; soit que la constitution économique, les conditions relatives et l'inégalité des classes sociales deviennent les facteurs dominants, soit qu'un ensemble plus complexe de causes inhérentes à un état donné de civilisation détermine la marche de la population, le caractère historique de la théorie n'en prévaut pas moins définitivement. Après que l'extrême dépression des conditions du travail a réussi à expliquer l'imprévoyance et l'excès de population, l'exaltation de l'individualisme et la capillarité sociale servent à expliquer la contraction de la population, et l'on cherchera (Dumont, Nitti, Kaustky) dans le développement d'un sentiment supérieur, celui de la solidarité humaine, l'une des conditions essentielles de l'expansion normale de l'individualisme et de l'équilibre toujours poursuivi.

Avec cette transformation de la psychologie sociale, se dégagera la conception d'un Droit économique nouveau : le *laisser faire* de Malthus, dans des conditions d'extrême inégalité sociale, a fait de l'individualisme l'artisan de l'imprévoyance abusive et de la prévoyance coupable, il ne pouvait résoudre le problème. Des institutions juridiques, des garanties collectives nouvelles, en réduisant graduellement l'amplitude des inégalités, ne donneront-elles pas à la prévoyance à la fois un caractère supérieur, social et individuel, conscient et réfléchi, et une action régulatrice plus profonde, pour être plus continue ? Ainsi la pensée abstraite de la philosophie du XVIII[e] siècle reparaîtrait, avec une positivité que ni ses représentants ni Malthus n'avaient entrevue, et se dégagerait d'un vaste système de *rapports*

laborieusement mis en lumière, et l'œuvre de Malthus elle-même, débarrassée de l'absolu, élargie, complétée, épurée, rentrerait dans la continuité de l'histoire.

III. La dynamique économique de Ricardo et la loi de productivité du sol

§ 1. **La loi de productivité décroissante du sol et la théorie de la Répartition.** — Malthus, avec sa seconde proposition inaugurait l'introduction, dans le principe de la population, de la loi qui devait dominer la science des richesses et surtout les conceptions dynamiques de Ricardo : la loi de productivité décroissante de la terre, *law of diminishing returns*. Chose remarquable, elle avait été formulée par Turgot en 1767-68, avec une précision admirable, dans ses *Observations sur le mémoire de M. de Saint-Péravy* (1). Turgot ne l'avait mise en rapport qu'avec les variations du produit net, et l'influence des impôts indirects sur le revenu des propriétaires ; après un intervalle, après l'oubli de plus d'un demi-siècle, elle devait non pas être exhumée de l'œuvre des précurseurs, mais retrouvée dans les faits, et mise en rapport avec le mouvement de la population et la genèse de la rente foncière. M. Cannan a justement montré, qu'en 1798, Malthus est loin encore d'avoir, dans sa formule empirique, dégagé la loi de *productivité décroissante* de la terre (2). Il croit aussi que Malthus n'a pas

(1) *Œuvres*, édition Guillaumin, I, p. 415-420 et suiv. V. t. I du présent ouvrage, p. 150 et suiv.

(2) Cannan, *History of the Theories*, etc., p. 144, 1re édit.)

lu Turgot (1). On pourrait en douter à l'égard de l'édition de 1803 où Malthus se rapproche déjà de l'expression de la loi. Dans cette édition, en effet, il ajoute cette phrase : « Il est évident, pour ceux qui ont la plus légère connaissance de cet objet, qu'*à mesure que la culture s'étend,* les additions annuelles que l'on peut faire au produit moyen, vont continuellement en diminuant avec une sorte de régularité (2). » N'est-ce pas là une expression un peu vague encore, sans doute, mais une expression de la loi du rendement décroissant de la terre ? Les termes mêmes rappellent ceux de Turgot : « L'on ne peut jamais supposer, disait celui-ci, que des avances doubles donnent un produit double... Il est plus que probable qu'en augmentant par degrés les avances, chaque augmentation serait de moins en moins fructueuse. » C'est dans ses recherches sur les causes et les progrès de la rente que Malthus donne à la loi sa formule définitive : « Les frais essentiels de fabrication, et la quantité de travail et de capital nécessaire pour produire une quantité déterminée d'objets manufacturés tendent continuellement à diminuer, tandis que la quantité de travail et de capital nécessaire pour obtenir le dernier supplément du produit agricole qu'on obtient dans un pays riche et en état de prospérité croissante, a une tendance constante à augmenter (3). »

Il est possible que la lecture de Condorcet ait conduit Malthus à l'étude de Turgot ; ce qui est certain, c'est que

(1) *Ibid.*, p. 148, cf. *Economic Journal*, mars 1892.

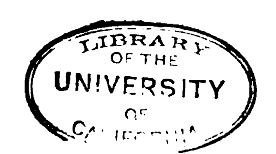
(2) Comparez les pages 11 et 84 du volume publié en 1895 à New-York : *Parallel Chapters from the First and Second Edition of the Essay by Malthus.*

(3) MALTHUS, *Principes d'Economie politique*, trad. Monjean, éd. Guillaumin, p. 167.

la découverte nouvelle de la loi au début du XIX[e] siècle est due à l'observation directe, on peut même dire à la pression directe des faits, et c'est pourquoi elle a été presque simultanément faite par Edmond West et Malthus, et recueillie de leurs mains par Ricardo.

Deux comités d'enquêtes, successivement désignés (1813-1814) par la Chambre des Communes et la Chambre des Lords, avaient recueilli des matériaux précieux sur le développement de l'agriculture et le commerce des grains. On pouvait mettre en rapport les variations du prix du blé avec la productivité des terres vagues successivement encloses, incorporées au domaine agricole, et avec le mouvement général de la population. De 1711 à 1794, le prix du blé n'était pas resté au-dessous de 60 sh. 5 1/4 p. le quarter ; en 1795, il s'était élevé à 92 sh. ; en 1801, il avait atteint 177 sh. ; de 1808 à 1813 il n'était pas descendu au-dessous de 96 sh. Cette hausse des prix, due à la grande guerre et à la famine, s'accompagnait de l'extension de la culture à des terres qui, sans elle, fussent restées en friche. M. Cannan, dans un diagramme, a mis admirablement en rapport ces phénomènes analysés dans son remarquable livre (1). Les progrès de la population étaient corrélatifs d'un accroissement de la production agricole, mais nécessitant aussi une augmentation progressive des dépenses de culture, rendue possible elle-même par la hausse des prix. La part proportionnelle du produit recueillie par les propriétaires sur les dernières terres cultivées, s'abaissait pendant qu'elle s'élevait sur les autres. Tous les éléments de la théorie classique de la rente étaient fournis

(1) V. E. CANNAN. *Theories of Production and Distribution*, p. 147 et suiv. — J. BONAR, *Malthus and his Work*, p. 215 suiv., 235 suiv.


LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF

par l'histoire contemporaine, ils étaient familiers aux agriculteurs, il ne restait qu'à les coordonner et, suivant l'expression de M. Leslie Stephen, à placer l'œuf sur sa pointe, opération d'ailleurs encore difficile (1). Le rapprochement historique est aussi intéressant ici que celui des œuvres de Darwin et de Wallace (1859).

Les publications de West, Malthus, Ricardo se pressent au début de 1815 à peu de jours d'intervalle. L'*Essay* d'Edward West *on the application of capital to land* (Essai sur l'application du capital au sol) paraît, d'après A. Young (2), en même temps que ceux de R. Malthus : *An Inquiry into the nature and progress of rent and the principle by what it is regulated* (Recherche sur la nature et le progrès de la rente et le principe par lequel il est réglé), et *Grounds of an opinion on the policy of restricting the importation of foreign corn* (Opinion sur la politique douanière restreignant l'importation du blé étranger). La date de la publication de l'*Essai* de Malthus sur la rente est donnée par Ricardo même, entre le 13 janvier et le 6 février 1815, car c'est évidemment de cet écrit qu'il parle dans sa lettre à Malthus du 6 février (3). L'*Essai* de Ricardo sur l'influence du bas prix du blé : *Essay on the influence of a low price of corn* est venu le dernier. Ricardo a reconnu formellement l'antériorité de West et de Malthus dans la préface de ses *Principes* (4). Mais sa correspondance témoigne que dès

(1) LESLIE STEPHEN, *The English Utilitarians*, II, p. 181 et suiv. 1900. — ELIE HALÉVY, *L'Evolution de la doctrine utilitaire*, p. 236, 237 et p. 241-245.

(2) Voir la note de Cannan, *ibid.*, p. 161.

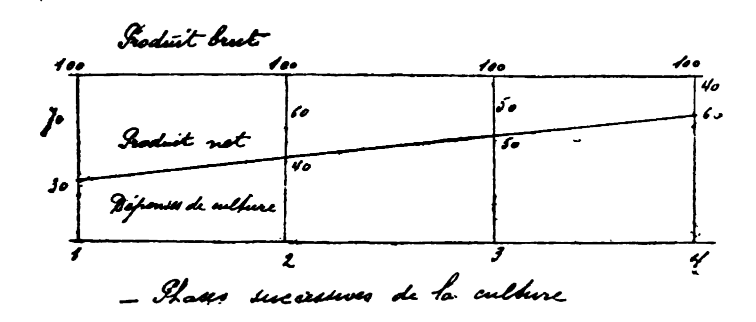
(3) *Letters of Ricardo to Malthus*, éd. Bonar, p. 58-59.

(4) *Œuvres complètes de Ricardo*, trad. Constancio et Fonteyraud, éd. Guill , p. 1.

1815 il est en opposition avec Malthus sur des points importants (1), et déclare que les idées de West se rapprochent étroitement des siennes (2).

West dit au début de son œuvre : « L'objet principal de cet *Essai* est la mise en lumière d'un principe d'économie politique qui m'a frappé depuis plusieurs années, et qui me paraît devoir résoudre dans la science beaucoup de difficultés que je ne peux m'expliquer autrement. » Il ajoute qu'en étudiant les rapports des comités sur la question des céréales, son opinion a été fortifiée par beaucoup de témoignages de leurs enquêtes : « Dans le progrès de la culture, la récolte du produit brut devient progressivement plus coûteuse, en d'autres termes, le rapport du produit net du sol à son produit brut va continuellement diminuant. »

On peut rendre par le graphique suivant la pensée de West.



« Adam Smith, dit encore West, avait constaté que les progrès de la productivité du travail sont plus lents

(1) *Letters of Ricardo to Malthus*, éd. Bonar, lettre du 6 fév., p. 59.

(2) *Ibid.*, lettre du 19 mars, p. 63.

dans l'agriculture que dans les manufactures, mais *il n'avait pas vu ce principe qui rend la productivité du travail moindre à mesure que la culture avance*... Le principe complémentaire auquel je fais allusion, c'est que chaque quantité additionnelle de travail appliquée à l'agriculture donne un rendement décroissant... au contraire, il est évident qu'une égale quantité de travail, dans les manufactures, donne toujours la même quantité de produits. »

C'est de là que se dégageait la loi dynamique de la rente foncière.

Malthus a montré, lui aussi, que la culture s'étend successivement à des terres de qualité inférieure, parce que l'application des capitaux aux terres antérieurement mises en culture est devenue moins productive : c'est l'abaissement de cette productivité qui, arrivé à un certain degré, rend avantageuse la culture des terres naturellement inférieures : « Le motif immédiat pour livrer à la culture de nouveaux terrains, ne peut être autre que l'espoir d'employer un capital croissant, avec plus d'avantages que sur les vieux fonds de terre (1). » La *séparation* de la rente des profits du capital dérive de cette différenciation graduelle de productivité, et obéit à une loi aussi *invariable*, dit Malthus, que l'action du *principe de gravité* (2). Ce qui est profondément intéressant, c'est que la théorie de Malthus se relie ici à celle que James Anderson avait, dès 1777, exposée sur la rente foncière, et qui était restée dans l'oubli. Anderson en expliquait la genèse par la mise en culture simultanée de

(1) *Principes d'Economie politique*, tr. fr., éd. Guillaumin, p. 155-156.

(2) *Id.*, p. 157.

terres d'inégale fertilité naturelle. Malthus rattache les effets de la différenciation des *avantages naturels* des terres, à la différenciation graduelle des avantages *acquis*, et trace en même temps l'ordre de succession des cultures, leur *loi historique*. Cette loi d'occupation des terres, attribuée souvent à Ricardo, appartient réellement à Malthus. La théorie de la rente appartient à Anderson, à Malthus, à West, et il a fallu la fascination trop fréquente d'un génie généralisateur pour qu'on persistât jusqu'à aujourd'hui, en dépit de son propre témoignage, à l'attribuer à Ricardo.

§ 2. **La vie et l'œuvre de David Ricardo.** — Un économiste anglais, M. Gonner, parle avec raison de l'énorme difficulté, que rencontrent le critique et l'historien, qui veulent porter un jugement correct et impartial sur les *Principes de l'économie politique et de l'impôt* de David Ricardo.

La méthode, le plan, la terminologie, le style de l'illustre auteur de ce livre mémorable, le degré d'originalité de son œuvre, la nature, la portée des conclusions auxquelles il aboutit, l'interprétation des lois qu'il a proposées, la limite des variations qu'il leur assigne, l'influence qu'il a exercée sur ses contemporains, sur ses disciples et sur ses adversaires, les liens qui le rattachent aux écoles socialistes, sa position réelle dans l'histoire de la pensée économique, tout a été livré à des débats sans cesse renaissants, aux controverses les plus passionnées.

A la vérité, des publications récentes jettent de vives lumières sur les doctrines de Ricardo, mais elles n'ont point dissipé encore toutes les obscurités.

En 1887, M. Bonar, qui a consacré à Malthus un si remarquable volume, publie toute la correspondance

échangée entre Malthus et Ricardo, de 1811 à 1823, c'est-à-dire jusqu'aux derniers moments de celui-ci (*Letters of David Ricardo to Malthus, 1811-1823*).

En 1891, M. Gonner donne une édition nouvelle des *Principes* de Ricardo, avec une introduction importante et une excellente bibliographie.

En 1894, M. E. Caunan reconstitue la vie parlementaire de Ricardo, en même temps qu'il publie sa substantielle et courageuse « *Histoire des doctrines de la production et de la distribution des richesses dans l'économie politique anglaise de 1796 à 1848.* »

En 1895, M. Hollander, professeur à la *John Hopkins University*, réunit dans les « *Annales de l'association économique américaine* » toute la correspondance de Ricardo avec Mac Culloch, le plus célèbre de ses disciples, le confident de sa pensée (*Letters of David Ricardo to John Ramsay Mac Culloch, 1816-1823*). En 1900, MM. Bonar et Hollander publient enfin sa correspondance avec H. Trower.

La même année, M. Ashley reproduit les textes comparés de la première et de la troisième éditions des six premiers chapitres des *Principes*, renfermant toute la théorie économique fondamentale, sur laquelle repose la théorie même de l'impôt.

On assiste ainsi au travail intime et ininterrompu de ce penseur, dont la sincérité et la droiture scientifiques éclatent à chaque page. Un trait révèle ce retour incessant sur les principes mêmes de son œuvre : les premières lettres qui suivirent la publication des *Principes* (1817) et l'adhésion de Mac Culloch aux doctrines du maître, touchent à la question de la valeur, la clef de voûte de l'œuvre de Ricardo ; la dernière lettre de Ricardo, datée du 21 août 1823, quelques jours à peine avant sa mort,

traite encore de la théorie de la valeur. Mais cette même théorie, malgré le témoignage de cette élaboration continue, est loin de s'être dégagée aujourd'hui de toute controverse. On ne s'est pas accordé encore à fixer l'interprétation définitive des changements que Ricardo a apportés dans les éditions successives de ses *Principes*; et il faut redouter que l'esprit de système, les passions d'école n'y soient mêlés. Des économistes anglais contemporains, parmi lesquels le savant A. Marshall et M. Gonner, se sont appliqués à une œuvre qui a reçu le nom de *réhabilitation* de Ricardo, c'est-à-dire à rompre toute solidarité entre lui et les penseurs socialistes, comme W. Thompson, Rodbertus, P.-J. Proudhon, Karl Marx, qui ont fait du travail le fondement exclusif et la mesure de la valeur; ils ont réclamé ce que M. Marshall a appelé l'interprétation généreuse de la pensée abstraite du maître, sans toujours être, d'ailleurs, prodigues de la même interprétation à l'égard des réformateurs socialistes ; mais, il y a quelques années à peine, des critiques, comme M. Ashley, n'ont pas craint d'opposer, à ces tentatives, que les changements apportés par Ricardo au texte primitif de sa doctrine ne touchent aucunement à son essence, et qu'il l'a exprimée jusqu'au bout en des termes que Rodbertus et K. Marx n'eussent pas désavoués, et dont les disciples immédiats, comme James Mill, Mac Culloch, de Quincey, avaient eux-mêmes accentué la rigueur.

On verra, par un examen impartial, que la correspondance vient appuyer M. Ashley dans une large mesure.

David Ricardo naquit le 19 avril 1772. Son père était un juif hollandais, établi dès sa jeunesse en Angleterre, qui, devenu membre du Stock-Exchange, avait acquis une importante fortune, et jouissait d'une grande in-

fluence. David, son troisième enfant, fut destiné à la même carrière et reçut l'éducation que l'on donne communément aux jeunes gens qui doivent entrer dans le commerce. L'instruction classique n'en faisait pas partie. Nous sommes loin, ici, du système d'éducation de Malthus, qui avait pour père un philosophe, et un philosophe disciple de J.-J. Rousseau. Dès l'âge de 14 ans, David Ricardo fut employé par son père dans les affaires de Bourse,et cependant,rapporte Mac Culloch, l'un de ses biographes, jamais à cette époque, ni à aucune autre, les combinaisons et les détails de cette profession difficile n'absorbèrent toute son attention.

Dès sa jeunesse, il montra un goût marqué pour les abstractions et les généralités ; dès lors aussi,se manifesta cette forte résolution d'examiner à fond tout sujet de grande importance, et de n'asseoir son opinion que sur une conviction impartiale. La liberté d'esprit de Ricardo ne s'accordait pas avec les préjugés de son père, habitué au système de l'obéissance passive dans toutes les questions de religion et de politique. La résolution qu'il prit de se séparer de la communion israélite, pour adopter la religion chrétienne, témoigne de cette indépendance de caractère, et aussi, comme l'a dit un autre biographe, et l'un de ses traducteurs français, Alcide Fonteyraud, elle prouve à quel point sa jeune imagination savait se dégager de la froide étreinte des chiffres. La séparation du père et du fils fut la triste conséquence de cette rupture avec la synagogue. Peu de temps après cet événement, il épousa Miss Wilkinson, et ce choix heureux lui valut plus de trente ans de bonheur domestique. Réduit à ses propres ressources, il se livra en son nom aux opérations de la Bourse et, en peu d'années, il réalisa, grâce à ses facultés extraordinaires, une grande fortune. Le soin

de ses affaires ne l'absorba point ; au contraire, nous le voyons pendant plusieurs années chercher avec persistance une voie scientifique. A 25 ans, il commença l'étude des diverses branches des mathématiques, il s'appliqua en même temps à la chimie et à la minéralogie, il se créa un laboratoire, forma une collection de minéraux et fut l'un des membres fondateurs de la Société géologique de Londres. Mais ces sciences inorganiques furent désertées le jour où son attention fut appelée vers l'étude de l'économie politique. C'est en 1799, il avait 27 ans alors, dans un voyage à Bath, entrepris pour la santé de sa femme, que Ricardo eut pour la première fois connaissance de l'*Essai* d'Adam Smith *sur la richesse des Nations* ; dix années le séparèrent encore de sa première publication sur l'économie politique : elle est en effet de 1809. C'est son traité sur la *Cherté des lingots*, preuve de la *Dépréciation des billets de banque* (*High price of bullion*). Le dernier éditeur de Ricardo, M. Gonner, prof. d'économie politique au collège de l'Université de Liverpool, nous indique les formes successives que cet écrit important a revêtues. Ce furent d'abord une série de lettres dans le *Morning Chronicle*, signées R. Il est curieux de voir Ricardo et Malthus commencer leur vie scientifique dans l'anonymat. Ces lettres furent réunies en volume et reçurent, de 1810 à 1811, des accroissements successifs dans leurs quatre éditions. Les études économiques dans lesquelles il s'était engagé, jointes à l'expérience qu'il avait recueillie dans les opérations de change, le conduisirent à l'explication de ce phénomène qui préoccupait alors l'opinion. Un comité d'enquête spécial adopta les conclusions de Ricardo : mais elles furent vivement combattues par M. Bosanquet. En 1811, il lui adressa une réplique qui fut victorieuse

et qui fournit, comme le dit Mac Culloch, un exemple frappant de la supériorité des hommes qui sont à la fois familiers avec la théorie et la pratique. « Reply to M. Bosanquet's practical observations on the report of the bullion committee, 1811 ».

La publication suivante de Ricardo se lie à l'œuvre capitale de sa vie. Elle est de 1815. On discutait alors le bill, depuis passé en loi, qui élevait à 80 sh. le quarter, le taux auquel l'importation des blés étrangers était autorisée. C'est cette même année que Malthus et West venaient en même temps de développer dans les deux écrits signalés (tout à l'heure,) la même théorie sur l'origine et les principes de la Rente. Ricardo, dans son *Essai sur l'influence du bas prix des blés sur la rente*, recherchа les effets, sur les salaires et les profits, de l'augmentation que la marche de la société amène dans le prix du produit brut : *On essay on the influence of low price of corn on the profits on stock* : showing the inexpediency of restriction on importation, with remarks on M. Malthus two last publications, London, 1815. Ces publications de Malthus étaient : *On inquiry into the nature and progress of rent* et *The ground of an opinion of the policy of restricting the importation of foreign corn.* Cet essai renferme un exposé succinct des idées qui seront bientôt développées dans les *Principes de l'économie politique.* En 1819, Ricardo publia ses *Propositions pour une circulation économique et sûre, avec des observations sur les profits de la Banque d'Angleterre* (Proposals for on econominal and secure Currency, with observations on the profits of the Bank of England. London, 1816). Nous voici parvenus maintenant à la publication de son grand ouvrage *Sur les Principes de l'économie politique et de l'impôt* (On the principles of political economy and taxa-

tion, London 1877). Mac Culloch rapporte qu'il fallut les instances de ses amis pour le déterminer à cette publication. James Mill, le père de John Stuart Mill, qui disait à propos de Ricardo : Bentham fut mon père spirituel, comme je fus le père spirituel de Ricardo, triompha de ses résistances. « Notez que le livre a plutôt pour titre : *Sur les Principes*, etc., que les *Principes de l'économie politique*. Trois éditions successives en furent publiées du vivant de Ricardo : 1817-1819-1821. Cette dernière reçut des changements profonds. La dernière reproduction des *Principes* de Ricardo est de 1895. Elle est éditée par le professeur Gonner, de Liverpool, avec un essai introductif, des notes et appendices renfermant une bibliographie savante et internationale de tout ce qui se rattache à Ricardo et à son œuvre. Elle doit être complétée seulement jusqu'aujourd'hui. Ce livre, malgré son titre, est d'ailleurs fort loin d'être un exposé systématique de la science économique, il a plutôt l'apparence d'une collection de traités détachés, a dit Price. Il faudra, à la suite de Gonner, tracer un plan qui dirige son étude. C'est une série de dissertations sur la valeur et le prix, sur la rente, les salaires et les profits, les impôts, le commerce, la monnaie et les banques. Le livre n'embrasse que la *Distribution* et la *Répartition* des richesses ; mais, malgré le peu de connexion apparente des parties, les mêmes idées fondamentales reviennent continuellement et déterminent le caractère et l'unité de l'œuvre même. Mac Culloch, en disciple enthousiaste, voit s'ouvrir avec la publication des *Principes* une ère nouvelle dans l'histoire de la science. C'est après l'ouvrage de Smith, dit-il, le plus important et certainement le plus original et le plus profond que l'on ait publié sur l'économie politique. Nous essaierons de mar-

quer tout à l'heure la portée de l'œuvre de Ricardo.

Ricardo entra au Parlement en 1819 ; les difficultés qu'il rencontra d'abord dans l'exercice de la parole et dans son excessive défiance de lui-même s'affaiblirent graduellement : l'intégrité de son caractère, la douceur de ses manières, ses études approfondies et toutes spéciales, le désintéressement de ses intentions lui assurèrent une influence très étendue sur la Chambre des Communes. Il publia en 1820 un article dans le supplément de l' « Encyclopédie britannique » sur le *fonds d'amortissement de la Dette publique* (*Funding system*). En 1822, il publia un écrit célèbre sur la « *Protection de l'agriculture* » et qui eut en une seule année quatre éditions. Il mourut le 11 septembre 1823, dans la 52e année de sa vie. On a retrouvé dans ses manuscrits le plan d'une *Banque nationale* (Plan for the establishment of a national Bank, London, 1824), et des notes dans lesquelles il s'applique à réfuter quelques-unes des théories de Malthus. Malgré ces controverses persistantes, Malthus a dit que la mort de Ricardo fut la plus grande douleur de sa vie (1), et James Mill a résumé son éloge en disant : « L'histoire de Ricardo offre un exemple bien encourageant, il avait tout à faire et remplit sa tâche. Il avait sa fortune à faire, son esprit à former, son éducation à commencer et à diriger. Au milieu de la plus active concurrence, il réalisa une grande fortune et s'assura l'estime et l'affection des hommes qui pouvaient le mieux juger de la pureté de ses actions ; au sein de la vie pratique, des détails multipliés et des soins les plus minutieux, il acquit et cultiva l'habitude d'une pensée large,

(1) Voyez sur cette mort la lettre de James Mill (dans *Letters of D. Ricardo to Mac Culloch*, p. 179 et *Letters of Ricardo to Malthus*, p. 240).

intense et patiente, et finit par n'avoir pas de supérieur et bien peu d'égaux. »

Sismondi, qui fut, lui aussi, l'un des adversaires passionnés de Ricardo, parle avec une vive émotion des discussions cordiales qu'il eut avec Ricardo lors de son passage à Genève, sur la question la plus importante de l'économie politique, aux yeux de Sismondi et de Malthus, la balance de la production et de la consommation.

Nous sommes évidemment en présence d'une grande volonté et d'une grande indépendance de caractère. La justice qu'il faut rendre avant tout à Ricardo, c'est que dans l'investigation des phénomènes économiques, il fut exclusivement préoccupé de dégager *les lois de ce qui est*, sans autre préoccupation que celle de la vérité, et sans se soucier des conséquences que l'on tirerait de ses conclusions à l'égard du système social. Il eut cette étrange fortune, bien marquée par l'un de ses biographes comme une illustration frappante de l'ironie du sort, que bien qu'il soit l'un des représentants les plus puissants et les plus décidés de l'orthodoxie et de l'individualisme, il a plus que personne contribué au développement du socialisme scientifique, par la théorie de la *valeur* et celle de la *rente foncière*. Par une autre ironie du sort, les socialistes lui ont attribué, avec une exagération que l'on verra plus loin, la *loi d'airain du salaire*.

C'est là que nous aurons à examiner quelle portée, pour l'historien impartial, doit avoir ce que l'on a appelé avec affectation la *réhabilitation de Ricardo*.

Ricardo subit avant tout, dans la direction de ses recherches économiques, l'influence de son temps. La révolution industrielle dont Adam Smith avait vu l'aurore, Ricardo, comme Malthus, en vit l'accomplisse-

ment. Les découvertes scientifiques et surtout l'emploi de la vapeur, énergiques agents de la transformation de la petite industrie, déterminaient l'établissement des grandes manufactures dans les villes; au marché étroit de la petite industrie se substituaient des débouchés de plus en plus étendus pour une activité fiévreuse et des demandes livrées à des fluctuations incessantes.

La population avait reçu une impulsion énergique : la guerre avec la France avait stimulé à la fois l'accroissement de la population et l'expansion du commerce; le développement des manufactures et celui de la population s'accompagnaient de phénomènes nouveaux et d'une redoutable portée, la population se déplaçait, celle des villages allant s'accumuler dans les villes ; et les fluctuations du commerce se répercutaient profondément dans ces masses laborieuses, les condamnant à de brusques chômages, quand la demande des produits se resserrait. Une concurrence ardente, où les hommes, les femmes et les enfants se pressaient, semblait devoir régner sans repos et sans frein.

C'est dans cette prédominance universelle d'une concurrence illimitée, que Ricardo dégagea un ensemble de lois de la répartition des richesses, si rigoureusement coordonnées, et ramenant l'action de la concurrence à un ordre si lumineux et si précis, là où il n'y avait en apparence que désordre, que ce fut le gage du succès de son livre.

§ 3. **Conception dynamique générale. La méthode déductive.** — On commettrait une grave erreur, en se laissant tromper par le titre de l'œuvre principale de Ricardo : *Les principes de l'économie politique et de l'impôt*, et en y voyant un traité complet d'économie politique et de science des finances. L'objet réel de l'ouvrage est

beaucoup moins étendu ; il n'embrasse, comme œuvre économique, que les principes généraux de la distribution ou échange, et de la répartition des richesses, et, comme œuvre financière, que la théorie de la répercussion, ou de l'incidence des impôts, et de son influence sur la répartition et la distribution mêmes, et, par là, sur les différentes classes de la société (1).

(1) Dans une lecture et une étude systématique de Ricardo, il faudrait classer plus méthodiquement que l'auteur les chapitres de la 3e édition de ses *Principes*.

Gonner accuse Ricardo d'un manque de méthode dans l'arrangement de son ouvrage, et dans le fait, il livre l'esprit du lecteur à une fatigue réelle et même à une véritable souffrance en revenant à diverses reprises aux mêmes redites, aux mêmes comparaisons. Il semble que Ricardo ait envoyé à l'impression les chapitres de son ouvrage avant qu'il fût achevé — et pendant qu'il préparait encore des matières additionnelles pour le compléter. Chose pénible et qui marque le dédain de Ricardo pour la belle et savante ordonnance d'un livre, la dernière édition des *Principes* eût pu être une œuvre de remaniement et donner l'unité formelle à ce qui avait une si incontestable unité de principes. Ricardo n'y a pas songé. Je pense que c'est parce qu'il était tout entier absorbé par l'unité même de la conception, et qu'il ne voyait pas les vices de la forme dans laquelle il l'exprimait.

La lecture systématique du livre implique un remaniement dans l'ordre des chapitres. Le voici avec des changements que j'apporte à la classification de Gonner.

Il faut d'abord séparer tous les chapitres relatifs à la théorie économique proprement dite, des chapitres relatifs à l'impôt et aux effets de la répercussion de l'impôt sous ses différentes formrs.

Nous considérons donc à part les six premiers chapitres de l'édition primitive des *Principes*, mais en y rattachant des chapitres nouveaux dispersés sans aucun ordre dans la *3e édition de l'ouvrage*.

C'est sur cette partie que porte notre effort, et voici l'ordre des lectures de la *traduction française* des *Principes* de Ricardo.

Sa pensée a été presque impérieusement et brutalement exprimée dans une lettre à Malthus, très rapprochée de la 2e édition des *Principes*. « Vous pensez, dit-il, que l'*économie politique* est la recherche de la nature et des causes de la richesse : je pense qu'il faudrait plutôt la définir : *la recherche des lois qui déterminent le partage du produit entre les classes qui concourent à sa formation*. Aucune loi ne peut être formulée relativement à la *quantité*, mais une loi suffisamment correcte peut être proposée relativement aux *proportions*. Chaque jour je me convaincs davantage que la première recherche est vaine et décevante, et que la se-

Notre classification donnera une idée du désordre de Ricardo.

Ch. I, De la valeur.
Ch. XX, Des propriétés distinctives de la richesse et de la valeur.
Ch. XXVIII, De la valeur comparative de l'or, du blé et du travail dans les pays riches et les pays pauvres.
Ch. XXVII, De la monnaie et des banques.
Ch. IV, Du prix naturel et du prix courant.
Ch. XXX, De l'influence de l'offre et de la demande sur les prix.
Ch. II, De la rente.
Ch. III, De la rente des mines.
Ch. XXIV, Doctrine d'Adam Smith sur la rente foncière.
Ch. XXXII, Opinions de Malthus sur à Rente.
Ch. V, Des salaires.
Ch. XXXI, Des machines.
Ch. VI, Des profits.
Ch. XXI, Des effets de l'accumulation sur les profits et sur l'intérêt des capitaux.
Ch. VII, Du commerce extérieur.
Ch. XXV, Du commerce colonial.
Ch. XIX, Des changements soudains dans les voies du commerce.

Tous les autres chapitres du livre sont consacrés à l'impôt et à ses effets.

conde seulement est le véritable objet de la science. » (1)

N'est-il pas d'un intérêt saisissant de constater que cette recherche des *proportions*, que nul autre ne s'était proposée avant lui, qui forme sa réelle originalité, s'impose aussi énergiquement au plus puissant architecte de l'économie politique classique et orthodoxe, au moment même où, de toutes parts, l'effort non seulement des écoles socialistes, mais de tous les esprits indépendants qui agitent le problème social, va se porter vers la Répartition des richesses. Pendant que les trois éditions des *Principes* sont comprises entre 1817 et 1821, et que Malthus lui-même publiera, en 1820, les *Principes de l'économie politique*, nous voyons les *Nouveaux principes de l'économie politique* de Sismondi paraître de 1819 à 1827, Charles Fourier publier en 1822 sa théorie de l'*Association domestique-agricole*, William Thompson, le plus illustre disciple d'Owen, sa *Distribution des richesses* en 1822, l'Ecole de Saint-Simon pénétrer beaucoup plus avant que le maître dans la répartition des richesses, par l'*Exposé de la doctrine* en 1828, von Thünen donner l'*Etat isolé* en 1826. Plus tard viendra, en 1831, l'*Essai* trop oublié de Richard Jones *sur la distribution de la richesse*.

Ce n'est pas tout ; dans la répartition, et même dans l'échange des richesses, Ricardo s'applique à mettre en lumière l'un des deux aspects fondamentaux des phénomènes sociaux : l'*aspect dynamique*. L'œuvre de Ricardo appartient, avant tout, en effet, à la *dynamique économique*, comme l'œuvre des physiocrates est, par-dessus tout, une *statique économique*. L'idée maîtresse de l'économiste anglais se dégage tout entière de deux passages

(1) Lettre du 10 octobre 1820, édit. Bonar, p. 175.

des *Principes* : l'un est relatif à la valeur, *il figure dans la première édition et il est omis dans la troisième* ; l'autre est relatif à la rente, au salaire et aux profits, et se trouve dans la préface de la première édition.

« Adam Smith, dit-il, dans le premier passage, après avoir admis sans réserve le principe que le rapport entre les quantités de travail nécessaires pour acquérir différents objets, est la seule base qui puisse nous régler dans leur échange réciproque, en restreint cependant l'application à l'*état primitif et grossier de la société*, *qui précède l'accumulation des capitaux et la propriété des terres*, comme si des profits et des rentes que l'on doit payer pouvaient avoir une influence sur la valeur relative des choses, qui fût indépendante de la simple quantité de travail nécessaire à la production des choses. Et cependant, Adam Smith n'a nulle part analysé les effets de l'accumulation des capitaux et de l'appropriation des terres sur les *valeurs relatives*. Il est donc important de déterminer jusqu'à quel point les effets incontestables, que la *quantité comparative* de travail employée à la production des choses utiles occasionne dans leur valeur échangeable, sont modifiés par l'accumulation des capitaux et le payement des rentes. »

Le second passage est aussi décisif. Après avoir dit que les produits de la terre se partagent entre trois classes : les propriétaires du sol, les possesseurs du capital, les travailleurs, il ajoute que chacune de ces classes recueille *une part très différente du produit total*, sous les noms de rente, de profits et de salaires, *selon l'état de civilisation* : « déterminer les lois qui règlent cette distribution, *voilà le principal problème* en économie politique. Mais, quoique Turgot, Steuart, Smith, Say, Sismondi et d'autres auteurs aient répandu beaucoup

de lumière sur cette science, leurs écrits ne renferment cependant rien de bien satisfaisant sur la *marche naturelle* de la rente, des profits, des capitaux et des salaires ».

Ce sont donc bien les *variations relatives* du salaire, du profit, de la rente que Ricardo étudie aux différentes phases de l'évolution économique qu'il prévoit ; c'est là qu'il espère avoir formulé une loi *suffisamment correcte* et, comme il l'a dit tout à l'heure, des proportions assez rigoureusement définies ; ce qu'il appelle leur *marche naturelle*, c'est avant tout l'effet des *causes générales* qui déterminent les phénomènes de répartition des richesses, mais qui, variables elles-mêmes dans leur continuité, détermineront aussi les variations historiques de ces phénomènes. Ces résultats une fois atteints, l'objet suprême de ses recherches, ce sera l'influence historique que les variations relatives de ces parts exerceront sur les *valeurs relatives* des produits du travail.

Une lettre de Ricardo à Mac Culloch, du 13 juin 1820, montre bien, non seulement ce dualisme dans l'objet de ses études, mais la subordination réelle de ses recherches sur la *valeur* à ses recherches sur la marche naturelle de la répartition des richesses : « Après tout, dit-il, la grande question de la rente, des salaires et des profits, doit être élucidée par les proportions dans lesquelles le produit total est partagé entre les propriétaires, les capitalistes et les travailleurs, et qui ne sont pas essentiellement liées à la doctrine de la valeur (1). » On peut concevoir la solution de la première question, indépendamment de la théorie de la valeur ; on ne peut concevoir de modifications à celle-ci sans la solution de la première question.

(1) *Letters of Ricardo to Mac Culloch*, édit. Hollander, p. 72.

Dans la détermination de cette *marche naturelle*, Ricardo reste placé au point de vue d'un état social dont les formes sont, à ses yeux, irrévocablement fixées, et dans lequel la constitution du droit de propriété individuelle et l'accumulation des capitaux ont déterminé la différenciation des classes sociales ; elles reproduisent, dans la répartition des richesses, la distinction des facteurs irréductibles de la production même : à la distinction de la terre, des autres agents naturels, du capital accumulé, du travail, correspond celle de la rente, du profit, du salaire ; les classes sociales correspondantes apparaissent comme les catégories définitives de l'évolution future de la société, transportant dans l'ordre des rapports d'homme à homme, imprimant à la structure sociale le caractère des *relations* de l'homme social avec la nature, modelant le partage contractuel du produit, à l'image des conditions immuables de leur production. Là encore est le sens profond de ce que Ricardo appelle la *marche naturelle* des phénomènes économiques. Là aussi est la portée de sa *dynamique économique*, et le résultat de la méthode qui a servi à la construire.

Ricardo apparaît, en effet, comme le représentant le plus inflexible de la méthode déductive ; et il s'oppose par là, au moins dans certaines limites, à Malthus lui-même, qui, dans le cours de sa carrière, s'appliqua de plus en plus à contrôler les données de la déduction par des recherches inductives. Ricardo a marqué, dans sa correspondance, le caractère de son génie et ce dissentiment : « Je serais plus heureux, écrit-il à Malthus, si vous ne différiez aussi profondément de moi ; si je suis trop théorique, je pense que vous êtes trop pratique » (1).

(1) *Letters of Ricardo to Malthus*, édit. Bonar, p. 96.

Une grande cause de ces divergences d'opinions, écrit-il ailleurs, c'est que vous avez toujours dans l'esprit les effets immédiats et temporaires des changements particuliers, tandis que j'écarte ces effets immédiats et temporaires, et que je fixe toute mon attention sur l'*état permanent des choses qui résultent de ces principes.* Peut-être estimez-vous ces effets temporaires trop haut, tandis que je suis, moi, trop disposé à les apprécier trop bas (1). Malthus, de son côté, parle de ces *systèmes* qui, après avoir entraîné un grand nombre d'esprits éclairés, ne pourraient supporter eux-mêmes le témoignage des faits et le poids de ces théories qui, bien que moins simples et moins captivantes, sont plus justes, parce qu'elles embrassent un plus grand nombre des causes qui sont actuellement en opération dans les résultats économiques (2).

Ce n'est pas que Ricardo méconnaisse la complexité des phénomènes et la pluralité des causes. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire le ch. IV sur le prix naturel et le prix du marché, et le ch. XIII, relatif à l'impôt sur l'or, de l'édition définitive des *Principes* ; il propose lui-même, dans sa correspondance, la justification de sa méthode. Il y a, dit-il encore ailleurs, tant de combinaisons, et *tant de causes en opération* en économie politique, qu'il y a grand danger à faire appel à l'expérience en faveur d'une doctrine particulière, à moins qu'on ne soit sûr que toutes les causes de variation sont connues et que leurs effets sont dûment appréciés (3).

Ricardo, comme l'a dit justement Ingram, était appelé

(1) *Letters of Ricardo*, p. 127.

(2) *Correspondance de Macvey Napier*, p. 31-32, et *Letters of D. Ricardo to John Ramsay Mac Culloch*, édit. Hollander, p. 148.

(3) *Letters to Malthus*, édit. Bonar, p. 96.

à réussir dans des sujets tels que l'étude de la monnaie où n'entre aucun élément moral, et où les données sont relativement simples ; mais, dans les phénomènes sociaux plus complexes, l'audace de ses déductions entraînait les plus graves dangers.

Le professeur Dunbar, dans sa remarquable étude sur l'*usage des faits* chez Ricardo, a distingué en lui deux hommes : « Quand il parlait devant une assemblée, dit-il, Ricardo puisait largement dans sa vaste et profonde connaissance des faits de la vie, les utilisant pour illustrer, confirmer son argumentation ; mais dans ses *Principes de l'économie politique*, les mêmes questions sont traitées avec une singulière exclusion de tout rapport avec le monde actuel qui l'enveloppe » (*Harvard Quarterly Journal of Economics*).

C'est pour cela que Ricardo théoricien employait, à l'imitation de Bentham, son maître, des exemples hypothétiques pour appuyer son raisonnement. « Mon objet, dit Ricardo lui-même, fut d'élucider des principes, et, pour le faire, j'ai imaginé des cas rigoureux tels que je pusse marquer l'opération de ces principes. »

C'est là aussi qu'est le secret de la concision extrême et de la sécheresse d'un style dont il a parlé lui-même sans aucune indulgence et sans aucune illusion : « J'ai trop d'aptitude, dit-il, à comprimer (*to crowd*) une grande masse de matière difficile, dans un espace si resserré, que je la rends incompréhensible pour la généralité des lecteurs. » M. Alfred Marshall attribue à cette habitude d'exprimer de grandes doctrines économiques en de courtes sentences, l'obscurité qui règne encore dans certaines thèses de Ricardo, telles, par exemple, que celle de la valeur (1).

(1) Alfred Marshall, *Principles of Economics*, I, p. 532.

Pour porter un jugement impartial, on distinguera donc toujours l'*opération des causes générales* de l'*opération des causes secondes*, on songera que Ricardo n'a ni méconnu ni ignoré celles-ci. On se dira que si c'est le côté effacé de ses œuvres, ce n'en est pas moins l'un des côtés de sa pensée de savant et d'homme d'État, ce sera là la part que l'interprétation généreuse réclamée par Marshall doit légitimement avoir; c'est ainsi que l'on pourra résoudre les controverses toujours renouvelées dont la théorie de la valeur, celle du salaire naturel, celles mêmes de la rente et du profit, ou du commerce entre nations, sont les perpétuels objets. On reconnaîtra, par exemple, que le salaire naturel est une grandeur variable, une grandeur historique évoluant sur la ligne du temps, avec les progrès du *standard of life* et les causes morales qui l'affectent, que le texte formel des *Principes* en témoigne, pendant que la critique recueillera d'autres passages dans les écrits, dans la correspondance même de Ricardo — qui tendent à assimiler le *salaire naturel* au *salaire nécessaire*, à le ramener à une grandeur *physique invariable*. L'observateur impartial ne verra pas là une contradiction irréductible et absolue.

A transporter systématiquement ces correctifs dans la *dynamique économique* de Ricardo, pour le soustraire soit à une solidarité jugée redoutable, soit à des jugements rigoureux, on aboutirait non seulement à envelopper, à effacer même la pensée maîtresse de cet économiste, mais à la dépouiller de sa signification historique véritable, à rendre absolument inintelligibles les œuvres de ses continuateurs et de ses adversaires.

Dans cette *dynamique*, ce sont bien les *effets permanents des causes qu'il dégage* qui doivent rester au premier plan, parce que ce sont ceux-là qui ont tourmenté

son puissant esprit. Dans la masse et la suite des événements, ce sont les causes générales qui finissent par prédominer, ainsi que Quetelet et Herschel l'ont si admirablement montré en statistique. Et comment n'en serait-il pas ainsi, dans une conception déductive de l'évolution historique, quand le savant part des *causes* mêmes, et suit la loi qu'il assigne à leur opération, aussi loin qu'il peut prolonger l'histoire réelle dans l'histoire idéale? C'est ainsi que, quels que soient les amendements légitimes qu'il faille y apporter, D. Ricardo a placé, avant tout, ses disciples et ses adversaires devant une théorie abstraite de l'évolution de la répartition et de la distribution des richesses, où les causes secondes s'effacent, où tout s'enchaîne rigidement, où des *proportions* saisissantes, sinon des grandeurs absolues se déduisent par le raisonnement. Et c'est ainsi que cette construction abstraite, cette ossature d'une dynamique économique marque une époque considérable de l'histoire des idées ; c'est avec ces traits qu'elle a profondément influencé leur marche, qu'elle est le témoignage de la puissance constructive du génie de Ricardo, et c'est là aussi qu'il faut respecter ce génie.

§ 4. **La dynamique de Ricardo et la sociologie. Conception des lois naturelles et du rôle de l'Etat.** — La dynamique économique de Ricardo emprunte toutes ses données aux travaux de ses précurseurs et de ses contemporains ; elle est déduite tout entière de l'opération de quatre ordres de causes dont aucune n'a d'ailleurs été découverte par Ricardo : une *cause physico-chimique et mésologique*, la productivité décroissante des agents naturels, *law of diminishing returns*, dont nous avons exposé l'histoire, de Turgot à Édouard West ; une cause *biologique*, la tendance constante et

uniforme à l'accroissement de la population que la *contrainte morale* de Malthus peut seule normalement contenir ; une *cause psychologique* : ce principe moral de l'intérêt personnel, mis en pleine lumière par Adam Smith ; des conditions *sociologico-juridiques* de concurrence illimitée et de propriété individuelle, dans lesquelles opère ce principe : c'est le droit économique. Mais, ici, l'exposé et la discussion du droit économique ont cessé de faire corps avec la science économique, à l'encontre de ce que l'on a vu dans la physiocratie. Une conséquence directe et inévitable de la prépondérance de la méthode déductive a été la séparation de l'économie politique et de la sociologie. Les physiocrates sont de vrais sociologues, et c'est leur impérissable gloire. Leur *droit naturel* est une partie essentielle de l'*ordre naturel* qu'ils poursuivent ; il est inséparable des lois naturelles dont le concours réalise cet ordre.

Chez Ricardo, bien plus que chez Malthus, et comme on l'a vu pour la méthode, l'œuvre de décomposition de la sociologie physiocratique s'est consommée ; le droit de propriété individuelle est une *donnée de fait*, empruntée à une science distincte de l'économie politique et que l'économiste n'a pas à justifier. A peine la correspondance de Ricardo nous offre-t-elle quelques observations éparses sur la propriété ; cette forme historique du droit, inséparable des catégories de la répartition des richesses qu'elle entraîne, et que Ricardo a fixées dans son œuvre, est comme elle immuable et placée désormais en dehors du temps.

La conception déductive de Ricardo achève la systématisation des doctrines opposées à la *dynamique rationnelle* de Condorcet et de Godwin qui implique, comme on l'a vu, la modificabilité illimitée des phéno-

mènes sociaux, la perfectibilité indéfinie de l'homme social, la fusion de plus en plus complète des classes, l'approximation de plus en plus grande de l'Égalité.

Malthus, dans la première édition du *Principe de la population*, avait essayé de ruiner complètement, non seulement les plans d'égalité, mais toute tentative d'une amélioration générale des conditions économiques de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre ; dans les éditions postérieures, ressaisissant loyalement une action régulatrice d'un mouvement, conçu d'abord comme absolument irrésistible et fatal, il avait fait reposer tout l'équilibre de la population et des subsistances, toute la statique économique, sur la prévoyance et la responsabilité individuelles, même au sein de la plus complète insolidarité. Ricardo, prolongeant dans l'avenir, comme l'avaient fait Godwin et Condorcet, l'effort de la déduction logique, est frappé, beaucoup plus que Malthus ne le fut jamais, des effets définitifs de la loi qui exprime le rendement décroissant de la terre, et que met en œuvre la pression croissante d'une population uniquement contenue elle-même par la puissance incertaine de la contrainte morale. C'est cette loi qui, surtout en rejetant au second plan les causes secondaires qui en suspendent ou en retardent les manifestations, donnera son empreinte à toute l'évolution économique et aux rapports des classes sociales. Et, dans le fait, Ricardo a admis, dans ses *Principes* et ses écrits antérieurs, qu'en dépit des améliorations agricoles, le rendement tend à diminuer, *relativement*, au cours de l'histoire, c'est-à-dire dans ses rapports avec les applications successives de travail et de capital. Une limite inflexible sera, dès lors, assignée à la production des richesses, à l'accumulation des capitaux, au progrès économique ; la dynamique abstraite

de Ricardo marquera en traits de plus en plus durs (et auxquels jamais Malthus ne souscrivit) l'opposition des intérêts, l'insolidarité grandissante des classes ; elle creusera, si j'ose dire, de plus en plus profondément, l'abîme de l'inégalité et aboutira, dans ses conclusions logiques ultérieures, à un déchirement, à un contraste absolu, où la classe des propriétaires, dont la rente aura atteint la limite extrême en résorbant tout le produit net, se trouvera en présence de celle des travailleurs, dont le salaire sera désormais enchaîné à un minimum inflexible.

Dans un passage de son remarquable livre sur les *Utilitaires anglais* (*English Utilitarians*) Leslie Stephen compare Ricardo à un théologien célèbre, l'évêque Butler, dont l'argumentation avait eu sur beaucoup de ses lecteurs le résultat de leur faire abandonner sa propre doctrine. « Ricardo, dit-il, économiste orthodoxe, met en lumière des passages dont s'emparent les socialistes pour renverser ses propres thèses. Le Dieu tel que vous l'adorez, disaient les adversaires de l'évêque Butler, est un être injuste, et, dès lors, pire que l'absence de Dieu. Le système que vous décrivez, disaient les adversaires de Ricardo, n'est qu'un tissu d'injustices, et, dès lors, il faut le détruire radicalement (1). »

Avec la résistance grandissante de la nature à l'action productrice de l'homme et les effets qu'elle entraîne dans les rapports sociaux, Ricardo atteignait mortellement les conceptions providentielles et optimistes des physiocrates et d'Adam Smith. Et, en effet, s'il a séparé la science des richesses de la sociologie, il lui a enlevé aussi tout caractère théologique.

Les lois naturelles des phénomènes cessent d'être pour

(1) Leslie Stephen, *English Utilitarians*.

lui les éléments d'un plan providentiel, elles n'ont plus le caractère de prescriptions divines, elles n'expriment plus que les tendances permanentes des forces économiques, et les relations constantes des phénomènes qu'elles font naître. En cela, Ricardo a servi les progrès de l'esprit positif. Mais, sans lien avec les aspects supérieurs de la sociologie, dépourvue même de toute théorie de la consommation, la science des richesses, ainsi constituée, n'est que l'exposé systématique du conflit de pures forces dans l'ordre économique ; « ne se proposant, comme l'a dit Scheel (*Handbuch der politischen Oekonomie*), aucun idéal du développement de l'homme à poursuivre, elle laisse, abandonnées à elles-mêmes, les énergies individuelles dans la lutte pour la vie, dans les conditions d'inégalité où les placent les institutions modernes » et, dans ce conflit, les lois des phénomènes physico-chimiques, le facteur le plus simple des phénomènes économiques, devaient finalement imposer des barrières au développement des phénomènes sociaux les plus élevés, car les phénomènes de répartition des richesses tiennent en leur dépendance directe la consommation, et indirecte, tout le développement physique, intellectuel et moral de l'homme social : c'est ce lien de subordination qui fait de la richesse le *moyen* pour l'homme d'atteindre les fins supérieures qu'il se propose, le plus haut degré de culture et de civilisation. De telle sorte que la *dynamique économique* de Ricardo renfermait, pour le plus grand nombre des lecteurs, la condamnation finale, sans retour, des espérances éclatantes que Godwin et Condorcet avaient puisées dans la philosophie de l'histoire, et que Godwin résumait dans le mot de Franklin : « L'esprit doit gouverner la terre ».

C'est parce que l'œuvre dynamique de Ricardo appa-

raît à ses contemporains et à ses successeurs en ces traits d'une logique déductive implacable, qu'on peut se représenter la réaction dont elle fut l'objet. Pour refouler ce pessimisme, à la fois géométrique et glacial, les économistes de la fin de la première moitié du siècle qui voudront, par delà Malthus et Ricardo, ressaisir l'optimisme d'Adam Smith avec sa rassurante sérénité, devront, comme Frédéric Bastiat et surtout Carey (de Philadelphie), avec plus de savoir et de génie, arriver, avec une vaillance vraiment héroïque chez Carey, non seulement à nier la rente foncière, mais à rayer la loi même du rendement décroissant du sol, la théorie de l'occupation des terres, tout ce qui peut donner un fondement au redoutable édifice de Ricardo.

Les penseurs contemporains, en qui le tableau des antagonismes sociaux aura éteint l'optimisme, donneront à leur attaque et à leurs efforts constructifs, d'autres caractères. Pour Sismondi, dont la conception s'opposera immédiatement, dans cette histoire des systèmes, à celle de Ricardo, les causes physiques et biologiques qui exercent chez Ricardo cette influence prépondérante, sont subordonnées elles-mêmes, dans leurs opérations, aux conditions sociales et aux institutions historiques, et dès lors, indéfiniment modifiables, dans lesquelles elles opèrent. Sismondi reste sans doute, à l'égard des conditions psychologiques et juridiques des phénomènes économiques, placé au point de vue individualiste du maître, Adam Smith, mais dépouillé de l'optimisme du maître, il subordonne l'évolution des institutions juridiques correspondantes aux principes d'une *morale sociale* ayant l'Etat pour organe, la discipline de l'individualisme pour moyen, la solidarité pour but, et qui l'éloigne de plus en plus de Ricardo : c'est pourquoi

sa *dynamique* qui consacre la prédominance finale des causes historiques sera *sociale-éthique*, alors que celle de Ricardo était surtout *physico-biologique*.

Le développement logique de la pensée dégagera ensuite les doctrines socialistes qui, dès la première moitié du XIXe siècle, formeront l'opposition la plus directe à la *dynamique* de Ricardo. Non seulement les conditions physico-biologiques seront refoulées derrière les conditions historiques et modifiables des phénomènes économiques, mais une psychologie sociale altruiste se dégagera à son tour et un droit correspondant tentera de se constituer et de se substituer à la psychologie et au droit individualistes. Ce sera la révolution complète dans la conception de la dynamique économique, avec le caractère psycho-juridique préparé par Sismondi.

En second lieu, l'action prépondérante, dans cette théorie de l'évolution économique, de la loi de productivité décroissante du sol, permet aussi de dégager nettement les divergences, et l'opposition même de Ricardo et de Malthus, dans leur rôle historique, et l'influence qu'ils ont directement exercée sur les événements de leur temps. Il n'est pas possible (comme l'a justement fait remarquer M. Cannan), de concevoir un argument plus efficace contre le protectionnisme agraire et les *lois céréales* (*Corn laws*), plus spécialement, que la théorie de la répartition des richesses de Ricardo. Rien ne pouvait mieux marquer l'antagonisme d'intérêts entre les propriétaires et la classe manufacturière et commerciale. C'est qu'en effet, tout droit protecteur sur les céréales étrangères déterminait nécessairement l'extension de la culture à des terres moins fertiles, à des applications de capitaux moins avantageuses à la terre, et, par là même, la baisse des profits avec l'élévation de la rente, et le

détournement des capitaux qui auraient été, sous un régime de liberté, appliqués à des industries dont les produits eussent acheté les denrées agricoles étrangères. Non seulement Ricardo avait dirigé son écrit sur l'influence des bas prix du grain en 1815 contre les tentatives faites pour aggraver les mesures restrictives dans le commerce des grains, mais encore au cours d'une crise agricole, qu'il explique lui-même par la dépression des prix, on le voit, dans toute sa correspondance, et surtout dans ses lettres à Mac Culloch, rester fidèle à une politique libérale. Malthus, défenseur de la liberté des échanges, mais aussi défenseur de la grande propriété, avait cédé au système protecteur à l'égard des céréales. De même qu'il rattachait la rente foncière à une pluralité de causes, alors que Ricardo la ramenait à une cause unique, il assignait aux améliorations agricoles une influence que Ricardo n'admettait pas. Ainsi, ces deux penseurs ramenaient chacun à une unité remarquable les caractères par lesquels ils différaient : méthode, degré de complexité, degré de modificabilité assignés aux phénomènes, ces caractères différentiels étaient en connexion avec leur rôle politique et social autant qu'avec leur philosophie de l'histoire. L'un était surtout l'organe des intérêts de la propriété foncière, l'autre celui de l'industrie capitaliste, en opposition d'intérêts avec elle, et qui, par l'abolition des lois céréales, devait assurer sa prépondérance. Tous deux donnaient à leur conception économique le même fondement individualiste. C'est ce qui nous amène à considérer le caractère sociologique et éthique de la *dynamique* de Ricardo en rapport avec les fonctions de l'Etat.



Là encore, l'individualisme, chez Ricardo, se traduit, au point de vue des fonctions de l'Etat, par un laisser

faire plus radical que celui de Malthus. Il reproche à Malthus une tendance pratique excessive : *practical bias*, Malthus s'enterre, *he buries himself*, dans des causes et des effets temporaires, au lieu de considérer les causes permanentes : c'est ce qui porte Malthus à certains modes spéciaux d'intervention de l'Etat.

Ricardo, interprète systématique des causes générales et permanentes, en déduira lui-même la plus rigide expression de la non-intervention de l'Etat. C'est ainsi qu'il ira jusqu'à refuser de légiférer sur le *truck system*, bien que la loi ne fasse qu'assurer l'exécution des contrats. On a rappelé la tolérance de Ricardo, qui se prononça en faveur de la constitution d'un comité destiné à étudier le système proposé par Owen, pour améliorer le sort des classes pauvres ; mais sa correspondance avec Mac Culloch nous révèle qu'adversaire du système d'Owen, qu'il condamnait comme contraire aux principes de l'économie politique, il attendait de la constitution d'un comité le moyen le plus favorable de dissiper des préjugés. Ricardo verra dans Sismondi un homme très agréable, *a very agreable man*, mais Sismondi restera pour lui, dans sa correspondance avec Mac Culloch, un génie aussi aventureux et chimérique que Gray, qui symbolisait pour lui, dans ses théories sociales et monétaires, la plus haute expression de l'erreur et de la fantaisie. C'est qu'il y avait en effet toute une révolution de la pensée humaine entre la conception éthique, historique, sociologique de Sismondi, et celle que Sismondi a condamnée lui-même sous ce nom significatif et terrible de Chrématistique, doctrine que n'animait aucun idéal humain à poursuivre, qui laissait abandonnées à elles-mêmes les énergies individuelles dans la lutte pour la vie, même au milieu des conditions d'inégalité, et avec

le déchaînement d'insolidarité qui caractérisait la société moderne.

§ 5. **Conception dynamique de la valeur d'échange.** — Le problème de la valeur d'échange est, pour Ricardo, un problème de dynamique économique. Le passage de la première édition des *Principes* cité plus haut le révèle, la conclusion trace la mission de l'économiste : « Il est donc important de déterminer *jusqu'à quel point* les effets incontestables que la quantité comparative de travail employée à la production de choses utiles exerce sur leur valeur échangeable, sont modifiés par l'accumulation des capitaux et le paiement des rentes. »

C'est là que la pensée d'Adam Smith, si claire quand il s'agit des temps primitifs, s'est obscurcie. Tantôt il dit que la valeur représente la quantité de travail fixée dans le produit, tantôt c'est la quantité de travail qu'une marchandise peut commander ; ici, l'expression de la valeur, comme quantité de travail, est objective ; là, elle est subjective. Il s'agit donc, pour Ricardo, non d'une conception abstraite et absolue de la valeur d'échange, mais d'une conception *relative* à une phase déterminée du développement historique des sociétés : la phase propriétaire et capitaliste ; il s'agit de rechercher l'influence que le profit et la rente peuvent exercer sur la valeur d'échange des marchandises, c'est-à-dire sur la valeur relative des marchandises livrées à l'échange.

La plus grande partie du chapitre 1er est consacrée à l'influence modificatrice de l'accumulation des capitaux et du profit ; le chapitre II, à celle de la rente, dans la phase capitaliste et propriétaire de l'évolution économique.

Dès le début, il distingue deux classes de marchandises ; celles dont la quantité ne peut être augmentée par l'homme, ne l'arrêteront qu'un moment.

Elles forment la plus petite partie, et leur valeur est déterminée par leur rareté. Ricardo, prolongeant l'œuvre d'Adam Smith, ne veut porter ses recherches que sur l'énorme masse des marchandises susceptibles d'être multipliées par l'industrie humaine.

Thèse fondamentale — Ici, la thèse fondamentale de Ricardo, telle qu'elle dérive du texte même, c'est que le travail, c'est-à-dire la quantité d'énergie physique et mentale appliquée à la production d'une richesse, est le fondement (*foundation*) de sa valeur. Tout le problème consistera à fixer le sens précis et la portée de l'intitulé de la section 4 du chapitre 1er des *Principes* : le principe que la *quantité de travail* appliquée à la production des marchandises *règle leur valeur relative*, est considérablement modifié (*considerably modified*) par l'emploi des machines, et d'autres capitaux fixes et durables (*fixed and durable capital*).

Cet élément différentiel introduit par Ricardo dans sa thèse fondamentale sert de point d'appui aux savants qui, sous le nom de réhabilitation de l'auteur des *Principes*, ont entrepris de rompre tout lien de filiation et toute solidarité entre lui et les écoles socialistes. « William Thompson, Karl Marx, Rodbertus, dit M. A. Marshall, et d'autres, ont soutenu que la valeur d'une chose consiste exclusivement dans le travail qui a été dépensé pour la produire, et que dès lors le paiement de l'intérêt est une spoliation du travail. Pour leurs prémisses, ils se réclament de l'autorité de Ricardo, bien que ce soit aussi opposé au caractère général de sa théorie de la valeur que c'est contraire au sens commun (1). »

(1) A. Marshall, *Principles of Economics*, I, p. 619.

M. Marshall développe plus largement cette pensée dans une note sur la théorie Ricardienne du coût de production (1). « On soutient, dit à son tour dans sa savante étude M. Gonner, que ses déductions, basées sur des données imparfaites, ont conduit à des conclusions imprévues et désastreuses. Les écoles socialistes modernes se basent sur Ricardo. Cela est très vrai. Elles le font et des écrivains qui devraient mieux le connaître le font avec elles. En fait, leur prétention est fondée sur une série de malentendus. Quand Ricardo parle du travail comme réglant la valeur à la longue par le moyen de la concurrence, ils l'interprètent comme s'il attribuait au travail le pouvoir de créer la valeur (2). »

On a reproché à Ricardo, M. Sidgwick par exemple, d'avoir confondu la *cause* et la *mesure* de la valeur; M. Gonner lui reproche d'avoir au moins, par le vague du langage, favorisé la confusion. Telle n'est point notre pensée. D'une manière générale, Ricardo admet une pluralité de causes de la valeur : *l'utilité et la rareté* sont les causes de la valeur d'une classe de marchandises ; *l'utilité et le travail* sont les causes de la valeur d'une autre classe de marchandises, et, pour celle-ci, la mesure de la valeur ce sera aussi le travail incorporé aux marchandises. Ricardo associe très nettement les deux termes : le travail est le *fondement* de la valeur, et les quantités comparatives de travail sont la règle qui détermine les quantités relatives des marchandises qui s'échangent l'une contre l'autre (3). Ricardo parle ailleurs des variations des quantités de travail à la fois

(1) A. Marshall, *Principles of Economics*, p. 529 et s.
(2) Gonner, *Introductory Essay*, p. 58.
(3) Ch. iv, § 33.

comme cause et mesure des variations de la valeur, comme s'il parlait des variations de la pression atmosphérique, comme *cause* et comme *mesure* des variations de hauteur de la colonne de mercure.

Ricardo admet, exactement comme Thompson et Marx, que toutes les formes de travail appliquées à la production des marchandises sont susceptibles d'être ramenées à une *unité*.

Dans un remarquable passage du chapitre xx, il donne son approbation complète à Destutt de Tracy quand il dit : « mesurer une chose, c'est la comparer avec une quantité donnée de cette autre chose qui nous sert de terme de comparaison, d'étalon, d'unité. Mesurer, déterminer une longueur, une *valeur*, un poids, c'est donc rechercher combien ils contiennent de mètres, de francs, de grammes, en un mot d'unités d'une même nature ». Et Ricardo ajoute : « Le franc n'est une mesure de valeur que pour une certaine quantité du métal dont sont faits les francs, à moins que le franc et la chose qu'on doit mesurer ne puissent pas être rapportés à quelque autre mesure commune aux deux. Or, je crois qu'on peut effectivement trouver le terme de comparaison, car les francs et la marchandise déterminée étant le *résultat* de la *même somme de travail*, le travail peut être considéré comme une mesure commune servant à déterminer leur valeur réelle et relative. »

Les travaux présentent des différenciations qualitatives profondes selon la nature de leur objet, les conditions de leur exercice, le degré d'habileté, la part relative de l'effort musculaire et de l'effort mental qu'ils comportent. Pour Ricardo, ces différences qualitatives sont toutes empiriquement résolubles en différences quantitatives. Il peut y avoir, dit-il, *plus de travail* dans une

heure d'une occupation difficile que dans deux heures d'un emploi facile, ou dans une heure d'application à une industrie qui a coûté dix ans d'apprentissage, que dans un emploi ordinaire. Sans doute Ricardo ne détermine pas et ne cherche pas à déterminer leur commun dénominateur, mais cette *unité abstraite* existe au fond de sa pensée. Plus tard, Cairnes analysera les phénomènes plus profondément que son maître, et rapprochera les différences qualitatives de leur expression quantitative ; il suffit à Ricardo de reconnaître que, dans le cours des choses, il s'établit empiriquement une relation définie entre les différents travaux.

Ce qui est vrai dans la comparaison des différents travaux directement et immédiatement appliqués à la production, est vrai aussi dans la comparaison du travail passé et du travail présent, du travail appliqué directement et du travail indirectement appliqué à une production actuelle. Dans d'admirables pages, il s'applique à analyser cette effrayante complexité des travaux consacrés à la production des moyens de production et de transport, à tous les éléments du capital qui ont concouru indirectement à la production actuelle, et à ramener, pour ainsi dire, dans le passé et le présent, la coopération lointaine et l'effort actuel, à cette unité abstraite de travail qui sera l'unité de valeur des marchandises.

Cette unité de mesure de la valeur est si bien l'idée directrice de Ricardo, qu'après avoir exposé les restrictions au principe (sect. 4 du ch. I), il y revient cependant d'une manière aussi absolue, en apparence, dans les plus importants passages de la théorie de la rente et des profits : « La valeur échangeable d'une denrée quelconque, dit-il, qu'elle soit le produit d'une manufacture, d'une usine ou de la terre, n'est jamais réglée par la plus

petite somme de travail *nécessaire* pour sa production dans des circonstances extrêmement favorables, et qui constituent une sorte de privilège ; cette valeur dépend, au contraire, de la plus grande quantité de travail que sont forcés d'employer ceux qui n'ont pas de pareilles facilités, etc. (1). »

Et dans cet autre passage justement cité par Ashley et qui figure en tête du chapitre sur les profits : « Nous avons vu que le prix du blé se règle par la quantité de travail nécessaire pour le produire, au moyen de cette portion de capital qui ne paie pas de rente. Nous avons vu aussi que tous les articles manufacturés haussent et baissent de prix à mesure qu'il faut pour les produire plus ou moins de travail (2). »

Il est donc vrai de dire avec Malthus qu'après avoir formulé les exceptions à son principe, il procède le plus souvent, dans le cours de son livre, comme s'il n'existait aucune exception à sa règle (3). C'est là le propre du génie de Ricardo toujours dominé, quoi qu'il fasse, par les causes générales.

S'agit-il, dans cette mesure de la valeur, du travail effectivement appliqué à la production, ou Ricardo se rapproche-t-il du travail ordinaire ou moyen de Thompson, socialement nécessaire de Marx ? M. Petit, dans sa savante étude, se prononce pour la première solution ; j'incline vers la seconde, plus conforme à la méthode de Ricardo. Il emploie toujours l'expression : *the relative quantity of labour necessary to produce the commodities*, la quantité relative de travail nécessaire pour pro-

(1) Ricardo, *Principes*, trad., édit. Guillaumin, p. 44.
(2) *Ib.*, p. 84.
(3) Malthus, *Définitions*, ch. v, édit. Guillaumin, p. 424.

duire les marchandises ; dans les exemples qu'il prend, il s'agit bien de la quantité *ordinaire* de travail qu'exige un produit déterminé. Dans une lettre à Malthus, il dit : « Dans l'Inde, une marchandise peut être produite en 20 jours de travail et peut commander 30 jours de travail ; en Angleterre, elle peut être produite en 25 jours de travail et en commander 29. D'après vous, la marchandise est plus chère dans l'Inde ; d'après moi, elle est plus chère en Angleterre (1). »

S'il est persuadé qu'en se basant sur la quantité de travail réalisée dans les marchandises comme expression de la règle que gouverne leur valeur relative, il est dans la ligne droite, comme il l'écrit à Mac Culloch ; ce qui le fait hésiter, c'est le choix d'une unité, d'un étalon de valeur absolue : « Dois-je choisir l'année, le mois, la semaine, la journée de travail ? Je suis indéterminé, dit-il (2). »

Si tous les travaux peuvent être ramenés à une unité, on peut concevoir aussi qu'une marchandise devienne l'unité objective de la valeur relative, pourvu qu'elle soit, d'une manière constante, le produit d'une quantité invariable de travail. Ricardo admet par hypothèse qu'une telle marchandise puisse exister, ce sera la monnaie, et pour avoir l'intelligence de ses raisonnements et de ses calculs, il ne faut jamais perdre de vue qu'il admet, par hypothèse, que l'unité monétaire exprime toujours une quantité identique de travail, et c'est pourquoi Ricardo, dans tout le cours de son livre, exprime toujours les rapports de valeur en rapports de *prix*, c'est-à-dire en termes d'une unité invariable par supposition. Si, à un

(1) Lettre à Malthus du 15 août 1823, éd. Holl., p. 169.
(2) Lettre à Mac Culloch, 21 janvier 1841, éd. Holl., p. 93.

moment donné, un daim vaut 100 sh. et un saumon 10, c'est que l'acquisition du daim coûte 100 unités de travail et celle du saumon 10; si, à une autre époque, le daim vaut 210 sh., le saumon 8, c'est qu'il faut plus de travail pour obtenir le daim et moins pour le saumon. Ricardo avertit le lecteur que c'est là une hypothèse dont l'objet est de faciliter les recherches (1). Il y revient encore dans une note précieuse du chapitre sur les *Profits* (2): toute variation de prix exprimera donc toujours à ses yeux, dans ses démonstrations, un changement dans la valeur des marchandises seulement. Mais, dans le fait, il nie qu'une marchandise quelconque puisse être une unité invariable de valeur, parce que, comme toute marchandise, la monnaie métallique exige, pour être produite, des quantités variables de travail. Sa pensée, développée dans la section 4 du chapitre 1er de la troisième édition, l'est plus largement encore dans sa correspondance avec Mac Culloch (3).

Cela étant posé, c'est sous l'empire d'une condition générale, inhérente à la société capitaliste, que la valeur relative des marchandises trouvera son expression effective dans les quantités relatives de travail qui leur sont incorporées. Cette condition générale, c'est la concurrence illimitée. Ricardo distingue très nettement, comme on l'a vu, les causes perturbatrices des causes générales, le chapitre IV des *Principes* le montre à l'évidence; c'est à l'opération de la cause générale que correspond le *prix naturel* des marchandises, c'est à celle des causes perturbatrices, variables et temporaires, que correspond le

(1) *Œuvres*, édit. Guillaumin, p. 33.

(2) *Ib.*, p. 84.

(3) Voir la lettre du 2 mai 1820 à Mac Culloch, p. 63, et la ettre du 21 août 1823, p. 174.

prix du marché ; pour que la cause générale tende d'une manière constante à régler les échanges d'après les quantités comparatives de travail ou le *prix naturel*, il faut donc, avant tout, que l'équilibre entre l'abondance des produits et les besoins des hommes, entre l'offre et la demande, soit considéré comme soustrait aux variations soudaines qui l'affectent dans le cours ordinaire des choses ; mais, pour que la concurrence tende sans cesse à travers ces variations de l'offre et de la demande, à ramener au prix naturel des marchandises, il faut une seconde hypothèse, c'est que le travail direct et le travail indirect, (le capital), soient considérés comme doués d'une mobilité absolue, qu'ils puissent être transférés sans obstacle d'un emploi moins profitable (*less profitable*) à un emploi plus avantageux.

Toute inégalité de rémunération, sous l'empire de la concurrence, détermine le déplacement ou l'application du travail et du capital, jusqu'à ce que l'équilibre se réalise entre leurs différents emplois.

C'est ainsi qu'obéissant au génie de l'abstraction, Ricardo passera, sans même s'y arrêter un moment, au-dessus de toutes les circonstances complexes analysées par la science moderne qui affectent, dans sa mobilité, le *savoir*, le *vouloir* et le *pouvoir* du travail ; à l'égard du capital, c'est la fonction régulatrice des banquiers disposant toujours d'un large fonds disponible, qui le transporte sans cesse en proportions variables dans les différents emplois d'*un pays*. Dans l'exposé de la loi qui régit cet équilibre mobile, Ricardo résume sa pensée en disant : nous devons reconnaître que le principe qui proportionne, dans chaque industrie, le montant du capital à ce qu'elle réclame, est plus actif que ce qui est généralement supposé. Cette conception d'une mobilité

sans limites, à laquelle Cairnes apportera déjà de si profondes modifications, ne s'applique, dans la pensée de Ricardo, qu'à l'intérieur d'un pays déterminé, *the different trades of a country*. C'est pourquoi la théorie de la valeur entre nations présentera une différence profonde à l'égard de la théorie de la *valeur intérieure*.

C'est à l'égard de la constitution de la valeur d'échange que l'interprétation de la pensée de Ricardo a été complètement renouvelée : « Le fondement de la théorie de la valeur, dit M. Gonner, doit être cherché dans les pages d'Adam Smith et d'écrivains antérieurs, mais il y est si fortement mêlé d'erreur qu'il demeura stérile jusqu'à ce que Ricardo vînt le dégager de son malheureux entourage. Sans doute, il est souvent porté à parler du travail comme fondement de la valeur d'échange, c'est là un vague d'expression extrêmement critiquable, mais une étude nouvelle de ses travaux me convainc que ce n'était pas là le sens qu'il attachait aux termes dans sa propre pensée. Tout ce qu'il avait besoin d'établir, c'est l'existence d'une relation constante entre la somme d'efforts consacrés à la production des marchandises et leur valeur échangeable, en d'autres termes, que *leurs variations sont corrélatives*, cela suffit pour atteindre le but de sa recherche (1). »

Sans doute on peut concevoir ce rapport de coexistence à la place d'un rapport de causalité. Mais à quel prix ? Il faut pour cela, non seulement rompre le lien qui rattache Ricardo à Rodbertus, Thompson, Proudhon, Marx, mais encore à James Mill et à Mac Culloch, les disciples de la première heure. « Le principe fondamental soutenu par M. Ricardo, dit Mac Culloch, est que la

(1) GONNER, *Introductory Essay*, p. 12.

valeur échangeable des marchandises dépend *exclusivement* (exclusively) des *quantités* de travail nécessairement exigées pour les produire (1). » Ces mots du discours de Mac Culloch sur les progrès de l'économie politique sont la véritable trame de sa correspondance avec Ricardo. Et James Mill : « La valeur échangeable de toutes les marchandises est déterminée par la quantité de travail. » Il faut aussi rompre le lien qui unit Ricardo à Adam Smith et oublier que l'idée directrice de Ricardo est de vérifier si ce qui est affirmé par Smith, des temps primitifs, subsiste à l'âge capitaliste. Cette unité de pensée n'éclate-t-elle pas dans les termes mêmes de Ricardo, quand il dit de la quantité de travail nécessaire à la production des marchandises, qu'elle constitue *leur prix primitif et naturel* (*their primary and natural price*) ? On peut sans doute considérer comme *prix naturel* celui qui est déterminé dans des conditions de concurrence illimitée et sans obstacles, mais comment parler de prix primitif sans évoquer un passé lointain, où les rapports d'échange sont conçus indépendamment de la concurrence (2) et basés sur un élément commun : *la même somme de travail.*

Les influences modificatrices. — Ricardo consacre la plus grande partie du chapitre 1er et du chapitre II des *Principes*, à la recherche des influences modificatrices que subit son principe fondamental. Le chapitre 1er est consacré à l'accumulation des capitaux, le chapitre II à la rente, dans leurs rapports avec les variations de la valeur. Pour dégager nettement la pensée de l'auteur,

(1) MAC CULLOCH, *Discours introductif*. V. *Les principes*, trad. fr., I, 364. V. Ashley, *Rehabilitation of Ricardo* (*Economic Journal*, 1891, I, 478).

(2) *Principes*, ch. IV, au début.

il faut intervertir l'ordre des matières et se débarrasser d'abord de la rente. Ce chapitre est d'ailleurs resté sans modifications depuis la première édition.

C'est là que passe l'éclair de génie qui dissipe les obscurités de la théorie d'Adam Smith. Le rapport de valeur donné par les quantités relatives de travail est-il modifié par la rente que les producteurs seront tenus de payer ? Non, répond Ricardo, et c'est le résultat même de l'opération de la cause générale qui domine toute l'évolution économique. C'est qu'en effet « la valeur échangeable d'une denrée quelconque... n'est pas réglée par la plus petite somme de travail nécessaire pour sa production dans des circonstances extrêmement favorables et qui constituent une sorte de privilège ; cette valeur dépend au contraire de *la plus grande quantité de travail* que sont forcés d'employer ceux qui n'ont point de telles facilités... »

Revenons à des données numériques pour rendre sensible le rapport de la valeur et de la rente. Si, par l'extension de la culture, les produits de cinq classes de terres de productivité inégale sont portés aux marchés de telle sorte qu'avec 100 de travail, on obtienne :

	1re terre	2e terre	3e terre	4e terre	5e terre
Unités de produit.	100	90	80	70	60

la *quantité de travail* incorporée à chacune des unités de produit est :

1	1,11	1,25	1,43	1,66

Toutes ces unités d'un même produit, identiques en quantité et en qualité, sont échangeables les unes avec les autres ou avec les produits renfermant l'équivalent de travail ; leur commune valeur échangeable sera ré-

glée par la plus grande quantité de travail nécessaire pour les obtenir, c'est-à-dire par *la quantité de travail appliquée à la cinquième terre.*

La rente des autres terres, par unité de produit, sera donnée par la différence des quantités de travail effectives.

Rente de la 1re terre	2e terre	3e terre	4e terre	5e terre
—	—	—	—	—
0,66	0,55	0,41	0,23	0

La rente des terres les plus favorisées est d'autant plus élevée que l'excédent de travail appliqué aux terres les moins favorisées est plus considérable.

L'accroissement de la rente est donc donné par les circonstances qui réduisent la productivité du travail, elle obéit aux causes générales en vertu desquelles des quantités additionnelles de travail deviennent successivement nécessaires pour obtenir des unités nouvelles de produit. A chacune des phases de la culture, on la voit obéir à cette inflexible loi.

Si, après la mise en culture de la première terre, on passe à la seconde, la valeur de l'unité de produit s'élève, avec la quantité de travail qui y est incorporée, sur la terre la moins favorisée, et la rente apparaît pour la première terre et ainsi de suite :

	Rente par unité					Valeur de l'unité de produit
	—					—
1re phase.	0					1
2e »	0,11	0				1,11
3e »	0,25	0,14	0			1,25
4e »	0,43	0,32	0,18	0		1,43
5e »	0,66	0,55	0,41	0,23	0	1,66

C'est toujours la plus grande quantité de travail nécessaire à la production de la dernière unité qui règle la

valeur échangeable sur le marché ; la rente est donc l'*effet* de l'accroissement de la valeur d'échange, elle n'en est pas la *cause*, elle est sans influence sur elle : en dernière analyse, l'accroissement de la rente dérive de la même cause générale, en vertu de laquelle, des quantités additionnelles de travail deviennent successivement nécessaires pour obtenir la même unité de produit.

Ainsi apparaît encore ici l'unité de la pensée de Ricardo. L'évolution de la valeur d'échange, et l'évolution subordonnée de la rente sont le rayonnement de la loi suivant laquelle la productivité du travail appliqué au sol tend à décroître, la loi du rendement décroissant, qui domine toute l'œuvre de Ricardo.

Il est certain que la pensée de Ricardo flotte autour de la théorie qui assigne le travail comme base unique à la valeur, dans les âges primitifs des sociétés. Un simple changement au texte primitif révèle l'élaboration qui s'est accomplie de la première édition (1817) à la troisième (1821) : « En parlant, dit-il, du travail comme étant le fondement de toute valeur et la quantité relative de travail comme déterminant la valeur relative des marchandises... », il ajoute, dans la troisième édition : *à peu près exclusivement* (*almost exclusively*). A quel point la théorie primitive est-elle altérée ? C'est ce que la correspondance et la comparaison des textes font voir de près. On jugera que c'est dans d'étroites limites. Il écrit, le 18 décembre 1819, à Mac Culloch : « *Je suis plus convaincu que jamais que le grand régulateur de la valeur est la quantité de travail* nécessaire pour produire la marchandise évaluée. Il y a beaucoup de modifications qui doivent être admises dans cette doctrine, à raison de la circonstance que les marchandises récla-

ment des temps inégaux avant d'être portées au marché, mais cela ne doit pas invalider la doctrine elle-même. Je ne suis pas satisfait de l'exposition que j'ai donnée des principes qui règlent la valeur. Je voudrais qu'une plume plus expérimentée l'entreprît. La faute n'est pas dans l'inaptitude de la doctrine à rendre compte de toutes les difficultés, mais dans l'inaptitude de celui qui a tenté de les résoudre (1). »

Il y revient avec la même sollicitude dans d'autres lettres à Mac Culloch : du 2 mai 1820 (2) et surtout du 13 juin 1820 : « Il faut confesser que ce sujet de la valeur est hérissé de difficultés. Je serais très heureux si vous réussissiez à les dissiper et à établir pour nous une mesure de la valeur qui échappe aux objections qui ont été dirigées contre toutes celles proposées jusqu'ici. Je pense parfois que si j'avais à réécrire le chapitre de la valeur dans un livre, je reconnaîtrais que la *valeur relative* des marchandises est réglée par deux causes au lieu de l'être par une seule, à savoir : par la quantité relative de travail nécessaire pour produire les marchandises en question, et par le taux des profits pour le temps pendant lequel le capital reste dormant, et jusqu'à ce que les marchandises soient conduites au marché (3). »

Au moment où il va se décider à publier la troisième édition qui paraîtra en mars 1821, il écrit à Malthus, le 4 septembre 1820 (4) : « La doctrine est moins exposée aux objections quand elle est employée non à mesurer

(1) Edit. Holl., p. 48.
(2) Edit. Holl., p. 65.
(3) Edit. Holl., p. 71.
(4) *Letters of D. Ricardo to T. R. Malthus*, LXXIII, p. 176, édit. Bonar.

la *valeur absolue* des marchandises comparées, mais les variations qui prennent place de temps en temps dans la *valeur relative*. A quelles causes, j'entends à *quelles causes permanentes*, ces variations peuvent-elles être attribuées? A deux et à deux seulement, l'une *insignifiante* dans ses effets, la hausse ou la baisse des salaires, ou, ce que je considère comme la même chose, la hausse ou la baisse des profits; — l'autre, d'une *importance immense*, la plus ou moins grande quantité de travail qui peut être *nécessaire* pour produire les marchandises. De la première cause, il ne peut résulter de grands effets parce que les profits eux-mêmes ne constituent qu'une petite portion du prix, et aucune grande addition ou déduction ne peut être faite à leur égard ; à l'autre cause, aucune limite vraiment définie ne peut être assignée, car la quantité de travail nécessaire pour produire les marchandises peut varier du simple au double ou au triple. »

Il est impossible de mieux rendre la pensée de Ricardo qu'en traduisant l'une de ses lettres à Mac Culloch (13 juin 1820).

« Toutes les marchandises qui ont une valeur sont produites par le travail. Le travail consacré à fabriquer une machine à vapeur peut être le même en quantité et exercice pendant un temps aussi long que le travail consacré à faire une pièce d'ameublement : conséquemment, la machine à vapeur et le meuble devraient avoir la même valeur. Le tapissier vend son meuble à la fin de l'année pour 1000 liv. La machine à vapeur vaut, elle aussi, 1000 livres, mais elle n'est pas vendue, elle est employée l'année suivante comme capital. Si les profits sont de 10 0/0, indépendamment de la quantité de travail et de capital circulant que le propriétaire de la ma-

chine doit employer, et dans laquelle il est de pair avec le tapissier, il doit aussi avoir replacé sa machine à vapeur à la fin de l'année dans les mêmes conditions d'efficacité primitive, et grever ses produits de 100 liv. pour le profit des 1000 liv. de capital employées comme *capital fixe.* S'il faut deux ans avant qu'il puisse recevoir la contre-partie du travail accompli par la machine à vapeur, il faut qu'il recueille 100 liv. pour le profit de la première année, et 110 liv. pour la seconde, et cela *est totalement indépendant de la quantité de travail actuellement accumulée* dans la marchandise conduite au marché. Et maintenant, si j'emploie des machines dont je n'aurai aucun rapport avant deux ans, à la fin de la deuxième année, ma machine et mes produits réunis doivent avoir une valeur égale à celle de tout le travail employé à les produire, outre le profit accumulé du capital qui a été sans rapport pour moi dans l'intervalle. Mais le même résultat se fût produit si j'avais employé du capital circulant uniquement, et que je n'eusse pas porté mes marchandises *au marché avant deux ans.* A la fin de la deuxième année, la marchandise n'eût pas *seulement valu tout le travail appliqué à la produire, mais aussi les profits accumulés pour le temps pendant lequel un capital aurait été ainsi employé.* Strictement parlant, les quantités relatives de travail appliquées aux marchandises règlent leur valeur relative, *quand rien que du travail ne leur est appliqué et cela pendant des temps égaux.* Quand les temps sont *inégaux,* les quantités relatives de travail qui leur sont appliquées sont toujours l'*élément essentiel* qui règle leur valeur relative : mais ce n'est pas l'*élément unique,* car, outre leur compensation pour le travail, le prix de la marchandise doit aussi compenser la longueur du temps écoulé avant

qu'elle puisse être portée au marché. Toutes les exceptions à la règle générale se reportent sur cette exception de *temps* et, comme il y a une variété de cas dans lesquels le *temps* d'achever un produit peut différer, il est difficile de fixer une marchandise quelconque qui puisse, à proprement parler, être choisie comme une mesure générale de la valeur, même si nous pouvons surmonter les difficultés d'en rencontrer une qui réclame toujours la même quantité de travail pour être produite. Les deux extrêmes nous apparaissent toujours ceux-ci : l'un, c'est le cas où la marchandise est produite sans délai, par le travail seulement, sans l'*intervention du capital* ; l'autre, c'est le cas où elle résulte d'une grande quantité de capital fixe, contient très peu de *travail* et ne peut être produite sans un délai considérable. La *moyenne* entre ces deux extrêmes est peut-être le cas le mieux adapté à la masse générale des marchandises. Les marchandises qui sont d'un côté de cette moyenne *s'élèveraient* relativement à elle en valeur, avec une élévation du prix du travail et une baisse du taux des profits, et celles qui seraient de l'autre côté de la moyenne *diminueraient* de valeur sous l'empire des mêmes causes. M. Malthus a tiré avantage de ce défaut dans ma mesure de la valeur, mais sa mesure à lui n'en est pas indemne, et n'a pas manqué, ce qui devait être justement, de le porter même au plus haut degré. En fait, M. Malthus n'a pas de mesure de la valeur. Tantôt il parle de la hausse ou de la baisse des marchandises et il veut dire la baisse ou la hausse de leur *prix en argent* ; tantôt il estime leur baisse et leur hausse par leur pouvoir de commander le travail et parfois même par leur valeur échangeable en blé. La mesure réelle de la valeur est elle-même *variable*, et dans un degré non inférieur à la variabilité de la plupart

des autres choses, et il parle de cette variabilité sans paraître avoir conscience qu'il montre par là même combien sa mesure de la valeur est impropre à tout but utile. »

Rendons cette partie essentielle de la lettre saisissante en combinant les éléments de quelques-unes des hypothèses proposées par Ricardo dans sa première édition.

Admettons que *la moyenne entre les deux extrêmes* dont il vient de parler, consiste dans l'égalité du capital fixe et du capital circulant appliqués à la production d'une marchandise A déterminée ; c'est relativement à la valeur de ce produit, considérée comme fixe, que s'exprimeront les variations de la valeur relative d'autres produits B, C, dans la production desquels le capital fixe et le capital circulant présenteront des proportions différentes. Supposons que le produit B exige deux tiers de capital circulant et un tiers de capital fixe, tandis que le produit C exige deux tiers de capital fixe et un tiers de capital circulant. Dans les trois hypothèses, la durée du capital fixe est de dix ans, la somme totale des capitaux fixes et circulants est de 20.000 fr., exprimée en unités monétaires qui sont admises comme invariables d'après l'hypothèse fondamentale que nous avons indiquée.

Supposons maintenant, ainsi que le réclame la lettre, que le taux des profits s'abaisse graduellement de 10 0/0 à 5, 4, 3 0/0.

En calculant les sommes nécessaires pour reconstituer les capitaux engagés dans la production, et assurer les profits au même taux dans chacun des cas comparés, on obtient comme expression de la valeur du produit annuel :

Désignation	Taux du profit			
	10 0/0	5 0/0	4 0/0	5 0/0
Marchandise A . . .	12627 £	12295 £	12232 £	12172 £
» B . . .	15752	15529	15489	15448
» C . . .	9503	9503	8979	8897

Exprimons, dans chacun des cas, la valeur du produit A par 100.

Marchandise	A . .	100	100	100	100
Nous aurons pour	B . .	125	126	126,6	127
» pour	C . .	75,3	74,5	73,4	73

C'est-à-dire qu'avec l'abaissement du taux des profits, l'une des marchandises (B), qui se trouve du côté de la *moyenne* où prédomine le capital circulant, tend à *augmenter de valeur relative*, tandis que celle (C) qui se trouve du côté de la prépondérance du capital fixe, tend à *diminuer de valeur* relativement à A.

L'amplitude maxima des variations dans les deux cas B et C est 50 0/0 de la valeur moyenne. On pourrait y joindre deux de ces hypothèses extrêmes dans lesquelles s'est complu d'abord l'esprit de Ricardo : celle dans laquelle le capital est exclusivement circulant et payé en salaires et, par conséquent, où il n'y a que du travail actuel et direct (D), celle dans laquelle le capital est exclusivement fixe et où il n'y a que du travail passé dans la production (E), car cette dernière hypothèse a été développée par Ricardo lui-même, et on a vu cette chose plaisante que Constancio, le traducteur de la première édition, n'a pas voulu y croire, car il fait disparaître le membre de phrase qui rend la pensée de Ricardo. Celui-

ci suppose, en effet, une machine qui produit chaque année une certaine quantité de marchandises sans aucun travail quelconque, *without any labour whatever* (1); Constancio a supprimé ces mots et Ricardo est devenu inintelligible.

Nous obtiendrons comme valeur du produit relativement à A :

Marchandise	D	22 000 £	22 000 £	22 000 £	22 000 £
»	E	3 254	2 590	2 465	2 344
D.		174	176	180	180,7
E.		25,8	21,7	20,1	19,3

Dans ces cas extrêmes purement logiques, l'amplitude maxima des variations relatives de la valeur est de 100 0/0 de la valeur moyenne. Aux yeux de Ricardo, la réalité est bien loin de ces cas extrêmes, car, à ses yeux, *la masse des marchandises se rapproche de la moyenne entre ces deux extrêmes.*

Dans ce mouvement relatif des valeurs d'échange, on n'a pas tenu compte jusqu'ici des variations de la valeur de la marchandise A, notre terme moyen, mais elle subit elle-même des changements de valeur absolue, avec l'abaissement du taux des profits ; on peut s'en

(1) Voyez le texte primitif dans *The First Six Chapters of David Ricardo*, édit. Ashley, p. 27. Cfr. la traduction de Constancio, 1re édit. — Voici le texte de Ricardo (édit. Ashley, 27) : « Suppose that an engine will last for a hundred years, and that its value is £ 20.000. Suppose too that this machine, *without any labour whatever*, could produce a certain quantity of commodities annually and that profits were 10 per cent... » Voici la traduction de Constancio (*Principes de l'Economie politique et de l'Impôt*, Paris, Aillaud, 1819, I, p. 45) : « Supposons que l'on construise une machine susceptible de durer cent ans, et qui vaille 20.000 £. Supposons encore qu'une telle machine fabrique une quantité déterminée d'articles, etc., etc ».

rendre compte en admettant toujours l'invariabilité de l'unité monétaire. Si nous représentons par 100 la valeur de chacune des cinq marchandises quand le taux des profits est de 10 0/0, on voit qu'elle s'abaisse d'autant plus que la proportion du capital fixe est plus grande.

Valeur des produits exprimés en une unité monétaire invariable.

Désignation	Quand le profit est	
	10 0/0	3 0/0
Marchandise D.	100	100
» B.	100	98
» A.	100	96
» C.	100	93
» E.	100	72

Seule la marchandise D, dans laquelle il n'y a que du travail actuel et immédiat, est immuable.

Comment maintenant réussirons-nous à concilier les termes dont Ricardo s'est servi lui-même, à maintenir que le travail est le fondement de la valeur, et à donner cette signification si atténuée au titre de la section 4, du chapitre I : ce principe est *considérablement modifié* par l'emploi des machines et autres capitaux fixes, qu'on en vienne jusqu'à déclarer à peu près *insignifiante* cette cause de variations ?

Il faut avant tout distinguer la *valeur relative* des marchandises, de leur *valeur absolue*. Leur valeur abso-

lue est toujours donnée par la quantité de travail qui leur est incorporée ; à un moment donné, dans un pays donné, la quantité totale d'énergie physique et mentale incorporée au produit, exprime la *quantité* totale de valeur de ces produits, la limite même que leur valeur accumulée peut atteindre. C'est dans ces limites absolues que varie à ce moment la valeur d'échange, la *valeur relative* des différents produits. Nul mieux que Ricardo n'a montré que la *valeur d'échange* est un *rapport*, nul n'a mieux marqué à cet égard la différence entre la *richesse* et la *valeur* : les richesses sont caractérisées par la *matérialité* et l'*utilité* ; la valeur d'échange exprime la quantité de l'une d'elles qui peut acquérir une quantité déterminée de l'autre. On conçoit que *toutes* les richesses se multiplient en même temps ; on ne conçoit pas, une quantité totale de richesses étant donnée, que toutes les valeurs de ces richesses *s'élèvent en même temps ;* si la valeur relative de l'une augmente, la valeur relative de l'autre diminue ; et toutes ces variations sont contenues dans les limites inflexibles de la quantité de travail utile incorporée à ce moment à la masse des richesses échangeables. Voilà la trame sur laquelle Ricardo tisse les variations de la valeur relative indépendantes du travail, et c'est ce qui explique sa persistance à donner le travail comme fondement de la valeur.

Cela posé, il s'agit d'expliquer comment il semble tantôt étendre considérablement, tantôt ramener à une insignifiante amplitude ces variations de la valeur d'échange.

Toutes se ramènent aux inégalités de durée de l'emploi du capital, dans la formation des produits échangés. Les inégalités dans les capitaux fixes et circulants se ra-

mènent à cette expression du *temps d'emploi*; le capital fixe diffère, d'après Ricardo, du capital circulant, les capitaux fixes diffèrent entre eux par leur durée.

A côté des proportions inégales des capitaux fixes et circulants employés dans la production, Ricardo compte les inégalités de durée des capitaux fixes eux-mêmes; ainsi le *temps* d'emploi du capital est l'élément *différentiel* dans lequel se résout l'inégalité de valeur relative.

En revenant à nos données numériques, nous voyons tout d'abord que si nous représentons, aux différents taux d'intérêt, par 100, la valeur des produits exigeant en proportions égales le capital fixe et le capital circulant, les autres produits employant les uns les trois quarts de capital fixe, les autres les trois quarts de capital circulant, ont toujours dans tous les cas une valeur totale égale à 200; c'est là ce qui rend palpable que la quantité totale d'énergie employée à la production est la limite de la valeur totale, et ensuite que la valeur elle-même n'est qu'un *rapport*.

Il est aisé, à l'aide des mêmes chiffres, de répondre à la seconde question. Quand Ricardo parle en pur logicien, il admet et doit admettre que l'accumulation des capitaux modifie *considérablement* la valeur relative des marchandises, parce que, en pur logicien, il doit admettre des cas extrêmes comme ceux-ci : des marchandises produites exclusivement avec du capital fixe, et des marchandises n'exigeant que du capital circulant.

Mais ces cas extrêmes n'ont rien qui y corresponde dans la réalité, et quand Ricardo se dégage de l'étreinte d'une logique sans frein, il a une vision toute différente de la réalité : il admet, en effet, on l'a vu dans sa lettre, que la masse des marchandises se rapproche de *la moyenne entre les deux extrêmes*; ce qui

veut dire que dans le cours de l'évolution économique, l'amplitude des variations de la valeur relative, sous l'empire de l'accumulation des capitaux, tendra indéfiniment à se réduire. C'est ainsi que cette action apparaît comme *insignifiante*; c'est ainsi que l'œuvre de Ricardo prend des significations différentes selon que l'on considère en lui le pur dialecticien, ou l'interprète de l'évolution capitaliste.

Telle est, je pense, ramenée à ses traits généraux, la conception dynamique de la valeur qui subsiste après la prodigieuse élaboration de Ricardo. N'est-il pas vrai de dire que le lien avec Adam Smith s'est consolidé et que, dans le cours de l'histoire, c'est la cause fondamentale, le travail, qui, aux yeux de Ricardo, prédomine finalement ?

§ 6. **La loi dynamique hypothétique de la répartition des richesses.** — Dans les derniers temps de sa vie, Ricardo eut la pensée de séparer de la théorie de la valeur, l'exposé de la loi dynamique de la répartition des richesses.

On lit, en effet, dans une lettre à Mac Culloch, du 13 juin 1820, ce passage décisif :

« Après tout, la grande question de la rente, des salaires et des profits doit être élucidée par les proportions dans lesquelles le *produit total* est partagé entre les propriétaires, les capitalistes et les travailleurs, et qui ne sont pas essentiellement *liées à la doctrine de la valeur.*

» En se débarrassant de la rente, ce que l'on peut faire en considérant le produit en blé obtenu avec la dernière portion de capital employée, toutes les marchandises produites par le travail dans les manufactures, la distribution entre le capitaliste et le travailleur devient un objet beaucoup plus simple à considérer. Plus grande

sur la portion du produit du travail attribué au travailleur, plus faible sur le taux des profits, et *vice versa*. Cette portion doit essentiellement dépendre de la faculté de produire les subsistances nécessaires aux travailleurs (*the necessaries*). Si la facilité est grande, une petite proportion de toute marchandise résultant du concours de capital et de travail sera suffisante pour approvisionner le travailleur des denrées *nécessaires*, et conséquemment les profits seront élevés. J'estime que la vérité de cette doctrine est absolument démontrable »(1).

Si Ricardo avait réalisé sa pensée, ce qu'il ne tenta jamais, l'économie de son livre eût été complètement modifiée. Il eût sans doute commencé par l'exposé de la *loi du rendement décroissant de la terre* et par la *théorie de la rente en nature*; il eût alors déduit des lois physico-psychiques fondamentales qui dominent son œuvre, la loi des variations successives des parts du capital et du travail dans le produit ne donnant pas de rente ; enfin, il eût repris cette évolution d'une manière synthétique, en exposant suivant quelles *proportions* le partage s'accomplit successivement entre le propriétaire, le capitaliste, le travailleur. La théorie de la valeur fût venue ensuite. Il ne nous appartient pas de modifier le plan effectif du maître ; mais, pour éclairer l'œuvre même de Ricardo, nous avons le droit de nous placer dans l'hypothèse absolue où l'opération de la loi du rendement décroissant ne serait troublée par aucune cause seconde, et d'exposer successivement les lois de proportions dans le partage en *nature* et dans le partage en *valeur*.

Pour Ricardo comme pour Malthus, la force impulsive ultime c'est la pression de la population. Sous l'in-

(1) *Letters of Ricardo to Mac Culloch*, édit. Hollander, p. 72.

fluence des besoins d'une population croissante, des terres nouvelles sont successivement occupées, ou des applications successives de travail sont faites à des terres déjà cultivées. Dans les deux cas, les mêmes quantités de travail appliquées ainsi successivement produisent des rendements décroissants aux différentes phases de l'évolution agricole.

Produits des terres.

Phases de la culture	1re terre	2e terre	3e terre	4e terre	5e terre
	hectol. blé	hectol. blé	hectol. blé	hectol. blé	hectol. blé
1re phase	100				
2e »	100	90			
3e »	100	90	80		
4e »	100	90	80	70	
5e »	100	90	80	70	60

On suppose que le *prix naturel* du travail donné par les habitudes et les mœurs du peuple, par son *standard of life*, exprimé par les subsistances nécessaires, *the necessaries of labour*, correspond à 60 hectolitres : une part servira directement à l'alimentation du travailleur, une autre part lui permettra d'acquérir par l'échange les objets manufacturés qu'il consomme.

Sous l'empire de la loi du rendement décroissant, le *produit net* serait donné par différence.

1re phase	40				
2e »	40	30			
3e »	40	30	20		
4e »	40	30	20	10	
5e »	40	30	20	10	0

Il décroîtra donc jusqu'à disparaître pour la dernière terre et la dernière application du capital.

La *rente en nature* sera donnée par l'excédent du produit des terres plus fertiles sur les moins fertiles, elle se dégagera et croîtra relativement à la dernière terre cultivée ne produisant pas de rente :

Progression de la rente en nature.

1re phase	0				
2e »	10	0			
3e »	20	10	0		
4e »	30	20	10	0	
5e »	40	30	20	10	0

Si, suivant l'expression de Ricardo, nous nous *débarrassons de cette rente en nature*, il nous sera aisé de dégager la loi suivant laquelle le partage du surplus s'opère entre le capital et le travail. C'est ici qu'apparaît l'opposition du salaire et du profit à laquelle on a donné une place importante dans la théorie de Ricardo. Ricardo ne soutient pas d'une manière générale et absolue que les quantités de richesses recueillies par les deux partageants ne peuvent jamais augmenter ensemble ; ce sont les *proportions* que Ricardo considère dans le partage : « si le blé est partagé entre le fermier et le travailleur, *plus grande* sera la proportion donnée à celui-ci et moindre sera celle qui restera au premier » (1). Il est évident que, les *proportions* du partage restant les mêmes, toute augmentation de la masse à partager déterminerait l'augmentation absolue et simultanée des parts du capital et du travail.

Ce qui donne une signification redoutable à l'opposi-

(1) *Principes.*

tion du profit et du salaire, c'est qu'il faut la transporter dans l'évolution économique. C'est la loi du partage dans la conception abstraite d'une dynamique économique déduite elle-même d'une loi physique que nous avons devant nous.

Ce qui reste du produit total, la rente déduite aux différentes phases de la culture, formera la masse à partager. La voici dans nos hypothèses successives :

Fonds des profits et des salaires.

1re phase	100			
2e »	90	90		
3e »	80	80	80	
4e »	70	70	70	
5e »	60	60	60	60

Ce fonds décroît suivant la loi de productivité décroissante du sol. Aux phases successives de cette *dynamique abstraite* nous avons considéré les *necessaries* du travailleur comme représentées par une *quantité constante de blé*, 60 hectolitres. Dès lors, non seulement la *part relative* du capital, exprimée en nature, décroîtra progressivement, mais sa part absolue suivra la même décroissance.

Parts absolues en nature.

Désignation des phases	Salaires	Profits
	hectolitres	hectolitres
1re phase.	60	40
2e »	60 60	30 30
3e »	60 60 60	20 20 20
4e »	60 60 60 60	10 10 10 10
5e »	60 60 60 60 60	0 0 0 0 0

Si l'on établit les *proportions* à ces différentes phases, on obtient :

Désignation des phases	Total à partager	Parts proportionnelles p. 0/0	
		Salaires	Profits
1re phase.	100	60	40
2e »	100	66,6	33,3
3e »	100	75	25
4e »	100	86	14
5e »	100	100	0

Telle est la marche des phénomènes déduite de l'opération inflexible d'une cause générale dérivant du milieu physique.

Sans doute, Ricardo reconnaît que la tendance de l'histoire peut être contrariée par l'effort de l'homme ; c'est là la part des causes secondes modifiant l'influence de la cause générale :

« Les profits tendent naturellement à baisser, dit-il, parce que dans le progrès de la société et de la richesse, le surcroît de subsistances nécessaires exige un travail toujours croissant. Cette tendance et, pour mieux dire, cette *gravitation* des profits est souvent et heureusement arrêtée par le perfectionnement des machines qui aident à la production des choses nécessaires, ainsi que par l'effet des découvertes agronomiques qui nous donnent le moyen d'épargner une partie du travail, et de diminuer ainsi des articles de première nécessité pour la consommation de l'ouvrier. »

Cependant, tel est l'empire des causes générales sur ce grand esprit que la perspective de l'anéantissement du profit au terme de l'évolution est nettement dérou-

lée par lui : « Aussitôt que les salaires auront atteint le total de la recette du fermier, il ne pourra plus y avoir d'accumulation, puisqu'aucun capital ne saurait donner de bénéfice : on n'aura pas besoin alors d'une aug mentation de travail et la population aura atteint son maximum. Bien avant ce terme même, la réduction du profit aura arrêté toute accumulation et la presque totalité des produits du pays, les ouvriers une fois payés, appartiendra aux *propriétaires fonciers* et aux collecteurs de droits et autres impôts. »

Et maintenant les *Principes* considèrent non pas le partage en nature du produit de la terre, mais le partage de la *valeur* de ce produit entre le capital et le travail. « Les profits, dit Ricardo (1), *on ne peut trop le répéter*, dépendent des salaires, non des salaires *nominaux*, mais des salaires *réels* ; non du nombre de *livres* qui peut être payé *annuellement* aux travailleurs, mais du *nombre de journées* de travail *nécessaires* pour obtenir ces livres. » La loi dynamique sera la même.

Si la *même quantité de travail*, 100, ne donne successivement que les produits 100, 90, 80, 70, 60, la *valeur de l'unité de produit représentée* par la *quantité de travail* qu'elle renferme est successivement : 1, 1,11, 1,25, 1,43, 1,66.

Dans la détermination des parts proportionnelles du travail et du capital, nous avons admis, sans altérer en rien ici l'interprétation de la loi dynamique de Ricardo, que le salaire naturel correspond, aux différentes phases de l'évolution, à une quantité constante de subsistances, 60 hectolitres de blé. Cette quantité représentera une *valeur croissante*, exprimée dans le nombre des *unités de travail* nécessaires pour l'obtenir. C'est ce que montre le tableau suivant :

(1) *Principes*, ch. VII, p. 124.

Désignation	Valeur du produit à partager	Valeur de la part	
		du travail	du capital
1re phase	100	60	40
2e »	100	66,6	33,3
3e »	100	75	25
4e »	100	86	14
5e »	100	100	0

Nous revenons ainsi aux mêmes *proportions* que dans le partage en nature.

Si, maintenant, nous formons pour chacune des phases de la culture la somme des valeurs des produits recueillis sur les différentes terres, nous pouvons déterminer avec précision les *rapports* de la rente, du profit, du salaire, c'est-à-dire résoudre ce problème que Ricardo s'est posé et qui domine toute la théorie de la répartition, ce qu'il appelle la *grande question*, c'est-à-dire celle des *proportions* dans lesquelles le produit total est partagé entre le propriétaire, le capitaliste et le travailleur, et des changements qui s'accomplissent dans ces *proportions*, au cours d'une évolution économique dominée par l'opération des causes naturelles qu'il conçoit.

Désignation	Valeur totale			
	du produit	de la rente	du profit	du salaire
1re phase (1 terre) . .	100	0	40	60
2e » (2 terres) . .	211	11,1	66,6	133,3
3e » (3 ») . .	337,5	37,5	75	225
4e » (4 ») . .	486,1	86,1	56	344
5e » (5 ») . .	666,4	166,6	0	499,8

Ces chiffres nous donnent les proportions suivantes :

Désignation	Produit total	Rapport p. %		
		de la rente	du profit	du salaire
1re phase	100	0	40	60
2e »	100	5,5	31,5	63,0
3e »	100	11,1	22,2	66,7
4e »	100	11,7	11,5	70,8
5e »	100	25	0	75

Tel est l'état stationnaire qui résulte finalement de l'*opération d'une loi physico-chimique* : la population arrêtée dans son développement, le salaire du travail limité à une grandeur absolue invariable, bien que correspondant à une proportion croissante, l'accumulation des capitaux ne sollicitant plus à aucun degré l'intérêt personnel, le profit anéanti, et la part du propriétaire, qui ne correspond à aucun travail, portée relativement et absolument au *maximum*. C'est bien l'enchaînement inflexible de ces conséquences qui a laissé la trace la plus profonde dans la pensée des critiques de Ricardo ; ce sont les déductions de ce pessimisme tragique qui, d'une part, ont retenti dans les doctrines socialistes et, de l'autre, ont éveillé les protestations de l'optimisme, avec Carey et F. Bastiat.

§ 7. **Les causes modificatrices de la loi hypothétique de la répartition, l'étendue de leur action effective d'après Ricardo.** — Ainsi présentée, la conception de Ricardo exprime à un plus haut degré qu'aucune autre, la subordination des phénomènes complexes de la répartition des richesses et, par là même, des conditions économiques du développement physique, intellectuel,

moral des différentes classes de la société, aux lois du milieu extérieur et de la reproduction de l'espèce humaine. A la vérité, elle serait l'expression la plus radicale du matérialisme historique, au sens positif de l'assujettissement *du supérieur à l'inférieur*, si l'opération des causes physico-chimique et biologique n'était contrariée et, même, ne pouvait être complètement suspendue par la cause psychologique et morale, par la prévoyance humaine, par la contrainte morale contenant l'essor de la population. C'est du degré d'efficacité qu'il assigne à son action régulatrice dans l'état social moderne, opposé à son efficacité virtuelle, que naissent toutes les contradictions apparentes ou réelles de Ricardo, et la critique impartiale doit aboutir, à nos yeux, à cette conclusion que, dans sa pensée, parfois obscure ou hésitante, toujours sincère, ce sont les premières de ces causes qui l'emportent finalement.

1. *Prix naturel et prix nécessaire du travail.* — Le travail est une marchandise, aux yeux de Ricardo, et comme toutes les marchandises, il a un prix naturel et un prix courant. Le prix naturel, c'est le prix nécessaire pour permettre en général aux ouvriers de subsister et de perpétuer leur race sans accroissement ni diminution. Ricardo va immédiatement lui-même au-devant d'une interprétation étroite de sa pensée, en disant, ce que M. A. Marshall a justement rappelé (1), que le *prix naturel* n'est pas une quantité absolument fixe et constante de subsistances et de consommations *nécessaires* (*necessaries*), mais qu'il dépend essentiellement *des habitudes et des mœurs* du peuple. C'est donc aussi une grandeur relative au *lieu* et au *temps*, une grandeur

(1) Alfred MARSHALL, *Principles of Economics*, I, p. 553.

historique pouvant varier avec la diversité, avec l'évolution des besoins, avec le *standard of life*. M. Marshall reproduit cet admirable passage de Ricardo, qui témoigne de son intérêt profond pour le *standard of life* élevé : « Tous les amis de l'humanité doivent désirer que les classes laborieuses cherchent dans tous les pays, *in all countries*, le bien-être, les jouissances légitimes, et soient poussés par tous les moyens légaux à les acquérir. On ne saurait opposer un meilleur frein à une population exubérante. ».

Considérez que le *prix naturel* du travail correspond à la stabilité invariable et constante de la population : dès lors ce prix naturel pourrait indéfiniment s'élever au-dessus de sa composition initiale, avec tous les progrès du *standard of life* des ouvriers salariés.

A. Cannan admet l'hypothèse originale où le changement dans les mœurs et les habitudes du peuple serait tel que le prix naturel du travail, correspondant à la conservation d'une population invariable, s'élevât à 100 l. st. par semaine, par exemple, au lieu de 1 livre. « La population ne s'accroîtrait pas, l'avantage de toutes les améliorations successives serait acquis par les travailleurs (1). » Rien dans Ricardo n'exclut *a priori* cette hypothèse. Mais ce serait là la récompense d'une prévoyance absolue, d'une discipline inflexible et permanente du principe de population : toutes les augmentations durables du salaire courant seraient invariablement incorporées au *standard of life*, et l'offre du travail restant constante, aucun mouvement de recul du salaire ne s'opérerait dans une société progressive, caractérisée par l'augmentation du capital et de la demande de travail.

(1) Cannan, *Theories of Production and Distribution*, p. 249.

On peut concevoir aussi que toutes les augmentations successives du salaire courant, au lieu de s'incorporer au *standard of life*, soient appliquées à la multiplication de l'espèce humaine et alors, dans cette hypothèse extrême, l'expression du salaire naturel ne sera autre que le *standard of life* permanent, conforme aux habitudes du pays et auquel correspond une population en équilibre. La notion du salaire naturel, chez Ricardo, rapprochée de celle de Torrens qui a exercé sur lui une influence directe, mise en lumière par M. Cannan (1), en diffère par un côté essentiel. Chez Torrens, le salaire naturel est une moyenne autour de laquelle flotte continuellement le salaire courant ; chez Ricardo, c'est une grandeur au-dessus de laquelle le salaire courant peut se maintenir pendant une durée indéfinie. La tendance historique du salaire peut, dès lors, apparaître comme une tendance régressive.

M. Marshall rappelle qu'après avoir écrit l'admirable passage cité tout à l'heure, Ricardo ne juge pas utile de reproduire constamment sa pensée. Au cours de son argumentation, il semble même, ajoute-t-il, admettre la tendance de la population à s'accroître aussi rapidement que le salaire s'élève lui-même au-dessus des pures nécessités de la vie ; une loi naturelle aurait alors pour effet de fixer le salaire au niveau de ces pures nécessités, elle ne serait autre chose que la *loi d'airain* du salaire (2).

Et, à cet égard, peut-on dire que Ferdinand Lassalle ait dénaturé la pensée de Ricardo ? On peut justement reprocher à Lassalle de n'avoir pas cité le passage élo-

(1) CANNAN, *id.*, p. 243 s.
(2) A. MARSHALL, *Principles of Economics*, p. 553 s.

quent de Ricardo, reproduit ci-dessus, mais, pour le surplus, il n'a pas altéré les termes de Ricardo : « *Le plus grand maître de l'économie bourgeoise,* comme il l'appelle, est devenu un personnage gênant pour elle, depuis qu'il avait franchement exposé les résultats de ses recherches scientifiques » (1) ; dans sa lettre au professeur Rau, il dit : « J'ai expliqué aux travailleurs que l'*entretien* nécessaire *usuel et conforme aux habitudes* du peuple n'était nullement un point fixe du salaire du travail, mais que ce dernier était compris dans une gravitation constante autour de ce point central ; qu'il peut très bien monter pour un temps par suite de la hausse de la demande, mais que par l'accroissement des mariages et du nombre des travailleurs, il retombe toujours au point central de l'entretien nécessaire *en usage* chez le peuple, etc. (2). » « M. le professeur Rau me combattit en apparence, dit-il encore dans sa conclusion, et déclara que ma loi du salaire n'est pas vraie, sauf s'il survient une augmentation trop considérable de population. Mais cette augmentation a-t-elle lieu ou non ? (3) » C'était si bien une réponse affirmative que Ricardo donnait aux yeux mêmes des économistes à cette question, qu'il suffit, pour s'en convaincre, de lire l'article *salaire* du *Dictionnaire de l'économie politique* de Coquelin. Il a paru plus de dix ans avant l'œuvre de Lassalle (4). Quant à attribuer la loi d'airain du salaire aux écoles socialistes mêmes, ou à affecter de croire, comme on n'a pas craint

(1) *M. Bastiat, Schulze de Delitzsch, Capital et travail,* trad. Monti et De Paepe, p. 306.

(2) Lettre à Rau, trad. Malon, Ferdinand LASSALLE, *Capital et travail,* p. 316, citée par Ashley.

(3) Trad. Monti, p. 309.

(4) Edition Guillaumin, p. 571, 572.

de le faire, qu'elle soit à leurs yeux *inéluctable*, même en régime de production capitaliste, il suffit du plus superficiel examen pour se convaincre que c'est une grossière erreur (1).

M. Ashley a ingénieusement rapproché des extraits notablement différents de la première et de la dernière éditions des *Principes* de Ricardo, qui servent à éclairer la portée des efforts de *réhabilitation* du grand économiste, mais l'interprétation qu'il en donne doit subir des corrections, d'après nous.

Dans ces deux passages, Ricardo distingue les contrées pauvres des contrées riches : les unes sont pauvres, en ce sens que les *besoins* des classes travailleuses sont réduites au *minimum*, et les populations satisfaites d'un tel *standard of life* sont abandonnées à l'indolence, bien que les terres mal exploitées ou inexploitées puissent fournir une abondante subsistance. En 1817, il signale l'Irlande et la Pologne comme exemples de ces contrées *pauvres*; en 1821, il ne parle plus qu'en termes généraux ; les contrées *riches* sont celles où toutes les terres fertiles sont cultivées, et où les nouvelles applications de capital sont de moins en moins productives et dès lors de moins en moins *souhaitables*. Cependant, le passage célèbre cité plus haut propose comme remède uniforme, *dans toutes les contrées*, et par conséqnent dans les contrées riches et les contrées pauvres, le développement des besoins de confort, l'élévation du *standard of life*. Malgré la généralité des termes, M. Ashley pense que cette conclusion ne s'applique qu'aux contrées pauvres. Il me semble que l'on pouvait maintenir leur com-

(1) V. la critique de De Paepe, p. 34 et suivantes, de la traduction Monti et notre volume sur *la Dépression économique*.

mune application aux unes et aux autres. Dans les pays pauvres, le développement des besoins stimule directement l'énergie productrice et développe, par là, la production elle-même ; dans les pays riches, où cette stimulation serait moins efficace, le maintien d'un *standard of life* supérieur réfrène directement la multiplication de l'espèce par la crainte, qu'elle fait naître, d'une diminution irrémédiable de bien-être pour la génération existante et les générations futures.

Un argument plus décisif nous est fourni par les textes mêmes des diverses éditions des *Principes* ; c'est qu'en effet la préoccupation dominante de Ricardo se révèle dans des passages qui précèdent les citations de MM. Marshall et Ashley : « Dans les colonies nouvelles où l'on introduit les arts et les connaissances des pays plus avancés en luxe, il est probable que les capitaux tendent à s'accroître plus vite que l'espèce humaine ; et, si des *pays* plus peuplés ne suppléaient au manque de bras, cette tendance élèverait considérablement le prix du travail. A mesure que ces établissements deviennent plus peuplés, et que l'on commence à défricher des terres de mauvaise qualité, les capitaux n'augmentent plus aussi rapidement ; car l'excédent des produits, après que les besoins de la population ont été satisfaits, doit nécessairement être proportionné à la facilité de la production, c'est-à-dire au petit nombre de personnes qui y sont employées. Quoiqu'il soit donc probable que, dans les circonstances les plus favorables, le pouvoir productif surpasse encore celui de la population, *cela ne saurait continuer longtemps ; car l'étendue du sol étant bornée, et ses qualités étant différentes, à chaque nouvel emploi du capital, le taux de la production diminuera, tandis que le progrès de la population reste toujours le même*

(*whilst the power of population continues always the same*) (1).

N'est-il pas évident que l'*effort des amis de l'humanité* viendra le plus souvent se briser, aux yeux de Ricardo, au moins dans l'état social moderne, contre une irrésistible tendance, et dans cette distinction des contrées pauvres et des contrées riches, si propre d'ailleurs à égarer le lecteur, les contrées dites riches ne sont-elles pas précisément caractérisées par la pression croissante de la population, et la manifestation de plus en plus décisive de la loi de rendement décroissant de la terre?

La théorie de Ricardo sur la répercussion des impôts et la correspondance qui s'y rapporte nous font assister aux luttes intérieures de ce ferme et loyal esprit.

Dans le chapitre XXVI des *Principes* sur le *revenu brut* et le *revenu net*, on lit ces mots : « Le produit total de la terre et du travail dans tout pays est divisé en trois parts dont l'une est assignée aux salaires, une autre au profit, et la troisième à la rente. C'est sur ces deux dernières portions exclusivement que l'on peut opérer toute déduction pour les impôts et pour l'épargne ; la première, si elle est modérée, constituant toujours les dépenses *nécessaires* de la production. » Cette thèse tend à rapprocher le salaire naturel d'une grandeur physique, correspondant au minimum d'existence. Dans la troisième édition, Ricardo, en laissant subsister le passage, ajouta cependant en note : « Peut-être ceci est-il exprimé avec trop de force, la part attribuée généralement au travail étant supérieure à ce qui constitue les dépenses absolument nécessaires de la production. Dans ce cas,

(1) *Principles*, édit. Gonner, p. 75-76 ; *Principes*, traduction Constancio, 1819, I, p. 137, édit. Guillaumin, p. 71.


LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

une part du *produit net* de la nation est recueillie par le travailleur, et peut ou être épargnée ou dépensée par lui ; ou bien elle peut lui permettre de contribuer à la défense du pays (1). » Cette note n'a pas été reproduite dans l'édition des *Œuvres* de Ricardo, publiée en 1847 par Guillaumin (2). Et l'on s'étonne que des écrivains modernes aient traduit avec tant de rigueur la pensée du célèbre économiste ! Il est fort intéressant de signaler dans quelles conditions cette note a été insérée ; l'excellente édition de la correspondance publiée par M. Hollander nous éclaire sur ce point (3).

Mac Culloch avait publié, dans la *Revue d'Edimbourg*, en janvier 1820, un article intitulé : *Effets funestes d'une taxation exorbitante*. Il y développait cette thèse, que le principe, reproduit tout à l'heure dans le texte de l'œuvre de Ricardo, d'après lequel toute taxe directe sur les salaires ou sur les subsistances nécessaires du travailleur retombe entièrement sur le chef d'entreprise, ne peut être admise qu'*avec de très grandes modifications*.

« Le principe qui a été développé par Smith et d'autres économistes, que tout impôt direct sur les salaires ou sur les denrées nécessaires à la subsistance du travailleur retombe entièrement sur son employeur, *ne doit être accueilli qu'avec de très grandes modifications*. Excepté dans le rare cas où une demande de travail inusitée concourt avec l'application d'une taxe sur ces nécessités, il

(1) *Principles*, édit. Gonner, p. 336.

(2) Voir p. 318 des *Œuvres complètes* de Ricardo, traduites par Constancio et Fonteyraud.

(3) *Correspondance de Ricardo et de Mac Culloch*, édit. Hollander, p. 60 et s. et note.

est impossible que les salaires s'élèvent dans une proportion égale (1). »

Mac Culloch soutient que le plus souvent il faudra un temps fort long pour que cet effet se produise. « Dans l'état stationnaire de la société, ou bien là où le capital et la population progressent avec à peu près le même degré de rapidité, le seul moyen d'élever les salaires, c'est de rendre plus efficace l'opération du principe de la contrainte morale et de diminuer le taux d'accroissement de la population. Mais comme ce doit être là l'œuvre du temps, on court le risque extrême de voir les opinions et les habitudes de l'ouvrier subir un changement dans l'intervalle. » Ce que redoute Mac Culloch, c'est que, sous l'action prolongée des impôts nouveaux, obligeant les travailleurs à économiser, leur *standard of life* ne subisse, à la longue, un abaissement et que l'*habitude* leur fasse accepter une situation plus *dégradée* dans la société.

Dans une lettre du 29 mars 1820 (2), Ricardo discute cet article en priant son disciple de lui signaler les erreurs qu'il rencontrerait dans son raisonnement ; la thèse fondamentale de Ricardo, c'est que ces impôts se répercutent nécessairement sur l'employeur : « Les classes laborieuses, dit-il, ont dans tous les pays le plus grand intérêt à rendre l'offre de travail inférieure à la demande ; mais elles sont les plus heureuses quand les fonds destinés à entretenir le travail, et par conséquent la demande de travail augmentent avec la plus grande rapidité, et que leurs moyens de supporter leurs familles et

(1) Mac Culloch, « Injurious effects of exorbitant taxation », janvier 1820, dans *Selections from the Edinburgh Review*, éd. Baudry. Paris, 1836, VI, p. 72.

(2) Ed. Hollander, p. 53-60.

de contracter mariage atteignent le plus haut niveau auquel ils peuvent s'élever. C'est seulement parce que la taxation agit sur l'accumulation du capital et diminue la demande de travail qu'elle est préjudiciable aux classes travailleuses. Tantôt elle ralentit seulement le mouvement d'accumulation ; dans d'autres cas, elle l'arrête complètement, et il arrive même que les taxes, étant acquittées aux dépens du capital lui-même, diminuent les moyens, pour le pays, d'employer la même qualité de travail qu'antérieurement.

« Les salaires peuvent être réglés et peuvent se maintenir pour une série d'années à un taux qui permettra à la population de s'accroître, d'année en année, dans une telle proportion qu'elle double en 25 ans. Dans d'autres circonstances, le pouvoir de doubler peut ne pas être possible en moins de 50, de 100, de 200 ans, ou même la population peut être si peu stimulée par des salaires assez abondants qu'elle n'atteint que le taux d'accroissement le plus bas, et qu'elle peut même obéir à un mouvement régressif. Les salaires, étant réglés suivant l'un ou l'autre de ces états, peuvent ou ne peuvent pas être affectés d'une manière plus préjudiciable pour les travailleurs par la taxation. Supposez qu'ils soient dans cet état d'abondance, que le doublement de la population en 25 ans soit encouragé. Supposez une taxe de 20 0/0 qui atteigne directement les salaires ou les *denrées nécessaires* dans lesquelles les salaires sont dépensés, quel effet une telle taxe aura-t-elle sur le confort réel des travailleurs ? Je réponds : aucune influence quelconque, à moins qu'elle ne diminue la demande de travail, parce qu'elle sera immédiatement transférée aux employeurs de travail, et diminuera par conséquent les profits du capital. Supposez que les salaires ne soient pas aug-

mentés après la taxe, tout le monde pourrait employer la même quantité de travail qu'auparavant, et à cette demande serait ajoutée la demande additionnelle du gouvernement, qui ne pourrait dépenser le produit de la taxe sans employer des soldats, des marins et d'autres travailleurs. Cette demande élèverait d'elle-même le prix du travail et en transférerait la charge à l'employeur du travail... »

La portée de cette lettre ne peut être douteuse quand on la rapproche du correctif que la note de Ricardo, signalée plus haut, apporta au texte primitif du chapitre des *Principes*. C'est bien parce que le prix du travail tend à se confondre avec les dépenses de production *nécessaires*, avec le prix des denrées nécessaires au travailleur, que les taxes se répercutent encore, à ses yeux, en 1820, sur le profit ; et s'il est vrai que le *standard of life* se modifie et qu'il faille souhaiter son élévation progressive et redouter son abaissement durable, en fait, ce qui dépasse les dépenses nécessaires de production est en général consacré à l'augmentation de la population. Celle-ci presse les limites des subsistances nécessaires au producteur lui-même.

On a retrouvé, dans un exemplaire de la première édition conservée à Gatcomb-Park, la résidence de Ricardo, une note manuscrite de sa main, insérée dans le chapitre VIII.

« L'ouvrier, y est-il dit, est dans la même situation que tout autre manufacturier. Il donne du travail ; la nourriture et les denrées nécessaires (*necessaries*) qui sont *actuellement nécessaires* (*necessary*) pour le soutenir, sont le prix de son travail, tandis que le *luxe* et le *confort* additionnels qu'il peut obtenir sont les *profits* de son capital, le travail de son corps. Dès lors, si nous

pouvons par quelques moyens distinguer ces deux sommes, c'est-à-dire le *prix* donné pour son travail et *le profit* de ce travail, le prix donné pour le travail serait une mesure de la valeur ; supposez que la somme de subsistances actuellement nécessaires pour soutenir un travailleur soit de trois quarters de froment, et qu'il reçoive 12 l. pour les *denrées nécessaires* et 12 *l.* pour son profit. Changez maintenant l'hypothèse, supposez qu'il reçoive 14 l. pour les denrées nécessaires et 6 l. pour le profit. Bien que les taxes sur les matières premières puissent finalement retomber sur le consommateur, et ne pas affecter l'intérêt du manufacturier et le prix naturel du travail, elles affectent néanmoins matériellement son prix du marché, et l'ouvrier sera certainement exposé à de grands inconvénients jusqu'à ce que le nouvel état des choses soit établi (1). »

Cette distinction confirme la note du chapitre XXVI. Ce correctif de l'édition de 1821 révèle évidemment le trouble que Mac Culloch réussit à jeter dans la pensée de Ricardo et la noble sincérité de celui-ci ; mais en introduisant le correctif dans une note et en maintenant le texte principal, Ricardo témoigne de l'empire prépondérant que les causes générales exercent sur son esprit. Il reste, au fond, du même avis qu'en 1816, quand il écrivait à Malthus : « La tendance de la population à s'accroître est, *dans notre état de société, plus qu'égale* à celle du capital à s'accroître (2). » Toute l'idée directrice de son œuvre n'est-elle pas dans ces mots ? Et qu'est-ce autre chose que le texte même du chapitre V des *Prin-*

(1) *Letters of Ricardo to Mac Culloch*, p. 60-61.

(2) *Letters of Ricardo to Malthus*, éd. Bonar, 5 octobre 1816, p. 120.

cipes sur lequel toute l'interprétation économique et socialiste de Ricardo s'est placée : « Dans la marche *naturelle* des sociétés, les salaires tendent à baisser en tant qu'ils sont réglés par la demande, car le nombre des ouvriers continuera à s'accroître dans une progression un peu plus rapide que celle de la demande. » On est frappé de la signification que Ricardo donne au mot *naturel* : le prix *naturel* du travail est celui qui, eu égard aux habitudes et aux mœurs du travailleur, correspond à une *population stationnaire*, la *marche naturelle* des sociétés est celle dans laquelle la *population*, non contenue par la prévoyance, obéit à une loi d'accroissement uniforme et constante, pendant que la *production du sol* tend elle-même à s'abaisser graduellement.

Rapports du profit et du salaire. — Ce passage nous ramène à l'opposition du profit et du salaire. Les défenseurs contemporains de Ricardo, M. Gonner, par exemple (1), ont eu raison de critiques excessives. Ricardo n'a dit nulle part que jamais les quantités de richesses recueillies par le capital et par le travail ne peuvent augmenter simultanément. Cet antagonisme du profit et du salaire n'est vraiment redoutable que si l'on se place au point de vue de la dynamique économique, et c'est le point de vue auquel la pensée de Ricardo se reporte finalement. Toute sa correspondance en fait foi. « Le taux des profits et de l'intérêt, écrit-il le 26 juin 1814 à Malthus, doit dépendre de la proportion du produit obtenu à la consommation nécessaire à une telle production, cette proportion à son tour dépend essentiellement du bon marché des subsistances, qui, après tout, quels que soient les intervalles que vous vouliez

(1) *Introductory Essay.*

admettre, est le grand régulateur des salaires du travail (1). »

C'est dans la production agricole qu'il puisera directement les exemples hypothétiques propres à justifier sa thèse : « Il m'apparaît à moi que la difficulté de nous procurer le blé nécessaire et les dépenses relatives, règlent la demande des produits du capital, car la demande doit essentiellement dépendre du prix auquel il peut être livré et les prix de toutes les marchandises doivent s'accroître si le prix du blé augmente.

« Le capitaliste qui peut trouver nécessaire d'employer cent jours de travail au lieu de cinquante pour produire une certaine quantité de blé, ne peut retenir la même part pour lui-même, à moins que les travailleurs qui sont employés pendant ces cent jours ne se contentent de la même quantité de blé pour leur subsistance que les ouvriers employés antérieurement pendant cinquante jours. Si vous supposez le prix du blé doublé, le capital à employer, estimé en argent, doublera lui aussi ou à peu près, ou en tout cas augmentera considérablement, et si son revenu en argent doit provenir pour lui de la vente du blé qui lui reste, après avoir acquitté les frais de production, comment est-il possible de concevoir que le taux des profits ne diminue pas ? (2). » Nous pouvons essayer de rendre ici la pensée de Ricardo à l'aide de chiffres et, en opposant ces deux cas hypothétiques extrêmes, exprimer cette décroissance de productivité du travail.

(1) *Letters of Ricardo to Malthus*, éd. Bonar, p. 34.

(2) *Letters of Ricardo to Malthus*, 25 juillet 1814, éd. Bonar, p. 36.

Produit	Part du produit consommé par l'ouvrier	Prix de vente de l'unité	Valeur totale du produit	Part du travail 1	Autre capital 2	Part du capital 3	0/0 des profits Rapport de 3 à (1 + 2)
PREMIER CAS							
100	30	1	100	30	30	40	66 %
DEUXIÈME CAS							
50	30	2	100	60	30	10	11 %

C'est par la hausse du prix du blé que tous les profits sont réglés d'après les profits agricoles. « Si le prix du blé demeurait bas, les salaires en argent ne s'élèveraient pas et les profits généraux ne s'abaisseraient pas (1) ».

« Je vous accorde, écrit-il encore à Malthus (2), que lorsque le capital est rare comparativement aux moyens de l'employer, de quelque cause que cela vienne, les profits seront élevés ; mais que cela se présente d'une manière temporaire ou permanente, cela dépendra du caractère temporaire ou permanent des causes qui opèrent. Il est très important d'établir quelles sont les causes qui rendent le capital *rare* relativement aux moyens de l'employer, et cela établi, comment elles peuvent être considérées comme temporaires ou permanentes.

« C'est dans cette recherche que je suis conduit à penser que l'état de la culture du sol est *presque la seule grande cause permanente.* Il y a d'autres circonstances qui s'accompagnent d'effets temporaires de plus ou

(1) *Letters of Ricardo to Malthus*, 17 mars 1815, éd. Bonar, p. 69.
(2) *Letters of Ricardo to Malthus*, 16 sept. 1814, éd. Bonar, p. 43.

moins de durée et qui fréquemment opèrent partiellement sur des industries particulières. L'état de production du sol comparé avec les moyens nécessaires pour le faire produire, opère sur toutes les industries et il est seul permanent dans ses effets. »

Il faut rapprocher de cette remarquable lettre celle du 28 décembre 1814, qui la complète : « Je me suis efforcé de vous amener à admettre que les profits du capital employé dans les manufactures et le commerce sont rarement abaissés ou élevés d'une manière permanente pour aucune autre cause que le bon marché ou la cherté des denrées nécessaires, ou de toutes les marchandises dans lesquelles les salaires du travail sont dépensés. L'accumulation du capital tend à abaisser les profits. Pourquoi ? Parce que toute accumulation s'accompagne d'une difficulté plus grande d'obtenir la nourriture, à moins qu'elle ne s'accompagne d'améliorations agricoles, auquel cas il n'y a pas tendance à la baisse des profits. S'il n'y avait pas de difficulté croissante, les profits ne tomberaient jamais, parce qu'il n'y a pas d'autres limites à une production profitable des manufactures que la hausse des salaires. Si, avec toute accumulation du capital, nous pouvions rattacher une pièce de terre fertile à notre île, les profits ne s'abaisseraient jamais. J'admets en même temps que le commerce ou les machines peuvent produire l'abondance et le bon marché des marchandises, et s'ils affectent le prix de ces marchandises que consomme le travailleur, ils élèveront dans cette mesure les profits ; mais alors il sera vrai de dire que moins de capital sera appliqué au sol, car les salaires de travail forment une partie de ce capital (1). »

(1) Ed. Bonar, p. 51.

La théorie fondamentale se résume tout entière dans ce passage d'une lettre postérieure de deux ans : « Tout ce que je veux soutenir, c'est que les profits dépendent des salaires, les salaires, dans les circonstances ordinaires, du prix de la nourriture et des denrées nécessaires (*necessaries*), et le prix de la nourriture et des denrées nécessaires, de la fertilité de la dernière terre mise en culture (1). »

« Deux causes opposées, écrit-il encore à Malthus, influencent le prix du travail, l'une c'est l'élévation du prix de quelques-unes des choses contre lesquelles s'échange le salaire, l'autre c'est la diminution des jouissances que le travailleur a le pouvoir de commander. Vous pensez que ces deux causes peuvent se balancer, ou plutôt que la seconde prévaut. Je pense au contraire que la première est la plus puissante dans ses effets. Il me faudrait écrire un livre pour vous convaincre (2). »

C'est ainsi que reparaît sans cesse cette loi du rendement décroissant de la terre qui donne à l'évolution de la répartition le caractère d'un antagonisme croissant entre les intérêts, et qui, par la réduction graduelle du taux des profits, soulève aussi dans les sociétés capitalistes le problème des variations de la valeur relative des marchandises, donnant ainsi une empreinte ineffaçable à l'histoire tout entière ; c'est ainsi que les énergies morales, dans la société actuelle, même dans la société future que fait entrevoir le pessimisme de Ricardo, ne parviennent pas à contenir l'action de la cause physico-chimique en abandonnant la population à sa marche

(1) *Letters of Ricardo to Malthus*, 11 octobre 1816, p. 122.

(2) *Letters of Ricardo to Malthus*, 10 janvier 1816, éd. Bonar, p. 108.

naturelle ; elle donne, par là même, à l'œuvre tout entière, son unité imposante et redoutable.

Elle est le fondement réel de la dynamique économique de la phase capitaliste aux yeux de Ricardo.

§ 8. **David Ricardo et ses contemporains socialistes.** — Ricardo se rapproche des socialistes par la théorie de la valeur, malgré les amendements qu'il y apporte, il s'en sépare absolument par la théorie de la rémunération du travail, dans laquelle il n'établit aucun rapport *direct*, *juridique* ni *économique* entre le salaire et le produit du travailleur.

La théorie du fonds des salaires assimile le travail à une marchandise et fait dépendre la demande de travail d'un fonds prédéterminé destiné à la rémunération des travailleurs. On peut dire qu'elle s'est développée et consolidée sous l'influence des conditions économiques de la période capitaliste. « A la fin du dernier siècle et au commencement du nôtre, écrit un savant historien des théories du salaire, M. Mac Donnel (1), l'état de l'industrie en Europe et la méthode employée dans les recherches économiques furent particulièrement favorables au progrès d'une doctrine qui considère le taux des salaires comme dépendant du rapport entre un prétendu fonds des salaires et le nombre des membres de la classe ouvrière. Il existait, en effet, un capital considérable aux mains des chefs d'industrie, la population croissant rapidement, les travailleurs étaient trop pauvres pour se soutenir eux-mêmes jusqu'à l'achèvement et la vente des produits, et les industries nationales étaient particulièrement d'une telle nature qu'elles réclamaient un intervalle considérable entre l'exécution du

(1) Mac Donnel, *History of the various Theories of Wages*, p. 2 et s.

travail et le moment où la valeur du produit pouvait être réalisée. Les classes ouvrières étaient, en fait, exclues de la propriété et de l'occupation du sol ; la loi de productivité décroissante du sol manifesta son empire, et toute addition à la population s'accompagna d'une diminution de puissance du travail, et d'une baisse complète de salaire. Sous un tel régime, il est évident que les salaires étaient, en général, *avancés sur le capital*, et que le capitaliste se remboursait sur la vente du produit, juste comme le porteur d'un effet se rembourse à l'échéance. Les conditions de l'Ancien Monde différaient profondément, comme Walker l'a montré, financièrement et industriellement, des conditions du Nouveau Monde, où le capital était rare, le travail intelligent et habile, les agents naturels en abondance et très fertiles.

« L'économie politique était surtout étudiée au point de vue capitaliste et il était naturel qu'un chef d'industrie qui avançait les salaires à ses ouvriers, qui recueillait le prix entier du produit, acceptât comme universellement vraie une doctrine qui supposait non seulement que le salaire est *avancé* par le capital, mais qu'il est *payé* par le capital et *mesuré* par le capital, et que l'efficacité du travail, la productivité des agents naturels n'affectent le salaire qu'en tant qu'elles permettent une accumulation plus grande de capitaux. »

Si les économistes de la première moitié du XIX[e] siècle ont tous contribué en quelque mesure à donner un caractère précis à la théorie du fonds des salaires, ils ont avant tout transporté dans la science les conceptions empiriques de l'industrialisme moderne.

La doctrine de la population de Malthus lui a fourni des éléments importants, comme M. Bonar le montre

justement (1), mais cet écrivain exagère la participation de Malthus ; il nous semble que Ricardo a concouru davantage à donner à la théorie la rigidité que Mac Culloch n'a fait qu'accroître encore. Ricardo semble même avoir combattu chez Malthus la tendance à adopter la théorie des salaires basée sur la productivité du travail.

Au mois d'octobre 1815, Ricardo écrit à Malthus cette lettre importante : « Les salaires ne dépendent pas de la quantité de marchandises que le travail d'un jour produit, et je ne puis m'empêcher de penser que vous êtes tout à fait incorrect quand vous dites que la conséquence naturelle de la faculté de production à ce point accrue que le travail d'un jour produise quatre mesures de blé, de drap ou de coton au lieu de deux mesures, sera que quatre mesures de blé, de drap et de coton vaudront seulement le prix d'une journée de travail au lieu de deux. Il m'apparaît à moi que, si au lieu de quatre mesures, dix mesures pouvaient être produites par le travail d'un jour, aucune élévation de salaire ne pourrait avoir lieu, aucune portion supérieure de blé, de drap et de coton ne serait donnée au travailleur, à moins qu'une portion de l'accroissement de produit ne fût employée comme capital, et alors la hausse du salaire serait en proportion de la nouvelle demande de travail, et nullement en proportion de l'accroissement de la quantité des marchandises produites. C'est le propriétaire du capital qui jouirait exclusivement de cet accroissement, et s'il concentrait dans sa famille tout l'accroissement de production sans augmenter son capital, les salaires resteraient stationnaires et ne seraient

(1) J. Bonar, *Malthus and his work*, 1885, p. 272.

d'aucune façon affectés par l'accroissement de facilité de la production (1). »

Le travail marchandise est ainsi considéré à part du produit du travail, comme objet d'un *contrat* distinct : louage d'ouvrage ou vente de la force de travail; un droit réel privatif, la propriété, met le produit à la disposition absolue du capitaliste. L'évolution du droit accompagne celle des conceptions du travail et du salaire : la théorie du salaire basée sur la productivité du travail, et pour laquelle le vrai fonds des salaires est le produit lui-même, dégagera peu à peu sa forme juridique : le *contrat de société* entre le travailleur et le capitaliste proposant cet objet au partage, et remplaçant le louage d'ouvrage ou la vente de la force de travail. Nous ébauchons à peine cette forme juridique supérieure dans nos conseils de conciliation, nos contrats collectifs, nos échelles mobiles, notre participation aux bénéfices. La distinction immuable des classes est à la base de toute la conception rigide de Ricardo ; la fusion des classes est dans la tendance inflexible de l'avenir.

Le fonds qui alimente le salaire (*wages fund*) est pour Ricardo prédéterminé ; il l'est indépendamment du résultat effectif de la production; il l'est sous l'empire de l'intérêt de la classe qui accumule les capitaux et recueille le profit. On vient de le voir conditionné par la consommation personnelle du capitaliste; ne sera-t-il pas encore, suivant l'intérêt de la classe capitaliste, limité par le développement du capital fixe, des machines? C'est sous l'empire de l'intérêt de la classe qui accumule les capitaux et recueille les profits que toute l'évolution s'accomplit.

(1) *Letters of Ricardo to Malthus*, édit. Bonar, p. 97-98.

Ici, se révèlent encore la sincérité et l'incomparable droiture de Ricardo. L'histoire des variations de ses idées sur l'influence des machines en est le plus admirable témoignage. Il n'a pas craint d'affronter la colère de son plus fervent disciple, Mac Culloch, de fournir un argument à ceux qui soutiennent « que l'économie politique est une construction sans fondations » (1) et d'être accusé « de ruiner son propre livre, de porter une sérieuse atteinte à la science » (2). Jusqu'en 1820, l'introduction des machines n'a que des effets favorables, aux yeux de Ricardo : elles tendent à abaisser les prix des produits et à augmenter la richesse générale. « L'emploi des machines, écrit-il, le 29 mars 1820, à Mac Culloch lui-même, ne diminue *jamais* la demande de travail, il n'est jamais une cause d'abaissement du prix du travail, mais il est l'effet de son élévation (3). »

Un an après, le revirement est complet, le chapitre additionnel des *Principes*, le chapitre XXXI, est publié dans la troisième édition.

Là aussi reparaît le génie déductif de Ricardo, car c'est de l'opération de l'intérêt personnel qu'il déduit les effets des machines ; il se place au point de vue de la classe capitaliste qui exerce sur le mouvement économique une action prépondérante : « Tout le changement dans mon opinion est simplement ceci : je pensais d'abord que les machines rendent un pays capable d'ajouter annuellement au *produit brut* de ses marchandises et je pense maintenant que leur usage *tend plutôt* (*rather tends*) à la diminution du produit brut... mon opinion

(1) *Letters of Ricardo to Mac Culloch*, p. 105-106.

(2) *Letters of Ricardo to Malthus*, p. 184, 9 juillet 1821 après la troisième édition des *Principes*.

(3) *Letters of Ricardo to Mac Culloch*, p. 57.

est que l'usage des machines diminue souvent (*often diminishes*) la quantité du produit brut, et bien que la tendance à consommer soit illimitée, la demande diminuera par le manque de moyens d'acquisition (1). » « Je reconnais que les machines ne seraient pas introduites si elles ne produisaient pas des marchandises à meilleur marché qu'avant leur établissement, mais je nie que si, à la vérité, elles produisent à meilleur marché, leur érection doive être profitable à toute classe de personnes; leur introduction doit être profitable à toute classe d'acheteurs comme acheteurs, mais la question qui s'agite entre nous est de savoir si elles ne diminuent pas le nombre des acheteurs (2). » Il développe sa pensée avec une admirable lucidité : « J'admets comme aussi clair qu'aucune proposition en géométrie, que si une machine ne durait qu'une année, il n'y aurait aucune diminution dans la demande de travail, mais je n'admets pas qu'il en soit de même si la machine dure dix ans. Si la machine ne durait qu'une année, le drap produit aurait la même valeur qu'auparavant : mais si elle durait dix ans, une valeur beaucoup moindre que celle-là rapporterait les profits ordinaires du capital, parce que, bien que le même montant du capital fût employé, une moindre part en serait appliquée à l'entretien du travail et par conséquent une déduction moindre serait opérée annuellement sur la valeur brute des marchandises produites. C'est ce qui reste après cette déduction qui constitue invariablement le profit. Un fabricant de drap produit 10.000 yards de drap à deux livres par yard, ou 20.000 livres; il paie 900 yards ou

(1) *Letters of Ricardo to Mac Culloch*, 18 juin 1821, p. 106.
(2) *Ibid.*, p. 107.

1.800 livres pour le travail. Avec l'aide des machines et avec le même capital, il ne peut produire que 3.000 yards annuellement ; mais de ces 3.000 yards, il en peut retenir 1.500 pour son profit et par l'économie du coût de production, le drap tombe par hypothèse à 1 l. 10 sh. par yard. Est-ce que le manufacturier ne gagne pas 2.250 livres sur le même montant du capital, au lieu de 2.000 livres qu'il gagnait auparavant ? *N'y a-t-il pas là un motif suffisant pour lui, pour substituer le capital fixe au capital circulant, et peut-il le faire sans déplacement de travail?* Nous avons là un cas d'une marchandise devenant moins chère, parce que son coût de production est réduit, bien que sa quantité totale ait subi une diminution (1). »

Mac Culloch, dans ses *Principes*, considère le cas proposé par Ricardo comme théoriquement concevable, mais en soutenant qu'il ne se présentera vraisemblablement jamais (2). Ce qui fait la gravité de l'opinion de Ricardo, c'est que, dans son explication des phénomènes sociaux, l'intérêt personnel, opérant dans une société divisée en classes, est considéré sans le contre poids d'aucun principe moral supérieur, et qu'il ne craint pas d'en montrer les redoutables effets. Et c'est là surtout que le pessimisme de Ricardo prend une signification profonde, si on oppose à l'économiste anglais, non pas Ferdinand Lassalle ou Karl Marx, mais les socialistes contemporains et, surtout William Thompson.

Ce pessimisme se traduit alors par l'*impuissance* de l'Ecole à concevoir et à proposer les réformes sociales qui donneraient une action décisive aux énergies morales

(1) *Letters of Ricardo to Mac Culloch*, p. 107-108.

(2) Mac Culloch, *Principes d'économie politique*, trad. A. Planche, I, p. 240 ; II, p. 26-27.

de la classe travailleuse, à la prévoyance humaine, et qui résoudraient, avec les antagonismes des classes, les contradictions de la théorie de la valeur et de la théorie de la répartition des richesses de Ricardo, comme elles réaliseraient l'équilibre normal de la population. Il est impossible de ne pas assigner à l'œuvre de William Thompson un rôle considérable, quand on la rapproche de celle de Ricardo et que l'on songe que ses *Recherches sur les principes de la distribution des richesses les plus propres à conduire au bonheur* (*an inquiry into the principles of distribution of wealth most conducive to human happiness*) portent la date de 1824, postérieures de trois ans à l'édition définitive des *Principes* (1).

C'est là que W. Thompson déduit de la théorie économique de la valeur, basée sur le travail, un *Droit nouveau*, et procède à la reconstitution d'une véritable sociologie économique qui rappelle la grandeur de l'œuvre incomparable des physiocrates. Ce droit économique nouveau, c'est le système de garanties propres à consacrer ponr le travailleur ce que Thompson appelle le *principe de sécurité*, c'est-à-dire la jouissance intégrale de son produit. C'est aussi ce principe de sécurité qui, d'une part, portera au *maximum* l'énergie productive du travailleur, de l'autre, en élevant de plus en plns son *standard of life,* avec les progrès de sa puissance productive même, lui fera contracter des habitudes de prévoyance qui contiendront de plus en plus le principe de la population. Ainsi, Thompson s'efforce de donner une signification nouvelle, une portée décisive, efficace, à ce *frein d'une population exubérante* resté comme le

(1) Et non de 1827, comme Marx et Engels l'ont imprimé. Nous avons dans les mains l'édition princeps.

vœu d'une âme généreuse, dans le passage immortel de Ricardo cité plus haut. Ainsi apparaît l'unité juridique et économique des théories de la répartition et de la valeur des richesses. A peu près au même moment, deux penseurs d'une puissance vraiment géniale, d'une admirable sincérité, partant de la théorie de la valeur, ont, avec la claire conscience d'un vaste ensemble de rapports économiques et sociaux, déroulé des conceptions scientifiques, portant chacune l'empreinte de l'une des classes sociales entre lesquelles se partage le produit annuel de la nation et, à la dynamique économique de Ricardo, marquée d'un ineffaçable pessimisme, s'oppose, par le cours même de la pensée humaine, une nouvelle forme de la dynamique optimiste, pénétrée d'un principe éthique supérieur.

IV. — La statique de Ricardo et la psychologie économique

§ 1. — **Echanges à l'intérieur d'un pays.** — La conception de Ricardo se lie au facteur psychologique, l'intérêt personnel. Ce sera celle de l'ordre naturel des phénomènes économiques qui tendra à se réaliser sous l'empire de cette cause générale, en faisant abstraction des causes secondaires qui en modifient l'opération. Il était doublement porté à dégager cette cause générale de toute autre influence, et à lui donner une expression absolue : par sa méthode d'abord qui le portait invariablement à négliger les causes secondes, dans un effort incessant d'abstraction, ensuite, par la séparation de l'économie

politique et de la sociologie qu'il avait consommée : l'intérêt personnel était circonscrit dans l'ordre de la richesse, les motifs économiques dominaient toute sa pensée, les principes dirigeants de la science économique déterminaient toute sa conception politique. J. Bonar a dit de Ricardo que c'était une idée fixe chez lui que l'individu est antérieur à la société (1) ; c'est ce qui donne à son individualisme un caractère aussi radical ; l'intérêt de la communauté signifiait uniquement pour lui l'intérêt d'un grand nombre d'individus ; c'est ainsi que les motifs généraux, dirigeant la conduite individuelle, suffisaient à expliquer la direction sociale. Chez Ricardo il ne reste plus de trace des causes finales admises par Adam Smith, il n'y a pas d'harmonie préalable des intérêts ; de là la préoccupation si persistante de justifier *a posteriori* sa théorie de la valeur, de démontrer qu'elle tend à être l'expression saisissante d'une harmonie naturelle des intérêts, déduite du concours spontané des individus.

L'équilibre des intérêts dans le mouvement social de la richesse tend à se réaliser sous deux aspects : à l'intérieur d'une nation et entre les nations ; d'un côté et de l'autre c'est le même facteur psychologique qui en sera l'artisan, mais les conditions de son opération varieront profondément. A l'intérieur d'un pays, l'intérêt personnel agira dans des conditions de concurrence illimitée, impliquant dans la pensée abstraite de Ricardo, non seulement l'absence d'obstacle artificiel, mais la mobilité absolue du capital et du travail. Dans ces conditions, sous l'empire de la cause psychologique générale, la règle qui détermine les quantités respectives des biens qui

(1) Préface des *Letters of Ricardo to Malthus*, éd. Bonar.

s'échangeront entre eux, ce sera la *quantité comparative* du *travail* nécessaire à leur production. Cette loi de l'échange intérieur, il la rappelle en tête du chapitre consacré au *prix naturel* et au *prix courant* (1). Il ne nie pas les déviations temporaires et accidentelles qui troublent cette direction normale, mais la tendance irrésistible à les écarter théoriquement est assez marquée par les dernières lignes du chapitre : « Après avoir méconnu les effets qui dans certains emplois du capital peuvent modifier accidentellement le prix des denrées, celui des salaires, et les profits... nous pouvons les *négliger entièrement* en traitant des lois qui règlent les prix naturels. » (2) Aussi admet-il que la tendance invariable de la concurrence est à réaliser non l'*identité* mais l'*équivalence des profits* dans tous les emplois. Que les prix s'élèvent avec la demande dans une industrie, l'élévation se répercutera dans les profits et les salaires, mais les capitaux, se détournant des autres industries vers la privilégiée, satisferont bientôt la demande et rétabliront l'équilibre. Toutes les circonstances qui affecteront la circulation du capital et du travail seront en *théorie* entièrement négligeables ; théoriquement la *mobilité* du capital et du travail est sans limites. Ricardo montre d'ailleurs avec insistance que tout le capital ne doit pas *nécessairement* se déplacer, il suffit de ce capital flottant dont disposent sans cesse les banques et qui peut à chaque moment se porter vers l'emploi le plus lucratif : il ne s'arrête même pas à discuter les conditions complexes qui affectent la mobilité du travail, le *savoir*, le *pouvoir*, le *vouloir* du travailleur ; à ne considérer

(1) *Principes*, ch. IV, *Œuvres*, p. 63.
(2) *Principes*, ch. IV, *Œuvres*, p. 66.

que certains aspects de ce problème, Cairnes montrera les limites de mobilité de tout ouvrier moyen dans les différentes classes d'industrie, et sa théorie des *non competing groups*, des groupes non concurrents, ramènera déjà vers la réalité concrète (1). Cliffe Leslie, l'adversaire de la méthode déductive, étendra la critique à la mobilité du capital et condamnera cette théorie économique qui dépouille le temps et l'espace de leur contenu, et suppose un vide absolu dans lequel aucun obstacle n'arrêterait les mouvements du capital et du travail à la poursuite du gain ; la tendance à l'intérieur d'un pays sera à l'égalité des salaires et des profits... (2). Chose remarquable, pendant que la dynamique de Ricardo, déduite d'une loi physico-chimique, est pessimiste, sa statique intérieure est plus optimiste que celle de Smith (3) ; c'est que non seulement il la déduit d'un principe psychologique *opérant sans obstacle*, mais il a résolu la difficulté qui arrêtait Smith ; l'appropriation des terres et la rente ne peuvent modifier la loi de l'échange suivant les quantités comparatives du travail, parce que le prix naturel est réglé par les terres qui ne paient pas de rente. Aux yeux de Ricardo, la société capitaliste tend donc aussi bien que les sociétés primitives à réaliser un ordre naturel.

§ 2. — **Echanges entre nations.** — Là aussi gouverne, mais non dans les mêmes conditions, l'intérêt personnel : « C'est l'intérêt personnel qui règle toutes les spécu-

(1) CAIRNES, *Some Leading Principles of Political Economy*, 1874, p. 69 et suivantes.

(2) CLIFFE LESLIE, *Essays in Political and Moral Philosophy*, 1899, p. 188 suiv.

(3) Mon désacord avec M. Elie Halévy sur ce point me semble plus apparent que réel, voir son beau livre. Cf. RICARDO, *Œuvres*, p. 51-52.

lations du commerce, a dit Ricardo ; et là où il peut être établi clairement et d'une manière satisfaisante, nous ne saurions où nous arrêter si nous admettions quelque autre règle d'action. » (1) L'intérêt des nations se résoud dans la somme des intérêts des individus qui les composent. « Le premier point à considérer est : quel est l'intérêt des nations dans le cas supposé ? Le second : quelle est leur pratique ? Il est évident que je n'ai pas à être trop inquiet de ce second point : il suffit pour le but que je poursuis que je puisse clairement démontrer que l'intérêt du public est tel que je l'ai établi : ce ne serait pas me répondre, que me dire que les hommes ignorent le moyen le meilleur et le moins onéreux de conduire leurs affaires et de payer leurs dettes, parce que c'est une *question de fait*, non de *science*, et que l'objection pourrait être élevée contre toute proposition d'économie politique. » (2) Tout Ricardo est dans cet extrait d'une lettre à Malthus. Les causes modificatrices des causes générales n'intéressent que la pratique : il les écarte dans la théorie. L'action de ce facteur psychologique est à ce point sûre et efficace qu'il suffit non seulement à expliquer le commerce entre nations, mais à régulariser le mouvement international des métaux précieux.

« J'admets que les nations dans leurs transactions commerciales sont si portées vers leur avantage et leur profit, particulièrement dans l'état actuel si avancé de division du travail et d'abondance de capital, qu'en fait la monnaie ne se déplace jamais que lorsque c'est avan-

(1) RICARDO, *Appendix to High Price of Bullion.*

(2) *Letters of Ricardo to Malthus*, édit. Bonar, 22 octobre 1811, p. 18.

tageux pour le pays qui l'envoie et pour celui qui la reçoit. » On verra plus loin que l'intérêt national s'identifie ici avec l'intérêt personnel. Mais l'intérêt personnel n'agira pas dans les mêmes conditions qu'à l'intérieur du pays, et par là différera profondément la théorie de la valeur relative des marchandises entre nations, de la théorie de la valeur à l'intérieur d'un pays. Aux yeux de Ricardo, la mobilité du travail et du capital à l'intérieur d'un pays permet d'en rechercher toujours l'emploi le plus profitable : les profits des divers emplois du capital ne diffèrent que dans la mesure où ils sont sûrs et agréables. Les produits s'échangent dès lors selon la quantité de travail qu'ils ont coûtée : il n'en est pas de même de pays à pays, à raison des obstacles qui s'opposent à leur déplacement, et qui, entravant l'opération de la concurrence, empêchent la réalisation de l'équilibre des valeurs suivant les quantités de travail ; Ricardo signale lui-même la crainte bien ou mal fondée de voir s'anéantir au dehors un capital dont le propriétaire n'est plus le maître absolu, et la répugnance naturelle que tout homme éprouve à quitter sa patrie et ses amis ; il souhaite même que ces sentiments ne s'affaiblissent pas. (1) Halévy a heureusement réuni sous le nom de solidarité nationale ces mobiles nouveaux. (2) Seulement il serait excessif de dire que la théorie des échanges entre nations est tout entière fondée sur elle : le mobile égoïste est toujours l'artisan de l'ordre économique, mais son action est profondément modifiée par cette solidarité nationale, et les obstacles à la concurrence qu'elle entraîne, et la valeur entre nations ne sera plus

(1) Ricardo, *Œuvres*, édit. Guillaumin, p. 108.
(2) E. Halévy, *Le radicalisme philosophique*, III, p. 22.

déterminée par les quantités respectives de travail. De là, dans l'ordre logique, la première thèse de Ricardo : « Le même principe qui règle la valeur relative des choses dans un pays, ne règle pas celle des articles échangés entre deux ou plusieurs pays. » (1)

Cairnes a insisté sur ce point, que la théorie de Ricardo n'exige pas qu'il y ait impossibilité pour le capital et le travail de circuler entre nations, il suffit que cette circulation soit entravée essentiellement et généralement, *substantially* and *generally* (2).

C'est à la discipline inflexible de l'égalité des sacrifices, du travail incorporé au produit, que la concurrence illimitée à l'intérieur d'un pays soumet les intérêts individuels. Soustraits à la rigueur de cette action régulatrice, dans les échanges internationaux, ils seront sollicités par leur plus grand avantage, et l'égalité des sacrifices marquera la limite extrême au delà de laquelle l'intérêt personnel sera déterminé aux échanges, c'est-à-dire que le commerce international n'apparaîtra que si d'un côté et de l'autre, tout échangiste peut obtenir du dehors *pour le même sacrifice plus de richesse et d'utilité qu'au dedans.* La loi qui régit le commerce international d'après Ricardo ne serait pas autre, en apparence, que celle que Condillac appliquait indifféremment au commerce intérieur et au commerce extérieur : « Il est faux que dans les échanges, on donne valeur égale pour valeur égale ; au contraire, chacun des contractants en donne toujours une moindre pour une plus grande. » (3) Mais Condillac

(1) Ricardo, *Principes*, ch. VII. *Œuvres*, éd. Guillaumin, p. 105.
(2) Cairnes, *Some Leading Principles of Political Economy*, p. 363.
(3) Condillac, *le Commerce et le Gouvernement*, éd. Guillaumin, p. 267.

confondait la richesse avec la valeur, ce que distinguait avec soin Ricardo : chacun des échangistes internationaux acquiert pour la même somme *plus de richesses*, mais toutes choses égales, la somme des *valeurs*, donnée par le travail, reste à l'intérieur de chaque nation limitée comme elle l'était au moment de l'échange : de là, cette seconde thèse de Ricardo : « Le commerce extérieur, quelle que soit son importance, ne saurait augmenter tout à coup les valeurs nationales, quoiqu'il contribue puissamment à accroître la masse des choses utiles, et par conséquent celle des jouissances. » (1)

On peut simplifier l'exposition de ces thèses en admettant que le commerce ne s'étende qu'à deux nations et n'embrasse que deux marchandises. C'est la méthode, conforme au génie de Ricardo, à laquelle ont recouru depuis, J. Stuart Mill, Cairnes, Cherbuliez, Bastable, Lorini. En partant des données irréductibles, réduites par l'analyse à la plus grande simplicité possible, on reconstitue systématiquement, par l'introduction successive d'éléments nouveaux, la complexité des échanges effectifs ; J. S. Mill et récemment Bastable ont donné de belles illustrations de l'emploi de l'hypothèse dont Condillac avait été le remarquable instaurateur.

Supposez avec eux deux Etats A et B et deux marchandises : x et y. Dans l'Etat A, les marchandises x et y s'échangent dans les rapports de 10 x contre 20 y : c'est-à-dire, d'après Ricardo, qu'à ce rapport correspondent des quantités égales de travail. Dans l'Etat B, les mêmes marchandises x et y s'échangent dans le rapport

(1) RICARDO, *Principes*, ch. VII. *Œuvres*, édit. Guillaumin, p. 100. Malthus confirme cette thèse au moins temporairement. V. MALTHUS, *Principes*, éd. Guillaumin, p. 347.

de 10 x contre 15 y, correspondant à des quantités égales de travail. Voilà les sacrifices respectifs que chacun de ces deux pays, *considéré en lui-même et à part*, doit, sous l'empire de la concurrence illimitée, effectuer pour obtenir par l'échange les marchandises x et y. C'est dans les limites de ces sacrifices que s'opérera l'échange international dans un état de concurrence entravée, d'intérêt personnel non discipliné à la loi de l'égalité des sacrifices. L'intérêt à l'échange *international* naît pour la nation A, dès lors qu'avec moins de 20 y, elle peut obtenir 10 x, puisque chez elle 10 $x = 20$ y ; l'intérêt à l'échange international naît pour la nation B, dès lors qu'avec 10 x elle peut obtenir plus de 15 y, puisque chez elle 10 $x = 15$ y. La limite *maxima* de l'avantage du commerce pour A serait d'obtenir 10 x pour 15 y, mais il est clair que là cesserait l'intérêt de la nation B au commerce international, puisqu'à ce taux d'échange, le commerce international la placerait exactement dans la même situation que son propre commerce intérieur. Ainsi la condition du commerce international, et selon l'expression de Cairnes, celle qui suffit à le provoquer, c'est la *différence* entre les sacrifices que doivent faire les échangistes pour obtenir, au moyen d'une marchandise déterminée, exigeant un travail déterminé, au dedans par l'échange intérieur, et du dehors par l'échange international, une autre marchandise donnée. C'est, comme l'a dit John Stuart Mill depuis, la *différence* dans le *coût comparatif* des marchandises échangées, et non plus, comme à l'intérieur, le *coût absolu* de production. C'est la ligne de la plus faible résistance que suit l'intérêt personnel soustrait à la discipline d'une mobilité, d'une concurrence illimitée du capital et du travail. Le rapport de valeur entre x et y, auquel l'échange international

s'opérera, dépendra des offres et des demandes respectives de A et B.

On peut exprimer les conditions de cet équilibre. Pour une demande de 1.000 x, les offres de A exprimées en marchandises y peuvent osciller entre 1.500 unités de y, limite inférieure de l'offre où tout intérêt à l'échange cesse pour la nation B, et 2.000 unités de y où tout intérêt à l'échange cesse pour la nation A. De même, pour une offre de 1.000 x, la demande de la nation B peut osciller entre 2.000 y, point où tout intérêt cesse pour A, et 1.500 y où tout intérêt cesse pour B. L'intensité relative des demandes fixera le rapport de valeur par exemple à $10\,x = 16\,y$ et l'équation des demandes internationales se réalisera par l'échange de 1.000 x contre 1.600 y.

Il y a pour A et B accroissement *quantitatif de richesses* : aussi *les nœuds communs de l'intérêt* lient entre elles les nations et déterminent entre elles, sous le régime du libre échange, une vraie division de travail qui se traduit par une coopération harmonique : « Dans un système d'entière liberté du commerce, chaque pays consacre son capital et son travail à tel emploi qui lui paraît le plus utile. La poursuite de l'avantage individuel est admirablement unie au bien universel de l'ensemble. » (1)

Viens maintenant la troisième thèse de Ricardo : « L'or et l'argent ayant été choisis comme agents de la civilisation, la concurrence du commerce les distribue parmi les différentes nations du monde, dans des proportions qui s'accommodent au trafic naturel qui aurait lieu, si de tels métaux n'existaient pas et si le commerce de pays à pays se bornait à l'échange en nature (troc) de leurs produits respectifs. » (2)

(1) *Principes*, ch. VII, *Œuvres*, p. 105.
(2) *édit.*, p. 103.

Pour établir ce théorème de Ricardo, nous devons nous placer dans les conditions hypothétiques où s'est placé lui-même ce grand abstracteur.

Il faut admettre, d'abord, que les nations commerciales ne sont respectivement débitrices et créancières l'une de l'autre, qu'à raison de l'échange des marchandises qui s'opère entre elles. On écarte donc provisoirement l'intervention de toutes les causes, autres que les échanges, qui font naître entre nations des créances et des dettes réciproques ;

En second lieu, que les prix des marchandises soient fixés sous l'empire de la concurrence ;

En troisième lieu, il faut se placer au point de vue d'un système monétaire uniforme, adopté par les nations dont on étudie les relations commerciales : l'hypothèse de Ricardo implique d'ailleurs que ce système monétaire puisse se composer de deux métaux : *gold and silver having been choosen for the general medium of circulation.*

En quatrième lieu, on admet que les variations générales des prix des marchandises obéissent exclusivement aux variations dans la quantité des métaux précieux ; on ne tient compte provisoirement ni de l'influence du degré de vitesse de circulation de l'instrument monétaire, de ce que Mill appelait *efficiency of money*, ni de l'influence du crédit et de la compensation.

Supposons à un moment donné que dans le pays A la marchandise y coûte 20 francs, et que la marchandise x coûte 10 francs ;

Et que dans le pays B, la marchandise y coûte 15 francs, et que la marchandise x coûte 10 francs :

Le pays A aura intérêt à importer la marchandise y, qu'il peut obtenir de la nation B à un prix inférieur de 5 francs à ce qu'elle lui coûte à lui-même.

Supposons qu'à ce prix de 15 par unité de y, la demande de A soit telle qu'elle permette l'importation de 1.000 unités de y à 15, soit 15.000 francs d'importations par A.

Le rapport des prix des marchandises est tel, que le pays B n'a aucun intérêt à importer la marchandise x, puisqu'il en coûterait autant de l'acquérir par l'échange, qu'il lui en coûte de la produire. Un courant de numéraire s'établira dès lors de la nation A vers la nation B, comme il arrive chaque fois que le change est défavorable ; dans l'hypothèse, la quantité de numéraire exportée de A en B sera de 15.000 francs.

L'effet de cette exportation de numéraire sera, d'une part, d'abaisser les prix généraux dans le pays A et d'élever les prix dans le pays B, importateur de monnaie. Telle est, à l'égard de l'influence des variations monétaires sur les prix, l'application de la *théorie quantitative* que nous avons admise dans notre hypothèse.

Dans la seconde phase du processus, les prix sont donc :

Dans le pays A, de 18 francs par unité d'y ; de 9 francs par unité d'x ;

Dans le pays B, de 16 fr. 50, par unité d'y ; de 11 francs par unité d'x.

Mais alors apparaît ce résultat, que la nation B peut désormais importer la marchandise a à un prix inférieur à ce qu'il lui en coûte pour la produire ; car pendant que le prix de x s'est abaissé à 9 dans le pays A, il s'est élevé à 11 dans le pays B. Dans le même temps, le prix de y, s'étant élevé dans le pays B, l'importation de ce produit dans le pays A tendra à se réduire. Supposons que dans cette phase, l'importation de y de B en A se soit réduite à 500 unités, soit 8.250 francs, et que l'im-

portation de x, de A en B ait atteint 1.200 unités, soit 10.800 francs. Dans ce mouvement oscillatoire des demandes respectives, le courant monétaire aura reflué de B en A et l'excédent des importations de numéraire de A, des exportations de B, sera de 2.550 francs.

L'effet de ce déplacement sera de relever les prix dans le pays A et de les abaisser dans le pays B. Supposons qu'à la troisième phase de ce processus, le prix de y en A, soit de 19 francs, et celui de x y soit de 9 fr. 60 ; et que le prix de y en B soit descendu à 16 fr. ; de x en B à 10 fr. 50.

Dans ce nouvel état, la demande de y par A sera de 600 unités, soit de 9.600 francs ; celle de x par B sera de 1.000 unités ou 9.600 francs.

C'est-à-dire que nous serons revenus à un état d'équilibre, dans lequel les importations égalent les exportations de chacun des deux pays engagés dans les échanges internationaux. L'équation des demandes internationales s'est rétablie, à la suite des mouvements oscillatoires des prix, sans qu'aucun nouvel écoulement de numéraire d'un pays vers l'autre soit nécessaire. Avec l'intermédiaire de la monnaie métallique, le résultat obtenu est exactement le même que si les échanges internationaux s'accomplissaient en nature. C'est là la signification même du théorème de Ricardo.

L'artisan de cet équilibre sans cesse ébranlé, c'est l'intérêt personnel ; on en juge par ce passage : « On peut en tout temps confier sans danger l'exportation du numéraire au libre arbitre des particuliers. Jamais cette exportation ne dépassera celle des autres marchandises, si elle n'est pas profitable à la nation. Et si réellement cet avantage existe, il n'est pas de loi capable de favoriser l'exportation. Heureusement que dans ce cas, comme

dans la plupart de ceux où le commerce est ouvert à la libre concurrence, les intérêts individuels et ceux de la communauté sont constamment en harmonie. » (1) On préférera l'exportation du numéraire, parce qu'il y aura plus d'intérêt à importer qu'à exporter des marchandises : « Si les étrangers préfèrent notre or en échange de leur blé, c'est seulement après avoir comparé la valeur de l'or et des autres marchandises sur leur marché et sur le nôtre, et s'être assurés que l'or est moins cher sur le marché de Londres que sur le leur. » Le change fournit un *criterium* assez exact, pour déterminer la *dégradation* de la circulation ; « et personne, dit Ricardo, n'exporte ou n'importe des lingots sans avoir préalablement consulté le taux du change : c'est là que nous puisons la valeur relative des lingots dans les deux pays soumis à nos calculs (2) ».

Si le change est au pair, si une lettre de change tracée du pays A sur le pays B, s'obtient en A contre la même quantité de métaux précieux qui sera en B acquittée contre sa remise, il n'y a aucun intérêt à envoyer de A en B des lingots dont on supporterait les frais de transport et les risques ; l'intérêt naît, dès que ces frais ne dépassent pas l'excédent du prix qu'il faudra donner en A, au delà de la valeur nominale de la lettre pour l'obtenir ; alors l'écoulement de numéraire s'opérera de A en B.

On voit par là comment, par des séries d'oscillations, l'intérêt personnel, le grand ressort de l'école classique, tend à répartir les métaux précieux entre les différents

(1) D. RICARDO, *Le haut prix des lingots* (1811). *Œuvres*, éd. de Guillaumin, p. 404.
(2) *Ibid*, p. 417.

pays : « telles m'apparaissent les lois qui régissent la distribution des métaux précieux sur le globe, et qui, en déterminant leur valeur, provoquent et limitent leurs migrations d'un pays à un autre. »

L'équilibre entretenu par la circulation purement métallique, peut être modifié par les billets de banque faisant office de monnaie.

Le cours du change a, si la circulation est purement métallique, des limites données par les frais d'exportation et d'importation, et l'assurance des métaux précieux. Si la circulation se compose de monnaie métallique et de billets de banque convertibles en monnaie métallique, les limites restent assez sensiblement les mêmes ; mais il n'en est plus ainsi si les billets sont inconvertibles, à cours forcé ; si l'émission de ces billets a été excessive, le cours du change peut subir des dépressions plus grandes, la hausse des prix des lingots peut dépasser leurs frais de transport et d'assurance, parce que le billet inconvertible ne trouve aucun débouché quand il est trop abondant sur la place, et le haut prix des lingots révélera l'exagération de l'émission. Ce fut l'interprétation que Ricardo donna à la situation de la Banque d'Angleterre en 1809 : le cours forcé de ses billets remontait au 3 mai 1797 ; pendant près de 9 ans, jusqu'à la mort de Pitt (janvier 1806), il n'y eut pas de véritable exagération dans l'émission, mais il n'en fut pas de même après ; le montant de l'escompte, qui n'était que de 3 millions de livres en 1795, s'éleva à 15 millions en 1809, à 20 millions en 1810. Le haut prix des lingots traduisait la dépréciation des billets de banque. (1) L'écrit célèbre de Ricardo, publié sous ce

(1) Voir le livre de WOLOWSKI, *la Banque d'Angleterre*, Paris, 1867, p. 35 et suiv.

titre, fut le premier terme d'une série de travaux d'une importance considérable : le rapport de Horner, Huskisson, Thornton, sur les causes du haut prix de l'or en lingots ; l'*act* de 1819 ordonnant la reprise des paiements en espèces ; l'*act* de 1844 réorganisant la Banque d'Angleterre.

La préoccupation de Ricardo était de garantir le public contre toute dépréciation des billets de banque, qui ne fût pas déterminée par les variations de l'étalon monétaire lui-même, et de recourir à l'instrument de circulation le moins onéreux : c'est l'idée dominante qui lui inspira son *Projet de banque nationale*. Il révèle sa défiance à la fois à l'égard de l'Etat et des banquiers; l'expérience lui enseignait que toutes les fois qu'un gouvernement ou une banque ont eu la faculté illimitée d'émettre du papier-monnaie, ils en ont abusé. Il se fonda sur une *différenciation organique* à établir, pour réaliser la *double fonction* de l'émission et de l'escompte ; il ravit l'émission à la Banque pour la confier directement à l'Etat ; c'est en ce sens seulement qu'elle devenait Banque nationale, car la fonction de l'escompte restait à la Compagnie privilégiée.

Le projet autorise, à concurrence d'une somme rigoureusement définie (25 millions), l'émission au delà de l'encaisse métallique, et encore une partie doit-elle en être consacrée à l'achat de lingots. La monnaie fiduciaire est toujours remboursable en or. Le danger d'abus d'émission de la part de l'Etat, Ricardo le conjurait par la création d'un collège de commissaires indépendants du gouvernement, chargés de la gestion et ne pouvant faire d'avances à l'Etat. C'était constituer, pour l'émission, une sorte de personnalité civile distincte, analogue à celle de la Caisse d'épargne en Belgique, et investie d'une auto-

nomie suffisante pour résister à la fois à l'Etat et au banquier chargé de l'escompte. On a pu critiquer l'œuvre de Ricardo, soutenir que le collège de commissaires était une institution fragile, que l'abus de l'émission est plus à redouter de l'Etat que des banques elles-mêmes, et montrer qu'aujourd'hui l'évolution même du billet de banque, qui, cédant lui-même au développement du chèque et de la compensation, tend à revenir au certificat de dépôt, dont l'émission est souvent couverte par l'encaisse, ne laisserait aucune part de bénéfice à l'Etat. Ce n'est pas à ce point de vue qu'il faut juger l'œuvre de Ricardo : il faut y voir une vaste et puissante conception du commerce national et international, de la circulation monétaire et fiduciaire, tout entière soumise à l'intérêt personnel des particuliers, tendre, sous l'empire de cet intérêt, à la réalisation constante d'un équilibre mobile, gage de la stabilité de la vie économique des nations, mais exigeant, pour échapper aux altérations abusives de la valeur des instruments des échanges, une intervention régulatrice suprême. C'est la plus haute expression que l'on puisse donner à la statique de Ricardo.

J. Stuart Mill a dit qu'avant Ricardo la théorie du commerce extérieur n'était qu'un chaos inintelligible : « Aucun des écrivains qui l'ont précédé, ajoute-t-il, ne paraît en avoir eu le soupçon, et il y en a peu, depuis, qui en aient compris toute l'importance scientifique. » Les travaux modernes sur l'histoire de la science confirment, dans une large mesure, l'opinion de Mill : « Ricardo, a dit justement Bastable, a beaucoup plus de droits d'y attacher son nom, qu'à la soi-disant théorie ricardienne de la rente. » (1)

(1) Bastable, *La théorie du commerce international*, édit. Sauvaire. Jourdan, p. 111.

Et Gonner plus décisif encore : « Avant Ricardo, tout était confusion, après lui, il fut possible de considérer la question de la valeur internationale comme un cas particulier du problème général de la valeur : cela devint possible, parce que les *causes* de la différence des lois réglant l'échange intérieur et l'échange extérieur ont été définies. La loi du coût comparatif fut une grande, sinon *la grande* découverte de Ricardo. » (1) Les premiers aperçus de Ricardo sur la loi de distribution des métaux précieux se trouvent dans son écrit sur le haut prix des lingots (1809) ; c'est là qu'il exprime l'idée que « l'or et l'argent se distribuent entre nations, suivant certaines proportions qui ne seraient pas altérées par leur quantité absolue, fût-elle extrêmement réduite ou extrêmement abondante ». (2) Ricardo invoque l'autorité de ses devanciers : c'est que, malgré la puissance de son génie, il se rattache par une filiation naturelle et nécessaire, aux économistes du XVIIIe siècle : *the most approved writers in political economy*. David Hume, dans ses *Essais* sur la monnaie et la balance du commerce (1752), s'applique à établir que sous l'empire de causes naturelles, contre lesquelles les efforts du législateur sont impuissants, il tend toujours à s'établir dans chaque nation une circulation monétaire proportionnelle à l'activité de chacune d'elles. David Hume intervertissait le rapport admis par l'Ecole mercantile, c'est-à-dire que restituant, comme Boisguillebert et les physiocrates, sa fonction instrumentale à la monnaie, et la subordonnant à la masse des richesses consommables que la monnaie fait circuler, il affirmait, à raison de cette subordination, qu'elle est naturellement en proportion définie avec cette masse. La formule

(1) GONNER, *Introductory Essay on Principles*, p. 57.
(2) *Œuvres*, édit. Guillaume, p. 404.

célèbre de J.-B. Say : *c'estavec des produits que nous achetons, de toute manière, ce que d'autres ontproduit,* apparaît comme une déduction de cette conception instrumentale de la monnaie (1). Ricardo marque l'originalité de son œuvre en rattachant à sa théorie du commerce international, l'explication des mouvements de la monnaie entre nations, l'influence qu'il exerce sur les prix, l'action régulatrice de leurs variations ; elle préparera le retour à cet équilibre entre les importations et les exportations, identique à celui qui s'opérerait sans intermédiaire de la monnaie, selon les lois de la valeur, si les rapports des nations étaient ramenés à des échanges en nature, au troc. Cependant est-il vrai de dire que nul n'a eu le soup- de cette théorie avant Ricardo ? M. Sauvaire-Jourdan a mis en lumière un mémoire d'André de Bacalan (1736-1769), qui fait de lui un précurseur de Ricardo, (2) et il semble que Condillac l'ait influencé, et à mes yeux profondément.

Cette partie de l'œuvre de Ricardo, sommairement exposée par James Mill, a reçu des développements admirables de méthode et d'ampleur dans les travaux de J.-S, Mill : et d'abord dans ses *Essays on some unsettled Questions of Political Economy,* écrits en 1829-30, et publiés en 1844, et dans ses *Principles of Political Economy* qui sont de 1848. A. E. Cherbuliez, esprit puissamment déductif, reproduisit en 1862 la théorie de Mill avec beaucoup de rigueur de méthode. Cairnes, dans *Some Leading Principles of Political Economy*, 1874, soumit l'exposé de Mill à une revision complète et à une critique partielle. Shad-

(1) Sur ce point voir l'importante *Introduction* de M. Sauvaire. Jourdan à la *Théorie du commerce international* de Bastable, p. VIII.

(2) *Introduction* à la traduction de Bastable, p. VI.

well, en 1877, dans son *System of Political Economy*, Sidgwick, dans ses *Principles of Political Economy*, dirigèrent contre la théorie des critiques nouvelles. En 1887, Bastable, dans son beau livre *Theory of international Trade*, donna un exposé nouveau de la théorie de Ricardo en tenant compte de toutes les critiques antérieures. En 1900, son traducteur, M. Sauvaire-Jourdan, jeta de nouvelles lumières sur l'histoire de la doctrine.

En Italie, Buzzetti reproduisait vers la même époque les éléments de la théorie de Ricardo. Plus récemment, A. Loria, dans ses *Studii sulla moneta*, 1891, a consacré un chapitre à la monnaie dans le commerce international, et M. Eteocle Lorini a publié, en 1896, un ouvrage considérable : *La moneta e la teoria del costo comparativo*, dans lequel il donne une interprétation savante du théorème de Ricardo (voir surtout § 65).

L'effort de Cliffe Leslie, l'inflexible représentant de la méthode inductive, tendra dans ses Essais (*Essay on Cairnes' Leading Principles of Political Economy*) à effacer la distinction entre le commerce intérieur et le commerce extérieur, à ramener celui-là aux lois de celui-ci, en soumettant la valeur intérieure et entre nations au principe régulateur, unique de l'équation de l'offre et de la demande (1).

V. — La statique de Malthus et la méthode inductive

§ 1. — Les *Principes d'économie politique* de Malthus, publiés en 1820, trois ans après la publication des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* de Ricardo, mettent en lumière les dissentiments qui existent

(1) Cliffe Leslie, *Essays*, xii, p. 188. Cf. le même, *Known and Unknown in Political Economy*.

entre les deux grands représentants de l'Economie politique classique. On y voit que Malthus a contribué, à côté de Sismondi, à préparer la révolution scientifique qui s'est accomplie aujourd'hui, et à donner une direction à la fois historique et éthique à la science ; à ramener de l'abstraction vers la réalité complexe, de la considération de la richesse à la considération de l'homme. Si le jugement de l'histoire a ici été s tardif, c'est que Ricardo avait réussi, par sa méthode même, à exercer sur les esprits une attraction irrésistible. La théorie de Ricardo avait été accueillie par James Mill, Mac Culloch, Nassau Senior ; et comme l'à dit J. Bonar, Ricardo avait régné plus de trente ans dans la science, quand il y eut dans l'école des signes de défection, quand le fils de James Mill, John Stuart Mill, rompit (1848) avec les traditions de son père. Thornton, Cliffe Leslie, Walker devaient ensuite porter à l'extrême la réaction contre Ricardo, mais l'éclipse de Ricardo ne réussit pas à tirer les *Principes* de Malthus de l'obscurité (1).

Ricardo était non seulement remonté aux causes des phénomènes de distribution et de répartition des richesses, mais il avait réduit ces causes au plus petit nombre possible, et tracé l'exposé systématique de leur opération. C'est cette netteté, cette rigueur, cette unité dans une matière aussi compliquée qui fut le secret de l'étonnante puissance de Ricardo (2). Par la simplification même des causes, il jetait une lumière très vive sur des questions si profondément obscures encore pour A. Smith. L'histoire lui devra au moins cette

(1) James Bonar, *Malthus and his Work*, p. 209. Voyez encore le même ouvrage p. 265 et suiv.

(2) V. Patten, *Malthus and Ricardo*, p. 20 et suiv.

justice d'avoir préparé une élaboration méthodique; mais les lignes générales étant tracées, les progrès de la théorie ne pouvaient plus se faire que contre Ricardo lui-même, puisqu'ils devaient consister surtout à faire redescendre l'explication scientifique des hauteurs de l'abstraction vers les phénomènes concrets. Malthus, si profondément uni à Ricardo sur les fondements individualistes de la conception économique, portant avec lu la même empreinte des préjugés de son temps, n'en est pas moins l'un des premiers artisans de cette rénovation de la science contre Ricardo.

Pour se faire une idée de la fermeté d'esprit, de la puissance d'analyse de Malthus, il faut lire les chapitres de ses *Principes* consacrés à la définition de la richesse, à celle du travail productif, en y joignant le volume sur les *Définitions en économie politique.* Autant que Condillac il reconnaît l'importance d'une langue scientifique bien faite. En présence du désaccord qui existait de son temps et dont se moqua si cruellement Comte, sur le sens des mots *richesse*, *capital*, *travail productif*, *valeur* et bien d'autres, il s'était demandé s'il n'y avait pas lieu de créer une nomenclature nouvelle, comme l'avaient fait Lavoisier, Haüy et Cuvier; mais il redouta l'hostilité de l'opinion, et se résigna à préciser le sens des termes employés dans la science. Malthus s'applique à dégager les caractères irréductibles de la richesse et à justifier sa *matérialité*, en restant fidèle à la tradition des Physiocrates et de Smith, et en condamnant l'extension téméraire de cette notion aux choses immatérielles, et aux services présentant, avec la richesse matérielle, le caractère commun de l'*utilité*; sa critique est lumineuse; il avait exclu d'abord de la notion de richesse, toutes les richesses *naturelles* qui n'exigent aucun travail; plus tard, il limita

l'exclusion aux richesses naturelles *non volontairement appropriées* ; il semble qu'il eût donné un caractère définitif à cette partie de la science en élargissant la notion des *richesses naturelles*, sauf à distinguer celles qui sont appropriables de celles qui ne le sont pas, et parmi les richesses appropriables, à distinguer celles qui exigent un travail de celles qui n'en exigent pas. Il a confirmé la distinction de la *richesse* et de la *valeur* que Ricardo (ch. xx) a établie d'une manière si remarquable. La notion du travail *productif* est inséparable de celle de la richesse même ; là encore il s'est opposé justement à l'extension de la notion de productivité, aux services *utiles*, aux travaux appliqués aux personnes, non aux choses, et il a substitué l'heureuse qualification de services *personnels* à celle de travaux *improductifs* de Smith, qui rappelle trop les qualifications de *stériles* et de *stipendiés* des physiocrates et de Turgot.

Il est peu de morceaux sur la méthode scientifique supérieurs à l'introduction aux *Principes de l'économie politique* de Malthus. Il ne se propose point, malgré la généralité du titre, de publier un traité systématique sur la science de l'Economie politique. L'entreprise est encore prématurée et doit être suspendue jusqu'à ce que les différentes controverses nées depuis Adam Smith soient résolues ; son but est uniquement de préparer ce corps régulier de doctrines destiné à remplacer l'œuvre de Smith en des parties essentielles. Or, la source principale des erreurs, à ses yeux, est dans la précipitation avec laquelle les économistes ont cherché à simplifier et à généraliser. Ce désir de simplifier a fait naître une sorte de répugnance à admettre l'action simultanée de plusieurs causes au lieu d'une seule pour rendre raison de certains effets : toutes les fois qu'une cause quelconque a

paru suffisante pour expliquer en grande partie un certain ordre de phénomènes, on lui en a attribué la totalité, sans avoir suffisamment égard aux faits qui se refusaient à cette explication. De là pour Malthus la nécessité absolue d'introduire des modifications et des exceptions à plusieurs propositions importantes admises en Economie politique. La préoccupation manifeste et dominante de Malthus est ainsi de revenir à l'étude des phénomènes sociaux dans toute leur complexité, de tenir un compte aussi exact que possible, comme il le dit, de toutes les causes qui concourent à la production des divers phénomènes.

Cette préoccupation se lie intimement au caractère pratique qu'il assigne à la science, car l'Economie politique à ses yeux est une science essentiellement pratique, applicable aux affaires ordinaires de la vie humaine. Or, c'est dans la pratique que les théories basées sur la considération exclusive de certaines causes générales, révèlent leur danger, car elles sont impuissantes à expliquer les effets produits par des causes particulières négligées, et elles entretiennent par là le scepticisme dans les esprits, elles les portent à rejeter les bases fondamentales de la doctrine, en accusant d'ignorance et de mauvaise foi ceux qui les préconisent sans cesse. C'est pourquoi il est indispensable de réunir à la plus parfaite sincérité la plus grande exactitude possible, fondée sur l'examen approfondi de l'ensemble de toutes les circonstances qui peuvent influer sur les résultats.

Assurément, les investigations de la science peuvent être telles qu'elles ne fassent pas apercevoir leur utilité immédiate dans la pratique. Mais n'en a-t-il pas été ainsi dans les sciences physiques et chimiques et combien d'inventions utiles et d'applications précieuses n'aurions-

nous pas perdues, si l'esprit humain s'était lassé dans la recherche passionnée de la vérité ! A plus forte raison, faut-il poursuivre les recherches dans la branche du savoir humain qui touche d'aussi près au bonheur même de l'humanité.

Quelque étranger que puisse au premier abord paraître l'objet des recherches, il n'en est pas un seul qui n'ait une certaine influence sur la pratique, et si la complexité des causes empêche de prévoir le résultat, encore est-il qu'il est nécessaire que la science puisse signaler les cas où les recherches sont ainsi limitées par la nature de leur objet.

Par un enchaînement naturel, Malthus, en restituant une complexité causale aux phénomènes économiques, les présente comme plus profondément modifiables, et dès lors toute l'action régulatrice de l'Etat, qui n'a pas de raison d'être aux yeux de l'économiste absorbé, comme Ricardo, par la considération exclusive des causes générales, redevient un objet de préoccupation pour lui.

« Si le grand principe soutenu avec un talent si éminent par Adam Smith, dit-il, est vrai ; si, comme il le prétend, la meilleure manière d'accroître la richesse et la prospérité se réduit à *laisser faire*, dans ce cas, la tâche du gouvernement, en matière d'économie politique, pourrait paraître fort simple et aisée. » Mais ce n'est pas ainsi qu'elle lui apparaîtra à lui, car à ses yeux non seulement tous les objets compris dans la sphère des attributions du souverain par toutes les écoles sont livrés à la controverse, mais la législation relative à l'agriculture, aux manufactures, au commerce, le système des impôts, leur influence sur l'industrie, le bonheur des particuliers, tout dépend de la connaissance exacte des lois qui régissent les phénomènes économiques ; aussi aboutit-il à

cette conclusion remarquable surtout pour l'époque : « Il est donc évidemment impossible qu'aucun gouvernement puisse laisser suivre aux choses leur cours naturel : et celui qui conseillerait un tel système sans y mettre des restrictions et des exceptions, décréditerait infailliblement les principes généraux, en les rendant absolument inapplicables dans la pratique. »

Cette conclusion de Malthus contre le *laisser faire* absolu est du plus haut intérêt, elle est d'une rigoureuse logique : le *laisser faire* n'est que la déduction pratique des lois des phénomènes économiques *considérés comme ne subissant aucune influence perturbatrice, dans leur opération*, c'est-à-dire qu'il est la formule pratique des théories abstraites qui n'exposent que l'opération des causes simples, et qu'il est condamné dès lors, qu'avec la complexité des causes, apparaît la diversité, la modificabilité des résultats.

Complexité des causes, difficulté de prévoir les résultats, diversité des résultats selon la multiplicité des causes, possibilité et légitimité d'une intervention plus ou moins étendue du gouvernement, tout se lie dans sa pensée, et la conséquence naturelle de cette conception nouvelle des phénomènes économiques, est de proposer à la science comme objet suprême non plus la richesse, mais l'homme lui-même, ou la richesse dans ses rapports avec l'homme. Voilà ce qui est contenu, si modérées d'ailleurs que soient les tendances de Malthus, dans l'introduction des *Principes*. Après avoir appliqué à peu près exclusivement la méthode déductive dans la 1re édition du *Principe de la population*, 1798, après avoir étendu dans les éditions postérieures de plus en plus ses vérifications inductives, il affirme avec une netteté et une fermeté remarquables, dans ses *Principes*, la nécessité de

faire une place croissante aux recherches inductives.

Malthus applique successivement à la théorie de la valeur, à la rente foncière, au salaire et au profit, ce principe de la *pluralité* des causes qu'il oppose d'une manière constante à la simplicité des causes de Ricardo.

Il faut rapprocher des considérations de Malthus sur la méthode, l'admirable livre de Cairnes, *Logical method of Political Economy*, et son essai sur le *laisser faire* dont la condamnation est précisément puisée dans ce que Cairnes appelle le caractère *hypothétique* des lois économiques, hypothétique en ce sens qu'elles sont conçues par l'esprit, abstraction faite des causes *perturbatrices* qui se manifestent dans la réalité, et modifient l'action de la *cause* générale qu'elles expriment.

Cependant s'il est vrai que l'œuvre de Malthus appartienne à la direction scientifique dont Sismondi sera à la même époque le plus audacieux représentant, il s'éloigne de lui sur des points d'une telle importance dans l'histoire des idées, qu'il est légitime de dire qu'avec Sismondi apparaît une conception nouvelle de l'Economie politique. Malthus repousse systématiquement le vœu de Sismondi : « de voir intervenir fréquemment le gouvernement dans le but de protéger des individus et des classes entières de la société contre les suites de la concurrence. » Pendant que Sismondi considère la division des classes sociales comme la cause profonde des perturbations de l'ordre économique, et que son œuvre tout entière tend à en opérer le rapprochement et la fusion, par une *action positive* de l'Etat, par la solidarité contrainte, Malthus ne s'élève à aucun type de société supérieure à la société qu'il a sous les yeux ; plus encore, il recourt à la politique et à l'histoire pour justifier une aristocratie qui trouve sa condamnation dans les prin-

cipes économiques (1). C'est pourquoi, d'après lui, la fonction, toute *négative* de l'Etat, consiste à dégager de toute influence contraire la prudence individuelle, et à laisser peser sur le travailleur tous les effets d'un régime de concurrence inégale et sans frein. Là reparaît dans toute sa netteté l'unité de Ricardo et de Malthus ; là aussi Sismondi ouvre un horizon nouveau à la pensée.

La Rente foncière et le Droit économique. — La théorie moderne de la rente foncière, c'est-à-dire de cette portion du produit du sol qui reste après le prélèvement des dépenses et des profits ordinaires de la culture, est due au progrès de la *relativité* des conceptions de la fertilité naturelle et de la productivité acquise des terres. Les Physiocrates avaient caractérisé l'agriculture par le *produit net* d'une manière générale, ils ne l'avaient conçue que *relativement* à l'industrie : James Anderson considéra les terres dans leur fertilité inégale, l'inégalité de leur produit net *relativement* aux mêmes applications de travail, et il en déduisit la *théorie statique* de la rente ; il ne reconnaissait pas, il méconnaissait même les effets inégaux d'applications successives de travail et de capital à la terre ; Edouard West et Malthus, en même temps, mirent en lumière la loi du rendement décroissant et l'ordre historique d'occupation des terres qui s'y lie ; depuis Malthus, les avantages de situation furent assimilés à ceux de fertilité (2), et avec ces nouveaux *rapports*, la *dynamique* de la rente put se constituer.

(1) MALTHUS, *Principes d'économie politique*, éd. Guillaumin, p. 323.

(2) Remarqué par CAREY, *Principles of Political Economy*, part. I, Philadelphia, 1837,. 159. — Cf. MALTHUS, *Principes*, édit. Guillaumain, p. 132.

Ricardo a marqué cette relativité de la notion de la rente quand il l'a définie : la différence de produit obtenue, avec des capitaux égaux et un égal travail, sur les mêmes terres, ou des qualités différentes de terres (1).

James Anderson, fermier du comté d'Aberdeen en Ecosse, publia en 1777 ses *Observations sur les moyens de stimuler l'industrie nationale. Observations on the means of exciting a spirit of national industry* : il y expliqua la rente comme une prime attachée à la culture des sols les plus fertiles.

« Dans toute contrée, dit-il, il y a des sols différents qui possèdent des degrés de fertilité différents ; par là, il peut arriver que le fermier qui cultive les plus fertiles de ces terres, peut apporter son grain au marché, à un prix beaucoup plus bas, que les autres qui cultivent des champs plus pauvres. Mais si le blé qui croît sur ces sols fertiles n'est pas assez abondant pour approvisionner le marché, le prix s'élève naturellement sur ce marché, jusqu'à atteindre une hauteur suffisante pour indemniser de leurs dépenses ceux qui cultivent des sols plus pauvres. Cependant le fermier qui cultive les sols riches sera à même de vendre son blé au même prix sur le marché, que ceux qui occupent les terres plus pauvres : il recevra donc plus que la valeur intrinsèque, *intrinsic value*, pour le blé qu'il cultive. Beaucoup de personnes dès lors seront désireuses d'entrer en possession de ces terres fertiles, et seront disposées à payer une certaine prime pour obtenir le privilège de les cultiver : cette prime sera plus ou moins grande suivant le plus ou moins de fertilité du sol. C'est cette prime qui constitue ce que nous appelons la *rente*, un moyen par lequel les dé-

(1) Voir la note des *Letters of Ricardo to Mac Culloch*, p. 2.

penses de culture des sols de différents degrés de fertilité peuvent être ramenées à une parfaite égalité.» (1).

Chose intéressante à noter : ce passage assurément important est contenu dans une longue attaque dirigée contre l'opinion émise par Adam Smith sur l'effet des primes à l'exportation des céréales. Anderson ne remarque pas que la théorie de la rente de Smith est incorrecte, et Smith, à qui cependant la théorie d'Anderson ne peut avoir échappé, ne modifie pas la sienne.

Anderson montre, par un exemple hypothétique emprunté à ses *Recherches sur la nature des lois sur les grains*, la genèse et la distribution de la rente foncière : Il suppose des terres de différentes classes rangées dans l'ordre de leur fertilité décroissante, par exemple :

A. B. C. D. E. F.

« Cela posé, dit-il, et je le traduis littéralement, comme les dépenses de culture des terres les moins fertiles sont aussi grandes ou plus grandes que celles des terres les plus fertiles, il en résulte nécessairement que si une égale *quantité de blé produite par chacune des terres peut être payée au même prix*, le profit de la culture des terres les plus fertiles doit être beaucoup plus grand que celui des autres : et comme il décroît avec la décroissance de fertilité des terres, il doit arriver à la fin que les dépenses de culture des terres de classe inférieure égalent la valeur du produit tout entier.

« Ces prémisses posées, supposons que la classe F renferme les terres dont le produit en avoine, à raison de 14 shillings la mesure, suffirait justement à payer les dépenses de culture, sans rapporter aucune *rente* ; que

(1) Extrait reproduit par Cannan, *History*, etc., p. 220.

la classe E comprenne les terres dont le produit, s'il était payé 13 shillings la mesure, couvrirait les charges sans aucune rente ; et que de même les classes D, C, B et A comprennent les terres dont le produit, s'il était payé successivement 12, 11, 10, 9 shillings par mesure, paierait exactement les charges de la culture sans aucune rente.

« Supposons maintenant que tous les habitants de la contrée puissent être soutenus par le produit des quatre premières classes, A, B, C D. Il est évident que si le prix de vente unique de l'avoine était de 12 shillings par mesure, ceux qui possèdent les champs D pourraient simplement les cultiver sans payer aucune rente ; et s'il n'y avait pas d'autre produit qui pût être obtenu avec des dépenses moindres que l'avoine, le fermier ne pourrait acquitter aucune rente quelconque au propriétaire. Dans ces circonstances, il est évident aussi que les premiers occupants des terres de la classe C pourraient payer non seulement les dépenses de culture, mais encore acquitter une rente de 1 shilling par mesure d'avoine produite : et de même, les possesseurs des terres B et A pourraient acquitter une rente égale à 2 et 3 shillings par mesure de leurs produits respectifs... »

Cannan a remarqué justement que l'auteur de ce lumineux exposé n'a pas évalué le nombre des mesures produites par acre (1). Cela est vrai, mais on peut aisément suppléer par le calcul à cette omission. En effet, Anderson admet que les dépenses de culture de la terre F sont exactement couvertes sans plus, quand le prix de la mesure est de 14 shillings. Supposons dès lors que le nombre des mesures recueillies sur la terre F soit de

(1) Cannan, p. 373.

10 par acre. Nous pouvons très aisément calculer le produit moyen des autres terres, à l'aide de l'échelle des prix marquant la limite des dépenses de production qui ne leur laissent aucune rente, et qui sont respectivement pour

	E	*D*	*C*	*B*	*A*	
de	13	12	11	10	9	shillings.

Les produits seront dès lors par acre

	F	*E*	*D*	*C*	*B*	*A*
mesures	10	10.8	11.7	12.7	14	15.5

Le calcul de la rente par acre sera dès lors très simple.

Anderson ne dépassait pas la *théorie statique* de la rente ; loin d'en préparer la dynamique, il niait d'avance ce qui devait en être le principe. Il écrivait en effet en 1801 : « Le cultivateur peut ajouter à la productivité du sol d'année en année, de manière à maintenir l'équilibre des subsistances avec la population quelle qu'elle puisse être. » (1)

Edward West, dans son écrit : *Application of capital to land* (1815), *Application du capital à la terre*, a formulé le principe de la théorie dynamique de la rente : « C'est le taux décroissant du rendement sur des portions additionnelles du sol qui règle la rente. » Il retrouvait la loi découverte par Turgot, mais avec des *rapports nouveaux*.

« Si le capital pouvait être dépensé indéfiniment sur le sol avec le même avantage, le produit serait dès lors illimité et il aurait le même effet sur la rente qu'une quantité illimitée de terre propre à la culture. Dans les deux

(1) *To Keep pace with his population*, J. Anderson, cité par Cannan, *History of the theories*, etc., p. 145.

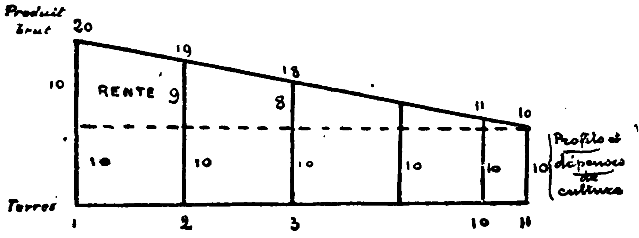
cas, la rente serait très petite. Mais c'est la nécessité *d'avoir recours* à des terres moins fertiles, et d'appliquer au sol cultivé le capital avec un avantage diminué, qui accroît la rente. Ainsi, si dans le cas d'une demande croissante de grain, le capital pouvait être appliqué avec le même avantage qu'antérieurement, le coût de production de la quantité additionnelle de produit serait le même qu'auparavant, le commerce ramènerait bientôt le prix actuel à ce coût de production, et il n'y aurait pas d'augmentation de rente.

« Mais à chaque demande nouvelle de blé, comme je l'ai montré, le capital appliqué à la satisfaire l'est avec un avantage moindre. Le coût de production de la quantité additionnelle demandée est accru, et le prix actuel de cette quantité doit dès lors s'élever. Mais le grain qui a été obtenu avec des dépenses inférieures, sera vendu au même prix que celui qui a coûté les frais les plus élevés, et par conséquent le prix de tout le grain est accru par l'accroissement de la demande. Cependant le premier ne gagne que les profits ordinaires de son capital, et il en est ainsi même pour le grain qui est produit avec les plus grandes dépenses : dès lors, tout le profit additionnel sur la partie du produit qui est obtenue aux moindres dépenses, va au propriétaire sous la forme de rente. »

Supposons en effet, avec West, 10 acres de terre qui rapportent 20 0/0 pour un capital de 100 £ ; 10 autres acres donnant seulement 19 0/0 et ainsi de suite :

Cultures		Capital	Produit net	
N° 1	10 acres	100 £	20	
2	10 »	100	19	
3	10 »	100	18	etc., etc.
10	10 »	100	11	
11	10 »	100	10	

Si les profits du capital sont de 10 0/0, les derniers 10 acres ne pourront être loués, ils devront être cultivés par le propriétaire du sol ou ne rapporteront de rente que comme terre à pâture, mais les dix acres qui rapportent 11 0/0 paieront, après avoir acquitté le profit du capital, 1 0/0 de rente; et comme le grain recueilli sur les 10 meilleures acres se vendra au même prix que celui qui sera recueilli sur les 10 plus mauvais, cette terre paiera au propriétaire 10 £ de rente, les terres d'un degré immédiatement inférieur 9 £ et ainsi de suite.



Supposons maintenant que le prix du grain augmente et que les profits des derniers dix acres s'élèvent de 10 £ à 11 £, il est évident que des terres moins fertiles seront appelées à la culture, que les 10 acres qui auparavant ont exclusivement payé les profits du capital, rapporteront actuellement une rente, et que la rente s'élèvera pour toutes les autres.

Par la même raison, si le prix du grain s'abaisse de manière à réduire les profits de 1 0/0 sur la dernière terre, sa culture sera délaissée, la rente disparaîtra pour l'avant-dernière terre et s'abaissera pour les autres.

Telle est la contribution essentielle de West à la théorie de la rente.

L'opposition des méthodes et des tendances éclate entre Malthus et Ricardo dans la théorie de la rente. Malthus assigne au phénomène trois ordres de causes,

Ricardo l'explique par une cause unique : Malthus fonde sur la générosité de la nature un optimisme qui ne se dément jamais, Ricardo puise dans la parcimonie de la nature les raisons de son pessimisme. La théorie de Malthus est une synthèse des conceptions des physiocrates, d'Adam Smith auxquelles il ajoute les siennes propres : avec les premiers il considère comme cause essentielle de la rente, la qualité du sol qui permet d'en retirer plus de subsistance qu'il n'en faut pour faire subsister le cultivateur, un produit net ; avec le second il admet que le progrès de la population tend toujours à s'adapter à celui des subsistances, et à faire naître une demande pour l'excédent en lui donnant une valeur. La troisième cause de la rente, c'est la rareté comparative des terres fertiles, qu'elle dérive de la nature ou des résultats inégaux des mêmes applications de capital et de travail.

Pour Malthus, la rente est par-dessus tout un phénomène de *production*, c'est une réalité objective indépendante de tout déplacement de revenu ; c'est pourquoi Malthus la célèbre avec la pompe des physiocrates, y voit une partie absolument nécessaire du produit net de la terre, source de toute puissance et de toute jouissance, sans lequel rien n'existerait de ce qui constitue une société cultivée (1). Il y voit un *allégement* pour la société puisque tout le temps, ou le temps de presque toute la société, n'est pas employé à procurer la subsistance.

Le pouvoir de donner une rente, inhérent au sol même, attaché à demeure à des terres d'une certaine qualité (*fixture*), est seulement conçu dans sa *relativité*, il naît

(1) Cf. *Principes*, édit. Guillaumin, p. 131 et p. 184 et suiv.

du degré de fertilité de la terre. C'est suivant des lois inflexibles, invariables comme le principe même de la gravitation, que la rente se dégage des autres revenus. L'accumulation du capital au delà de ce qui peut en être appliqué aux terres les plus fertiles, la nécessité de l'appliquer à des terres de fertilité *relative* moindre, entraine la baisse des profits ; la tendance de la population à progresser au delà des subsistances détermine la baisse des salaires. C'est ainsi que la rente contenue à l'origine dans les profits et les salaires s'en sépare peu à peu. Malthus admet la baisse simultanée des profits et des salaires, en se plaçant à un point de vue tout autre que celui de Ricardo, et il s'en explique dans une note (1). Les parts respectives d'influence de la deuxième et de la troisième causes sont loin d'être égales dans la pensée de Malthus ; il rattache à la seconde cause tous les effets des améliorations agricoles qui tendent d'après lui à la hausse des rentes : l'accroissement des subsistances qui en dérive se crée de lui-même une demande ; (2) et la troisième cause, celle qui domine tout avec Ricardo, cède de plus en plus, à ses yeux, devant la deuxième : Malthus va jusqu'à ces graves conclusions en s'adressant à Ricardo et en le combattant : si dans beaucoup de pays on peut, *par les améliorations agricoles*, doubler, tripler la rente, tandis qu'il en est peu où elle pourrait être élevée d'un quart, d'un cinquième et même d'un dixième par une augmentation de prix résultant de *nouvelles difficultés* de la production, n'est-il pas évident qu'une telle manière d'envisager la rente n'embrasse qu'une très petite partie du sujet, et par conséquent que

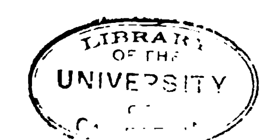
(1) *Principes*, trad. fr., édit. Guillaumin, page 135.
(2) *Ibid.*, p. 143.

toute conclusion générale, qu'on pourrait en tirer, doit être *tout à fait inapplicable* dans la pratique (1). Ainsi l'un des savants qui ont mis en lumière la loi du rendement décroissant du sol, en vient presque à préparer l'œuvre de Carey et celle de Bastiat, et la négation de la rente foncière, au sens que lui conservera Ricardo, et sa confusion avec les profits.

On s'explique dès lors que Malthus reprenne la thèse d'Adam Smith, et soutienne contre Ricardo que l'intérêt des propriétaires fonciers est toujours en harmonie avec celui de tous les autres ordres de l'Etat. C'est qu'à ses yeux la rente ne naît pas de l'appropriation privée et du monopole du sol, elle est dans son existence et sa fonction indépendante du mode d'appropriation des terres; il est indifférent à sa formation et à son progrès que les terres appartiennent à l'Etat ou aux cultivateurs; elle se dégage avec l'accumulation du capital et les progrès de la population; les améliorations de la culture et l'épargne du travail, jointes à la demande croissante qui est faite des produits, en sont le facteur grandissant, destiné à en devenir l'élément décisif; son progrès est ainsi un aspect du progrès général de la civilisation économique. Comment la propriété serait-elle en opposition avec l'intérêt collectif!

Pour Ricardo, la rente est par-dessus tout un phénomène de *distribution* des richesses, elle est une création et un transfert de *valeur*, non une création de *richesse* (2) parce qu'elle naît d'une cause générale unique, la résistance croissante de la nature, et la nécessité d'un effort humain grandissant; elle s'accroît d'un déplace-

(1) *Principes*, ibid., p. 178 et 174.
(2) *Letters of Ricardo to Malthus*, p. 59.



ment de revenu sans accroissement effectif de richesse : qu'il y ait plus de difficulté à produire une portion quelconque du blé nécessaire, le prix s'en élèvera, le blé s'échangera contre plus d'autres marchandises, le propriétaire des bonnes terres acquerra une plus grande somme de valeur, ce qui veut dire qu'une partie de la valeur des autres produits passera dans ses mains par l'échange, et ce déplacement se fera sans création de richesse.

Sans doute il n'y a pas de rente sans produit net, mais le produit net, première cause de la rente pour Malthus, n'en est que la condition générale pour Ricardo : c'est que la rente est non en raison de la *fertilité absolue*, mais de la *fertilité relative* des terres. Que les bonnes terres soient seules cultivées, que le produit net soit au maximum, la part du propriétaire est au minimum, elle ne grandira que par la nécessité de passer à de moins bonnes terres dont le produit net est inférieur. Il peut y avoir ainsi produit net sans presque de rente, diversité de rentes avec identité de produit net pour les mêmes terres, bien qu'il n'y ait pas de rente sans produit net ; si la rente est due à un *allégement* suivant le mot de Malthus, l'allégement ne devient sensible que par l'aggravation de la résistance de la nature.

A l'égard de la seconde cause, invoquée par Malthus, l'ordre de succession des phénonèmes est méconnu par lui ; ce n'est pas l'accroissement des subsistances qui crée une demande correspondante en déterminant un progrès de la population ; Malthus confond l'effet avec la cause, c'est l'accroissement de la demande qui détermine celui des subsistances. L'accroissement des capitaux entraîne une plus forte demande de bras, et avec elle la hausse des salaires : cette hausse n'a pas pour

effet *nécessaire* un accroissement de population : ici des passages oubliés de Ricardo marquent sa position vis-à-vis de la loi dite *d'airain* du salaire : « Le sort de l'ouvrier, dit-il, amélioré par l'excédent de valeurs qu'il reçoit en paiement de son travail, ne lui *impose* pas l'obligation de se marier et de se charger du soin d'une famille : il peut échanger son salaire augmenté contre des objets qui puissent contribuer à augmenter ses jouissances... » Ainsi il peut élever son « standard oflife ». Le fait est-il général ? « Quoique telle pût être la suite de l'augmentation de salaire, cependant il y a tant de douceur dans la famille qu'on voit *constamment dans le fait*, l'accroissement de population suivre l'amélioration du sort de l'ouvrier, et c'est *uniquement* parce qu'il en est ainsi qu'il survient une nouvelle et plus forte demande de subsistances » (1). Mais cette demande de blé signifie l'*implacable nécessité* de recourir à des terres moins riches, ce qui ramène l'explication de la rente à la cause unique de Ricardo, le rendement décroissant. C'est à tort aussi que Malthus explique la hausse de la rente par les améliorations agricoles : c'est le contraire qui est vrai, si avec moins de bras et moins de terres on peut obtenir la même quantité de produit. Elles peuvent être de deux ordres, consister dans l'accroissement du produit ou dans l'épargne du travail appliqué à la terre. La cause générale qui détermine les variations de la rente domine encore toute cette classe de phénomènes, et c'est là que se révèle surtout l'unité de la pensée de Ricardo. Dans les deux cas, la rente baissera si l'inégalité entre les produits obtenus diminue, qu'on abandonne les terres les moins fertiles, ou la dernière et la moins prodcutive application

(1) Ricardo, *Principes*, éd. Guill., p. 379.

de capital; elle restera stationnaire avec les inégalités, et ne haussera que si elles augmentent. Sans doute les améliorations pourront comme effet *dérivé* amener la hausse de la rente, mais à la condition encore de mettre en opération la loi du rendement décroissant, en stimulant la population (1). Rien ne peut élever la rente que le changement dans la fertilité *relative*, naturelle ou acquise des terres. C'est ce qui explique encore le déplacement des avantages des améliorations.

L'accroissement de produit dû aux améliorations profite d'abord au fermier, il n'accroît la rente que lorsqu'une partie des profits du capital a été appliquée à mettre en culture des terres moins fertiles (2).

Si la rente n'augmente qu'avec les difficultés pour la société de se procurer la nourriture, comment l'intérêt de la propriété ne serait-il pas en antagonisme avec l'intérêt social? (3) Mais Ricardo ne déduit de ces rapports et de ces tendances aucun droit économique nouveau : son pessimisme n'ébranle pas plus la propriété que l'optimisme de Malthus. La rente reste pour lui le prix lé-

(1) *Principes*, ch. II, éd. Guill., p. 54 suiv. et p. 384 et note. V. Cannan, *Theories of production and distribution*, p. 331, et la note qu'il cite. — Cf. Nazzani, *Saggi di Economia politica : sulla rendita fondiaria*, 1881. Milan.

(2) *Letters of Ricardo to Malthus*, p. 155 et p. 59. — *Letters of Ricardo to Mac Culloch*, p. 67.

(3) V. Principes ch. XXIV, p. 307 et 308 de l'édit. Guillaumin. Voyez surtout sa correspondance avec Trower; le 21 juillet 1820, p. 113 après la publication du livre de Malthus, il se défend d'être hostile aux propriétaires : « J'ai dit que la communauté ne bénéficierait pas de l'abandon de leur rente par les propriétaires, ce sacrifice n'abaisserait pas le prix du grain, les fermiers seuls en profiteraient. Les propriétaires sont en possession de machines de puissances productives inégales, et leur intérêt est que les machines les moins productives soient mises en œuvre. *Letters of Ricardo to Trower* (édit. Bonar et Hollander, p. 114).

gitime de l'usage des facultés primitives du sol, et quand il montre combien il est avantageux de la frapper d'impôt, c'est au seul point de vue de l'utilité, jamais au point de vue du droit social qu'il se place (1). C'est le socialisme qui s'attachera à déduire les principes d'un droit économique nouveau de la théorie de la rente. Aussi le premier mémoire de Proudhon sur la propriété marque un moment important dans l'histoire des idées. Dans la réaction optimiste qui suivra et qui sera dirigée autant contre Ricardo que contre le socialisme, la négation des fondements historiques de la rente sera chez Carey, Bastiat, Fontenay, inséparable de la préoccupation de défendre le droit économique existant et la propriété individuelle ; des disciples de Ricardo comme Mill uniront à la pensée du maître la conception d'un droit économique nouveau, en consacrant la *légitimité* de l'impôt sur la rente, ou du prélèvement de ses accroissements (*unearned increment*).

§ **2. Lois régissant les rapports entre le profit et le salaire.** — La rente foncière dégagée, apparaît le problème du partage entre le capital et le travail. La question se pose simplement entre ces deux facteurs, quand on considère les terres qui ont reçu les dernières applitions de capital, et l'ensemble des produits de l'industrie (2). Pour comprendre Ricardo, il faut se rappeler la direction maîtresse de ses recherches sur la répartition qui s'opère entre les classes concourant à former le

(1) *Principes*, ch. x.

(2) *Letters of D. Ricardo to Mac Culloch*, p. 72. La valeur totale de la production annuelle d'un pays correspond à la somme du travail direct et indirect (capital), considérée comme appliquée uniformément dans les conditions de productivité les moins favorables ; c'est cette valeur qui, la rente déduite, se divise en profits et salaires. V. GONNER, *Introductory Essay*.

produit : « aucune loi ne peut être exprimée quant à la *quantité*, mais une loi d'une correction tolérable peut être exprimée quant *aux proportions* » (1). « Les grands problèmes de la rente, des salaires et des profits doivent être expliqués par *les proportions* suivant lesquelles le produit total est divisé... (2) »

La célèbre formule de partage exprime les variations corrélatives des parts dans le produit et la valeur produite : « Dans tout le cours de cet ouvrage, j'ai cherché à prouver que le taux des profits ne peut jamais hausser qu'en raison d'une baisse des salaires. » (3)

Confondre les deux ordres d'idées, des *quantités absolues* et des *proportions*, c'est dénaturer la pensée de Ricardo. Aux mêmes *proportions* peuvent correspondre des *quantités* de richesses (subsistances, commodités, objets de luxe) bien différentes : une proportion des deux tiers, pour le salaire, correspond à 6 mesures de blé ou à leur valeur, si le produit à partager est 9 ; elle correspond à 12 mesures s'il est 18 ; la proportion réduite à la moitié correspondrait encore à la quantité de 9. Le salaire et le profit peuvent augmenter ensemble en *quantités* de richesses, bien que leurs parts proportionnelles restent constantes : le salaire absolu en quantité pourrait croître, bien qu'il diminuât relativement ; l'antagonisme n'apparaît, avec sa nécessité et sa rigueur, que dans les *proportions* du partage, il n'est ni nécessaire ni constant à l'égard des *quantités* à partager. La gravité de l'antagonisme est dans les lois qui peuvent, sans accroître les *quantités*, modifier les *rapports*.

(1) *Letters of Ricardo to Malthus*, p. 175.

(2) *Letters of Ricardo to Mac Culloch*, ibid.

(3) *Principes*, trad. fr., édit. Guillaumin, p. 103. Cf. *Letters of D. Ricardo to Mac Culloch*, p. 72.

C'est du taux des salaires que dépend uniquement le taux des profits : « le taux des profits, dit Ricardo, dépend du rapport proportionnel du produit avec les consommations nécessaires à la formation de ce produit » (1). Et plus clairement encore : « les profits sont déterminés par la *proportion* du produit qui va au travail » (2).

La nature et l'étendue de l'action des causes qui agissent sur cette proportion, telle est le vrai problème pour Ricardo. Ce sont les causes générales et permanentes qui le préoccupent par-dessus tout, et il tend à les ramener au plus petit nombre possible. Plus grande sera la portion du produit du travail donnée à l'ouvrier, plus faible sera le taux du profit, et *vice versa*, et cette portion dépend essentiellement du degré de facilité de produire les choses nécessaires au travailleur (3). C'est pourquoi, si le commerce extérieur et le progrès des machines fournissent, au plus bas prix, au travailleur la nourriture et les autres objets de première nécessité, les profits peuvent être relativement hauts par l'abaissement des salaires (4).

Ricardo entend parler du salaire naturel ; la proportion du salaire, dans le produit et la valeur du produit, dépendra de la quantité de travail que représente le prix naturel du travail, c'est-à-dire les subsistances et les objets que consomme le travailleur, c'est le *standard of life* que ces consommations expriment. Ricardo l'a pro-

(1) *Principes*, éd. Guillaunin, p. 271.

(2) *Letters of Ricardo to Malthus*, p. 34.

(3) *Letters of Ricardo to Mac Culloch*, p. 72, *to Malthus*, ibid. *Principes*, éd. Guillaumin, p.271 et 385, mêmes expressions.

(4) *Letters of Ricardo to Mac Culloch*, p. 100. *Principes*, édit. Guil., p. 103.

clamé lui-même, le *standard of life* est mobile et progressif sur la ligne du temps, le salaire naturel peut dès lors, à des moments différents, représenter des proportions différentes du produit. Cependant, il semble raisonner, en général, comme si le *standard of life* était fixe, et voisin du nécessaire physique, et c'est alors que le principe de la population agit avec toute sa rigueur (1). La hausse des salaires, *excepté pendant un temps limité*, est due à une seule cause générale, c'est la difficulté croissante de se procurer la nourriture et les objets de première nécessité ; cette difficulté naît à son tour du nombre chaque jour croissant des ouvriers (2) ; c'est grâce à l'attrait de la vie de famille, que l'accroissement de la population suit l'amélioration du sort de l'ouvrier, et détermine une plus forte demande de subsistances (3). Telle est la chaîne des causes générales, dont le dernier anneau est la loi de productivité décroissante du sol. Il est aisé de comprendre, que si la même quantité de travail ne produit que des quantités décroissantes de blé, le salaire en blé du travailleur ne pourrait suivre proportionnellement la décroissance du produit sans aboutir à l'inanition du travailleur ; il faut que le salaire en blé prenne une proportion croissante du produit.

C'est là que reparaît l'opposition de Ricardo et de Malthus, de la causalité simple et de la causalité complexe. Malthus lui-même a consacré aux principes qui divisaient l'Ecole un essai très important (4). Aux yeux de Ricardo, l'accumulation du capital n'a d'action géné-

(1) *Principes*, éd. Guillaumin, p. 379. Voir Leslie Stephen.

(2) *Principes*, éd. Guillaumin, p. 274.

(3) *Ibid.*, p. 379.

(4) *Political Economy*, dans *Quarterly Review*, january 1824, surtout p. 320-334.

rale et permanente sur le taux des profits qu'en mettant en opération la loi du rendement décroissant du sol. L'accumulation du capital détermine une demande plus intense de travail, la population ouvrière obéit à l'impulsion et se proportionne à la demande ; rien de mieux établi, dit Ricardo, l'accroissement de population se heurte à de plus grandes difficultés d'acquérir la subsistance, la hausse relative des salaires a pour effet la baisse des profits. Un seul cas, et il n'est que temporaire, amènerait la baisse des profits accompagnée du bas prix des subsistances, ce serait celui où le fonds des salaires croîtrait plus vite que la population. Une longue lettre à Malthus reproduit toute sa doctrine. « S'il n'y avait pas d'accroissements de difficultés, les profits ne baisseraient jamais, parce qu'il n'y a pas d'autres limites à la production profitable des manufactures que la hausse des salaires ; si avec toute accumulation du capital, nous pouvions ajouter une zone de terre fertile à cette île, les profits ne tomberaient jamais » (1). La cause unique, qu'il assigne à la baisse des profits, explique encore cette thèse de Ricardo qui subordonne aux variations des profits agricoles, celles de tous les autres profits. C'est là, en effet, qu'opère immédiatement la cause générale qui, agissant sur la subsistance du travailleur et la proportion du salaire dans le produit, retentit sur le taux des profits. M. Cannan observe qu'il n'est pas venu à l'esprit de Ricardo que l'on pût soutenir la proposition inverse, que les profits agricoles ne resteraient pas stationnaires si les autres profits haussaient (2). C'est que

(1) *Letters of Ricardo to Malthus*, 18 déc. 1814, p. 52.
(2) E. Cannan, *Theories of Production and Distribution*, 1re édit., p. 283-284.

Ricardo était fasciné par la loi du rendement décroissant du sol.

Pour Malthus qui ressaisit la pure tradition d'Adam Smith, deux causes générales agissent (1) : une cause régulatrice, une cause limitatrice du taux des profits. La première, c'est la concurrence qui naît de la multiplication des capitaux.

Malthus consacre ici son propre principe, que l'offre du travail obéit toujours à l'accroissement de demande *qui en est faite*, mais la question, « l'une des plus importantes qui puissent être », de savoir si une accumulation de capital coïncidant avec une demande languissante des produits, sera toujours accompagnée d'un accroissement de demande de travail, et dès lors d'une augmentation rapide de population ? Il le nie, un faible excès d'offre des produits peut déterminer une baisse de leur valeur relativement beaucoup plus grande ; si le fonds des salaires s'est, en même temps, accru, la part du travail sera plus large, le taux des profits s'abaissera sans aucune accélération du mouvement de la population. Cette cause n'agit pas seulement d'une manière *temporaire*, comme le reconnaît Ricardo, mais pendant des périodes d'une durée considérable. Et fidèle à son esprit inductif, Malthus signale, de 1727 à 1814, deux périodes : l'une de trente ans, l'autre de neuf années, qui ont présenté ces phénomènes (2).

La cause limitatrice du taux des profits, c'est la loi même de productivité décroissante du sol ; il en expose théoriquement l'action avec une grande netteté, et

(1) *Quarterly Review*, january, 1824 p. 324-26.

(2) Ibid. p. 327 et MALTHUS, *Principes d'Economie politique*, édit. Guillaumin, p. 249 et suiv.

comme Ricardo (1) ; mais cette action est à ce point contrariée par l'intervention de causes secondes telles que les améliorations agricoles, qu'alors que l'Ecole de Ricardo en fait la cause unique, elle peut laisser s'écouler un ou deux siècles sans se manifester (2). L'opposition des méthodes est aussi profondément marquée que dans la théorie de la rente.

Cependant les causes distinctes, que les deux grands économistes assignent aux variations du taux des profits, restent indépendantes de tout jugement sur la justice du partage, et de la légitimité même des profits. Ils considèrent cette légitimité comme hors de toute discussion ; le moment n'est pas venu encore où, du domaine de la production proprement dite et de ses conditions, la question passera dans le domaine de la morale et du droit économiques ; où du rapprochement de la valeur du produit du travail, et de celle du travail même appliqué à ce produit, on élèvera la revendication du travail sur l'excédent de valeur de son produit. De la *science des richesses* où Ricardo l'a enserré, le problème sera transporté alors dans la *sociologie économique* ; les causes externes et objectives qui conditionnent la répartition des richesses reculeront au second plan : le problème sera posé directement par des théoriciens nouveaux, entre les organes de la production, et sur le terrain du droit économique. Il suffira de déduire des prémisses économiques de Ricardo des conséquences de droit, pour mettre à la fois l'organisation sociale en question, et préparer l'élargissement de la science elle-même.

(1) Voir ses *Principes*, édit. Guillaumin, p. 243.
(2) *Quarterly Review*, ibid., p. 328.

§ 3. Statique économique. Le grand conflit sur la balance de la production et de la consommation, et les crises. — Dans la phase capitaliste, « le profit est le gond puissant (the mighty hinge) sur lequel tout capital productif tourne » (1). Le profit sollicitant l'intérêt personnel est le guide de l'offre des produits, l'artisan de l'équilibre de la consommation et de la production. Il faut tout ramener à la conception abstraite d'un état d'équilibre normal : dans cet état, les produits s'échangent les uns contre les autres à leur valeur naturelle, suivant les quantités de travail direct et indirect qu'ils renferment, en les considérant dans les conditions uniformes de la moindre productivité, sans rente. Si la part du travail correspond uniformément au salaire naturel, les profits déterminés par lui seront aussi à leur taux naturel, et équivalents dans toutes les branches de la production.

« Si 200 mesures de blé sont de même valeur que 500 livres de fer, et 100 pièces de drap, ce sont là les relations quantitatives qui devraient être conservées entre elles, pour les maintenir à leur valeur naturelle, et pour assurer des profits égaux aux producteurs de chacune des marchandises, quelle que soit la multiplication de leur quantité. Si les dépenses de production de 200 mesures de blé correspondent à 166 mesures, si celles de 200 livres de fer correspondent à 166 livres, le profit correspondra à la différence : 34 mesures et 34 livres (2). Mais le *prix du marché* de chaque marchandise dépend de la relation entre l'offre et la demande, et il est de l'intérêt de tous les producteurs de cesser de produire,

(1) *Letters of Ricardo to Trower*, p. 130.
(2) *Ibid.*, p. 128.

lorsque leurs marchandises tombent au-dessous de leur valeur naturelle. Une population étant donnée, la demande de blé est limitée, aucun homme ne peut avoir le désir de consommer plus d'une certaine quantité de pain ; si donc le blé est produit au delà de cette quantité, il baissera dans sa valeur relative à celle des autres marchandises, qui sont produites dans la quantité requise. L'intérêt du capitaliste est d'adapter son offre à la demande réelle. « S'il produisait du blé avant qu'il y eût une population pour le consommer, le blé baisserait dans sa valeur relative ; le capitaliste se dirait : si je produis du blé, je perdrai, car sa valeur relative tombera ; si je produis du fer en quantité plus grande, on ne me demandera pas l'excédent » (1).

C'es ici qu'apparait la thèse de Ricardo sur les crises. Aucune question plus grave n'a été agitée entre les grands économistes de la première moitié du XIX[e] siècle. C'est là que nous verrons Malthus et Sismondi unis contre Say, Ricardo et son école : c'est là aussi que nous verrons Malthus se séparer de Sismondi, et par là même se révéler une opposition plus profonde : celle de deux conceptions de l'organisation sociale. D. Ricardo, J. B. Say, James Mill, J.-R. Mac Culloch admettent que le rapport naturel d'échange peut être altéré entre certains produits particuliers et les autres, que leur offre dépasse leur demande effective, qu'il y ait crise spéciale de surproduction : ils nient qu'une surproduction générale (*universal glut*) soit possible. Malthus et Sismondi affirment la possibilité de ces crises générales contre les représentants illustres de ce que Malthus appelle la *nouvelle Ecole* : seul des économistes néanmoins, Sismondi pénétrera dans

(1) *Letters of Ricardo to Trower*, p. 129-131.

les profondeurs du problème social, en condamnant l'état caractérisé par la dissociation du capital et du travail ; et nous verrons quels liens l'unissent à Robert Owen lui-même.

Il faut essayer de reconstituer la chaîne des idées.

1. Dans une lettre à Malthus, Ricardo se déclare d'accord avec J.-B. Say pour dire que toute demande de produits est réglée par la production : c'est toujours l'échange d'un produit contre un autre. Le bottier, lorsqu'il échange des souliers contre du pain, exprime par là une demande effective pour le pain, aussi bien que le boulanger forme une demande effective de souliers ; et bien qu'il soit évident que la demande de pain soit limitée par les *besoins* du bottier, il aura toujours, puisqu'il a des souliers à offrir en échange, une demande effective pour d'autres choses, et si ses souliers ne sont pas demandés, il montre par là qu'il n'a pas été gouverné par les vrais principes du commerce, et qu'il n'a pas usé de son capital et de son travail dans la production des marchandises réclamées par la société (1).

James Mill et J.-B. Say disaient en termes plus saisissants encore : on n'achète en dernière analyse les produits des autres qu'avec ses produits : la demande et l'offre s'impliquent, se renferment l'une l'autre ; elles sont coextensives ; dès lors, si certaines marchandises ne se vendent pas, c'est parce que d'autres ne se produisent pas, c'est la production qui seule ouvre des débouchés aux produits (2).

(1) *Letters of Ricardo to Malthus*, 18 déc. 1814, p. 54, c'est après la publication de la 2e édition du *Traité d'Economie politique* de J.-B. Say. Voyez l'édition Guillaumin p. 141 et suiv., les passages vraisemblablement invoqués par Ricardo.

(2) JAMES MILL, *Eléments d'Economie politique*, traduction Pari-

2. Aucune nécessité ne s'impose de produire des choses pour lesquelles il n'y a pas de demande, et dès lors il n'est pas nécessaire qu'aucune d'elles soit au-dessous de son prix naturel. Si la demande de blé est de 1000 mesures exigeant l'équivalent de 833 mesures en dépenses de production, il serait absurde d'en produire 1200 avec 1000 de dépenses, et il serait beaucoup plus judicieux d'employer 833 mesures pour obtenir les 1000 demandées, et d'employer l'équivalent des 166 restant à quelque marchandise de commodité ou de luxe pour laquelle il y aurait une demande. Le même raisonnement s'applique au fer, au drap, etc.

3. Ricardo nie énergiquement que la demande de tous les produits puisse croître en même temps et dans les mêmes proportions, mais le capital d'un pays peut toujours s'employer à produire des marchandises pour lesquelles il y aura une demande (1). La demande pour les produits de luxe, et pour certains services tels que ceux des serviteurs, des jardiniers, des constructeurs, etc., est *illimitée*, ou plutôt n'a de limites que dans les ressources des demandeurs. Si donc, dans le partage du produit brut, les travailleurs, la population restant invariable, obtiennent une plus grande proportion, la demande de certaines catégories de marchandises apparaîtra ou croîtra ; si les employeurs ont une part plus grande, ce sera pour une autre catégorie ; l'accroissement de la demande de certains produits comme le blé

sot, ch. IV, section III, 1821, mais sa formule date de 1808. Voir J. BONAR, *Malthus and his Work*, p. 293.

J. B. Say, *Correspondance avec M. Malthus*, 1820, *Œuvres diverses*, édit Guillaumin, p. 441 ; le même sur la balance des consommations et des productions, 1824 ; ibid., p. 252 et suiv.

(1) *Letters of Ricardo to Malthus*, p. 174.

n'aura lieu, au contraire, que si la population augmente, ce qui accompagne d'ailleurs les progrès de l'aisance des travailleurs ; dans tout état de société, il y aura donc une demande pour certaines marchandises ; ce sera l'intérêt des capitalistes de les produire, parce que l'échange pourra s'en accomplir à leur valeur naturelle relative ; c'est dans cette extensibilité de la demande qu'est la garantie contre les crises générales de surproduction (1).

4. D'une manière générale, il est impossible d'admettre que la société produise de toutes les choses propres à satisfaire ses besoins, une quantité supérieure à celle qu'elle peut consommer. Tout accroissement de demande dépendant en général d'un accroissement d'offre, aucune limite générale n'étant imposée à ces progrès de l'offre, il ne pouvait y avoir d'engorgement général (2).

5. C'est uniquement par suite d'un faux calcul que l'accroissement de production de certaines marchandises anticipe la demande, et provoque une surproduction spéciale. La cause de l'accroissement est évidente, elle est dans la production de choses non demandées, et dans la surproduction de choses qui l'eussent été. L'altération du rapport des valeurs, et le fléchissement des profits sont la sanction et l'indice de ces erreurs spéciales (3).

(1) Je considère les besoins et les goûts du genre humain comme illimités. Nous désirons tous ajouter à nos jouissances et à notre pouvoir. La consommation ajoute à nos jouissances, l'accumulation à notre pouvoir, et tous deux stimulent la demande. *Letters of Ricardo to Malthus*, p. 45.

(2) Say, Balance de la production et de la consommation, *Œuvres diverses*, p. 253.

(3) D. Ricardo, *Principes*, éd. Guill. Mac Culloch, *Principes*, trad., Planche, I, p. 241 et suiv.

6. Il y a un ordre naturel de subordination entre les phénomènes, il appartient au capitaliste de l'observer, et son intérêt personnel est de s'y soumettre : la production, l'offre, obéit naturellement à la demande qui la précède, et cela aussi loin que s'éveillent les besoins humains.

L'intérêt personnel, plus ou moins complètement éclairé, domine donc ici encore toute la statique économique et les crises spéciales de surproduction : nul n'en a, plus nettement que Say, dégagé la philosophie optimiste : « l'intérêt de l'entrepreneur est à chaque époque, et dans chaque situation de se conformer aux besoins du pays, autrement la valeur vénale du produit baisserait au-dessous des frais de production, et l'entrepreneur perdrait. *Son intérêt* garantit donc qu'en chaque produit, les quantités créées ne peuvent d'une manière permanente excéder les besoins. Ce sont donc les besoins qu'il faut faire naître » (1).

Ainsi d'une manière générale, Say, Ricardo et ses disciples concluaient que plus la production sera active, plus les produits seront abondants, et mieux, plus généralement les nations seront pourvues. Jamais, disait Mill, la production ne peut augmenter trop rapidement par rapport à la demande. Il n'y avait d'autre mission pour l'Etat que d'écarter tous les obstacles à la libre opération de l'intérêt personnel ; il n'avait à intervenir d'aucune manière en faveur de la classe des travailleurs ; seul l'intérêt personnel de la classe dirigeante avait à corriger ses propres erreurs de calcul.

Malthus ébranle cet optimisme dans ses *Principes* (1820) et malgré la critique que J.-B. Say dirige contre

(1) SAY, éd., p. 258.

lui la même année (Lettres à M. Malthus), il maintient sa doctrine dans l'article de la *Quarterly Review* (1824), et la dernière édition de son œuvre publiée après sa mort (1836).

1. Les produits ne s'échangent pas toujours contre les produits, au contraire ils s'échangent le plus fréquemment contre le travail productif et les services personnels (travail non productif).

2. Si par l'effet de l'accumulation du capital, une partie des travailleurs non productifs se transforme en travailleurs productifs, que dès lors la production augmente, bien que le nombre des travailleurs reste identique ; qu'en même temps les moyens et la volonté d'acheter diminuent chez les capitalistes et les propriétaires, il y aura une surabondance de tous les produits, et leur valeur baissera relativement au travail.

3. Malthus reproche à Say, Mill et Ricardo de considérer les produits comme des signes algébriques et d'en déterminer les rapports d'uue manière abstraite, au lieu de les étudier dans leurs relations réelles, avec le nombre et les besoins des consommateurs.

Les rapports entre les produits peuvent rester les mêmes ; d'une manière abstraite, des produits différents restent en présence, représentant les mêmes quantités de travail direct et indirect, mais leurs rapports avec les besoins de la société peuvent être profondément modifiés.

4. Ricardo admet que les désirs humains sont illimités, mais, pour les trois quarts de la population du monde, ces désirs sont virtuels, de pures possibilités, et jusqu'à ce qu'ils deviennent actuels, il ne pourra dire qu'il n'y a pas excès de production.

5. Ricardo admettait un cas de surabondance générale,

celui où l'accumulation du capital croîtrait par la renonciation aux consommations de luxe, où dès lors la production de la masse des objets de première nécessité augmenterait plus vite que la population ; il y aurait là engorgement général de ces produits. J. Mill rejetait cette hypothèse (1). Malthus s'en empare. Ricardo croit que la crise ne sera que temporaire, l'accroissement de la population y apportant un remède ; mais Malthus montre quel long intervalle séparera du moment où la population, en âge de travail, pourra rétablir l'égalité de l'offre et de la demande (2).

C'est ainsi qu'en rapprochant la conception abstraite de l'équilibre économique des conditions réelles dans lesquelles il doit s'accomplir, Malthus ébranle les doctrines de ce qu'il appelle l'école nouvelle, celle de Ricardo ; mais s'il s'allie, dans la critique, à Sismondi, sa critique n'atteint pas les fondements mêmes de l'organisation sociale, ce n'est pas là qu'il cherche les causes ultimes des crises périodiques. Sismondi aura seul cette audace.

Le génie inductif de Malthus reparaît dans sa critique de la théorie des crises.

Eloigné de Ricardo par la méthode, il l'est profondément aussi dans la doctrine, et il importe de marquer les divergences les plus générales afin de permettre un jugement d'ensemble.

Malthus différait de l'école de Ricardo sur trois points fondamentaux qu'il a signalés lui-même : la théorie de

(1) James Mill, *Eléments*, trad. Parisot, p. 258-259.

(2) Malthus, *Principes*, édit., Guillaumin, ch. I, section III, p. 278 et suiv. *Quarterly Review*, january 1824, p. 328 et suivantes.

James Bonar, *Malthus and his Work*, p. 292 et suiv.

la valeur, l'influence de la loi de l'offre et de la demande, les causes régulatrices des profits. L'école de Ricardo admettait, en général, que la valeur échangeable des marchandises est déterminée par la quantité de travail *appliquée à leur production* ; que les variations de l'offre et de la demande ne peuvent exercer qu'une influence temporaire sur la valeur des produits, hors les cas de monopole ; que la productivité décroissante du sol est la cause unique des variations du taux des profits. Ces divergences pouvaient trouver une expression plus simple encore : Malthus avait été conduit par ses études à considérer que la valeur des produits est déterminée, non par la quantité de travail qu'ils renferment, mais par celle qu'ils *peuvent acquérir* : il admettait que les variations de l'offre et de la demande peuvent déterminer des changements durables dans la valeur des produits ; il voyait, dans l'accumulation et la concurrence des capitaux, la cause *régulatrice,* dans la productivité du sol, la cause *limitatrice* des profits.

L'opposition se ramenait essentiellement à la théorie de la valeur. Pour Ricardo, la *masse des marchandises* produites par la même quantité de travail restait essentiellement de même valeur, les perturbations dans les *rapports* de valeur n'étaient dès lors que *particulières* et temporaires ; pour Malthus, c'est la valeur de la même *quantité de travail* qui restait essentiellement constante ; au contraire, les marchandises produites par la même quantité de travail, pouvaient varier de valeur, même dans leur ensemble, et ces variations se répercutaient sur les profits.

Pour Ricardo, c'est le changement dans la *valeur du travail* qui était le facteur essentiel du mouvement social de la richesse ; pour Malthus, c'était le changement dans

la valeur du produit du travail; et fidèle à l'induction, il invoquait l'expérience accomplie avant et après la grande guerre (1).

On a vu que Ricardo a dans quelque mesure atténué sa théorie de la valeur ; la durée de l'action de l'offre et de la demande, que Ricardo qualifie de temporaire, présentait peut-être à ses yeux plus d'élasticité que ne l'admet Malthus.

Mais pour tous deux, l'encouragement ou le découragement de la production dépendait immédiatement du taux des profits, auxquels ils assignaient des modificateurs distincts. Le profit était pour les deux grands théoriciens de la phase capitaliste naissante, le *gond puissant* sur lequel tourne tout capital productif.

On a vu que l'ordre naturel de subordination des phénomènes exclut, aux yeux de Ricardo, toute surproduction générale, parce que l'intérêt du capitaliste lui prescrit de le suivre, et que cet ordre tend d'une manière générale et constante à être suivi dans un monde abstrait ; cependant n'est-il pas troublé, profondément et constamment, dans l'état historique qui se déroule sous les yeux des économistes? Sismondi le soutiendra contre Ricardo, il soutiendra que des forces irrésistibles pourront déterminer l'inversion même de cet ordre naturel, et avec elle des crises générales, et plus encore, franchissant la limite où Malthus est resté, il recherchera la cause ultime de ces perturbations de l'équilibre mobile de la vie des nations, dans la dissociation et l'insolidarité du capital et du travail même ; les phénomènes de répartition seront à la base; ainsi le problème social sera posé tout entier, et ce sera la portée considérable de

(1) *Quarterly Review*, january 1824, p. 332-333.

l'œuvre critique de Sismondi. Ainsi aussi il attachera la qualification redoutable de *chrématistique* à la science, dont Mac Culloch exprime les tendances par des formules comme celle-ci : « augmenter la reproduction annuelle, la porter aussi loin qu'elle peut aller, en débarrassant de toutes entraves, et en animant l'activité des hommes, voilà le grand but que doit se proposer le gouvernement » (1).

§ 4. **La théorie de l'impôt de Ricardo et la répartition des richesses.** — Ricardo attachait une grande importance à la théorie de l'impôt, et regrettait avec Turner que les économistes de son temps y donnassent peu d'attention (2). Il reprochait aux hommes d'Etat de se préoccuper beaucoup plus du produit à tirer des taxes, que de leur influence sur la prospérité et les ressources du pays. M. Leslie Stephen a montré à quel point l'aggravation des charges publiques, pendant la grande guerre, rendait cette étude nécessaire (3). Mais en appelant les lumières de la science pour éclairer complètement l'opinion, et opposer sa force aux gouvernements, Ricardo se croyait incapable de produire l'œuvre scientifique dont il proclamait la nécessité (4). Les considérations qu'il a publiées se lient intimement, dans ses *Principes*, à la répartition même du produit annuel de la terre et de l'industrie, et sa préoccupation est de rechercher comment cette répartition peut être modifiée par l'impôt, qui n'est autre chose que la portion de ce produit mise à la disposition du gouvernement. La science des finances

(1) MAC CULLOCH, *Principes d'économie politiques*, trad. de Planche, I, p. 242.
(2) *Letters of Ricardo to Malthus*, p. 164.
(3) LESLIE STEPHEN, *English Utilitarians*, II, 194.
(4) *Letters of Ricardo to Trower*, p. 163.

est subordonnée, dans la pensée de Ricardo, à l'économie politique, et rien ne le montre mieux que ce passage d'une lettre à Trower : « A l'égard de l'impôt, un large champ est ouvert à ceux qui songeront patiemment à éclairer le public ; mais le premier pas doit être de faire connaître les principes de l'économie politique, et c'est ce qui reste à accomplir ». Sans des notions correctes sur la rente, nul ne comprendra qu'un impôt sur le sol ne retombe finalement sur le propriétaire, et c'est en vain qu'on discutera jusqu'à ce que la nouvelle doctrine sur la rente soit admise (1). C'est pourquoi la théorie de l'impôt forme la seconde partie des *Principes*, c'est pourquoi son exposé reproduit la classification de la première partie de l'œuvre. L'incidence et la répercussion des divers impôt spéciaux sont le principal objet des recherches de Ricardo, et l'exposé des causes générales qui tendent à réduire les profits, trouve son complément naturel dans la théorie de l'impôt ; le progrès de la taxation y concourt seul d'une manière permanente avec la loi du rendement décroissant du sol (2).

Une distinction fondamentale marque la limite normale du domaine de l'impôt. Tout impôt atteint effectivement le capital ou le reveuu, qu'il ait ou n'ait pas d'ailleurs nominalement pour assiette le capital ou le revenu. S'il frappe le capital, il diminue proportionnellement le fonds destiné à l'entretien de l'industrie du pays, et dont l'importance règle le développement qu'elle peut recevoir. De plus, il altère la distribution normale du capital. S'il frappe le revenu, la production se maintient, mais il affaiblit l'accumulation du capital, et contraint

(1) *Letters of Ricardo to Malthus*, 9 nov. 1819, p. 164.
(2) *Letters of Ricardo to Trower*, 25 sept. 1819, p. 83-84.

le contribuable à réduire sa consommation d'objets de luxe. De là, le principe dirigeant de Ricardo, qu'il est de l'intérêt de tout gouvernement, de ne jamais lever des impôts atteignant inévitablement les capitaux. Une seconde proposition générale précise la première. Les Physiocrates avaient soutenu que c'est le produit net de la terre qui seul supporte finalement l'impôt. Ricardo, avec une notion élargie de la production nous dit : c'est au moyen du revenu net de la société que s'acquittent les taxes (1). Le revenu net c'est l'excédent du revenu brut, de l'ensemble du produit annuel de la terre et de l'industrie, au delà des frais nécessaires de la production. C'est là, et non dans le revenu brut, qu'il faut chercher la mesure des facultés de payer l'impôt (2). Nulle part, peut-être, Ricardo n'a rendu plus saisissantes les conséquences de sa tendance à l'abstraction, et de son rigide individualisme. L'intérêt fiscal considéré à part des autres aspects de l'intérêt social, au seul point de vue de la puissance de la nation, en devient l'expression unique, et la société elle-même est conçue à l'image d'un capitaliste individuel mû exclusivement par l'intérêt personnel (3). Qu'importe au capitaliste individuel que son capital entretienne 100 ou 1000 travailleurs, si ses profits restent les mêmes ; la société à son tour n'entretiendra-t-elle pas autant de travailleurs non productifs, dans ses armées et ses flottes, si son revenu net reste le même, bien que le revenu brut puisse nourrir un nombre plus ou moins grand de travailleurs productifs ?

Ce sera là l'un des aspects d'une science économique

(1) *Principes*, ch. XXXII, trad. édit. Guillaumin, p. 390.
(2) *Ibid.*, ch. XXVI, p. 320.
(3) *Ibid.*, p. 317-318.

détachée de la sociologie et de l'éthique, où la richesse plutôt que l'homme à qui elle est destinée semble la fin à poursuivre. Il en est un autre. C'est que placé au point de vue d'une entreprise capitaliste, on est conduit à considérer les travailleurs comme moyens de production, et cette conception se projette dans la théorie de l'impôt. Le salaire est rejeté en dehors du revenu net. C'est qu'en effet les frais nécessaires de la production sociale se ramènent aux salaires, d'après Ricardo, *quand ils sont modérés*. De là une troisième proposition : des trois parts entre lesquelles se divise le produit de la nation : le salaire, le profit, la rente, ces deux dernières supportent seules l'impôt. Le salaire en tant qu'exprimant les frais de production nécessaires en sera exempt.

C'est dans la détermination de ce plan horizontal qui sépare le revenu, atteint par l'impôt, du salaire exempt de l'impôt, qu'apparaissent les difficultés d'interprétation de la théorie de Ricardo. C'est là qu'il faut rendre sa vraie pensée ; on doit distinguer ici le salaire nécessaire du salaire naturel, et celui-ci du salaire courant. « Supposons, dit Ricardo, que le travail d'un certain nombre d'hommes *soit nécessaire* pour créer cette valeur (du produit brut), et qu'enfin le *strict nécessaire* de ces ouvriers exige une dépense de 10 millions, je dirai dans ce cas, que le revenu brut de la société est de 20 millions et son revenu net de 10 millions (1). L'emploi des termes *strict nécessaire*, objets de *première nécessité* (2), comme expression de salaire réel, a porté à penser qu'aux yeux de Ricardo c'est un *minimum physique*, invariable, de subsistances, qui constitue le salaire exempt d'impôt,

(1) *Principes*, trad., édit. Guill., p. 390.
(2) *Ibid.*, p. 186.

le *minimum* d'existence, le salaire nécessaire soumis à l'inflexible loi d'airain » (1).

Mais il résulte d'autres textes de Ricardo, qu'il parle de salaire *naturel*, mobile dans le temps, suffisant à un moment donné pour faire subsister et perpétuer la population ouvrière (2). Les termes ci-dessus cités : *quand ils sont modérés*, portent aussi à penser qu'il s'agit d'un *minimum* historique, variable avec le *standard of life* (3). En quelque point qu'il soit fixé par l'habitude, et par la coutume, il se maintient aux yeux de Ricardo, sans même que les énergies individuelles s'appuient sur l'entente collective des ouvriers. Le *standard of life* tend ainsi, d'une manière constante, à se soustraire à l'impôt, et à marquer la distinction du revenu imposable et des frais nécessaires de production. Il n'en sera plus de même pour le salaire courant, qui dans la marche de la civilisation, peut se maintenir plus haut pendant un temps déterminé (4). Après avoir supposé que le produit national vaille 20 millions, et que le strict nécessaire des ouvriers s'élève à 10 millions, Ricardo ajoute : « Je dirai, dans ce cas, que le revenu brut de la société est de 20 millions et son revenu net de 10 millions. Il ne résulte pas cependant de cette hypothèse, que les ouvriers ne *doivent* recevoir que 10 millions pour leur travail : ils pourraient recevoir 12, 14 ou même 15 millions, et entrer ainsi en partage du revenu net, pour une somme de 2, 4 ou 5 millions (5). » Et caressant une telle hypothèse, il

(1) H. Schmidt, *Die Steuerfreiheit der Existenzminimums*, p. 52 et suiv. et Ashley, *Economic Journal*, I, 485, 1891.

(2) *Principes*, trad., p. 194, et surtout p. 128.

(3) Cf. *Introductory-Essay*, de Gonner aux *Principles*, p. 42.

(4) *Principes*, trad., p. 68.

(5) *Ibid.*, p. 390.

ajoute ailleurs : « La situation de la société en sera améliorée, elle pourra supporter avec bien plus de facilité les mêmes taxes en argent. Seulement, ce qui est infiniment désirable et heureux, la situation *de la classe la plus importante, la plus utile de la société*, sera précisément celle qui s'améliorera le plus, sous l'influence de cette nouvelle distribution (1). » L'ouvrier participera dès lors à l'impôt, dans la mesure où il participera au revenu net. C'est avec ces distinctions rigoureuses qu'il faut interpréter les autres thèses de Ricardo sur la répercussion de l'impôt, et ce qui est désormais en pleine lumière, c'est que l'impôt, étant acquitté par le revenu net, atteindra soit la rente foncière et le profit, soit l'excédent du salaire sur le *standard of life*. C'est ici aussi que prend place la thèse à laquelle Ricardo assignait un intérêt *immense* (2), parce qu'elle s'attache aux conditions de capacité d'acquitter l'impôt, pour une nation pliant sous le faix d'une dette énorme : si les subsistances comprises dans le salaire naturel, et consommées aussi par les autres classes de la société, baissent de valeur, soit par un accroissement intérieur de puissance productive, soit par la possibilité d'importer des subsistances à des prix moins élevés, bien que la rente fléchisse, avec les prix, le produit net imposable pourra s'accroître et, avec lui, la capacité contributive de la nation, sans que son degré de bien-être soit atteint. Ricardo consacre un chapitre presque entier des *Principes*, à cette démonstration liée intimement à la liberté des échanges (ch. XXXII). Ce qui importe ici, comme expression de la faculté imposable, ce n'est pas la grandeur absolue du revenu en argent,

(1) *Principes*, p. 392.
(2) *Œuvres*, trad., éd. Guillaumin, p. 3 et p. 391.

c'est cette grandeur *relativement* à la valeur en argent des subsistances habituellement consommées, c'est-à-dire, surtout, à l'égard des salaires et des profits, du *standard of life*, du salaire naturel.

Ces considérations éclairent la proposition fameuse que tout impôt sur le salaire retentit sur le profit. La question se pose, abstraction faite de la rente foncière, parce que celle-ci n'existe pas dans les frais de production, et que pour les produits ne donnant pas de rente, le profit et le salaire peuvent seuls être affectés.

Il peut s'agir d'impôts frappant des produits, ou d'impôts atteignant directement les salaires ou les profits. Les premiers de ces impôts peuvent être sans action au moins prochaine sur l'offre des produits, et n'en pas diminuer la quantité ; dans ce cas, la demande restant la même, leur valeur reste invariable : c'est ce qui peut avoir lieu à l'égard du produit des mines d'or destiné à la circulation monétaire (1), à l'égard des maisons (2). L'offre ne pouvant se réduire, l'impôt retombe alors sur le loyer des mines et des maisons, et non sur les profits. Mais les impôts sur les produits consommables contractent l'offre en général, à peine de rompre la continuité de la production : leur prix s'élève et la charge de l'impôt est immédiatement transférée au consommateur ; mais la translation finale dépend de leur nature : les impôts sur le luxe restent à la charge des consommateurs,

(1) *Principes*, trad., ch. XIII, p. 171, ch. XIV, p. 172.

(2) *Principes*, trad., ch. XVI, p. 201. L'incidence est tellement certaine à ses yeux que dans une lettre à Trower, où il hésite à taxer directement le profit qui ne peut être exactement déterminé et exige une minutieuse inquisition, il dit que c'est une question de savoir s'il ne vaudrait pas mieux le taxer indirectement en imposant le salaire ou les subsistances nécessaires. *Letters of Ricardo to Trower.*, p. 105.

ils ne hausseront pas le salaire, celui-ci peut en supporter une part, s'il s'élève au-dessus du taux naturel ; les impôts sur les produits nécessaires à la vie tombent en partie sur les riches, mais pour la plus grande partie sur ceux qui vivent de salaires. La seule différence entre un impôt direct sur les salaires, et un impôt sur les objets de première nécessité, c'est que celui-ci est nécessairement suivi de la hausse des prix. La répercussion dernière s'en opère sur les profits. La thèse fondamentale de Ricardo est que le salaire naturel, déterminé par les causes générales, doit être considéré comme fixe, comme immuable. C'est l'idée maîtresse à laquelle il faut toujours revenir, c'est la condition de la continuité de la production, de la stabilité de l'équilibre. Telle est la puissance généralisatrice de Ricardo qu'il importe peu, *à l'exception de l'effet immédiat*, que l'impôt pèse directement sur le salaire ou le profit. Ces mots : *à l'exception de l'effet immédiat*, marquent, dans ce raisonnement abstrait, la place de la réadaptation plus ou moins lente et pénible des prix à l'impôt, du salaire aux prix. La théorie du fonds prédéterminé des salaires subit une manifeste altération, ou plutôt c'est le produit du travail qui apparaît en définitive comme le vrai fonds, plus flexible, à partager entre le salaire et le profit. Au moment où un impôt sur les salaires est établi, *l'état des fonds destinés à l'entretien des travailleurs est précisément suffisant pour les besoins de la population* (1). Quel sera l'effet de l'impôt ? L'offre de travail restera la même puisque la population est la même ; la demande de salaire, qui en est inséparable, est fondée sur le même *standard of life* inflexible mais dont le prix s'élève ; la

(1) Ricardo, *Principes*, édit. Guillaumin, p. 194.

demande de travail reste, ce que niera Say, sensiblement la même, et, ici, Ricardo expose que l'impôt sera consacré à rémunérer des travailleurs nécessaires, bien qu'improductifs, l'État fera concurrence aux entrepreneurs, l'offre des salaires, ou le fonds des salaires, devra s'élever, et ce ne peut être qu'aux dépens du produitn et, ici des profits. L'impôt général sur les salaires est un impôt sur les profits. Ici Mac Culloch, le disciple fidèle, a été moins rigide que le maître. Il n'admet la répercussion inévitable sur les profits que si le salaire naturel se ramène au salaire nécessaire, à ce qui suffit strictement à soutenir le travailleur et sa famille ; hors de là le salaire peut être frappé d'une manière durable, et le *standad of life* s'abaisse (1). Dans une note de la troisième édition des *Principes*, en maintenant la même répercussion dans le texte (2), Ricardo reconnaît que l'expression est peut-être trop rigoureuse (3). Cette atténuation de ce que Seligman appelle la *doctrine absolue*, est confirmée par les notes manuscrites de Ricardo (4). La pensée abstraite a ainsi fléchi.

L'impôt ne pourra être finalement perçu aux dépens de la rente du propriétaire. Ici aussi, après avoir combattu Buchanam, Ricardo combat Smith. Selon la thèse de Smith, reflet de celle des Physiocrates, l'impôt sur les salaires ou les profits retentit sur la rente du propriétaire, le fermier étant en état de moins lui donner.

(1) *Edimburg Review*, January, 1820, cité par HOLLANDER, *Letters of David Ricardo to Mac Culloch*, note p. 59-61.

(2) RICARDO, *Principes*, édit. Guillaumin, 318.

(3) RICARDO, *Principles of Political Economy and Taxation*, édition Gonner, p. 336. La note ne figure pas dans l'édition française.

(4) HOLLANDER, *Letters of Ricardo to Mac Culloch*, introduction et p. 60. SELIGMAN, *On the Shifting and Incidence of Taxation*, ch. II, et p. 76.

Ricardo, dans sa réfutation, s'appuie sur la théorie nouvelle de la rente. La rente ne fait pas partie du coût de production. Il y a des capitaux considérables appliqués à la culture des terres, qui ne paient pas de rente au sens de Ricardo, et dont le coût de production règle le coût du marché; pour celles-là l'impôt ne peut être compensé par la réduction de la rente, il ne pourrait l'être que par la hausse des prix; mais si l'impôt sur le salaire est général, la hausse de tous les prix ne peut avoir pour effet de soustraire les entrepreneurs capitalistes, agricoles ou industriels, au fardeau de l'impôt; consommant les produits les uns des autres, ils restent après la hausse dans les mêmes situations relatives, d'une part; de l'autre, la question se pose entre eux et les travailleurs dont le *standard of life* est conçu comme immuable, et dont le salaire s'élèvera partout dès lors, aux dépens des profits.

La même théorie éclaire l'impôt sur la rente foncière, c'est-à-dire le prix de la jouissance des facultés productives naturelles du sol, inégalement réparties. Les terres les moins fertiles ne donnant pas de rente ne paieront pas l'impôt, il n'y aura dès lors aucune raison de hausser le prix des produits agricoles; les terres donnant une rente seront seules atteintes par l'impôt, et le propriétaire ne pourra le reporter sur personne. Cette théorie ne s'applique rigoureusement qu'à la rente; le fermage payé par le locataire renferme, outre la rente, l'intérêt de tous les capitaux engagés dans le sol et les constructions; un impôt sur les fermages pourrait donc atteindre des terres ayant une rente et d'autres n'en ayant pas, il se diviserait dès lors théoriquement et pratiquement dans sa répercussion, à peine d'atteindre le fermier dans ses profits ordinaires; une partie serait supportée

par les propriétaires, une autre devrait rejaillir sur les consommateurs des produits. La dîme diffère elle aussi de l'impôt sur la rente, elle affecte des terres qui ne paieraient pas cet impôt, et elle détermine la hausse des prix, ce qu'il ne fait pas. Sous le nom d'impôt foncier, (land tax) Ricardo comprend des formes d'impôts fort différentes au point de vue de leurs effets : l'impôt sur la rente d'abord, dont il est question plus haut ; l'impôt proportionnel au produit agricole qui se confond avec la dîme ; enfin l'impôt proportionnel à la surface cultivée, quelle qu'en soit la fertilité. Un tel impôt frappant également les terres les moins fertiles hausserait les prix, mais par là même il éléverait la rente des terres fertiles, et méconnaîtrait la règle de Smith, suivant laquelle l'impôt doit faire sortir des mains du peuple le moins d'argent possible, au delà de ce qu'il rapporte au Trésor. Le consommateur en paierait une partie aux propriétaires favorisés ; on peut soutenir avec M. Gonner que de nouveaux capitaux appelés sur les terres fertiles, donneraient les mêmes profits, détermineraient l'abandon des terres les plus pauvres, par suite la baisse des prix et de la rente (1) ; mais l'effet immédiat de cet impôt hypothétique serait bien celui qu'indique Ricardo.

Nous nous sommes appliqué dans ce qui précède à montrer les rapports de la théorie de l'impôt de Ricardo avec sa théorie de la répartition des richesses, et l'unité de l'œuvre, à travers les négligences et le désordre de l'exposition, éclate dans toute sa vigueur et sa netteté. Ainsi pour la méthode ; ce que Roscher et Seligman

(1) Gonner, *Principles of Ricardo*, note, page 163. *Introductory Essay*, § 21.

appellent les éclatantes abstractions de Ricardo (1) y abonde. Les influences secondaires qui troublent ou retardent l'opération des causes générales sont ou écartées ou à peine mentionnées.

CRITIQUE

de la science des richesses.

Simonde de Sismondi.

V. — L'ŒUVRE CRITIQUE DE SISMONDI

§ 1. — La phase de l'histoire des doctrines économiques et socialistes, à laquelle nous sommes parvenus, est caractérisée par une réaction énergique et complexe contre la science telle que les efforts successifs d'Adam Smith, de Malthus, de Ricardo l'ont constituée. Elle se présente à nous comme une œuvre synthétique puissamment déduite de trois lois fondamentales auxquelles ces grands penseurs ont attaché leurs noms : une loi dérivant de la nature morale de l'homme, — loi psychologique, — une loi dérivant de la nature physique de l'homme, — loi biologique, — une loi dérivant des propriétés du milieu extérieur, sur lequel s'exerce l'activité productrice de l'homme, — loi physico-chimique.

Nous avons vu Adam Smith tenter de rompre cette association profonde du droit naturel et du mouvement social de la richesse, reconnue par les Physiocrates, et par laquelle l'économie politique apparaissait comme une véritable sociologie économique. Il s'applique à

(1) Seligman, *On the shifting and incidence of taxation*, 1892, page 38.

mettre en pleine lumière le principe permanent de toute l'activité économique des nations : l'intérêt personnel ; c'est de l'opération sans contrainte, dans des conditions d'absolue liberté, de ce principe d'action, guidé à ses yeux par une main invisible, qu'il attend la réalisation de l'ordre et du progrès dans la société économique. Malthus a considéré l'homme comme animé d'une tendance uniforme et constante à multiplier son espèce plus rapidement que les subsistances, et à ébranler par là l'équilibre fondamental entre la société et son milieu physique : c'est-à-dire la condition essentielle de la vie collective. Le seul frein de la population que la raison et la morale puissent reconnaître, Malthus l'a placé dans l'individu lui-même, dans un effort persistant pour discipliner ses instincts. Ricardo, coordonnant le principe d'action d'Adam Smith, la loi de population de Malthus, et la loi formulée par Turgot, par West et par Malthus, la loi de productivité décroissante des agents naturels, qui exprime la résistance croissante de la nature à répondre aux besoins de subsistance de l'homme et à ses efforts productifs, a présenté une théorie générale et synthétique de la répartition des richesses, qui restera comme l'un des monuments les plus remarquables de la pensée abstraite. C'est ainsi qu'au point où nous sommes parvenus, l'intérêt personnel est le moteur unique de tout le développement progressif de la production des richesses, et la contrainte morale personnelle est le régulateur, en dernière analyse, de leur répartition. Pour Adam Smith, l'Etat a pour fonction fondamentale d'assurer la libre opération du moteur social. Pour Malthus et Ricardo, aucune intervention positive de l'Etat n'est jugée admissible en faveur des plus faibles dans la lutte économique, aucune discipline de l'individualisme, aucun

frein à la concurrence. La réaction qui se produit alors et dont nous abordons l'histoire présente plusieurs formes auxquelles se rattacheront encore, plus ou moins modifiées, les écoles contemporaines, en lutte contre l'école de la liberté naturelle et de l'ordre naturel. D'une part, en persistant à se rattacher à l'enseignement d'Adam Smith mais en y apportant des modifications profondes, elle prendra une direction morale ou éthique, en subordonnant la considération de la richesse à celle de l'homme.

En se plaçant plus exclusivement au point de vue de la méthode scientifique, et en se prononçant surtout contre la tendance abstraite de l'école classique et la prédominance des méthodes déductives, elle prendra une direction inductive et historique : cette direction se lie d'ailleurs à la première. Enfin, condamnant, lorsqu'il est exclusif, et même déclarant fondamentalement faux et funeste à la société le principe dirigeant de l'intérêt personnel et de la concurrence *illimitée*, elle prendra la direction *socialiste*, en cherchant souvent à l'origine un fondement exclusif et absolu dans un sentiment opposé à l'égoïsme : l'altruisme.

A mesure que l'on s'éloigne de l'époque où vécut Sismondi, on apprécie mieux l'influence considérable qu'il a exercée, on marque mieux sa place dans l'histoire des idées. Sa grande et noble figure se détache aujourd'hui éclairée de toutes les lumières de la critique moderne, et, chose étrange, son influence n'a jamais été aussi profonde et aussi manifeste pour quiconque a saisi la marche des idées, qu'au moment où son œuvre paraît complètement oubliée. Il pénétra partout l'économie politique du sentiment humain, il contribua à donner à des économistes illustres la direction fondamentale de leurs préoccupations. J.-S. Mill lui dut en partie, à mes yeux,

d'avoir assigné à la répartition des richesses la place qu'elle occupe dans ses *Principes*, et surtout son caractère historique et modifiable. Thornton a vraiment illustré sa théorie de la Population. Son œuvre a puissamment fortifié la partie critique du socialisme : ainsi l'école Saint-Simonienne y a d'après moi largement puisé. Tout le système des contradictions économiques de Proudhon est peut-être contenu dans son antinomie de la valeur d'usage et de la valeur d'échange (1). Karl Marx s'est assurément pénétré de ses vues sur la plus-value, sur le fonds des salaires, sur les crises et sur la population. Quant aux socialistes de la chaire et aux réformateurs sociaux, tels surtout qu'Emile de Laveleye, leurs doctrines sont le rayonnement dernier de la pensée de Sismondi, et le *moment éthique* de la science, la subordination de l'économie politique à la morale, ont été préparés ou poursuivis par lui, il y a plus de trois quarts de siècle : et je ne vois pas qu'on lui rende dans cette école une justice suffisante (Scheel, notice trop courte. Kautz, beaucoup plus belle et importante).

J.-Ch. Léonard Simonde de Sismondi était né à Genève le 9 mai 1773. Sa famille était originaire de Pise et avait émigré en Suisse vers la fin du XVe siècle. Son nom primitif s'était altéré, et Sismondi s'était transformé en Simonde. C'est notre philosophe lui-même qui reconstitua sa généalogie, et ajouta *de Sismondi* au nom de

(1) C'est le fond de la Chrématistique pour Sismondi. Voir ses *Etudes sur l'Economie politique*, Bruxelles, 1838, II, 162. L'antinomie de la valeur d'échange et de la valeur d'usage est *intime* à la nature des choses, et comme le concept de valeur est le point de départ de l'économie politique, il s'en suit que tous les éléments de la science sont contradictoires en eux-mêmes. PROUDHON, *Système des contradictions économiques*, I, 42.

Simonde, qu'il porte encore exclusivement dans ses premiers écrits. Son père, Jean Simonde, était pasteur évangéliste : des pertes d'argent considérables qu'il subit le déterminèrent en 1793 à émigrer en Angleterre, mais après 18 mois de séjour, il revint à Genève avec sa famille. Cette ville était livrée à la guerre civile : Jean Simonde se retira alors en Toscane, où il acheta un domaine à Pescia, dans le val de Nievole, qui devait laisser une impression si profonde sur l'esprit de son fils. Mais les déchirements politiques de la Toscane ramenèrent les Simonde une fois encore à Genève. Ce fut là que devait se dérouler la plus grande partie de la vie intellectuelle de Sismondi. C'est là qu'il publia en 1801 son essai sur l'*Agriculture toscane*, et en 1803 son essai sur la *Richesse commerciale*. Le mérite de ce livre lui valut de la part de l'empereur Alexandre l'offre de la chaire d'économie politique à l'Université de Wilna. Il la refusa. C'est à cette époque que l'histoire devint l'objet prépondérant de ses études. La publication de l'*Histoire des républiques italiennes*, commencée en 1807 et de l'*Histoire des Français*, achevée à quelque temps de sa mort, devait embrasser trente-cinq ans de sa vie. Il était devenu l'un des hôtes de Mme de Staël à Coppett, et il accompagna cette femme illustre dans les voyages qu'elle fit en Italie et en Allemagne.

En 1811, Sismondi donna à Genève un cours public, d'où sortit son livre sur les littératures du midi de l'Europe. Après le retour de Napoléon de l'ile d'Elbe, il défendit l'acte additionnel aux constitutions de l'Empire ; il nous est resté le récit d'une entrevue très intéressante avec Napoléon. En 1819, il fit un séjour en Angleterre et s'y maria. Le tableau de la situation économique de l'Angleterre, ébranlée par des crises répétées et terribles, devait faire sur son esprit une impression aussi forte

que le tableau riant de l'agriculture toscane. C'est alors qu'il donna la première édition de ses *Nouveaux principes de l'économie politique*. De 1836 à 1838 parurent ses études sur les sciences sociales qui embrassent son *Essai sur les constitutions des peuples libres* et une série d'*Essais sur l'économie sociale*. Il mourut le 25 juin 1842.

La triple nationalité de Sismondi, à la fois italien, suisse, français, les liens étroits que son mariage et des séjours répétés lui avaient fait contracter avec l'Angleterre, contribuèrent à donner à Sismondi cette largeur de vues, qui est l'un des traits de son œuvre.

La nature l'avait doué d'une sensibilité profonde, et d'un besoin irrésistible d'aimer et d'être aimé, et il eut une mère dont la tendresse vigilante et éclairée sut donner à son cœur un aliment inépuisable. C'est elle qui fut son guide et sa confidente de chaque jour, et l'on assure que c'est elle aussi qui le dirigea vers l'étude de l'histoire.

M. René Taillandier a publié, en 1863, une correspondance inédite de Sismondi avec Mme de Staël, Mme de Souza, Mme d'Albany, l'amie d'Alfieri, où son âme se peint tout entière. En 1810, il écrivait à cette dernière : « Quelque douleur que je puisse éprouver pour tous ceux que j'aime, elle n'égalerait pas celle que j'éprouverais en n'aimant pas ; il me semble que je tiens si peu de place, que j'ai si peu de motifs de vivre, qu'il faut me dire ou me faire croire sans cesse que je suis nécessaire à un autre, pour que je sois nécessaire à moi-même ; le découragement est sans cesse à la porte, et je n'ai plus assez de vie intérieure pour me passer un instant de celle que les autres me prêtent (1). »

Si la vie des autres devait venir animer son être, s'il

(1) *Corresp.*, p. 119.

ne puisait l'énergie de vivre que dans la certitude de dépenser sa vie pour les autres, assurément il s'est rencontré assez d'infortunes à soulager, et d'iniquités à flétrir, pour qu'elles aient réussi à animer, pendant un demi-siècle la pensée et la plume d'un homme dont le cœur n'a battu que pour l'humanité. Des peuples entiers l'ont eu pour défenseur et pour interprète : les paysans de la campagne romaine, écrasés par la grande propriété, les pauvres Irlandais décimés par la famine, les paysans gaéliques de l'Ecosse chassés par leurs maîtres, les ouvriers manufacturiers de l'Angleterre expulsés de l'atelier par les machines, les nègres esclaves des colonies ont excité sa compassion et son indignation, et son éloquence justicière sut émouvoir et indigner l'Europe avec lui.

Cette puissance du sentiment de justice transportée dans l'histoire, dans la science économique et dans la science politique, se traduisit par une discipline inflexible de son esprit, par un scrupuleux examen, par un retour incessant à l'expérience et à l'observation des faits : « Je n'ai, dit-il en terminant sa laborieuse *Histoire des Républiques italiennes*, épargné aucune peine pour arriver à la découverte de la vérité. » C'est ce besoin insatiable de pénétrer jusqu'à l'âme des faits, cette défiance persistante de soi-même, qui ont largement servi à donner une unité imposante à sa vie de penseur. Dès 1797, à Val di Nievole, il trace le plan de ses *Recherches sur les Constitutions des peuples libres*; cette préoccupation dominera toutes ses entreprises scientifiques : l'histoire des républiques italiennes en forme un chapitre immense, dont l'élaboration se prolonge de 1798 à 1818, et l'*Histoire des Français* s'empare de lui dès 1819 pour le tenir jusqu'à 1842 à quelques jours de sa mort. L'ouvrage même, dont la méditation avait traversé ces vastes tra-

vaux historiques, ne paraît qu'en 1837, comme première partie de ses *Etudes sur les sciences sociales* : et dans la préface il ressaisit les anneaux de ses études sur les Constitutions des peuples libres, qu'il a forgés dans sa jeunesse.

Ses travaux économiques se développent dès l'origine parallèlement à ses travaux historiques et politiques. L'un de ses biographes anglais a dit justement que Sismondi s'occupa toujours d'économie politique, comme d'un commentaire perpétuel sur l'histoire (1).

Ces mots expriment rigoureusement la vérité même. L'observation des populations agricoles de Toscane, dont le bonheur paisible l'avait vivement impressionné, lui avait inspiré le premier ouvrage qu'il publia en 1798. Son *Essai sur la richesse commerciale* fut publié en 1803, pendant l'élaboration de l'*Histoire des Républiques italiennes*. A l'époque où le dernier volume de cette histoire va paraître, en 1817, il donne l'article *Economie politique* à l'*Encyclopédie anglaise* de Brewster ; c'est là qu'il esquisse les doctrines nouvelles qui deux ans après, en 1819, formeront la structure de ses *Nouveaux principes de l'économie politique* ; il laisse passer huit ans alors : il les consacre à la vérification de ses doctrines dans les faits qui se déroulent sous ses yeux, et la seconde édition, de 1827, est la consécration même de la Révolution qu'il tente d'accomplir dans la science. Les fragments économiques qu'il a soit disséminés dans des Revues, soit gardés en manuscrit et qui renferment, pense-t-il, les principes d'une science nouvelle, viennent se coordonner, en 1837, dans la seconde partie de ses *Etudes sociales*, pour donner à sa conception de l'asso-

(1) *Revue britannique*, 1842, p. 69.

ciation politique, et à sa conception de la richesse, une expression définitive et synthétique.

On le voit par ce qui précède, le droit, le droit public surtout, et la politique restent toujours associés à l'économie politique dans ses études scientifiques. L'histoire qui représente, dit-il quelque part, aux sociétés à venir, les résultats de toutes les théories, de toutes les expériences des sociétés passées, l'histoire embrasse pour lui, dans leurs relations, les changements qui s'opèrent dans les conditions économiques, politiques, dans la législation, les mœurs, la religion d'un peuple. Qu'on lise les admirables conclusions de l'*Histoire des républiques italiennes*, et l'exposé des causes de la décadence de l'Italie, et l'on comprendra que Sismondi est un véritable sociologiste.

Je lis dans son *Essai sur la richesse commerciale* ces belles lignes : « En même temps qu'en mesurant sa vie et ses forces, l'homme sent l'impossibilité de tout connaître — quand il n'examine que ses facultés, il voit qu'elles sont faites pour tout concevoir. »

Il conçut en effet le vaste ensemble des relations qu'embrasse la sociologie statique et dynamique, mais les deux seuls grands faisceaux qu'il en transporte dans ses études théoriques sur les sciences sociales, ce sont la théorie de l'association politique et de la constitution politique au sens le plus élevé du mot, et les principes théoriques de la science économique, et plus spécialement, la théorie de la *distribution* ou *répartition des richesses* ; il lui arrive même de définir par là l'économie politique dans son ensemble.

Le Droit et l'Economie politique, ce sont si bien les deux aspects irréductibles de sa pensée sociale, que dans aucun de ses travaux on ne les trouve séparés. L'*Essai*

sur la richesse commerciale, malgré le succès éclatant qui l'accueillit, fut pour ainsi dire répudié par Sismondi ; on rapporte même qu'il ne le fit point figurer sur la dernière liste de ses travaux. Eh bien, dans cet ouvrage finalement dédaigné, même, on le voit embrasser sous le nom de *science du gouvernement*, la connaissance des moyens de procurer aux peuples la plus grande masse de liberté, de sûreté, de tranquillité et de vertu, de richesse, de santé et de force dont ils puissent jouir simultanément. Il divise cette science en deux parties : la haute politique qui a pour objet les principes de la constitution du gouvernement, l'établissement de la liberté et de l'ordre, — l'Economie politique, qui a pour objet l'établissement d'une législation économique et financière élevant la nation, par la richesse et la puissance, au plus haut degré de prospérité.

Cette division de la science du gouvernement prend un caractère plus précis et plus saisissant dans les *Nouveaux principes de l'économie politique* : il la rattache en effet visiblement à la division fondamentale des fonctions, que présente l'organisme individuel, et à la double classe des besoins qui s'y rattachent : les fonctions et les besoins de la vie de nutrition — les fonctions et les besoins de la vie de relation. La haute politique se propose pour objet le perfectionnement moral et intellectuel de l'homme : elle enseigne à donner aux nations une constitution qui étende sur tous les bienfaits de la liberté, des lumières, l'influence des vertus et des espérances ultra-terrestres (1). L'Economie politique se proposera pour objet le bien-être physique de l'homme, autant qu'il peut être l'ouvrage du gouvernement. N'est-il pas intéressant au plus haut degré de retrouver chez Sis-

(1) *Nouveaux Principes*, I, p. 78.

mondi, sous une forme déjà nettement définie, cette division fondamentale qu'on retrouve chez tous les sociologistes, depuis Comte, Ch. Dunoyer, Spencer jusqu'à Schaeffle, entre les fonctions de la vie économique des sociétés et les fonctions de leur vie spirituelle, intellectuelle, esthétique, morale.

Quand on rapproche à ce point de vue Sismondi de l'école de Smith, de Ricardo surtout, qui malgré son incontestable génie, a si étroitement circonscrit le domaine de la science économique, et a plus que tout autre contribué à en faire la pure *Science des richesses*, la *Chrématistique* si odieuse à Sismondi, quand on fait, dis-je, ce rapprochement, on voit, dans l'entreprise générale de ce grand penseur, comme un retour de la *Physiocratie*, un effort pour reconstituer la science sociale, sous les mêmes aspects du Droit et de l'Economie politique au sens étroit ; mais l'œuvre de Sismondi présentera ce contraste avec celle des Physiocrates, qu'elle ne sera pas l'interprétation d'un ordre immuable et invariable déduit de quelques données irréductibles de la nature humaine, mais une œuvre mobile et perfectible sur la ligne du temps, parce qu'elle s'appuie avant tout sur l'expérience accumulée des nations, sur l'histoire.

Considérons maintenant que, dès le *début*, la science du gouvernement, à la fois politique et économique, lui apparaît comme une science non seulement théorique, mais pratique, c'est-à-dire qu'elle se propose non seulement de mettre en lumière les *lois de ce qui a été* et de *ce qui est*, mais de *ce qui doit être*. C'est ici que nous allons pouvoir surprendre le trait le plus important de la révolution qu'il opère dans la science économique, objet spécial de nos études. A première vue il semble que sa conception ne diffère en rien de celle d'Adam

Smith. Adam Smith lui aussi définissait l'Economie politique : une branche des connaissances du législateur et de l'homme d'Etat, il lui proposait pour objet d'assurer au peuple le plus large revenu ou la plus large subsistance, et à l'Etat un revenu suffisant pour les dépenses publiques. C'est-à-dire qu'il en faisait une *science pratique*. Cela n'est pas douteux, mais ce qui n'est pas douteux non plus, c'est qu'Adam Smith s'efforce d'établir, dans toute son œuvre, que le *but* proposé à la science économique s'atteint, avec le plus haut degré de certitude, dans le système de la liberté naturelle, que dès lors la mission du Législateur ne peut être que *négative*, et se ramène essentiellement à *s'abstenir* de troubler *la liberté et l'ordre* naturels des sociétés économiques. C'est ainsi, pour Smith, que *ce qui est* dans des conditions de liberté illimitée tend à réaliser spontanément, de soi-même, porte dans ses flancs *ce qui doit être*, et que le réel et l'idéal s'identifient pour lui dans le domaine de l'abstraction, dans l'*absolu*.

En 1803, quand Sismondi publia l'*Essai sur la richesse commerciale*, il s'inspirait directement d'Adam Smith. Il se proposait dans ce livre de n'étudier, comme le titre le révèle, qu'un aspect de la science, l'influence que le gouvernement exerce sur le commerce des nations quand il le dirige ou lui donne quelque impulsion : et il n'avait d'autre prétention que de reproduire le pur enseignement d'Adam Smith. « Son livre, dit-il, en parlant de la *Richesse des nations*, qui manque, il est vrai, de méthode n'est compris presque de personne, on le cite sans l'entendre, peut-être sans le lire, et le trésor de connaissances qu'il renferme est perdu pour les gouvernements. » La doctrine d'Adam Smith répond alors à ses yeux si clairement à toutes les questions qui se pré-

sentaient, « elle a été si bien confirmée par tous les événements postérieurs, — ce sont les propres termes de Sismondi, — événements dont il semble avoir prévu les suites, qu'on ne peut la bien connaître sans céder à son évidence ».

Aussi, la conclusion de Sismondi s'inspire-t-elle exclusivement de la théorie de la liberté naturelle de Smith.

En 1817, quand il fut sollicité par le directeur de l'*Encyclopédie* d'Edimbourg de rédiger l'article « Economie politique », il crut d'abord n'avoir autre chose à faire qu'à exposer des principes universellement admis, à montrer le point où était parvenue une théorie qu'il considérait comme arrêtée. Dans la rédaction de cet article, il ne recourut à aucun livre, il se borna à essayer de reconstituer l'enchaînement systématique de l'ensemble des vérités de la science. C'est précisément cet effort personnel qui le conduisit à des résultats nouveaux.

C'est qu'en effet si, depuis la publication de l'*Essai sur la richesse commerciale*, Sismondi avait lu peu d'économistes, il avait beaucoup observé les faits : il avait été profondément ému des crises commerciales qui, en 1810 et en 1815, avaient semé tant de ruines (c'est dans cette crise de 1810, consécutive à l'ouverture des marchés des colonies espagnoles, portugaises, émancipées, que l'entraînement du commerce anglais fut à ce point désordonné, que l'on exporta jusqu'à des cargaisons de patins dans des pays qui n'avaient jamais vu la glace). Sismondi avait ressenti les souffrances cruelles des ouvriers des manufactures dont il avait été directement témoin, et sur lesquels pesaient les effets d'une concurrence sans frein, du développement des machines et de la grande industrie, et qui subissaient le contre-coup des fluctuations redoutables auxquelles les crises livraient la société économique.

Les faits qu'il avait observés depuis 1803 lui apparurent comme rebelles en partie aux principes du maître. Il se borna à indiquer dans son article encyclopédique les vues nouvelles auxquelles il aboutissait.

Ce sont ces aperçus qui formeront la substance de l'ouvrage qu'il publiera deux ans après, en 1819, sous ce titre : Nouveaux principes d'économie politique, ou *De la richesse dans ses rapports avec la population.* Notez ce titre et rapprochez-le du titre de l'œuvre d'Adam Smith : *Essai sur la nature et les causes de la richesse des nations*, et vous comprendrez d'un mot le grand changement qui va s'accomplir de l'un de ces penseurs immortels à l'autre : le premier traite surtout de la richesse, le second traitera surtout de la population que la richesse fait vivre.

Comme dans l'*Essai sur la richesse commerciale,* Sismondi se réclame encore d'Adam Smith dans ses *Nouveaux Principes* : « La doctrine de Smith est la nôtre, le flambeau que son génie apporta sur le champ de la science ayant fait entrer ses sectateurs dans la vraie voie, tous les progrès que nous avons faits depuis lui sont dus (1). »

Cependant, en combinant les *principes d'Adam Smith avec l'expérience* d'un demi-siècle pendant lequel ils avaient été plus ou moins appliqués, Sismondi en venait à en tirer de tout *autres conclusions.* Adam Smith avait pour postulat de sa conception économique que l'individu, en obéissant exclusivement à son intérêt personnel, était cependant guidé par une main invisible vers l'intérêt de tous ; dès lors, non seulement l'accroissement de la richesse, mais du bien-être général par la ri-

(1) *Nouveaux principes*, p. 51.

chesse, ne pouvait être mieux favorisé que par la libre opération de tous les intérêts individuels. La somme des richesses privées forme la richesse de la nation ; les efforts des riches pour devenir plus riches ne pouvaient, par une déduction rigoureuse du principe, manquer d'enrichir les nations, en les enrichissant eux-mêmes. On conçoit dès lors que partant de l'harmonie préétablie des intérêts, Adam Smith plaçât au premier rang de ses préoccupations la richesse elle-même et les causes qui peuvent l'accroître. Tout le reste en dérivait par surcroît.

Mais Sismondi, s'appuyant sur l'expérience, constate que la richesse peut s'accroître sans que la masse de la population en soit plus heureuse, que sous le régime de la libre concurrence, les riches peuvent augmenter leur richesse, en prenant pour eux une plus grande part de ce qui était réservé auparavant aux pauvres (1).

C'est ainsi qu'il en vient à considérer non plus la richesse et son accroissement comme objet principal de la science, mais le rapport de la richesse, dans ses accroissements, avec les accroissements de jouissances qui en dérivent pour la *population*. C'est ainsi que se dégage une science nouvelle. C'est un changement de point de vue. Les Physiocrates ont dissipé les erreurs de l'école mercantile et fondé la science en changeant de point de vue, en considérant non plus la monnaie que font circuler les richesses consommables, mais en considérant ces richesses consommables elles-mêmes. Ainsi fait Sismondi dans la révolution qu'il accomplit : « Il ne suffira plus que la nation lui présente une accumulation immense de richesses, une agriculture prospère, des manufactures développées pour que la nation

(1) *Nouveaux principes*, I, p. 52.

puisse se dire riche, il faut encore que tous participent à cette prospérité. »

C'est ainsi qu'il arrive à cette conclusion d'une si haute portée : « L'accumulation des richesses dans l'Etat n'est point d'une manière abstraite le but du gouvernement, mais bien la participation de tous les citoyens aux jouissances de la vie physique que la richesse représente. »

La science de l'économie politique, avant la publication des *Nouveaux Principes*, en 1803 comme en 1819, était science pratique pour Sismondi ; mais voyez le changement qui s'est accompli. En 1803, le cours naturel des intérêts permettait d'atteindre le but ; en 1819, Sismondi démontre que le libre cours des intérêts a un résultat opposé au but poursuivi. Sa vie de penseur et son œuvre sont résumées dans ces lignes touchantes : « Nous avons commencé par adopter pleinement les principes de l'Ecole dominante, et ce n'est que lentement, entraîné par les faits, par les observations que nous les avons abandonnés l'un après l'autre. Nous avons été frappé des souffrances de la société, à l'époque même où l'on célébrait ses progrès merveilleux : plus occupé d'histoire que les autres économistes, *plus à portée en conséquence de comparer les temps présents aux passés*, nous avons cherché quels étaient ceux qui recueillaient les fruits de toutes les merveilles des arts qui s'opéraient sous nos yeux ; nous avons cherché, et tandis que nous avons reconnu dans notre siècle le triomphe des choses, l'homme nous a paru plus mal partagé qu'il n'eût été jamais (1). »

Le reproche fondamental que Sismondi dirige contre

(1) *Etudes d'Economie politique*, édit. de Bruxelles, 1838, II, p. 150.

l'Ecole est dans la méthode abstraite et déductive ; elle se propose l'étude de la richesse, considérée *à part* de l'homme qui la produit et la consomme ; et dans cette étude, elle remonte à certaines causes des phénomènes économiques, elle les isole, elle en déduit des conséquences, faisant abstraction de la complexité même de la réalité historique, c'est ainsi qu'elle *tire des équations que la pratique ne vérifie jamais* ; faisant par sa méthode abstraite, de la richesse, *moyen* du bonheur social, *une fin*, elle cesse d'être une science de l'homme, pour devenir une science des *choses*, des *richesses* (chrématistique).

Tout le système dès lors se résume en quelques mots : tendre à accroître la richesse, faire produire beaucoup et produire avec les moindres frais. Elle subordonne les progrès de la prospérité aux progrès de la production ; partant de ces données que les désirs humains sont illimités, que tout produit est en même temps moyen d'échange, elle pousse à une production sans frein, niant *a priori* les encombrements et les crises ; elle fait, dans ces déductions redoutables, abstraction des conditions historiques de la société, de la séparation des intérêts du capital et du travail, et la périodicité des crises apparaîtra comme une sanction de cette division grandissante. Produire à peu de frais, c'est aboutir à perdre de vue et à méconnaître l'*homme* : c'est solliciter l'intérêt de la classe dirigeante des entrepreneurs capitalistes à une concentration toujours croissante des capitaux et des entreprises, à une épargne toujours plus grande du travail humain ; c'est, dans la lutte la plus inégale des intérêts, développer tous les avantages de la grande culture, de la grande industrie, sans doute, mais en oubliant que cette concentration rejette dans le salariat, et livre à l'instabilité du marché, un nombre de plus en plus considérable de travailleurs

jadis autonomes ; c'est dérouler toutes les conséquences du *laisser faire*, dans les conditions de la plus grande inégalité de puissance ; c'est mettre aux prises des masses d'ouvriers salariés, sans garanties, avec un petit nombre de riches de plus en plus puissants ; c'est creuser de plus en plus profondément l'abîme qui les sépare ; c'est livrer cette masse elle-même à une concurrence intestine qui tend à ramener sans cesse au *minimum* la récompense du travail ; c'est confondre finalement l'intérêt social avec la réalisation du plus grand *produit net* possible, par la classe des entrepreneurs capitalistes.

Sismondi n'accuse pas les économistes de *faire naître* les événements du monde industriel, ces événements se déroulent sous l'empire de la concurrence sans frein, dans des conditions d'une extrême inégalité de puissance ; mais il leur reproche d'applaudir avec ardeur à l'évolution qui s'accomplit, d'appeler toutes les énergies latentes à y participer, de condamner toute intervention de l'Etat qui la régulariserait. A Nassau Senior, qui s'efforce de justifier la science des richesses, comme le fera Cairnes, en la confinant dans le domaine de la théorie pure, en lui interdisant de donner même un conseil pratique, si vraies que soient ses conclusions, et en laissant à la législation la mission de réaliser le bonheur social, Sismondi répond en montrant ce qu'a de décevant cette distinction de la science abstraite des richesses et de la science de la législation : jamais les économistes ne l'ont respectée, et jamais ils n'ont abouti à une conclusion sans en demander l'application immédiate.

Telle est la science dont Sismondi a dit : « M. Ricardo, qui est regardé comme ayant fondé une ère nouvelle en Economie politique, et dont les nombreux disciples répètent aujourd'hui les oracles, allait plus loin encore que

Say ; il faisait absolument abstraction de l'homme, et ne proposait pour but à la science que l'accroissement de la richesse » (1). A ce caractère d'*unilatéralité*, suivant une belle expression de Kautz, Sismondi oppose le *point de vue éthique,* moral, en économie politique ; c'est une gloire impérissable pour sa mémoire. Il restitue à la richesse sa fonction sociale et morale, il met en lumière l'importance de sa juste distribution, pour permettre à tous de participer aux progrès de la civilisation. Si Sismondi rompt aussi nettement avec la doctrine de l'Ecole, c'est qu'il se dégage de toute conception abstraite de l'ordre économique, et qu'il se place au point de vue concret de l'état social dans lequel il vit. C'est la méthode inductive à laquelle ses travaux historiques l'ont si admirablement préparé, qui le guide dans cet élargissement de la science ; il entend la fixer sur une seule époque, un seul pays, un seul aspect même de la vie économique ; il reconstitue la chaîne des rapport réels, et ne sépare pas la considération de la richesse de celle de l'homme, qui la produit et la consomme.

Il admet le point de départ d'Adam Smith, cette tendance persistante de l'homme à améliorer son sort, génératrice de toute l'activité économique : il admet que l'épargne et l'accumulation du capital sont la condition du développement de la puissance productrice. Mais il cesse d'admettre que les individus, en obéissant à leur tendance à accroître la richesse, à produire le plus possible avec le moins d'effort possible, réalisent naturellement l'accord de leur intérêt personnel avec l'intérêt de tous. L'accroissement de production et l'accroissement de jouissances seraient deux choses corrélatives dans

(1) Sismondi, *Nouveaux Principes.* II, 370.

un *état idéal,* où les qualités de travailleur et de capitaliste se confondraient, parce que là tout producteur jouirait de l'intégralité de son produit ; mais ces deux choses deviennent profondément distinctes dans les états sociaux où la classe des capitalistes est séparée de celle des travailleurs. L'école chrématistique, faisant abstraction de cette dissociation des intérêts, applaudit à tous les progrès de la production, comme s'ils devaient correspondre à un accroissement de jouissances pour tous. L'école nouvelle, que fonde Sismondi, est celle qui constate et dénonce le déchaînement et les excès de l'individualisme.

Les maîtres se disputent les débouchés à coups de réduction des frais de production ; l'artisan, la petite industrie disparaît devant la fabrique ; la machine tend à réduire sans cesse le concours du travail humain, et à livrer les travailleurs entre eux à une concurrence sans frein.

Aussi dissipe-t-il avec amertume l'illusion d'un ordre social naturel, vers lequel tendrait à se rapprocher spontanément la société livrée à l'individualisme. « Les intérêts individuels ont rompu le lien qui les unifiait, dit-il, ils se sont trouvés tous en opposition l'un à l'autre ; seulement les philanthropes ont jugé plus commode de dire et de croire que leur opposition réciproque les contenant tous, ils tendaient aussi bien par leur action combinée vers l'avantage de tous, que s'ils l'avaient eu réellement en vue » (1).

On voit par là comment il doit se détacher d'Adam Smith, bien qu'il admette le même point de départ que lui : c'est qu'il étudie l'opération de l'intérêt individuel dans des conditions historiques, d'institution humaine,

(1) *Etudes*, I, p. 97, Bruxelles, 1838.

qui consacrent la séparation du travail, du capital, de la propriété, et que là, la conception abstraite d'un ordre spontané, déduite *a priori* de données empruntées à la nature humaine et à une théologie optimiste, vient se heurter à la forme historique de l'état social qu'il a devant les yeux.

Son âme a toutes les indignations des socialistes, et toutes les souffrances du prolétariat y retentissent; et s'il n'a pas leur ardente préoccupation de l'égalité des conditions, il ne s'en sépare cependant pas sur le problème fondamental de l'association, ni sur celui de la constitution d'un droit économique nouveau : comme eux il aspire à l'association de tous ceux qui coopèrent à un même produit ; comme eux il reconnaît la nécessité de la transformation du régime de la propriété ; mais il est historien, il ne conçoit le progrès que dans sa continuité, et si son regard interroge les horizons lointains de l'avenir, sa puissance d'idéal ne projette pas devant lui l'image de la société future. De là les contradictions, au moins apparentes, de sa situation ; de là cet aveu émouvant d'impuissance où il fait voir tous les tourments de sa grande âme.

« Je l'avoue, dit-il, après avoir indiqué où est à mes yeux le principe, où est la justice, je ne me sens point la force de tracer les moyens d'exécution. La distribution des fruits du travail entre ceux qui concourent à les produire me paraît vicieuse ; mais il me semble presque au-dessus des forces humaine, de concevoir un état de propriété absolument différent de celui que nous fait connaître l'expérience (1). »

C'est par là qu'il se distingue et se sépare nettement

(1) *Nouveaux Principes*, II, 364, 2e édition.

des socialistes de son temps : cependant ceux-ci, Robert Owen surtout, ont-ils été sans influence sur lui? La question a justement préoccupé M. Aftalion (1) ; en complétant les recherches de celui-ci, nous pouvons la résoudre. La première édition des *Nouveaux Principes* est de 1819, elle ne renferme aucune mention d'Owen : tout le passage compris entre les pages 364 et 367 de la seconde édition, de 1827, et où il parle d'Owen et des autres écoles socialistes, est une intercalation. De plus, l'article *Economie politique* de l'« Encyclopédie » de Brewster, soigneusement collationné au *British museum*, est aussi muet (2). La conception théorique de Sismondi s'est donc déroulée d'une manière indépendante des idées, des plans d'Owen ; mais en 1820, Sismondi reconnaît, dans un article (3), qu'il a admis, comme Owen, le *fait* des crises générales, de l'encombrement universel, bien qu'il rejette les solutions socialistes : or, Owen avait, dès 1817, dénoncé les crises avec leur caractère de généralité, il était impossible qu'un économiste ignorât ses travaux puisque Ricardo lui-même était appelé à les juger (4) ; enfin il est certain qu'en 1818, avant la publication des *Nouveaux Principes*, Owen vit Sismondi à Coppet, chez Mme de Staël, et qu'il eut avec lui une conversation si intéressante pour

(1) Aftalion, *L'œuvre économique de Simonde de Sismondi*, p. 38 et suiv. Voir aussi Hitier, *Sismondi, Rev. d'E. pol.*, juin, 1899.

(2) Nous exprimons toute notre gratitude à M. le Bibliothécaire Miller.

(3) Voyez *Nouv. Principes*, édit. de 1827, II, p. 375.

(4) Report to the committee of the association for the relief of the manufacturing and labouring Poor, referred to the committee of the house of Commons, March 1817. *The life of R. Owen*, appendix, vol. II, p. 65. — Cf. *Letters of Ricardo to Trower*, p. 41, et 81 détails très intéressants.

tous deux, *mutually interesting*, qu'Owen en oublia l'heure de son dîner (1). Owen a donc dû inspirer, éclairer, ou contribuer à fortifier l'opinion de Sismondi sur la gravité des faits, et sur la nécessité d'une association du capital et du travail, le *seul point* qu'il reconnaisse avoir en commun avec les socialistes.

Mais si le plan d'une réorganisation sociale lui échappe encore, ce qu'il proclame résolument, c'est la nécessité de faire sortir l'Etat lui-même de cette sphère d'intervention purement négative, où l'école l'avait rigoureusement enserré. Avec Sismondi apparaît l'idée, qui jouera dans l'histoire de la science et dans les événements un rôle si considérable, que l'Etat a des fonctions positives à accomplir dans la solution du problème social. Si l'organisation de la société qu'il étudie n'est autre chose qu'un état historique, résultat d'une évolution historique antérieure, les arrangements sociaux, au lieu d'exprimer un ordre invariable et absolu, sont d'institution humaine, l'autorité du législateur pourra s'étendre sur ce qui est le résultat de ses lois, elle pourra le modifier pour le rapprocher de la justice.

Cette intervention positive de l'Etat à laquelle il faisait appel, c'était la condamnation définitive du principe du *laisser faire*, du *laisser passer*, déduite par le père de l'Ecole classique de sa conception abstraite d'un ordre naturel.

L'économie politique a donc bien pour lui le caractère d'une science du gouvernement ; elle ne sépare jamais la conception théorique de la pratique, elle est toujours prête à passer à l'application, et là même elle tient compte de toutes les complexités d'intérêts, en les

(1) *The Life of Robert* Owen, I, p. 173.

soumettant tous à la grande loi fondamentale de la société, à la recherche du plus grand bien de l'espèce humaine (1). C'est une grave erreur de penser, comme le pense encore Cossa, l'auteur de l'excellent *Guide dans l'étude de l'économie politique* (2), que Sismondi n'a fait aucune proposition décisive dans l'intérêt des travailleurs. Son effort persistant est de constituer une législation transitoire, qui non seulement atténue les maux de l'individualisme absolu, mais encore prépare la réunion du capital, de la propriété et du travail dissociés. L'Etat qu'il conçoit est l'organe d'un droit économique évolutif, et l'on sera surpris de retrouver dans les projets, dans les plans qu'il propose pour résoudre les questions agitées de son temps, des formes légales que nous avons vu, à près d'un demi-siècle de là, introduire dans les faits.

En étudiant Sismondi, on assiste à un effort incessant et admirable pour prolonger l'histoire vers un idéal de justice ; c'est pourquoi, historien comme Malthus, mais bien plus largement humain, il est l'un des instaurateurs de l'interprétation économique de l'histoire, ou de la sociologie économique dynamique ; il n'est pas un seul de ses *Essais* qui ne porte l'empreinte de cette puissante compréhension des événements ; plusieurs d'entre eux sont admirables de profondeur, comme ceux qu'il consacre à la campagne romaine, à l'Irlande, aux paysans gaéliques, aux colonies. Dans son *Histoire de la chute de l'Empire romain*, il développe les causes économiques

(1) Sur tout l'ensemble de la conception, v. surtout *Etudes d'Economie politique* de Sismondi, édit. de 1838, Bruxelles, I, p. 41-44, p. 130-131, p. 166-169, p. 185, p. 265 et II, p. 2-3, p. 50-59, p. 149 et suiv., p. 166-168.

(2) *Guida allo studio dell'economia politica*, p. 234.

de sa décomposition, et son pessimisme se traduit par des conclusions comme celles-ci : « C'est l'effet de la longue durée des Etats et de leur haute puissance, de séparer les habitants en deux classes toujours plus étrangères l'une à l'autre, les riches et les pauvres, de faire toujours plus disparaître la classe intermédiaire... Lorsque ce gouffre s'est ouvert entre ces deux parties extrêmes de la société, chacune des révolutions successives contribue à l'agrandir (1) ». Son livre sur les *Constitutions des peuples libres* révèle sa préoccupation des fondements économiques des institutions politiques, et montre la corrélation d'une aristocratie d'argent avec la formation du salariat de son temps (2).

§ 2. Le plan de l'œuvre de Sismondi. — Les *Nouveaux Principes* comprennent six livres : le premier est consacré à l'histoire de la science, et l'on y ressaisit l'anneau qui rattache la doctrine de Sismondi à celle d'Adam Smith.

Les livres II à VI renferment la doctrine même de Sismondi : le livre II est consacré à la formation des richesses, le livre III à la richesse territoriale, le livre IV à la richesse commerciale, le livre V à l'impôt, le livre VI à la population. Cette simple énumération ne permet assurément pas de surprendre l'enchaînement des idées de Sismondi et l'unité de son œuvre, et le permet d'autant moins que certains titres comme celui du livre II indiquent mal le contenu, et que d'autres, ceux des livres III et IV, laissent encore aujourd'hui, comme on en peut juger par l'article récent de Fournier de Flaix

(1) *Histoire de la chute de l'Empire romain*, 1842, Bruxelles, p. 27 et suiv., 106 et suiv.

(2) *Etudes sur les Constitutions des peuples libres*, Bruxelles, 1836, v. surtout p. 211 et suiv.

dans le *Nouveau Dictionnaire d'économie politique*, de l'obscurité dans l'esprit du lecteur. Le livre II ne renferme pas seulement l'exposé des lois de la *formation* des richesses, ce qui, à parler rigoureusement, n'est autre chose que la *production* des richesses, mais il embrasse tout le mouvement social de la richesse, et la théorie fondamentale de l'ordre naturel de dépendance que doivent présenter les fonctions économiques, pour réaliser le but que l'auteur propose à la science : d'assurer, d'une manière constante et régulière, l'accroissement des jouissances et de l'aisance de tous. Cette vue d'ensemble de la vie économique normale des nations, correspond exactement, dans l'œuvre de Sismondi, au *Tableau économique* des Physiocrates, c'est-à-dire au tableau de l'ordre naturel des sociétés économiques, ou à cette conception de l'ordre naturel et du progrès naturel, de la statique et de la dynamique économiques renfermées dans les livres I, II et III (1re partie) de la *Richesse des Nations*. A l'obscurité du titre se joint une certaine obscurité de l'exposition renfermée, comme un vaste tableau, dans de trop courts chapitres, mais qui s'éclairent par la lecture de tous les autres, et par celle de tous les admirables essais réunis dans les *Etudes sur l'économie politique*, l'essai sur la *Balance des productions et des consommations*, l'essai sur le *Revenu social*, et l'essai sur l'*Organisation sociale*. La distribution des matières, dans les *Etudes sur l'Economie politique*, présente à peu près exactement le même ordre que dans les *Nouveaux Principes*, et la lecture de l'un de ces ouvrages éclaire toujours celle de l'autre.

Dans ce livre II (1), Sismondi s'est mis en possession d'une vérité maîtresse, c'est que la répartition du revenu

(1) Cf. *Etudes*, I, 91.

social est, à la fois le régulateur de toutes les grandes classes de phénomènes sociaux, et le fondement de la prospérité de tous. Les autres livres des *Nouveaux Principes* seront à leur tour l'illustration de cette doctrine qui en est l'âme, en constitue l'unité organique, et l'exposé des effets redoutables que la méconnaissance de l'enchaînement naturel des faits entraîne avec elle. A la critique des perturbations sociales, dont il est le témoin ému, s'associe la critique de l'Ecole chrématistique, dont les principes entraînent ces perturbations mêmes.

Le livre III est consacré à la *richesse territoriale*, le livre IV à la *richesse commerciale*. Par *richesses territoriales*, Sismondi entend les richesses qui sont acquises directement par l'application du travail au sol, et dont l'acquisition n'implique pas d'échange entre les producteurs : ce sont des valeurs utiles, des utilités ; par *richesses commerciales*, il entend les richesses qui ne s'acquièrent que par des échanges, et ne s'appliquent à la satisfaction des besoins qu'au moyen d'échanges : ce sont les valeurs échangeables. Il ne faut donc pas voir là la richesse de la classe des commerçants, ni même de distinction rigoureuse entre la production agricole et la production industrielle, car les produits agricoles deviennent, au sens de Sismondi, des *richesses commerciales* dans la mesure où elles sont acquises par l'échange et destinées à l'échange. C'est dans ces deux parties que Sismondi développe, avec le plus de profondeur, ses vues sur l'influence que la répartition du revenu exerce sur la prospérité des nations. Il faut joindre à ces deux livres les divers *Essais* presque tous admirables, qui se rapportent soit à la situation des classes agricoles dans différents pays, soit à la situation des ouvriers des manufactures. C'est là aussi que Sismondi étudie le rôle positif de l'Etat,

l'action que doit exercer le législateur pour assurer la prospérité commune, action beaucoup mieux définie par lui dans l'agriculture, ce que l'on n'a pas assez remarqué, que dans les manufactures. Sismondi s'est d'ailleurs préoccupé à un bien plus haut degré de la richesse territoriale qu'Adam Smith, et à cet égard il se rattache beaucoup plus directement aux Physiocrates. Les deux derniers livres des *Nouveaux Principes* de Sismondi, V et VI, sont consacrés à l'impôt et à la population : leur rapport avec le revenu social est nettement indiqué ; de même que l'impôt a pour assiette et pour limite le revenu, de même c'est la distribution du revenu qui règle le mouvement de la population, aux yeux de Sismondi. Dans cette dernière partie de son œuvre dont l'objet, la population, n'a pas été abordé par Adam Smith, Sismondi s'applique à rectifier la doctrine de Malthus auquel il rend un éclatant hommage. Et le rôle du législateur, dans la solution du problème de la population, est encore d'assurer la plus juste répartition du revenu. C'est ainsi que nous apparaît l'unité de composition de cette œuvre à la fois si large, si simple et si puissante, et dans laquelle l'Economie politique est toujours associée à la philosophie de l'histoire, et pénétrée du sentiment le plus profondément humain qui ait jamais fait palpiter l'œuvre d'un philosophe.

§ 3. **La Statique économique de Sismondi.** — Essayons maintenant de nous rendre compte de l'idée maîtresse de Sismondi, de sa théorie fondamentale de l'ordre naturel de la richesse, en empruntant ses éléments essentiels aux différentes parties de l'œuvre, et non pas seulement au livre II, *N. P.* Sismondi déclare à diverses reprises (1), que la *question fondamentale de l'Économie*

(1) *Etudes*, I, p. 66, Bruxelles, 1838.

politique, c'est la balance de la consommation avec la production. C'est qu'en effet, dans un état social basé sur la division du travail, tout producteur est obligé de vendre son produit pour obtenir indirectement, par l'échange, la satisfaction de ses besoins : la vie de tout producteur dépend de la vente de son produit. Celui qui ne vend pas, dit Sismondi, ne peut vivre (1). C'est là ce qui caractérise la phase de l'évolution sociale où les richesses deviennent de plus en plus des *richesses commerciales*. Les richesses territoriales sont acquises par un échange de travail avec la nature, les richesses commerciales sont acquises, pour être consommées, par des échanges entre les hommes. Toute richesse qui échappe à l'échange et à la consommation, perd sa destination sociale qui est de servir à la satisfaction des besoins de l'homme. Tout producteur, qui ne réussit pas à verser par l'échange, dans le fonds de consommation, les richesses qu'il a produites, est impuissant à reconstituer le capital appliqué à la production, à renouveler la production même, et le mouvement social de la richesse qui assure la continuité de la vie collective, comme la balance de l'assimilation et de la désassimilation assure la vie individuelle, est plus ou moins profondément troublée. Le problème qui s'impose alors immédiatement, est de savoir sur quoi se règle la demande d'un produit, et comment la balance de la production et de la consommation est assurée. C'est ici qu'éclate l'antagonisme entre l'Ecole chrématistique et Sismondi (2).

Comment se réalise l'équilibre de la production et de la consommation ? Il se réalise de lui-même, répond l'Ecole chrématistique, dans des conditions d'une liberté absolue des échanges.

(1) *Etudes*, I, p. 82, Bruxelles, 1838.
(2) *Etudes*, II, 164 et suiv. Bruxelles, 1838.

L'Ecole chrématistique avait pour caractère de considérer la richesse d'une manière abstraite, comme si tout accroissement de richesse devait nécessairement correspondre à un accroissement de jouissances pour l'ensemble de la communauté (1). La tendance fondamentale de l'homme à améliorer son sort, que Smith a prise comme principe de son œuvre, le détermine à acquérir le plus de richesse possible avec le moins d'efforts possible : dans l'état de libre concurrence absolue, chaque producteur tend à accroître la richesse, en produisant beaucoup, et en réduisant les frais de production. Cependant cette tendance à accroître la production d'une manière illimitée ne forme pas obstacle, aux yeux de l'Ecole chrématistique, à l'équilibre constant et nécessaire de la production et de la consommation. Considérant la richesse d'une manière abstraite, indépendamment des classes entre lesquelles elle se distribue, elle admet que tout produit nouveau réalisé, qui vient accroître l'*offre* sur le marché ou la quantité de produits offerte à l'échange, accroît aussi, d'une manière constante, la *demande* d'autres produits, c'est-à-dire la quantité d'autres produits demandée en échange, puisqu'il a une valeur échangeable et une puissance d'achat. Ainsi, d'une manière *abstraite*, l'offre et la demande sont indissolublement unies, et ne sont en définitive que les deux aspects d'une seule et même chose (2). Supposons, disait familièrement l'Ecole, cent laboureurs produisant mille sacs de blé, et cent fabricants en laine produisant mille aunes d'étoffes : faisons abstraction de tous les autres produits. Ils échangeront leurs mille aunes contre leurs mille sacs. Suppo-

(1) *Etudes*, I, p. 53, Bruxelles, 1838.
(2) *Etudes*, I, p. 72.

sons que par les progrès de l'industrie, la productivité du travail s'accroisse de un dixième. Dès lors, les mêmes hommes échangeront onze cents aunes contre onze cents sacs, et chacun d'eux sera mieux nourri et mieux vêtu. De nouveaux progrès détermineront toujours, avec les accroissements de produits, des accroissements de jouissances.

Si dans la société économique les qualités de travailleurs et d'entrepreneurs capitalistes propriétaires se confondaient dans les mêmes individus abstraits, mus exclusivement par un seul intérêt, ce raisonnement de l'Ecole chrématistique pourrait être admis : chacun pourrait en effet limiter sa production, en ce point où toute extension de la production cesserait de contribuer à la satisfaction de ses besoins par l'échange. Car Sismondi, comme on le montrera de plus près, n'admettait pas l'extension indéfinie des besoins (1).

Mais tel n'était point l'état social qui se développait alors sous les yeux de Sismondi. Cet état social, qui succédait au régime des corporations, était marqué par la dissolution de tout lien d'association, et par la distinction et l'opposition des intérêts entre tous ceux qui concourent à une même production. « Cette organisation sociale est tellement nouvelle, dit Sismondi, qu'elle n'est pas même à moitié établie ; qu'il n'y a que les pays les plus industrieux, les plus riches, les plus avancés dans un système que nous essayons à peine, où le travail de l'agriculture, aussi bien que celui des manufactures, est fait *par des ouvriers qu'on peut renvoyer à la fin de chaque semaine* : c'est là que nous tendons, c'est là où nous signalons un danger, et non dans les découvertes

(1) *Nouveaux Principes*, I, liv. II, ch. III.

des sciences. » Dans ces derniers mots, Sismondi répond à un reproche, qu'on lui a fait tant de fois avec une profonde injustice, d'être hostile au progrès des machines. Ce qu'il dénonce comme un danger, c'est l'insolidarité même que consacre le régime moderne de la liberté illimitée, combinée avec la distinction des intérêts et des classes : « Nos yeux, dit-il, sont tellement faits à cette organisation nouvelle des sociétés, à cette concurrence universelle qui dégénère en hostilité entre la classe riche et la classe travaillante, que nous ne concevons plus aucun autre mode d'existence, même ceux dont les débris nous entourent de toutes parts (1). » Sismondi ne songe aucunement à relever les débris des formes passées de l'organisation du travail ; il sait que nous avons découvert les vices fondamentaux de l'esclavage, du vasselage, des corps de métiers ; mais il se demande si, pour avoir constaté ces vices, nous avons découvert le système véritable. « Le temps viendra sans doute, dit-il, où nos neveux ne nous jugeront pas moins barbares pour avoir laissé les classes travaillantes sans garantie, qu'ils jugeront et que nous jugeons nous-mêmes barbares, les nations qui ont réduit ces mêmes classes en esclavage (2). »

Dans cet état de division des intérêts, la solution du problème de la balance des productions et des consommations exige que l'on tienne compte de la part que chacune des classes recueille dans le produit annuel de la nation. C'est le *revenu* de chaque classe ou de chaque individu qui fixera la limite de sa consommation. Ce ne seront pas ses besoins : nul ne peut acheter qu'avec son *re-*

(1) *Etudes*, I, p. 62.
(2) *Id.*, p. 63.

venu, alors même qu'il y aurait un très grand nombre d'individus mal nourris, mal vêtus, mal logés. On peut, dit-il, créer beaucoup plus de richesses que les pauvres ne sont en état d'en consommer, car il n'est nullement douteux que leurs besoins ne soient très étendus, et qu'ils ne soient très disposés à être mieux nourris, mieux vêtus, mieux logés ; mais ils n'ont rien à donner en échange, que leur travail, ou le *revenu* qu'ils obtiennent en vendant leur travail.

Le revenu, la distribution annuelle du *revenu social* deviendra ainsi la pierre angulaire de toute la conception de Sismondi. Sismondi admet trois sources permanentes de richesses (1) : la *terre*, dont les forces spontanées sont dirigées par l'homme ; le *capital* employé à salarier le travail ; la *vie* qui se manifeste par la *puissance de travail* dans l'ordre économique. C'est le travail qui féconde les deux autres sources de richesses. Sismondi le conçoit comme ayant la propriété de reproduire quelque chose de plus que sa *propre valeur*, c'est-à-dire que *celle des subsistances* contre lesquelles le travailleur échange sa force de travail. La valeur du produit du travail dépasse donc la puissance acquisitive des subsistances qui l'ont engendrée, le pouvoir d'échange qu'elles ont contre toute richesse autre. Si de la valeur du produit obtenu par le concours des facteurs de la production on déduit donc la valeur des matières employées, celle du capital fixe consommé, celle des *subsistances* du travailleur, il restera un excédent auquel Sismondi donne le nom de *mieux-value* (2) ou *plus-value* (3). Cette

(1) *Nouveaux Principes*, I, 101 et suiv.

(2) *Mieux-value*, voyez *Nouveaux Principes*, I, 103, édition de 1837.

(3) Les mots *plus-value* se trouvent dans Sismondi et n'ont pas

mieux-value, c'est le produit net des Physiocrates conçu d'une manière générale, étendu à l'industrie et à l'agriculture, qui sont considérées l'une et l'autre comme productives depuis Adam Smith. Elle est identique à ce que Karl Marx appellera la *plus-value*, et qui, combinée avec la théorie de la valeur de Ricardo, servira de base à sa critique du capital.

Karl Marx	Sismondi			
	Production antérieure		Production actuelle	
Plus-value	Mieux-value	*Revenu*	Mieux-value excédent du produit sur les avances	
Capital variable	Valeur des subsistances du travail	*Revenu*	Subsistances du travail	*Capital*
Capital constant	Du capital fixe et des matières premières		Capital fixe et matières premières	*Capital*

Cette plus-value constitue le *profit du travail* (1), le

été introduits par Marx dans la science : « Soit que l'homme consacre son travail à l'agriculture et aux arts industriels, il augmente la valeur et la quantité des matériaux sur lesquels il s'exerce : il en fait sa richesse, et cette richesse est supérieure en valeur aux avances au moyen desquelles elle a été obtenue. La supériorité du produit annuel du travail de l'homme sur ses avances annuelles comprend tout le revenu de la société, mais cette *plus-value* a deux évaluations différentes, l'une d'après le travail qu'elle a coûté, et l'autre d'après le besoin qu'en éprouvent ceux qui l'emploient à leur usage ». *Etudes d'Economie politique*, I, p. 94, éd. belge, 1837.

(1) *Etudes*, I, p. 95.

profit qui résulte de la richesse (1) ; elle comprend tout ce qui est recueilli par les propriétaires et les entrepreneurs capitalistes sous les formes de *profit*, d'*intérêt*, de *rente* (2) ; car Sismondi considère que sous l'empire de la concurrence, et dans l'état d'insolidarité générale qu'il observe, les travailleurs ne reçoivent en échange de leur travail que la *subsistance* ; que le capitaliste et le propriétaire s'efforcent de ne laisser à l'ouvrier que justement ce qu'il lui faut pour maintenir sa vie, et se réservent tout ce que l'ouvrier a produit par delà la valeur de cette vie (3). Marx dira : la valeur de la force de travail ; c'est en combinant la théorie de la valeur de Ricardo avec la théorie de la plus-value de Sismondi (4), c'est en faisant du contrat de travail une véritable vente de la force de travail, en comparant la quantité de travail exprimant la valeur de cette force à la quantité de travail qui en est dégagée pour être incorporée au produit, c'est en déduisant les conséquences juridiques de cette comparaison, que Karl Marx a constitué les fondements de sa conception scientifique du socialisme. Sismondi n'est pas loin de faire du contrat de travail une vente, mais il ne peut en déduire les conséquences rigides de Marx, parce qu'il rejette précisément la théorie de la valeur de Ricardo. C'est là qu'est le caractère différentiel le plus profond des doctrines, dans la théorie de la valeur d'échange, où Sismondi voit la plus grande déception de la Chrématistique (5). Ricardo déduit de sa

(1) *Nouveaux principes*, I, 103.
(2) *Ibid.*, p. 104-105.
(3) *Ibid.*, p. 103.
(4) Très bien compris et mis en lumière par M. Aftalion : *L'œuvre économique de Simonde de Sismondi*, p. 122 et suiv.
(5) *Etudes*, II, p. 162.

théorie de la valeur basée sur le travail une statique optimiste, abstraite, une tendance incessante à l'équilibre de la production et de la consommation, ne pouvant connaître que des perturbations particulières. Sismondi, considérant une société historique avec la distinction des classes et la répartition variable du revenu social, ramène au premier plan, comme l'a fait Malthus, et avec Malthus, le rapport de l'offre et de la demande dans la détermination de la valeur des produits. On verra Owen et Thompson essayer à leur tour de rétablir l'unité du travail et du capital, et avec elle, l'équation de la production et de la consommation.

Nous sommes maintenant en possession de la notion du *revenu* : le *revenu*, c'est la *mieux-value*, plus la *valeur* de la force de travail, valeur qui ne se réalise que par l'échange du travail contre la subsistance, c'est-à-dire contre une portion du capital de la classe riche, et qui a pour mesure cette portion du capital. Si du produit brut annuel d'une nation on déduit l'équivalent des matières premières et des capitaux fixes qui ont été consommés pour l'obtenir, ce que Marx appellera le capital *constant*, tout le surplus, mieux-value, et valeur de la force de travail mesurée par les subsistances des travailleurs, ou capital *variable* de Marx, constituera le revenu : c'est ce revenu qui s'échangera contre la production de l'année nouvelle. C'est donc à chaque moment un revenu déterminé par le partage du *produit antérieur*, qui sert de mesure à la consommation de chacun. Le revenu de chacun est la mesure de ce qu'il peut consommer normalement, l'ensemble des revenus de tous est le revenu social, la mesure de ce que tous peuvent consommer réellement (1).

(1) *Essais*, I, p. 44.

La classe ouvrière ne peut jouir, dit-il, des fruits du travail qu'en le vendant à l'entrepreneur, il ne peut retirer son revenu qu'alors. Hors de là, la puissance de travail n'est rien si elle n'a pas d'acheteur ; l'ouvrier ne peut régler sa *dépense* que sur le prix auquel il vend sa force de travail (1).

Il n'y aura d'équilibre stable, d'ordre constant dans la société, que si le revenu, avec les divisions qu'il présente dans l'état social actuel, permet à la consommation d'absorber normalement et régulièrement la production actuelle ; et Sismondi admet, sans aucune hésitation, que la production actuelle puisse *être surabondante relativement aux revenus* dont disposent les différentes classes sociales ; si les produits de luxe consommés par les riches sont deux fois plus abondants relativement à leur revenu, leur prix baissera par exemple de moitié : alors ces riches, qui gagneront comme consommation par cette baisse de prix, perdront comme *revenu* ou même comme *capital*, car ils ont leur capital engagé dans la production ; s'ils perdent comme *capital*, il y aura une diminution *actuelle* dans la *demande de travail*, et par conséquent dans le *revenu* des travailleurs ; s'ils perdent comme *revenu*, il y aura diminution dans la demande future des produits du travail et du travail même.

Sismondi s'est élevé ainsi à une loi très simple mais très importante : c'est la loi qui exprime la subordination de la consommation au *revenu*, et à la *distribution du revenu* dans les différentes classes sociales. Le revenu d'aujourd'hui est né de la production *antérieure*, c'est lui qui fixera les limites de la consommation du produit actuel. Si donc la production actuelle doit être absorbée

(1) *Nouveaux Principes*, I, p. 114.

par la *consommation*, la *consommation* à son tour sera déterminée par le *revenu*. Tel sera la limite de la satisfaction des *besoins*. Sismondi ne les croit d'ailleurs pas susceptibles d'une expansion illimitée, comme on l'a admis depuis. Le diagramme est destiné à montrer d'abord cette subordination des fonctions. J'ai mis en présence le mouvement social de la richesse dans l'année écoulée, et qui a permis de réaliser le *revenu* qui va s'échanger contre la production de l'année actuelle. Ce revenu est donc, relativement à la production actuelle, une *grandeur prédéterminée* actuellement inextensible, et n'obéissant pas à la grandeur de la production actuelle, ce que Sismondi s'attache surtout à établir contre l'Ecole chrématistique (1). Les deux cercles se croisent dans la fonction de l'*Echange* ou *Distribution*. L'échange apparaît là comme le *cœur* intermédiaire d'une double circulation, qu'il règle par ses *contractions* et ses *dilatations* successives.

Mais cette *loi de subordination* nous permet de nous élever à la conception d'un ordre économique normal, d'un mouvement régulier de la richesse dans les sociétés. C'est que tout effet redevient *cause à son tour*. Si le *revenu* règle la dépense nationale, et si *normalement* il doit faire absorber par la *consommation* actuelle toute la production actuelle, à leur tour, les producteurs ayant pu reconstituer toutes leurs avances réaliseront une *reproduction* égale à la *production antérieure* ; mais la reproduction fera reparaître le même *revenu*, et si sa distribution reste la même, il servira encore de mesure à une *production nouvelle*.

Le diagramme permet de saisir cette circulation indé-

(1) *Nouveaux Principes*, I, p. 120-121.

finie de la richesse, ces échanges successifs du revenu d'hier avec le produit d'aujourd'hui, cette succession des phases du mouvement social de la richesse qui reparaissent toujours dans le même ordre, l'effet redevenant sans cesse la cause de phénomènes nouveaux (1). Il permet aussi de descendre dans l'intimité de la vie de nutrition sociale, en représentant par exemple par l'un des cercles le mouvement de la richesse agricole, et par l'autre le mouvement de la richesse industrielle.

Tel serait l'équilibre parfait, la statique économique absolue correspondant à la vie continue, sans accroissement, ni diminution, ni de la richesse, ni de la population. Il exprime un ensemble de relations constantes et invariables entre toutes les fonctions. Il implique que la *consommation* trouve dans le *revenu* les conditions d'une acquisition des produits par l'*échange*, telle qu'elle satisfasse aux besoins. Il implique que le revenu absorbe la *production effective*. Il implique que le producteur, par l'échange, reconstitue à la fois tous les éléments matériels qui ont servi à faire accomplir la production, et la puissance de travail qui les a fécondés.

§ 4. **La dynamique économique de Sismondi.** — La conception d'un progrès économique normal se lie à celle d'un ordre naturel. Ce sera l'accroissement intensif de la vie organique des sociétés.

Si par des améliorations dans les moyens de produire, dans la productivité du travail, la production de l'année actuelle s'est accrue, *le revenu et sa distribution restant les mêmes*, le *même revenu* s'échangera contre un plus grand produit (2). L'excédent du produit servira en par-

(1) *Nouveaux Principes*, I, p. 113 et suiv.
(2) *Nouveaux Principes*, I, p. 120, 121.

tie à la jouissance des riches, en partie sera reversé dans la production ; sous la forme d'instruments de travail, de matières, de subsistances il alimentera un *nouveau travail* ; l'accroissement du revenu du travail servira ainsi de stimulant à la *population*, marquant par là l'un des aspects nouveaux de la loi de subordination des fonctions économiques au *revenu*, à la *répartition*. La production continuera à s'accroître sous la double influence de l'accroissement de la productivité du travail et du nombre des travailleurs, et avec la production, continuera à croître le revenu. Le cercle primitif exprimant l'ordre invariable se sera transformé en *spirale* exprimant le progrès dans la quantité, l'intensité de la vie économique de la nation.

Le progrès sera normal si tous ces éléments restent dans le même rapport dans leur croissance commune (1). Le revenu de la production de chaque année règle la consommation du produit de l'année suivante quelque peu accrue, et la consommation annuelle absorbe la production totale de l'année. Les progrès de la *consommation* suivent les progrès du *revenu*, et les progrès de la *production* suivent l'accroissement du pouvoir de *consommer*. Tel est le processus naturel, normal. Comme chez Marx aussi, les ruptures d'équilibre, les perturbations économiques dérivent de la méconnaissance ou de l'abandon de la marche naturelle des sociétés économiques.

En vertu de cette loi qui subordonne la consommation au revenu, Sismondi explique comment la balance de la production et de la consommation peut se rompre dans l'état social moderne. En effet, la *production* restant la

(1) *Nouveaux Principes*, I, p. 113.

même, un changement dans la *distribution du revenu* affectant la *consommation*, détruira l'équilibre.

La tendance maîtresse dans la production est d'obtenir plus de produit avec le même travail, ou le même produit avec moins de travail. Toutes les épargnes de travail humain par les machines, les procédés industriels, la substitution des grandes fermes à la petite culture, sont déterminés par cette tendance même. Ces épargnes sont salutaires à l'humanité quand elles s'accompagnent d'un accroissement de revenu pour la classe ouvrière, ou bien, que son revenu *restant le même*, elles s'accompagnent de plus de loisir. Mais elles sont redoutables pour la classe ouvrière quand elles s'accompagnent d'une contraction de son revenu, et qu'elles ne sont pas immédiatement suivies d'un relèvement de son revenu. C'est alors que la diminution du *revenu* retentissant sur la *consommation*, vient aussi altérer la *balance* de la production et de la consommation.

Imaginez que ce soit dans l'agriculture que l'économie du travail humain se réalise, par la transformation de terres cultivées en prairies par exemple. L'élimination d'une partie des travailleurs primitivement occupés, la concurrence intense que feront les bras surabondants rejetés sur le marché du travail, détermineront une diminution du *revenu* de la classe des ouvriers agricoles : par réaction, la consommation des produits manufacturés se réduira ; il en résultera pour les manufactures approvisionnant les classes ouvrières, soit une diminution de revenu, ce qui se traduira par une diminution de la demande future des produits du travail, soit une diminution de capital, c'est-à-dire une réduction de la demande actuelle de travail dans les manufactures.

Assurément dans le cas que nous choisissons comme

exemple, l'accroissement du revenu des propriétaires ruraux qui ont opéré cette transformation aura pour effet, soit d'augmenter la demande des produits de luxe, soit d'appliquer des capitaux nouveaux à d'autres industries, et de provoquer dans les deux cas l'accroissement de la demande de travail. Sismondi ne nie aucun de ces phénomènes, mais ce sont précisément ces réadaptations successives du travail, lentes, difficiles, incertaines ou éloignées qui causeront de cruelles souffrances : le retour incessant des mêmes phénomènes, la manifestation constante de la même tendance se traduiront par une instabilité toujours menaçante, par des ruptures d'équilibre toujours nouvelles, et qui se répercuteront de proche en proche dans tout l'organisme social.

Résumons dans ses traits essentiels la conception de l'ordre naturel des phénomènes économiques, que Sismondi a développée, en opposition avec l'optimisme de ce qu'il appelle l'Ecole chrématistique, et que nous devrions appeler l'*Ecole abstraite*.

A tout moment donné, toute *production* s'échange contre le revenu qui provient d'une production *antérieure ou autre*, et qui, dans l'Etat social historique moderne comprend la *rente*, le *profit*, l'*intérêt*, le *salaire* : c'est par la grandeur du revenu, ainsi fixée par un partage antérieur, à chaque moment, qu'est limité le pouvoir de consommer de chaque individu, de chaque classe et de la nation tout entière. Ce que l'on appelle la balance de la production et de la consommation, c'est l'échange de la *production actuelle* contre le *revenu* réalisé, échange opéré dans des conditions telles que, d'une part, toute la production soit *absorbée* dans le fonds de consommation ; de l'autre, que les producteurs actuels puissent reconstituer leur capital, renouveler leur pro-

duction, régénérer le revenu, et en faisant ainsi décrire à la richesse un mouvement circulaire, constant, ininterrompu, puissent assurer la continuité, la régularité indéfinie de la vie collective de la nation.

De même que la consommation pour chacun est limitée par son revenu, de même il y a un certain revenu qui assure le mieux possible, au producteur qui le reçoit en échange de son produit, le moyen de reconstituer le capital qu'il a employé, et de renouveler indéfiniment la production ; de même entre la *production actuelle* et le *revenu*, il y a un *rapport nécessaire* pour assurer une reproduction équivalente à la production actuelle et ainsi indéfiniment. Si ce rapport vient à être altéré, l'équilibre se rompt, la vie collective est plus ou moins profondément troublée. Pour Sismondi, l'équilibre sera rompu si la production excède brusquement le revenu, ou si le revenu de l'une ou l'autre des classes sociales se contracte et se réduit, son pouvoir de consommer, ses jouissances se réduisant, en même temps que la reproduction des produits qu'elle consommait est troublée.

Or, ce qui détermine les plus profondes de ces perturbations n'est autre chose que l'intérêt personnel opérant dans un état social où la propriété, le capital et le travail sont complètement dissociés.

Dans cet état, l'intérêt de la classe qui détient la propriété et le capital ne concorde pas nécessairement avec l'intérêt social.

Il y a ainsi un ordre naturel selon lequel le progrès économique doit normalement s'accomplir, pour qu'à l'accroissement de production corresponde toujours un accroissement de jouissances au profit des travailleurs, objet réel à poursuivre par la science.

L'intérêt social est que l'ordre naturel des fonctions

économiques soit respecté : que le progrès du *revenu* détermine l'accroissement de la *consommation*, et avec lui les progrès nouveaux de la production. L'intérêt social est que le revenu de la classe travaillante ne subisse pas d'atteinte, puisque la réduction de ce revenu diminue d'abord la somme de jouissance de la classe la plus nombreuse de la société, et que, se répercutant sur la production, elle trouble son équilibre avec la consommation, car le même produit doit s'échanger contre un revenu moindre. L'illustration de ces doctrines est dans les livres III et IV des *Nouveaux Principes* et dans la plupart de ses *Etudes*. (Ie, IIe, XIVe XVe Essais surtout).

§ 5. **La richesse territoriale et le droit économique de Sismondi**. — Le livre III des *Nouveaux Principes*, et les *Essais* III à XI sont consacrés à l'une des deux classes de richesses auxquelles deux types de sociétés correspondent : la *richesse territoriale*. Ici l'homme demande directement à la terre le fruit de son travail ; par la *richesse commerciale*, il l'attend d'échanges avec les autres hommes.

Sismondi recherche quelles sont les institutions légales qui ont pour effet d'assurer les progrès de la culture, et quel est le rôle du gouvernement. Le droit pour Sismondi, comme pour les physiocrates, a comme fondement l'intérêt social même. Les physiocrates consacraient la propriété individuelle, parce qu'elle représentait pour eux le système de garanties naturelles le plus parfait, qui déterminât l'homme à appliquer son industrie et ses capitaux à la production. La propriété, en assurant à chacun le fruit de son travail, et en attribuant à celui qui avait mis primitivement le sol en état de culture, le droit de jouir et de disposer de ce sol, la propriété garantissait à la fois la plus grande production possible, et permet-

tait aussi de nourrir la plus *grande population* possible. Sismondi admet, comme les physiocrates (1), que la justification de la propriété est dans l'intérêt social. Ce n'est pas un droit supérieur qui est attribué au premier occupant, c'est un droit qui a été accordé en raison de l'intérêt que la société trouve à augmenter ainsi ses moyens de subsistance. Il parle de la propriété comme d'une heureuse usurpation dans ce sens. Mais la propriété n'aura pas, pour Sismondi, le caractère d'un droit naturel, ce sera un *droit historique*. L'observation révèle que la propriété manque souvent à sa destination sociale. La propriété, inventée pour le plus grand avantage de tous, peut être employée à causer la misère de tous (2). Conçue pour assurer le plus grand développement de l'agriculture, et avec elle l'abondance des aliments pour tous, elle peut se retourner contre sa propre fin. L'abus du droit de propriété lui paraissait tolérable tant qu'il se restreignait à quelques individus isolés, qui, se soustrayant à la fonction sociale de la propriété, disaient par exemple : Je ne veux pas que les hommes vivent du produit de ma terre et livraient le sol à la stérilité. Mais dès lors que les excès et les abus de la propriété devenaient généraux, l'*intérêt privé du propriétaire cessait de se confondre avec l'intérêt public*, il n'était plus une garantie suffisante pour l'intérêt de tous : en y cédant, le propriétaire n'assurait plus l'intérêt général, et la propriété restait sans justification, elle cessait d'accomplir sa fonction sociale (3). Sismondi reconnaissait alors au législateur le droit de limiter la propriété, de soumettre la propriété

(1) *Nouveaux Principes*, I, 161.
(2) *Essais*, I, 232.
(3) *Ibid.*, II, 233, N. P., I, p. 160.

territoriale à une législation qui en fît résulter le bien de tous, puisque le bien de tous a seul légitimé cette propriété.

Dans l'agriculture, l'intérêt social est que le plus grand produit brut soit réalisé (1), c'est ce qui assure la plus grande masse de fruits du sol à partager entre le travailleur agricole, celui qui dirige les travaux et le propriétaire : et par là c'est ce qui assure par l'échange que les classes agricoles font de l'excédent de leur subsistance, la subsistance de la nation tout entière, l'aisance de toutes les classes (1).

L'opposition de l'économie sociale et humaine de Sismondi et de la chrématistique n'est nulle part mieux marquée qu'ici. Celle-ci légitimera la poursuite du plus grand produit net, l'objet de celle-là sera de poursuivre le plus grand produit brut ; la richesse est pour celle-ci une fin, et elle aboutit à faire de l'homme un moyen ; l'homme est pour celle-là la seule fin, et la richesse est un moyen ; celle-ci cédera à la logique inflexible des intérêts égoïstes ; celle-là ne justifiera l'intérêt privé qu'autant qu'il s'harmonisera avec l'intérêt social.

Sismondi a tracé dans les *Nouveaux Principes* un tableau des systèmes d'exploitation du sol qui se sont historiquement succédé depuis la constitution de la propriété individuelle : le sol est d'abord cultivé par son propriétaire, c'est l'exploitation patriarcale ; les progrès de la richesse, du luxe et de l'oisiveté ont fait substituer, dans tous les Etats de l'antiquité, l'exploitation par des esclaves ou servile à l'exploitation patriarcale (2). Les invasions des barbares, dans l'empire romain, ont amené

(1) *Nouveaux Principes*, I, 152.
(2) *Nouveaux Principes*, I, p. 150.

l'adoption de différents systèmes propres à rendre aux esclaves un intérêt dans la vie, une affection pour leur travail (1). Tantôt le maître du sol en partagea les fruits avec le cultivateur : c'est le *métayage* ou système d'exploitation à *moitié fruits* (2) ; tantôt le maître partagea non les fruits du travail, mais le travail même, obligeant le cultivateur à travailler pour lui gratuitement un certain nombre de jours : c'est l'exploitation par corvées ; tantôt le maître, renonçant à faire travailler les serfs pour lui-même, retira de leur travail un loyer : c'est le système de la *capitation*.

Mais à ces formes contractuelles qui résultent toutes de l'ancien servage, les nations modernes les plus avancées ont substitué en général le *bail à ferme*, par lequel le propriétaire cède la terre toute nue, moyennant un revenu toujours égal, à un cultivateur qui l'exploite avec ses capitaux (3). Les effets de ces systèmes de culture ont été étudiés par Sismondi plus profondément qu'ils ne l'avaient été par aucun économiste avant lui : il en est deux qui doivent encore nous arrêter aujourd'hui : l'exploitation patriarcale — le bail à ferme. Nul n'a dépeint avec plus d'enthousiasme que Sismondi les effets économiques, moraux, politiques du faire-valoir direct ou du système patriarcal, le bien-être qu'il assure, les vertus qu'il développe, les gages de stabilité qu'il donne à l'ordre public. C'est pour lui la forme la plus parfaite de l'exploitation du sol : « Tout contrat, dit-il, tout partage de fruits qui sépare l'intérêt de la propriété d'avec l'intérêt de l'exploitation, tend à détruire ou du moins à diminuer

(1) *Nouveaux Principes*, I, 165, suiv.
(2) *Nouveaux Principes*, I, 190.
(3) *Nouveaux Principes*, I. 189 suiv.

le bon effet que la société avait attendu de l'appropriation des terres (1). C'est la culture patriarcale qui, répondant le mieux aux fins sociales, réalisera le plus grand produit brut. C'est là que non seulement l'intérêt pour la terre est le plus vif, mais même l'affection : par elle, l'homme a travaillé pour ses derniers neveux, parce que l'homme aimait son ouvrage autant qu'il les aimait eux-mêmes. Il la considère comme un des grands stimulants au perfectionnement de l'agriculture, et comme l'un des freins puissants du principe de population ; par elle, la population s'accroît jusqu'à ce qu'elle ait atteint sa limite naturelle : aussi longtemps que les progrès de la science agronomique et l'augmentation du travail permettront, en divisant les héritages, de faire subsister chaque famille nouvelle, la population croîtra, mais il ne faut pas craindre que le propriétaire élève ses enfants pour en faire des mendiants (2). Sismondi a communiqué à Stuart Mill, si préoccupé de la solution du problème de la population, son amour de la petite propriété associée à la culture. Dans son livre sur l'excès de la population et ses remèdes, Thornton s'est fait, avec une riche illustration de faits, le défenseur de la théorie de Sismondi. Le système du métayage présentait, dans certains Etats comme la Toscane, des avantages analogues par la durée indéfinie même de l'occupation (3) ; mais ailleurs éclate l'infériorité du système sur le faire-valoir direct par le paysan-propriétaire. Dans certains Etats, Naples, Gênes, Lucques, la division des métairies les livrait à une folle enchère, et pendant que le *revenu*

(1) *Nouveaux Principes*, I, 219.
(2) *Nouveaux Principes*, I, 166.
(3) *Nouveaux Principes*, 171.

net du maître augmentait, le revenu du travail *diminuait*, et le travailleur *se contentait* d'une subsistance de plus en plus chétive, n'imposant plus de frein normal à la population (1). Telle est l'infériorité fondamentale de la métairie, qui dépend du maître, sur la propriété, qui est héréditaire.

L'étude des effets des *baux à ferme* amène Sismondi à comparer la grande à la petite culture, ou mieux, le système des grandes fermes à celui des petites fermes (2). Sismondi ne prononce pas un jugement absolu sur la valeur de la grande et de la petite culture ; il admet que l'un et l'autre de ces systèmes peuvent être poussés à l'excès, parce que l'intérêt du propriétaire, poursuivant le plus grand revenu net, peut faire fléchir l'intérêt social (3). On vient de le voir pour le métayage ; il en est de même pour la grande culture anglaise au développement de laquelle il assiste. Ce qui caractérise les grandes fermes, c'est l'accumulation des capitaux, l'étendue des cultures, le caractère scientifique de l'exploitation, et surtout la disparition graduelle de la classe des petits fermiers qui réunissaient en eux la direction et l'exécution effective du travail agricole, et la formation d'une classe de journaliers chargés, sur les ordres des fermiers, d'exécuter tout le travail de la culture, vivant au jour le jour du salaire de la semaine, sans aucun lien avec la propriété, auxquels la petite culture devient de plus en plus inaccessible, et qui, toujours près d'éprouver les derniers besoins, en outre livrés à tous les risques de maladie, d'accidents, d'invalidité de

(1) *Nouveaux Principes*, I, 192-3. — *Essais*, I, p. 201 et 202 suiv.

(2) *Nouveaux Principes*, I, 199.

(3) *Nouveaux Principes*, I, 222-223.

vieillesse, courent toutes les chances de la ruine et ne conservent, selon le mot de Sismondi, *aucune de celles de la fortune.* Sismondi montre comment les grands fermiers ont une situation plus avantageuse que les petits fermiers vis-à-vis des consommateurs, contre lesquels ils peuvent mieux se coaliser pour vendre à meilleur prix ; vis-à-vis des ouvriers salariés, auxquels ils peuvent par leur coalition imposer leurs conditions (1) ; à l'égard des propriétaires enfin, le système est favorable au début, parce qu'il permet aux grands fermiers de payer de plus gros fermages que les petits fermiers, auxquels ils se substituent, et accroît par là le *revenu net* ; mais plus tard, il facilitera la coalition des fermiers contre les propriétaires. Sismondi n'est pas sans reconnaître les avantages réels des grandes fermes pourvues de capitaux suffisants, réalisant dans la culture des économies de temps et de travail (2) ; mais il marque les effets redoutables des économies de main-d'œuvre réalisées dans les Etats comme l'Angleterre, où la population surabonde, par l'emploi des machines ou la substitution du travail des animaux à celui de l'homme dans la culture. Ce système des grandes cultures entraîne avec lui un enchaînement de perturbations dans l'ordre naturel des sociétés économiques : la population des campagnes qui se réduit dans d'énormes proportions, sans que son sort s'améliore, l'instabilité du travail, le recours incessant à l'assistance publique, ces effets et d'autres encore amènent Sismondi à dire qu'au plus haut terme de la civilisation moderne (3), l'agriculture se rapproche de cette période de corruption de la civilisation antique, où

(1) *Nouveaux Principes*, I, p. 239.
(2) *Nouveaux Principes*, p. 230-231.
(3) *Nouveaux Principes*, I, 232.

tout l'ouvrage des champs était fait par des esclaves. C'est dans un chapitre très intéressant (l. III, ch. x) sur les lois régissant le commerce des blés, que Sismondi marque, avec la plus puissante éloquence, les effets du commerce international selon le système d'exploitation, et la réaction qu'exerce sur la législation douanière une organisation agraire caractérisée à la fois par les grandes fermes et la séparation de la propriété et de la culture. D'une part, avec la constitution des grandes fermes, les produits agricoles, de richesses territoriales qu'ils étaient, deviennent des richesses commerciales, c'est-à-dire qu'ils sont tous destinés à être échangés. Les classes agricoles subissent donc le contre-coup de toutes les variations des prix du blé sur le marché international.

A l'époque où il écrivait, l'agriculture anglaise était livrée à la concurrence des blés de la Pologne et de la Russie méridionale ; il démontrait que la culture étant en Pologne organisée par corvée, le travail du paysan ne coûtant rien au seigneur, le prix du blé pouvait s'abaisser bien au-dessous de son coût de production en Angleterre, sans que la culture fût découragée en Pologne. Ces concurrents étrangers pouvaient donc toujours vendre à meilleur marché. Les propriétaires anglais maintenaient leurs fermages, leur revenu net, les grandes fermes s'efforçaient de s'assurer un prix rémunérateur à l'aide de droits protecteurs, qui faisaient ainsi peser un monopole odieux sur les consommateurs. D'un autre côté, Sismondi montrait que la suppression brusque des droits sur les blés étrangers eût, sans doute, abaissé tous les fermages à un prix infiniment bas, mais elle eût retenti cruellement sur les journaliers agricoles (1) : car

(1) *Nouveaux Principes*, I, 226.

les grandes fermes se fussent pour la plupart transformées en pâturages, employant le dixième des bras appliqués à la culture du blé. Telle était l'instabilité à laquelle le régime des grandes fermes destinées à assurer un plus grand produit net, livrait l'agriculture chez la nation la plus avancée. Sismondi montre que si les fermes étaient moins étendues, que la culture fût aux mains des propriétaires, sans doute les cultivateurs subiraient le contre-coup des variations du prix des produits dans la mesure de ce qu'ils en vendraient, mais comme ils produiraient avant tout pour leur propre consommation, ils résisteraient néanmoins à la concurrence étrangère, et persisteraient dans la culture malgré leur perte partielle. Cette solution de Sismondi est intéressante encore à une époque où l'extension du marché et la concurrence transatlantique ont ranimé les efforts des protectionnistes.

Mais le propriétaire séparé de la culture du sol peut avoir un intérêt tout à fait distinct de l'intérêt social. Le revenu net qu'il recueille peut s'accroître sans que s'accroisse le produit brut, ou bien le même revenu net peut être obtenu plus commodément au prix d'une diminution de la part du travail, et c'est alors que l'intérêt privé du propriétaire est en opposition avec l'intérêt social.

L'expulsion des cultivateurs de race gaélique en Ecosse, de 1811 à 1820, par la marquise de Stafford fournit un premier exemple saisissant de cette opposition d'intérêts.

Mais Sismondi trouve dans l'Irlande un champ d'observation plus vaste. A son époque, la misère de l'Ir-

(1) *Nouveaux Principes*, I, p. 254.

lande était plus profonde encore qu'aujourd'hui : non seulement la tendance égoïste des classes riches, propriétaires du sol, n'était pas contenue par la loi, et avait cessé de l'être dans la plus grande partie du pays par la coutume, mais de plus, la concurrence des pauvres favorisait l'accroissement du *revenu net* des propriétaires, aux dépens du revenu des classes qui appliquaient leur travail et leur capital au sol. L'Irlande lui apparut telle encore que des enquêtes plus récentes nous l'ont révélée, avec une propriété très concentrée, une population dense, ayant un besoin absolu de la terre, *hunger of land*, se livrant à une concurrence illimitée pour l'obtenir, et poussant le prix des baux au taux le plus excessif ; ces baux en général à volonté, *at will*, n'assuraient qu'une occupation précaire au cultivateur, et ne lui permettaient pas de jouir des améliorations qu'il apportait au sol.

Sismondi a présenté dans ses *Essais* un tableau sombre, et aussi douloureux, de la désolation de la campagne romaine. Là encore il montre l'antagonisme de l'intérêt des grands propriétaires et de l'intérêt social (1). Les grands propriétaires qui concentrent en leurs mains cette vaste campagne romaine, autrefois florissante, résistaient au progrès de la culture, parce que la culture du sol en blé, qui eût occupé un grand nombre de bras, ne rapportait qu'un revenu net inférieur à la conversion du sol en pâturage et à l'élève de troupeaux de moutons. « La vraie économie qu'ont faite les grands propriétaires, dit-il, celle qui les enrichit, c'est l'économie des vies humaines, c'est la suppression des habitants sur tout le territoire qu'ils possèdent. » (2)

(1) *Essais*, II, p. 32.
(2) *Essais*, p. 33.

Sismondi n'est jamais sorti de la conception du droit de propriété individuelle : il dit même quelque part qu'il lui est impossible de concevoir une forme juridique qui lui soit *radicalement* opposée ; mais il professe l'opinion que ce droit de propriété individuelle est historiquement *modifiable, perfectible.* L'Etat n'a plus pour lui la mission unique et exclusive que les Physiocrates lui assignaient, de maintenir un droit *naturel absolu et immuable* ; l'Etat, d'après Sismondi, a aussi pour fonction d'adapter les institutions juridiques aux conditions historiques, morales et économiques de la société (1). La vraie Economie politique est pour Sismondi celle qui est toujours prête à passer aux applications, qui ne se contente pas de montrer le mal absolu ou le bien absolu, et les règles abstraites du progrès de la richesse ou de la population, mais qui au contraire tient compte de toutes les difficultés que présentent des circonstances données, de tous les intérêts existants, et qui les soumet tous à la grande loi fondamentale de la société, à la recherche du plus grand bien de la race humaine.

Quand on a reproché à Sismondi d'avoir signalé le mal et de n'avoir indiqué aucun remède, on a manqué de justice. Les *Essais* renferment plusieurs projets de réformes dans l'institution de la propriété foncière, qui présentent aujourd'hui encore le plus grand intérêt. Dans le droit de propriété privée, il a distingué un élément *social* et un élément *individuel.* L'élément social du droit de propriété, c'est l'*ensemble des droits nécessaires* pour assurer la culture du sol, c'est-à-dire le plus grand produit possible, la plus grande quantité d'aliments pos-

(1) *Essais,* II, p. 59.

sible. Cette portion du droit de propriété, jamais la société n'a pu l'aliéner, parce que c'eût été se dépouiller des *conditions de sa propre existence*, et la société n'a jamais pu aliéner son droit d'exister. Cette portion du droit, c'est la faculté de jouir du sol dans la mesure des exigences économiques de la nation, c'est son domaine utile. — Ce qu'il y a d'individuel dans la propriété, ce que la société a pu aliéner au profit des individus, ce sont les fruits, ou la valeur des *fruits que le sol produit naturellement*.

Sismondi en vient ainsi à rompre le faisceau des droits qui constituent la propriété individuelle du sol; il en détache un droit de *jouissance perpétuelle* (emphythéose) qu'il assure au cultivateur, — un *domaine utile* qui laisse subsister un *domaine direct* pour le propriétaire. Ce droit de jouissance perpétuelle attribué au cultivateur lui semble de nature à garantir le plus grand produit possible : car par là le cultivateur aura la propriété perpétuelle du fruit de son travail, la jouissance incommutable de toutes les améliorations qu'il apporte au sol. C'est là que Sismondi cherche la solution de cette question qu'il s'est posée dans son onzième *Essai* : *Comment rappeler la population et la culture dans la campagne romaine ?* Ce droit *réel*, dont dispose la société au profit du cultivateur, coexistant avec ce que Sismondi laisse subsister de la propriété individuelle, immuable, répond au but économique de l'accroissement des produits — au but moral de la suppression de la fainéantise, du progrès dans le respect des lois (1). C'est ainsi qu'il voulut mettre fin à la grande propriété, aux *latifundia* qui, depuis vingt siècles, perdaient l'Italie. Il demandait la *loi agraire*

(1) *Essais*, II, p. 86.

mais non la spoliation des princes de la terre ; il imposait seulement au propriétaire l'obligation d'aliéner le *domaine utile*, la *jouissance effective*, moyennant *les rentes existant alors et que le cultivateur eût payées désormais indéfiniment* (p. 93). Sismondi a proposé pour l'Irlande la même solution que pour la campagne romaine. Il veut obliger les *landlords* irlandais à concéder leurs terres aux cultivateurs contre le payement d'une rente perpétuelle (1). Ce n'est pas encore la seule intervention de l'autorité ; il lui assigne également la mission d'évaluer cette rente perpétuelle.

Il veut à tout prix mettre un terme aux rentes exagérées que le paysan payait encore en 1880. « Il faut, disait-il, que le paysan irlandais soit logé, vêtu, nourri, chauffé, comme de bons paysans doivent l'être. Ce qui restera après ce salaire nécessaire pourra seul constituer la rente (2). »

N'est-il pas d'un grand intérêt de rapprocher ces vues de Sismondi de la législation réelle qui a été appliquée par l'acte de 1881 à l'Irlande ? Gladstone semble s'être imposé pour mission de faire passer l'idée de Sismondi dans la législation. L'acte de 1881 opère une véritable séparation, dans la propriété, du droit qui reste individuel et du droit social. En effet, dans l'intérêt social il consacre un véritable droit utile de propriété au cultivateur locataire sur les améliorations apportées par lui au sol ; ce droit est cessible à des tiers (*free sale in land*) ; il entraîne avec lui le droit pour le locataire d'occuper à perpétuité la terre, pourvu qu'il accomplisse toutes ses obligations vis-à-vis du propriétaire actuel

(1) *Essais*, I, p. 252, 253.
(2) *Essais*, II, p. 257.

(*fixity of tenure*) ; de ces obligations, la plus importante est de payer le fermage qui sera équitablement établi par une commission spéciale (*fair rent*). Le système des trois F est tout entier dans Sismondi. Ce mode de socialisation partielle du sol a passé inaperçu, et ici encore la position historique de Sismondi soulève la controverse. Dans sa belle étude, H. Hitier (1) soutient que Sismondi, en maintenant la propriété individuelle, se sépare par là radicalement des socialistes ; mais si le socialisme est essentiellement une transformation de la propriété, ce qui n'est pas douteux, comment ne pas voir déjà en puissance dans la conception évolutive et historique de Sismondi, cette transformation radicale, bien que l'historien philosophe se déclare incapable de concevoir une forme de propriété en tout distincte de la nôtre ?

§ 6. **La richesse commerciale et les perturbations de l'ordre économique. Les crises.** — L'unité imposante de l'œuvre de Sismondi se révélera de nouveau à nous dans l'analyse du livre IV qui traite de la Richesse commerciale : c'est là que s'agite le problème social sous sa forme la plus pressante ; là surtout nous retrouverons l'influence que Sismondi a exercée sur le socialisme contemporain, et la trame d'une partie du *Capital* de Karl Marx.

La richesse commerciale, par sa notion, est celle qui est *produite* pour être échangée entre les hommes ; la classe qui vit exclusivement de la richesse commerciale doit se développer après celle qui vit directement de la richesse territoriale, due à des échanges immédiats avec

(1) *Sismondi*, par Hitier, *Rev. d'Economie politique*, juin 1899, p. 571.

la nature : il y a là une subordination dans l'évolution, il faut que les aliments, les fruits de la terre présentent un excédent au delà de la subsistance des cultivateurs, pour que la classe non cultivatrice soit possible. C'est la thèse des Physiocrates reproduite avec l'élargissement que Smith lui a donnée ; Sismondi admet en effet le produit net des Physiocrates, mais en affirmant la productivité de tous les autres travaux économiques et en repoussant l'idée que toutes les fonctions sociales de l'industrie, des arts, du commerce n'aient d'autre but que de servir les propriétaires fonciers.

La notion de richesse commerciale est inséparable de la division du travail, de cet état d'organisation sociale où l'on cesse de travailler directement pour satisfaire ses besoins, et où l'on travaille pour satisfaire directement les besoins des autres.

La connaissance du marché pour lequel le producteur travaille, c'est-à-dire celle du nombre des consommateurs, de leurs goûts, de leurs revenus, de tout ce vaste ensemble de grandeurs variables selon les milieux et les circonstances, devrait être, au point de vue de la société même, la condition fondamentale de l'équilibre normal de la production et de la consommation.

Tout cet ensemble de circonstances, qui influent sur la consommation de chaque produit, échappe au producteur individuel, et une autre circonstance essentielle lui échappe aussi dans l'état de libre concurrence où son industrie s'exerce, c'est le nombre, ce sont les ressources de ces concurrents qui vendent les mêmes produits que lui. Sur quoi se règle alors le producteur individuel engagé dans cette lutte sans merci ? Il se règle, pour fixer sa production, sur la comparaison du prix de vente qu'il peut retirer du produit, et des dé-

penses de production que ce produit lui coûte, en y ajoutant le profit ordinaire qu'il pourrait retirer de son industrie (1). Suivant que dans cette comparaison le profit qu'il peut retirer de son industrie s'élève ou s'abaisse, *il est porté à étendre ou à restreindre la production*, à y engager de nouveaux capitaux, et en y engageant des capitaux nouveaux, à faire appel à des travailleurs nouveaux. Ici Sismondi montre, à l'opposé de l'*école abstraite*, qu'une fois engagés, les capitaux nouveaux se retirent souvent difficilement ou ne peuvent se retirer du tout de leur emploi, quand ils ont revêtu la forme de capitaux fixes, installations, outillage, machines. Une fois adaptés à un travail déterminé, les ouvriers tendent à y rester appliqués et passent difficilement à une autre industrie : si bien que la production pourra se prolonger longtemps encore, après que la baisse des profits aura *marqué que la production tend à dépasser la consommation* (2), et que longtemps aussi les travailleurs pourront se contenter d'un salaire beaucoup plus faible qu'au début. Sismondi renverse cette thèse abstraite de la *mobilité* absolue du capital et du travail, qui *leur permettrait de s'ajuster rapidement aux conditions variables du marché*. Cairnes développera plus tard la même doctrine (*non competing groups*).

C'est ainsi qu'il pourra exister à un moment donné des écarts considérables entre les profits des différentes industries, et les profits ne se nivellent que dans les industries que l'on peut entreprendre et quitter avec facilité.

Dans ces conditions, l'équilibre de la production et de la

(1) *Nouveaux Principes*, I, p. 331.
(2) *Nouveaux Principes*, I, 334 et suiv.

consommation, fondement de la vie collective normale, dépend exclusivement des énergies individuelles agissant sous l'empire de la concurrence illimitée : tout producteur individuel, obéissant exclusivement à son intérêt, tend non pas à un ajustement direct et systématique de la production à la consommation, mais à étendre son propre débit, ses débouchés particuliers aux dépens de ses concurrents ; comme l'acheteur des produits est guidé par leur bon marché, le producteur vendra plus s'il vend à meilleur marché ; c'est pourquoi aussi il tendra à réaliser le plus d'économies possible dans les matières employées et dans le travail ; en un mot, il tendra à employer le moins de travail possible pour le même produit. Supposez dès lors que la consommation des produits soit invariable et que le même travail soit accompli avec dix fois moins de bras, les *neuf dixièmes* du revenu de la classe ouvrière employée lui seront retranchés et sa consommation sera réduite d'autant.

C'est ici que Sismondi soulève la question des machines. Sa véritable pensée a été si fréquemment méconnue et travestie, et la gravité de la matière est telle, qu'il nous faut lui donner quelques développements.

Pour juger les effets des machines, Sismondi se met, ce que l'on n'a pas considéré assez, avant tout au point de vue de cette loi fondamentale de subordination des fonctions qui est l'âme de toute son œuvre, et, à ce point de vue, il est vraiment absurde de voir en Sismondi un adversaire des machines. Placez-vous en effet dans les conditions de l'ordre naturel d'après lui.

Un plus grand revenu a fait croître une plus grande demande de produits, une consommation plus étendue : si en même temps un capital nouveau est appliqué à l'industrie sous la forme de machines pour satisfaire à

la demande plus grande de produits, il n'en résultera que du bien pour la société, car les ouvriers employés recevront le même revenu, des ouvriers nouveaux trouveront un revenu dans le nouveau capital (1); il y aura une plus grande abondance de richesses, et plus de besoins satisfaits, il n'en résultera que des bienfaits.

Si les consommateurs n'ont pas besoin d'un plus grand produit, l'application des machines sera encore utile pourvu qu'elle procure aux fondateurs un plus grand loisir par la réduction du temps de travail : si la durée du travail n'est pas réduite, et que la demande du produit reste invariable, il est clair qu'un nombre plus ou moins considérable d'ouvriers deviendra inutile, puisque le même travail sera accompli par l'heureux inventeur de la machine en moins de temps ; c'est alors que l'invention de la machine deviendra une *calamité*, selon l'expression de Sismondi, puisque l'inventeur de la machine, au lieu de l'employer à soulager ses propres ouvriers, l'emploie à tuer les ouvriers de son concurrent, dont il enlève les débouchés.

Quand les perfectionnements de l'industrie ne sont pas le résultat d'une demande nouvelle de produits, l'emploi de nouveaux capitaux sous forme de machines, *sans diminution du capital employé* dans un pays à rémunérer les ouvriers, pourra procurer un avantage national aux dépens des producteurs étrangers ; le salaire des ouvriers nationaux ne sera pas réduit, mais il fera perdre des salaires aux ouvriers étrangers.

C'est dans ce cas que Sismondi a écrit : « Ce perfectionnement a tué à de grandes distances d'anciens producteurs qu'on ne voyait pas et qui sont morts ignorés, il a

(1) *Nouveaux Principes*, I, 399.

enrichi autour de l'inventeur des producteurs nouveaux, qui, parce qu'ils ne connaissaient pas leurs victimes, ont regardé chaque découverte comme un bienfait pour l'humanité. »

Le cas le plus redoutable de l'emploi des machines est évidemment celui où le fabricant, *sans qu'il y ait une demande nouvelle de produits*, et sans qu'il y ait *augmentation de capitaux*, convertit en machines une portion du capital qui servait à entretenir ses ouvriers : alors si son revenu net s'accroît, c'est aux dépens directs du revenu des ouvriers qu'il supprime, et la perte sociale est certaine, quelque avantage individuel qu'il recueille. C'est là que l'on saisit nettement la différence du point de vue social et du point de vue individuel, qui préoccupe tant Sismondi, et qu'il s'efforce de mettre en lumière : au point de vue individuel, il est clair que l'accroissement du revenu est un avantage; mais au point de vue social, il n'y a pas accroissement de revenu, mais déplacement de revenu ; ce qui augmente la part du maître est retranché à l'ouvrier. Sismondi montre l'influence qu'une distribution du revenu plus voisine de l'égalité exerce sur la prospérité nationale, sur la consommation et la production : il n'est pas indifférent, au point de vue social, que le revenu se concentre entre les mains de quelques capitalistes faisant travailler des milliers d'ouvriers misérables, et qu'il se divise entre un plus grand nombre d'entrepreneurs faisant travailler des ouvriers moins pauvres : plus la distribution des revenus rapproche la masse de l'aisance, et plus aussi l'encouragement donné à l'industrie nationale est considérable, plus par conséquent l'approximation de l'égalité tend à rendre normal le mouvement circulaire de la richesse qui entretient le corps social. L'effet des grandes fortunes est d'exclure les produits des

grandes manufactures de la consommation des riches, et de faire consommer surtout des produits de luxe exigant une main-d'œuvre chère et des matières d'origine lointaine.

C'est à l'étude de l'influence des machines et des inventions industrielles, que se rattachent les controverses mémorables que Sismondi eut successivement avec Mac Culloch, Ricardo, Say, en 1820 et 1824. Plusieurs études publiées sous le titre général : *Eclaircissements relatifs à la Balance des consommations avec les productions*, s'y rattachent : le plus important de ces écrits est de 1814, peu après la mort de Ricardo, qui, dans la dernière année de sa vie, avait visité Sismondi à Genève. Sismondi rappelle avec émotion les trop courts entretiens qu'il eut alors avec l'illustre représentant de l'Ecole chrématistique ou abstraite, et où s'agita cette grave question de la balance des consommations avec les productions, sur laquelle Sismondi revient tant de fois, parce qu'il la tient pour prépondérante en économie politique, et qu'elle est vraiment l'âme de son œuvre. Dans son débat avec Ricardo, reproduit en 1824, il donne à sa pensée l'expression la plus simple, et j'ai pu la traduire en un diagramme.

Une invention appliquée à la culture ou à l'industrie et augmentant la productivité du travail n'entraînera de rupture d'équilibre entre la production et la consommation, que par la réunion des deux circonstances suivantes :

1° si cette application de l'invention n'a pas été provoquée par une demande antérieure de travail, et par conséquent, nous le savons, par un accroissement antérieur de revenu ; si elle se résoud uniquement en une diminution de main-d'œuvre *pour réaliser le même produit qu'auparavant* ;

2° si la distribution des richesses est telle dans la société, que les travailleurs salariés forment une classe distincte des entrepreneurs-capitalistes-propriétaires, qui bénéficieront directement des inventions productrices (1).

Un exemple hypothétique comme celui de Sismondi fera mieux saisir sa pensée. Supposez qu'il s'agisse de la culture du sol : qu'un propriétaire-cultivateur emploie un certain nombre d'ouvriers à produire le blé, et que des inventions *accroissent la productivité du travail* :

1° Au début, le propriétaire obtient 120 sacs de blé avec dix ouvriers — *100* sont payés comme salaires à ces ouvriers ; *20* restent au propriétaire comme revenu.

Les ouvriers consomment directement 30 sacs.

Ils échangent contre les produits des manufactures des pauvres : 70 sacs.

Le propriétaire consomme directement 10 sacs.

Il échange contre les produits manufacturés : 10 autres sacs.

2° Une invention appliquée à la culture réduit la main-d'œuvre nécessaire pour produire la même quantité de blé ; chaque ouvrier peut produire 18 sacs au lieu de 12.

Le propriétaire réduit le nombre de ses ouvriers à 7 au lieu de 10 pour obtenir le même produit, même un produit supérieur : 126 sacs, en payant le même salaire à chaque ouvrier individuellement. La part du travail tombe à 70 sacs, celle du maître s'élève à 56 sacs.

Des 70 sacs recueillis par les ouvriers, 21 serviront à leur consommation directe, 49 seront échangés contre les produits des manufactures des pauvres.

(1) *Nouveaux Principes*, II, 417 et suiv.

Des 56 sacs recueillis par le maître, 10 comme tout à l'heure seront directement consommés, 46 seront échangés contre les produits manufacturés consommés par les riches.

L'effet direct de l'*épargne de travail* humain, sans qu'aucune demande nouvelle l'ait provoquée, est ainsi de réduire le *revenu du travail*, et d'augmenter le *revenu de la classe des entrepreneurs capitalistes*. Le second effet, l'effet dérivé, c'est un changement dans la *consommation*, une diminution dans la consommation des produits de l'agriculture et des manufactures du pauvre par la classe ouvrière. Le troisième effet c'est d'augmenter, pour la classe riche, *la capacité de consommer les produits* des industries qui travaillent pour elle, les produits de luxe. Il y aura trois ouvriers directement en souffrance, et à peu près trois indirectement ; mais par contre il y a une demande nouvelle de produits de luxe pour la classe riche, qui peut occuper près de quatre ouvriers, et de plus de deux ouvriers qui seront indirectement occupés, pour satisfaire aux besoins de ces ouvriers supplémentaires, dans les manufactures des pauvres. Le processus de la circulation du *travail* et du capital circulant qui l'alimente, *aboutit* à un rétablissement d'*équilibre* de la consommation et de la production. L'école abstraite, avec Ricardo et Mac Culloch, considère ces réadaptations comme si elles s'opéraient ou pouvaient s'opérer *instantanément* ; *en tout cas* elle fait, *ainsi que le dit Sismondi*, abstraction de l'espace et du temps : ces réajustements exigeront la formation d'ouvriers de luxe, le déplacement des ouvriers inemployés après un chômage plus ou moins long ; ils exigeront, en un point déterminé du marché économique, de nouveaux capitaux *fixes* à engager dans les industries qui les occuperont. C'est dans un intervalle

plus ou moins long que les ruptures d'équilibre, avec leur cortège de misères, se produiront.

Pour aboutir à une loi, que Karl Marx a développée dans le *Capital*, il suffit de prolonger les hypothèses de Sismondi, d'imaginer l'introduction successive des machines reproduisant successivement les mêmes effets. On comprendra alors *cette loi de décroissance relative du capital variable* ou du fonds des salaires, et l'accroissement de la plus-value au profit de la classe qui détient les instruments de travail.

Chaque découverte individuelle, selon le mot de Sismondi, qui généralise les cas que je viens d'exposer, diminuera la demande aux ateliers déjà existants et en créera une en compensation, qui s'adressera à des ateliers qui n'existent pas (1).

Sismondi renouvelle, à ce propos, ses protestations contre l'accusation si souvent formulée contre lui d'être hostile au perfectionnement des arts, et ennemi des machines, et de vouloir retourner à des âges barbares. « Non, dit-il, je ne veux point de ce qui a été, mais je veux quelque chose de mieux que ce qui est ». — Et plus loin dans la critique de Ricardo : « Ce n'est point contre les machines, ce n'est point contre la civilisation que portent mes objections, c'est contre l'organisation moderne de la société, organisation qui, en dépouillant l'homme qui travaille de toute autre propriété que celle de ses bras, ne lui donne aucune garantie contre une concurrence, contre une folle enchère dirigée à son préjudice, et dont il doit nécessairement être victime. Supposons tous les hommes partageant entre eux également le produit du travail auquel ils auront

(1) *Nouveaux Principes*, p. 431.

concouru, et toute découverte dans les arts sera alors, dans tous les cas possibles, un bienfait pour eux tous : car après chaque progrès de l'industrie, ils pourront toujours choisir : ou d'avoir avec moins de travail un plus long repos, ou d'avoir avec le même travail plus de jouissances. Aujourd'hui, ce n'est pas la découverte qui est un mal, c'est le partage injuste que l'homme fait de ses fruits (1) ».

C'est contre un état historique marqué par la séparation des classes, l'opposition des intérêts, la concurrence illimitée et l'insolidarité universelle que Sismondi s'élève, et la question sociale qu'il pose a conservé aujourd'hui les mêmes caractères généraux.

L'effet de l'épargne du travail humain dans des conditions contraires à celles de l'ordre naturel est de déterminer une concurrence plus intense entre les travailleurs, de les porter à accepter un salaire moindre pour un même travail, ou à offrir plus de travail pour un même salaire. Sismondi a mis en lumière les conditions inégales du maître et de l'ouvrier dans le débat du salaire : la nécessité du travail pressant chaque jour l'ouvrier qui doit travailler pour vivre, tandis que le maître peut attendre ; de la lutte entre la classe ouvrière et celle qui la paie, dans ces conditions d'insolidarité absolue, il résulte que la classe ouvrière donne tout ce qu'elle peut donner de travail sans dépérir. Le travail des enfants dans les manufactures, où ils travaillaient souvent alors de 12 à 14 heures, avait eu pour effet de permettre de réduire le salaire du père, sans augmentation du revenu de la famille (2). « On aurait

(1) *Nouveaux Principes*, p. 433.
(2) *Nouveaux Principes*, p. 380.

honte, dit Sismondi, de calculer le sacrifice de tant de victimes humaines, mais ce crime se commet journellement (1). » On voit par là que Sismondi admet que dans des conditions d'insolidarité universelle et absolue, le salaire gravite autour du *minimum* que Lassalle plus tard appellera le *salaire d'airain*. Sismondi ne peut encore, à l'époque où il écrit, mesurer l'influence que les associations ouvrières, les *trade-unions*, exerceront sur le taux des salaires, et comment elles arracheront le travail à cette fatalité apparente. Mais il rêve de rétablir par la loi entre le maître et l'ouvrier une solidarité légale, un ensemble de garanties qui soustraient le travailleur aux risques les plus funestes qui l'atteignent.

La conception du salaire minimum, autour duquel le salaire effectif gravite, n'a pas, chez Sismondi, un caractère absolu et invariable.

Elle est historique, elle dépend de la rupture de tous *liens d'association* entre les ouvriers, et entre les ouvriers et les maîtres. Le but que poursuit Sismondi est d'assurer au travailleur un *salaire naturel,* qui le garantisse contre les risques de chômage, de maladie, d'accident, d'invalidité. C'est à l'Etat qu'il fait appel exclusivement pour y parvenir. Le salaire naturel n'est pas seulement l'expression théorique du salaire normal, c'est le salaire juste qu'il faut assurer au travail, même par l'intervention de l'Etat. Ses idées sur l'association aux profits, sur la participation aux bénéfices (2) témoignent de sa préoccupation de transformer le régime du salariat, par un retour à la solidarité entre le maître et l'ouvrier.

(1) *Nouveaux Principes*, p. 383.
(2) *Id.*, II, p. 365-66.

Son sombre pessimisme est le même à l'égard de la durée du travail. Si l'on dispensait le travailleur du repos du dimanche, on ne le soulagerait pas, on ne ferait qu'aggraver sa situation : dès que l'observation du jour de repos ne serait plus imposée, la classe ouvrière serait réduite à travailler, sans discontinuation, pour le prix hebdomadaire qu'elle recevait antérieurement.

Tel est le résultat de l'opération de l'intérêt personnel, dans un état social où tout lien de solidarité est rompu entre les classes. Sismondi a, dans des passages éloquents des liv. II et IV, approuvé l'établissement *légal* d'un jour de repos ; il réserve au pauvre une part des jouissances sociales : en supprimant le jour de repos, la richesse serait accrue d'un septième sans doute, mais les riches seraient appelés à plus de luxe, et les pauvres seraient plus misérables (1). Cette législation limitatrice du temps de travail, si elle est condamnée par ceux qui ne considèrent que l'accroissement absolu des richesses, reçoit l'approbation de ceux qui n'estiment cet accroissement, qu'autant qu'il répand plus de bonheur sur le reste de la nation. Par deux fois il reproduit ces paroles amères : « L'homme isolé travaille pour que l'homme se repose ; on doit aux progrès de la civilisation qu'un homme puisse se reposer pour dix, pour cent, pour mille (2) ».

Sismondi expliquait les crises commerciales qui ont semé la ruine en Angleterre au commencement du siècle, et surtout en 1819 et 1825, par la méconnais-

(1) *Nouveaux Principes*, p. 78 et 387.
(2) *Id.*, p. 386.

sance de la loi qu'il s'est efforcé de mettre en lumière (1). Au lieu de mesurer la production au *revenu* et à la demande qui l'exprime, chacun, obéissant à son intérêt personnel, proportionne sa production non à la demande effective, mais aux capitaux qu'il veut employer, les producteurs se jettent en foule vers les nouveaux débouchés qui s'ouvrent, et courent à des pertes ruineuses.

Sismondi montre les marchandises de l'Angleterre en excès sur tous les marchés qu'elles avaient successivement envahis en 1818 et 1819 : l'Italie, l'Allemagne, la Russie, le Brésil, le Cap. les Etats-Unis, les Etats de l'Amérique du Sud ; l'Angleterre envoyant dans l'Inde des tissus de coton, et réussissant à travailler à meilleur marché que les indiens demi-nus, en réduisant ses propres ouvriers à une existence misérable (2). Après la crise de 1819 vint celle de 1825 : l'Angleterre avait reconnu les républiques de l'Amérique du Sud en dépit de la Sainte-Alliance, mais leur débouché naturel n'aurait pas suffi encore à absorber les produits anglais, si ces Etats, par des emprunts faits à l'Angleterre, n'avaient encore accru leurs moyens d'acheter les marchandises anglaises. Aussi longtemps que les capitaux anglais suffirent à acheter les marchandises anglaises pour les faire consommer par les Américains, il y eut une prospérité apparente des manufactures anglaises, mais quand ces capitaux empruntés furent épuisés, la débâcle fut rapide, car les produits manufacturés encombrèrent les magasins, les ouvriers réduits au chômage subirent le contre-coup terrible

(1) *Nouveaux Principes*, I, p. 364.
(2) *Id.*, p. 369.

de la crise (1). C'est alors que Sismondi dénonce encore une fois l'erreur de l'Ecole abstraite de Ricardo et de Say, d'après laquelle toute production apportant avec elle des moyens d'échange, rencontre naturellement une consommation avec laquelle elle s'équilibre. Le produit actuel ne s'échange, que contre le *revenu* antérieurement réalisé, qui peut être de beaucoup inférieur à ce qui devrait être, pour absorber la production entière à un taux rémunérateur, et l'erreur est de confondre le produit actuel avec le revenu contre lequel il doit s'échanger.

Ces évènements, dont Sismondi résume les traits principaux dans la seconde édition des *Principes* (1827), et le premier de ses *Essais*, l'avaient fortifié dans la conviction que l'étude des crises du commencement du siècle, et surtout de 1817-16, lui avaient inspirées. M. Eisenhart les rappelle, il fait la juste part des causes accidentelles, qui ne peuvent évidemment être confondues avec cette cause générale dérivant de la constitution de la grande industrie, qui frappait si profondément Sismondi. Mais malgré ces corrections nécessaires, la rupture d'équilibre, dérivant de ce que l'accroissement énorme de la production anticipait celui du revenu, se revèle encore et confirme la doctrine fondamentale que Sismondi empruntait directement aux faits.

« Les causes qui amenèrent ces crises, dit Eisenhart, ne justifient pas entièrement la condamnation dont Sismondi voulait frapper le système de la production moderne, car elles consistaient, en première ligne, en de fausses spéculations que d'autres circonstances

(1) *Nouveaux Principes*, p. 37.

peuvent également faire naître... La fin de cette longue guerre et la réouverture des ports européens, dit Tooke, l'historien de la crise anglaise, fit entrevoir le spectacle réjouissant d'une demande illimitée de toutes les marchandises, dont le Continent avait dû se passer depuis si longtemps. « La spéculation avait commencé à la première lueur d'une espérance de paix, au moment de la retraite de Moscou en 1812 ; elle s'accentua de jour en jour, encouragée par de premiers succès, et atteignit son point culminant au printemps de 1814, lorsque se préparaient les événements qui devaient amener la restauration des Bourbons et la paix générale. Le café que l'on payait, en 1812, 54 shillings le quintal était monté à 118 shillings, le sucre de 34 à 97, le coton de 7 pence la £ à 2 shillings, le tabac de 2 à 7 d. était monté à 1 shilling 10 d. et 5 shillings 6 d. : en général, toutes les denrées coloniales avaient en moyenne doublé de prix.

« La demande de produits manufacturés anglais entraîna une telle demande de travail, que les ouvriers furent en état de se faire accorder des augmentations de salaires, et se trouvèrent dans une situation beaucoup plus favorable que vingt ans auparavant. Mais cette augmentation éphémère des prix n'était fondée sur rien d'autre, que sur l'espoir de voir la paix et la reprise du commerce avec le Continent amener une demande incalculable de produits. On fut déçu dans cette attente. Car quelque grand que fût le désir de la population continentale de posséder des marchandises, dont elle avait dû se priver pendant si longtemps, elle dut limiter sa demande, ses moyens d'acquisition ayant été épuisés par la guerre ; d'autre part, les marchandises qu'elle aurait pu présenter en échange en étaient

exclues : les unes, les céréales, par le bill de 1815, les autres, les vins et les spiritueux, par des droits protecteurs exorbitants.

« Il fallut fort peu de temps pour que le marché européen fût surchargé : les prix baissèrent aussi rapidement du commencement de 1815 à la fin de 1816, que le mouvement de hausse avait été accentué de 1811 à 1814. Le prix du café tomba à 75 shillings, celui du sucre à 62, celui du coton à 1 sh. 2 d., celui du tabac à 5 1/2 d.-10 1/2 d. — Les produits manufacturés, dont l'exportation était plus que le double de celle des denrées coloniales, subirent des réductions de prix encore plus considérables.

« Les marchandises anglaises furent vendues moins cher en Hollande et dans le nord de l'Europe, qu'à Londres et à Manchester ; dans la plupart des places elles gisaient comme des masses mortes (Lord Brougham, 1816). Plus de la moitié fut perdue. De nombreuses banqueroutes éclatèrent dès la fin de 1814 : leur importance s'accentua jusqu'au commencement de 1816. Des grèves se produisirent : la situation des classes ouvrières devint d'autant plus misérable, que la période de cessation du travail coïncida avec celle des plus hauts prix pour les céréales. Des provinces entières furent désertées par leurs habitants : les malheureux erraient en bandes d'un endroit à l'autre et ne trouvaient à s'occuper nulle part. Puis vinrent des attentats contre les personnes et les biens : des ateliers furent pris d'assaut, des magasins pillés, des machines brisées ; il fallut recourir à la force militaire pour rétablir l'ordre.

« Aujourd'hui, ajoute Eisenhart, nous sommes tellement habitués au retour périodique de pareilles crises

commerciales, que nous les considérons comme des événements naturels, que nous les saluons même comme l'action épurante d'un orage : il n'en pouvait pas être de même pour ceux qui les observèrent au début, et sur qui elles devaient produire une impression d'autant plus vive, qu'ils avaient une plus grande confiance dans le nouveau système économique. »

Si large que doive être la part des causes accidentelles dans les crises du début du XIX[e] siècle, il faut s'arrêter à la cause sociale permanente à laquelle s'attache toute la pensée de Sismondi. Cette cause c'est la dissociation du capital et du travail, et la séparation de leurs intérêts : et c'est elle qu'il faut considérer, non dans les rapports des nations entre elles, mais selon le mot de Say, dans les rapports des nations avec elles-mêmes. C'est donc dans l'organisation sociale, et non plus dans les erreurs de la prévoyance individuelle, que Sismondi recherche l'explication de phénomènes dont la redoutable périodicité devient dès lors inévitable. Sismondi est d'accord avec Ricardo sur l'ordre abstrait des phénomènes (1). L'impulsion à la production vient de la demande, mais pendant que Ricardo soutient que cet ordre naturel tend d'une manière constante à s'accomplir, et n'est troublé temporairement que par des erreurs personnelles, Sismondi soutient qu'en vertu même de la cause sociale, la production tend sans cesse à anticiper la demande (2) ; si l'intérêt du capital et celui du travail étaient confondus, nul ne produirait en général au delà de la demande effective de ses produits ; si de nouvelles machines aug-

(1) *Letters of Ricardo to Trower*, p. 132-133.

(2) Voyez le résumé de la pensée de Sismondi, *Etudes sur l'Economie politique*, 1837, 1[er] essai, p. 50 et suiv.

mentaient la productivité de son travail, il en réduirait la durée et jouirait ainsi de ses effets ; mais dans l'état de division des intérêts, sous l'empire d'une concurrence sans limites, le capitaliste est sans cesse sollicité à augmenter la productivité de son industrie, à épargner le travail humain, et les travailleurs éliminés de l'atelier, n'ayant ni propriété, ni garanties, pressent sans cesse de leur âpre concurrence ceux qui restent occupés, et par là, en offrant leurs bras au rabais, sollicitent eux-mêmes sans cesse l'aiguillon de la production et l'intérêt des entrepreneurs ; il y a par là tendance à anticiper la demande et à élever la production au delà du revenu, à renverser dès lors l'ordre normal en proportionnant le produit non plus à la demande effective, mais au capital engagé. Ce n'est pas contre les produits que s'échangent les produits mais contre les revenus : la contraction du revenu de la classe travaillante se répercute sur la consommation ordinaire des pauvres, tandis qu'une demande compensatoire des maîtres se porte sur des produits qui n'existent pas encore. Sans doute, l'équilibre tend à se rétablir par l'extension générale de la demande qu'amène la baisse des prix ; cependant à Say qui glisse sur les *moments de transition*, parce qu'à leur suite les ouvriers gagnent autant et recueillent plus de produits, Sismondi répond que non seulement la réadaptation est lente et douloureuse, mais que les changements sont incessants ; les effets de la dissociation des intérêts se renouvellent sans cesse ; les revenus des deux classes étant livrés à des oscillations périodiques, les crises peuvent affecter le caractère de généralité, et l'instabilité de l'équilibre de la production et de la consommation est constante. C'est pour cela que Sismondi cherche à atteindre la cause profonde de la crise, et à rétablir l'unité du capital et du

travail, ou à envelopper le travail d'un système de garanties. C'est pour cela qu'il y revient sans cesse, et là certainement est le point central de son œuvre. C'est là aussi qu'éclate le grand divorce non seulement avec Say (1), Ricardo et Mac Culloch, mais avec Malthus lui-même, et le divorce est dans le droit économique. Puisque le vice est dans la dissociation des intérêts, le remède est dans la restauration de l'unité, et la séparation des intérêts dérivant de l'exercice même du droit de propriété, Sismondi est conduit à en réformer légalement le régime. C'est là que la résistance de l'Ecole sera invincible. Say d'abord : « Pourquoi Sismondi dit-il que la tâche d'associer les intérêts de ceux qui concourent à la même production, au lieu de les mettre en opposition, appartient au législateur? Comme si l'économie de la société tout entière ne roulait pas sur des intérêts qui se débattent entre eux? Quoi! parce que la société garantit à tout entrepreneur la libre disposition de ses capitaux, c'est-à-dire de sa propriété, *elle dépouille l'homme qui travaille !* Je le répète, rien de plus dangereux que des vues qui conduisent à régler l'usage des propriétés : cela n'est pas moins téméraire que de vouloir régler l'usage innocent que l'homme peut faire de ses bras et de ses facultés, qui sont aussi des propriétés (2). » Sismondi ne demande au législateur que de modifier ce qu'il a *créé :* a-t-il été neutre, dans le domaine des intérêts économiques, en consacrant la propriété individuelle, en réglant les partages, en consacrant des monopoles? Ce qu'il veut, c'est un élargissement de ces droits qui fasse

(1) Say, *Consommation et production*, *Œuvres diverses*, p. 254-255. Le même, *Correspondance avec Malthus*, *ibid.*, p. 445.

(2) Say, *Consommation et production*, *Œuvres diverses*, p. 259.

participer le travail à la propriété, qui donne un point d'appui stable à la propriété des bras et des facultés, qui harmonise des intérêts dont l'accord spontané lui paraît impossible.

Il y a, dans la correspondance de Ricardo, un passage important qui témoigne de l'influence que Sismondi a exercée sur lui, en même temps que de l'irréductibilité du conflit. Il écrit à Trower après son retour de Genève : « M. Sismondi a de larges vues, et il est sincèrement désireux d'établir les principes qu'il conçoit comme les plus propres à conduire au bonheur du genre humain. Il soutient que la grande cause de la misère de la masse du peuple, dans tous les pays, c'est l'inégale distribution de la propriété qui tend à abrutir et à dégrader les classes inférieures. La voie pour élever l'homme, pour le préserver de l'accomplissement de mariages inconsidérés, c'est de lui donner la propriété et un intérêt dans le bien-être général. *Jusque-là nous serions bien d'accord,* mais lorsqu'il soutient que l'abondance de la production causée par les machines et par d'autres moyens est *la cause de l'inégale distribution de la propriété,* et que la fin qu'il poursuit ne peut être atteinte aussi longtemps que cette production abondante continue, là, je pense, il méconnaît complètement la question, et il ne réussit pas à montrer la connexion de ses prémisses avec sa conclusion (1). » Ricardo reconnaissait avec Sismondi, dans l'inégale distribution de la propriété, la cause de la misère, c'est là un fait d'un grand intérêt ; l'illustre économiste mourut moins d'un an après, qui sait s'il ne se fût pas rapproché davantage de Sismondi ? Ce n'est pas dans la productivité des machines que Sismondi place la *cause*

(1) *Letters of Ricardo to Trower*, 14 déc. 1822, p. 195-196.

de l'inégalité ; il la place dans les institutions juridiques ; elles succèdent à celles où les membres des métiers étaient associés à la propriété de leur industrie, où les métayers, les censitaires, les fermiers étaient associés à la propriété du sol. Cette association est rompue ; les forces du travail, sans lien avec la propriété, s'opposent dans un régime de concurrence sans frein, d'insolidarité absolue, aux forces du capital débarrassé de tous liens légaux ou coutumiers de protection à l'égard du travail. C'est donc encore dans le droit qu'est le problème, qu'est la division des Ecoles : Sismondi conçoit les machines au service d'intérêts harmoniques, elles ne sont pas par elles-mêmes causes d'inégalité, mais, avec une concurrence anarchique, elles portent à l'extrême les effets de la dissociation du capital et du travail, et accélèrent la concentration de celui-ci par la défaite des plus faibles dans la lutte.

Malthus comme Sismondi combattait l'optimisme de l'Ecole de Ricardo, il ne reconnaissait pas que la production se créât par elle-même une demande ; il admettait que le capital pût être surabondant relativement aux emplois assurés à un moment donné, et aux débouchés ouverts aux produits ; il établissait que les besoins des *classes productives* ne se développent pas aussi rapidement que la puissance productive des capitaux ; il admettait dès lors comme possibles des ruptures d'un caractère général, dans la balance de la production et de la consommation (1). Il concluait par suite à la nécessité du développement d'une classe adonnée aux services personnels, d'une classe de travailleurs improductifs rétribuée soit

(1) Malthus, *Principes d'Economie politique*, édit. Guill., p. 322 et p. 364. Sismondi, *Nouveaux Principes*, édit. de 1827, II, p. 440.

par les revenus individuels, soit par le revenu de l'Etat, pour favoriser la demande des produits, et mettre *en jeu l'activité indispensable* à l'entier développement des ressources du pays; suivant le mot de Sismondi, Malthus trouvait un motif d'affirmer que les prodigalités mêmes du gouvernement avaient quelquefois servi la richesse publique, en créant une classe d'oisifs et de consommateurs, sans laquelle la production aurait été bientôt arrêtée par l'encombrement des marchés, et Say parlait avec ironie de l'admiration de Malthus pour la sagesse de la Providence, qui a permis qu'on nommât des *bénéficiers oisifs chargés du doux emploi de jouir et de consommer, sans rien faire, les fruits péniblement créés par leurs semblables* (1). Si Malthus s'accordait avec Sismondi sur la possibilité de crises générales, il ne pouvait évidemment accueillir la pensée dernière du rénovateur de la science; là reparaissait son accord avec Ricardo contre Sismondi : « Je ne saurais en aucune manière partager ses craintes au sujet des machines, et encore moins admettre le vœu qu'il manifeste de voir intervenir fréquemment le gouvernement, dans le but de protéger des individus et des classes entières de la société contre les suites de la concurrence (2). » Pas plus que Ricardo, Malthus n'entend ébranler les fondements juridiques de la société de son temps, et de même qu'il s'accorde avec Ricardo pour reconnaître que les causes qui encouragent et découragent l'accroissement de la richesse, dépendent surtout du taux des profits (3),

(1) J.-B. Say, *Sur la balance des consommations et des productions* (*Œuvres diverses*, éd. Guill. p. 251).

(2) Malthus, *Principes*, édit. Guill., p. 323.

(3) Article *Political Economy*, dans *Quarterly Review*, January, 1824, p. 332.

de même il professe avec lui et Say que le droit de propriété est intangible, que l'Etat doit s'abstenir de toute intervention dans les rapports du travail et du capital. Ainsi l'isolement de Sismondi parmi les économistes marque un moment décisif dans l'histoire des idées ; son œuvre critique renferme en puissance toutes les constructions idéales du droit économique socialiste, sans cependant qu'il veuille et puisse la traduire actuellement en aucune d'elles (1).

Dans le livre V des *Nouveaux Principes* consacré à la monnaie et au crédit, Sismondi complète l'exposé des causes des perturbations de l'ordre naturel des sociétés économiques. Son bel *Essai sur le numéraire et les banques* se rattache directement à cette partie de son œuvre. Il distingue nettement, comme l'avaient fait les physiocrates et Smith, la monnaie des biens consommables, soit qu'on les destine à la jouissance (revenu), soit qu'on les destine à la reproduction (capital). La monnaie n'en est que la mesure, le signe, elle est l'instrument de leurs échanges. Mais pour faire circuler dans la société la masse totale de ces richesses, il admet qu'il faut que la masse de monnaie soit en une certaine proportion avec cette masse de richesses, proportion variable avec la quantité des produits à faire circuler, et avec la vitesse de circulation de la monnaie elle-même, ce que Mill appellera l'*efficiency* (2). Au delà de cette proportion nécessaire, l'accroissement de monnaie ne peut plus qu'amener la hausse des prix. L'un des problèmes qui ont préoccupé Sismondi est celui de la stabilité de la valeur de la monnaie dans le temps ; la mesure de la va-

(1) *Nouveaux Principes*, édition de 1827, II, p. 463.
(2) *Nouveaux Principes*, II, 8 et suiv. et p. 118-120.

leur de tous les produits, la monnaie ne présente pas une stabilité absolue ; assurément elle a une condition de stabilité relative qu'aucun autre produit ne présente au même degré, c'est que l'offre de monnaie se compose du stock monétaire accumulé par les siècles, auquel s'ajoute chaque année la récolte de métaux précieux ; celle-ci ne forme en général qu'une proportion très faible de l'accumulation antérieure (1). Les fluctuations de la valeur de la monnaie déterminées par les variations de cette proportion, ne peuvent donc être que faibles d'année en année ; cependant, comme ces fluctuations annuelles, en s'additionnant, peuvent déterminer à la longue des changements profonds dans la valeur de l'instrument des échanges, il importe de s'efforcer de diminuer encore les chances de fluctuations. L'un des moyens d'y parvenir, d'après lui, c'est d'employer indifféremment l'or et l'argent comme commune mesure des valeurs, en fixant une proportion légale entre eux. Sismondi développe là l'argument le plus décisif que puisse invoquer le système monétaire qui a reçu le nom de *bimétallisme*, et qui devrait s'appeler celui du double étalon : c'est de concourir à réduire les variations de la valeur de la monnaie, et par conséquent des prix des produits *dans le temps*. Chose intéressante, c'est à Sismondi qu'a été empruntée une image aujourd'hui célèbre pour marquer l'influence de l'association des deux métaux, et que l'on a toujours attribuée à Wolowski (2). « C'est ainsi, dit-il, à peu près que pour avoir un pendule d'une longueur invariable, on en combine la tige de verges de différents métaux pour que la dilatation de l'un, par la chaleur, corrige celle de

(1) *Nouveaux Principes*, II, 58-59.
(2) *Nouveaux Principes*, II, p. 58.

l'autre. Si le gouvernement fait choix d'un seul métal pour étalon et s'il déclare que l'autre est marchandise, (monométallisme), cet étalon se trouvera affecté par toutes les variations annuelles du produit des mines. Si au contraire il adopte et légalise la proportion qui lui paraîtra dominante dans le commerce du monde, par exemple aujourd'hui celle de quinze pour un ; s'il déclare que toute dette d'une once d'or pourra être légitimement payée avec quinze onces d'argent, et réciproquement, ainsi que cela se pratique en France, la mesure commune du commerce ne s'établira pas sur la quantité annuelle produite par les mines d'or ou par celles de l'argent, mais sur une moyenne proportionnelle entre les variations que subissent ces deux quantités, et l'étalon désiré en acquerra plus de fixité. »

Le mémoire célèbre de Wolowski, publié en 1863 et qui développe d'une manière si large la thèse du double étalon, procède par une filiation marquée de Sismondi.

La critique des banques que renferment les *Nouveaux Principes*, et l'*Essai sur le numéraire* se rattachent directement à la théorie des crises commerciales. Il juge que la théorie des banques a été non seulement approfondie par Adam Smith, mais même que depuis ce philosophe il ne lui reste aucun progrès à faire (1). Et cependant il constate que depuis la publication de la *Richesse des nations*, les entreprises inconsidérées, basées sur le crédit, se sont succédé avec plus de rapidité encore qu'auparavant, et ont entraîné successivement presque toutes les nations dans un abîme de calamités et de ruines.

Nous savons que, d'après Sismondi, la cause des plus grandes souffrances de son époque, c'est la méconnais-

(1) *Nouveaux Principes*, II, p. 90, suiv.

sance de cette loi qui subordonne au revenu les progrès de la consommation et de la production, c'est l'entraînement à produire plus de marchandises qu'on n'en peut consommer (1). La masse des capitaux accumulés est la cause immédiate qui pousse sans cesse vers des entreprises aléatoires, auxquelles succèdent périodiquement la faillite, la ruine et la misère. Chacun, mû par son intérêt, essaie d'enlever des débouchés à ses concurrents en vendant à des prix inférieurs (2) ; si la société souffre de ces entreprises imprudentes, elle doit évidemment souhaiter que l'on ne trouve pas de trop grandes facilités à se procurer des capitaux (3) ; or, les banques à l'époque de Sismondi donnaient ce spectacle de favoriser beaucoup trop l'esprit d'entreprise, en accordant beaucoup trop légèrement du crédit, en donnant à tous le sentiment d'une grande surabondance de capitaux (4). Le tableau de la crise des Etats-Unis en 1836 est tracé avec éloquence : avec un crédit qu'ils ne méritaient pas, les marchands américains ont donné des ordres disproportionnés à leurs chances d'écoulement, les manufactures ont redoublé d'activité pour exécuter ces ordres et ont paru être dans un haut état de prospérité ; les marchandises sont arrivées sur le marché en quantité fort supérieure à ce que l'Amérique en eût pu jamais consommer ; elles sont arrivées, dit Sismondi, mais non pas les consommateurs ; les marchands n'ayant vendu qu'une partie des produits, ont dû demander de nouveaux crédits qui leur ont été refusés, l'obligation de vendre à tout prix a déterminé des baisses effrayantes de prix, dé-

(1) *Essais*, II, 292.
(2) *Essais*, II, 294-95.
(3) *Nouveaux Principes*, II, 137.
(4) *Essais*, II, 294-295.

sespérantes surtout pour l'ouvrier. Les faillites des banques se sont succédé avec rapidité.

Sismondi s'est appliqué à montrer que l'action normale des banques est resserrée dans des limites étroites (1). Il montre d'abord que le crédit n'est point créateur de richesse, qu'il *déplace* seulement la richesse préexistante, en donnant à l'un la *disposition* de ce qui est à l'autre : si le crédit est la faculté d'emprunter, on n'emprunte point sans trouver un prêteur, on n'emprunte point ce qui n'existe pas.

La banque, en émettant des billets, ne crée aucune richesse, elle se borne à changer la destination d'une partie de la *richesse sociale* ; en effet, les billets de banque en se substituant à la monnaie, réalisent une économie de monnaie (2) : c'est-à-dire qu'une quantité de capital social était auparavant convertie en numéraire pour servir d'instrument des échanges ; par l'émission de billets de banque, une portion de ce numéraire, rendue disponible, peut être transformée en capital productif. Sismondi en marque les limites en prenant l'exemple de la Banque de France et de la Banque d'Angleterre. La Banque de France avait rarement à la fois pour une valeur de plus de 100.000.000 de francs de ses billets en circulation, et elle conservait une encaisse métallique de 45 millions environ pour y faire face. L'économie de monnaie qu'elle réalisait, le service qu'elle rendait au public avait pour limite 50 à 60 millions.

Telle est la limite du capital qu'elle prête au commerce moyennant intérêt (3). Son bénéfice est précisément égal

(1) *Nouveaux Principes*, II, 91 et suiv.
(2) *Essais*, II, 285 et s. *Nouveaux Principes*, II, 93.
(3) *Essais*, II, 284.

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

à l'intérêt de sa circulation en papier, moins l'intérêt de l'argent qu'elle garde en caisse, pour faire face au remboursement de ses billets à leur présentation. Sismondi montre que c'est le public, que ce sont les porteurs des billets *qui font crédit à la banque*, qui lui prêtent ce qu'elle pourra reprêter. « Une banque, dit-il, au moyen de son papier de circulation, se trouve en effet avoir un capital nouveau dont elle peut disposer (1) : mais ce capital n'est pas à elle, il est à ceux qui ont droit de retirer les écus de ses coffres, et qui les y *laissent de confiance.* »

Ce crédit, que les porteurs des billets de la banque lui font, est ébranlé chaque fois qu'ils éprouvent quelque crainte sur sa stabilité ; elle doit donc conserver une encaisse assez abondante pour faire face aux demandes de remboursements, et conjurer ou atténuer les crises (2).

Le danger de l'abus du crédit, de l'activité désordonnée qu'il entraîne, est tel, aux yeux de Sismondi, qu'il n'hésite pas à dire (3) : « Là où aucune banque n'existe encore, c'est un acte de sagesse de la part du gouvernement de n'en laisser établir aucune. » Il est hostile à la liberté des banques, parce que là où le commerce de banque est libre et en rivalité avec lui-même, le prêteur va chercher l'emprunteur ; les offres surabondantes de crédit entraînent les désordres redoutables de l'excès de production. En crise, chacun réclame de la banque *son or*, dit-il, car c'est un vrai dépôt que le porteur du billet a fait (4).

(1) *Nouveaux Principes*, II, 93.
(2) *Essais*, II, 286.
(3) *Essais*, II, 295.
(4) *Nouveaux Principes*, II, p. 138.

Il justifie par des considérations de morale sociale, la nécessité de fortes encaisses métalliques.

Le numéraire est le gage de sécurité de tous, de stabilité de toutes les fortunes. — « Il ne produit rien, mais n'est-ce rien que la stabilité et la sûreté ? (1) »

Pour lui, le billet de banque tend à redevenir un certificat de dépôt comme à Amsterdam.

Wolowski a hérité des défiances de Sismondi (2). Il fait les mêmes calculs que lui sur les services réels des banques, et réclame la garantie d'une encaisse monétaire telle, qu'elle aboutit presque à renoncer à l'emploi du billet de banque, ou à en faire un certificat de dépôt comme à l'origine.

§ 7. **La théorie de la population et la statique sociale.** — Le problème de la population, qui forme l'objet du livre III, prend avec Sismondi un caractère que Malthus ne lui avait pas donné. Ici encore l'auteur des *Nouveaux Principes* changera de point de vue et adoptera une méthode nouvelle, marquera l'admirable originalité de son œuvre. Pour Malthus, le principe de la population exprime par-dessus tout un rapport entre la *tendance naturelle de l'homme à reproduire son espèce*, et la *limite de la productivité du sol* ; ce qui domine sa pensée, c'est l'action des causes *naturelles, physiques*. Sismondi recherchera au contraire la limite de la population dans un fait *social, historique*, dans la distribution du *revenu*. C'est ainsi que le problème de la population ne se séparera pas, pour lui, des *institutions établies par les hommes mêmes*, dépendant du gouvernement ; c'est ainsi que le législateur ne séparera pas, à ses yeux, la

(1) *Essais*, p. 140.

(2) Laveleye, *Marché monétaire*, p. 162.

préoccupation de la richesse de celle de la population (1) : « il cherchera la richesse pourvu qu'elle profite à la population, il cherchera la population pourvu qu'elle participe à la richesse ». En interrogeant les tendances morales qui guident l'homme au moment de fonder une famille, il trouve que si l'homme obéit à la sympathie et y cherche son bonheur, il n'exposera pas volontairement les êtres qu'il aime à descendre à des conditions inférieures ; et s'il obéit à l'égoïsme, il ne s'exposera pas à y descendre lui-même. C'est pourquoi tout homme, avant de se marier, avant d'être père, calculera le *revenu* qu'il pourra partager avec sa famille. La population se règle ainsi sur le *revenu* (2). Si la population dépasse le revenu, ce sera toujours lorsque les pères se seront trompés sur ce qu'ils croyaient être leur revenu, ou plutôt lorsque la société les aura trompés

Le revenu du travailleur, c'est sa puissance de travail à la condition qu'elle soit demandée. C'est donc la demande de travail qui règle la reproduction des travailleurs (3). Mais le plus grand vice de l'organisation sociale actuelle, c'est que le pauvre ne puisse jamais savoir sur quelle demande de travail il peut compter ; c'est que dès lors sa puissance de travail ne soit jamais pour lui un revenu précis et assuré. Le régime moderne de la grande industrie, l'incertitude des débouchés pour lesquels elle produit, livrent la demande de travail et le revenu des travailleurs à toutes les fluctuations du marché. Si la demande persiste pendant un certain nombre d'années, les ouvriers contracteront mariage sur la foi d'un

(1) *Nouveaux Principes*, II, p. 250.
(2) *Id.*, p. 254.
(3) *Id.*, II, 261.

revenu assuré : ils paieront chèrement leurs illusions si les débouchés se resserrent, et que la demande de travail se réduise.

C'est ainsi que plus le pauvre est privé de toute propriété et plus il est en danger de se méprendre sur son revenu, et de contribuer à accroître une population qui, ne correspondant point à la demande de travail, ne trouvera point de subsistance (1). C'est ainsi aussi que là où le revenu aura la plus grande stabilité, comme dans la culture par le paysan propriétaire, là aussi la population trouvera le plus sûrement sa limite normale.

Mais, objectera-t-on à Sismondi, si le revenu limite la population, comment se fait-il que le moindre revenu soit justement celui qui encourage à un excès de population ? Sa réponse est celle de la désespérance (2) : « Lorsqu'on a permis qu'il existât une classe dont l'habitude fût de ne rien avoir, dont l'idée de richesse fût simplement d'exister, dont l'idée de pauvreté fût de mourir de faim... ceux qui vivent dans cette condition ne forment pour les objets de leur affection que les vœux qu'ils formaient pour eux-mêmes. S'ils ont vécu au jour le jour, ils seront contents, pourvu que leurs fils vivent au jour le jour. »

Telle est l'explication terrible que Sismondi donne de l'excès de population : c'est celle que Thornton a transportée dans son beau livre sur *la surpopulation et ses remèdes*. C'est là qu'il a trouvé la raison de la multiplication désordonnée de l'espèce humaine en Irlande, donnant à la pensée même de Sismondi cette expression saisissante : *la misère engendre l'excès de population*, et

(1) *Nouveaux Principes*, p. 263.
(2) *Id.*, p. 265.

l'excès de population engendre la misère, comme si le prolétariat était condamné à tourner dans un cercle infernal.

Nous avons maintenant à dégager la différence fondamentale qui existe entre la théorie de la population de Malthus et celle de Sismondi. Malthus considère l'homme comme animé d'une tendance constante, uniforme à multiplier son espèce; à cette tendance dérivant de la nature humaine, il oppose la résistance croissante du sol à fournir la subsistance aux accroissements de population. La coexistence de ces deux tendances, exprimées par les deux célèbres progressions, c'est le principe de population de Malthus (1).

Sismondi reproche à Malthus d'avoir formulé le principe de la population d'une manière abstraite et inapplicable à l'Economie politique. Malthus raisonne, en effet, comme si les hommes pouvaient toujours atteindre les limites des subsistances possibles, sans rencontrer aucun obstacle dans les institutions humaines, comme s'il n'y avait en présence que deux *causes naturelles* : la puissance prolifique de l'homme, la puissance reproductrice du sol qui fournit des aliments à l'homme. Entre ces deux tendances naturelles, Sismondi interpose les institutions sociales historiques et juridiques, qui fixent à chaque moment l'étendue et l'attribution du pouvoir de disposer du sol, et, par conséquent, de sa puissance productrice. C'est donc l'institution historique de la propriété qui trace à chaque moment les bornes de la multiplication de l'espèce humaine; or, jamais, sous l'empire de la propriété, les limites naturelles de la pro-

(1) *Nouveaux Principes*, II, 269 et suiv.

duction des subsistances n'ont été atteintes, ni pu être atteintes.

Pour avoir une idée des limites de la puissance prolifique des êtres, considérez, en faisant pour un moment abstraction de ces institutions juridiques qui régissent la disposition du sol, les lois auxquelles obéit la multiplication de l'espèce humaine, d'une part, et celles auxquelles obéissent, d'autre part, les animaux et les végétaux dont l'homme se nourrit.

Malthus exprime, par une progression géométrique, l'accroissement possible de la population humaine, en admettant qu'elle double tous les 25 ans :

1, 2, 4, 8, 16, 32.

La multiplication des animaux domestiques est, abstraitement parlant, beaucoup plus rapide que celle de l'homme ; en effet, pendant qu'en 25 ans la population humaine doublerait, le nombre des moutons, par exemple, s'ils rencontraient une alimentation végétale suffisante, serait 64 fois plus considérable qu'au début.

La multiplication des végétaux alimentaires est à son tour, abstraitement parlant, infiniment plus rapide, puisqu'un grain de blé en reproduit vingt la première année, et 160.000 dès la quatrième. Sismondi met là en évidence des relations que Carey exprimera plus tard en s'appuyant sur la biologie, et qu'il traduira par cette loi : que l'accroissement des espèces est d'autant plus rapide que leur organisation est moins complexe, qu'elles sont à un plus bas degré dans l'échelle des êtres.

Seulement il est clair que la multiplication des végétaux, qui supporte celle des animaux et de l'homme, est finalement limitée par la quantité d'aliments que la terre leur fournit à son tour ; c'est là que Sismondi re-

trouve la limite de la productivité naturelle du sol adoptée par Malthus. Mais elle ne le préoccupe pas, elle ne peut le préoccuper dans son système.

En effet, cette limite virtuelle, jamais sous aucun régime d'exploitation du sol, n'a pu être atteinte ; la puissance reproductrice des végétaux, des animaux, de l'homme a toujours été contenue par *la volonté*, non pas des hommes recherchant la subsistance, mais *des hommes disposant du sol*, *des propriétaires*. Ces propriétaires du sol n'ont intérêt à se rapprocher des limites de fertilité du sol, qu'aussi longtemps que ceux qui ont besoin de subsistances peuvent leur offrir un *revenu* en échange des produits du sol. Sismondi expose rapidement les différents systèmes d'exploitation du sol qui se sont historiquement succédé : le régime de la chasse, le régime pastoral, le régime agricole. En passant de l'un à l'autre, on ne réalise pas le plus haut degré de fertilité du sol. Prenons un exemple : en s'élevant de la vie pastorale à la vie agricole, on peut nourrir trente familles, là où l'on ne recueillait que la nourriture d'une seule. « Ainsi une nation acquiert en quelque sorte, par là, un pays trente fois plus vaste que celui qu'elle occupait. Si elle ne le cultive pas tout entier, si même dans les pays les plus civilisés il reste une vaste étendue de bons terrains destinés à la vaine pâture, c'est que partout *les volontés de l'homme et du législateur* se sont opposées à ce qu'on tirât de la terre toute la subsistance qu'elle peut donner. »

L'institution de la propriété foncière individuelle a donné aux propriétaires du sol le droit de faire naître ou non, selon leur intérêt, la subsistance que donne la terre. Dans la campagne romaine, vingt mille cultivateurs pourraient recueillir la subsistance par leur travail, mais ils ne donneraient aux propriétaires, par la

culture du blé, qu'un *revenu inférieur* à celui que les maîtres de la terre recueillent en livrant le sol aux pâturages, aussi le sol n'est-il pas mis en culture, et aucune population ne doit s'accroître, parce que la volonté nationale exprimée par les lois qui règlent la propriété, s'est opposée à cet accroissement, et qu'il n'y a pas en définitive de *demande de travail*.

C'est ainsi que Sismondi reporte à l'arrière-plan les causes naturelles déterminant la productivité du sol, et place au premier plan lés *institutions historiques sociales*, comme assignant sa limite effective à la population. *Le Droit, fait humain, règle les forces naturelles, favorise, suspend et retarde leur opération. Telle est l'unité imposante de l'œuvre de ce philosophe.*

C'est ici que reparaît, sous une forme plus complexe, la loi fondamentale de l'économie des nations qui domine toute l'œuvre de Sismondi.

[Ce qui mesure l'accroissement de la population, c'est la *demande de travail;* là où il n'y a pas de demande de travail, il n'y a pas d'accroissement de population, et là où le travail est demandé et qu'un salaire suffisant est offert au travailleur, la puissance expansive de la population fera naître ce travailleur. Mais le bonheur de la nation tient, non pas à une demande incertaine, intermittente, précaire de travail, elle tient à une demande régulière, continue, perpétuelle ; car si la demande de travail est intermittente, et qu'après avoir formé des ouvriers elle les condamne à la mort, mieux vaudrait qu'ils n'eussent jamais existé.

Or, dans l'ordre naturel des choses, toute demande régulière de travail doit suivre l'accroissement du *revenu*, qui, lui-même, a suivi un accroissement de richesse. L'accroissement du revenu s'accompagne d'un accroissement

de consommation et de demande de travail ; le nouveau travail accompli par l'accroissement de la classe travailleuse pourra, à son tour, augmenter la production des richesses, et ainsi jusqu'à ce que l'on ait atteint les limites de la fertilité du sol, et des moyens de subsistances permettant de faire vivre dans l'abondance une population croissante.

Dans l'ordre naturel, la population obéissant toujours à un accroissement normal de *revenu*, il ne peut pas y avoir d'excès de population, il n'y a pas de problème de la population.

Mais le système social réel, dominé par des institutions juridiques historiques, s'éloigne plus ou moins de l'ordre naturel de la richesse, parce que ces institutions déterminent une formation et une distribution du revenu plus ou moins stables, plus ou moins rapprochées de la justice. Il en résulte qu'aux yeux de Sismondi, chaque phase de l'histoire présente son problème de la population. C'est la théorie historique de la population que Marx reproduira plus tard.

L'état social qu'il a sous les yeux présente ce problème sous une double face : celui de l'excès *absolu* de la population relativement aux subsistances, de la rupture d'équilibre entre l'offre et la demande de travail, par l'accroissement excessif de l'offre de travail ; celui de l'excès *relatif* de la population par la contraction, la décroissance de la demande de travail, la population elle-même restant *stationnaire*.

En premier lieu, c'est l'existence d'une classe sociale sans capital, sans propriété, n'ayant pour vivre que le travail journalier, qui fait naître le problème moderne de l'excès absolu de population (1). Sismondi

(1) *Nouveaux Principes*, II, p. 302.

a montré, en traitant de la richesse territoriale, que ce qui assure l'équilibre le plus normal de la population et des subsistances, c'est la propriété associée à la culture, l'exploitation patriarcale. Dans les pays qui ont conservé cette exploitation, la population s'accroît régulièrement jusqu'à ce qu'elle ait atteint ses limites naturelles ; les héritages continuent à se subdiviser entre plusieurs fils, aussi longtemps qu'avec une augmentation de travail chaque famille peut tirer un *égal revenu* d'une moindre portion de terre (1). Cette limite atteinte, la population devient stationnaire, parce que le cultivateur ne veut ni déchoir, ni condamner ses enfants à une existence plus précaire que la sienne. Sismondi fait les mêmes observations dans le livre IV à l'égard de la richesse commerciale. Quand le travail et le capital se réunissent chez l'artisan, qu'il résulte pour lui de cette situation un revenu fixe, il le connaît, il y proportionne sa famille, et la population trouve encore un frein *naturel* dans la régularité du revenu et dans sa connaissance exacte ; aussi pense-t-il que le système des corporations, qui précède la liberté du travail, est digne d'attention au point de vue du problème de la population (2).

Mais là où le capital, la propriété et le travail sont complètement séparés, le nombre de ceux qui vivent au jour le jour va sans cesse croissant, sans proportion définie et constante avec la demande de travail (3).

C'est que les ouvriers salariés n'ont aucune connaissance du marché pour lequel ils travaillent, du

(1) *Nouveaux Principes*, I, p. 170-171 et 429.
(2) *Id.*, I, p. 429 et suiv.
(3) *Id.*, II, p. 304.

degré de stabilité du revenu de leur travail : aussitôt qu'une demande nouvelle de travail élève le salaire et augmente leur revenu, ils cherchent dans le mariage une nouvelle source de bonheur ; si l'élévation du salaire n'a été que momentanée, la population est tout à coup disproportionnée avec la demande de travail, et se trouve précipitée dans la plus horrible misère. Aussi Sismondi ne trouvera de remède à l'excès de population, qu'en mettant un terme à cette dissociation du travail, du capital, de la propriété.

« Ce n'est pas la classe des pauvres, c'est celle des journaliers qu'il faut faire disparaître, qu'il *faut faire rentrer dans celle des propriétaires* (1). Il n'y aura de bonheur pour les classes industrielles, il n'y aura de progrès réel et durable vers la prospérité, que lorsqu'on aura trouvé un moyen d'établir une communauté d'intérêts, au lieu d'une opposition entre l'entrepreneur des travaux et tous ceux qu'il fait travailler, lorsqu'on aura appelé l'ouvrier des champs à une participation dans les récoltes, les ouvriers des manufactures à une participation dans leurs produits. »

En second lieu, il peut y avoir aussi un *excès relatif de la population* quand la population *restant stationnaire*, la demande de travail se *contracte* et *décroît* (2).

Ici reparaît la question des machines sous un nouvel aspect.

Le progrès industriel se caractérise par des méthodes économiques propres à produire les mêmes quantités de richesses, par l'emploi d'un moindre nombre d'ouvriers. Tel est l'effet des machines. *Aussi longtemps qu'une*

(1) *Nouveaux Principes*, II, p. 309.
(2) *Id.*, II, p. 317.

nation trouve devant elle des débouchés nouveaux, les découvertes industrielles sont avantageuses, parce qu'elles ne diminuent pas le nombre des ouvriers et augmentent la masse des produits. Mais quand le monde civilisé ne forme plus qu'*un seul marché*, la demande totale des produits est alors une quantité définie, non élastique, que se disputent les diverses nations industrielles (1). Tout ce que l'une fournit *en plus* est au détriment de l'*autre*. Les débouchés ne peuvent plus croître en *étendue*, mais ils peuvent encore croître en *intensité*; les produits, consommés d'abord par les riches, peuvent être, par des diminutions de prix, accessibles aux pauvres; mais, une fois les limites de la consommation atteintes, les progrès des machines, cessant de s'accompagner d'une augmentation du nombre des consommateurs, s'accompagnent d'une diminution du nombre des producteurs, puisqu'ils se résolvent dans l'épargne du travail humain (2).

On objecte que l'économie de travail humain réalisée sur un produit, tendant à en abaisser le prix sous l'empire de la concurrence, le consommateur appliquera à une dépense nouvelle, provoquant une demande de travail correspondante, la portion de son revenu épargnée (3). Sismondi répond que la réduction du prix du produit n'est pas proportionnelle à la réduction de la quantité de travail, et qu'en réduisant, par exemple, de 100 à 1 le nombre des ouvriers employés à une fabrication, on ne réduit pas le prix au centième, car le prix de revient renferme autre chose encore que des salaires.

(1) *Nouveaux Principes*, II, p. 312.
(2) *Id.*, II, p. 316-317.
(3) *Id.*, II, p. 322-323.

La consommation nouvelle n'aura donc pas une élasticité correspondante à l'économie du travail. La tendance à l'excès relatif de population caractérise ainsi l'état social de séparation du capital et du travail, où le progrès des machines ne se traduit pas par un accroissement de loisirs. Karl Marx reprendra cette loi et en fera l'un des traits caractéristiques de la phase capitalistique de l'histoire. Ce qu'il a appelé *armée de réserve du prolétariat*, ce sont les travailleurs dont l'emploi a été suspendu par celui des machines, et qui forment une population flottante, toujours disponible pour les phases d'expansion de l'industrie, et, dans les périodes de crise, exerçant une concurrence dépressive sur les travailleurs effectifs.

§ 8. **La théorie de l'impôt de Sismondi.** — Le livre VI des *Nouveaux Principes* est consacré à l'impôt(1). Sismondi le considère comme une compensation de la protection que le gouvernement accorde aux personnes et aux propriétés. Il est donc juste que tous le supportent en proportion des avantages que la société leur garantit. Le pauvre lui-même trouve une protection dans l'ordre social qui lui permet de jouir du fruit de son travail ; mais les avantages que chaque classe tire de l'état social ne sont pas proportionnels à son revenu ; en effet, la plus grande partie des frais de l'établissement social est destinée à défendre le riche contre le pauvre ; la plupart des travaux publics, des frais de défense, de justice ont pour objet la propriété territoriale, plutôt que la mobilière, et quant aux capitalistes, ils sont d'une manière permanente en lutte avec les pauvres qu'ils font travailler ; ils doivent leur existence à la protection même du gouver-

(1) *Nouveaux Principes*, II, 155.

nement. Il est donc juste que les propriétaires du sol, et à un plus haut degré encore, que les capitalistes contribuent aux dépenses publiques *plus que proportionnellement à leur revenu.*

D'après Sismondi, le revenu seul doit être taxé. La théorie générale du revenu a été donnée par Sismondi dans les livres II et IV. Le revenu imposable est la portion de la valeur du produit annuel de la nation qui excède les avances faites à la production (1) ; c'est ce qui peut être consommé sans que le fonds primitif de la richesse sociale soit diminué ; il le serait si les travailleurs ne pouvaient recommencer leurs travaux, si le salaire nécessaire à la reproduction de la force de travail était atteint par l'impôt ; il le serait encore si le capital fixe et le capital circulant engagés dans la production étaient réduits. Il faut donc qu'une part suffisante du produit annuel reste appliquée à entretenir la terre en état de culture, à remplacer les capitaux appliqués à la production industrielle, à entretenir la force de travail de la nation. C'est le surplus seul qui, pouvant être consommé sans servir directement à la production, est imposable. Ce revenu embrasse, pour Sismondi, non seulement la rente des propriétaires, l'intérêt des capitaux, les profits des entreprises, mais la portion du salaire qui excède le *nécessaire*, le *minimum d'existence*.

Cette conception du revenu imposable, qui *embrasse décidément le salaire au delà du nécessaire*, et qui n'est qu'une forme de la conception générale du revenu de Sismondi, est l'une des grandes innovations de Sismondi, ou plutôt elle met fin aux controverses dont la pensée de Ricardo restait l'objet ; l'école chrématistique, se plaçant au point de vue de la classe capitaliste, comprenait en

(1) *Nouveaux Principes*, I, 94, 95, II ; 161.

général le salaire dans les dépenses de production. Le travailleur était plutôt considéré comme moyen de produire que comme fin de la production (1). Le produit net imposable, pour Ricardo, ne comprenait ou semblait trop ne comprendre en général que l'intérêt, le profit et la rente.

L'exemption de l'impôt avait pour le travailleur quelque chose de dégradant. « Le produit total de la terre et de l'industrie de tout pays se partage en trois portions, dont la première est destinée aux salaires, la seconde aux profits et la troisième à la rente. Ce n'est que sur les deux dernières portions qu'on peut lever des impôts ou faire des épargnes (2). » Les salaires, d'après de tels textes, sont en général égaux aux frais nécessaires de production. C'est bien la conception du travailleur comme moyen : en faisant rentrer en principe le *salaire* dans le *revenu*, Sismondi considère le travailleur comme *une fin*.

Sismondi est non seulement opposé à toute imposition qui atteindrait le *salaire nécessaire*, mais, à l'exemple des théoriciens modernes de l'impôt sur le revenu, il généralise ce *minimum d'existence* et admet que dans toute espèce de revenu, il est inviolable pour le fisc. Malheur au gouvernement, dit-il, qui touche au salaire nécessaire ; il sacrifie tout ensemble et des victimes humaines et l'espérance de ses futures richesses.

Seulement, Sismondi condamne ici encore la politique économique des gouvernements qui ont réduit les classes ouvrières au seul salaire nécessaire, pour augmenter les revenus nets des fabricants, des commerçants, des propriétaires. L'exonération de la classe ouvrière se base dès

(1) Voir mon livre sur l'impôt, p. 99. *Nouveaux Principes*, II, 168.
(2) Ricardo, ch. xxvi, p. 318 (Guill).

lors sur ce qu'elle est réduite au strict nécessaire. « Lorsque tout l'ouvrage national sera fait par des machines ou par des hommes réduits à l'état de machines, où le gouvernement retrouvera-t-il cette portion considérable, qu'il prélevait autrefois sur le revenu d'une classe de la nation qu'il aura laissé détruire ? »

On comprend maintenant aisément les règles de l'impôt que Sismondi a ajoutées à celle d'Adam Smith. Les deux premières règles prescrivent de frapper le revenu — non le capital — et de ne point confondre avec le revenu le produit brut de la nation. Frapper, en effet, le capital, ce serait rendre impossible la reproduction, réduire le *produit annuel* de la nation. — Confondre le *revenu imposable* avec le *produit brut*, ce serait oublier qu'une partie du produit brut doit être consacrée à entretenir ou renouveler le capital fixe, le capital circulant de la nation, et la force de travail. La troisième règle consacre l'exonération du *minimum d'existence* pour tout contribuable. La dernière règle est une règle de prudence ; l'impôt doit être d'autant plus modéré que la richesse imposée peut se soustraire plus facilement à son atteinte.

Puisque le revenu est la seule portion de la richesse qui soit imposable, ne doit-on pas se prononcer pour un impôt unique, proportionnel au revenu ? L'esprit humain tend à tout simplifier en généralisant tout ; c'est ainsi que l'on est porté à se prononcer pour un impôt unique sur le revenu.

Cependant Sismondi voit plutôt une faiblesse qu'une force dans cette tendance à la simplification ; les abstractions sont moins souvent dans la nature, dit-il, que dans les bornes de notre esprit.

Le revenu individuel sous les différentes formes qu'il peut affecter : rente, intérêt, profit, salaire, devrait être at-

teint par l'impôt unique, ou bien à sa *naissance*, au moment où chaque citoyen le perçoit, ou bien au moment où chaque individu le *dépense*. Il examine successivement les deux méthodes, et s'applique à montrer qu'elles sont toutes deux impraticables.

Premièrement, il se demande comment on pourra atteindre les divers revenus à leur naissance. Le *revenu foncier* ne donnera pas de difficulté là, du moins, où le sol est exploité au moyen de baux à ferme. Le revenu qui dérive des *capitaux fixes*, maisons, usines, machines de toute nature, est aussi facile à frapper ; mais les difficultés surgissent quand on considère les revenus des *capitaux circulants* : c'est-à-dire les intérêts des capitaux, les profits des entreprises industrielles, agricoles, commerciales. Ce sont là des richesses fugitives. Les transactions dont les capitaux sont les objets échappent en général à la connaissance du fisc ; elles peuvent donner lieu à des fraudes, et l'impôt peut déterminer l'émigration des capitaux. Les *profits* sont des richesses plus fugitives encore ; inégaux d'une année à l'autre, leur moyenne seule peut être atteinte. Outre leur intérêt à dissimuler leurs profit au fisc, les commerçants et les industriels ont encore besoin de dissimuler l'étendue exacte de leurs ressources, pour ne pas ébranler leur crédit ou fournir des armes à leurs concurrents. Quant aux *salaires*, qui font partie intégrante d'un grand nombre de revenus autres que ceux de la classe salariée proprement dite, tels que les revenus des artisans, où le salaire s'associe au profit, etc., il est impossible de les atteindre d'une manière directe, sans infliger aux travailleurs mille vexations ou les ruiner.

C'est ainsi qu'il aboutit à considérer comme échappant directement à l'impôt au moment où ils se forment, tous les revenus autres que ceux qui naissent des terres,

des maisons, des usines, des autres capitaux fixes. Les applications de l'impôt général sur le revenu ou de l'impôt sur les revenus mobiliers étaient peu nombreuses au commencement du XIX[e] siècle. Sismondi examine rapidement les taxes sur le revenu établies à Hambourg et à Genève, basées sur la déclaration du contribuable ; il ne juge cette imposition directe de l'ensemble du revenu applicable qu'aux Républiques. Cette partie de l'œuvre est tout à fait insuffisante aujourd'hui : l'impôt général sur le revenu présumé, la contribution personnelle et mobilière est établie sur des bases arbitraires, et la patente, qui est un impôt présumé sur les revenus du commerce et de l'industrie, ne peut atteindre que de la manière la plus imparfaite et la plus limitée les revenus réels du commerçant et de l'industriel, et dans une mesure bien inférieure au produit de l'impôt foncier.

Deuxièmement, si l'impôt ne peut atteindre tous les revenus à leur naissance, ne peut-il les atteindre tous au moment où ils se consomment ? Une imposition qui frappe la marchandise à l'achat de laquelle le revenu s'appliquera, fera contribuer ce revenu, et il n'y aura pour l'atteindre aucune déclaration de fortune nécessaire, aucune inquisition, aucune distinction du pauvre et du riche (1).

Cependant, ici encore, Sismondi s'attache à démontrer que les impôts sur les consommations sont loin de pouvoir atteindre, d'une *manière proportionnelle*, tous les revenus en frappant toutes les dépenses.

C'est qu'en effet, beaucoup d'éléments de consommation échapperont soit à l'impôt, soit à une proportion uniforme de l'impôt. La dépense d'habitation, de loyer

(1) *Nouveaux Principes*, II, 206.

est la plus lente des consommations, elle ne peut être exactement connue, pense-t-il, que par une inquisition odieuse (1); les gages des domestiques, les jouissances que donnent les animaux de luxe, les équipages, les objets d'art sont d'autres classes de dépenses difficiles à atteindre complètement; les marchandises de provenance étrangère peuvent être atteintes par les droits de douane, mais il n'en est pas de même pour les marchandises produites à l'intérieur du pays, ni surtout des denrées de consommation produites par leur consommateur même, et pour son usage (2).

Ce n'est cependant que si toutes ces classes de dépenses pouvaient être proportionnellement atteintes, que les impôts de consommation seraient de vrais impôts proportionnels sur le revenu (3). L'exonération de l'une ou l'autre de ces classes établit une inégalité injuste entre les consommateurs. Toutes les dépenses que font les riches, et qui ne paient aucun droit, sont un avantage pour eux. Or, « si l'on se donne la peine de récapituler les différentes parties du revenu du riche, on trouvera que c'est tout au plus sur le dixième de sa dépense qu'il paie quelques droits de consommation ». Sismondi signalait alors ce caractère d'improportionnalité au revenu des impôts de consommation tels que l'accise ou l'octroi (4), que Proudhon a depuis si bien mis en lumière dans sa *Théorie de l'impôt*. « *Ces droits s'élèvent toujours plus,* dit Sismondi, *dans leur proportion avec les revenus, à mesure que l'on descend vers les classes plus indigentes.* »

(1) *Nouveaux Principes*, p. 207-208.
(2) *Nouveaux Principes*, p. 209.
(3) *Nouveaux Principes*, p. 209.
(4) *Nouveaux Principes*, p. 211.

Ce n'est donc ni par une imposition unique sur le revenu à l'état naissant, ni par une imposition unique sur la dépense du revenu, qu'aux yeux de Sismondi on résoudra le problème de la justice dans l'impôt, et qu'on réussira à appliquer les principes régulateurs que j'ai rappelés : on n'y parviendra que par la multiplicité des impôts, en s'efforçant de compenser, par leur variété, l'inégalité de chacune de leurs formes considérée isolément (1).

Telle est l'œuvre financière de Sismondi. Elle présente la même unité que son œuvre économique, elle repose sur la même conception du revenu, sur la même préoccupation de donner au travail des garanties sans lesquelles ni la conservation, ni le développement moral, physique, intellectuel des travailleurs, ni la stabilité, ni le progrès des sociétés humaines ne sont possibles. Comme l'œuvre des Physiocrates, l'œuvre de Sismondi est tout entière dans le droit, mais un droit flexible, mobile sur la ligne du temps, s'adaptant aux conditions historiques d'une part, et, de l'autre, à ce but idéal de faire participer la population tout entière aux progrès de la richesse.

§ 9. — **Conclusions de l'œuvre ; les fonctions positives de l'Etat et la solidarité légale.** — Les conclusions générales de l'œuvre de Sismondi sont dans les deux derniers chapitres du livre VII. C'est là que se trouve mise en lumière sa conception du rôle de l'Etat, c'est là que ce disciple d'Adam Smith justifie son abandon de l'enseignement du maître (2). Si Adam Smith a rejeté toute intervention de l'Etat dans tout ce

(1) *Nouveaux Principes*, II, p. 173.
(2) *Nouveaux Principes*, II, p. 336.

qui a rapport à l'accroissement de la richesse des nations, c'est qu'il a considéré la richesse en elle-même d'une manière abstraite, sans se préoccuper de la population qui devait en jouir : la concurrence illimitée a pu être considérée comme suffisante, pour stimuler toutes les énergies individuelles dans la production, et déterminer l'abaissement le plus grand possible du coût de production des richesses, c'est-à-dire pour accroître le revenu brut de la société productrice, et diminuer les charges de la société consommatrice, obtenir finalement le plus grand résultat possible avec le moindre effort possible.

Mais Sismondi fait appel à l'intervention de l'Etat (1), il le fait sortir de sa mission *négative* pour lui assigner une mission positive, parce qu'il considère, lui, la richesse dans ses rapports avec la population, au sein de laquelle elle se distribue, et avec le bonheur qu'elle lui assure ; il se trouve non point dans un monde abstrait, mais dans un état social historique, caractérisé par la séparation des facteurs de la production des richesses, par la dissociation de la Propriété, du Capital, du Travail. Or, là, travailler le plus possible, vendre au plus bas prix possible, non seulement ce n'est pas toujours donner aux hommes le plus de bonheur, c'est souvent changer les citoyens en esclaves. Là, le déchaînement des intérêts individuels, la concurrence illimitée peut avoir pour effet de précipiter les travailleurs dans la plus extrême misère, et de leur infliger les plus monstrueux excès de travail. Dans cet état historique, Sismondi n'admet nullement que les individus abandonnés au libre cours de leurs intérêts tendent naturellement à réaliser l'intérêt collectif; or, c'est la seule justification possible

(1) *Nouveaux Principes*, p. 337.

de la non-intervention de l'Etat, du *laisser-faire*, et des paroles comme celles-ci nous transportent loin de la doctrine primitive de l'ordre spontané des sociétés économiques : « La Justice, dit Sismondi (1), en même temps qu'elle est le plus grand bien de tous, est opposée à l'intérêt privé de chacun ; car cet intérêt enseignerait toujours à usurper le bien de son voisin. L'Economie politique est une autre expression des lumières sociales. Elle apprend de même à distinguer l'intérêt de tous, savoir qu'aucun ne soit excédé de travail, qu'aucun ne soit dépourvu de récompense, — d'avec l'intérêt de chacun d'attirer à lui toutes les récompenses du travail. »

La mission générale et positive du gouvernement consistera à contrebalancer les tendances individualistes des classes qui détiennent la propriété et le capital, et surtout à reconstituer l'unité naturelle des facteurs de la production : à l'égard de la classe agricole, elle consistera à assurer à ceux qui travaillent une part dans la propriété, à favoriser cette exploitation patriarcale qui, par l'alliance du travail, de la propriété et du capital, assure si admirablement la balance de la population et des subsistances, et la discipline naturelle de l'instinct de reproduction. Les ouvriers de la classe industrielle se trouvent à un plus haut degré encore que les ouvriers agricoles, depuis l'abolition des Jurandes et surtout la constitution de la grande industrie, dans cette situation nouvelle de naître et de mourir ouvriers, tandis qu'autrefois l'état d'ouvrier n'était qu'une préparation, un degré pour arriver à un état supérieur (2). C'est cette facilité progressive de passer à un rang supérieur qu'il faut rétablir : « Il faut,

(1) *Nouveaux Principes*, p. 337-38..
(2) *Nouveaux Principes*, p. 345.

dit Sismondi, que l'homme qui s'engage dans une manufacture commence, il est vrai, par travailler simplement pour un salaire, mais qu'il ait devant lui l'espérance d'arriver, par sa bonne conduite, à une part dans les profits de l'entreprise. » La solution du problème de la répartition des richesses et celle du problème de la population seraient atteintes en même temps, à ses yeux, si la classe ouvrière arrivait à acquérir un *droit et une propriété* (1) dans l'établissement auquel elle consacre ses sueurs, si une moitié des bénéfices était alors répartie entre les ouvriers associés, tandis que l'autre passerait au bailleur de fonds, et si les ouvriers ne se mariaient jamais avant qu'ils fussent associés.

Sismondi formule là, non seulement le plan d'une participation des ouvriers aux bénéfices, mais celui d'une participation progressive à la propriété du capital de l'entreprise, comme nous en rencontrons à peine quelques types aujourd'hui : la maison Leclaire, la maison Godin en France, la maison Thomson en Angleterre. (Voir le livre de Schloss sur *les Modes de rémunération du travail*). Aussi, se hâte-t-il de dire que cette utopie peut bien être l'objet des vœux du législateur, mais qu'elle serait difficilement l'objet des lois.

Cette participation progressive de l'ouvrier agricole et de l'ouvrier industriel aux profits et à la propriété ne peut se réaliser, en effet, d'après lui, qu'en combinant l'action du législateur avec le plus grand respect de la liberté individuelle (2). Seulement Sismondi admet que dans la liberté individuelle, il y a des éléments qui ne sont que des concessions sociales, qui sont donc modi-

(1) *Nouveaux Principes*, II, p. 338.
(2) *Nouveaux Principes*, p. 346.

fiables par le législateur; c'est dans ce domaine du droit économique historique, que Sismondi va chercher le principe du droit de protection de l'ouvrier contre la force de la concurrence illimitée tendant sans cesse à réduire son salaire au-dessous du nécessaire (1).

La consécration de ce principe juridique, ce sera l'œuvre du législateur; il sera dans la pensée de Sismondi le levier qui permettra, si je puis ainsi dire, de soulever le prolétariat tout entier, de l'élever jusqu'à la condition d'associé, en communiquant à l'action intéressée et libre des classes capitaliste et propriétaire, une *direction* toute nouvelle et tout opposée à celle qu'elle suit, dans les conditions d'une concurrence anarchique (2). C'est là ce qui nous reste à comprendre et ce à quoi les historiens de la science et les critiques de Sismondi sont loin d'avoir donné une suffisante attention.

Reconstituons sa pensée le plus simplement possible.

Dans l'ordre naturel des choses, rien ne nécessite la séparation des propriétaires, capitalistes, entrepreneurs et des travailleurs; cette séparation d'intérêts n'est que la conséquence de l'organisation artificielle que l'on a donnée à la société humaine. Or, tout ce qui est d'origine humaine et historique peut être modifié par l'homme, et le législateur peut reviser les institutions qu'il a faites. Son intervention est légitime si l'intérêt social souffre de cette dissociation des intérêts individuels et de leur antagonisme.

Si les intérêts individuels étaient confondus en un seul intérêt, l'intérêt social ne subirait aucune lésion. Si tout propriétaire cultivait ses terres de ses mains en

(1) *Nouveaux Principes*, p. 35.
(2) *Nouveaux Principes*, p. 353.

s'associant ses enfants, la classe des paysans propriétaires ne croîtrait que jusqu'à ces limites naturelles où tout accroissement nouveau s'accompagnerait d'une déchéance dans les conditions de la vie ; il ne se formerait pas de classe salariée, il n'y aurait pas de pauvres qui pussent être mis à charge de la bienfaisance publique. Il a plu aux propriétaires de cesser de cultiver les terres, de les faire cultiver par des fermiers, et les grands fermiers à leur tour ont cessé de travailler de leurs mains, pour faire exécuter l'ouvrage par des journaliers sans attache à la terre et sans garanties ; obéissant à leur intérêt, les propriétaires et les fermiers tendent à économiser le plus possible la main-d'œuvre, et à obtenir le travail au plus bas prix possible, en livrant les journaliers à une concurrence sans frein. La bienfaisance publique recueille les victimes de ces luttes, c'est-à-dire que tous les membres de la communauté, même tous ceux qui n'ont jamais employé d'ouvriers contribuent à alléger les charges de ceux qui emploient le travail de la classe ouvrière, et l'exploitent. L'intérêt social est donc atteint par le conflit des intérêts privés. Cependant, de la division des intérêts privés et des classes, il naît entre elles une solidarité naturelle, puisque l'existence des journaliers salariés est devenue la condition de l'existence des capitalistes propriétaires, et réciproquement ; de cette solidarité, le législateur a le droit, dans l'intérêt social, de déduire la conséquence légitime, et cette conséquence, c'est d'obliger le propriétaire et le fermier à assurer eux-mêmes l'entretien des travailleurs salariés qu'ils emploient, dans leurs maladies, leur chômage, leur vieillesse.

C'est de cette obligation générale imposée par la loi, que Sismondi fait dépendre la direction nouvelle que

prendra l'intérêt des classes propriétaire et capitaliste. Elles chercheront, en effet, à accomplir leur obligation de la manière la moins lourde pour elles-mêmes et pour la société, et elles trouveront bientôt que le moyen le plus sûr est de donner aux travailleurs un intérêt permanent dans la propriété, une part directe dans les profits de l'entreprise (1). Chacun alors n'écoutant que son intérêt bien entendu, et l'écoutant sans contrainte, se rapprochera des systèmes que Sismondi lui-même a montrés être les plus propres à répandre le bonheur dans toutes les classes de la nation. On voit comment Sismondi espère reconstituer l'unité des facteurs de la production comme un résultat indirect de l'action de la loi.

La même solidarité naturelle existe entre l'ouvrier des manufactures et l'entrepreneur capitaliste qui l'emploie, et elle est cependant aussi profondément méconnue, et les intérêts privés suivent une direction aussi contraire à l'*intérêt social* que dans la culture (2). « Pour la société, en effet, une manufacture ne vaut la peine d'être exploitée, que quand elle peut maintenir ses ouvriers dans un état de tolérable aisance ; pour le chef de la manufacture, il suffit qu'elle rapporte des profits, dussent ses ouvriers languir et périr de misère. » Là encore, dans le régime d'insolidarité universelle, l'ouvrier renvoyé dans la maladie, la vieillesse ou la saison morte, retombe à la charge de la charité publique. Si la loi, déduisant ici encore la conséquence de la solidarité naturelle qui lie le maître à l'ouvrier, imposait à chaque métier l'obligation de supporter son propre fardeau, on pourrait à la fois mettre un terme aux souffrances de la classe ouvrière, à l'excès de

(1) *Nouveaux Principes*, II, p. 355.
(2) *Nouveaux Principes*, p. 359.

production et à celui de la population (1). Par exemple, l'emploi de machines nouvelles qui ne s'accompagnerait pas d'une nouvelle demande de travail, et qui n'aurait d'autre effet que d'épargner de la main-d'œuvre, serait sans profit pour l'entrepreneur, puisqu'il devrait soutenir ceux qui ne travailleraient plus.

Les maîtres ne céderaient plus à cette tendance à se disputer les débouchés à coups de réductions de prix, et par suite à surcharger le marché, et l'ouvrier, placé dans des conditions plus stables, ayant un revenu plus régulier et mieux assuré, disciplinerait de lui-même la population.

Tel est le principe de solidarité obligatoire, dont l'application déterminerait tôt ou tard le maître à s'associer l'ouvrier.

Cependant,au moment où il s'agit de proposer les mesures pratiques destinées à consacrer le principe, les objections se dressent devant l'esprit de ce noble et sincèrè penseur ; les crises industrielles ruinent souvent les maîtres, quelle garantie aura alors l'ouvrier ? Souvent aussi, grâce à l'étendue du marché,des changements survenus dans la production, à d'énormes distances, atteignant l'industrie nationale, mettraient des ouvriers à charge de leur maître. Quelle serait alors la justice de l'application du principe, puisque Sismondi ne veut faire peser sur le maître que la responsabilité du mal qu'il fait à l'ouvrier, et non la responsabilité du mal que d'autres lui font (2) ? Ces corporations nouvelles de métiers ne ressusciteraient-elles pas encore les abus des anciennes corpotions ? C'est alors que Sismondi fait cet aveu si touchant

(1) *Nouveaux Principes*, p. 362.
(2) *Nouveaux Principes*, II, 366.

et si digne : « Je l'avoue, dit-il, après avoir indiqué où est, à mes yeux, le principe, où est la justice, je ne me sens pas la force de tracer les moyens d'exécution. »

Emu de cet aveu d'impuissance par lequel Sismondi a clos son immortel ouvrage, l'historien Kautz regrette que Sismondi n'ait pas fait faire plus de progrès encore à la science, en persistant à donner à ses recherches théoriques une direction *négative*, au lieu de s'appliquer à développer leur côté *positif*, organique, réformateur. Un autre historien, Eisenhart, ne s'étonne pas, de son côté, qu'en présence de la grandeur du problème, l'Ecole de Sismondi n'ait pas poussé plus loin la solution. Ingram dit à son tour que l'aveu de Sismondi est beaucoup plus sage et plus honorable, que l'exposé de remèdes précipités et dangereux ou une invitation à revenir aux institutions du Moyen Age.

Les *Nouveaux Principes* de Sismondi restent ainsi, avant tout, l'œuvre critique la plus puissante de la première moitié du XIXe siècle ; assombris par le pessimisme, ou par la généralisation trop rapide des faits directement observés par ce pénétrant esprit, ils sont l'exposé le plus saisissant de la question sociale caractérisée fondamentalement par un régime légal de propriété individuelle et de liberté illimitée du travail, par la séparation et l'opposition croissante des intérêts individuels, les progrès de la grande culture, la constitution de la grande industrie et d'une classe capitaliste puissante, l'application de plus en plus étendue des machines, la formation et le développement d'une classe d'ouvriers salariés et n'ayant désormais d'autre perspective que le salariat, disposant exclusivement de leur force de travail et n'ayant aucun lien de garantie dans la société économique, et sur laquelle retentit, avec des effets terribles et toujours renais-

sants, le contre-coup de l'insolidarité universelle. Sismondi a décrit cette phase de notre évolution, avec une puissance d'observation, une hauteur de vue incomparables, et surtout avec un sentiment humain tout palpitant encore aujourd'hui.

L'étude de cette grande œuvre, par là même qu'elle est surtout critique, et à peu près dégagée d'un plan de réformation systématique, est comme le point de départ de l'étude de tous les travaux des Ecoles modernes qui se sont détachées de l'Ecole abstraite issue d'Adam Smith, ou se sont opposées à elle, depuis l'Ecole historique jusqu'au socialisme collectiviste. Les méthodes qu'elle applique, les idées, les lois qu'elle formule pénètrent, se développent dans leurs œuvres, et elles acquièrent une portée beaucoup plus radicale par les déductions juridiques qui les accompagnent.

La *mieux-value*, pour Sismondi, est le fruit du travail que se partagent l'intérêt, le profit, la rente, auxquels il reconnaît une légitimité. Pour Marx, la plus-value aura la même source et les mêmes caractères, mais la rattachant à une conception inflexible de la théorie de la valeur de Ricardo, il la revendiquera pour le travail tout entière. Voilà l'évolution socialiste de l'idée de Sismondi. Et Sismondi grandit chaque jour, précisément parce qu'on a reconnu de plus en plus la profondeur et la portée de la partie de son œuvre, que Kautz appelle *négative*, et qu'elle n'est point obstruée par un plan de rénovation sociale hâtivement et imparfaitement conçu, et qu'il faudrait écarter.

Cependant la partie positive, si réduite qu'elle paraisse, a traversé le siècle elle aussi en se fortifiant toujours. Nous avons montré que si Sismondi s'éloigne du socialisme, en ce qu'il ne conçoit pas de système de propriété

absolument différent de celui que nous fait connaître l'expérience (1), son plan ébauché renferme en puissance toute la transformation de la propriété dans sa conception historique, et déjà il marque la distinction de ce qui est irrévocablement individuel et de ce qui est social et modifiable par la loi dans le droit de propriété ; s'il consacre la propriété individuelle, il consacre aussi l'union indissoluble du travail et de la terre, la perpétuité de l'occupation par le travailleur, en s'efforçant de réduire le droit du propriétaire, quand celui-ci ne se confond pas avec le cultivateur, au droit à une redevance perpétuelle de l'occupant. Le principe que l'ouvrier a droit à la garantie de celui qui l'emploie ou de la solidarité légale, par lequel Sismondi ressaisit la continuité de l'état social moderne et des systèmes antérieurs de la féodalité et des corporations, ce principe, qui ne trouve dans son œuvre aucune expression pratique, était lui-même destiné à animer des institutions modernes. Eisenhart a rappelé que le Parlement de Francfort, en 1848, avait conçu une législation industrielle commune à l'Allemagne entière, en consacrant le principe de la solidarité, en ramenant la petite industrie au régime corporatif, et en introduisant dans la grande industrie des groupements par catégories de producteurs, avec institution de caisses d'assurances contre la maladie et la vieillesse. La législation moderne de l'Empire d'Allemagne sur les assurances ouvrières, le caractère corporatif dont elle est encore pénétrée est une consécration plus haute encore du principe de Sismondi, qui tend à rayonner dans la législation européenne et même dans la législation internationale de l'Europe.

Mais ce principe de la solidarité obligatoire n'est

(1) *Nouveaux Principes*, II, 364.

qu'une forme d'un principe plus général, à savoir que l'Etat a pour mission *positive* d'imprimer aux intérêts individuels une direction sociale conforme à la justice, principe qui s'est affermi de plus en plus à mesure qu'à la conception abstraite de la société économique a succédé une conception concrète et historique, modifiable et perfectible, que l'idée d'un ordre *a priori*, d'une harmonie préétablie des intérêts s'est dissipée devant l'étude des faits. Ce principe n'est autre chose que celui de la subordination de l'Economie politique à la morale, c'est le moment éthique de la science dont se pénètre l'Ecole moderne des réformateurs sociaux, appelés, malgré leurs protestations, *socialistes de la chaire*, et dont l'illustre Sismondi est le précurseur trop souvent oublié.

VI. — Robert Owen

§ 1. **Robert Owen et les Economistes.** -- L'objet de ce livre est d'exposer les conceptions systématiques des économistes et des socialistes dans leurs rapports entre elles, et dans leurs relations communes avec l'organisation et l'évolution économiques; quand on se place à ce point de vue dans leur étude, on ne tarde pas à surprendre le lien qui les unit, on les voit se rattacher aux divers aspects des mêmes phénomènes sociaux, et nul n'oserait refuser dès lors, même à l'utopie la plus téméraire en apparence, sa part et même sa grande part de légitimité. D'un trait, on peut déjà placer ici l'œuvre de Robert Owen à côté de celles des économistes de son temps, et marquer à la fois ses rapports fondamentaux avec

elles, et sa haute portée sociale. Dans un écrit publié en 1820 sur la *Balance des consommations avec les productions*, Sismondi s'exprime ainsi : « M. Owen de New Lanark, l'un des hommes qui ont manifesté le zèle le plus ardent pour le bien-être du pauvre, et la compassion la plus profonde pour ses calamités, avait exprimé la pensée que, lorsque l'industrie était laissée à elle-même, l'usage des machines et leur perfectionnement graduel pourraient accroître la production des marchandises de différentes espèces qui composent la richesse par delà la demande qui en était faite par les consommateurs, et qu'en causant ainsi une surabondance de toutes les marchandises, un engorgement dans tous les marchés, cette surabondance pouvait forcer les manufactures à renvoyer leurs ouvriers, et priver ainsi de travail les classes de la société qui ne vivent que de leur salaire. Sans partager en aucune façon les opinions de M. Owen sur les moyens de parer à cette calamité, j'ai admis comme lui, dans mes *Nouveaux principes d'économie politique*, le *fait* de cet encombrement universel, et j'avoue que j'ai quelque peine à comprendre comment on peut le nier aujourd'hui, contre le témoignage du commerce du monde. » (1) Au témoignage de Sismondi, Owen avait donc, avant lui, soulevé le problème qui devait être à ses propres yeux le plus important de l'Economie politique : cette entente sur les *faits* qui les rapprochait tous deux de Malthus, et les éloignait tous deux de Ricardo, dut se confirmer dans leur entrevue de 1818, en même temps que leurs divergences sur le *Droit* économique nouveau ; mais ce qui assigne à l'œuvre socialiste d'Owen tout son intérêt, toute son importance dans

(1) Sismondi, *Nouveaux Principes*, édit. de 1827, vol. II, p. 375.

la réaction qu'elle accomplit contre l'*économie politique classique*, c'est que l'opposition sur les fondements psychologiques, moraux, juridiques, même physico-biologiques de leurs conceptions, a été non seulement consciente et nettement définie par lui, mais même l'objet d'incessances controverses avec Ricardo et Malthus, dans une cordiale intimité que nul, jusqu'ici, n'a songé à mettre en lumière ; et, chose piquante, dans ces débats, R. Owen apparaît comme le génie expérimental, fort des résultats accumulés de l'œuvre à la fois industrielle et pédagogique de New Lanark, luttant contre les défenseurs de pures théories abstraites.

Après l'expérimentation de New Lanark, après la publication des *Essais sur la formation du caractère*, le nom d'Owen avait appelé l'attention de tous les esprits éclairés ; on s'explique que parlant lui-même de la période de 1810 à 1815, il cite dans son autobiographie une longue liste de personnages avec lesquels il était en rapport. C'est là qu'on lit ce passage : « Je ne dois pas oublier mes amis parmi les économistes : MM. Malthus, James Mill, Ricardo, James Makintosh, colonel Torrens, Francis Place. Avec ces économistes, j'étais, dans des discussions souvent animées, toujours en dissentiment ; mais ces débats furent maintenus jusqu'à la fin dans un grand sentiment de bienveillance mutuelle et de cordiale amitié. C'étaient des esprits libéraux pour leur temps, amis de l'éducation nationale du peuple, mais opposés à l'attribution nationale d'un emploi pour les pauvres et les inemployés, et à la plus grande production de richesse réelle, ce qui me surprenait, moi, chez des hommes professant le désir de voir produire la plus grande masse de richesses, étant évident que cela ne peut être effectué que par l'industrie bien dirigée de tous

et en tout temps. Je fus toujours impuissant à me rendre compte de la ténacité avec laquelle ces hommes, d'une capacité naturelle considérable, résistaient au principe d'*assurer une occupation productive à tous*, et je ne pouvais me l'expliquer que par cette constatation que j'ai faite, que *parmi les modernes économistes il n'y avait pas un homme pratique*. Leurs vues et leurs faux principes ont dirigé l'administration de ce pays, et ont influencé l'opinion publique pour le siècle tout entier, et on ne trouverait pas une existence plus artificielle et plus misérable, plus d'hypocrisie dans une société en dépit de sa splendeur de surface, que dans la Grande-Bretagne et l'Irlande. » (1)

Owen note ces traits intéressants que ses fréquentes discussions avec Malthus semblaient avoir ébranlé celui-ci, et que Mme Malthus y prenait toujours sa défense contre Malthus même.

Plus tard, au moment le plus solennel de sa vie, où les plans réformateurs d'Owen sont soumis à l'opinion publique, au parlement même (1817-1818), il revient sur ses contradicteurs illustres : « Il y avait à cette époque quelques esprits puissamment doués par la nature et actifs, parmi lesquels Malthus, J. Mill, Ricardo, le colonel Torrens, Hume et Place : ils formaient avec quelques autres la nouvelle école des modernes économistes, et c'est ainsi qu'on les désignait. Ils étaient tous bien intentionnés, habiles, pénétrants, des raisonneurs serrés et de grands discoureurs sur un faux principe, et c'est ce qui me fait songer à ajouter à leur liste Jérémie Bentham et le Dr Bowring, qui étaient des membres éminents de cette nouvelle école. *J'étais dans l'intimité*

(1) *Autobiography*, I, p. 113.

de tous et en termes amicaux avec eux. J. Bentham était d'ailleurs l'un de mes associés à New Lanark et son ami, le Dr Bowring, disait même que c'était là son unique spéculation lucrative... Avec ces hommes réellement ingénieux et sans nul doute bien intentionnés, j'avais *jour par jour* de nombreuses discussions, mais conduites par chacun d'eux de la manière la plus amicale, et le plus souvent en déjeùnant avec eux, et avant que les affaires de la journée commençassent pour eux. J'étais très désireux de les convaincre que l'organisation nationale de l'emploi et de l'éducation de tous pourrait seule créer une population qui, d'une manière permanente, serait rationnelle, intelligente, riche, supérieure, et que ces résultats ne pourraient être atteints que par un arrangement scientifique du peuple, uni dans des villages convenablement construits, villages d'*unité* et de *coopération* comme je les appelais alors. Eux, au contraire, étaient fort désireux de me convertir à leurs projets d'instruire le peuple sans lui assurer d'emploi national *unitaire*, et en s'en tenant au moyen de la concurrence individuelle. On peut appeler le premier système le système de l'*attraction universelle*, l'autre celui de l'*universelle répulsion*. J'étais trop homme d'affaires et trop versé dans la connaissance de la nature humaine, pour ne pas être frappé puissamment de l'impossibilité de réussir à améliorer d'une manière permanente, par des demi-mesures, les conditions d'une population ; aucune population ne peut être rendue bonne, intelligente, heureuse si ce n'est par une éducation rationnelle et un emploi utile, donnant un égal exercice au corps et à l'esprit dans des conditions salubres. Ces économistes, toujours en activité, défendaient la thèse de l'individualisme avec un système d'éducation conforme aux notions d'alors sur

l'instruction nationale des pauvres, et avec l'extension illimitée de la responsabilité individuelle dans la conduite à travers la vie. Ce qu'il y avait d'esprits dits avancés et libéraux était décidément en leur faveur, aidés aussi par les préjugés de tous les âges antérieurs : et ils réussissaient à convertir le gouvernement et le public à leurs idées et à leur pratique. » Dans son amertume, Owen va jusqu'à regretter l'ancienne aristocratie, plus humaine pour les pauvres placés plus étroitement en leur dépendance : « Le gouvernement, pénétré des idées *sans fondement expérimental des économistes modernes*, imagina les plus rigoureuses mesures, en faisant des lois contre les droits naturels des pauvres et des classes ouvrières, et en faveur des riches et des puissants. »

Comme Sismondi, et avant Sismondi, Owen condamne sans merci cette Economie politique abstraite, cette Chrématistique où la richesse semble être la fin poursuivie par la science ; comme Sismondi et avant Sismondi, il ramène au premier plan l'homme, sa participation à tous les avantages de la richesse qu'il produit, la considération de son bonheur ; pour lui comme pour Sismondi, l'Economie politique s'assujettit définitivement à l'Ethique, mais la conception hédoniste de la morale acquiert chez Owen une ampleur qu'aucun de ses contemporains ne lui a donnée, et l'audace de ses solutions, qui atteignent jusqu'aux fondements mêmes du droit, fera reculer Sismondi. Owen tente d'embrasser en effet, dans un effort de synthèse : d'une part, les conditions subjectives et psychologiques, de l'autre, les conditions objectives ou économico-juridiques, de ce formidable problème. Le principe de la nature humaine dont il parlait tout à l'heure est celui de l'influence souveraine du milieu sur le caractère humain ; il restera l'idée maî-

tresse de toute son œuvre théorique et pratique : ce sont les circonstances du milieu social qui forment le caractère humain, qui déterminent toutes ses dispositions bonnes ou mauvaises ; de là deux conséquences décisives : d'une part, la responsabilité de l'individu disparaîtra derrière la responsabilité sociale, et le principe de l'irresponsabilité individuelle se dressera, dans sa rigueur absolue, devant l'individualisme absolu de Malthus et de Ricardo, qui fait peser sur l'individu toutes les conséquences de son caractère et du milieu social, et qui consacre dans la question sociale l'abstention complète de la société, le *laisser faire* ; la seconde, c'est la possibilité, par un effort collectif sur le milieu, par une action éducative dont il a lui-même donné le glorieux exemple, de transformer le caractère individuel ; après avoir reconnu qu'il est dû tout entier aux circonstances, pourquoi la société ne se rendrait-elle pas maîtresse des circonstances mêmes, et n'assurerait-elle pas le développement normal des individus et de l'espèce humaine, le plus propre à leur donner le bonheur ?

D'autre part, le problème de statique économique qui domine toute l'œuvre de Sismondi, comme celle de Ricardo, de Say, de Malthus, pèse aussi de tout son poids sur la pensée d'Owen ; c'est là, là surtout qu'il se séparera des économistes, de Sismondi lui-même, c'est là qu'il sera porté à des solutions radicales ; le retour périodique des ruptures d'équilibre entre la production et la consommation, la généralité qu'il assigne aux crises de surproduction entraînant pour les travailleurs ces alternatives d'activité fiévreuse et de chômage absolu, dont il a le spectacle sous les yeux, ce rythme terrible de la grande industrie naissante lui proposeront comme objet prépondérant de recherche : la stabilité, la sécurité, la conti-

nuité de l'emploi pour tous : de là cette contribution à la reconstitution pacifique et progressive de la société économique dans ses éléments, de là ces villages de coopération mutuelle, alvéoles d'une société nouvelle, organes ultimes de l'équilibre de la production et de la consommation, destinés à mettre le travail définitivement à l'abri de toutes les fluctuations du marché, de tout risque de chômage. De là l'essai d'une transformation du régime monétaire et d'une constitution de la valeur ; de là cette apparition d'un Droit économique nouveau, transformant la propriété individuelle, appelant tout travailleur à participer à la propriété commune des instruments de travail et de la terre, exprimant, par son universalité même, l'universalité et la constance des garanties qu'il donnera au travail.

Rattachant non seulement une psychologie économique plus complexe, plus concrète, mais une véritable Ethologie naissante, à l'économie politique, à un droit nouveau, à une politique sociale nouvelle, l'œuvre d'Owen appartient à l'histoire de la Sociologie. Il suffirait pour s'en convaincre d'exposer le plan de ses écrits les plus étendus : ses *Essais sur le principe de la formation du caractère* (*Essays on the principle of the formation of character*) et le *Livre du nouveau monde moral* (*the Book of the new moral world*). Ce second ouvrage, le plus considérable d'Owen, n'est en réalité qu'un élargissement du premier : mieux qu'aucun autre, celui-ci permet de saisir la conception sociologique d'Owen.

Sargant remarque qu'il est difficile de fixer la date de la publication originaire de cet ouvrage d'Owen ; il avait l'habitude de réimprimer ses ouvrages de temps en temps sans indiquer les éditions. L'exemplaire de Sargant porte la date de 1849.

Dans l'exemplaire que je possède, les trois premières parties portent la date de 1842, les quatre dernières celle de 1844. Tout me fait croire que les trois premières parties sont des réimpressions, les quatre autres sont l'édition originale. Ce qui achève de me fixer c'est que la dédicace placée en tête de la première partie porte la date du 1er août 1836, elle est faite à Guillaume IV, roi d'Angleterre. Les trois premières parties sont probablement de cette époque, elles auraient été réimprimées en 1842 et les autres parties ont suivi en 1844.

L'œuvre comprend donc sept parties dont l'enchaînement est assez rigoureux.

La première partie s'applique à l'homme individuel ; elle a pour objet l'étude de la constitution morale de l'homme, destinée à servir de fondement solide à toute l'organisation sociale. Elle est la plus essentielle de toutes. Si elle n'est comprise, dit Owen, la seconde partie restera une page obscure.

La seconde partie se rapporte à la société, elle a pour titre l'*Etat social de l'homme.* Si la première expose les lois de la nature humaine et de la formation du caractère de l'homme, celle-ci recherche les *conditions sociales* ou extrinsèques de son *développement* qui s'accordent avec les lois de sa nature et lui permettent d'atteindre le *bonheur* : ce sont les conditions économiques de la production, de la distribution des richesses et celle de l'éducation ou de la formation du caractère.

La troisième partie se propose pour objet la recherche des *éléments intrinsèques du bonheur* que l'homme social se propose comme la *fin à atteindre*, et qui, poursuivie par l'universalité des êtres humains, doit être rendue accessible à tous.

La quatrième partie a pour objet la religion ration-

nelle et la morale de l'Etat nouveau. La *religion rationnelle* à laquelle Owen propose comme objet pratique à atteindre le bonheur de la race humaine tout entière, c'est la communauté des sentiments dans une fin commune à poursuivre, c'est la *condition morale* de la réalisation de cette fin.

La cinquième partie a pour objet l'ensemble de la *science sociale*, conception synthétique qui embrasse les principes de la science de la production des richesses et de leur distribution, ceux de la formation du caractère de l'homme, et enfin ceux du gouvernement de la société. L'ordre des matières révèle la subordination fondamentale du développement moral de l'homme aux conditions économiques, dans lesquelles ce développement s'accomplit.

La sixième partie se rapporte à la constitution même du gouvernement dans la société naturelle, et à l'ensemble de la législation, au code des lois à formuler pour assurer le bonheur commun. Elle embrasse, outre le système de ces lois basées sur la nature, les motifs de leur adoption, et l'exposé des conséquences que leur application doit produire sur la population du monde.

La septième et dernière partie de l'œuvre embrasse les conclusions déduites de tous les principes exposés dans les autres parties, et leur application à l'état actuel de la société.

Connaître la nature humaine et ses lois, la fin que l'homme poursuit : le bonheur, ses éléments ; rechercher les *conditions sociales* de sa réalisation : économiques, intellectuelles et morales, politiques, tel est l'objet du *Livre du nouveau monde moral*, ou plutôt de la *Bible* d'un nouveau monde.

La composition de l'œuvre présente, dans toutes ses

parties, des caractères uniformes ; tous les chapitres ou les divisions des chapitres ne sont jamais que le développement de propositions formulées comme des thèses par l'auteur ; le plus souvent, toutes les propositions principales sont énumérées en tête du volume, ou de la partie du volume.

Owen ne cite aucune source, on ne rencontre le nom d'aucun philosophe et d'aucun économiste auquel il se rattache, soit par la filiation des idées, soit par la convergence des doctrines. L'œuvre sociologique du réformateur apparaîtrait comme isolée, comme née sans antécédents, s'il ne fallait y voir un effort constant pour interroger directement la nature.

Comme dans toutes les œuvres des grands réformateurs de la science économique, politique et morale du XVIII[e] siècle, aussi bien celle des physiocrates que celle de Fourier, nous voyons Owen condamner toutes les institutions antérieures, comme infectées d'un vice radical, rompre toute continuité historique : « Les arrangements religieux, moraux, politiques, commerciaux de la société, dit-il, ont été basés, depuis les origines de l'histoire, sur une erreur relative à la nature humaine : une erreur si grave en conséquences, qu'elle a dérangé toute la conduite de la société, rendu l'homme irrationnel dans ses pensées, ses sentiments, ses actes, et conséquemment plus inconsistant et même plus misérable que tout autre animal ». (1)

« Combien s'opposent, dit-il encore, l'harmonie et l'unité de cette science à toutes les religions et à tous les codes de lois inventés par les générations passées, dans l'ignorance de leur propre organisation et des lois de la

(1) *New moral world*, 1842, introduction, p. XXI.

nature ! Toutes les lois humaines sont opposées aux lois de la nature, et dès lors discordantes, sans unité, et produisant toujours plus de mal que de bien. » (1)

Le livre est écrit pour expliquer d'abord la nature de l'erreur universelle qui a engendré la misère de l'espèce, et, en redressant la connaissance de la nature humaine, pour ouvrir à la génération nouvelle, un monde moral nouveau, basé sur un principe opposé à cette erreur ; de là ce titre du livre : *The book of the new moral world.*

C'est donc que la conception d'Owen est un retour à la nature, exactement comme l'œuvre de Jean-Jacques Rousseau et celle des physiocrates, ou celle de Volney ; il en sera ainsi pour celle de Fourier. L'humanité, dominée par l'erreur jusqu'ici, est éclairée sur sa propre nature, et de la conception *rationnelle* de l'homme, se déduit une conception *rationnelle* de la société. Ce que l'*orare rationnel* est pour Owen, correspond à ce que l'*ordre naturel* était pour les physiocrates.

La science sociale est déduite de la connaissance de la nature individuelle ; c'est là qu'est le premier anneau auquel tout s'enchaîne : « La preuve de la vérité d'une science, dit-il, est dans l'harmonie de chacune de ses parties avec le but et dans son unité avec la nature. Chaque fait, à commencer par le premier, conduit à celui qui le suit ; ils avancent graduellement jusqu'à ce que la science soit complète, et c'est ainsi que la vérité de la science est démontrée. »

La méthode déductive a dominé la sociologie générale et la sociologie économique au XVIII[e] siècle, et dans la première moitié du XIX[e], mais en se rapprochant de plus en plus de ce que J.-S. Mill a appelé la méthode

(1) *New moral world,* part. I, p. 72 (1842).

déductive inverse, c'est-à-dire en confirmant ou contrôlant de plus en plus par l'induction sociologique directe les résultats de la déduction.

C'est précisément la part de l'expérience qu'Owen lui-même affirmera plus grande dans son œuvre, que dans celle des écoles auxquelles il s'oppose. Ce réformateur dont Engels fait encore exclusivement un représentant du socialisme utopique, par opposition au socialisme scientifique, non seulement parle au nom de l'Economie politique, dont il élargit la définition au point de la confondre avec la sociologie, et d'en faire la science du développement de toutes les puissances de l'homme (1); mais il parle au nom d'une science qu'il a enrichie et qu'il veut enrichir par l'expérimentation.

Ses plans de réforme sont toujours, en une large mesure, inspirés par des expériences : les villages de coopération mutuelle, le système d'éducation qu'il proposera comme solution du problème social, sont conçus sur les données primitives de New Lanark, modifiées elles-mêmes d'après les enseignements de la pratique ; il y revient sans cesse (2) ; d'autres que lui plus impartiaux, plus sévères, marqueront le même lien entre les données

(1) Voyez des passages extrêmement importants : « l'objet de cette science (l'*économie politique*) est de rechercher dans quelle direction les facultés de l'homme peuvent être le mieux appliquées (*Report to the county of Lanark*, Life of Owen, II, p. 267-268). Voyez aussi *Second memorial to the allied Powers*, p. 216 et 219 des passages non moins décisifs sur cette compréhension sociologique de l'Economie politique.

(2) Essays on the formation of character (1813) : first essay, *Life of Owen*, I, p. 266, p. 271 ; second essay, p. 279 et suivant, New Lanark, address, 1816, *ibid.*, I, p. 339. — Letter published in the London News Papers of july 3 th. 1817, *Life of Owen*, II, p. 66 suiv. — Address delivered at the city of London Tavern, 1817, II, p. 92. — Second memorial to allied powers, *ibid*, 218.

expérimentales et leur projection idéale. Tel le duc de Kent en qui s'annonçait un roi philosophe (1) ; tel le comité d'enquête de la ville de Leeds (2) ; tel l'observateur désintéressé, Mac Nab.

Dans son œuvre la plus décisive peut-être, son *Rapport au Comté de Lanark*, il écrit en 1820 : « Pour comprendre le sujet qu'aborde votre Rapporteur, il faut une profonde étude de l'ensemble du domaine de l'Economie politique. La connaissance de quelques-unes de ses parties seulement, avec l'ignorance de tout le reste, serait la plus funeste à l'homme d'Etat pratique ; et c'est pour cette raison, peut-être plus que pour toute autre, que le monde a été si mal gouverné ; car l'objet de cette science est de rechercher comment les facultés de l'homme seront le plus avantageusement appliquées. Jusqu'ici ces forces ont été combinées surtout pour retarder les progrès de la société. Votre rapporteur a profondément étudié ces questions pratiquement et théoriquement, pendant plus de trente ans et sa pratique a toujours, sans aucune exception, confirmé la théorie. » (3) Dans cette entreprise de reconstruction qu'il annonce, c'est sa longue expérimentation qu'Owen invoque contre les économistes de son temps : « Par l'expérience que j'avais acquise, d'abord pendant dix ans à Manchester avec une population ouvrière de 500 personnes, et actuellement pendant plus de seize ans à New Lanark, en Ecosse, avec une population de 2.500 personnes sous ma direction exclusive, aussi bien dans l'ordre social que dans l'ordre

(1) Proceeding of the first meeting June 26 th. 1819, *Life of Owen*, II, p. 237 suiv.

(2) Report of the deputation of Leeds, *ibid.*, II, 254 suiv.

(3) Report to the county of Lanark, 1820. *Life of Owen*, vol. II, p. 268 ; *ibidem*, p. 280 et 281.

industriel, je m'étais éclairé, dans une très large mesure, *expérimentalement*, sur la question de savoir comment les populations pouvaient être instruites, occupées, de manière à les rendre bonnes, intelligentes, heureuses. J'avais découvert qu'en agissant sur un principe évident de la nature humaine, on pouvait pratiquement aboutir, avec la certitude d'une loi de la nature, à rendre finalement la race humaine bonne, sage, heureuse. Et ayant cette confiance profondément imprimée dans l'esprit, j'étais conduit, à l'encontre des préjugés et des erreurs d'éducation de la population du monde, à accomplir, sans autre limite que celles de ma vie, tous les efforts que je pourrais faire dans la mesure de mes moyens, pour réaliser ce grand changement dans les principes et la pratique de la race humaine (1) ».

Dans ces passages, non seulement Owen expose le plan de la vaste entreprise réformatrice qui va donner de l'unité à sa grande vie, mais il a conscience, souvent avec une extraordinaire netteté, des fondements psychologiques, moraux, économiques, juridiques, des doctrines sociales qu'il oppose aux modernes économistes, et c'est dans les profondeurs de la psychologie, ou mieux, de l'éthologie, qu'il faut chercher les racines de cette opposition.

Le lien des conceptions psycho-sociologiques d'Owen et du Socialisme est dès lors très aisé à saisir.

La création du mot *socialisme* et sa définition ont été revendiquées publiquement par Owen, en 1841, dans un débat important avec un certain John Brindley aujourd'hui oublié, et qui avait précisément l'objet suivant: Qu'est-ce que le socialisme et quels seraient ses effets

(1) Owen, *Autobiography*, I, 130.

pratiques sur la société? (*What is socialism, and what would be sit practical effects upon society?*)

« Qu'est-ce que le socialisme? disait Owen, je suis généralement considéré, (*et je me considère moi-même*), comme le fondateur de ce système... A la question: qu'est-ce que le socialisme? je réponds que ce système social (ou comme je l'ai toujours désigné, le *système rationnel* de société) dérive uniquement de la nature, c'est-à-dire de lois qui n'ont jamais été connues comme livrées au changement... (1) »

Ces lois générales servent de fondement à deux sciences, celle de la nature humaine et celle de la société; ces sciences exposent les *causes* prochaines qui ont déterminé le caractère individuel et le caractère national dans toutes les contrées, les *causes* prochaines des maux que les générations passées ont soufferts, et les divisions qui existent entre l'homme et l'homme, entre les nations, celles de l'ignorance, de la misère, du vice et du crime, les causes du manque de charité et de bienveillance au sein de l'espèce humaine.

Mais ces sciences accompliront rapidement une œuvre bien supérieure : elles rendront la *société* capable d'*éliminer les causes prochaines* des maux de toutes les parties de la terre..., plus encore: de faire naître, d'introduire des causes nouvelles qui, sans chance d'erreur, assureront une large intelligence, une conduite morale, une participation suffisante à la richesse, des jouissances rationnelles à tout individu né avec une constitution

(1) *Public discussion between John Brindley and Robert Owen*, Birmingham, 1841, pages 4 et 5. D'après HOLYOAKE, *History of cooperation*, I, p. 191 et 219, le mot *socialiste* a été adopté en 1836 par les disciples d'Owen pour désigner leur parti. Voir sur la question ANTON MENGER, *L'Etat socialiste*, p. 24, trad. Milhaud.

saine, et d'écarter enfin rapidement les causes des constitutions physiques mauvaises.

Le socialisme, c'est donc, pour Owen, le système rationnel et égalitaire de société, qui tend, jusqu'aux limites extrêmes de notre puissance collective et de notre action modificatrice du milieu, et en se fondant sur les lois de la nature humaine et du développement social, « à réaliser le bien-être et le bonheur de tout être humain sans distinction de sexe, de couleur, de nationalité, de classe, de secte, de parti... » (1)

Toute la conception réformatrice d'Owen est résumée, en 1840, par l'un de ses missionnaires sociaux, Charles Southwell, en ces mots : l'homme est un être progressif et réformable, sans que l'on connaisse aucune limite à ses progrès. (2) Le socialisme est le grand modificateur collectif, conscient et réfléchi de l'Evolution sociale ; c'est la projection idéale de la sociologie d'Owen, déroulant, comme l'avait rêvé Condorcet, la perfectibilité indéfinie de l'homme, et faisant de *l'égalité de fait* le *dernier mot de l'art social*.

Près d'un quart de siècle plus tard, Pierre Leroux s'attribuait la création, en 1833, du mot *socialisme* en lui donnant comme signification la prédominance du sentiment qui nous porte vers autrui, et en l'opposant à ce point de vue à *l'individualisme*. On verra plus loin que les deux conceptions du socialisme se confondent dans la pensée d'Owen.

Embrasser les principaux aspects de la vie et du développement de la société dans une conception synthétique, élargir l'éducation au point d'y comprendre

(1) *Ibid.*, p. 6-7 et p. 25.
(2) Ch. Southwell, *Socialism made easy*, London, 1840, p. 10.

toutes les conditions économiques et sociales du développement de l'être humain, tout l'ensemble de son milieu extérieur, baser l'action réformatrice et éducatrice de la société sur la modificabilité indéfinie de l'homme et de son caractère, et la faire dépendre elle-même de la modificabilité même du milieu, telle fut, dans ses lignes maîtresses, l'œuvre sociologique d'Owen qu'il essaya, avec un zèle infatigable, de faire rayonner dans une expérimentation toujours renaissante. C'est trop peu de ranger un tel homme dans le socialisme *utopiste*, car s'il est vrai que R. Owen ait tenté de transporter dans les faits un idéal absolu, s'il est vrai encore qu'il ait institué hâtivement et témérairement ses plus audacieuses expériences, encore est-il cependant que les leçons de l'expérience d'Owen ont à la fois profité directement à celui qui l'a accomplie, et à ceux qui lui ont succédé. La pensée d'Owen se résolut dans une éducation sociale idéale du genre humain, ce fut sa théorie du progrès ; la vie d'Owen fut à la fois, pour lui et pour les autres, comme l'éducation même de l'expérimentation sociale.

§ 2. **La vie d'Owen.** — Kilkrup a esquissé d'une manière saisissante les conditions des travailleurs en Angleterre, au moment où Owen allait y faire rayonner la pensée des philosophes du XVIII[e] siècle. (1)

Le travailleur rural n'avait aucun intérêt fixe dans le sol. Il n'avait aucune part au gouvernement ni à l'administration locale. Il avait peu ou point d'éducation : son habitation était misérable, son salaire était extrêmement bas. Dans l'industrie, un grand nombre de travailleurs étaient réduits à la misère par l'introduction des

(1) KILKRUP, *A history of socialism*, p. 55, 56.

machines. La tendance au réajustement du travail supprimé par elles était laborieuse, et sans cesse troublée par de nouveaux changements. Les heures de travail étaient impitoyablement longues. L'adulte avait à lutter contre le travail des femmes et des enfants, et son droit de coalition ne fut consacré qu'en 1824. Les heures de travail des enfants étaient celles des adultes ; sans protection ni surveillance des parents, avec la promiscuité des sexes dans des conditions souvent immorales et insalubres, il était naturel que leurs habitudes fussent détestables, et que leur descendance fût à un lamentable degré vicieuse, imprévoyante et physiquement dégénérée.

Robert Owen était né dans le village de Newton, comté de Montgomery (Galles du Nord), en 1771. L'enfant fit son éducation à l'école du village ; dès l'âge de sept ans, il avait épuisé le savoir du maître d'école, il y resta cependant jusqu'à neuf ans comme surveillant, c'est ainsi qu'il apprit l'art de transmettre ses connaissances aux autres. Il dévorait tous les livres qu'il pouvait se procurer ; il s'attira les sympathies de trois jeunes filles méthodistes, qui engagèrent Owen dans la lecture des controverses religieuses. Elles durent s'en repentir depuis, car, dès l'âge de dix ans, il pensait que les religions renfermaient toutes une erreur fondamentale ; la haine mortelle que les sectes nourrissaient les unes pour les autres, fit naître dans sa pensée des doutes sur la vérité de chacune d'elles.

A dix ans il fut mis, à Stafford, au service d'un drapier ; il y resta trois ou quatre ans, et, après une courte expérience industrielle à Londres, il se rendit à Manchester. Là, ses succès furent rapides ; à dix-neuf ans, il était directeur d'une filature de coton occupant 500 ouvriers, et en fit l'un des premiers établissements de l'An-

gleterre, non seulement au point de vue industriel, mais à l'égard de la moralité des travailleurs. Il avait l'art de conduire les hommes. Le propriétaire de la filature l'intéressa pour un quart dans les profits, mais quelque temps après, M. Dunkwater ayant demandé à Owen de résilier le contrat pour faciliter des arrangements de famille, Owen n'hésita pas à jeter l'acte au feu sans conditions. Il avait acquis la réputation du plus habile manufacturier du pays. Owen avait le premier filé le coton des États-Unis.

C'est alors qu'il apprit à connaître New Lanark, le siège futur de ses immortelles expérimentations. Il s'était épris de Miss Dale, fille du propriétaire de l'établissement. Cette filature était activée par les eaux de la Clyde et occupait 2000 ouvriers. Owen obtint la main de Miss Dale et devint le gérant de l'établissement de New Lanark, qui fut repris des mains de Dale par une société dont Owen faisait partie.

Des dates importantes vont marquer les divisions principales de cette grande vie, l'évolution de la pensée et l'expansion de l'œuvre d'Owen.

1. De 1797 à 1817, apparaît l'éducateur illustre, le patron philanthrope ;

2. De 1817 à 1820, l'économiste et le réformateur social, l'instaurateur du système rationnel ou du Socialisme moderne, qui appartient surtout à ce livre ;

3. De 1824 à 1827, l'expérimentateur idéaliste cédant à un idéal absolu de communauté ;

4. De 1827 à 1844, le grand artisan de la Coopération préparatoire à la communauté, et de la propagande du système, dans une œuvre encore élargie d'éducation.

1. Booth, dans sa substantielle étude sur Owen (1), rap-

(1) Booth, *Robert Owen the founder of socialism in England*, p. 12.

porte que la santé et la moralité de toute la population de New Lanark s'étaient déjà améliorées sous l'excellente administration de M. Dale. Cependant, il restait beaucoup à faire encore. Les enfants étaient livrés par les administrations des pauvres dès six ans, et à cet âge leur travail n'était productif qu'au prix de beaucoup de souffrances. Les soins dont on les entourait n'empêchaient pas les accidents et les déformations. Beaucoup s'échappaient, d'autres attendaient impatiemment la fin de leur apprentissage pour aller s'engloutir dans les grandes villes.

Owen avait été amené à penser depuis longtemps que deux causes déterminent le caractère de l'homme : 1° les dispositions naturelles; 2° les circonstances qui, à partir de la naissance, viennent affecter ces dispositions natives. Ce sont ces circonstances qui exercent une influence décisive sur le caractère. Entouré de conditions favorables au développement de la vertu, les hommes deviendront à peu près universellement vertueux : s'ils sont au contraire dans un milieu défavorable, ils deviendront non moins certainement vicieux.

C'est pour cela qu'il s'appliqua à résoudre, à New Lanark, le grand problème de la réformation morale. Son premier soin fut d'écarter les tentations au vice, et avant tout à l'intempérance. C'est au moment où l'ivrogne subissait les effets de ses excès qu'il s'appliquait à le convaincre de sa folie, et cette action fut salutaire. Le docteur Mac Nab dit que les liqueurs se vendaient 25 0/0 moins cher à New Lanark qu'ailleurs, mais les cabarets se fermèrent peu à peu; pendant plus d'un an on ne constata pas même un cas d'ivrognerie à New Lanark. On enseignait aux femmes à rendre leurs demeures plus confortables et à diminuer par là chez les maris les attractions des cabarets ; on leur enseignait la cuisine, de

manière à rendre la nourriture plus appétissante et plus économique. Owen s'appliqua à soustraire l'ouvrier à l'exploitation des commerçants de détail. Il procura toutes les marchandises de la meilleure qualité au prix du gros, augmenté seulement des frais de gestion de ces magasins. Plus tard il préleva une légère taxe pour en appliquer tout le produit à l'éducation ; et bien que ces rais d'éducation s'élevassent alors à 700 £, les marchandises se vendaient encore beaucoup moins cher (25 0/0) que dans les boutiques de détail. C'est de ce germe que le mouvement coopératif est sorti. *C'est l'institution du patronage éclairé qui a précédé les institutions coopératives autonomes.*

Le vol avait longtemps régné dans la fabrique. Owen adopta des moyens de découvrir les coupables, mais il ne les soumettait à aucune répression légale : ils ne subissaient que les condamnations de l'opinion. Il avait adopté un *moniteur silencieux*, *silent monitor*, consistant en petits blocs de bois quadrangulaires, dont les faces étaient de couleurs différentes et indiquaient quatre degrés de moralité : le noir correspondait à *mauvais*, le bleu à *indifférent*, le jaune à *bon*, le blanc à *excellent*. Ces blocs étaient placés au-dessus de la tête de tous les ouvriers dans la fabrique. Des registres recueillaient les indications sur la conduite de chacun. L'évolution s'accomplissait par degré, du *noir* au *blanc*. Le préposé à chacune des grandes divisions de l'établissement plaçait chaque jour ces *moniteurs silencieux*, et le chef de l'établissement faisait de même pour les préposés. Cette discipline morale correspond, elle aussi, à une phase de l'évolution industrielle, le *patronage accepté*.

Owen se heurtait cependant à de l'opposition, même à la méfiance des ouvriers, mais elle se dissipa dans une

circonstance mémorable. En 1806, un conflit amena les Etats-Unis à mettre un embargo sur le coton. L'industrie cotonnière s'arrêta brusquement en Angleterre : les ouvriers furent renvoyés partout, mais à New Lanark, les salaires pleins continuèrent à être payés, bien que les ouvriers n'eussent rien à faire qu'à entretenir les machines. L'embargo dura quatre mois, les salaires payés pendant ce chômage furent de 7000 £ ; mais la confiance unit désormais le maître et les ouvriers.

Cependant si Owen triompha de ce côté de l'opposition, il rencontra chez ses associés des résistances insurmontables. C'est ainsi qu'il proposait d'augmenter de 5000 £ les dépenses d'éducation, *soutenant que l'efficacité plus grande du travail rembourserait sûrement cette dépense*. Il ne réussit pas à convaincre ses associés : l'association fut dissoute.

On mit l'établissement en vente et Owen fonda une société par actions pour le racheter. C'est alors qu'il fit circuler, pour recueillir des adhérents, des exemplaires de son premier ouvrage : *Essays on the principle of the formation of the human character* (1). Ces essais sous leur forme définitive furent au nombre de quatre : le premier, écrit en 1812, fut publié en 1813 ; le second fut écrit et publié en 1813 ; les deux autres écrits, et mis en circulation dès la même époque, ne furent mis en vente qu'en 1816. Bentham souscrivit une part dans la nouvelle société.

C'est le 1er janvier 1816 qu'Owen inaugura les installations de New Lanark. L'adresse qu'il lut aux habitants nous est conservée (2) ; la pensée maîtresse est dans le

(1) Voyez, sur ce point, la note d'Owen lui-même, *Life of Owen*, I, p. 256. Les quatre essais sont réimprimés dans le même volume.

(2) *Life of Owen*, I, p. 337 et suiv.

titre même : *An address delivered to the inhabitants of New Lanark at the opening of the institution established for the formation of Character*. La manufacture apparaît comme transformée en une entreprise de culture morale, ayant pour objet la formation du caractère ; c'est un établissement modèle que R. Owen propose à l'imitation des chefs d'industrie, à l'approbation du législateur ; il veut montrer aux maîtres manufacturiers, *une application pratique, sur une échelle assez grande, des méthodes par lesquelles le caractère et la situation des ouvriers des manufactures peuvent être matériellement améliorés, non seulement sans sacrifice pour les maîtres, mais en leur assurant de grands et substantiels avantages. — Il veut, par cet exemple, amener le législateur anglais à adopter des lois telles que les mêmes avantages soient assurés à toutes les parties de la population.* (1) La tendance à universaliser les résultats de ses expérimentations éclate dans ce passage, et marque les traits essentiels du génie pratique d'Owen. On le retrouvera partout le même, et c'est ainsi qu'il passe de la philanthropie pure à un droit nouveau.

Dans son institution régénératrice, Owen recevait l'enfant dès le moment où il pouvait marcher : à dix ans, il entrait dans la manufacture, mais on lui donnait un enseignement complémentaire. Le système d'éducation était inséparable de l'amélioration du sort des enfants dans l'industrie, et c'est ainsi que s'élargit encore la pensée d'Owen, et qu'elle s'étendit à la législation du travail.

Trois écrits importants s'y rattachent dès cette époque : (2) *ses Observations sur l'industrie cotonnière,*

(1) *New Lanark address*, *ibid*, p. 348.
(2) *Observations of the cotton trade*, 1815, *Life of Owen*, II, p. 13.

janvier 1815 ; sa proposition pour réglementer les heures de travail dans les usines et fabriques, telle qu'elle fut originairement présentée en 1815 ; ses observations sur les effets du système des manufactures, avec son avis sur l'amélioration de celles de ses parties qui sont les plus préjudiciables à la santé et à la morale, 1815. — Deux écrits postérieurs achèvent d'éclairer ses tentatives de réforme : sa *Lettre à Lord Liverpool sur l'emploi des enfants dans les manufactures*, 20 mars 1818, et sa *Lettre ouverte aux maîtres manufacturiers* sur le même objet, 30 mars 1818 (1). Là encore éclate sa tendance à la généralisation progressive de l'application d'un principe.

Dans le grand duel entre la France et l'Angleterre, quand on représentait à Pitt que l'élévation du taux des salaires empêchait les manufactures de payer les taxes, on lui a prêté ce mot terrible : *Prenez les enfants*. On a contesté le mot, mais peut-être a-t-il montré les avantages égoïstes de l'emploi prématuré des enfants dans l'industrie (2). L'enfant était mieux approprié que l'adulte à certains travaux, et l'enfant présentant moins de résistance au maître le rendait plus indépendant du travailleur dans les transformations mécaniques. L'on vit alors les conséquences du *laisser-faire*, du *laisser-passer*, ou, comme l'a dit le duc d'Argyle, les conséquences du travail par *troupes*, sous l'empire des *lois naturelles* et sans restrictions des *Institutions positives*. Les heures de travail étaient excessives. La machine, infatigable et sans repos,

Mr Owen's bill for regulating the hours of works in mills and factories, etc., p. 28. Observations of the effects of the manufacturing system, *ibid*, p. 37.

(1) Letter to the Earl of Liverpool on the employment of childrenon manufactories march 20. st., 1888, *Life of Owen*, II, p. 185. — Letter to master manufacturers p. 197.

(2) Whateley Cooke Taylor, *Factory System*, p. 180 suiv.

ne tenait point compte de l'épuisement des forces humaines.

Les administrateurs des pauvres confiaient aux manufacturiers de Manchester et d'autres villes des groupes d'enfants, dont le sort était livré à la direction de ses maîtres. Dans bien des cas, au dire de l'historien des fabriques, Alfred, leur travail n'était limité que par l'épuisement de leurs forces, après que de nombreux modes de torture avaient été employés pour les maintenir dans une continuelle action... Aux périodes d'activité, les lits de ces enfants n'étaient jamais refroidis, les machines marchaient jour et nuit, et aussitôt qu'une moitié du nombre des enfants se levait pour se rendre au travail, l'autre moitié prenait sa place dans les lits. Jevons a rappelé les mêmes faits dans son volume sur *l'Etat dans ses rapports avec le travail.* — Les premières mesures destinées à contenir le système sans règles des manufactures sont de 1802 : l'acte relatif à la santé et *à la moralité dans les manufactures* s'applique principalement aux apprentis et aux manufactures de coton. Il limite la durée du travail à douze heures, comprises entre six heures du matin et neuf heures du soir. Ce fut le premier monument de législation réfrénant le laisser-faire dans l'industrie.

C'est le développement de cette législation protectrice qu'il faut rapprocher des propositions de Robert Owen. Celui-ci s'était engagé dès 1812, avec beaucoup d'ardeur, dans la grande controverse sur la législation des fabriques en se plaçant du côté des travailleurs ; en 1815, il entreprit avec son fils Robert Dale Owen, un voyage à travers l'Angleterre et l'Ecosse, en vue de recueillir des témoignages sur les conditions des enfants employés dans les manufactures. Robert Dale Owen rapporte que les faits observés par eux étaient terribles, et au delà de toute croyance. Dans

quelques grandes manufactures, le cinquième, le *quart* même des enfants étaient estropiés ou déformés par le travail. Owen se mit en rapport avec quelques membres influents des deux Chambres et leur exposa ces faits. Il prépara le projet de loi signalé plus haut pour y apporter un remède. D'après ce projet, il était défendu aux manufactures de recevoir des enfants avant l'âge de 10 ans, et les heures du travail étaient jusqu'à 18 ans limitées à dix heures et demie par jour. Le travail de nuit était interdit — une demi-heure était consacrée chaque jour à l'instruction, aux frais des manufactures : cette loi devait s'appliquer à toutes les manufactures de coton, laine, lin et autres fabriques ou chantiers dans lesquels vingt personnes de moins de 18 ans étaient employées. Owen avait obtenu de Robert Peel une promesse d'appuyer ces mesures, mais cet homme d'Etat n'aboutit qu'à la loi insuffisante de 1819. Mécontent de ce résultat, Owen tenta de pénétrer lui-même au Parlement, mais il échoua. Si le projet d'Owen avait été adopté, il eût anticipé la législation des fabriques de plus d'un demi-siècle, a dit M. Whateley Cook Taylor, l'historien de la législation du Travail. Sa conception de la protection du travail était si large qu'elle n'a été que beaucoup plus tard accueillie par les hommes d'Etat de l'Angleterre. (1)

« A Owen, dit encore Whateley Cook Taylor, revient sans nul doute l'honneur d'avoir été non seulement le plus avancé des premiers réformateurs des fabriques, mais celui dont la prévision s'est étendue le plus loin, — et ceux qui ont rejeté ses propositions portent la responsabilité d'avoir retardé une législation plus humaine. »

(1) Whateley Cooke Taylor, *Factory System*, p. 207-209.

2. La période la plus importante et la plus féconde de la vie d'Owen, surtout au point de vue du développement de la pensée réformatrice, embrasse les années 1817 à 1820. (1) Il avait été sollicité de donner son avis sur les causes de la détresse des ouvriers. Sa réponse fut un rapport célèbre adressé au Comité de l'association pour le soulagement des ouvriers pauvres des manufactures et des journaliers en général, et soumis au Comité de la Chambre des Communes ayant pour attribution la loi des Pauvres. (2) La question économique était, avec la situation cruelle des sans-travail, amenée au premier plan dans les préoccupations d'Owen, mais il ne pouvait la séparer de son projet de réformation morale, la garantie d'un travail régulier et rémunérateur en devenait un élément essentiel. Sa synthèse réformatrice, désormais beaucoup plus complexe, se ramène à procurer aux pauvres une subsistance confortable par leur propre travail, dans de telles conditions que leur développement moral soit assuré ; au lieu de les abandonner aux influences d'un milieu vicieux, il fallait réaliser un système tel qu'il prévînt à la fois le paupérisme et le crime.

Mais avec la puissance généralisatrice de son esprit, Owen rêvait d'étendre à la société tout entière la solution qu'il proposait pour les ouvriers sans travail. Son autobiographie renferme ce passage significatif : « C'était l'annonce de ce nouvel état d'existence sur la terre, qui, lorsqu'il sera compris et rationnellement appliqué, unira

(1) Voyez pour l'histoire de ces années, *Life of R. Owen*, London, 1858, I. p. 154 et suivantes ; II, p. 53. — Jusqu'à la fin du second volume pour la documentation.

(2) Report to the committe of the association for the relief of the manufacturing and labouring Poor. march 1817, *Life of Owen*, II, p. 53 et suiv.

cordialement tous les hommes comme les membres d'une bonne famille, les rendra tous capables d'un progès rapide en connaissance et en sagesse, et leur fera atteindre avec continuité le plus haut degré de bonheur terrestre auquel l'homme puisse atteindre... (1) » Déjà, trois mois après, dans une première lettre ouverte, il prévoyait la substitution spontanée et graduelle, sous l'influence souveraine de l'exemple, de la société communautaire à la société de son temps (2). C'est ainsi que le patron philanthrope se transforme par degrés en chef d'une école socialiste, qu'un système d'éducation morale fait place à un plan de réorganision rationnelle de la société : le déchirement devait être rapidement plus profond encore, et le système rationnel d'Owen, en opposant à l'individualisme l'amour, la charité, l'altruisme, opposait aussi, sous sa forme la plus radicale, comme influence souveraine du milieu, le déterminisme au libre arbitre. L'un des meetings célèbres, convoqués par lui, fut marqué par un événement dont Owen a dit qu'il devait être à jamais conservé dans les annales de l'histoire.

Il y dénonça toutes les religions établies comme ayant retardé les progrès de l'humanité en vertu et en bonheur. « Qu'est-ce qui a jusqu'ici, dit-il, retardé l'avancement de notre race ? Qui peut répondre à cette question ? Qui ose y répondre si ce n'est en présentant sa vie dans ses mains ? Une victime prête et salutaire s'offrant à la vérité et à l'émancipation du monde pour son long esclavage dans l'erreur, le crime, la misère ? La voilà cette victime, aujourd'hui, à cette heure, en ce moment (3) ». Les suites de cette déclaration audacieuse ne se firent pas.

(1) *Life of R. Owen*, I, 154.
(2) First letter, July 25, 1817, *Life of Owen*, II, 74.
(3) Sargant, p. 126.

attendre, a dit Holyoake, l'un des plus fervents admirateurs d'Owen (1). L'histoire enregistra d'abord, en effet, une réaction passionnée contre le courageux réformateur, C'est alors qu'il passa sur le continent, et le même entraînement de sa pensée qui lui faisait prolonger dans le temps la réforme du régime des pauvres, jusqu'à la transformation sociale, la lui fit étendre dans l'espace. Il se rendit à Aix-la-Chapelle, où les représentants des puissances alliées siégeaient en Congrès. Il adressa aux gouvernements et à ces représentants, pour venir en aide aux classes ouvrières, des mémoires qui renfermaient un exposé de la question sociale, telle que le progrès rapide de l'industrialime la posait alors. Owen jetait, en 1818, les fondements de la législation internationale du travail (2).

Quand Owen revint en Angleterre, la misère des ouvriers, qui était au comble, ramena les esprits vers ses projets de réformes ; un meeting (3) présidé par le Duc de Kent désigna, le 26 juin 1819, un Comité chargé d'examiner le plan d'Owen et de faire rapport. Ricardo, Torrens et Robert Peel en firent partie. Le Comité jugea le plan praticable, son rapport est très intéressant (4) ; cependant la souscription publique, malgré les efforts du Duc de Kent, ne donna que 8.000 £ au lieu des 100.000 jugées ici nécessaires par Owen (5).

C'est à la suite de cet échec que le projet, avec des développements nouveaux et très considérables, fut soumis

(1) Holyoahe, *History of Cooperation*, I, 76.

(2) Two memorials on behalf of the working classes : the first presented to the governments of Europe and America, the second to the allied powers assembled on congress at Aix-la-Chapelle. Septembre 1818, octobre 1818. *Life of Owen*, II, p. 209 et suiv.

(3) Voyez les résolutions du meeting, *Life of Owen*, II, 237, 241.

(4) Address of the committee, *ibid.*, 243.

(5) Final proceedings of the committee, *ibid.*, p. 249.

par Owen le 1er mai 1820 au Comté de Lanark (1). Sur le rapport auquel il donna lieu, le mémoire d'Owen fut livré à l'impression (2) et rendu public, il n'y eut pas de tentative de réalisation par les pouvoirs publics. Ce fut là l'expression définitive de la conception réformatrice d'Owen ; il lui restait à en tenter lui-même l'expérimentation.

3. C'est en 1824 qu'Owen prépara, aux Etats-Unis, cette expérimentation célèbre de *New Harmony* dont l'échec devait être si funeste au système rationnel qu'il avait conçu. Joseph Rey (3) dit qu'Owen se décida à passer en Amérique, parce qu'il ne pouvait rien obtenir du gouvernement de son pays, et qu'il croyait même l'Angleterre peu propre à l'accomplissement de ses desseins.

Il n'y eut peut-être pas chez Owen cette préméditation ; les circonstances ont précipité une expérimentation qui fut accomplie dans les conditions les plus imparfaites.

Il existait aux Etats-Unis une secte religieuse fondée par Georges Rapp et qui, après s'être établie en Pennsylvanie, avait construit un nouveau village en Indiana sur les bords du Wabash, auquel on donna le nom d'Harmony : mais en 1824, la secte résolut de retourner en Pennsylvanie. Un sieur Flower fut chargé de négocier la revente de la colonie ; s'étant rendu en Angleterre et ayant entendu parler d'Owen, de son éclatant succès de New Lanark, il vint lui proposer d'acquérir Harmony.

Owen se décida à se rendre en Amérique en décembre 1824, et visita cette vaste colonie d'Harmony comprenant 30000 acres, dont 3.000 mis en culture par la société,

(1) Report to the County of Lanark by Robert Owen, may 1820, *Life of Owen*, II, 263-310.

(2) *Ibid.*, p. 310 et suiv.

(3) Lettres, p. 79.

et en outre 19 fermes détachées. Le village avait des édifices publics destinés au culte, aux écoles par les rappites ; Owen en fit l'acquisition (1).

Il résolut de fonder une *société préliminaire* destinée à être le noyau de la future communauté rationnelle. Un manifeste adressé à toutes les nations convoqua à New Harmony ceux qui voulaient coopérer à la création de la nouvelle communauté. En peu de semaines, 800 personnes répondirent à l'invitation (2).

La société préliminaire, matrice réelle de la société future, devait durer trois ans dans la pensée d'Owen : cette durée fut réduite plus tard dans l'entraînement de l'idéalisme.

Dans ces conditions, la présence en Amérique du grand éducateur de New Lanark eût été nécessaire. Il s'embarqua néanmoins pour l'Europe après avoir constitué un gouvernement provisoire. Il revint à New Harmony en 1826. Noyes et Cognetti de Martiis ont longuement exposé l'histoire de cette tentative. Noyes n'enregistre pas moins de dix changements constitutionnels (3). Dans le fait, la convergence des volontés, l'union des intérêts privés dans l'intérêt général rencontrèrent des obstacles redoutables. La divergence des tendances reçut une satisfaction au moins temporaire dans la division même de la Communauté : en 1827, New Harmony était devenue une colonie centrale entourée de huit

(1) Noyes, *American Socialism*, p. 32.

(2) Cognetti de Martiis, *il socialismo negli stati uniti d'America*, dans la *Biblioteca dell' Economista*, vol. IX, p. 76

(3) Noyes, *History of the american Socialism*, ch. IV, p. 35 et suivantes 1870. L'ouvrage de Semler, *Geschichte der Socialismus und Communismus in Nord Amerika*, 1880 est inspiré par Noyes. — Cognetti de Martiis, parte II, cap. I.

colonies indépendantes. La désagrégation se poursuivit cependant peu à peu... C'était, suivant un mot de Noyes, comme un grand navire qui faisait eau de tous côtés avec 900 passagers et sans sauvetage organisé. Le 18 juin 1827, Owen réunissait les associés pour les adieux.

4. Après l'échec du système rationnel sous l'aspect le plus voisin de l'idéal, une phase nouvelle fut caractérisée par un double effort d'éducation sociale, de préparation à cet avenir vers lequel son regard était sans cesse dirigé. Ce fut d'abord la propagande du système. Owen entreprit de propager sa doctrine en s'appuyant sur toutes les classes de la population, et surtout sur la classe des travailleurs et leurs *Trade unions*. Il constitua en 1835 l'*Association de toutes les classes de toutes les nations*. Owen ne confondit jamais son action propre avec celle des hommes politiques, il poursuivait une rénovation sociale et se tenait en dehors de l'agitation politique ; cette sécession donna un caractère définitif à l'organisation de l'Ecole. Il y avait dans cette association plusieurs degrés d'initiation ; les membres s'engageaient à sacrifier toute ambition personnelle à la défense du système rationnel. C'est sous ces auspices, avec une dédicace au roi Guillaume IV, et une adresse aux Gouvernements et aux peuples, monument éclatant d'une foi nouvelle, que parut l'œuvre synthétique d'Owen, l'exposé complet du système rationnel : le *Livre du nouveau monde moral : (the book of the new moral world)*, 1836-1842. Mais cette association préparait aussi la réalisation du système. Aussi cette phase est encore celle de la coopération préparatoire au régime communautaire final : les magasins coopératifs, les sociétés de consommation multipliés à cette époque, sont destinés à préparer la constitution sociale de l'avenir ; c'est de cette empreinte que l'Ecole les

marque, et c'est là encore qu'il faudra chercher une cause profonde de défaillance chez les coopérateurs. C'est alors aussi qu'Owen tenta cette révolution dans l'Echange, qui, avec les *Labour notes*, était destinée à monétiser tous les produits du travail.

Des essais de coopération intégrale caractérisent enfin cette phase ; le dernier de tous fut celui de Queenwood. En 1840, un bail de 99 ans fut contracté pour une ferme de mille acres dans le Derbyshire par l'*Association de toutes les classes*. On s'appliqua à y réaliser, suivant le plan d'Owen, non seulement l'union de l'agriculture et de certaines industries (la construction, la typographie, l'horlogerie), mais celle de l'éducation et de l'administration intérieure. Lloyd Jones fait le plus grand éloge des ouvriers employés à la ferme. On avait organisé des *réunions de famille* pour la conduite intérieure des différentes branches de l'entreprise. Les difficultés auxquelles s'est heurtée la colonie n'atteignent pas les principes et sont d'ordre purement matériel : il invoque d'ailleurs le témoignage d'un adversaire du socialisme qui la visita en 1842 ; le seul reproche que M. Somerville adresse aux coopérateurs, c'est d'avoir immobilisé en deux ans un capital de 35.000 £. Il rend hommage à la conduite des opérations agricoles et de toutes les industries exercées ; bien que la doctrine renferme, dit-il, des erreurs fondamentales, on ne peut dédaigner une entreprise qui assure de l'emploi et des salaires plus libéralement, et recueille des profits plus largement, que dans aucune autre exploitation de la contrée. L'organisation scolaire exerce une grande influence : on s'y applique au développement physique et à la formation du caractère moral de l'enfant : l'école élémentaire le retient jusqu'à 14 ans, puis l'école polytechnique le prépare à la pratique de l'agricul-

ture et de l'industrie. Somerville ajoute : « La population du voisinage les redoutait au début, mais aujourd'hui elle les respecte. Ils ont introduit de meilleures méthodes de travail ; au milieu d'une contrée pauvre, ils ont créé la richesse ; il ont distribué l'éducation à une masse ignorante ; là où l'on ne se faisait pas remarquer par une conduite morale, ils se sont montrés comme un exemple qui commande le respect » (1).

La colonie succomba cependant en 1844 sous le poids des charges.

Avec l'expérience de Queenwood se termine la carrière pratique de R. Owen. Il avait alors 73 ans ; au moment où cette tentative prenait fin, les pionniers de Rochdale ouvraient une phase nouvelle de la coopération.

L'activité intellectuelle d'Owen se prolongea au delà de son activité pratique. Il put saluer la constitution de l'*Association pour l'avancement de la Science sociale*, et lire au Congrès de 1857 un mémoire intitulé : *La race humaine gouvernée sans punitions*. Il avait alors 86 ans. L'année suivante, il voulut encore, malgré l'affaiblissement de ses forces, assister au Congrès de Liverpool. James Rigby l'accompagna, mais il était évident que la fin approchait. Il se fit transporter dans une chaise à porteurs pour y lire son dernier mémoire. Mais au moment où il commençait son discours, il s'affaissa. Il voulait cependant mourir dans sa ville natale, Newtown. Il eût voulu même revenir à la maison natale.

Le 17 novembre 1858, Robert Dale Owen, le fils aîné, écrivait : « Tout est fini. Mon cher père a succombé ce matin, à sept heures moins le quart, avec autant de calme et de douceur que s'il s'était endormi. Il n'y eut pas le

(1) Lloyd Jones, *Life, Time and labours of R. Owen*, 2e édition, p. 406.

moindre combat ni la contraction d'un seul muscle, ni l'expression d'aucune souffrance sur le visage. La respiration s'est ralentie peu à peu, jusqu'à ce qu'elle reprît si imperceptiblement que, même en lui tenant la main, il m'a été impossible de dire à quel moment son souffle s'est éteint. Ses derniers mots distinctement prononcés ont été : *Relief has come*, l'apaisement est venu. »

C'est ainsi que prit fin l'une des plus grandes vies qui aient été consacrées à l'humanité.

§ 3. **La Statique de R. Owen. Les Crises et le problème social.** — C'est en mars 1817, dans son rapport au Comité de la loi des pauvres formé au sein de la Chambre des Communes, que R. Owen, au nom de l'association pour venir en aide aux ouvriers des manufactures, exposa d'abord les causes générales de la détresse de ceux-ci ; il y élargit la question en 1818, dans ces deux mémoires adressés aux puissances et aux membres du Congrès d'Aix-la-Chapelle, qui sont, à près d'un siècle d'intervalle, une introduction éloquente et solennelle à l'œuvre contemporaine d'entente internationale sur la législation du travail; il y revint, plus décisif et plus pressant encore, en 1820, dans son rapport au Comité de Lanark sur un plan pour soulager la détresse publique; témoignages manifestes de la généralité des crises industrielles et commerciales, et de la constance qu'il assignait à l'opération de leurs causes. La cause immédiate c'était la dépréciation du travail humain ; la cause plus éloignée, c'était l'introduction des machines et leur progrès désordonné dans les manufactures en Europe et aux Etats-Unis, surtout dans la Grande-Bretagne, où la révolution industrielle, grâce à une série d'inventions, fut extraordinairement rapide.

Owen évalue la force des machines en équivalents de

travail humain. Tantôt dans ses calculs elle correspond à une population industrieuse adulte de cent millions, tantôt de cent cinquante millions, tantôt même de deux cents millions de travailleurs : cette puissance formidable s'associait à environ dix millions de travailleurs vivants (1), c'est-à-dire qu'elle représentait à ses yeux jusqu'à plus de 33 fois leur nombre, jusqu'à 10 fois la population totale, et un avenir prochain devait la porter au centuple de la force de travail humain (2) ; c'est qu'en effet la progression était d'une rapidité extrême. De 1792 à 1817, la population générale de la Grande-Bretagne s'était élevée de 15 millions à 18 millions d'habitants, soit de 20 0/0 ; la population ouvrière, de 3.750.000 âmes à 6 millions, soit de 60 0/0 ; la force des machines, ou la puissance scientifique de 11.250.000 travailleurs automatiques, à 200 millions ; soit de 1680 0/0 ; la force productrice totale de 15.000.000 à 217.250.000, soit de 1350 0/0 ; 40 ans plus tard, dans une note écrite en 1857, bien près de sa mort, Owen évaluait à un milliard de travailleurs la puissance scientifique de la Grande-Bretagne, à 33 fois sa population. Owen aimait à citer l'exemple de son propre établissement de New Lanark : deux ou trois mille ouvriers aidés par les machines, produisaient annuellement la quantité de marchandises qui, cinquante ans auparavant, eût exigé le travail de la population totale de l'Ecosse.

Cependant, en considérant dans ses calculs généraux toute machine comme accroissant directement la masse

(1) Report to the committee of the association for the relief of the manufacturing and labouring poor. Appendix to the *Life of Owen*, II, p. 55. Second address august 21, *ibid.*, p. 110. — Second memorial to the allied Powers, p. 214.

(2) Report to the county of Lanark, vol. II, p. 264.

des produits, et en proportionnant l'augmentation effective de la puissance productrice à la force mécanique elle-même, Owen exagérait singulièrement (1).

Owen, pas plus que Sismondi, n'est un adversaire systématique des machines ; il reconnaît même que les débuts de leur ère ont été marqués par une grande prospérité : la baisse des prix des produits avait élargi les débouchés, au point d'assurer de l'emploi à un plus grand nombre d'ouvriers qu'auparavant ; la grande guerre elle-même avait été comme un stimulant puissant à la multiplication des machines ; mais le retour de la paix fit disparaître la demande spéciale de produits que la guerre avait fait naître, et les revenus du monde ne tardèrent pas à être insuffisants pour absorber les produits d'une puissance industrielle énorme et toujours grandissante : c'est ainsi qu'Owen dénonçait un excès de production dans tous les genres de richesses et par lequel dans les arrangements commerciaux existants, tous les marchés du monde étaient emcombrés ; comme on avait acquis la preuve que la puissance mécanique était beaucoup moins coûteuse que le travail humain, c'est celui-ci qu'on s'appliquait à remplacer par celle-là ; de là le chômage et l'âpre concurrence des travailleurs ; de là cette dépréciation du travail manuel relativement aux prix des subsistances habituellement consommées par les travailleurs, et qui avait atteint un degré inconnu jusque-là (2). Owen évaluait à deux ou trois millions de livres sterling par semaine la diminution des revenus du travail dans la Grande-Bretagne seule, elle se traduisait

(1) Ce point a été éclairci par les économistes contemporains, Cf. Ch. Gide et P. Leroy-Beaulieu.

(2) First address, 14 août 1817. Appendix to the *Life of Owen*, II, p. 103.

par la contraction de la demande des produits de la ferme et des manufactures, sur lesquelles se réfléchissait la misère des travailleurs.

La lutte des classes apparaissait à Owen comme la conséquence inévitable de la révolution industrielle : « Dans tous les pays, la masse du peuple tire sa subsistance de la valeur nominale de son travail, qui s'élève ou s'abaisse selon le principe général de l'offre et de la demaude. Le but fut atteint d'une manière tolérable, aussi longtemps que le travail manuel intervint principalement dans la production des richesses : mais il n'en fut plus de même après l'introduction de la puissance illimitée des machines : il en résulta une disproportion au plus haut degré défavorable entre l'offre et la demande du travail manuel, et chaque jour, dans les progrès non réglés de cette puissance, cette disproportion va croissant. Aussi longtemps que subsistera la dépression du travail manuel, la masse du peuple sera soumise à la misère, alors qu'un très petit nombre d'individus restera en possession de la richesse accumulée, mais dans des circonstances qui ruineront leur propre bonheur, cai ces privilégiés sont perpétuellement livrés au déchainement des passions mauvaises, et aux conflits qui doivent se produire dans un aussi lamentable état de société. Il n'est pas possible, avec les connaissances répandues actuellement dans le monde et toujours progressant, qu'une telle situation subsiste longtemps » (1).

Ainsi une surproduction générale s'accompagnait du chômage d'un grand nombre de travailleurs, la suractivité du machinisme, de l'inaction d'une grande partie des forces physiques et mentales de l'homme. Il n'y avait

(1) Second memorial to the allied Powers (1818), *ibidem*, p. 220.

d'autre perspective que de réduire la puissance des machines, ou de laisser périr de faim des milliers d'êtres humains, ou enfin de recourir à des arrangements sociaux nouveaux, propres à assurer de l'emploi aux ouvriers sans travail. Cette dernière solution est la seule à laquelle pouvait s'arrêter Owen. Il ne s'agissait donc nullement de refouler ou d'amoindrir la puissance économique nouvelle, mais, en restituant à un emploi productif toutes les forces humaines inemployées, de soumettre le machinisme au travail, au lieu de livrer le sort du travail au développement désordonné du machinisme (1). Cette puissance scientifique des machines se développant dans les deux mondes, le problème avait un caractère international : d'ailleurs les mesures isolées pouvaient nuire à la nation initiatrice, se plaçant elle-même dans des conditions inférieures de concurrence ; c'est pourquoi il adressa successivement deux mémoires, l'un aux gouvernements d'Europe et d'Amérique, l'autre aux nations alliées réunies en Congrès à Aix-la-Chapelle ; il est le père véritable de la Législation internationale du travail.

« Cet accroissement de puissance, dit-il dans un rapport célèbre (2), s'étend aux autres nations. Elle est déjà suffisante pour saturer le monde de richesses, et cependant cette puissance continue à croître en raison accélérée. Il semble que l'effet naturel de l'aide ainsi obtenue de la science, devrait être d'ajouter à la richesse et au bonheur de la société, en proportion de l'accroissement de cette puissance nouvelle, *si elle était judicieusement dirigée*, et si toutes les parties de la société en jouissaient substantiellement. Au contraire, il faut reconnaître que les

(1) Voyez Report on the poor 1817. Appendix to the *Life of Owen*, p. 55.

(2) Report to county of Lanark, 1820, *ibid*, p. 264.

classes travailleuses, qui forment une si grande proportion de la population, ne peuvent plus obtenir le confort même que leur travail leur assurait antérieurement. » Owen concluait : « Le manque d'emploi lucratif pour les travailleurs, et la détresse publique consécutive sont dus au rapide accroissement du nouveau pouvoir productif, pour l'avantageuse application duquel la société a négligé de faire les arrangements convenables ; si ces arrangements étaient formés, des emplois productifs pourraient être trouvés pour tous ceux qui en réclament, et la détresse nationale se transformerait en un haut degré de prospérité. La cause immédiate du manque d'emploi pour les travailleurs est dans un excès de production de tous les genres de richesses, par lequel, dans les arrangements commerciaux existants, tous les marchés du monde sont aujourd'hui encombrés. Le manque d'emploi des travailleurs ne dérive ni d'un manque de richesse ou de capital, mais d'un vice dans le mode de distribution de cet extraordinaire accroissement du nouveau capital au sein de la société, ou en termes commerciaux, du besoin d'un marché, ou de moyens d'échange se développant parallèlement aux moyens de production. Si des mesures efficaces pour faciliter la distribution des richesses après leur création étaient adoptées, votre Rapporteur croit qu'il n'aurait aucune difficulté à vous suggérer les moyens de réaliser une occupation avantageuse pour tous ceux qui sont sans emploi. »

L'intérêt suprême de la société était, d'après Owen, d'adopter les mesures pratiques les plus propres à réaliser la plus grande masse possible de richesses, avec le moins de travail possible, et le plus de confort possible pour les producteurs (1) Grâce à la puissance scientifique,

(1) *Second memorial tho the allied Powers*, 1818, p. 21-5216.

l'abondance des richesses pouvait être désormais aisément obtenue, mais il restait à déterminer le mode de distribution sociale le plus avantageux pour tous, et à l'appliquer sans troubler prématurément les institutions existantes. Des deux aspects de la question sociale, c'était le plus pressant à résoudre.

§ 4. **La statique d'Owen. Le droit économique réel et les conditions d'un équilibre stable de la production et de la consommation.** — R. Owen est amené à la constitution d'un droit économique nouveau par un enchaînement de déductions : ce qui domine toute sa conception pratique, ce qui lie intimement ses projets aux préoccupations profondes de Ricardo, de Say, de Malthus, de Sismondi, c'est la nécessité de réaliser l'équilibre de la production et de la consommation. Ricardo lui a lui-même rendu ce témoignage ; mais pendant que Ricardo considère que, dans un régime de liberté économique illimitée et de droit individualiste, cet équilibre ne subit que des perturbations passagères et particulières dues aux seules erreurs de l'intérêt personnel, Owen rattache les crises à des causes sociales, et leur assigne un caractère permanent et général ; dès lors, des arrangements sociaux nouveaux, dépassant les limites de l'individualisme, devenaient nécessaires à la réalisation de l'équilibre économique ; il exige, d'une part, que l'on assure une occupation constante aux travailleurs inemployés; de l'autre, que l'on soustraie la valeur du travail aux dépréciations générales et périodiques qui l'atteignent, et que par là même l'extension des débouchés puisse accompagner indéfiniment les progrès de la puissance productive.

Turgot avait déduit le droit de travailler de la nécessité du travail, et la nécessité du travail elle-même des

besoins dérivant de la nature humaine, et de la parcimonie de la nature extérieure. Owen étend la déduction aux conditions externes et objectives du travail; la solution impliquait la reconnaissance générale du droit à la vie, et dans la situation économique nouvelle, le droit égal aux conditions externes et objectives du travail.

Mais Owen y était conduit par d'autres considérations encore, plus complexes et plus profondes : par l'influence du milieu économique sur le développement moral; toute sa sociologie morale se résume dans ce passage : « J'ai vu les classes pauvres, les classes ouvrières, entourées de circonstances qui irrésistiblement font de la misère leur lot et celui de leur postérité; si cette situation durait plus longtemps, elle aboutirait à une démoralisation complète et à la subversion violente de tout le système social. Pour prévenir cette catastrophe, il est absolument indispensable que ces habitudes changent, et il n'en peut être ainsi sans transformer les arrangements sociaux, tant pour les ouvriers actuels que pour la génération naissante. » (1).

Au contraire, toute la philosophie de l'Economie politique individualiste, de la théorie des crises et de celle du *laisser-faire* était dans ces lignes de Ricardo : « Le grand objet devrait être d'enseigner aux classes laborieuses, qu'elles doivent elles-mêmes pourvoir aux risques auxquels elles sont exposées par les variations accidentelles de la demande de certains produits manufacturés particuliers, et qui ne pourraient être matière à législation » (2).

Pendant que les économistes faisaient peser sur l'indi-

(1) First letter 23 juillet 1817, *Life of Owen* appendix, p 76.
(2) Letters of Ricardo to Trower, 26 jun. 1818, p. 48.

vidu toutes les conséquences de son caractère et de son milieu, et en condamnant toute intervention de l'Etat dans la question sociale, repoussaient toute responsabilité collective, pour étendre sans mesure la responsabilité individuelle, Owen transportait exclusivement dans le milieu social le principe de causalité du caractère individuel : or, le milieu social tout entier étant subordonné à ses conditions économiques, l'influence de celles-ci était à la fois la plus constante et la plus profonde, elle devait marquer de son empreinte décisive le caractère individuel ; la stabilité et le développement normal de la société dépendant du caractère des individus et de la convergence de leurs énergies morales, Owen ne pouvait maintenir les arrangements sociaux qui, en substituant la responsabilité individuelle à la solidarité, à la responsabilité sociale, avaient pour effet de perpétuer les causes de la dépravation des individus et du bouleversement de la société, consacrant à la fois l'injustice et la contradiction : le Droit devait donc réaliser la modification du milieu social, des institutions, la plus propre à assurer à tous les individus un développement égal et normal, à la société la stabilité et l'harmonie intérieure ; l'équité interdisait de laisser peser sur une classe sociale tout entière l'influence à la fois funeste et irrésistible d'un milieu que l'on déclarait modifiable.

Cependant les diverses parties du système rationnel ne se dégagèrent qu'une à une dans la pensée d'Owen ; les principes du droit nouveau à l'éducation et au travail sont néanmoins proposés dès 1812 : « Elevez rationnellement une population et elle deviendra rationnelle. Procurez des emplois honnêtes et utiles à ceux qui sont ainsi formés, et ils préféreront ces emplois à des occupations malhonnêtes et dommageables. C'est, au delà de

tout calcul, l'intérêt de chaque gouvernement de pourvoir à cette éducation et à cet emploi, et c'est aisément praticable : d'une part, on y parvient par un système national d'éducation propre à former le caractère ; de l'autre, en préparant une réserve d'emploi pour l'excédent inemployé des classes ouvrières, quand la demande générale du travail ne suffit pas à les occuper (1). »

Il était convaincu qu'un système national et égalitaire d'éducation serait assez efficace pour permettre, dans les temps ordinaires, à tous de trouver un emploi suffisant : ce n'est que dans les cas de grande et soudaine dépression et de dépréciation de la valeur du travail, que l'Etat devait intervenir directement et pourvoir à des emplois d'une réelle utilité nationale (2) ; pour déterminer ces cas, l'organisation publique de l'enseignement devait toujours s'accompagner d'une vaste organisation du marché du travail. Robert Owen doit être considéré comme le père véritable de la *Statistique* du travail et l'initiateur des Bourses du travail, que le savant économiste, G. de Molinari, devait transporter mieux élaborées un quart de siècle après dans la réalité (3).

Dans le quatrième essai sur la *Formation du caractère* (1813-1816), il projette l'institution de moyens propres à donner, sur la demande et la valeur du travail, des informations régulières, précises, propres à préparer les mesures destinées à assurer du travail à ceux qui en seraient occasionnellement privés : le but à poursuivre était d'obtenir des rapports trimestriels sur l'état du tra-

(1) Essays on the principle of the formation of the human character. First essay (1812-1813). *Life of Owen*, I, p. 285.

(2) Essays on the formation of character : fourth essay, écrit en 1813, publié en 1816, *Life of Owen*, I, p. 328.

(3) *Ibidem*, p. 325-326. Ce passage n'est cité nulle part.

vail dans chaque région ou district ; ces rapports devaient indiquer : 1° le prix moyen de la main-d'œuvre pour la période considérée ; 2° le nombre de ceux qui tiraient leur subsistance de leur travail et des secours de la paroisse ; celui des personnes capables de travailler et qui se trouvaient sans emploi ; 3° le nombre de ceux qui n'étaient que partiellement employés et l'étendue de cet emploi partiel.

Sous la pression des crises, le droit au travail apparut bientôt à Owen comme l'expression normale du Droit des Pauvres à une aide vraiment efficace, lorsqu'ils sont incapables de travail ou privés d'emploi. C'est l'importance et le caractère national de son projet, la nécessité d'une intervention plus générale et plus fréquente de l'Etat qui, en 1817, déterminèrent le *Comité de secours* à le renvoyer à la Chambre des Communes, au Comité de la *loi des Pauvres,* où il fut d'ailleurs mutilé, au témoignage de Ricardo lui-même (1).

C'est un équilibre constant de la production et de la consommation que ce Droit nouveau devait assurer, et c'est dans les éléments ultimes de l'organisme social qu'Owen tendait alors avant tout à le réaliser, à savoir dans les villages agricoles-manufacturiers, *villages d'unité et de coopération mutuelle*, c'est-à-dire réalisant l'unité du travail et de la dépense, de la production collective et de la consommation domestique, la communauté d'intérêts et la mutualité des services.

C'est plus tard encore, en 1820, dans le rapport au Comté de Lanark, qu'on voit apparaître le travail à la bêche, destiné à transformer la production agricole, à opérer une révolution analogue à celle du machinisme,

(1) *Life of Owen*, I, p. 155, II, p. 53 et suiv.

et à répondre victorieusement aux craintes de Malthus.

C'est là qu'il embrasse encore l'ensemble de ses agrégats communautaires dans la large division du travail d'une société organisée, et qu'il tente pratiquement la constitution de la valeur d'échange fondée sur le travail, la transformation du système monétaire et l'établissement du *labour exchange* : ici c'est à Ricardo qu'il se rattache, c'est sa pensée abstraite qu'il veut projeter dans le monde réel. Le système rationnel ou plutôt la statique rationnelle d'Owen est alors définitive.

En 1817, le plan d'Owen consistait à réunir dans des villages coopératifs, d'une superficie moyenne de 1200 acres, près de 500 hectares, une population de travailleurs indigents de 500 à 1500 âmes, 1000 en moyenne (1) ; en 1820, à une population de 800 à 1200 indigents, il affectait un domaine de 800 à 1500 acres. (2) Ce mode de réaliser la balance de la production et de la consommation devait éloigner Owen non seulement de Ricardo et de Malthus, mais de Sismondi lui-même, parce qu'il impliquait une transformation radicale de la propriété. Le comité de 1819, certainement préoccupé de faire accueillir le projet, a soutenu que la communauté des biens n'était pas une condition essentielle de la réalisation du plan d'Owen (3). Sans doute dans l'œuvre d'Owen on passe insensiblement d'une conception philanthropique, conciliable avec la propriété individuelle, à celle d'un droit nouveau ; mais ce droit nouveau comprendra finalement la propriété commune des moyens de produire : ce qui est certain néanmoins, c'est que ce droit, en connexion nécessaire avec une psychologie écono-

(1) *Report to the Committee, Life of Owen*, II, p. 57.
(2) *Report to county of Lanark*, II, p. 283.
(3) *Life of Owen*, II, p. 246.

mique nouvelle, n'aura de stabilité que par ses résultats productifs. Owen le sait, et dès 1817, il n'attend déjà l'élimination définitive de la propriété individuelle que de la transformation des sentiments et du caractère. A New-Harmony, d'après Noyes, Owen ne voulait abolir la propriété privée qu'après douze ans de préparation. Noyes cite aussi un passage de la *Gazette de New-Harmony*, disant que la communauté ne peut exister avant que les membres aient acquis le caractère communautaire (1). Dans l'état social actuel, la masse du genre humain ne peut se procurer le nécessaire sans de grands efforts et une grande anxiété : elle contracte, sous l'influence d'une impérieuse nécessité, un amour tenace de cette propriété qui lui coûte tant à acquérir : dès lors, pour un observateur superficiel, il semble que le sentiment même de la propriété soit implanté dans la constitution de l'homme ; rien de plus erroné, dit Owen, car si les hommes étaient placés dans une telle situation que par un travail modéré, sans souci ou agitation d'esprit, ils parvinssent à se procurer les nécessités et les commodités de la vie, ils pourraient être conduits par l'éducation à se disputer aussi peu pour le partage de ces biens, qu'ils le sont aujourd'hui à l'égard des richesses naturelles accessibles à tous, telles que l'eau, et ils n'auraient pas davantage le désir de les accumuler (2). Longtemps après, dans la sixième partie du *Livre du Nouveau monde moral*, publiée en 1841 (3), il reproduit la condamnation de la propriété privée avec autant d'âpreté que Godwin ; là encore

(1) NOYES, *American Socialism*, p. 37-41.

(2) First letter, *Life of Owen*, II, p. 71.

(3) *The Book of the New Moral World*, Part sixth, 1841, General constitution of Government and Universal code of laws, p. 40 et suiv.

il fait de sa disparition la conséquence dernière de la transformation morale de l'homme. La propriété privée a été et elle est encore la cause de crimes et de misères sans fin pour l'homme, et il doit aspirer au moment où le progrès de la science et la connaissance des moyens de former un caractère supérieur chez tous les individus, rendront son maintien non seulement inutile, mais au plus haut degré préjudiciable pour tous, et Owen insiste en ajoutant : préjudiciable pour les classes inférieures, moyennes, supérieures. C'est au point de vue moral qu'il se place lui aussi pour critiquer la propriété : elle fait de l'homme un égoïste ignorant. Elle déprave le caractère du propriétaire dans des directions différentes : elle est calculée pour produire en lui l'orgueil, la vanité, l'injustice, l'oppression, avec un mépris complet des droits naturels et inaliénables de ses compagnons humains ; elle resserre ses idées dans le cercle étroit de son *moi* ; elle empêche un élargissement de l'esprit qui lui permette de s'élever à la compréhension féconde des intérêts généraux et des idées universelles ; elle isole les esprits ; elle est une cause perpétuelle d'action répulsive au sein de la société, une source intarissable de déceptions et de fraudes. Dans la société rationnelle il n'en sera plus ainsi. Quelle qu'ait été sa nécessité avant l'introduction des puissances mécanique et chimique, elle est désormais un mal inutile ; pour tous les hommes, du plus élevé au plus humble, on peut, par des arrangements scientifiques, réaliser les conditions d'un bonheur permanent, qu'on n'atteindrait jamais par les efforts et les conflits nécessaires pour maintenir la propriété individuelle.

Owen ne pouvait songer à faire consacrer directement par l'autorité de la loi non seulement un nouveau régime juridique, mais une organisation économique nou-

velle ; il ne pouvait procéder que par la voie expérimentale, et par une généralisation progressive des résultats ; il n'abandonna pas cette voie, et malgré les erreurs et les entraînements invincibles de l'idéal, il restera peut-être le plus grand expérimentateur sociologiste du XIXe siècle.

En 1817, pour réunir le capital (96.000 £) nécessaire à la création d'un établissement destiné à une population de 1.200 coopérateurs, il fit appel aux particuliers, aux paroisses, aux comtés, aux districts, à la nation représentée par le gouvernement (1). En 1819, le comité désigné par une assemblée présidée par le duc de Kent, et dont Ricardo et Torrens firent partie, fut chargé d'examiner le plan d'Owen et de faire rapport sur son exécution (2). Ricardo insiste sur cette mission du comité appelé non à *approuver* le plan d'Owen, mais à l'*étudier* : même réduit au surplus par le comité, à l'établissement d'un *workhouse* régularisé, ravalé à ce misérable niveau, le projet d'Owen se heurte, d'après Ricardo, à des objections insurmontables (3). La souscription ne dépassa d'ailleurs pas 8.000 £ ; le comité en le constatant n'hésita pas à se prononcer pour l'intervention de l'Etat (4). Transporté devant le comité du comté de Lanark par un nouveau et vaste rapport d'Owen, le projet conserva encore son caractère expérimental ; le comité désigné se prononça pour des expériences agricoles comparatives limitées (5). En 1817, Owen n'appliquait le projet de communauté qu'aux ouvriers sans travail, mais par cela même que le système assurait d'après lui

(1) *Report on the poor*, 1817, II, p. 60.
(2) *Proceedings of the first meeting*, II, p. 237, et suiv.
(3) *Letters of Ricardo to Trower*, 8 juillet, 1819, p. 79.
(4) Final proceedings, *Life of Owen*, II, 249.
(5) Voyez son rapport, *ibid.*, p. 312.

la plus grande abondance de produits, avec le *minimum* de travail, il ne pouvait manquer de s'étendre et de faire concurrence au système agricole-manufacturier existant ; c'est lorsque la société aurait expérimentalement constaté la supériorité du nouveau système, qu'une révolution sociale s'accomplirait pacifiquement et par la liberté (1). C'est encore avec cette universalité idéale d'application, que le projet devient l'une des parties du *système rationnel*, l'aspect fondamental de la statique idéale d'Owen.

Le plan d'Owen était une extension de l'expérience de New Lanark (2); car déjà la culture y était associée aux manufactures ; seulement ici l'agriculture devenait la base même du système : l'association domestique se joignait à l'association agricole manufacturière ; Owen voulait donner immédiatement un emploi productif aux travailleurs inoccupés, leur assurer directement par leur propre travail tout ce qui est indispensable à l'existence, leur permettre d'acquérir le surplus par l'échange ; en joignant l'association domestique à l'association agricole manufacturière, il voulait d'une manière générale supprimer tout gaspillage, diminuer les dépenses de consommation et réaliser l'épargne du temps, de l'espace, de la force de travail : au point de vue moral, en transformant le milieu, il voulait éliminer les mauvaises habitudes dues à des arrangements sociaux défectueux, et par une culture supérieure faire naître, surtout dans la génération nouvelle, les dispositions les plus propres à unir les hommes dans un intérêt général, clairement perçu par chacun d'eux. Tous les

(1) First letter 25 juillet 1817, *Life of Owen*, II, 74.

(2) Voyez, Rapport du comité désigné en 1819, *Life of Owen*, p 243.

éléments de la solution étaient réunis : des terres incultes ou mal cultivées en abondance, des travailleurs oisifs et par là même livrés à la démoralisation ; des capitaux abondants employés jusque-là sans profit.

§ 5. **La Statique d'Owen. La Psychologie économique et l'Ethologie.** — C'est là que la plus radicale opposition des idées éclate, c'est là aussi que devaient se produire les plus graves objections de Ricardo au sein du Comité de 1819. « Le plan, dit Ricardo lui-même, fut principalement examiné comme celui d'un établissement de pauvres, ou d'un *workhouse* bien organisé ; mais, même réduit à ces limites, le plan soulevait *d'insurmontables objections*. Owen est lui-même un enthousiaste bienveillant, décidé à faire de grands sacrifices pour un objet favori. Le Duc de Kent, son grand protecteur, est lui aussi animé d'intentions bienveillantes, mais il me paraît ignorer complètement les principes qui doivent régir les établissements de pauvres, il a entendu parler de la doctrine de Malthus, elle lui inspire de l'antipathie, sans qu'il connaisse les raisons sur lesquelles elle se fonde, ou comment on obvie à ses difficultés. Lui, M. Preston et M. Owen me paraissent croire que rien d'autre n'est nécessaire à la production et au bonheur d'une population dense, que la terre. *Nous avons la terre* ; elle peut être rendue plus productive, et dès lors nous ne pouvons avoir un excès de population. Une personne raisonnable peut-elle croire, avec Owen, qu'une société telle qu'il la projette, puisse prospérer et produire plus qu'il n'a été jusqu'ici produit par un nombre égal d'hommes, s'ils *sont stimulés par l'intérêt de la Communauté, au lieu de l'être par leur intérêt privé* ? N'a-t-il pas l'expérience des âges contre lui ! Il ne peut opposer à cette expérience rien d'autre qu'un ou deux cas peu authentiques de sociétés

qui ont prospéré avec le principe d'une communauté de biens, mais dans lesquelles la population était sous la puissante influence du fanatisme religieux (1). »

C'est avec beaucoup plus de complexité que le problème psychologique apparaît à Owen. D'une part, il n'oppose pas sous une forme abstraite et rigide l'intérêt individuel à l'intérêt commun, mais l'intérêt individuel isolé à l'intérêt individuel soutenu par la coopération ; de l'autre, sa conception de l'Ethologie lui inspire une foi dans la toute-puissance de l'éducation, et de la transformation du milieu social. Dans un passage du *Rapport au Comté de Lanark*, il rend éloquemment sa pensée : « Ce fut et c'est encore une opinion reçue chez les théoriciens de l'Economie politique, que l'homme peut mieux pourvoir pour lui-même et plus avantageusement pour la société, lorsqu'il est abandonné à ses efforts individuels, qu'il est en opposition et en concurrence avec ses compagnons, que lorsqu'il *est aidé* par des arrangements sociaux, qui unissent ses intérêts individuellement et généralement avec la société. Ce principe de l'intérêt individuel opposé, comme il l'est toujours, au bien public est considéré par les plus célèbres économistes comme la clef de voûte du système social, sans laquelle la société ne subsisterait pas. Cependant, quand ils connaîtront eux-mêmes et découvriront les effets merveilleux que la combinaison et l'union peuvent produire, ils reconnaîtront que l'arrangement social actuel est le plus anti-social, le plus impolitique, le plus irrationnel qui puisse être conçu : que sous son influence, toutes les qualités supérieures de la nature humaine sont refoulées depuis l'enfance, et que les moyens les plus contraires à la na-

(1) *Letters of Ricardo to Trover*, p. 79-80, 8 juillet 1819.

ture sont employés pour dégager les dispositions les plus funestes. » C'est de ce principe de l'intérêt personnel, tel qu'il est compris, que naissent toutes les divisions parmi les hommes, les erreurs et les excès des classes, des sectes, des partis, les antipathies nationales, déchaînant des passions hostiles, tous les crimes et toutes les misères qui ont jusqu'ici affligé la race humaine. « Bref, s'il est une doctrine contraire à la vérité, c'est celle qui enseigne que l'intérêt individuel, *tel qu'il est compris actuellement*, est un principe plus avantageux pour fonder le système social, dans l'intérêt de tous, que le principe de l'union et de la coopération mutuelle; si l'expérience a prouvé que l'union, la combinaison des arrangements extensifs entre les hommes, ont une puissance *destructive* mille fois supérieure à celle des individus isolés formant une multitude sans cohésion, est-ce que l'union, la combinaison des arrangements extensifs n'auraient pas une même efficacité pour *créer et conserver?* Comment les résultats ne seraient-ils pas les mêmes dans un cas que dans l'autre? Comment se fait-il que les hommes aient aussi longtemps agi individuellement, en opposition les uns avec les autres? C'est là une question importante qui mérite la plus sérieuse attention. On n'a pas encore dirigé l'éducation des hommes vers les principes qui leur permettent *d'agir dans l'union, sauf pour se défendre eux-mêmes et pour détruire les autres* : les nécessités de leur préservation les ont contraints dès l'origine de s'unir pour le but de la guerre; *une nécessité également puissante* contraindra aujourd'hui les hommes à apprendre à agir en commun pour créer et pour conserver, de manière à assurer leur vie dans la paix. Heureusement pour l'humanité, le *système d'opposition des intérêts individuels* a atteint son

point extrême d'erreur et de contradiction ; on se sert des moyens les plus puissants pour créer la richesse, et tous sont, ou bien dans la pauvreté, ou en péril imminent de subir les effets de la pauvreté des autres (1). »

Ricardo ne concevait qu'une psychologie économique individuelle ; l'ordre économique était la résultante du concours d'activités isolées poursuivant des fins personnelles. R. Owen avait la conception d'un *consensus* conscient et volontaire entre des individus poursuivant un but commun : l'homme abstrait de Ricardo avait pour mobile invariable et constant l'intérêt personnel ; l'homme concret de R. Owen réfléchissait dans sa constitution psychique les influences du milieu historique, et pouvait être systématiquement transformé par l'éducation. R. Owen eut le premier, dans toute sa portée, la claire vision d'une science dont J. Stuart Mill (2) a, sous son inspiration immédiate et manifeste d'après moi, mais sans le rappeler, proposé la constitution : l'Ethologie. « La partie réfléchie de l'Humanité a admis, en théorie, que les caractères des hommes sont formés principalement par les influences dans lesquelles ils sont placés : cependant, la science de l'influence des circonstances, qui est la plus importante de toutes les sciences, reste inconnue pour les grandes affaires de la vie. Quand elle sera complètement développée, on découvrira que l'union des facultés mentales des hommes, pour atteindre des buts pacifiques et civils, sera une tâche beaucoup plus aisée que celle de combiner leurs forces physiques pour préparer la guerre (3). »

La filiation des idées rattache ici directement Owen à

(1) Report to county of Lanark, *Life of Owen*, II, p. 284-286.
(2) J. Stuart Mill, *A system of logic*, l. VI, ch. v.
(3) Report to county of Lanark, 1820, *Life of Owen*, II, p. 286.

Godwin : en effet, le chapitre IV du livre I de l'*Enquiry concerning political Justice* porte le titre : *Les caractères des hommes ont leur origine dans les circonstances extérieures*. Godwin lui-même procède d'Helvétius, et le déclare nettement (1) ; c'est là qu'il soutient que les *causes* des qualités et des défauts du caractère humain, ne sont pas placées hors des atteintes du génie pour les modifier ou les corriger. Elles ne le sont évidemment pas si elles sont dans les institutions humaines que l'homme a créées et qu'il peut changer. C'est l'application pratique de ce principe qui sera toute la vie d'Owen.

Il célèbre cette science nouvelle avec l'éclat et la pompe des Physiocrates ; aucune autre découverte n'aura de tels effets sur les conditions de l'Humanité, aucune ne lui communiquera une puissance comparable, à ce point d'exercer en une année, sur son bien-être, une action plus efficace que toutes celles qui ont été exercées au cours de plusieurs siècles. J. Stuart Mill a fait de l'Ethologie une science subordonnée à la Psychologie même, en tant qu'elle détermine, conformément aux lois des phénomènes psychiques élémentaires, la nature du caractère produit par les divers ordres de circonstances physiques ou morales (2). L'Ethologie ne peut se constituer définitivement aux yeux de Mill que comme science déductive, ses lois sont des lois de causalité dérivées des lois générales des phénomènes psychiques élémentaires et de leur concours, tel qu'il se manifeste dans des circonstances définies. Pour Owen, l'Ethologie fut avant tout une science expérimentale, c'est par l'observation et surtout

(1) *Political Justice*, I, p. 26. — HELVÉTIUS, *De l'homme et de son éducation*, section IV. Voir encore le catéchisme de Volney qui exerça une grande influence sur l'Ecole d'Owen.

(2) J.-S. MILL, *A system of logic*, édition Lubbock, 1892, p. 522.

par l'expérience qu'il essaya de découvrir directement les lois de formation du caractère ; seulement ce sont des observations et des expériences de *masses* qui servirent de fondement à ses inductions. Mill a montré que l'on n'obtenait par là que des lois empiriques, non des lois de causalité, qu'on ne dégageait que les *tendances* à produire certains effets dérivant de certaines circonstances données ; mais de l'aveu de Mill, quand ces circonstances sont sous le contrôle de l'individu ou de la société, les *lois tendancielles* peuvent guider efficacement l'action réformatrice poursuivant certaines fins. L'Ethologie même empirique est un guide pour la pédagogie et la politique sociale. Cela suffit pour assigner aux observations et aux expériences d'Owen, poursuivies pendant tant d'années à New Lanark, une place dans la science, du même ordre que celle qui est assignée à A. Quetelet par ses admirables recherches de statistique morale ; lui aussi aboutit à des lois empiriques dans ses observations de *masses*, relatives à l'influence qu'exerce le milieu social sur les tendances au crime, au suicide ou au mariage, mais il éclaire la conduite du législateur.

Toute l'œuvre d'Owen est dominée par l'Ethologie ; les lois générales qui lui servirent de fondement sont tracées dès le *Premier essai sur la formation du caractère* écrit en 1812, publié en 1813, et il y invoque à l'appui déjà vingt années d'expérience (1) ; quarante-cinq ans après, dans un *mémoire* au lord de la Trésorerie et une pétition au Parlement, il confirme son œuvre primitive (2).

(1) Experience for upwards of twenty years. First essay on the formation of character, *Life of Owen*, I, p. 266.

(2) 1er janvier 1858, voyez *Life of Owen*, II, Introd., p. XVII et suiv.

Quelques traits résument les résultats de l'expérience de New Lanark. Le Duc de Kent avait promis de visiter l'établissement, la mort l'empêcha d'accomplir sa promesse, mais il avait chargé son médecin, Mac Nab, qui n'avait nullement les opinions philosophiques d'Owen, de lui faire un rapport sur ces institutions. Ce rapport est encore digne d'être lu. Les heures de travail avaient été réduites de 16 à 10 1/2 ; aucun enfant de moins de dix ans n'était admis à la fabrique : « Je ne tenterai pas de donner une description fidèle de l'influence admirable des affections sociales, qui éclate dans les traits innocents de ces heureux enfants » En 1821, depuis quinze ans, aucune poursuite judiciaire n'avait été exercée contre les habitants de New Lanark (1). En dix ans il n'y avait eu, d'après le rapport d'une députation de la ville de Leeds, que 28 naissances illégitimes en général, pour une population de 1380 femmes, et les pères étaient des étrangers (2). Cette longue expérience est donc la trame sur laquelle l'écrit le plus considérable d'Owen : *The book of the New Moral World* (1836-44), a été tissé. L'œuvre vient de l'expérimentation sociale et elle y retourne.

L'homme est un être complexe dont le caractère dérive de l'organisation héritée, et de l'influence qu'exerce le milieu physique et social depuis la naissance jusqu'à la mort. Owen admet ainsi la transmission des modifications acquises, et par là même une véritable évolution

(1) V. *Examen impartial des nouvelles vues de M. R. Owen*, par le Dr Mac Nab. Trad. franç. de Laffon de Ladebat, 1821, p. 99, p. 121-123. — M. A. Herzen a résumé cet ouvrage dans sa *Physiologie de la Volonté*. V. aussi Sargant, *Robert Owen and his social philosophy*, p. 200 et suiv.

(2) Report of a deputation of Leeds, 1819. *Life of Owen*, II, 256.

du caractère : ce qui dès lors est essentiel, c'est la recherche des causes réelles qui influent sur ce caractère, déterminent les dispositions, les habitudes morales, et en général la conduite humaine. Owen rejette tout principe primitif et absolu de causalité interne qui, sous le nom de *free will* ou libre arbitre, exercerait un contrôle direct et immédiat sur la nature et la direction du sentiment et de la pensée. Les sentiments se développent indépendamment de la volonté : la volonté est impuissante à faire aimer ce que nous n'aimons pas, à faire haïr ce que nous aimons. Semblablement elle est impuissante à régler dans l'ordre intellectuel nos convictions : tout le processus intellectuel s'accomplit selon les lois de notre nature et échappe à l'empire de la volonté ; ce sont au contraire les sentiments et les idées qui déterminent et guident l'impulsion à l'action que nous appelons la volonté. La diversité des organisations et des milieux détermine des diversités profondes dans les caractères, et Owen déduit toutes les conséquences sociales de ces faits. Si toutes les déterminations à agir ont leurs antécédents rationnels dans l'organisation et le milieu, si la diversité des caractères dérive de la diversité de ces modifications, l'homme ne peut en général être rendu responsable du caractère formé par ces facteurs. De là cette formule maîtresse : le caractère de l'homme est formé *pour* lui, non *par lui* ; nul ne peut davantage avoir le mérite ou le démérite des différences qui existent entre lui et ses semblables ; les différentes morales entre les individus ne peuvent ni être des causes d'orgueil ou d'envie, ni justifier des privilèges, des attributions d'autorité ou de pouvoir. La découverte de cette vérité ouvrira pour l'homme une ère nouvelle de bonté, de sagesse, de bonheur ; elle a pour conséquences immédiates : de déterminer des

sentiments de bienveillance réciproque en faisant disparaître les traces du système du mérite et du démérite ; de substituer les systèmes de *prévention*, en agissant sur les causes externes physiques et sociales des dispositions morales de l'homme, à tous les systèmes de contrainte et de coercition, de récompense ou de répression impliquant un principe absolu de causalité interne.

L'homme n'est pas mauvais par nature, mais si son organisation native est débile, que les circonstances du milieu soient défavorables, il deviendra mauvais. C'est surtout dans l'enfance que l'influence du milieu est décisive. Dès lors que le caractère de l'homme est modifiable, il est perfectible : le but à poursuivre dans la vie, c'est d'agir sur l'homme de manière à lui faire atteindre le plus haut degré de perfection physique, intellectuelle, morale, d'écarter toutes les circonstances de milieu qui l'empêchent d'atteindre le bonheur, de faire naître d'autres circonstances qui contribuent puissamment à le lui assurer. Chacun peut dès sa naissance être placé dans un milieu approprié, élevé, dirigé, gouverné en harmonie avec les lois de sa nature.

L'adoption du principe de causalité externe, l'anéantissement de la responsabilité personnelle avaient pour corollaire de transformer la responsabilité individuelle en solidarité sociale, et de déterminer une réaction systématique et collective sur le milieu social, en vue de modifier les caractères individuels, et d'assurer le bonheur commun. L'Etat dès lors dépassait les limites d'une justice négative, pour accomplir les fonctions d'une justice positive. Dès 1813, Owen écrivait : « Il résulte à l'évidence, de là, que la nature humaine peut être améliorée dans la direction de l'intérêt et du bonheur de tous, et cela uniquement par l'adoption de mesures législatives judi-

cieusement calculées pour donner les meilleures habitudes, les sentiments les plus justes et les plus efficaces, à la génération nouvelle (1). » Owen n'assignait aucune limite à la perfectibilité humaine, et à l'action réformatrice de la société; cette autre formule en fait foi : « Le temps est venu où les principes de la science économique sont devenus assez évidents, pour établir que, sans désordre, sans recours à la force ou aux châtiments d'aucun genre, la génération présente peut être, avec facilité et avantage pour tous, entourée de circonstances telles, qu'elles déterminent en elle le caractère que la société elle-même aura prédéterminé (2) ».

L'opposition de la science des richesses et de la conception d'Owen était radicale. Les Economistes considéraient l'individu abstrait à part des conditions variables de son milieu social ; le principe d'action, la concurrence illimitée, à part des conditions inégales de lutte dérivant des institutions historiques, ou de la nature des individus : c'était le facteur suprême de l'ordre et du progrès, ils en légitimaient dès lors en fait toutes les conséquences, chacun profitait, dans la lutte, des avantages de son milieu social et de sa propre nature ; — et les effets d'un milieu social ou d'une nature défavorables pesaient sur l'individu et sur les classes déshéritées, comme si leur responsabilité était illimitée, absolue.

Owen considérait le milieu comme modificateur suprême ; par le manque d'usage habituel des plus nobles facultés, par la mauvaise nourriture habituelle, par le travail excessif, les conditions insalubres, comme par le chômage prolongé, la masse des travailleurs était

(1) On the manufacturing system, 1815, *Life of Owen*, II, p. 44.
(2) Second Memorial to the allied powers, *ibid.*, II, p. 216.

transformée en une population physiquement affaiblie, moralement brutale et dégradée. Owen affirmait qu'en modifiant le milieu, on modifierait graduellement le caractère de la race : les conditions économiques, la répartition du bien-être et du loisir allaient être les conditions de ce milieu les plus directement modifiables. La richesse devenant ainsi un moyen, non plus une fin, la fin c'était le développement normal de tous ; la science des richesses devenait inséparable de la science sociale.

L'œuvre d'Owen était, dans sa haute portée morale, une œuvre de réaction contre l'individualisme ; en transportant de l'individu, dans le milieu social, le principe de causalité et de responsabilité morale, il donnait une impulsion considérable à l'altruisme et refoulait toutes les formes de l'égoïsme, et c'est par là même que le sentiment altruiste devait être l'un des traits fondamentaux du socialisme, et que la double définition du socialisme même se ramène à une indéniable unité. Dans une discussion profondément intéressante, aujourd'hui oubliée, sur la définition du socialisme, Owen disait : « C'est une loi de la nature que le caractère de tous les êtres est formé *pour eux*, et non *par eux*; la connaissance de ce fait, avec toutes ses importantes conséquences, créera nécessairement en chacun de nous un nouvel esprit de charité, sublime et pur, et disposera chacun à la bonté pour tout ce qui a vie. Il est du plus grand intérêt pour l'homme, d'acquérir une connaissance précise de toutes les circonstances qui produisent le mal pour l'espèce humaine, et de celles qui produisent le bien, d'exercer tout son pouvoir pour écarter les premières, et pour susciter autour d'elle les autres. L'homme n'atteindra pas d'état supérieur et permanent du bonheur, aussi longtemps qu'il ne sera pas enveloppé de ces circonstances externes qui le portent,

depuis son enfance, à ressentir la pure charité, l'affection sincère pour toute son espèce (1) ».

Cependant Robert Owen trouvant l'arc trop courbé d'un côté, l'avait trop recourbé de l'autre. En écartant toute action modificatrice possible de l'individu sur son propre caractère, pour ne voir que l'action sociale, en dissipant toute responsabilité individuelle, il donnait une apparente légitimité à l'opposition formidable qui se déchaîna contre lui ; la discussion qui vient d'être rappelée en est déjà le témoignage (Voir les discours de Brindley). Le déterminisme le plus rigoureusement scientifique n'exclut pas l'éducation systématique de la volonté, fondée sur les lois de l'esprit (2), et avec une liberté relative, une responsabilité relative des individus, l'une et l'autre grandissantes : la réaction altruiste d'Owen n'en allait pas moins être d'une portée incalculable ; lui-même d'ailleurs avait déclaré que tous ses plans devaient être corrigés d'après les résultats de l'expérience. Son œuvre et celles de Saint-Simon et de Fourier ont des caractères communs, et des caractères différentiels ; toutes trois tendent à faire disparaître ou à contre-balancer les causes historiques ou artificielles d'inégal développement, d'inégale participation aux avantages sociaux et au bonheur ; toutes trois modifient profondément les conditions du *milieu social* ; la doctrine de Saint-Simon par l'abolition de l'hérédité, la doctrine sociétaire par la constitution d'un *milieu*, où tendent à s'harmoniser toutes les attractions passionnelles ; mais dans le Saint-Simonisme, le mérite des inégalités natu-

(1) *Public discussion between John Brindley and Robert Owen on the question : What is Socialism ?* 5-7 janvier 1841. Birmingham, p. 24.

(2) V. Payot, *L'Education de la volonté.*

relles était attribué aux individus par la distribution des fonctions et des produits, et le but de Fourier était non d'anéantir les inégalités naturelles, mais d'en faire les éléments d'un ordre supérieur. Owen poursuivait le problème de l'égalité jusque dans la nature même des individus, fruit d'un milieu modifiable et de l'hérédité, et c'est là le trait le plus important de sa conception.

§ 6. **La Dynamique d'Owen. L'Ethologie et l'Evolution de la Coopération.** — On a discuté l'influence d'Owen sur le mouvement coopératif. Les historiens de la coopération, Holyoake, Béatrice Potter, Lloyd Jones, Benjamin Jones, font de lui le fondateur de la coopération en Angleterre. Graham, au contraire, nie qu'il ait fondé la société coopérative, bien que son insuccès en Amérique, à New-Harmony, ait pu, en resserrant le champ de l'expérimentation, préparer la voie à des essais plus spéciaux de coopération.

Non seulement, comme l'a dit Lloyd Jones, Owen a engagé pratiquement dans l'action, pour le bien public, les énergies des plus humbles et des plus pauvres, et par là déployé la vaste puissance populaire sur laquelle il n'y aurait pas de mouvement coopératif, mais il faut ajouter encore que le principe de l'*union dans l'action*, si clairement formulé par lui dès 1820, domine toute l'évolution coopérative, même dans la phase dernière qui s'éloigne le plus de l'idéal d'Owen. Nous pouvons en effet y signaler trois phases :

1. A la première se rattache l'expérimentation célèbre de New-Harmony (Indiana), 1824-1827. Les résultats obtenus à New-Lanark légitimaient aux yeux d'Owen les plus hautes espérances, c'est pourquoi il tenta de réaliser le système rationnel de communauté. Sargant, l'un de ses historiens, rapporte qu'un nommé Birbeck,

attiré vers New-Harmony par les idées d'Owen, voulut traverser à cheval la rivière qui en baignait le territoire, mais il fut emporté par ses eaux : il semble que ce triste épisode symbolise l'histoire même d'Owen ; attiré par un idéal sublime, il se précipita pour l'atteindre et échoua.

Les conditions n'étaient pas les mêmes qu'à New-Lanark, et le but à atteindre était d'une complexité beaucoup plus grande. La population de New-Lanark vivait sous la pression du besoin, préparée dès lors à une discipline rigoureuse ; l'autorité hiérarchique avait été d'ailleurs décidément acceptée par elle, comme en témoigne l'application générale du *Moniteur silencieux* ; les deux grands modificateurs : les réformes sociales et l'éducation purent longtemps combiner leur action.

A New-Harmony, Owen fut amené, peut être fut-il contraint par les circonstances, à précipiter son action, à contracter à l'extrême la durée de la période expérimentale. Il conçut une *société préliminaire* préparatoire à la communauté ; le recrutement s'opéra sans solides garanties, et suivant Mac Donald, il comprit une proportion de besogneux et de fainéants qui devaient accomplir leur part de travail, plutôt sur la ligne de la destruction que sur celle de la construction (1). Owen avait compris la nécessité d'une transition pour transformer le système social existant en système rationnel ; la société préliminaire, matrice de la société future, devait durer trois ans : cette durée fut plus tard réduite à un an. Mais Owen se heurta jusqu'au bout à l'impossibilité de constituer, ou de conserver un noyau d'une homogénéité suffisante pour maintenir la communauté. L'échec a pour cause profonde la méconnaissance pratique, sinon théorique, de l'impé-

(1) V. Noyes, *American Socialism*, p. 36 et 49.

rieuse nécessité de fonder l'Ethologie sur les lois générales de la psychologie, surtout celles de l'association et de la formation des habitudes morales.

Il était, d'après Sargant, impossible de façonner à la communauté les caractères formés, par les doctrines modernes et la pratique de la vie, à un individualisme intense ; les affinités intérieures, a dit John Pratt, ont été trop faibles dans la communauté, pour résister aux attractions et aux influences du milieu extérieur (1).

S'il est vrai, écrit Cognetti de Martiis (2), que l'individu soit le résultat des éléments moraux fournis par le milieu préexistant, il est vrai aussi que ces éléments sont condensés dans l'individu et qu'ils ont dès lors, comme un tout personnel, une énergie supérieure à celle qu'ils possèdent particulièrement, et cette résultante réagit à son tour sur le milieu. Toutes ces opinions se ramènent à l'application des lois suivant lesquelles l'agrégat de dispositions à penser, sentir, vouloir qui constitue le caractère peut être, dans une masse d'hommes, modifié par la dissolution d'associations d'états psychiques constitutifs, et la formation organique d'associations nouvelles.

2. L'échec de l'expérimentation communiste ne découragea pas Owen, il ne réussit qu'à lui faire reporter ses espérances à une autre génération, mais il s'appliqua à en préparer le triomphe. Les expériences coopératives devaient désormais servir de trait d'union entre la société individualiste et la société communiste. Booth cite l'exemple d'une association de typographes projetant la fondation d'une communauté, mais qui se résigna au début à acheter les provisions au prix de gros sans perdre

(1) Noyes, *American Socialism*, p. 50.

(2) Cognetti de Martiis, *Storia dello socialismo americano*, dans *Biblioteca dell' Economista*, p. 99.

jamais de vue le but final (1). De 1826, date de la publication sous les auspices d'Owen du *Coaperative Magazine,* à 1832, il y eut une efflorescence considérable de sociétés animées du même esprit. La société de *consommation*, ou plutôt de *distribution*, servait de fondement systématique aux formes définitives de coopération mutuelle. Les marchandises étaient revendues à leurs membres aux prix du marché, ce qui est la pratique des associations modernes, mais les profits étaient reversés dans l'entreprise, car les coopérateurs ne poursuivaient pas un *but immédiat*, un *avantage actuel*, mais leur but était d'acquérir la terre et le capital et de préparer l'application de la coopération intégrale et des principes de communauté. Le nombre des sociétés, de 300 en 1830, s'éleva jusqu'à 700 en 1832 ; elles disparurent en quelques années.

Booth, Holyoake, Miss Potter. Lloyd Jones expliquent ce nouvel échec : l'explication se ramène à ce caractère essentiel donné par l'Ecole d'Owen à la coopération, d'être un moyen pour une fin supérieure. Miss Potter dit très bien que les coopérateurs ajoutaient à l'instinct d'autonomie d'un peuple opprimé mais énergique un haut idéal de vie communautaire (2).

Lloyd Jones touche le vif de la question : dans les sociétés de *distribution* ou de *consommation* (*trading-societies*) il n'y avait pas de dividendes, *boni*, distribués aux sociétaires, il n'y avait donc pas d'intérêt actuel, tangible qui réunît les membres. Les profits étaient destinés à une capitalisation collective. Les principaux sociétaires, ceux dont la part du fonds commun était la plus forte, se

(1) Booth, *Robert Owen*, p. 131-139.
(2) *The cooperative movement*, p. 39.

préoccupèrent de plus en plus des avantages à réaliser immédiatement; les plus pauvres devinrent impatients du résultat final : ces causes agissant en sens inverse amenèrent la désintégration (1). La coopération, sous sa seconde forme, succomba par le lien trop étroit encore qui l'unissait à sa forme idéale; à cette cause fondamentale il faut ajouter l'état de dépendance extrême des ouvriers d'alors, dont le sentiment d'autonomie ne s'était éveillé que sous la parole enflammée d'Owen, l'absence de garanties légales pour les associations et des causes internes de dissolution.

3. La troisième phase de la coopération est marquée par le système de Rochdale et l'association des Equitables pionniers (1844). Les profits des sociétés de distribution deviennent propriété individuelle, ils sont répartis entre les sociétaires ; le lien de subordination de la forme préparatoire aux formes supérieures d'Owen semble se rompre ; l'*union* dans la coopération, le *consensus* a désormais des *fins prochaines*, et sollicite les intérêts individuels par des *avantages immédiats* ; on ne peut, sans manquement à l'histoire et à la justice, séparer la coopération moderne de l'œuvre d'Owen, mais c'est avec des formes nouvelles que les progrès de l'Ethologie la rapprochent de l'idéal du grand réformateur. On s'explique que la société de consommation ou de distribution se généralise la première, parce qu'elle est à la fois la plus simple et celle qui unit les intérêts dans des fins actuelles : pour être retardée, la société de production qui unit les intérêts dans des fins plus éloignées n'est pas anéantie. Aussi la production coopérative pourra prendre la société d'achat et de vente en gros, la *Wholesale so-*

(1) Lloyd Jones, *Life of Owen*, II, p. 8.

ciety, comme base et débouché : mais là l'union des intérêts se traduira par un égoïsme collectif en opposition avec une tendance altruiste supérieure, dans le partage des profits avec les membres de la collectivité productrice ; les sociétés de production à leur tour réfrènent l'esprit égoïste trop fréquent chez les coopérateurs isolés, en se subordonnant plus ou moins aux *trade-unions* : l'évolution peut ramener à l'association intégrale que rêvait Owen, mais par d'autres voies que la communauté intégrale de village, avec une différenciation plus profonde et suivant un processus psychologique mal étudié encore.

§ 7. **La statique d'Owen. La productivité du sol et l'équilibre de la population et des subsistances.** — Les communautés de coopération mutuelle sont basées sur l'agriculture, qui devient prépondérante, et qui doit subir une révolution comparable à celle des machines ; c'est qu'en effet Owen veut généraliser la substitution de la culture à la bêche à la culture à la charrue, et par là accroître à un degré extraordinaire la puissance productive du travail, en occupant le plus grand nombre de bras possible. Ses calculs révèlent l'étendue de ses espérances : le Royaume Uni comptait environ 60 millions d'acres en exploitation, dont 40 millions en prairies, 20 millions en terres arables ; par le système en vigueur de la culture à la charrue et du pâturage, 2 millions de cultivateurs pourvoyaient à la subsistance de 18 millions d'habitants ; par la culture à la bêche, en combinant les manufactures avec le travail agricole, on eût pu assurer un emploi salubre et profitable à 60 millions de cultivateurs, et pourvoir à l'alimentation, dans un large confort, d'une population excédante de 100 millions d'âmes. Owen pensait qu'eu égard à la population d'alors, tout

au plus 5 ou 6 millions d'acres pourraient être cultivés à la bêche ; on n'eût pu de longtemps, faute de population, généraliser ce mode de culture, et l'excès de population redouté par Malthus n'était que *relatif*, et en connexion avec l'imperfection du système de la charrue (1). Ce qui préoccupait l'esprit pratique de R. Owen, c'était de reculer dans le lointain de l'avenir la rupture d'équilibre entre la population et les subsistances. Owen reconnaît que la loi statique de la population formulée par Malthus est vraie, la population s'adapte effectivement à la quantité de subsistances; mais Malthus ne nous dit pas « à quel point la quantité de nourriture que peut tirer du même sol un peuple intelligent et industrieux, est supérieure à celle que produit un peuple ignorant et mal gouverné; la différence peut être infinie; car l'homme ne connaît pas l'étendue de son pouvoir de créer la nourriture ». Le génie optimiste d'Owen élargissait le domaine de cette puissance bien au delà des limites conçues par Malthus, non seulement il signalait la mer comme un réservoir inépuisable de nourriture, mais, comme je l'ai montré déjà, il entrevoyait la synthèse chimique totale des principes immédiats de notre alimentation, ce qui dissipera sans doute toutes les terreurs : « Les aliments de l'homme peuvent être considérés comme des composés d'éléments, la connaissance de leurs qualités, de leurs combinaisons, de leur contrôle est sans cesse étendue par les progrès de la chimie, et il est impossible de dire jusqu'où cette connaissance peut conduire, où elle s'arrêtera (2). » C'est ainsi que tout travailleur agricole

(1) Report to county of Lanark, *Life of Owen*. II, p. 276.

(2) Essays on the formation of character, fourth essay, *Life of Owen*, I, p. 327-328.

produisant d'après lui cinq ou six fois, même jusqu'à dix fois sa nourriture, Owen reportait déjà au jour où la terre entière serait cultivée comme un jardin, la pression de la population sur les subsistances (1), mais l'argumentation contre Malthus restait nécessairement imprécise ; de même que Malthus n'avait formulé la loi de productivité du sol que d'une manière purement empirique, Owen n'avait aucune des données physico-chimiques ou biologiques, qu'une argumentation vraiment scientifique exigeait pour réfuter Malthus : en défendant le travail à la bêche, il s'arrêtait aux conditions mécaniques de la culture ; sans doute suivant les expériences d'alors, la productivité d'un acre de blé pouvait presque doubler (2), mais pour faire entrer plus d'éléments minéraux du sol dans le cercle de la vie, elle n'en augmentait pas la masse d'une manière absolue, elle laissait subsister les conditions physico-chimiques qui donnent à la loi du rendement décroissant du sol toute sa portée, elle aggravait peut-être l'application de ce qui devait être la loi de restitution de Liebig ; néanmoins en interrogeant le mouvement empirique de la population, et en opposant une progression arithmétique effective à la progression géométrique de Malthus ; en montrant l'extension et l'intensification possible de la production du sol et de la production alimentaire ; (3) en appelant plus de bras au travail, il dissipait au moins pour une longue suite d'années,

(1) First letter, july 25, 1817, *Life of Owen*, II, 75, même jusqu'à dix fois sa nourriture. V. Third letter, 16 august, 1817, *Life of Owen*, II, 106.

(2) Communication from Falla, etc. *Life of Owen*, II, p. 318.

(3) « Toute quantité donnée de terre, de travail, de capital, peut être combinée de manière à soutenir au moins quatre fois le nombre actuel d'êtres humains ». First letter, 25 juillet 1817, *ibid*, II, 75 et 77. Cf. *ibid.*, p. 64, n° 8, p. 106, p. 192-193.

ce qu'il appelait les chimères criminelles de Malthus. Sous cet aspect, le problème de statique économique pouvait être considéré comme résolu : « La crainte d'un excès de population, jusqu'au jour où la terre entière sera cultivée comme un jardin, n'est qu'un pur fantôme de l'imagination calculé seulement pour maintenir le monde dans une ignorance qui n'est point fatale, dans le vice et dans le crime, et l'empêcher de devenir ce qu'il devrait être bien dirigé et instruit (1) ».

§ 8. **La statique d'Owen. La réforme monétaire, le Droit économique contractuel, et l'Equilibre de la production et de la consommation.** — La constitution de la valeur et la transformation du système monétaire sont le second aspect de la statique économique rationnelle d'Owen ; on retrouve dans son œuvre la distinction des richesses territoriales et des richesses commerciales de Sismondi, des valeurs utiles et des valeurs d'échange, correspondant à la distinction du droit réel communautaire, et du droit contractuel de l'échange, car la transformation du système monétaire implique un vaste contrat entre les échangistes, instituant le travail comme mesure de la valeur et la *labour note*, le *bon* ou *billet de travail* comme instrument des échanges. C'est là surtout que l'œuvre d'Owen se rattache à celle de Ricardo et de Malthus, et qu'elle s'éclaire puissamment par le rapprochement. Il est d'un profond intérêt de noter d'abord que les lignes suivantes, où s'exprime, pour la première fois, l'idée maîtresse d'Owen, ont été écrites dans son rapport au comté de Lanark, en 1820, peu de temps après la publication des deux premières éditions des *Principes* de Ricardo (1817-1819). Ce seul rapprochement

(1) *Ibid*, p. 75.

marque les influences profondes exercées par les économistes sur Owen : « Votre rapporteur, après avoir profondément étudié ces objets pratiquement et théoriquement pendant plus de trente ans, période pendant laquelle la pratique a sans aucune exception confirmé la théorie, que la pratique avait d'abord suggérée, en vient aujourd'hui à soutenir comme l'un des résultats de son étude et de son expérience : *que l'étalon naturel de la valeur est, en principe, le travail humain, ou la puissance manuelle et la puissance mentale des hommes combinées et mises en opération ; qu'il serait hautement avantageux, et qu'il est actuellement devenu même absolument nécessaire de traduire ce principe par une pratique immédiate* (1) ». Prolongeant Adam Smith, Ricardo avait admis que même dans la société capitaliste, la valeur normale des produits a pour fondement et pour mesure la quantité de travail qu'ils ont coûtée. Owen et après lui Thompson s'efforcèrent de transporter cette conception du prix naturel, dans la pratique, en y puisant le principe même de la distribution et de la répartition des richesses, consacré par le contrat solennel auquel tous les adhérents de la Banque d'échange du travail souscrivaient nécessairement. Le socialisme se liait par là à la science classique et s'en distinguait à la fois. D'une conception théorique, de l'expression de la nature et des lois de *ce qui est*, dans la pensée de Smith et de Ricardo, le socialisme déduisait un principe dirigeant de la société, exprimant *ce qui doit être*. De la théorie de la valeur des richesses qui lui donnait pour cause et pour mesure le travail, le socialisme déduisait un droit économique nouveau, encore vague avec Owen, mais suivant lequel l'intégralité des

(1) Report to the county of Lanark, 1820, *Life of Owen*, II, p. 268.

fruits du travail devait finalement appartenir au travailleur.

Cette déduction socialiste s'expliquait par les conceptions du développement spontané de l'ordre économique, et l'interprétention des crises. Pour Ricardo, l'équilibre naturel de la production et de la consommation ne pouvait être troublé que par des causes particulières, résultat des erreurs individuelles ; c'était là aussi le seul obstacle à la gravitation des marchandises vers leur prix naturel : les causes générales tendaient, dans un régime de laisser faire, à la réalisation de l'équilibre économique. Pour Owen, des crises générales de surproduction dérivaient nécessairement des arrangements sociaux : le pouvoir de produire y dépassait le pouvoir effectif de consommer ; les marchés étaient encombrés de marchandises, les manufacturiers étaient obligés de suspendre le travail et de renvoyer les ouvriers, livrés dès lors à l'instabilité, aux privations, à la misère.

Avec Malthus, Owen affirmait encore que les produits ne s'échangent pas seulement contre des produits mais contre le travail, et ce qui l'avait frappé surtout, c'était la *dépréciation du travail relativement aux marchandises que consomme le travailleur*, l'instabilité et la dépression du salaire abaissé parfois au-dessous du minimum d'existence. Owen voulait à la fois réaliser l'équilibre stable de la production et de la consommation, et la stabilité dans les rapports de valeur du travail, dans la rémunération du travail en général : il n'y pouvait parvenir qu'en modifiant les arrangements sociaux, en enveloppant tous les rapports d'échange dans un vaste régime contractuel ; c'est ce régime qui devait assigner à la valeur son fondement naturel : le travail ; c'est par un Droit nouveau que le prix naturel descendait du monde

abstrait de Ricardo dans le monde réel. Dans le régime existant, à moins d'être pourvus de la marchandise qui sert d'intermédiaire aux échanges, d'avoir préalablement acquis l'or des mains de ceux qui le possèdent et disposent de notre pouvoir de satisfaire à nos besoins par le travail, en échange de notre travail, nous pouvons être réduits aux privations au milieu même de l'abondance. Le travail est la source de toutes les richesses et la puissance de travail est commune à tous : si l'or était éliminé, comme mesure des valeurs et instrument des échanges, chacun n'aurait-il pas en lui le pouvoir de commander directement la richesse, chacun ne disposerait-il pas du moyen d'échange ? Qu'on ne dise pas que le travail et la puissance sont inégalement distribués dans les individus, que sa quantité moyenne ne peut être estimée. Owen répond que la force physique moyenne de l'homme et du cheval, malgré la diversité des forces individuelles, a été calculée dans des buts scientifiques, et sert de mesure aux forces inanimées. En vertu du même principe, la moyenne de travail humain pourrait être établie dans tout objet de production. Le rapport d'échange entre divers produits pourrait être fixé corrélativement et être maintenu pour une période donnée. Le travail humain peut donc réaliser sa valeur intrinsèque et naturelle, qui s'élèvera avec les progrès de la science. « La demande de travail humain ne serait plus dès lors livrée au caprice, le soutien de la vie humaine ne serait plus un article de commerce variant continuellement, les travailleurs ne seraient plus les esclaves d'un système artificiel de salaire, plus cruel dans ses effets qu'aucun esclavage pratiqué par une société barbare ou civilisée. Ce changement dans la mesure de la valeur ouvrirait immédiatement les plus avantageux marchés domestiques ;

aussi loin que les besoins de tous seraient satisfaits, aussi longtemps que cet étalon subsisterait, aucun mal ne serait plus à redouter du manque de débouchés (1). »

L'évolution de l'échange présente trois phases d'après Owen : le principe du *troc* originaire fut de prendre pour base de l'échange le coût primitif, la quantité de travail contenue dans les objets livrés à l'échange, c'était le seul principe équitable ; mais le *troc* disparut peu à peu avec le développement des désirs humains, et l'accroissement des moyens de les satisfaire. Au *troc* succéda le commerce dans lequel les métaux précieux furent, du consentement commun, employés comme instruments des échanges. Son principe fut de produire toute marchandise avec le minimum de travail, et d'obtenir dans l'échange la plus grande quantité de travail possible.

Ce principe a produit à la fois des avantages importants et de très grands maux. Il a stimulé le génie inventif, il a assuré le dégagement de ces énergies mentales et volontaires, qui autrement fussent restées dormantes ou inconnues. Mais il a fait de l'homme un égoïste aveuglément confiné dans son intérêt personnel, il l'a mis en opposition avec ses compagnons, il a engendré la fraude et la déception, il l'a aveuglément poussé à créer, en le dépouillant de la sagesse de jouir; en disputant les avantages aux autres, chacun dépasse lui-même la mesure; la main puissante de la nécessité engage actuellement de force l'homme dans la voie qui conduit à cette sagesse, qu'il a si longtemps oubliée. Il découvrira les avantages qui dériveront de la synthèse pratique des meilleures parties du système du *troc* et du système commercial, en écartant tout ce que l'expérience a condamné : c'est ce

(1) Report to county of Lanark. *Life of Owen*. II, p. 264-268.

qui s'accomplira dans un système où les marchandises seront échangées à leur coût primitif, sur la base de la quantité de travail qu'elles renferment, et au moyen d'un *medium* convenable, propre à représenter cette valeur, qui sera à la fois *réelle* et *immuable*; cet instrument d'échange devra être émis à mesure que s'accroîtra la richesse effective. « Etant donné la dépression actuelle de la valeur du travail, il n'y a pas de proposition d'Euclide plus vraie que celle-ci : la société bénéficierait immédiatement avec une extension incalculable, dans une grande diversité de voies, de la consécration du travail comme étalon de la valeur » (1). Il résumait sa pensée dans ces mots : ce qui peut créer une richesse nouvelle, le travail, est par une suite nécessaire l'équivalent de la richesse qu'il crée.

La crise économique, à laquelle Owen avait assisté lui-même, avait porté son attention sur les perturbations des prix que peuvent produire la contraction ou la dilatation de l'instrument monétaire. Dans un passage curieux de son *New Moral World*, il a insisté sur l'impuissance de la monnaie métallique à réaliser la *stabilité* des prix, en tant que cette stabilité dépend de l'emploi de la monnaie. Ce passage est extrait de la deuxième partie de *New Moral World*, chap. III, sur « la distribution de la richesse ». Je le traduis tout entier, avec toutes ses exagérations de langage, parce qu'il a une grande portée, et cherche à atteindre dans sa racine le grave problème qui agite encore l'opinion scientifique, celui de la *stabilité* relative des prix des marchandises et des services.

« Dans toutes les classes de la société, comme elle est maintenant constituée ou organisée, — si un tel

(1) Report to county of Lanark, *ibid*, p. 278-279.

composé d'absurdités hétérogènes, comme est la société actuelle, peut être appelé une organisation, — il semblerait que nos ancêtres aient mûrement recherché, en faisant leurs arrangements, comment ils pourraient produire le plus de vice, de crime, de misère pour la plus grande partie de la population du monde, — le moins de réelle vertu, de bonheur ; car s'ils avaient délibéré de la sorte, en possédant une grande connaissance du sujet, ils auraient à peine mieux réussi, ou plutôt ils auraient réussi, aussi bien qu'ils l'ont fait, à produire le maximum de crime, de misère, et le minimum de vertu et de bonheur.

« Et un de leurs grands moyens de produire le maximum de mal et le minimum de bien, a été leur invention de distribuer la richesse par des arrangements qui créent un désir sans fin d'acheter à bon marché et de vendre cher, *au moyen d'un représentant artificiel de la richesse, qui n'a pas le pouvoir de s'étendre ou de se rétrécir comme le fait la richesse*; mais qui est, au contraire, la cause continuelle de trouble de tous les solides principes de la production et de la distribution de la richesse, et la cause incessante de l'incalculable misère de la race humaine, et aussi de la destruction de toutes ses facultés à la rendre capable de distinguer le juste du faux, dans toutes ses manières d'agir.

« Dans une société justement constituée ou dans un état rationnel de société, l'or, l'argent ou le papier-monnaie de crédit n'auront jamais à servir de moyens de distribution de la richesse.

« L'intermédiaire, le *medium* de l'échange juste, aisé et avantageux de la richesse, aussi longtemps qu'un intermédiaire sera requis, doit posséder la qualité d'expansion et de contraction jusqu'à suivre avec la plus

extrême précision la richesse, livrée à l'échange, dans son expansion et sa contraction, Il doit aussi, puisqu'il représente la richesse, être invariable dans sa valeur.

« Et ce moyen peut être maintenant facilement trouvé et répondre en tout temps aux besoins de la société, et rendre l'industrie libre et active à travers le monde, maintenant et toujours, et ainsi prévenir pour l'avenir jusqu'à la plainte d'un seul individu isolé par manque d'un emploi utile, profitable, et mettre une fin aussi à la pauvreté ou à la crainte de la pauvreté, pour toujours, parmi toute portion de la race humaine (1) ».

Déjà dans le rapport au Comté de Lanark, il avait conçu l'unité à laquelle toutes les évaluations devaient être ramenées ; il soutenait que la moyenne du travail humain, incorporé dans un produit, peut être calculée, et la valeur échangeable des produits entre eux, fixée pour une période donnée. « La valeur relative des marchandises dépendra de ce qui, après un rigoureux examen, sera démontré être la valeur actuelle et réelle d'une journée de travail, calculée relativement au montant des nécessités et commodités de la vie, qu'un *travailleur moyen* peut produire avec un travail modéré. Il faudra une étude soigneuse et étendue de l'état de société existant pour déterminer la valeur exacte de l'*unité*, ou de la journée de travail, que la société devrait fixer actuellement comme étalon de la valeur ; mais la considération générale de la question suffit pour montrer que cette unité ne doit pas représenter une valeur inférieure aux nécessités et commodités de la vie, qui peuvent être acquises actuellement avec 5 shillings (2). »

(1) *The book of the New Moral World*, Part. second, 1842, p. 26 et 27.

(2) Report to county of Lanark, II, 279.

C'est là l'origine de l'*heure de travail à 6 pence*, cette journée typique étant de 10 heures. Du mois d'août 1832 au cours de 1834, Owen a tenté d'accomplir la transformation radicale du système monétaire, et d'instituer à la fois le travail comme mesure de la valeur, et la *labour note*, le bon de travail, comme instrument des échanges.

L'historien du socialisme aux États-Unis, Noyes (1), nous dit, sur le témoignage de Mac Donald, qu'Owen en rapporta l'idée de New-Harmony en 1826 ; le véritable père de l'*Exchange labour* serait Josiah Warren, qui l'expérimenta successivement dans la communauté d'Owen, à Cincinnati, à Tuscarawas (dans l'Ohio) et enfin à Mount-Vernon dans l'Indiana.

Un fragment du journal de Mac Donald nous donne la description du *Time store*, du Comptoir d'échange du temps de travail, établi à New-Harmony par Josiah Warren.

Les marchandises livrées à l'échange étaient réunies dans une salle où siégeait l'agent même du comptoir ; sur un tableau fixé au mur se trouvaient indiqués la valeur qui avait été assignée aux marchandises consignées, et le montant des *labour notes* ou bons d'échange de travail, représentés par des heures de travail, ou unités de temps de travail socialement adoptées.

Le tableau renseignait aussi les commandes diverses reçues par le comptoir. Une horloge était destinée à mesurer le temps de travail que l'agent du comptoir consacrait à chaque opération, et qui devait être portée en compte aux intéressés, et ajoutée au montant de l'évaluation des marchandises échangées. Il fallait, a dit un

(1) Noyes, *History of American Socialism*, p. 95-97.

historien, un peu plus de temps pour acheter un paquet d'épingles que pour acheter un sac de froment; et il en était tenu compte. Les frais généraux sont évalués par Mac Donald à 5 0/0 du montant de chaque opération.

Les marchandises reçues au magasin coopératif étaient livrées aux acquéreurs contre des *labour notes*. Les différents producteurs les recevaient en échange de leurs produits consignés ; ils faisaient eux-mêmes l'évaluation de leur travail converti en heures de travail représentées par les *labour notes*.

Mac Donald rapporte que les artisans malhabiles surévaluaient parfois leur travail: les femmes portaient leur rémunération aussi haut que celle des hommes; il arrivait à certains individus de provoquer l'émission de trop de bons de travail et d'en déprécier la valeur. Mac Donald ne doute pas que ces émissions n'eussent fini par se régulariser, bien qu'il ait entendu Josiah Warren se plaindre des difficultés auxquelles il se heurtait, et surtout du manque d'honnêteté des clients du comptoir.

Lloyd Jones rejette complètement cette filiation du *Labour exchange*; d'après Holyoake (1), il est possible que l'entreprise d'Owen se rattache à celle de Josiah Warren, mais jamais Owen n'a confirmé cette explication. Ajoutons que nul ne fut plus sincère et plus désintéressé qu'Owen; c'est lui-même, par exemple, qui a fait remonter à John Bellers son projet de colonie agricole-industrielle pour les pauvres.

Dans le fait, on vient d'en avoir la preuve décisive, l'organisation de l'échange du travail se rattache trop directement aux idées émises dès 1820 par Owen, pour qu'on puisse lui enlever la paternité de ce système

(1) HOLYOAKE, *History of cooperation*, I, p. 158.-LLOYD JONES, *Life times and labours of Robert Owen*, II, p. 32.

d'échange. Le mécanisme est peut-être de J. Warren, l'idée maîtresse est certainement de R. Owen.

L'institution d'un comptoir d'échange du travail, *Equitable labour exchange*, était, dans la pensée d'Owen, destinée à assurer l'élimination de la monnaie, et à réaliser à la fois la garantie progressive du travail, et la stabilité de la valeur des produits.

Le premier de ces bazars fut établi à Londres en 1832, en avril.

L'avis au public portait : « Les agriculteurs, jardiniers, manufacturiers, marchands de provisions, marchands en gros et en détail de toute catégorie, qui peuvent être portés à disposer de leurs divers articles de commerce et marchandises, de la seule équitable manière dans laquelle les hommes peuvent mutuellement disposer de leur propriété les uns à l'égard des autres, c'est-à-dire en donnant leur valeur égale en travail contre une égale valeur en travail, sont invités à transmettre leurs noms et leurs adresses avec la description des objets qu'ils désirent échanger au secrétaire de l'institution, M. S. Austen, qui donnera sur l'application personnelle de l'institution toute information relative à l'échange équitable du travail. »

D'autres institutions identiques furent créées successivement dans différentes villes de l'Angleterre.

Un journal, la *Gazette of labour exchange*, servit d'organe à l'institution et de lien aux différents bazars; on avait fondé, en juillet 1833, celui de Birmingham. Par la diversité de ses industries, cette ville était appelée à fonder un comptoir d'échange important.

Le plus célèbre de tous, celui de Gray Inn Road, remonte au mois de septembre 1832 (1).

(1) Booth, p. 149.

En mai 1833, le comptoir ou bazar national: *National Equitable labour exchange*, s'ouvrit avec une certaine pompe.

Le premier jour, en effet, les dépôts effectués furent, d'après Holyoake, d'une valeur de 18.000 heures de travail, et les échanges de 900. Chaque jour, les dépôts augmentaient, mais les échanges effectifs ne dépassaient jamais la moitié de leur importance. En août, le nombre des associés atteignait 840.

A la même époque, le bazar de Gray Inn Road, à Londres, réalisa en une seule semaine jusqu'à 10.000 £ de dépôts. Booth porte à 40.000 heures la valeur moyenne des dépôts hebdomadaires qui fut atteinte. Les charges étaient de 1/2 penny par shilling de valeur du dépôt, soit 4 0/0. C'est là ce qui, pour le déposant, représentait la charge de l'intermédiaire.

L'idée était donc simple, comme l'a dit L. Jones : elle consistait à déposer les produits manufacturés, matières premières, subsistances, etc., à recevoir leur valeur en *labour notes* représentant le *temps*, à raison de 6 pence par heure, et à acquérir au moyen de ces notes tout ce que le déposant pouvait désirer parmi les objets consignés. Sur l'échange accompli, en vue de couvrir les dépenses d'exploitation, un tant pour cent était perçu.

Cet entraînement fut suivi de durs revèrs. Je me propose ici d'en rechercher les causes principales et de montrer les lacunes du système.

Owen, posant en principe que le travail est la cause et la mesure de la valeur, cherchait à dégager directement la puissance acquisitive du travail, indépendamment de tout échange, anticipativement à tout échange.

La valeur contenue, si je puis dire, dans le produit, à l'état statique comme travail incorporé, s'en dégageait

dans son système, à l'état dynamique, comme puissance acquisitive, par la seule volonté du producteur, sans la nécessité d'un échange, sans le concours de volontés, qui est l'exercice même de l'échange

L'expérience du *Labour exchange* diffère par là, essentiellement, d'entréprises postérieures comme celle de Proudhon, car la Banque d'échange de Proudhon avait précisément pour principe de ne *socialiser* par l'escompte que les *valeurs faites*, c'est-à-dire de n'attribuer le pouvoir *acquisitif général* et *illimité*, qu'aux valeurs constituées par l'échange même opéré entre les *individus*.

C'est ainsi qu'Owen poursuivait la réalisation d'un double but : assurer l'indépendance du travailleur vis-à-vis des détenteurs de l'unique puissance universellement acquisitive de toute richesse, et libératoire de toute dette, la monnaie métallique ; et, en second lieu, donner au travailleur la garantie d'un travail continu.

Par le dégagement anticipatif de la valeur de tout produit, représentée par les *labour notes*, le producteur acquérait immédiatement le pouvoir de s'approvisionner de matériaux de production et de subsistances, en même temps que le système lui permettait de continuer indéfiniment la production, sans attendre l'échange pour reconstituer son capital ; toute anticipation de l'échange faisait naître ainsi une demande de produits et une demande corrélative de travail ; la simplification de l'appareil circulatoire de la société, l'élimination de l'intermédiaire, communiquait dès lors une impulsion énergique à la production même. Tel était l'enchaînement idéal des effets de la réforme dans la pensée d'Owen ; il ne concevait plus d'autres limites *apriori* au développement de la production et de l'échange, que celles que la nature trace aux besoins de l'homme, et à la puissance productrice du

travail humain. C'est pourquoi il comptait reporter successivement vers la production tous les travailleurs sans emploi, ou rendus disponibles par la transformation de l'appareil circulatoire. On comprend l'enthousiasme du réformateur quand il disait des *labour notes*, que leur découverte était aussi importante que celle des mines du Mexique et du Pérou, car elle devait rendre en peu de temps tous les travailleurs indépendants. On songe involontairement aux transports d'admiration du marquis de Mirabeau, quand il parle du tableau économique de Quesnay, et au préambule éclatant que Proudhon a mis en tête des statuts de la Banque du peuple.

Cependant si Owen entrevoyait toujours, avec une indéniable puissance de génie, l'idéal à atteindre dans l'évolution sociale, il n'embrassait jamais qu'imparfaitement l'ensemble des conditions propres à en rapprocher. L'écart était toujours si profond entre l'état social sur lequel il entreprenait d'agir et le but qu'il poursuivait, les moyens qu'il employait répondaient encore avec une telle imperfection aux fins auxquelles ils étaient employés, que les chutes répétées de l'idéal devaient marquer l'histoire de sa vie.

Il est certain d'abord que les seuls qui pussent avoir régulièrement accès au *Labour exchange* étaient les travailleurs pouvus de moyens de production, de capital, car l'institution ne monétisait pas les *promesses* de travail, elle monétisait le travail effectivement incorporé, cristallisé, selon l'expression de Marx, dans un produit ; et, d'autre part, la perspective d'avoir accès au *Labour exchange* ne s'ouvrait qu'aux travailleurs de la petite industrie ; les travailleurs de la grande industrie devaient évidemment attendre la constitution de sociétés coopéra-


LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA

tives de production, ou l'instauration de formes nouvelles de propriété collective.

C'était là une première lacune du système, et une organisation du crédit au travail eût seule pu la remplir. Cette lacune a été reconnue par les plus fervents admirateurs des travaux d'Owen : « La première chose requise, dit Lloyd Jones, était que le travailleur fût pourvu des moyens de production. Il fallait qu'à son habileté et à son temps de travail, la nourriture et les matériaux de production fussent unis (1). » Booth s'exprime à peu près dans les mêmes termes.

Néanmoins, nous devons noter ici qu'Owen n'avait pas été sans se préoccuper des conditions de l'universalisation du système, et de l'organisation du crédit au travail. Il y avait pourvu de son mieux. En effet, les statuts de l'*Equitable labour exchange*, de Gray's Inn Road, limitaient le revenu des actions souscrites par les fondateurs à un intérêt annuel de 40 heures de travail, représentées par des *labour notes* pour toute souscription de 20 livres, ce qui à 6 pence par heure correspondait à 5 0/0 du capital, car il y a 40 fois 6 pence dans une livre. Tout le surplus du profit de l'entreprise devait être appliqué, d'un côté, à l'extension du système, de l'autre, à assurer *de l'emploi aux ouvriers* sans travaïl et à instruire leurs enfants (2).

Ces ressources, même dans l'hypothèse d'un succés du *labour exchange*, devaient être étroitement limitées, au début.

Ce n'est pas tout, les artisans ne trouvèrent pas dans le *labour exchange*, pour l'excercice de leur industrie,

(1) LLOYD JONES, p. 36.
(2) BENJ. JONES, *Cooperative production*, I, p. 90.

les conditions d'un approvisionnement avantageux. Ce qui eût été conforme au but, c'est que l'institution pût s'approvisionner régulièrement en grand, des matières premières les plus essentielles et des subsistances nécessaires, et les céder à ses clients aux conditions les plus favorables. Il eût fallu, pour cela, un capital suffisant. Des sociétés coopératives de consommation, des boulangeries et des boucheries coopératives, acceptant les *labour notes*, eussent pu remplir cette fonction. Tout ce développement organique manquait encore, et pour y suppléer, Owen dut recourir à des expédients qui devaient altérer tout le système, encore même qu'ils eussent réussi.

On recourut à des traités avec des commerçants étrangers au *labour exchange*. La revue qu'Owen dirigeait alors, et qui suivait pas à pas le développement de l'œuvre, *the Crisis*, publiait le 17 novembre 1832 ce qui suit (1) :

« Nous avons fait un contrat avec un boulanger expérimenté qui fournira à notre comptoir un approvisionnement complet et régulier de pain, payable moitié en monnaie, moitié en *labour notes*, qui seront reçues dans les mêmes proportions et au pair. »

En décembre 1832, *the Crisis* donne une information analogue : « Après un certain délai indispensable à de nouveaux arrangements, nous avons la satisfaction d'informer les amis de notre institution que nous avons obtenu, et que nous pourrons maintenir un approvisionnement complet de denrées de consommation, payables moitié en monnaie, moitié en *labour notes*. » Le charbon même fut obtenu à ces conditions (2).

(1) *The Crisis* p. 146, dans Benj. Jones, « Cooperative production », I, p. 93.

(2) *The Crisis*, p. 149 et p. 155, Benj. Jones, *ibidem*.

C'est ainsi que l'appareil circulatoire nouveau ne pouvant suffire à tous les besoins, Owen était obligé de l'adapter au milieu social préexistant, et de chercher à réunir les conditions d'une transition au nouveau régime des échanges. C'est ce que tentèrent, plus tard, mais avec beaucoup plus de méthode, Proudhon dans sa Banque du peuple, E. de Girardin dans sa Banque rationnelle.

Mais l'organisme du *labour exchange* était encore trop fragile pour résister à l'influence du milieu.

La mesure de la valeur adoptée par Owen était, non seulement indépendante de l'or, mais conçue comme désormais invariable et d'une stabilité définitive.

Il faut ici bien comprendre le système. La valeur de tout produit était ramenée à une unité : l'unité de valeur, l'unité de pouvoir acquisitif : c'était l'*heure de travail*. Mais cette heure de travail n'exprimait pas une quantité de travail définie accomplie dans l'unité de temps, et en fonction de laquelle tous les travaux eussent pu être directement exprimés. Owen n'avait pas par, l'analyse, abouti à cette forme élémentaire de travail que Marx devait appeler plus tard le travail simple, et qu'il concevait comme servant de commune mesure à tous les travaux. La mesure de la valeur par le travail n'avait pas de caractère objectif. Le rapport d'équivalence des différents travaux était donné par l'appréciation même des évaluateurs, qui dirigaient les bazars coopératifs. Owen vante leur impartialité comme un mérite du système, mais il ne peut exprimer par là que le caractère moral des évaluateurs ce qui leur manquait, c'était l'élément scientifique qu'une analyse, d'ailleurs beaucoup plus profonde du travail, n'a pas encore fourni aujourd'hui.

Owen s'éloignait complètement de l'idée que Proudhon caressa tout d'abord, que tous les travaux à durée égale

sont équivalents, et que l'heure de travail vaut l'heure de travail. Owen admettait que le travail d'un manœuvre ne vaut pas celui de l'horloger à durée égale. Il les ramenait l'un et l'autre à une unité de travail, dont la dénomination indique qu'il empruntait ses éléments de détermination à l'empirisme de la société actuelle. Cette unité était l'heure de travail à *six pence*. Exprimée en argent, elle permettait de ramener à un commun dénominateur les évaluations de tous les travaux quelconques. C'était d'après les moyennes du taux des salaires actuels que les valeurs relatives des travaux échangés étaient déterminées. L'évaluateur devait y appliquer beaucoup d'impartialité et de vigilance, mais il est clair qu'il n'était pas en possession d'une unité de mesure vraiment objective. L'heure de travail à 6 pence était une monnaie de compte, une unité de pouvoir acquisitif ingénieusement adoptée, mais purement conventionnelle ; elle ne correspondait pas à une réalité universelle qui eût permis de construire, directement et sans emprunts à la pratique sociale antérieure, la table des équivalents des différents travaux, comme si on eût pu les ramener tous au kilogrammètre ou à la calorie. Si grande que pût être l'impartialité des évaluateurs, ils avaient pour guide nécessaire l'empirisme de la société actuelle, et ils avaient encore à lutter contre l'égoïsme des échangistes, au témoignage desquels ils devaient trop souvent s'en rapporter, dans l'appréciation de leur travail.

Pratiquement, voici comment se faisait l'évaluation d'une marchandise consignée. Le coût des matières premières était donné en argent, on le convertissait en heures de travail à 6 pence ; on y ajoutait le nombre d'heures de travail exigées pour les mettre en œuvre ; pour cela, les agents chargés de l'évaluation fixaient le nombre d'heures

que, dans leur jugement, un ouvrier ordinaire employait à la confection de chaque article. D'après le salaire moyen, ce temps de travail était converti en heures de travail à 6 pence. Tous les articles étaient évalués d'après les mêmes préoccupations d'équité, et c'est là, dans l'élimination de l'arbitraire, autant que le système permettait de l'atteindre, qu'Owen voyait l'un des grands mérites de son invention. Supposez qu'il s'agisse d'un vêtement, l'étoffe avait sur le marché une valeur de 20 shillings, par exemple, soit quarante heures de travail à 6 pence ; le confectionneur y ajoutant un nombre d'heures qui, d'après son salaire moyen, représentait quarante heures de travail à 6 pence, la valeur totale était de quatre-vingts heures, et il recevait de l'agent évaluateur quatre-vingts notes ou billets conçus comme suit, et dont le *fac-simile* a été reproduit par Lloyd Jones, l'un des historiens d'Owen (1).

ECHANGE NATIONAL EQUITABLE DU TRAVAIL

BRANCHE DE BIRMINGHAM ÉTABLIE EN 1833

INDUSTRIE — VÉRITÉ — INTÉGRITÉ

Au gérant du comptoir. . . . .

Délivrez au porteur, en échange, des marchandises pour la valeur de *une heure*.

Par ordre de Robert Owen, gouverneur,

WEST, *secrétaire*.

Si ingénieux que fût le système, Owen n'avait pas trouvé la mesure de la valeur en quantité de travail,

(1) La reproduction qu'on trouvera aux annexes est empruntée à l'excellent Dictionnaire de Palgrave.

n'avait pas résolu le problème de la mesure de la valeur. Ce qu'il avait fait uniquement, c'était remplacer la monnaie métallique dans sa fonction d'instrument des échanges ,par une monnaie représentative qui permettait d'exprimer en fonction d'une unité nouvelle, de pure convention, les pouvoirs acquisitifs relatifs des marchandises et des travaux.

Seulement la pratique avait montré qu'un tel intermédiaire des échanges peut être substitué à la monnaie métallique, et fonctionner en vertu d'une convention entre tous les échangistes, sans que sa convertibilité en monnaie métallique fût absolument nécessaire. Sur ce point, l'expérience d'Owen est certainement instructive pour nous. Cependant, même dans les limites où elle s'est accomplie, elle réclamait des *conditions externes* de fonctionnement du système, qui n'ont été que très imparfaitement réalisées.

En effet, Owen eût-il réussi à dégager par l'analyse l'unité de mesure du travail, encore est-il que l'entreprise, telle qu'elle était conçue et telle qu'elle s'est accomplie, se heurtait à des difficultés redoutables d'un autre ordre. Eût-il résolu le problème de la détermination de la valeur normale des produits exprimés en travail, il fallait quelque chose de plus pour que la valeur courante fût toujours identique à la valeur normale, pour que celle-ci fût d'uue stabilité définitive.

La remise de *labour notes*, de *bons de travail* par les comptoirs contre le dépôt de toute marchandise, avant tout échange effectif, d'individu à individu, correspondait à une sorte d'échange anticipatif dans lequel la collectivité intervenait comme acquéreur, et qui devait nécessairement se traduire par l'échange définitif d'individu à individu, à peine de dépréciation des produits

livrés à l'échange, et des *labour notes* qui en représentaient la valeur. Sans doute, le système présentait cette garantie fondamentale qu'aucune marchandise ne serait monétisée qu'après sa consignation dans des bazars publics, et qu'aucune émission de *labour notes* n'aurait lieu qui ne fût couverte par une consignation. Mais pour résoudre le problème de la stabilité de la valeur, le système impliquait encore un équilibre fondamental et permanent de l'offre et de la demande des produits, de la consommation et de la production effectives.

La stabilité de la valeur de la nouvelle monnaie était à cette condition. Nous pouvons considérer tout l'ensemble des produits consignés dans les comptoirs comme représentant l'offre, et les *labour notes* aux mains des associés, comme représentant la demande. Si parmi les produits il en était qui ne répondissent à aucun besoin actuel, ou s'il en était dont l'importance dépassait les besoins actuels, il est clair qu'une partie des *labour notes* restait sans emploi actuel aux mains de leurs détenteurs, et une partie des produits sans utilité réalisable par l'échange.

Benjamin Jones nous montre par des extraits de *The Crisis* qu'à l'origine même on dut prendre des mesures pour empêcher l'encombrement des dépôts, ou pour écarter certains dépôts d'une réalisation difficile. En octobre 1832, par exemple, un avis publié par *The Crisis* porte « que la multiplicité des petits dépôts étant un obstacle aux opérations régulières, il est décidé qu'on ne recevra pas de dépôts d'une valeur inférieure à quarante heures, soit, en valeur monétaire nominale, à 20 shillings (1) ».

(1) BENJ. JONES, *Cooperative production*, I, p. 90.

Cette situation d'inéquilibre ou d'équilibre instable entre l'offre et la demande, fut exploitée par certains commerçants du dehors ; ils la provoquèrent même, et parfois avec l'indigne complicité des agents des comptoirs. Ces commerçants affichaient avec éclat qu'ils recevaient les *labour notes* en échange de leurs propres marchandises. Mais avant de lancer cet avis, ils avaient eu soin d'aller visiter les comptoirs ; quand ils y voyaient des articles vraiment invendables, ou même admis sur une évaluation exagérée, ils se sentaient maîtres alors, au moins dans une certaine mesure, du marché ; ils n'acceptaient à l'échange des *Labour notes* qu'avec une dépréciation parfois désastreuse.

Il y eut même des fripons qui trompèrent systématiquement l'administration des *labour exchange* et surprirent l'inaltérable bonne foi d'Owen.

Ces habiles réussirent même à avoir pour complices des agents des comptoirs ; ils y envoyaient les rossignols de leurs magasins ; en échange, des *labour notes* leur étaient données parfois par des agents complaisants ; porteurs de ces titres, les trompeurs s'empressaient de s'approvisionner au comptoir des meilleurs articles, avant que les vrais clients vinssent faire leur choix ; ils en garnissaient leurs propres magasins, et les échangeaient alors contre des *labour notes* à de forts rabais. C'étaient ces misérables, au témoignage de Holyoake, qui les premiers se lamentaient sur la dépréciation des *labour notes* et les comparaient aux assignats. Les naïfs artisans, qui y allaient de bonne foi, ne comprenaient rien à tant de fourberie.

Si Owen, a dit Holyoake, avait été plus clairvoyant et plus sévère dans le choix de ses gérants, l'ennemi eût pu être déjoué, mais le désintéressement était devenu

pour lui une seconde nature, et il tenait pour garantie l'intégrité de ceux qui lui offraient leurs services.

L'expérimentation des *Labour exchange*, sous la direction même d'Owen, ne se prolongea pas au delà de 1834.

Des causes particulières, telles que l'injustice et la mauvaise foi, précipitèrent la chute des *Labour exchange*. C'est ainsi que la brutalité et les exigences abusives du propriétaire du bazar de Gray Inn Road ruinèrent l'institution au commencement de 1834.

La critique amère de la plupart des historiens de la coopération, même du plus récent de tous, M. B. Jones, a accablé l'œuvre d'Owen comme si elle ne commandait pas, même au plus sévère des juges, tout au moins la bienveillance et la sympathie, pour le but immédiat qu'Owen poursuivait : assurer du travail aux victimes des révolutions industrielles, et par les moyens pacifiques, purement contractuels, auxquels il recourait en n'atteignant aucun intérêt, en cherchant à utiliser les forces perdues et à accroître la richesse générale.

L'un des historiens de la vie et des travaux d'Owen, Sargant, soutient qu'Owen reconnaît lui-même l'imperfection du système et avoue que dans sa première phase, le *Labour exchange* était quelque chose d'un peu mieux qu'un établissement supérieur de prêts sur gages. Lloyd Jones a, dans un noble langage, justifié Owen, non seulement en invoquant les perfectionnements successifs qu'Owen tenta d'apporter à ses premiers essais, mais encore en rappelant le but élevé que poursuivait son maître dans ces mémorables expériences directes, et en témoignant de sa foi dans le résultat d'une expérimentation nouvelle, préparée par les progrès de la coopération (1).

(1) Lloyd Jones, II, p. 38-40. — Sargant, *Robert Owen and his social philosophy*, p. 315.

Je m'étonne que Benjamin Jones, dans son histoire de la coopération, se soit borné à reproduire le passage déjà invoqué par Sargant, comme s'il renfermait un aveu décisif d'impuissance de l'*Exchange labour* (1).

Au contraire, il est certain qu'Owen resta fidèle jusqu'au bout à la conception de l'*Exchange* dont il avait tenté l'expérimentation ; seulement, nous la retrouvons enveloppée d'une sorte de mysticisme, à l'époque où, après tant d'échecs douloureux, sa pensée s'était réfugiée dans un monde idéal. Dans la dernière revue périodique qu'il publia dans la *Millenial Gazette*, je trouve un article sur la monnaie portant la date du 22 mars 1856, très rapprochée de sa mort.

J'en extrais le passage suivant :

« Les maux naissant nécessairement de l'emploi de la monnaie métallique doivent cesser aussitôt qu'une préparation convenable aura été faite de l'introduction du *Millenium*, ou de l'état rationnel de l'existence heureuse sur la terre. La monnaie métallique est la cause d'une immense criminalité, d'une injustice et d'une misère immense dans la société, et l'une des conditions de milieu qui tendent le plus naturellement à déformer le caractère et à faire de la terre un pandémonium. Il en a été ainsi, et il continuera à en être ainsi, aussi longtemps que l'on recourra à l'usage de la monnaie métallique pour créer la richesse, au lieu que ce soit la richesse elle-même qui crée son titre représentatif naturel : les *labour notes*, que les circonstances m'ont prématurément contraint d'introduire dans le comptoir de Gray Inn Road, il y a un quart de siècle, et qui seraient, si les hommes avaient été dressés par l'éducation à l'honnê-

(1) B. Jones, *Cooperative production*, I, p. 93.

teté, une bonne et vraie représentation de la richesse (1). »

Owen, dans ce passage, ne parle que des causes morales de son échec. Je crois avoir montré que les conditions fondamentales et essentielles d'un fonctionnement régulier, d'un développement organique normal manquaient à la Banque d'échange du travail. La portée des expériences accomplies est relative, non absolue. L'introduction de facteurs nouveaux pourrait modifier profondément les résultats : en laissant de côté le problème de la mesure de la valeur, pour ne considérer expérimentalement que la transformation de l'instrument monétaire, il est certain, dès à présent, que les organes collectifs, comme les sociétés de consommation, leurs fédérations puissantes, les *Wholesale Societies* qui en sont nées, sont des organes régulateurs de la demande de produits, de la consommation des richesses dont la puissance et l'efficacité ne pouvaient être entrevues en 1832, en même temps qu'elles présentent ces sources naturelles d'approvisionnements qui manquaient aux premiers expérimentateurs, et auxquelles ils ont suppléé d'une manière si déplorable. Les conditions externes d'un équilibre supérieur pourraient donc être réunies, au moins partiellement, aujourd'hui autour du *Labour exchange ;* il y a place peut-être pour une expérimentation nouvelle, et tout au moins pour l'étude d'un programme nouveau d'expérimentation. Il y aurait ainsi une sorte de renaissance pour l'œuvre oubliée d'Owen, son idéal pourrait reparaître mieux discipliné par la science, et peut-être des coopérateurs nouveaux iront-ils effacer cette épitaphe touchante que le plus laborieux des réformateurs avait tracée lui-même pour son tombeau

(1) *Millenial Gazette*, 22 mars 1856, article *Money*.

de Newton : *Relief has come.* Le repos ne serait-il pas encore venu pour les continuateurs d'Owen ?

VII. — William Thomson.

§ 1. **Robert Owen et William Thompson.** — L'œuvre de William Thompson, il l'a déclaré lui-même, est inséparable de celle de Robert Owen ; elle est dominée, elle aussi, par les problèmes fondamentaux de la statique sociale ; avec une netteté et une rigueur remarquables, il a exposé le rôle qu'il assigne à l'*Economie politique coopérative*, ce sont ses termes, dans leur solution : « Dans la longue chaîne des causes et des effets, immédiats et éloignés, qui affectent le bonheur humain, à travers les discordances d'opinions qui s'y rapportent, quelle est la circonstance universellement reconnue comme indispensable à l'extinction de la misère, qui afflige aujourd'hui si lamentablement, chez les nations les plus civilisées, la grande majorité des classes industrieuses de la société, les producteurs de ses richesses ? C'est le *manque d'emploi*, le manque d'un emploi permanent et rémunénateur. Quelles sont les causes immédiates de ce manque d'emploi ? Le manque de débouchés. Les marchandises une fois produites ne peuvent se vendre, ou ne se vendent pas à un prix qui reconstitue le coût de production : dès lors les manufacturiers, détenteurs des matières premières et des machines, ne peuvent donner d'emploi permanent, rémunérateur aux classes travailleuses. Le remède est évidemment à chercher dans la réalisation d'un marché infaillible (*unfailing market*), pour les produits utiles de toute nature, étant considérés comme utiles les produits dont la jouissance dépasse la peine et le sacrifice de leur production.

C'est là ce qu'accomplit le système de l'industrie coopérative, non par la vaine recherche de marchés étrangers à travers le globe : à peine sont-ils trouvés en effet, que ces débouchés sont envahis par la concurrence sans frein de producteurs aux abois ; mais par l'union volontaire des classes industrieuses et productives, et en nombre suffisant pour s'offrir *les unes aux autres un marché*, en *travaillant les unes pour les autres*, pour satisfaire mutuellement à leurs besoins les plus indispensables (nourriture, vêtement, habitation, mobilier) : telle est la base simple *de l'Economie politique coopérative* ; elle a pour premier objet de bannir la pauvreté et le besoin du sein des classes travailleuses, (la grande majorité de l'espèce humaine), en lui assurant un emploi productif : sur cette base, on élèvera par des réformes ultérieures, de toute nature, la superstructure du bonheur social (1) ».

En donnant plus de solidité aux projets de communauté, il prolonge aussi avec un plus vaste savoir et surtout une plus rigoureuse méthode, l'effort de synthèse sociologique tenté par Owen ; c'est en partant de l'influence du milieu sur le caractère, que celui-ci avait conçu les plans d'éducation qu'il réalisa pratiquement ; en transportant cette conception de l'influence du milieu dans l'étude de la vie sociale tout entière, il conçut tout le développement intellectuel et moral des hommes comme subordonné à leurs conditions économiques, et les changements de celles-ci comme soumises à la législation et au gouvernement ; il réunit alors dans une synthèse plus ou moins rigoureusement établie, l'Economie politique, la théorie du développement intellectuel et moral, la Morale, le Droit et la Politique. W. Thompson, nourri de fortes études, à la fois spéculatives et pratiques, directement et

(1) W. Thompson, *Pracical directions*, etc. *Introductory observations.*

profondément influencé par la psychologie et l'éthique de l'Ecole utilitaire de Bentham, semble s'être donné pour tâche de résoudre dans la synthèse sociologique les oppositions des écoles ; en plaçant le système des lois économiques à la base de sa sociologie, il essaie, dans la sociologie économique même, de rattacher définitivement à un principe d'action unique, les théories de la production et de la distribution des richesses dans lesquelles se réfléchissaient, en dernière analyse, les antagonismes des écoles : concevant une psychologie économique conciliable avec celle de l'école de Smith, mais universalisant les conditions de son application par la consécration d'un Droit économique nouveau, et d'une organisation communautaire, il est le lien entre Bentham, les économistes et Owen.

Au point de vue critique, il est aussi le lien entre le socialisme des premiers temps du xixe siècle, et le socialisme scientifique de Marx. Avec une puissance d'analyse qu'Owen n'atteignit jamais, il a certainement concouru à préparer la théorie de la plus-value à laquelle Marx a attaché son nom, et qui a donné son empreinte à une phase nouvelle de l'évolution des idées.

William Thompson est né en 1705, dans le comté de Cork, en Irlande. Il étudia successivement à Dublin, à Oxford et à Londres. Pendant son séjour à Londres, il eut pour maître le célèbre chef de l'école utilitaire, Jérémie Bentham, et habita chez lui.

Il publia en 1824, et non en 1827, comme Marx (1) et Engels l'ont imprimé à tort, son livre principal : *An Inquiry into the principles of distribution of wealth most conducive te human happiness* (Recherches sur les principes de la distribution des richesses les plus propres à conduire au bonheur humain). Ces principes sont appli-

(1) Karl Marx, *Misère de la Philosophie*, p. 50.

qués, comme le titre l'indique, *au système récemment proposé de l'égalité volontaire des richesses* : *Applied to the newly proposed system of voluntary equality of wealth.* On le voit par le chapitre VI du livre, ce système n'est autre que celui d'Owen, de New-Lanark, en Ecosse, comme le dit Thompson, page 384. Le lien de Thompson avec Owen est ainsi nettement et indiscutablement marqué dès le titre du livre. Ce livre fut écrit cependant sous les yeux de Bentham, dont l'influence est d'ailleurs manifeste ; bien que Bentham, théoricien de la morale de l'intérêt, s'éloignât considérablement d'Owen, il avait été son associé.

Les travaux de Thompson se sont pressés en quelques années, comme s'il avait senti que ses jours étaient rigoureusement comptés.

En 1825, il fit paraître un *appel d'une moitié de la race humaine,* les femmes, contre les prétentions de l'autre moitié, les hommes, à les retenir dans l'esclavage politique, et partant dans l'esclavage civil et domestique. Ce volume était une réponse à un paragraphe d'un écrit célèbre de James Mill sur le gouvernement. Il est piquant de rapprocher de cette publication, le volume que J.-S. Mill lui-même publia quarante ans plus tard *sur l'assujettissement des femmes.*

En 1827, il publia un nouveau livre : *Labour rewarded. The claims of labour and capital conciliated, or how to secure to labour the whole products of its exertions* (Le travail rémunéré. Les griefs du travail et du capital conciliés, ou comment assurer au travail le produit intégral de ses efforts). Et en 1830 : *Practical directions for the speedy and economical establishment of communities, on the principles of mutual cooperation, united possessions and equality of exertions and of the means of enjoyments.*

(Directions pratiques pour l'établissement rapide et économique des communautés, sur les principes de la coopération mutuelle, de la possession commune et de l'égalité des efforts et des moyens de jouissance).

Ce sont les applications mêmes des principes développés dans les *Recherches*.

W. Thompson mourut le 28 mars 1833, à l'âge de 48 ans, dans le comté de Cork, baronnie d'Ost-Carbery, où il était né. Il avait, par testament, en voulant servir encore la science, légué son cadavre à un anatomiste, pour en faire l'autopsie, son squelette était destiné à un musée. L'indépendance de son esprit et son amour de l'humanité se traduisaient sous cette forme assurément insolite à cette époque, surtout en Irlande. Les préjugés de la foule étaient si profonds que la volonté du philosophe ne put être exécutée. On admettait encore, dans les campagnes, que les seuls qui pussent être disséqués étaient ceux qui avaient subi la peine capitale. Les paysans s'opposèrent à l'enlèvement du cadavre, et il fallut bien l'inhumer.

Le Dictionnaire d'économie politique, de Coquelin, publié en 1851, consacre à W. Thompson trois lignes qui sont de Blanqui. Le nouveau Dictionnaire de Léon Say, publié en 1892, ne mentionne même pas son nom. Et cependant, c'est aujourd'hui même que la grandeur de l'influence exercée par Thompson sur la marche des idées peut se mesurer. La science classique française, par son dédain ou sa crainte des doctrines socialistes, se rendrait à elle-même inintelligible l'évolution des idées.

Tout autre est la science allemande et autrichienne. Le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, de Conrad et Lexis, lui consacre une substantielle notice. Cohn, dans son tableau de l'histoire de l'économie politique, lui assigne une place importante à la fois dans la socio-

logie et le socialisme : L'auteur, dit-il, a une si correcte conception de la tâche de la science économique, que, pour constituer une unité permanente des vérités économiques avec les idées humanitaires, il propose de développer une science sociale qui contrarie le fatalisme mécanique des lois de la nature, et introduise une distribution meilleure des richesses, à la place des inégalités de richesses auxquelles ces lois donnent l'expansion. Il fut, de plus, ajoute-t-il, l'un des premiers à utiliser la théorie de la valeur de Ricardo dans un esprit socialiste, vingt ans avant Rodbertus, Proudhon et Marx.

Marx le cite, en 1847, dans *Misère de la philosophie* (page 49), comme ayant, bien avant Proudhon, proposé l'application égalitaire de la théorie de Ricardo (1).

Antoine Menger, dans *Das Recht auf den vollen Arbeitsertrag in geschichtlicher Darstellung* (2), considère l'ouvrage principal de William Thompson, non seulement comme fondamental dans l'évolution du socialisme anglais, mais comme l'un des plus importants dans l'histoire même du socialisme : « C'est dans ses travaux, dit-il textuellement, que les socialistes postérieurs, les saint-simoniens, Proudhon, mais surtout Marx et Rodbertus ont puisé directement ou indirectement leurs doctrines » (3).

(1) Voir encore MARX, *Zur Kritik der Politischen Œkonomie*, p. 64.

(2) P. 50-52, traduction française de A. Bonnet p. 72-74.

(3) Analyse et Extraits de ENGELS. Préface au IIe volume du *Capital*, de Marx.

« C'est le lieu de réfuter le reproche qui a été soulevé contre Marx, d'avoir fait un plagiat de Rodbertus. La prétention de Rodbertus se trouve dans ses *Briefe und socialpolitische Aufsätze*, édités par R. Meyer, en 1881, lettre n° 48, p. 111. Là il dit : « *D'où naît la plus-value du capitaliste, je l'ai montré dans ma 3me lettre*

Adam Smith et surtout Ricardo avaient considéré le travail comme la *cause* essentielle de la *valeur d'échange*. Thompson, plus rigoureusement et plus méthodiquement

sociale, essentiellement de même que Marx, mais en termes plus courts et plus clairs. » C'est la seule chose que Marx ait lue sur ce soi-disant plagiat ; toutes les autres accusations lui sont restées inconnues.

« Jusqu'en 1859, Marx n'a rien lu des travaux littéraires de Rodbertus ; jusqu'en 1818, où il eut à critiquer l'action de Rodbertus comme député et comme ministre, même l'existence de celui-ci lui était inconnue. Néanmoins, Marx a déjà alors très bien vu, non seulement *d'où*, mais aussi *comment* naît « la plus-value du capitaliste ». Cela est prouvé par la *Misère de la philosophie*, publiée en 1847, et par les discours de Marx à Bruxelles, sur « le salariat et le capital » de 1847, publiés en 1849. Ce ne fut qu'en 1859 que, par Lassalle, Marx entendit parler de l'*économiste* Rodbertus, alors que sa propre critique du capital était déjà élaborée.

« Voilà les faits. Voyons maintenant le fond que Marx est accusé d'avoir soustrait à Rodbertus.

« Qu'est-ce que la 3me lettre sociale nous dit sur la genèse de la plus-value ? Simplement que la « rente » (terme qui embrasse la rente foncière et le profit) ne résulte pas d'une « addition de valeur (Wertzuschlag) à la valeur de la marchandise, mais d'une diminution de valeur que subit le salaire de l'ouvrier ; en d'autres termes, que le salaire n'est qu'une partie de la valeur du produit ».

« L'humanité capitaliste a produit la plus-value, il y a déjà plusieurs siècles, et peu à peu on est arrivé à se faire une idée de son origine. La première idée fut celle des mercantilistes ; la plus-value naît par le commerce, elle n'est qu'un accroissement de la valeur des marchandises ; déjà James Stewart reconnaissait que ce que l'un gagne, l'autre doit le perdre.

« Par Adam Smith, cette idée fut bannie de la science. Il dit (*Wealth of Nations*, livre I, ch. VI) : « La valeur qu'ajoutent les ouvriers aux matières premières, se divise en deux parties, dont l'une paie leur salaire, l'autre le profit de l'entrepreneur... Aussitôt que tout le sol d'un pays est devenu propriété privée, les propriétaires fonciers, comme tant d'autres gens aussi, aiment à moissonner où ils n'ont pas semé, et demandent une rente même pour les produits naturels du sol... L'ouvrier est forcé de

qu'Owen, a déduit de ce fait économique ses conséquences *juridiques*. C'est, en effet, par cette position de philosophie du droit, que le socialisme dépasse Ricardo

céder au propriétaire une partie de ce que son travail a recueilli ou a produit. Cette partie ou, ce qui est la même chose, le prix de cette partie est la rente foncière. »

« De plus, Adam Smith dit (livre I, ch. VII) : « La rente foncière est la première déduction du produit du travail employé sur le sol. Mais il est rare que le cultivateur lui-même possède les moyens de vivre jusqu'à la moisson. En général, son entretien lui est avancé par le capital d'un maître, du fermier, qui n'aurait aucun intérêt à l'employer, s'il ne partageait pas le produit de son travail... Ce profit est la deuxième déduction du produit du travail employé sur le sol. Le produit de presque tout travail subit cette déduction par le profit. »

« C'est donc déjà Adam Smith qui a su et expliqué « d'où naît la plus-value du capitaliste » et même celle du propriétaire foncier. Ricardo va beaucoup plus loin qu'Adam Smith. De la fixation de la valeur des marchandises, par la quantité du travail réalisé dans les marchandises, dérive la division de la valeur ajoutée aux matières premières par le travail, entre l'ouvrier et le capitaliste, sa division en salaire et profit (ce qui est ici la même chose que la plus-value). Il démontre que la valeur des marchandises reste la même, quelle que soit la proportion de ces deux parties, une loi à laquelle il n'admet que peu d'exceptions. Il constate même quelques lois principales sur les proportions entre le salaire et le profit, quoiqu'elles soient trop générales, et il démontre que la rente foncière est un excedent de profit, qui n'existe que sous certaines conditions.

« Sur tous ces points, Rodbertus n'a nullement dépassé Ricardo.

« Au Ier volume du *Capital*, p. 609 (2me édit.), on trouve cité un écrit : « The source and remedy of the national difficulties. A letter to Lord John Russell. London, 1821. » Dans cet écrit on lit : « Quelle que soit la juste part du capitaliste, il ne peut s'approprier que le surplus du travail (the surplus labour) de l'ouvrier, car l'ouvrier doit vivre. Mais *comment* l'ouvrier vit, est relatif. Si l'on peut amener l'ouvrier à se nourrir de pommes de terre au lieu de pain, il est évident que le capitaliste peut gagner plus par son travail. Il est admis que les intérêts du ca-

et l'économie politique bourgeoise, en soutenant que celui qui engendre la valeur du produit par son travail, doit aussi recueillir le produit intégral de son travail.

pitaliste, sous la forme de rente, d'intérêt ou de profit, sont payés par le travail d'autrui. » Voilà la « rente » de Rodbertus, seulement on a dit « intérêt » au lieu de « rente ».

« Cet écrit n'est que le premier de toute une littérature qui a paru entre 1820 et 1830, sur la théorie de la valeur et de la plus-value de Ricardo. Tout le communisme d'Owen, en tant qu'il est économique, s'appuie sur Ricardo ; à côté de lui encore une longue série d'écrivains, comme Edmonds, Thompson, Hodgkins et « quatre pages de et cætera ». Sans choix je cite un de ces écrits : « An Inquiry, etc., by William Thompson ».

« Ici aussi la richesse des classes non productives est toujours signalée comme déduction du produit des ouvriers, et cela en termes assez forts : pp. 28, 32, 125, 126, etc.

« J'avoue que j'écris ces lignes avec une certaine honte. Il est honteux que les professeurs allemands, qui sont si fiers de leur érudition, puissent sérieusement reprocher à Marx d'avoir volé à Rodbertus des choses qui se trouvent déjà chez A. Smith et Ricardo.

« Mais alors qu'est-ce que Marx a dit *de nouveau* sur la plus-value.

« *L'existence* de la plus-value était constatée longtemps avant Marx ; de même, il était constaté en quoi elle consiste : c'est cette partie du produit qui n'est pas payée à l'ouvrier. Mais c'était tout, on n'avançait plus.

« Tout au plus les économistes bourgeois recherchaient la proportion de ces deux parties du produit, les socialistes trouvaient cette division injuste et cherchaient des moyens utopiques pour écarter cette injustice.

« C'était le début pour Marx. Où les autres avaient vu la solution, il ne voyait qu'un problème. Pour savoir ce qu'était la plus-value, il fallait savoir ce qu'était la valeur. Il examina donc la théorie de la valeur de Ricardo, et constata, le premier, *quelle sorte* de travail, et *pourquoi* et *comment*, forme la valeur, que la valeur n'est rien que du travail cristallisé de *cette* qualité — un point que Rodbertus n'a jamais compris. Puis Marx rechercha les relations entre la marchandise et la monnaie ; il constata comment et pourquoi l'échange des mar-

Comme Lassalle, Thompson soutiendra que, dans l'état social actuel, « le travailleur, dépouillé de tout capital, des outils, des maisons et matériaux propres à rendre son travail productif, travaille par besoin, par nécessité d'existence, sa rémunération se réduisant au degré le plus bas qui soit compatible avec l'existence d'habitudes industrielles. »

On sait que Rodbertus, dans les derniers temps de sa vie, se plaignit amèrement, dans une lettre à Rudolf

chandises doit engendrer l'opposition de la marchandise et de la monnaie ; sa théorie de la monnaie, appuyée sur ces recherches, est la première qui épuise la question jusqu'au fond et elle est maintenant partout acceptée. Puis il rechercha la métamorphose de l'argent en capital, et trouva qu'elle se base sur la vente et l'achat de la force de travail. En remplaçant ainsi le travail par la *force* de travail, il résout une des difficultés principales de l'école de Ricardo : l'impossibilité de mettre d'accord l'échange du capital, et du travail avec la détermination de la valeur par le travail. En constatant la distinction du capital constant et variable, il arriva à représenter la formation de la plus-value jusqu'au détail et par cela à l'expliquer. De plus il examina la plus-value en elle-même, il trouva ses deux formes, absolue et relative, et démontra le rôle important qu'elles ont joué dans l'histoire de la production capitaliste. Sur la base de la plus-value, il développa la première théorie rationnelle du salaire, et donna le premier les éléments d'une histoire de l'accumulation capitaliste et de sa tendance historique.

« Et Rodbertus ? Après avoir lu tout cela, il trouve que c'est « une irruption dans la société », il trouve que lui-même a déjà dit en termes beaucoup plus courts et plus clairs d'où naît la plus-value, et il trouve enfin que tout cela est juste pour « la forme actuelle du capital », c'est-à-dire pour sa forme réelle, mais que c'est faux pour « la notion du capital », c'est-à-dire pour l'utopie de M. Rodbertus. »

Pour le développement complet de la pensée de Fr. Engels, voir *Le Capital*, Critique de l'Economie politique, par K. Marx, avec une préface de G. Engels, trad., J. Borchardt et H. Vanderrydt. Paris, Giard et Brière, 1900. Bibliothèque socialiste internationale, sous la direction de A. Bonnet, volume III.

Meyer, que Karl Marx lui eût dérobé sa théorie de la plus-value. La vérité est, dit encore Menger, qui ni Rodbertus ni Marx ne sont les pères de leur théorie fondamentale : que Rodbertus en est surtout redevable à Proudhon et aux saint-simoniens, et Marx, surtout à William Thompson (1).

L'influence de Bentham sur W. Thompson est d'un autre côté indéniable.

J. Bentham, disciple d'Adam Smith, se rapprochait cependant du socialisme par sa préoccupation intense du bonheur commun : *la maximisation du bonheur du plus grand nombre.*

Cette préoccupation lui était commune avec Owen. On peut dire que l'un et l'autre, appartenant à l'école hédoniste, s'efforçaient d'atteindre la même fin morale par des voies différentes. Dans le fait, Bentham et Owen différaient par la conception des ressorts moraux sur lesquels ils entendaient agir. La morale de Bentham était l'expression la plus humaine que l'égoïsme pouvait atteindre, mais elle était et restait fondée sur l'intérêt personnel. Si Bentham se réjouissait de l'expansion des sentiments sympathiques de la nature humaine, c'est parce qu'ils contribuaient, pour chacun, à élargir la sphère de son propre bonheur. Hors de ces limites, et là où le sacrifice apparaissait comme absolument désintéressé, l'égoïsme devait ressaisir, dans la morale de Bentham, la prédominance définitive.

Il n'en était pas ainsi d'Owen. Il reconnaissait dans la nature humaine une racine altruiste distincte de la racine égoïste, et sa vie montre tout entière qu'il professait

(1) A. Menger, *ibid*, p. 52 et 79, traduction française de A. Bonnet p. 74, 114.

l'opinion, que l'homme peut concourir d'une manière désintéressée au bonheur de ses semblables.

Pour Owen aussi, l'universel désir du bonheur anime tous les êtres vivants. C'est, dit-il, le secret motif de tous les mouvements physiques et mentaux de chaque membre de l'espèce humaine. Il l'appelle *l'instinct de l'univers*, la cause éternelle d'où tout procède dans le monde.

Il place, parmi les conditions du bonheur, la préoccupation] incessante du bonheur des autres. Savoir qu'une partie de l'humanité, qu'un individu souffre physiquement ou mentalement, ce sera un stimulant puissant à écarter les causes de ces souffrances ; et il va jusqu'à proposer, comme objet d'un état rationnel de l'existence humaine, de faire naître *l'inclination et d'obtenir les moyens* d'étendre le bonheur, jusqu'à ses limites extrêmes, à tous les êtres sensibles.

W. Thompson apparaît comme un lien entre Bentham et Owen. Comme on le voit dans l'œuvre d'Owen et de Bentham, la méthode qu'il emploie est à la fois inductive et déductive ; il déduit toute sa théorie de la distribution des richesses des tendances les plus générales de la nature humaine, et avant tout, de sa tendance à poursuivre le plus grand bonheur. Mais son œuvre est incomparablement supérieure à celle d'Owen par son ordonnance, par la rigueur du raisonnement. Blanqui en parle comme d'un écrivain *abstrait, logique, sévère, excellent pour exercer l'esprit aux plus rudes études de la science*. Holyoake, l'historien de la coopération, de son côté : « C'était un écrivain solide, mais il était loin d'être un agréable écrivain. *Il réclame de nous un sentiment du devoir pour lire son livre jusqu'au bout — la curiosité n'est pas suffisante.* »

C'est peut-être la difficulté d'accomplir ce devoir, dont parle Holyoake, qui a retardé si longtemps, pour Thompson, l'heure d'une appréciation juste.

§ 2. **La sociologie économique et les lois naturelles de la production et de la distribution des richesses.** — Comme Owen et comme Bentham, W. Thompson est dominé dans son œuvre par la préoccupation de la science sociale. Il est très important de saisir la position que Thompson a prise.

Il divise en deux groupes les penseurs de son temps qui portent leurs préoccupations sur les problèmes de la production et de la distribution des richesses ; l'un forme le groupe qu'il appelle *intellectuel* ; l'autre, le groupe qu'il appelle *mécanique*. Cette opposition correspond à celle du *physique* et du *moral*. Ce qui caractérise l'un de ces groupes, c'est qu'il voit surtout les fins morales à atteindre, sans approfondir assez la recherche des conditions *physiques* ou matérielles d'y atteindre ; et ce qui caractérise l'autre groupe, c'est qu'il s'arrête souvent aux moyens physiques ou matériels, qu'il prend pour des fins.

L'aspect physique aux yeux de Thompson c'est le travail et la richesse qu'il produit : le travail communique la direction aux énergies toujours actives de la nature et coopère avec elles. L'aspect moral, ce sont les conceptions idéales de l'esprit sur la perfectibilité, le développement de la sympathie, de la bienveillance mutuelle entre les hommes. Le groupe intellectuel de Thompson, auquel appartenait par exemple Godwin, ne voit dans l'homme que l'esprit, ne considère que la morale et la vertu comme moyens d'atteindre le bonheur, et néglige l'aspect physique du travail, sans lequel cependant le développement de l'esprit et de la morale n'est pas possible.

Les penseurs mécanicistes oublient l'homme et son perfectionnement, l'essor des sympathies des puissances morales, qui seules assureront la généralisation de ce perfectionnement de l'homme. La créature humaine n'est qu'un agent mécanique, comme la charrue et les chevaux, avec les mouvements desquels elle combine ses mouvements.

Thompson accuse ici les économistes *purs*, professant que la science n'a pas d'autre objet que la *richesse*, d'appartenir à cette classe de penseurs. Il reproduit en termes plus durs encore les attaques de Sismondi contre la Chrématistique, qui propose à l'économie politique la *richesse* comme fin à atteindre, et pour laquelle l'homme, le travailleur, est, à un degré plus ou moins élevé, un *moyen*. Il faut rappeler, pour comprendre à la fois Thompson et Sismondi, que les disciples de Smith avaient étroitement circonscrit le domaine de la science. J. Mill disait encore : « Il semble important de dégager cette science de toutes les considérations qui ne sont pas entièrement de son essence. Nous n'avons uniquement en vue, que de rechercher quelles sont les lois qui règlent la production et la consommation des objets tels que l'intervention du travail humain est nécessaire pour se les procurer. » Et Nassau Senior : « J'assigne à l'économie politique pour objet la *richesse* et non le bonheur. » Il me semble entendre Sismondi, quand Thompson s'écrie avec la même amertume, s'adressant aux économistes : « Par quels moyens ou par qui les marchandises seront produites, par des chevaux, des hommes, des esclaves ou des non-esclaves, avec un rude travail ou un travail facile, par des efforts salutaires ou destructifs de la vie, cela n'a pas de signification pour eux : à cette seule exception, que l'usure de la machinerie inanimée ou vi-

vante pourrait élever ou abaisser le prix des produits. Par quels moyens ou par qui ces articles seront consommés, si c'est par la masse des producteurs, en répandant la joie à travers une population pressée, ou si c'est par un petit nombre vivant dans des palais,entourés d'innombrables appétits, sans joies et malades, n'a pas non plus de signification pour eux. Le problème, pour eux, est de réaliser le plus grand produit, et d'assurer la plus grande consommation, la plus grande demande effective (1). »

Thompson reproche ainsi aux économistes de l'époque de méconnaître que l'*homme*, son *bonheur* est la fin même de la science économique, et non la richesse elle-même. Il condamne la science pour ne pas se proposer une *fin morale* à atteindre, et pour se proposer comme *fin* ce qui n'est qu'un moyen, la richesse : de même qu'il a condamné les intellectuels pour s'être, non pas trop préocccupés de la fin morale, du perfectionnement de l'homme, mais trop peu des conditions économiques d'y parvenir.

Aucun des deux groupes de penseurs ne peut ainsi atteindre la vérité, ni réaliser le bonheur de l'humanité, parce qu'ils n'ont, l'un et l'autre, mis en lumière que l'un des aspects de la vérité.

Parmi les *intellectuels*, Thompson comprend même on l'a vu, des penseurs comme Godwin, l'auteur illustre de la *Political Justice*.

« Les moralistes, dit Thompson, sont ignorants des vérités de l'économie politique... ; les économistes ne dirigent leur attention que sur la production et l'accumulation des richesses, ils ne considèrent sa distribution que pour autant qu'elle influe sur la reproduction et

(1) W. Thompson, *Distribution of Wealth*, p. v — édition de 1824.

l'accumulation, laissant aux moralistes de rechercher ses effets sur le bonheur, et traçant une large ligne séparative entre les spéculations matérielles, solides, et la philosophie aérienne de l'esprit. » Thompson entreprendra de rattacher le ciel de la pensée à la terre (1).

L'homme étant un être complexe, la vraie solution doit être cherchée dans la synthèse des deux points de vue. « Il est toujours nécessaire, dit Thompson, d'avoir en vue la nature compliquée de l'homme, c'est-à-dire l'instrument avec lequel on opère, et la créature sur laquelle il doit être opéré. » Il entend par là : dont le bonheur doit être assuré. C'est ainsi que l'économie politique est rattachée, par lui, à la science sociale, en s'unissant à la morale, et la science sociale, au point de vue pratique, dans ses applications, n'est plus que l'*art du bonheur social*. Dans le livre où Thompson a résumé sa pensée et lui a donné toute sa portée pratique, les *Practical directions*, la science sociale apparaît comme l'application d'un vaste système de connaissances physiques et morales à l'organisation sociale, de manière à produire, par le développement des facultés de tout individu, les moyens d'assurer la santé, les conditions des plaisirs mentaux et sociaux, au plus haut degré, à tout être humain (2). C'est en se plaçant à ce point de vue que la théorie de la distribution des richesses lui a apparu comme d'une importance capitale. Car l'accroissement indéfini de la production et l'accumulation des richesses ne servent de rien, si les neuf dixièmes de la population sont livrés à la misère, et que le reste jouisse dans l'indolence d'une profusion de richesses.

(1) W. Thompson, *Distribution of wealth*, p. VIII.
(2) W. Thompson, *Practical directions*, etc., p. 207.

Sans doute, dans les temps antérieurs, les maux de l'inégale distribution des richesses ont été reconnus, mais dans les efforts pour la modifier, l'ignorance a toujours recouru à la force ; or, le recours à la force fait disparaître la *sécurité*, sans laquelle l'essor même de la production des richesses est impossible.

La solution doit être demandée à une entente volontaire et pacifique. C'est ainsi qu'il cherche à résoudre, dans une synthèse, les deux aspects du problème social : la production abondante et continue, et la distribution juste, double gage de la perfectibilité indéfinie de l'homme.

« Ici, dit-il, l'important problème de la morale sociale est : *Comment réconcilier l'égalité avec la sécurité ; comment réconcilier la juste distribution avec la production continue ?* » (1).

Ce problème forme précisément l'objet du livre même. Il recherche les *lois naturelles* selon lesquelles la distribution équitable sera introduite dans le domaine de la richesse, et par lesquelles la sécurité sera assez assurée à tous, pour que la production atteigne le plus haut *degré d'intensité* et de *régularité*, et que l'expansion du bonheur puisse, dès lors, être la plus générale.

Il faut bien comprendre ce qu'il entend par *lois naturelles* de la distribution des richesses. Ce ne sont pas les rapports constants entre les phénomènes de richesse et leurs causes ; elles n'expriment pas les *tendances* des phénomènes de richesse, tels qu'ils *s'accomplissent*, mais la direction qu'ils *doivent prendre pour réaliser le bonheur*, elles expriment ce qu'ils *doivent être*.

« Par lois naturelles, dit-il, chapitre I, page 3, les

(1) *Distribution of wealth*, p. XIV.

économistes comprennent, ou devraient comprendre les règles générales, ou premiers principes *sur lesquels la distribution des richesses devrait être fondée, pour produire* la plus grande somme de bonheur dans la société. »

Il est intéressant de noter que cette conception des lois naturelles est exactement celle des physiocrates.

« Les lois naturelles, disait Quesnay (*Droit naturel*, chapitre v), sont ou physiques ou morales.

« On entend ici par loi physique, le cours réglé de tout événement physique de l'ordre naturel, évidemment le plus avantageux au genre humain.

« On entend ici par loi morale la règle de toute action humaine de l'ordre naturel conforme à l'ordre physique, évidemment le plus avantageux au genre humain. »

Il y a, entre les lois naturelles de Thompson et de Quesnay, et les lois naturelles au sens positif, les différences qui existent entre les sciences *pratiques*, qui se proposent un but à atteindre, et les sciences *théoriques*, qui ne se proposent d'autre objet que la constatation des rapports des choses.

Cependant, les principes dirigeants de la pratique, ou les lois naturelles de Thompson, ne sont que la déduction des tendances réelles de la nature humaine, que ce penseur commence par observer, et recueillir à l'aide des méthodes inductives, mais plutôt en recourant à l'observation de l'individu qu'au témoignage de l'histoire.

Reproduisons d'abord, en une série de propositions, la plupart textuellement empruntées à l'auteur, mais classées dans un ordre un peu différent du sien, la quintessence même de la partie didactique de l'œuvre.

La tendance fondamentale de la nature humaine, à laquelle toute la théorie de la distribution se rattache,

c'est que tout homme recherche le bonheur, non seulement dans les plaisirs des sens, mais dans les plaisirs intellectuels et moraux.

Tous les membres de la société ayant la même organisation physique, sont, placés dans des conditions semblables, en état de jouir des mêmes portions de bonheur : la production du plus grand bonheur possible doit, dès lors, être recherchée dans le bonheur du plus grand nombre.

La richesse, c'est l'ensemble des moyens matériels de bonheur : son abondance est la condition fondamentale du bonheur du plus grand nombre.

La richesse est le produit du travail appliqué aux matériaux fournis par la nature, et guidé par la science.

Dès lors, il faut au travail un stimulant assez puissant pour que la richesse se multiplie.

Le plus puissant stimulant de la production, c'est la *sécurité*, c'est-à-dire la garantie pour les producteurs de jouir de l'intégralité du fruit de leur travail. Un second stimulant doit être cherché dans l'organisation de l'échange.

Dans l'état social où règne la division du travail, les richesses, qui sont les moyens matériels du bonheur, s'acquièrent indirectement par l'échange, qui implique des préférences réciproques pour les choses échangées ; l'échange volontaire tend donc à accroître le bonheur, et, par là même, à donner plus d'énergie aux motifs qui portent à la production des richesses.

Toute soustraction *forcée* du produit du travail, même d'une petite partie de ce produit, inflige une plus grande perte de bonheur aux victimes de cette soustraction, qu'elle n'accroît le bonheur de ceux qui profitent de la soustraction.

Le produit du travail, le travail lui-même, ni aucune part de ce produit ou du travail ne peuvent être enlevés au travailleur, sans qu'il obtienne, en échange, un équivalent qu'il juge lui-même suffisant.

La distribution des richesses doit être organisée de telle manière qu'elle assure à tous, directement ou indirectement, la plus grande somme de jouissances, et qu'elle donne à tous le plus haut degré de *sécurité*, le degré de développement de toutes les énergies productives, intellectuelles et physiques dépendant du degré de *sécurité*.

L'inégalité dans la distribution des richesses n'est admissible, que dans la mesure où elle provient du libre emploi des forces de travail et des produits du travail, et de l'échange volontaire de ces produits, parce que, sans admettre l'inégalité dans ces limites, il n'y aurait pas de sécurité, et sans sécurité, pas de production, et sans production, pas de produits à distribuer. Mais toute autre forme d'inégalité doit être repoussée, n'étant pas nécessaire ; elle réduit le stimulant de la production et la somme totale de bonheur.

Telles sont les généralisations inductives maîtresses qui, jointes à d'autres généralisations secondaires, se retrouvent successivement, comme des thèses, dont les différentes sections de la première partie de *Distribution of wealth* renferment la démonstration.

La position prise par W. Thompson, dans l'histoire de la science, est admirablement marquée par le passage suivant de son livre : « L'objet final de l'économie politique a été d'accroître la masse absolue de la richesse accumulée dans la société, laissant aux moralistes et aux hommes d'Etat de répartir le produit annuel de l'accumulation permanente, en telles proportions que leur mys-

térieuse sagesse pourrait juger convenable : satisfaits pour le surplus, de l'accroissement de la richesse de la société, et confiants que le confort et le bonheur devaient, d'une manière ou de l'autre, en un point ou en un autre; être la conséquence nécessaire de la richesse accrue et de la richesse croissante (1). »

Ce passage prépare bien l'avènement de la morale dans l'économie politique, marquant que le problème de la répartition ou distribution, (termes synonymes pour Thompson), est précisément le plus important de tous, parce qu'il fixe la mesure dans laquelle tous les membres de la communauté participeront à la jouissance des richesses produites. La richesse, par là, devient un moyen : elle cesse d'être *une fin*; la fin, c'est le bonheur du plus grand nombre, c'est son développement physique, intellectuel, moral.

C'est ainsi qu'il recherche les lois naturelles de la distribution des richesses. Ces lois expriment pour lui, nous l'avons vu, non *ce qui est*, mais *ce qui doit être* pour le plus grand bien de tous. Il parle exactement la langue des physiocrates :

« L'observance de ces règles et lois, dit-il, conduira sans effort à la jouissance de la plus grande portion des bienfaits de l'égalité, sans que la sécurité soit violée ou altérée. »

L'œuvre dans laqnelle Thompson développe sa pensée est remarquablement ordonnée.

Elle comprend six parties ou chapitres divisés en un nombre plus ou moins grand de sections. Le livre a 600 pages.

Le chapitre premier, très considérable, est consacré au

(1) W. Thompson, *Distribution of wealth*, p. 36.

fondement inductif de ces lois naturelles, principes ou règles, comme il le dit, sur lesquelles toute distribution juste des richesses devrait être fondée.

Il les déduit de notre organisation et des circonstances physiques et sociales qui nous entourent.

Le second chapitre est un retour à l'état social actuel après qu'il a formulé les lois naturelles. Il décrit les maux que l'inégalité forcée des richesses engendre. Le troisième chapitre, opposé à celui-là, décrit les bienfaits de l'application des lois naturelles de la distribution. On voit, ici encore, comme chez les physiocrates, comme chez Owen, une *conception idéale* ou *normale* définie comme naturelle, opposée à un état historique de civilisation, contingent et considéré comme une déviation.

Le quatrième chapitre est consacré aux conditions intellectuelles, au développement des connaissances humaines propre à assurer la permanence des lois naturelles de distribution.

Le chapitre v est consacré aux institutions qui maintiennent l'inégale distribution des richesses, et aux moyens de passer de cet état de contrainte à un état et aux institutions de distribution volontaire, assurant au travailleur la jouissance de l'intégralité du produit de son travail.

Le dernier chapitre est le tableau de cet état supérieur d'égalité volontaire, où il oppose le travail par coopération au travail par concurrence d'individu à individu. C'est là que sa solution pratique se résout dans le système de coopération mutuelle d'Owen.

§ 3. **Statique de Thompson. — Le droit économique et la théorie de la valeur et de la plus-value. —** Thompson pose en principe que la richesse est produite par le travail, et que le travail seul fait, d'un

objet de nos désirs, un objet de richesse. *Labor is the parent of wealth*, le générateur de la richesse.

Il ne méconnaît pas que ce que la science appelle richesses naturelles, la terre, l'air, les eaux, les forces physiques, etc., soient des objets de désir, des moyens de bonheur, qu'ils n'aient de l'utilité; mais, pour devenir richesse, il faut qu'ils aient été *touchés par le travail* (1). Là encore Thompson est d'accord avec les physiocrates, tel l'abbé Baudeau, par exemple, ou Letrosne. Il ne sépare pas la *richesse* de la *valeur*.

Le travail, qui est la source de toute richesse, est aussi la *mesure de la valeur*.

Thompson ne soutient pas que le travail fournisse dans tous les cas une mesure rigoureuse de la valeur.

« Bien que, dit-il, la proposition mise en tête de cette section affirme que le travail est *la seule* mesure de la valeur des richesses, elle n'affirme pas que cette seule mesure soit dans tous les cas une mesure rigoureuse. »

Thompson admet que « les *désirs et les préférences* pour les différents articles varient avec les circonstances physiques et morales, et avec la somme de connaissances et d'efforts nécessaires pour convertir à notre usage les matériaux et les énergies de la nature ».

La valeur subit donc, d'après lui, *la loi de l'offre et la demande*.

Mais ce qu'il soutient, c'est que, dans un état donné de société, avec des désirs donnés, à un moment donné, avec le jugement ordinaire sur les objets du désir, le travail employé est la seule mesure des valeurs, « et dans ces circonstances, c'est une mesure rigoureuse (2) ».

(1) W. Thompson, *Distribution of wealth*, p. 7.
(2) *Ibid.*, p. 15.

C'est ici que la théorie devient intéressante ; certains travaux exigent évidemment plus d'habileté que d'autres, mais cette habileté est résoluble en travail ordinaire de la communauté. Si, par une habileté extraordinaire dans un emploi déterminé, ou par une habileté ordinaire, dans un emploi réclamant une grande quantité de travail antérieure pour être acquise, un individu accomplit en deux jours ce qu'il ne pourrait accomplir avec une habileté inférieure en *moins de quatre*, ce travail a une valeur double de la valeur du travail ordinaire.

L'habileté est donc convertible dans le travail ordinaire qui a été nécessaire pour l'acquérir, c'est son équivalent.

Ce travail ordinaire n'est pas le travail variable d'individu à individu. « L'estimation de la valeur d'une journée de travail est fournie par l'habileté et la diligence ordinaire, dans les occupations ordinaires de la partie laborieuse de la communauté (1). » C'est bien là le travail simple de Marx, et le travail socialement *nécessaire* dans une occupation donnée. Comme chez Marx : « C'est le temps de travail nécessaire, c'est-à-dire celui qu'exige tout travail exécuté avec le degré moyen d'habileté et d'intensité, et dans des conditions qui, par rapport au milieu social donné, sont normales . » Le travail ne crée donc pas de *valeur*, si la somme qui en est dépensée dépasse ce que *l'habileté ordinaire exige*. Il y a des circonstances qui, par leur danger, par leur insalubrité, par la rigueur du froid ou par l'excès, augmentent la *valeur de certains travaux*. « Les produits de ces travaux étant des objets de désir, la répulsion pour le travail requis exigeant un plus grand effort, ils doivent avoir une rétribution supérieure. »

(1) W. Thompson, *Distribution of wealth*, p. 16.

Ainsi, l'effort moral même, travail purement nerveux destiné à vaincre la répugnance de certains travaux, serait compté et ramené au travail musculaire ordinaire.

Mais il est clair que Thompson est impuissant à donner la commune mesure du travail intellectuel et du travail physique. Il ne peut les ramener à l'unité que d'une manière empirique.

Après avoir considéré la richesse dans sa cause, Thompson la considère dans ses effets. Les richesses sont des moyens de bonheur. Le bonheur, c'est l'état continu du bien-être qui se compose des différents sentiments de plaisir expérimentés pendant un temps considérable. Il embrasse les plaisirs physiques, intellectuels et moraux. Le seul motif rationnel de tout effort pour accroître la richesse, c'est d'accroître les éléments matériels du bonheur, ou d'écarter ou réduire les causes de souffrances immédiates ou lointaines.

La *consommation de la richesse* est ainsi la condition même du bonheur. Cela posé, tous les membres de la société ayant la même constitution physique, sont capables, quand ils sont soumis au même traitement, de recueillir les mêmes portions de bonheur. Thompson admet, comme Owen, l'influence prépondérante du milieu extérieur. Il reconnaît que la dégradation d'une grande partie de l'espèce humaine, dans l'état social actuel, la rend impuissante à goûter le bonheur, mais si elle avait été soumise au même traitement que la classe privilégiée, elle eût acquis et conservé le même pouvoir qu'elle de goûter le bonheur (1).

Thompson ne tient pas compte des inégalités que l'hérédité transmet ou, s'il en tient compte, il les fait

(1) W. Thompson, *Distribution of wealth*, p. 24.

remonter à l'action du milieu, et attend que le milieu transformé les fasse disparaître.

Tous les êtres humains peuvent jouir du même bonheur. Chaque unité humaine représente, à ses yeux, une même expression quantitative de bonheur au moins virtuelle. Il est donc absolument impossible que la même quantité totale de bonheur se réalise dans une société où il est inégalement réparti, que dans une société où il est également réparti. Jamais le bonheur effectif d'aucun homme n'atteindra le bonheur possible de deux hommes. Dès lors, le bonheur de deux de ces êtres, égaux par leur capacité d'être heureux, doit être préféré au bonheur de l'un d'eux, et le bonheur du plus grand nombre doit être préféré au bonheur du plus petit.

La richesse étant ainsi considérée dans ses *causes* et dans ses *effets*, comme fruit du travail et comme source du bonheur, il s'agit d'en assurer une quantité suffisante ; pour cela, il faut donner un stimulant suffisant au travail, afin que, guidé par la science, il produise cette richesse destinée à réaliser le bonheur du plus grand nombre.

Quel sera donc le stimulant le plus puissant qui communique à la production l'impulsion la plus énergique ?

Ce sera ce que Thompson appelle la *sécurité*, après Bentham d'ailleurs, c'est-à-dire la garantie, pour le producteur, de jouir de l'intégralité du fruit de son travail.

Aucun homme, qu'il soit sauvage ou civilisé, ne s'engage dans des efforts laborieux pour le seul plaisir de l'effort, mais pour quelque avantage, pour quelque moyen de jouissance au delà de l'effort, et dérivant de l'effort. Plus grand sera l'avantage, et semblablement plus grand sera l'effort qui suivra ; moindre sera l'avantage et moins probable l'effort.

La section VII du chapitre 1er est l'une des plus importantes du livre.

Thompson y montre la vérification de cette loi par les Etats-Unis: en aucun lieu du monde, le travail sur une grande échelle n'a été plus libre et plus assuré de jouir intégralement de son produit, et nulle part il n'a été plus productif. Dans la mesure où la rémunération du travail s'est éloignée de ce maximum, les efforts de l'industrie se sont relâchés, jusqu'au point extrême d'apathie où le stimulant volontaire disparaissant, la force brutale a été employée pour extorquer, par la terreur des maux de la misère, un produit fourni avec répugnance. Tels sont les deux pôles de la stimulation au travail : le stimulant volontaire, la contrainte, — la garantie de jouir du fruit intégral de son travail, la terreur à l'opposé ; d'un côté, le *maximum* de production, de l'autre le *minimum*.

Toute l'histoire proclame cette loi du travail.

Thompson dit avec amertume que l'effort constant de ce qui *est appelé société*, a été de porter le travailleur productif à travailler pour la *portion la plus petite possible du fruit de son travail*... Il suppose une communauté de pauvres gens, détachés de notre civilisation, allant s'établir sur des terres de l'ouest des Etats-Unis ; ils trouveront autour d'eux la terre et les matériaux inappropriés ; les seules acquisitions qu'ils devront faire seront celles des outils et des aliments, jusqu'à ce que leur travail devienne productif. Le puissant stimulant de cette colonie sera la certitude de jouir de tout le fruit de son travail (1).

Dans la civilisation même, aux obstacles que le déve-

(1) W. Thompson, *Distribution of wealth*, p. 36.

loppement de l'industrie de la colonie peut rencontrer dans la nature, s'ajoutent d'autres obstacles d'origine historique.

Des hommes qui n'ont pas, d'une manière tangible et visible, fourni dans l'échange des richesses un équivalent,s'attribuent des parts du produit du travail.

« Il suffit de laisser au travailleur, dit le riche, assez pour le déterminer au travail. »

Thompson ne discute pas encore si les institutions qui violent dans la société le principe de la sécurité, n'ont pas été dictées par des considérations d'ordre social autres que celle de la production des richesses, mais il n'hésiste pas à dire qu'aucune institution ne devrait se trouver sur la route du plus grand bonheur de tous.

L'échange des richesses est à son tour un stimulant à la production ; c'est, en effet, un moyen indirect d'obtenir la satisfaction de ses besoins, d'accroître, avec les jouissances, le bonheur. Ce qui est sans valeur pour l'individu qui l'a produit, transporté sur le marché, éveillera les désirs de quelque autre qui, pour l'obtenir en échange, sera stimulé à produire l'équivalent (1).

Ici, comme partout, Thompson apparaît préoccupé d'unir l'économie politique à la morale, et de l'incorporer à la sociologie. Ce ne sont pas les effets économiques de l'échange, mais les effets moraux qui l'attachent le plus : « Que dit l'introduction des échanges à l'homme capable d'apprécier la vérité ? Il voit que, dans les nombreuses routes tracées devant lui, la coopération de ses compagnons avec lui, et de lui avec ses compagnons, est nécessaire à leur *mutuel bonheur*. Il devient intéressé au succès de leurs travaux communs. Il

(1) W. THOMPSON, *Distribution of wealth*, p. 48.

sent de la sympathie pour leurs efforts, quand il constate qu'il a produit, d'une marchandise, plus qu'il n'est nécessaire à ses besoins, et qu'il voit une autre personne posséder un produit dont il a besoin, et qu'il accomplit alors un échange, recevant un objet de désir pour un objet de désir ; par là une satisfaction mutuelle est produite, une sympathie mutuelle est excitée, et une *association* heureuse est formée, et la découverte est faite que le bonheur des autres, non seulement n'est pas nécessairement opposé au nôtre mais fréquemment inséparable de notre bonheur (1). »

Comme colloraire à cette démonstration de l'effet direct de la *sécurité* et indirect de l'*échange* sur la productivité du travail, Thompson expose les effets de toute soustraction forcée du produit du travail. Il est clair qu'elle décourage le travailleur. Au point de vue du bonheur, il montre comment la soustraction *de petites portions de richesse* exercée sur un grand nombre de producteurs, diminue la totalité de leur bonheur d'une quantité beaucoup plus considérable, que celle qui s'ajoute au bonheur de ceux au profit desquels la soustraction s'opère. Il y a là une démonstration analogue à celle que Jevons a faite de la relativité de l'utilité, et de l'utilité finale, comme expression de la *valeur* d'un *produit* (2). C'est bien ce qu'il veut dire, par exemple ici : « Un penny acquerra, pour le producteur, une petite jouissance de luxe, fruit, sucre, *vivement ressentie par lui*. Ce penny produira-t-il la dixième, la centième ou la millième partie de plaisir réel chez le détenteur de millions de pence » (3) ?

(1) W. Thompson, *Distributoni, of wealth*, p. 50.
(2) Stanley Jevons, *Theory of political economy*.
(3) William Thompson, *Distribution of wealth*, p. 77.

La solution du problème du bonheur et de la justice, dans la distribution des richesses, est de donner à tous la *sécurité* la plus grande, c'est-à-dire *la libre application de leur travail, la jouissance de l'intégralité de leur produit, la faculté d'accomplir les échanges volontaires de richesses.* La garantie de cette sécurité égale et *réelle, en tendant à réaliser la production la plus considérable, tend aussi à la plus grande égalité possible.* Il y a coïncidence parfaite entré ces deux objets (1).

Thompson ajoute que ce qui a été, jusqu'ici, honoré sous le faux nom de sécurité, c'est la *sécurité* de quelques-uns aux dépens de la masse, de la dégradation du plus grand nombre, particulièrement de la masse entière des travailleurs, les réels producteurs des richesses, selon sa propre expression.

Ici, un rapprochement que nous avons déjà indiqué, s'impose à nous, entre la doctrine de Thompson et la physiocratie.

D'un côté et de l'autre, ce que l'on recherche, ce sont les lois naturelles de la production et de la distribution des richesses, c'est-à-dire les lois selon lesquelles la production sera la plus abondante et la distribution la plus juste. D'un côté et de l'autre, c'est la justice dans la distribution qui assure la plus grande multiplication des richesses.

« L'ordre essentiel de toutes les sociétés particulières, dit Mercier, est l'ordre des *devoirs et des droits* réciproques, dont l'établissement est essentiellement nécessaire à la plus grande multiplication possible des productions, afin de procurer au genre humain la plus grande somme possible de bonheur, et la plus grande multiplication possible. »

(1) W. THOMPSON, *Distribution of wealth*, p. 97.

« Les droits de chaque homme, antérieurs aux conventions, dit Dupont, sont la liberté de pourvoir à sa subsistance et à son bien-être, la propriété de sa personne, et celle des choses acquises par le travail de sa personne (1) ».

Voilà bien le fondement de l'ordre naturel des physiocrates. Seulement, pour eux, la propriété foncière est acquise originairement, *en employant sa personne et ses richesses mobilières, ses capitaux* à la terre, aux dépenses préparatoires à sa culture, et se transmet héréditairement ; l'exercice des deux autres lui est subordonné, et tout homme en naissant trouve la terre occupée ; ce qui préoccupe les physiocrates, c'est le *produit net*, la part du propriétaire, ce qui excède les dépenses propres à entretenir les avances perpétuelles de la culture, en instruments, bétail, etc., et les dépenses annuelles comprenant le salaire et l'entretien de tous les hommes employés à l'exploitation de la terre.

Chez les physiocrates, le bien-être général est attaché *à ce produit net, à son accroissement* ; c'est ce produit net qui entretiendra tout le reste de la société et, avec lui, multipliera les jouissances : « La prospérité de l'humanité entière, dit Dupont, est attachée au plus grand *produit net possible*, au meilleur état possible des propriétaires » (2).

Thompson est préoccupé de la prospérité de l'humanité entière, comme Dupont, mais, pour lui, tous doivent y atteindre directement, sans passer par l'intermédiaire d'une classe de propriétaires, sans lui subordonner leur propre bonheur ; c'est l'égal bonheur qu'il

(1) *Les Physiocrates*, édit. Guillaumin, I, p. 342-344.
(2) *Les Physiocrates*, édit. Guillaumin, I, 346.

poursuit, tous les hommes étant capables de goûter les mêmes jouissances. Le droit économique qu'essaie d'établir Thompson est, dans son principe, le même que celui des physiocrates, mais l'application qu'il en fait tend à l'égalité, ou tout au moins, à ne laisser subsister que les moindres inégalités possibles.

Cela est si vrai qu'il consacre deux sections du chapitre 1er à établir que l'inégalité, dans la distribution des richesses, doit être inflexiblement proscrite, dès lors qu'elle est contraire à la stimulation de la production, c'est-à-dire dès lors qu'elle détruit le principe de la rétribution proportionnelle aux efforts ; il ne la consacre que dans la mesure nécessaire pour assurer la sécurité, c'est-à-dire la répartition proportionnelle aux efforts, dans le cas où des efforts inégaux appellent des rémunérations inégales.

Thompson est amené, par une déduction plus inflexible du principe même des physiocrates, à condamner l'appropriation de la terre et des instruments de travail par une classe de la population ; le travail originaire des premiers cultivateurs était, pour les physiocrates, le titre éternel de la propriété du sol.

Pour Thompson, leur droit ne pourra s'étendre au delà de la quantité de travail qu'ils ont appliquée à la terre.

D'accord avec les physiocrates sur les deux principes fondamentaux du droit économique physiocratique : liberté de pourvoir à sa vie par le travail, et appropriation des produits du travail, il rejettera le troisième, le prolongement de l'appropriation aux richesses naturelles qui ne sont pas le produit du travail. Par une conséquence naturelle, il condamnera l'attribution du *produit net* et, dans sa forme généralisée, applicable à

toutes les industries, de la plus-value à une classe détentrice du sol et des instruments de travail. Le *produit net* est la forme primitive de la plus-value de Karl Marx, telle qu'elle fut conçue par les économistes qui considéraient le travail agricole comme seul productif. C'est l'excédent de la subsistance du travailleur sur le produit réalisé. Turgot lui a donné sa forme la plus rigide en concevant le salaire comme toujours ramené à un minimum nécessaire, soumis à une vraie loi d'airain.

Thompson est conduit, dans son examen de l'inégale distribution des richesses, à rechercher quelles proportions du produit de leur travail les travailleurs devraient payer pour l'usage des moyens de production, le capital, aux possesseurs de ce capital, les capitalistes.

C'est dans la section XIV du chapitre 1er que Menger a trouvé les passages relatifs à la plus-value, dont il attribue la paternité à Thompson. Dans cette section, Thompson établit d'abord que toute soustraction d'une partie du produit de son travail, subie par le producteur, diminue l'énergie des motifs qui le portent à produire, et partant, la production. Peu importe, dit-il, que la soustraction s'appelle profit, impôt ou vol, il y a toujours découragement de la production. Le capitaliste intervient dans la production par les bâtiments, machines, matières brutes, salaires, dont il fait l'avance. « Il n'y a, dit Thompson, d'autre source de son profit que la valeur ajoutée au matériel brut par le travail guidé par l'habileté. Les *matériaux*, les *constructions, machines*, les *salaires* ne peuvent ajouter rien à leur propre valeur. La *valeur additionnelle, additionnal value*, procède du travail seul (1). »

(1) WILLIAM THOMPSON, *Distribution of wealth*, p. 165-166.

Dans ce passage, nous retrouvons la définition nette du capital *constant* de Marx, qui lui non plus n'ajoute rien à sa valeur. La plus-value apparaît comme *valeur additionnelle* engendrée uniquement par le travail.

La plus-value est, pour Thompson, la valeur ajoutée par le travail seul à la valeur incorporée aux éléments du capital. Le travail seul a une plus-value. C'est la pensée de Marx que le capital variable ou le salaire est seul générateur de plus-value.

« La bêche, dit-il, peut aussi bien être appelée la mère du grain, au lieu du bras laborieux qui la manie, qu'aucun des éléments constituant le capital peut être appelé générateur des articles manufacturés. Ce fut le travail qui leur donna à tous leur valeur, comme richesse, et *leur valeur actuelle ne peut être accrue que par un travail additionnel.* »

Le passage cité par Menger est du même ordre. Il commence ainsi : De combien le produit du travail, c'est ici la valeur additionnelle, devrait-il être réduit pour payer l'usage des éléments du capital ?

Deux hypothèses sont indiquées par Thompson, l'une conçue au point de vue du travailleur, l'autre au point de vue du capitaliste. Au point de vue du travailleur, outre l'usure et l'amortissement du capital, il ne paierait qu'une rémunération équivalente à celle d'un travailleur productif, pendant le temps qu'il consacrerait à la garde et à la conservation du capital utilisé. C'est donc une portion de temps de travail ; pour la calculer et la déduire de l'*additionnal value,* on prendra comme type un travailleur productif occupé pendant un temps déterminé. Cela signifie nettement que la seule légitimité de la rémunération du capital serait dans un travail effectif appliqué à sa garde, mais non dans une productivité qui

lui serait propre, ou dans le fait même de son appropriation. A l'autre point de vue, celui du capitaliste, le prix que le travailleur paie au capitaliste, c'est la valeur additionnelle même, *additional value*, produite *par le travail* en utilisant les machines et autres capitaux. « L'ensemble de cette valeur excédante, *surplus value*, est attribué au capitaliste pour son intelligence supérieure et son habileté, en accumulant et en avançant au travailleur le capital utilisé. »

Cependant, il faut voir de plus près la distinction qui sépare Marx de Thompson ; Engels, dans l'introduction au deuxième volume de Marx, rappelle que la théorie de Marx implique la distinctiou du *travail* et de la *force de travail*. Le capitaliste achète la force de travail de l'ouvrier qu'il paie par le *salaire* ; la force de travail produit plus que ce qui a servi comme salaire à l'entretenir ; la différence entre le *salaire* et le *produit de la force de travail*, voilà la plus-value de Marx. Il faut reconnaître qu'elle n'est encore qu'imparfaitement exprimée par Thompson. Le salaire figure dans le capital constant de Marx, alors qu'il est le capital variable. On comprend, dans la théorie de Marx, que, d'une part, le salaire soit l'équivalent du travail nécessaire à reproduire la force de travail, et que, d'autre part, le salaire ne soit pas l'équivalent du produit, bien que la valeur du produit ne soit autre que la quantité de travail qui y est incorporée.

Marx dégage cette idée qne la force de travail produit quelque chose de plus que ce qui sert à l'entretenir, à la régénérer.

Thompson part plutôt de l'idée générale que le travailleur doit recueillir tout son produit. Son produit ici, c'est : 1° la reconstitution du capital consommé dans

la production; 2° l'*additionnal value*, la *plus-value*.

Tout prélèvement capitaliste est une réduction de la rémunération naturelle du travail : voilà bien la pensée de Thompson.

Il ne décompose pas, comme Marx, le processus en ses différentes phases, dominé par ce fait que le capitaliste achète, d'une part, la force de travail à un prix équivalent au travail qui la régénère, et, d'autre part, vend le produit de cette force à un prix équivalent à la quantité de travail en laquelle elle se résout dans les phénomènes de production.

L'analyse de Marx est beaucoup plus profonde, mais si l'on constate que, pour Thompson, le travailleur régénère, d'une part, l'équivalent du travail incorporé dans sa subsistance, de l'autre, engendre une plus-value, le résultat final est le même. Seulement il n'a pas comparé le travail nécessaire à produire la force de travail avec celui qui se dégage par l'application de cette force.

Sismondi semble serrer de plus près la doctrine moderne de la plus-value dans le passage suivant, resté oublié.

Il parle des deux sources de richesse autres que la terre : la vie, qui donne la faculté de travail, et le capital, qui salarie le travail. « Lorsque ces deux puissances sont réunies, elles possèdent en commun une force expansive, et le travail que l'ouvrier fera dans l'année vaudra toujours plus que le travail de l'*année précédente*, avec lequel cet ouvrier s'entretiendra. C'est à cause de cette *mieux-value*, qui est d'autant plus grande que les arts ou les sciences, dans leurs applications aux arts, ont fait plus de progrès, que l'industrie procure un accroissement constant de richesses. Cet accroissement peut, ou former le revenu des classes industrieuses, ou s'ajouter à leurs capitaux. Mais, en géné-

ral, le capital qui salarie le travail et qui le rend possible n'est point *resté aux mains de celui qui travaille.*

« Il en est résulté un partage plus ou moins inégal entre le capitaliste et l'ouvrier, partage dans lequel le capitaliste s'efforce de ne laisser à l'ouvrier que justement ce qu'il lui faut pour maintenir sa vie, et se réserve à lui-même tout ce que l'ouvrier a produit, par delà *la valeur de cette vie* (1). »

Nous voilà bien près de la théorie de Marx dans ses lignes maîtresses. Thompson a pu subir, d'ailleurs, l'influence de Sismondi, dont les *Nouveaux Principes* sont de 1819, alors que le livre de Thompson est de 1824.

C'est un point qui n'a frappé ni Marx, ni Engels, ni même Menger.

Thompson se demande alors ce qui arriverait dans un état social où la *mesure du travail* prévaudrait. Il soutient que l'accumulation du capital serait plus considérable encore : « Tout le produit du travail étant assuré au producteur, la plus grande énergie serait employée à la production, et nécessairement à l'acquisition et à la conservation des moyens ou instruments indispensables pour rendre le travail productif. » Chaque année, comme le travail humain serait devenu plus productif par les machines et autrement, la rémunération du travail serait accrue, la machinerie, les maisons, les aliments, les vêtements seraient améliorés non pas pour quelques accumulateurs de capitaux, mais pour tous.

La capitalisation totale serait dix fois plus grande, dit-il encore, chacun y concourrait, bien que personne ne possédât dix fois plus de capital accumulé que son voisin (2).

(1) Sismondi, *Nouveaux principes*, I, p. 103.
(2) W. Thompson, *Distribution of wealth*, p. 170.

§ 4. **Statique de Thompson : les principes de l'équilibre économique et le droit nouveau.** — C'est après cette longue analyse que Thompson dégage ce qu'il appelle les lois de la *distribution des richesses* ; ce sont les principes dirigeants d'une activité économique rationnelle ; ils sont au nombre de trois :

1° Tout travail devrait être libre et volontaire, quant à sa direction et à sa continuité.

Le travail ne doit obéir qu'aux motifs internes qui le sollicitent d'après la nature : il doit être soustrait à la contrainte externe.

2° Tous les produits du travail devraient être assurés aux producteurs eux-mêmes.

C'est là le seul moyen d'atteindre la fin suprême, le plus grand bonheur du plus grand nombre, en même temps que la plus grande stimulation à produire. « Aussi longtemps, dit-il, que continuera, soutenue par la force, l'organisation actuelle des choses, dans laquelle une classe d'hommes possède seule les moyens de production, et une autre possède les moyens physiques de mettre ces puissances productives en opération ; aussi longtemps que la classe des capitalistes usera des moyens en son pouvoir, pour soumettre le travail et le bonheur de tous les travailleurs à ses plus grands intérêts ; aussi longtemps qu'il en sera ainsi, le bonheur de toute la race humaine sera sacrifié, s'il est nécessaire, dans l'estimation des capitalistes, de produire pour eux un quart de profits en plus. Aussi longtemps que deux masses d'intérêts hostiles existeront en société, les *propriétaires du travail* d'un côté, les *propriétaires des moyens de travail* de l'autre, aussi longtemps qu'une distribution aussi contraire à la nature sera maintenue, aussi longtemps qu'il en sera ainsi, les neuf dixièmes des produits que l'huma-

nité peut atteindre ne seront pas réalisés, et les neuf dixièmes du bonheur que l'humanité peut réaliser seront sacrifiés (1) ».

C'est pour échapper à cette lutte des classes et à ses effets, qu'il aboutit à la seconde règle, et veut assurer au producteur l'intégralité de son produit.

3° Enfin, la troisième règle consacre l'échange libre et volontaire des produits du travail.

C'est la liberté dans le choix des moyens matériels de bonheur, gage à son tour de la plus grande énergie productive pour les atteindre par l'échange.

Nulle part, on le voit, la contrainte n'apparaît dans la conception *naturelle* de Thompson. C'est aussi, comme les physiocrates, un ordre *naturel et spontané* qu'il poursuit, mais il consacre l'égalité et universalise un principe de distribution dont les propriétaires étaient, dans la physiocratie, les principaux bénéficiaires.

Une pénétrante analyse a conduit W. Thompson à formuler ces trois lois qu'il considère comme les lois naturelles de la *distribution des richesses*.

Par la combinaison de ces lois, il réalise à la fois les conditions de la plus grande productivité du travail, puisqu'il le sollicite par l'attrait le plus énergique et le plus puissant, et celles du plus grand bonheur, puisqu'il assure à chacun le droit de le poursuivre dans les voies qu'il juge lui-même les plus favorables.

Thompson consacre alors un chapitre, divisé en trois sections, à exposer les bienfaisantes conséquences de ces lois, dans l'ordre politique, dans l'ordre économique, dans l'ordre moral. Ces belles analyses révèlent encore le sociologiste.

(1) W. Thompson, *Distribution of wealth*, p. 176.

Au point de vue politique, l'application de tels principes est incompatible avec tout gouvernement qui ne poursuivrait pas comme son but, le bonheur commun. Seul, le gouvernement représentatif y satisfera (1).

Tous les membres de la communauté devront s'engager à se soumettre à la majorité.

Ce régime politique pacifique s'étendra entre nations. Une communauté qui respecte les lois naturelles de la distribution, les respectera aussi chez les autres, et elle sera aussi éloignée de porter la guerre chez eux, qu'elle sera soucieuse elle-même de ne pas exposer aux entreprises des autres communautés les fruits de son travail.

L'influence des principes sur la loi pénale et sur l'administration de la justice sera non moins profonde. Elle s'exercera par l'intermédiaire des effets moraux de ces lois naturelles.

Ces effets moraux, il les résume en une formule : la pauvreté excessive et l'excessive richesse étant écartées, les vices propres au luxe et au besoin disparaîtront de même (2).

C'est le langage de Godwin dans sa *Political Justice*.

L'excessive richesse et l'extrême pauvreté seront l'une et l'autre définitivement écartées, et, par là même, les tentations et les motifs qui aujourd'hui poussent le plus fréquemment au crime. Le noble penseur, qui raisonne ici comme Godwin, prévoit enfin l'abolition de toutes les peines corporelles qui ne font qu'endurcir dans le crime, et il considère comme suffisantes les pénalités légères pour les seules infractions qui subsisteront, et que la honte suffira même à châtier.

(1) W. Thompson, *Distribution of wealth*, p. 226 et s.
(2) *Ibid.*, p. 259.

La conséquence politique dernière qui confine à l'ordre économique, c'est que, dans un tel Etat, les dépenses de toute la *machinery* du gouvernement, ce sont ses expressions, seront réduites à la plus faible expression, et dès lors, toutes les richesses soustraites par cela même à la consommation improductive, viendront féconder les efforts et accroître le bien-être des producteurs. Toutes les associations religieuses deviendront elles-mêmes volontaires, et l'Eglise sera définitivement séparée de l'Etat.

Les effets économiques de ces lois naturelles sont, à leur tour, les suivants. L'influence de la garantie universelle de la sécurité communiquera à la production et à l'accumulation des capitaux une impulsion jusqu'ici inconnue.

Le capital est cette portion du produit du travail qui appliquée à la production peut devenir une source de profits. C'est là, d'après Thompson, la circonstance réelle qui a déterminé la distinction d'une partie des produits du travail en capital. C'est sur cette distinction qu'ont été fondées l'insécurité, et l'exploitation du travailleur productif, « le père réel, sous la direction de la « science, de toute richesse, et l'énorme usurpation sur « les pouvoirs productifs de leurs frères, opérée par ceux « qui, sous les noms de capitalistes et de propriétaires, « ont acquis la possession de ces produits accumu- « lés (1) ». De là cet antagonisme du capital et du travail, et, dit Thompson, c'est une proposition évidente par elle-même que, *toutes choses égales d'ailleurs*, les profits sont en raison inverse des salaires, et plus ils sont élevés, plus les salaires sont bas. Il a soin de prévoir

(1) W. Thompson, *Distribution of wealth*, p. 241.

l'objection ordinaire à cette doctrine de Ricardo, en disant : *toutes choses égales*, car il est évident que le fonds des profits et salaires s'élevant, les parts absolues s'élèvent si les parts relatives restent les mêmes.

Thompson admet que le mode de production conforme à son principe de sécurité puisse se réaliser par la production individuelle et la production collective, ce qu'il appelle : l'égale compétition individuelle et la coopération mutuelle.

Dans l'état de justice qu'il rêve, le grand corps des producteurs deviendra capitaliste ; il y aura les détenteurs des capitaux nécessaires à leurs petites exploitations agricoles. Chaque artisan, de même, sera capitaliste.

Enfin, dans ce régime, comment les grandes manufactures s'établiront-elles ? Il répond : ce sont les grands capitaux qui sont nécessaires à la grande industrie, ce ne sont pas les *grands capitalistes*.

« Le capital, dit-il, étant diffusé de toutes parts par le principe de sécurité, une centaine ou un millier de parts peuvent être réunies pour tout but utile, entre des hommes actifs, et ceux en qui ils ont confiance peuvent en prendre la direction, aussi longtemps qu'ils garderont cette confiance (1) ».

C'est là évidemment toute la théorie de la coopération dans la production.

C'est ainsi que le capital s'accumulera dans la communauté rapidement, et de la manière la plus favorable à son emploi, et que toute inégalité pernicieuse sera écartée simplement en suivant les lois naturelles.

La concurrence entre les producteurs subsistera, mais non plus sous la forme dépressive qu'elle revêt.

(1) W. Thompson, *Distribution, of wealth*, p. 253.

Dans l'état social moderne, sous l'influence de la concurrence qui lui est faite, le travailleur doit vendre son travail, ou son produit, même au-dessous du prix représentant leur coût de production et les satisfactions ordinaires du producteur. Au contraire, dans l'état social futur, la concurrence subsistera comme émulation, il y aura entre les producteurs et dans l'intérêt commun, des efforts pour produire plus en un temps donné, ou pour produire mieux, par une habileté plus grande, ou par d'autres moyens (1).

« Un homme s'est trouvé assez courageux pour entreprendre et mener à fin la solution, selon des principes rationnels, de ce formidable problème : Comment réconcilier *l'égalité de distribution avec une sécurité parfaite* ? Cet homme, c'est M. Owen, de New-Lanark (2). »

La conception juridique d'Owen, les rapports qui en dérivent, et la portée économique du régime communautaire nouveau dans l'économie générale du monde se précisent avec beaucoup plus de rigueur chez Thompson. La communauté est une association de personnes, réunies en nombre suffisant, vivant sur un domaine assez étendu, pour satisfaire par leurs efforts propres à leurs besoins respectifs : les richesses nécessaires sont produites par une sage communauté, non seulement pour satisfaire les besoins matériels, mais les besoins les plus élevés : les commodités et le confort s'acquièrent directement ou par l'échange. La Communauté implique le concours des activités et le bénéfice commun : le mode d'activité doit être en rapport avec les capacités individuelles, l'avantage réparti suivant l'état et les besoins des individus,

(1) W. Thompson, *Distribution of wealth*, p. 250.
(2) *Ibid.*, p. 384.

mais de manière à réaliser pour tous le même bonheur, pour autant que nos efforts puissent l'atteindre. Les mots *coopération mutuelle* d'Owen impliquent que tout individu, s'incorporant à une communauté, est résolu à diriger son travail mental ou physique, ou physique et mental à la fois, ce qui est le plus fréquent, vers tout objet qui, de l'opinion commune, est considéré comme propre à atteindre le bien général.

L'*égale distribution* est celle qui assure à tout individu déployant également, ou *voulant* également déployer ses facultés pour le bien commun, les mêmes moyens de satisfactions physiques, intellectuelles, sociales : ce qui ne veut pas dire que les membres de la communauté reçoivent périodiquement les mêmes quantités d'aliments, de vêtements, de commodités de toutes natures, mais qu'ils les reçoivent proportionnellement aux nécessités de chacun dérivant de sa nature (1).

Thompson expose les traits essentiels du système coopératif d'Owen, tel qu'il l'admet : La communauté, formée d'un nombre d'individus s'élevant de 300 à 2.000, produisant pour tous la plus grande quantité possible de richesses propres à assurer le bonheur, en combinant leurs efforts par l'association. Le travail fondamental est celui de la terre, et la communauté comprend environ un acre de terre arable par habitant ; chacun y applique une partie de son travail, et en reporte le surplus sur les autres branches de l'activité. Chacun des associés apporte dans la communauté naissante un capital nécessaire à son installation matérielle, soit 40 livres sterling ou 1.000 francs par tête. Si elle ne peut acquérir la terre, elle la prend en location. Un magasin commun approvisionne

(1) Voyez *Pratical Directions* : *explanation of leading terms.*

d'aliments et de vêtements. Les enfants sont élevés en commun, mais les sexes sont séparés. Les personnes mariées ont des appartements isolés, mais ont à leur disposition des salles communes pour les repas, les études, les amusements.

Pour rendre le travail plus productif, les colons sont appliqués alternativement aux manufactures et à l'agriculture. Les plus habiles instruisent les autres.

L'éducation des enfants et les soins de la préparation des aliments sont dirigés en commun par les femmes, bien que les repas puissent être pris en commun ou isolément. Les enfants reçoivent l'éducation physique, morale, intellectuelle, la plus parfaite que comporte l'état social. La liberté la plus entière est consacrée à l'égard de la pensée et des opinions religieuses. La direction de la communauté appartient aux hommes et aux femmes adultes, choisissant par élection des comités. L'objet final que ce gouvernement se propose, c'est d'identifier l'intérêt individuel et l'intérêt social. « Les récompenses et les punitions doivent être telles qu'elles dérivent naturellement des actions elles-mêmes, de la constitution de l'homme, et des circonstances ambiantes (1). » C'est ce principe que Spencer développera dans son système d'éducation. Les arts et les sciences sont cultivés par une partie des membres de la communauté, pour le plus grand bien de tous. Toutes les contestations entre associés sont réglées par la conciliation.

Tels sont les traits principaux du système d'Owen, réalisant la coopération mutuelle. C'est là aussi que se réalisent, à la fois, l'égalité et la sécurité volontaires au plus haut degré. Thompson analyse encore ses effets avec

(1) W. Thompson, *Distribution of wealth*, p. 390.

la même complaisance, qu'il a mise à analyser les effets généraux des lois naturelles.

Le système coopératif épargne toute consommation improductive ; en effet, tous les coopérateurs doivent être des travailleurs productifs ; il n'y a là ni capitalistes ni propriétaires oisifs. La *défaveur* attachée aujourd'hui au travail sera transférée à l'*oisivité*, et l'opinion publique exercera désormais une influence jusqu'ici inconnue.

Le système coopératif réalise l'utilisation d'une quantité considérable de travail et d'habileté, ou inemployée aujourd'hui par pure ignorance du marché ou faute de marché, ou dépensée sans utilité réelle.

Il analyse longuement cette économie de travail ; la multiplicité, la dispersion des efforts isolés des femmes, par exemple, dans les ménages, donne lieu à des critiques du même ordre que celles de Fourier. De même il poursuit la combinaison de travaux divers pour les individus soumis, dans une seule industrie, à des chômages périodiques (1).

Le système réalise également l'économie des profits aujourd'hui recueillis par les commerçants de gros et de détail. Tout coopérateur participe directement à la production et à la consommation, et les intermédiaires sont les agents de la communauté les plus capables ; la communauté rapproche directement le producteur du consommateur, et les besoins d'un millier de personnes peuvent être satisfaits aussi directement que ceux d'une famille.

Le plus grand avantage dérivant de la communauté, c'est qu'elle épargne le gaspillage de santé, de vie, que nous infligent aujourd'hui la pauvreté, l'ignorance et le

(1) W. Thompson, *Distribution of wealth*, p. 400 et suiv.

vice. Tout, dans l'organisation de la communauté, dans la répartition du travail, dans l'éducation des enfants, tend à la conservation de la santé et de la vie.

La coopération mutuelle épargne cette incalculable somme de bonheur qui se perd dans les querelles, les haines, les cruautés engendrées par les institutions d'insécurité modernes, et qui sont en partie au moins inséparables de la poursuite du gain individuel. Les combinaisons sociales nouvelles sont toutes appliquées à écarter les *causes* de ces divisions, et l'éducation est destinée à implanter dans les esprits des dispositions, des habitudes opposées et permanentes.

Thompson fait figurer au terme de cette analyse, l'influence de la communauté sur les conditions générales de stabilité des organismes sociaux, et c'est parce que cet avantage est celui sur lequel tous les autres reposent, à ses yeux, qu'il le signale à la fin. C'est que l'offre et la demande des produits, des travaux et des services sont toujours déterminables, et la communauté ramène l'équilibre de l'offre et de la demande, celui de la population et des subsistances à des données fixes et toujours aisément vérifiables. Le mal le plus grand de tout système social d'insécurité est, dit Thompson que je traduis ici : « en plaçant dans les mains d'un petit nombre les habitations de toute la communauté, les matières brutes sur lesquelles s'exerce le travail, les machines et l'outillage dont elle doit user, et le sol même sur lequel elle vit et dont elle doit tirer sa subsistance, ce petit nombre, par la combinaison de ses actions, en se réservant les connaissances, et rejetant la communauté dans l'ignorance, acquiert le pouvoir absolu de régler la rémunération de tout travail productif, et même de condamner une partie de cette communauté à mourir de faim, chaque fois

qu'il ne doit pas en résulter pour lui un profit » (1)...

§ 5. **Statique de Thompson. La population et les subsistances.** — Cependant, en éliminant même cette distinction de classes, en soustrayant la communauté à la direction intéressée des capitalistes, en donnant une direction sociale à l'emploi des capitaux, et en assurant à chacun le fruit de son travail, il subsistera encore un problème, « car, dit Thompson, deux artisans de misère pour l'humanité marchent la main dans la main ». C'est le problème de l'équilibre des subsistances et de la population : « des unions inconsidérées ne vont-elles pas accroître le nombre des habitants au delà des ressources dont la communauté dispose, et la surpopulation ne produira-t-elle pas les mêmes effets que l'inégalité et l'insécurité? »

Ici, Thompson pose un principe, sur lequel il reviendra dans une discussion finale des objections à la communauté.

Est-ce que l'accroissement du bien-être va conduire à un excès imprévoyant de population?

Tout dans l'histoire, répond-il, démontre la fausseté de cette conséquence.

A mesure que le confort s'accroît, accompagné d'un accroissement de connaissances, comme il l'est, la tendance à une multiplication imprévoyante de l'espèce décroît uniformément.

« La tendance à la multiplication de l'espèce, dit-il avec profondeur, accompagne certainement l'accroissement du bien-être, mais la tendance à la multiplication imprévoyante a certainement diminué.

« L'habile qui confond ces deux tendances ou même

(1) W. Thompson, *Distribution of wealth*, p. 423.

l'ignorant qui les confond, mêlent ensemble la possibilité physique d'un accroissement géométrique du nombre des habitants, et la supposition d'une nécessité inévitable de certains des expédients du régime d'insécurité : c'est ce qui a fait naître une école de politiciens et d'économistes fatalistes, dont le seul mérite est d'avoir porté en pleine lumière, bien qu'avec le seul dessein de défendre les systèmes d'insécurité, certains obstacles à l'amélioration humaine qui n'avaient pas été suffisamment étudiés, mais qui, désormais, bien connus et bien compris, cessent d'être des objets d'alarme (1). »

C'est là une attaque directe à Malthus.

Godwin avait publié, en 1819, son essai de réfutation de Malthus. Thompson, en 1824, met en lumière le principe d'équilibre que Thornton développera en 1844, mais en se plaçant à un point de vue individualiste.

Il lie étroitement le problème de la population à celui de la garantie de la sécurité, de la jouissance du fruit du travail. Moins grandes sont les garanties du travailleur, et plus grande est son imprévoyance.

C'est des institutions qu'elle dépend. Mais les défenseurs de l'inégalité ont intérêt à faire croire que cette imprévoyance dépend de la nature humaine ; ils présentent comme un axiome, dit Thompson, que la masse de l'humanité doit toujours rester ignorante et esclave de ses impulsions, car ils ont intérêt à maintenir cette ignorance.

C'est pour cela qu'ils soutiennent que l'abondance, dont l'établissement du régime de la communauté ferait jouir les hommes, aurait pour effet de provoquer un accroissement rapide de population. Les êtres humains,

(1) W. Thompson, *Distribution of wealth*.

comme les rats, dit ironiquement Thompson, aussitôt qu'ils ont une abondante nourriture, se multiplient jusqu'à ce qu'ils se dévorent les uns les autres.

Loin que cette imprévoyance dépende irrémédiablement de la nature humaine, pour Thompson, elle se rattache aux institutions sociales historiques.

« Cette ignorance et cette dépravation furent les effets nécessaires des systèmes d'*insécurité du travail*, et les défenseurs de ces systèmes les ont érigées en lois de la nature, aussi éternelles et irrévocables que les lois physiques » (1).

Thompson formule à son tour les lois suivantes, qu'il considère comme dégagées de l'expérience :

1. L'accroissement du confort de la vie a toujours produit, dans toutes les communautés, un accroissement de prudence relativement à l'accroissement de leur nombre.

2. Cet accroissement de bien-être permet un accroissement absolu de population, en rapport avec l'exercice de cette prudence.

Par accroissement absolu, Thompson entend simplement l'augmentation de la population.

3. L'accroissement du confort de la vie prévient tout accroissement relatif de population, c'est-à-dire tout accroissement *au-delà* des *subsistances*, qui diminuerait les parts de subsistances.

Il soutient que ces lois se vérifient dans l'histoire. L'Irlande donne, depuis cinquante ans, le tableau d'un accroissement énorme de population : l'accroissement y est *absolu* et *relatif*. La grande masse de la population y est non seulement dépourvue de confort, mais manque des nécessités mêmes de la vie. Aucune prévoyance ne

(1) W. Thompson, *Distribution of wealth*, p. 538

règle la population. Comparez les Etats-Unis à l'Irlande. Ils jouissent de l'abondance et du bonheur. Là, sans doute, la population croît rapidement, mais d'une manière absolue et non pas relative, jamais au delà des subsistances.

La Norvège et la Suisse présentent des conditions de bien-être, en corrélation avec la discipline du principe de population. D'autre part, la fatigue, comme il dit, la privation peuvent prévenir en Russie, dans les Indes occidentales ou aux Etats-Unis, la multiplication des esclaves, mais cette multiplication ne sera jamais contenue par la prudence volontaire. Ce n'est pas leur prévoyance qui mettra un frein au nombre des *héritiers de leurs misères*.

Le régime de communauté, introduit à son tour, renfermera-t-il la discipline de la population? Thompson répond que le motif qui agit dans la société moderne agira de même. L'homme ne voudra pas diminuer le bien-être, auquel *il sera habitué*, par une augmentation excessive de population; mais d'autres motifs agiront encore : le progrès des lumières et le développement de la sympathie fortifieront cette tendance, et éloigneront de plus en plus les mariages irréfléchis, par la crainte de la diminution du bien-être, qui en résulterait pour la génération actuelle autant que pour la génération future. Au motif purement égoïste ou d'un égoïsme purement familial, s'étendant seulement à ses enfants, Thompson ajoute le motif altruiste qui s'étend à la communauté tout entière (1).

La thèse qu'il développe si ingénieusement contre Malthus a été reprise par Thornton dans *Overpopulation and its remedies*. C'est là qu'il explique, comme Thompson, l'excès de population de l'Irlande.

(1) WILLIAM THOMPSON, *Distribution of wealth*, p. 542-546.

La misère y a engendré l'excès de population, qui, à son tour, a engendré la misère, comme si l'Irlande tournait dans son cercle sans fin.

Thompson combat successivement toutes les objections que l'on adresse en général aux plans de communauté.

Ainsi elle ne comprime pas le génie, elle ne paralyse pas le développement harmonieux de toutes les facultés de l'homme ; semblablement, l'antagonisme de communauté à communauté n'est pas à redouter.

Ici, Thompson revient sur la théorie de la valeur : « Il est clair, dit-il, que les échanges généraux, de communauté à communauté de coopérateurs, tendront à réclamer un juste équivalent de travail pour le travail. Qui désirera légitimement acquérir, par l'échange, une plus grande quantité d'une marchandise, qu'il n'en pourra obtenir par la quantité de travail incorporée au produit qu'il offre lui-même à l'échange ? C'est l'intérêt des deux communautés d'obtenir, chacune respectivement, autant qu'elle le peut, pour le surplus de son produit. Le désir de l'une est balancé par le désir de l'autre ; qu'en résultera-t-il ? Nécessairement, d'adopter la mesure des échanges qui servira le mieux les intérêts des deux parties. Et quelle est-elle ? La quantité de travail contenue dans les marchandises soumises à l'échange (1). »

Ainsi, dit-il encore, l'échange s'opère, de communauté à communauté, sur la base de la quantité présumée de travail appliquée aux productions respectives.

Et ici, un nouveau passage nous montre que c'est bien la quantité moyenne de travail qu'il vise, en parlant de quantité présumée :

(1) W. Thompson, *Distribution of wealth*, p. 325.

« Le travail de l'une d'elles a-t-il été mal appliqué, et a-t-il été moins productif que LA MOYENNE de travail, *the average of labor*? De tels défauts ne peuvent être tenus en compte : mais leur découverte conduira la partie négligente ou malhabile à reviser ses habitudes, et à améliorer ses machines ou son habileté (1). »

C'est ainsi que la concurrence s'exerce sous la forme d'*émulation*, en ramenant la valeur vers la quantité de travail *normalement* nécessaire à la production d'une marchandise.

W. Thompson combat l'idée qu'un tel régime s'introduise par la violence, et fasse table rase de toutes les institutions existantes. C'est la puissance convaincante de la vérité qui y mènera spontanément les hommes. Ces communautés ne seront, dit-il, pas formées, et ne *devraient pas être formées* par l'enthousiasme, non plus que par le bras de l'autorité. Elles seront établies par la raison. L'homme doit être gouverné par la seule raison éclairant son intérêt. Rapprochement intéressant : il écrivait ces lignes deux ans avant la tentative de New-Harmony, qui fût l'œuvre de l'enthousiasme et de l'entrainement, et brisa tant des nobles espérances d'Owen.

Cependant l'échec de New-Harmony fut loin de décourager Thompson. C'est en effet en juillet 1830, qu'il publia ses *Directions pratiques pour l'établissement rapide et économique des communautés*; le titre révèle qu'il reste fidèle aux principes de la coopération mutuelle, de l'unité dans la possession et de l'égalité des efforts et des moyens de jouissances ; le livre a pour épigraphe le mot célèbre de Saint-Simon : « L'âge d'or (le bonheur) qu'une aveugle crédulité a placé dans les siècles passés, est de-

(1) W. THOMPSON, *Distribution of wealth*, p. 526.

vant nous. » Mais il s'agit de reconstituer avec la plus rigoureuse méthode les conditions d'une expérimentation, féconde cette fois : de là l'étendue du volume qui compte 265 pages in-8 et les détails minutieux qu'il renferme. Holyoake a dit de ce livre qu'il est merveilleux dans les ajustements scientifiques de ses diverses parties (1). Dans le fait, l'auteur y accumule les résultats de longues et vastes recherches ; mais ce qu'il faut y admirer c'est la préoccupation intense de réunir cette fois les conditions positives d'une solution durable ; c'est pour cela que tous les aspects du problème sont étudiés à fond, et dans leurs rapports complexes, avec une érudition extraordinaire, et toujours en vue de la constitution d'un organisme réalisant les conditions externes et internes de l'équilibre mobile de la vie : l'étendue du domaine de la communauté est étudiée dans ses rapports avec les besoins de la population moyenne, qu'il a fixée à 2.000 colons, et cette population est elle-même mise en rapport avec les conditions d'un système normal d'éducation, comme sa portion productive est répartie, par le calcul, entre les différentes branches de l'activité sociale ; la répartition des cultures et leur rotation sont établies en vue de la plus haute productivité, et de la satisfaction la plus complète possible des besoins communs ; l'adoption des manufactures les plus avantageuses, des forces motrices à utiliser est déterminée par des calculs analogues, et telle est la pénétration de Thompson qu'on le voit soulever la question du transport de la force motrice à grande distance (2), les conditions hygiéniques de la colonie, la classification des connaissances humaines servant de base

(1) Holyoake, *History of cooperation*, I, p. 110.
(2) W. Thompson, *Practical directions*, p. 619.

à l'enseignement, la culture des sentiments supérieurs propres à assurer les formes les plus élevées du bonheur, comme le détail de la construction et de l'aménagement des locaux, témoignent du même esprit d'analyse et de la même étendue de connaissances.

Il est visiblement préoccupé de soustraire les futurs expérimentateurs aux fautes d'Owen et de ses disciples : dans certaines recommandations générales d'abord (1), dans certaines prescriptions spéciales : comme la sélection des membres de la communauté expérimentale, ce qui n'a pas été opéré à New-Harmony (2), les garanties et les conditions des baux à accorder par la communauté en cas d'exploitations divisées, ce qu'admet Thompson ; il fait là des reproches sévères à Owen (3).

Il revient, dans un chapitre final, sur les périls que la communauté peut faire courir à l'équilibre normal de la population et des subsistances. Il reconnaît nettement que la communauté réunit l'ensemble des circonstances les plus favorables à un accroissement rapide de la population, que dès lors la prudence lui est à un plus haut degré commandée (4) ; mais là encore il affirme que cette prudence se développera avec les conditions du bien-être de la communauté. En général, il marque plus étroitement l'opposition de l'imprévoyance dans l'Irlande misérable, et des progrès de la prévoyance en France, nation plus prospère depuis la Révolution (5) ; il compte en outre à ce point sur la puissance de l'opinion, sur les effets de l'égalité des sexes et de leur indépendance rela-

(1) W. Thompson, *Practical Directions* p. iv.
(2) *Ibid*, p. 47 et suiv.
(3) P. 22 et suiv.
(4) *Ibid.*, p. 242 et suiv.
(5) Voir surtout p. 236.

tive dans le mariage, joints aux conditions physiques nées des arrangements coopératifs, qu'il rejette toute mesure légale restrictive de la population, et attend de l'évolution économique et morale spontanée, la réalisation irrésistible de l'équilibre de la population et des subsistances (1).

§ 6. **Position historique de Thompson.** — Nous pouvons fixer maintenant la position historique, très complexe par ses rapports, de Thompson. Il se rattache, par la filiation des idées, au point de vue psychologique et moral, à Helvétius, à Godwin, à Owen et directement à Bentham. Il est, comme eux, hédoniste, théoricien du plus grand bonheur possible pour l'humanité, préoccupé de l'harmonie réelle de l'intérêt individuel et de l'intérêt social. Comme Helvétius et comme Owen, il admet une influence profonde du milieu social, et de l'éducation sur le développement de l'homme.

Ainsi qu'eux, il n'admet l'état social actuel que comme un état historique, et c'est cet état historique et tous ceux qui l'ont précédé, qui précisément expriment, par leurs institutions, la méconnaissance plus ou moins complète du principe de sécurité, du droit du travail à son intégral produit. « Notre but, dit-il, étant de déterminer le mode de distribution de la richesse qui conduit au plus grand bonheur, toutes les formes de la production et de la distribution ont été nécessairement dépouillées de toute autorité pour fixer d'avance notre jugement ; elles ne sont que des matériaux qui nous mettent à même de former un jugement convenable (2). »

Le passé ne lie pas le théoricien autrement que par les

(1) W. Thompson, *Practical directions*, v. surtout 243-248.
(2) W. Thompson, *Distribution of wealth*, p. 582.

données qu'il fournit, et les lois naturelles n'expriment pas *ce qui a été, ce qui est,* mais ce qui doit être.

« Ce n'est pas, dit Thompson, l'explication du mouvement d'une machine actuelle, mais le meilleur mode de produire, *l'effet* pour la production duquel la machine devrait être exécutée ou maintenue, qui est l'objet de nos recherches. » Il faut chercher ce qui *doit être*, et c'est là, pour lui, le sens de la loi naturelle de distribution, comme pour les physiocrates.

Il se lie directement, au point de vue critique comme au point de vue *idéaliste*, à Godwin dans son *Enquiry on political justice*, à Owen dans ses *Essays on the principle of the formation of character.* Tous les maux sociaux viennent des mauvaises institutions et d'erreurs séculaires. Ce n'est pas la loi de la nature, ce n'est que la loi d'un état social factice, qui étale sur une poignée d'individus une si énorme surabondance.

Il cherche aussi, comme tous les penseurs du xviiie siècle, un état *rationnel* où la *raison gouverne. Reason must govern the man.* Physiocrates, économistes, comme Quesnay, moralistes comme Helvétius, politiques comme Godwin, pédagogues et réformateurs sociaux comme Owen, tous font cette recherche d'un état rationnel auquel ils donnent le nom de *naturel*, par opposition à l'imperfection, à l'instabilité des états actuels ou historiques.

Mais Thompson a le pied sur la terre, plus solidement que Godwin. Il corrige les méthodes expérimentales de son maître Owen, il se rattache directement aux économistes de l'école anglaise, et à l'économiste humanitaire, par excellence, Sismondi (1817-1819).

Avec Owen il place encore cependant le système de coopération volontaire en dehors de la société actuelle,

comme l'élément d'un monde nouveau, et comme un organisme économique se suffisant à lui-même, pour les besoins essentiels, réalisant, par ses échanges intérieurs, l'équilibre mobile propre à assurer d'une manière indéfinie l'existence de la collectivité. La société apparaît comme dérivant de la juxtaposition de ces petits organismes, étendant graduellement entre eux le principe de la coopération volontaire mutuelle, c'est-à-dire s'assurant contractuellement la stabilité des débouchés et du travail, et résolvant par là le problème de la misère dans ses traits essentiels.

Des mains des économistes, il reprend la théorie de la valeur : le travail est la source unique de la valeur. Mais l'influence de Sismondi est manifeste. Il distingue déjà le capital constant du capital variable, la valeur transmise par les moyens de production, de l'accroissement de valeur que le travail vient y ajouter ; seulement il est moins précis que Sismondi sur ce point.

Mais en quoi il diffère de Smith et de Ricardo, c'est que, ayant admis que le travail est la cause de la valeur, il déduit du *fait scientifique* la *conséquence juridique*. C'est là le socialisme. Il érige en principe que le travailleur doit jouir de son produit intégral : c'est le *principe de sécurité*. Là, il se rattache aux physiocrates. Les physiocrates constituent le *droit naturel*, le droit économique, c'est leur gloire éternelle. Thompson avec Owen, mais plus solidement, jette les fondements du droit socialiste.

Il prépare le développement de la conception juridique du socialisme. Il s'éloigne des physiocrates par la prépondérance de la propriété individuelle sur le travail, mais il est d'accord avec eux sur la liberté du travail, et le principe de la propriété personnelle et mobilière.

Il se lie, comme on le verra, aux saint-simoniens par le principe de répartition : le principe de sécurité reparaît, avec des caractères propres, chez les saint-simoniens sans la *transmission héréditaire des capitaux*, et l'inégalité historique de fait dérivant du droit de succession.

Il admet l'inégalité, dans la mesure où elle est compatible avec la sécurité, car la sécurité exige la proportionnalité de la rémunération au travail; mais les limites de l'inégalité sont beaucoup plus étroites que dans le Saint-Simonisme : en général il reste fidèle au principe d'Owen, suivant lequel les besoins rationnels de chacun sont également satisfaits par la communauté.

Mais à l'égard des institutions directrices, il est loin des saint-simoniens. Les saint-simoniens reviennent à l'autorité, il y a un père de la famille sociale, pape d'un culte nouveau. Rien que le libre contrat, le contrat volontaire dans Thompson. Il est hostile au gouvernementalisme, il tend à l'éliminer comme Godwin. Le gouvernement est un mal qu'il veut réduire au minimum. Son principe de l'échange libre et égal le rapproche de Proudhon; comme Proudhon, il admet que la valeur est basée sur le travail. Comme Proudhon, il veut le règne du contrat, et non celui de l'autorité.

Il prépare Marx, cependant la théorie de la plus-value n'est pas encore dans Thompson telle que Marx la conçoit. Le capitaliste achetant la force de travail pour la quantité de travail que son entretien coûte, et disposant du surplus du produit de cette force, voilà l'idée de Marx; Thompson et Sismondi entrevoient cette théorie, mais sa constitution attend une analyse plus puissante encore, que celles de Thompson et de Sismondi.

Eloignés de Charles Fourier par la conception de l'égalité, Owen et Thompson se lient cependant à lui par-

le principe de l'économie des ressorts, et de l'utilisation parfaite de toutes les forces de travail, de toutes les énergies humaines, par la conception d'un organisme élémentaire de l'ordre social, la communauté de coopération mutuelle et égalitaire des uns, la commune sociétaire de l'autre.

Telle est la position historique si profondément intéressante et complexe de cet homme remarquable, qui fut l'un des penseurs les plus pénétrants du commencement du siècle, en même temps que l'un des réformateurs pratiques les plus sains et les plus éclairés.

VIII. — Considérations finales

Entre la publication de la *Justice Politique* de Godwin, celle de l'*Esquisse* de Condorcet et celle de la *Distribution des richesses* de Thompson, il s'est écoulé à peine trente ans. Dans l'intervalle on a vu successivement l'Economie politique, achevant de s'isoler de la sociologie, se constituer comme science abstraite des richesses, l'Economie sociale et humaine s'ériger contre elle, l'Economie coopérative et socialiste s'affirmer théoriquement et pratiquement, ramenant l'une et l'autre à des conceptions sociologiques nouvelles ; un cycle prodigieux d'idées a été parcouru dans le même temps que s'accomplissait une transformation industrielle, et en connexion avec elle ; la révolution dans la méthode et la révolution dans les idées, elles aussi, se sont étroitement enchaînées : à mesure que la méthode déductive a fléchi devant l'induction, que les conceptions abstraites se sont pénétrées

davantage de relativité historique, la science des richesses s'est rapprochée de la morale et du Droit, ses liens naturels avec la sociologie se sont resserrés; l'étude directe des débuts de l'ère de la grande industrie, des effets de la concentration des entreprises et de l'introduction des machines a préparé la chute d'une chrématistique abstraite et déductive, planant au-dessus de l'humanité, et reporté au premier rang la considération de l'homme comme *fin* de la richesse, subordonné la Science économique à l'Ethique, dégagé les traits plus ou moins vagues et incertains encore d'un Droit économique nouveau, et de fonctions nouvelles de l'Etat.

Il y eut ainsi à la fois un travail de dissolution et des essais de reconstitution de la pensée économique. A. Comte, écrivant quinze ans après la mort de Ricardo (1), vit admirablement tout ce que l'Economie politique avait encore de métaphysique, et à quel point était funeste son détachement de la sociologie ; mais il ne vit pas, et c'est ce qui explique la faiblesse et les lacunes de sa statique sociale, l'œuvre organique qui se poursuivait dans ce grand débat où Ricardo, Say, James Mill, Mac Culloch, Malthus, Sismondi, Owen et Thompson ont été engagés, et qui eut pour véritable objet les problèmes fondamentaux de la statique et de la dynamique économiques; le point central en fut cette balance de la production et de la consommation que Smith plaçait bien au-dessus de la balance du commerce, et dont Sismondi, aussi bien que Thompson, faisait l'objet capital de l'Économie politique : c'est le Tableau écono-

(1) Le tome IV du *Cours de philosophie positive*, qui renferme la critique de l'Economie politique (p. 194 et suiv., éd. de 1864) et les considérations générales sur la statique sociale (50e leçon), est de 1838 ; on y reviendra par la suite.

mique des physiocrates transporté dans l'Evolution historique, la théorie de l'équilibre mobile de la vie de nutrition collective, avec toute la complexité des sociétés industrielles avancées, et surtout avec la séparation de plus en plus complète du capital et du travail. On est frappé de l'unité imposante qui relie toutes les conceptions : ce sont des problèmes du même ordre mais à des degrés différents de complexité, qu'ont à résoudre Ricardo, considérant un Etat centralisé avec une division de travail étendue, et R. Owen proposant à la base une multiplicité de communautés locales, mais l'un croit la distinction des classes naturelle et indéfectible, l'autre la croit historique et provisoire. Ricardo, avec une puissance de coordination extraordinaire, a déduit de la psychologie de l'individu un vaste système de rapports : constitution de la valeur, échanges au dedans et avec le dehors, mouvement international des métaux précieux, tout gravite vers une norme, vers un équilibre stable dans des conditions de liberté illimitée : il justifie par là dans sa statique optimiste le droit invidualiste, la psychologie abstraite de l'Ecole, le laisser-faire, l'abstention de l'Etat ; il nie les ruptures générales d'équilibre, les crises générales ; les seules qu'il reconnaisse sont dues aux erreurs de l'intérêt personnel, et ne peuvent être corrigées que par cet artisan exclusif de l'équilibre.

Mais une fois la généralité des crises reconnue par Malthus, Sismondi, Owen, tout l'édifice s'ébranle, le problème des conditions de stabilité de l'équilibre se complique, la gravité de la séparation du capital et du travail éclate, l'instabilité toujours renaissante du travail et la dépréciation de sa valeur déterminent la recherche d'une structure juridique nouvelle, l'introduction d'éléments nouveaux de psychologie économique

l'élargissement des fonctions de l'Etat qui s'élève de la Justice négative de Smith à la Justice positive ; l'ordre de dépendance des fonctions assurant l'équilibre de la production et de la consommation se modifie ; pour Ricardo, le droit individuel, le mobile psychologique étant donnés, la production tend naturellement à rencontrer une consommation correspondante, l'équilibre de la vie collective, suivant cet ordre de subordination, se réalise de lui-même. Pour Sismondi et pour Owen, la consommation est elle-même subordonnée à la répartition du revenu social, et celle-ci aux mobiles psychologiques et aux institutions de Droit dans lesquelles ils opèrent ; l'instabilité générale et persistante de la société économique moderne étant établie par l'observation, il faut poursuivre un droit nouveau qui prépare l'union, qui tente même de réaliser l'unité du Capital et du Travail, en dégageant une psychologie économique plus concrète, où le mobile personnel soit tempéré. L'idée nouvelle apparait, soit que le droit forme un lien de solidarité obligatoire entre le capital et le travail dans les plans de Sismondi, soit qu'il tente d'universaliser les garanties de la propriété, soit qu'il déduise de la théorie de la valeur les termes d'un vaste contrat social d'échange, gage du droit du travail sur son produit. Ce n'est pas à une imagination arbitraire qu'obéit Owen ; dans sa communauté à base agricole il cherche la stabilité du travail ; dans son *labour exchange*, la stabilité de sa valeur ; une répartition du revenu social en corrélation avec le droit, une capacité de consommer correspondante ouvrant des débouchés à la production, telle apparaîtra la hiérarchie des fonctions destinée à assurer l'équilibre stable ; ainsi le cours des idées aura été l'illustration historique de cette forte

parole de Dupont de Nemours : l'Economie politique a toujours été, sera toujours et tout entière dans le Droit ; la synthèse sociologique, elle aussi, frappait pour ainsi dire à la porte, et c'est pourquoi on en retrouve les grandes lignes dans Sismondi, dans Owen, dans Thompson et d'autres encore, comme on le verra.

Sous sa forme ultime l'équilibre de la production et de la consommation est celui de la population et des subsistances, rattaché directement aux lois des phénomènes moins complexes, aux lois psycho-physiologiques d'une part, aux lois physico-chimiques d'autre part : c'est là que s'est, à l'origine, noué le drame des idées, là qu'on a dénoncé une opposition irréductible entre les conclusions égalitaires de la philosophie du XVIIIe siècle, et les tendances de l'homme, les lois de son milieu. Mais dès lors que Malthus, dans la revision loyale de son œuvre originaire, mit en lumière l'obstacle normal au progrès de la population, on peut dire qu'il livra sa thèse primitive d'un si effroyable pessimisme, à la relativité historique ; si la dynamique abstraite de Ricardo déroule l'opposition grandissante de la rente, du profit, des salaires et des classes qui se partagent le revenu, c'est dans l'hypothèse absolue où la loi du rendement non proportionnel du sol manifeste tous ses effets. Or, il n'en est ainsi que pour autant que la population, soustraite à son obstacle normal et obéissant à sa loi, tend à se presser de plus en plus aux limites des subsistances ; ces perspectives n'assombrissent toute l'œuvre de Ricardo et celle de Malthus, la conception abstraite ne paraît trop souvent exprimer le devenir historique, que parce qu'au fond de l'œuvre de Ricardo et de Malthus, il y a l'idée de l'imprévoyance persistante et générale de la classe ouvrière. De là une dynamique pessimiste

qui contraste avec l'optimisme de la statique de Ricardo ; elle provoque un retour optimiste en corrélation avec leur conception nouvelle du droit, chez Sismondi, Owen, Thompson. Là encore, par la prédominance du travail agricole à la bêche dans ses communautés, Owen poursuit l'équilibre de la population, comme Thompson, par la consolidation des garanties du travail, dégage le *moral restraint*, comme le fait Sismondi par la distribution du revenu et de la propriété.

Quelque imparfaite que puisse être encore leur critique du principe de la population, elle a cet effet général de lui restituer son caractère historique, sa relativité dans le temps et l'espace : les causes dérivant des conditions sociales, le degré d'instabilité du revenu et du travail sont mis en rapport avec le degré d'énergie de la prévoyance même, de l'obstacle normal. La réalisation de l'équilibre fondamental de la vie économique est cherchée dans l'harmonie d'un Droit nouveau et de la prévoyance individuelle ; pour reculer sur la ligne du temps, les espérances égalitaires du XVIIIe siècle restent encore dans la direction de l'histoire, et l'exposé des plus redoutables controverses modernes, malgré les oppositions extrêmes du pessimisme et de l'optimisme, grâce à la relativité historique et à l'action modificatrice puissante qu'exerce la société sur sa propre évolution, est en dernière analyse, pour appliquer ici un beau mot de Proudhon, comme un pont jeté sur le fleuve de l'oubli.

Bibliographie spéciale, outre les travaux indiqués dans la bibliographie générale du premier volume.

William Godwin.

C. Kegan Paul, *William Godwin,* 2 vol. 1876.

Leslie Stephen, art. *William Godwin* du *Dictionary of National Biography.*

W. Godwin, *Enquiry concerning Political Justice and its influence on Morals and Happiness,* 2 vol. in-8, 1re édition 1793, 2e édition 1796. — *Das Eigentum von William Godwin,* trad. allemande du Dr Max Bakekeld, avec introduction de G. Adler, Leipzig 1904.

W. Godwin, *The Enquirer Reflections on education, manners and Literature,* 1 vol. in-8, 1797. L'*Essai sur l'Avarice et la Prodigalité* est le deuxième de la seconde partie.

W. Godwin, *Recherches sur la Population,* contenant une réfutation des doctrines de Malthus, trad. de l'anglais par Constancio, Paris, 2 vol., 1821.

Histoire Socialiste, sous la direction de Jean Jaurès, tome II, p. 814 à 854.

James Bonar, *Malthus and his Work,* 1885.

— *Philosophy and Political Economy,* Londres, 1893.

Elie Halévy, *La formation du radicalisme philosophique,* II; *L'Evolution de la doctrine utilitaire,* ch. II : « le problème économique », belles considérations sur Godwin.

A. Menger, *Das Recht auf den vollen Arbeitsertrag,* 1891, trad. française de A. Bonnet, 1900.

Condorcet.

Condorcet, *Œuvres complètes,* an VIII (1804). L'*Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain* forme le VIIIe vo-

lume ; elle a été réimprimée un très grand nombre de fois. — *Œuvres complètes*, publiées par A. Condorcet. O'Connor et F. Arago, Paris, 1847-49.

Dr Robinet, *Condorcet, sa vie et son œuvre*, 1743-1794. Paris, 1882, ouvrage remarquable d'un disciple de la Philosophie positive.

Fr. Alengry, *Condorcet, guide de la Révolution française, théoricien du Droit constitutionnel et précurseur de la science sociale*, Paris, 1904, in-8, l'ouvrage le plus considérable et le plus récent sur Condorcet et son œuvre. Très riche bibliographie non seulement sur les ouvrages de Condorcet, mais tout ce qui se rattache à son œuvre et à sa vie.

Malthus et Ricardo.

Robert Malthus.

James Bonar, *Malthus and his work*, 1 vol. in-8, 1885, l'étude la plus complète sur la vie et les travaux de Malthus, renferme une analyse des principaux travaux critiques de l'*Essai sur le Principe de la Population*.

— *Philosophy and Political Economy*, Londres, 1893. Le ch. I, du l. III, est consacré à Malthus.

Leslie Stephen, *The English utilitarians*, 3 vol. in-8, 1900. Le second volume (James Mill) renferme un chapitre très important (ch. IV), sur Malthus. Le ch. VI est consacré aux critiques de Malthus. Bibliographie et analyse de leurs travaux de 1801 à 1842. Cf. même ouvrage, tome III, ch. III.

G. de Molinari, *Malthus* dans la *Petite Bibliothèque économique*, Paris, 1889, avec une importante introduction.

J. Garnier, *Du Principe de la Population*, 1857.

Biographie et Bibliographie de R. Malthus.

La liste complète des œuvres de Malthus se trouve : dans le *Dictionary of Political Economy*, edited by R. H. Inglis Palgrave, vol. III, 1896, v° *Malthus*. On y trouve également l'indication des plus importants travaux qui lui ont été consacrés en Angleterre, en Allemagne, en France, en Italie. Même richesse d'informations dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, publié par Conrad, Lexis, Elster, Loening, 1892.

Berlin, v° *Malthus*. L'article est de J. Bonar lui-même. Consultez également, surtout pour les traductions en français, le *Nouveau Dictionnaire d'Economie politique*, publié sous la Direction de Léon Say et J. Chailley, 1892, v° *Malthus*.

R. MALTHUS, *Essai sur le Principe de la Population*, traduction Prevost avec une introduction de Rossi et une notice de Ch. Comte. Paris, Guillaumin, gr. in-8, 1845.

— *Principes d'Economie politique*, suivis des *définitions en Economie politique*, avec une introduction de M. Monjean, Paris, Guillaumin, 1846.

Pour l'étude du *Principe de la Population*, il faut lire : *Parallel chapters from the first and second edition of an essay on the Principle of Population by T. R. Malthus*, publiés à New-York, 1895, Mac Millan. Ce sont les plus importants extraits des éditions de 1798 et 1803, permettant de suivre l'évolution des idées de Malthus.

On renvoie ici aux indications bibliographiques sur Malthus et ses critiques contenues dans les ouvrages de J. Bonar et Leslie Stephen et les dictionnaires cités plus haut. A ajouter ou à signaler spécialement :

Edwin CANNAN, *A history of the theories of Production and Distribution on English political Economy from 1776 to 1848*, 1re édition 1894, 2e édit. 1900. Ouvrage d'une importance considérable pour l'histoire des doctrines. Le ch. V est consacré au principe de la population. Les chapitres suivants exposent les opinions de Malthus sur le salaire, le profit, la rente, au ch. VI, § 5, la part de Malthus dans la théorie de la rente.

Elie HALÉVY, *La Formation du Radicalisme philosophique : I, la Jeunesse de Bentham*. — II, *L'Evolution de la Doctrine utilitaire* (1789-1815). — III, *Le radicalisme philosophique*. 3 vol. in-8, 1901 ; livre très remarquable et d'une grande érudition. Les volumes II et III sont les plus précieux pour l'étude de l'œuvre de Malthus et de Ricardo. Le ch. II, du vol. II, est consacré au problème de la population ; le ch. III, § 2, en partie à la théorie de la rente.

Heinrich SOETBEER, *Die Stellung der Sozialisten zur Malthus'schen Bevölkerungslehre*, Berlin, 1886. Ce volume renferme de précieuses indications bibliographiques relatives à Godwin, Owen, Thompson, Saint-Simon, Cabet, Leroux, Fourier, L. Blanc,

Proudhon, Marx Engels, Lassalle, Liebknecht, Bebel, Rodbertus, Marlo, Dühring, Kautsky. On y renvoie ici.

N. Tchernychewsky (trad. française), *L'Economie politique jugée par la science*, Bruxelles, 1874. V. p. 367 et suiv., sur la théorie de Malthus.

F. Oppenheimer, *Das Bevölkerungsgesetz des Th. Malthus und der neueren Nationaloekonomie*, Berlin, 1901.

J. Wolf, *Ein neuer Gegner des Malthus*, *Zeitschrift für Socialwissenschaften*, avril 1901.

— *Une nouvelle loi de la Population*, *Rev. d'Ec. pol.*, juin 1902.

R. Gonnard, *Dépopulation et législateurs, Rev. d'Ec. Polit*, oct. nov. 1902, février 1903.

Edwin Cannan, *The probability of a cessatiön of the growth of population in England during the next century*, *Economic Journal*, déc. 1895.

Giroud, *Population et subsistances*, Paris, 1904.

G. Cauderlier, *Les lois de la Population et leur application à la Belgique*, Bruxelles, 1900, gr. in-8, ouvrage très documenté. La IVe partie consacrée à Malthus.

Fr. Nitti, *La Population et le système social*, avec préface, de R. Worms, étude sociologique du problème. Le livre I est consacré à l'histoire des théories de la Population. Paris, 1897, in-8.

Arsène Dumont, *Dépopulation et Civilisation*, étude démographique, Paris, 1890, renferme un chapitre sur Malthus.

E. Levasseur, *La Population française*, ouvrage capital, renferme un examen critique de Malthus, 3 vol. in-8, 1889-1892.

David Ricardo.

Palgrave, *Dictionary of Political Economy*, biographie et étude critique, bibliographie étendue.

Sur la vie parlementaire de D. Ricardo consultez Cannan, *Economic Journal*, 1894.

Leslie Stephen, *The English utilitarians*, Londres, 1900. Dans le vol. II, le chap. v est consacré à Ricardo.

David Ricardo, *Œuvres complètes*, traduites en français par Constancio avec introduction d'Alcide Fonteyraud, 1 vol. gr. in-8, collection Guillaumin, 1842.

— *Principles of Political economy and Taxation*, edited with introductory essay notes and appendices by E. C. K. Gonner, Londres, 1895. Cette édition est la plus récente et la meilleure reproduction de la dernière édition de Ricardo, la troisième (1821). L'introduction de M. Gonner est très importante. Ce volume renferme, p. 439-446, une bibliographie complète des œuvres de Ricardo, et très étendue des travaux consacrés à Ricardo dans tous les pays jusqu'en 1895. La bibliographie présente les subdivisions suivantes : 1° biographie ; 2° critique générale ; 3° critique des théories particulières : *a*) Valeur ; *b*) Rente ; *c*) Salaire et intérêt ; *d*) Impôt.

— *The first six chapters of the principles of Political Economy and Taxation* (1817-21), New-York, Mac Millan, 1895. Dans cette reproduction de la partie essentielle de l'œuvre économique de Ricardo, on a mis en présence le texte primitif de 1817 et celui de la troisième édition de 1821 qui renferme des changements considérables. On peut par là suivre le développement de la pensée de Ricardo.

— *Rente, salaires et profits*, traduction revue par M. Formentin, introduction de M. Beauregard dans la *Petite bibliothèque économique*, Paris.

— *Letters of David Ricardo to Thomas Robert Malthus*, 1810-1823, edited by James Bonar, Oxford, 1887, renferme une préface précieuse de M. Bonar, et une analyse sommaire de toutes les lettres, en même temps qu'un excellent index.

— *Letters of David Ricardo to John Ramsay Mac Culloch*, 1816-1823, edited with introduction and annotations by J.-B. Hollander, 1895, New-York ; publication de la *American economic society*, importante introduction de l'éditeur, analyse sommaire des lettres, notes importantes et index détaillé. Rapprocher l'introduction aux *Principes d'Economie politique* de Mac Culloch, trad. A. Planche, 1851, Paris.

— *Letters of David Ricardo to Hutches Trower and others*, 1811-1823, edited by James Bonar and J.-H. Hollander, Oxford, 1899. Introduction des éditeurs, analyse des lettres, des appendices et un index complet.

J.-B. Say, *Œuvres diverses*, 1 vol. gr. in-8 (collection Guillaumin), 1848. V. surtout *Examen critique de Mac Culloch*, *Balance des*

consommations avec les productions, Correspondance avec Malthus et Ricardo.
ASHLEY, *The rehabilitation of D. Riçardo. Econ. Journal.*

Indications spéciales.

1. *Lois de Productivité et d'occupation du sol.*

CANNAN, *A history of the theories*, etc., ch. v, sur l'historique de la loi du rendement décroissant au sol (*law of diminishing returns*).
CAREY, *The post the present and the future*, 1848, ch. I-IV.
— *Principes de la science sociale,* 3 vol., trad. française.
Peshine SMITH, trad. C. Baquet, *Manuel d'Economie politique*, 1854, ch. I-II.
Justus LIEBIG, *Les lois naturelles de l'agriculture*, trad. Scheler, 2 vol. Surtout tome I, pour les considérations économiques de Liebig sur la loi de restitution.
Joseph ESSLEN, *Das Gesetz des abnehmenden Bodenertages seit Justus von Liebig, eine dogmengeschichtliche Untersuchung*, 1905, le plus complet ouvrage sur la loi de diminution de rendement du sol et son épuisement, étudiée au point de vue international ; riche bibliographie.
L. GRANDEAU, *L'Epuisement du sol et les récoltes*, 1889.
Georges VILLE, *Le propriétaire devant sa ferme délaissée*, 1883.
Filippo VIRGILII, *Il problema agricolo e l'avvenire sociale*, 1895.
C. J. TIPPER, *The Rothamsted experiments*, London, 1897.
Consulter sur la même question les *Principles of Economics*, de A. MARSHALL.

2. *Valeur.*

Eugène PETIT, *Etude critique des différentes théories de la valeur dans l'échange intérieur*, 1 vol. 1897, Paris.
Friedrich von WIESER, *Natural value*, translation by C. Malloch, with a preface and analysis by W. Smart, London, 1893.
C. RODBERTUS, *Le Capital*, trad. Chatelain, Paris, 1904, et une analyse remarquable de ses doctrines par H. VANDERRYDT, *Annales de l'Institut des sciences sociales de Bruxelles*, 1896.
Böhm-BAWERK, Voir le mot WERT, avec sa riche bibliographie dans le *Handwörterbuch* de Conrad et Lexis.

Karl Marx, *Misère de la philosophie*, Paris, 1847.
Karl Marx, *Theorien über den Mehrwert*, Stuttgart, 1905.
J.-E. Cairnes, *Some leading principles of Political Economy newly expounded*, London, 1874.
W. Stanley Jevons, *The theory of political economy*, London, 1879.

3. *Théorie du Commerce international.*

Francis Bastable, *The theory of international trade*. Dublin, 1887. trad. franç. de Sauvaire-Jourdan, Paris, 1900.
Eteocle Lorini, *La moneta e il principio del costo comparativo*, Turin, 1896, avec une très riche bibliographie.
Ulpiano Buzzetti, *Teoria del commercio internazionale*, Milano, 1877.

4. *Théorie de la Rente.*

Voyez la *bibliographie* de Gonner dans son édition de Ricardo, p. 443-445, on y renvoie ici ; à ajouter : Francis A. Walker, *Land and its rent*, London, 1883.
Hutcheson Macaulay Posnett, *The Ricardian theory of rent*, London, 1884, étude critique et historique sur la théorie.
Nazzani, *Saggi di Economia politica*, Milano, 1881.
Richard Jones, *An essay on the distribution of wealth*, London, 1831. Ce premier volume est tout entier consacré à la Rente au point de vue historique et renferme une critique de Ricardo.
Cairnes, *The Character and Logical method of Political Economy*, 1875, Lecture VIII.
E. Cannan, *A history*, etc., ch. v à viii sur l'histoire et le développement de la théorie jusqu'en 1848.
Dr Lujo Brentano, *Agrarpolitik*, 1897, très remarquable introduction théorique à la politique agraire avec riches informations bibliographiques.
J. Thorold Rogers, *The Economic interpretation of history*, London, 1891, VIIIe essai ; trad. franç.
Carey, *Principles of Political Economy* ; part the first, Philadelphie 1837, renferme la critique de Ricardo et de Malthus.
— *Principes de la science sociale*, trad. Saint-Germain, Leduc et A. Planche, Paris, 1861, vol. I.
R. de Fontenay, *Le revenu foncier*, Paris, 1854 ; tout le livre I dirigé contre Ricardo.

RODBERTUS, *Soziale Briefe on von Kirchman.* — La 3e est consacrée à la théorie de la rente de Ricardo. V. l'ouvrage d'Andler sur les *Origines du socialisme d'Etat en Allemagne*.

Fr. von WIESER, *Natural value*, translation Malloch, v. Book III, part. II, sur Ricardo.

J. Shield NICHOLSON, *Tenant's gain not Landlord's loss*, 1883.

Karl MARX, *Le Capital*, critique de l'Economie politique, livre III, trad. de J. Borchardt et H. Vanderrydt, 1902, Paris, volume II, VIe partie sur la rente différentielle. Voir en outre ci-dessus *Theorien über den Mehrwert*.

Achille LORIA, *La rendita fondiaria e la sua elisione naturale*, Milano, 1880.

Ulisse MANARA, *Concetto e genesi della rendita fondiaria suoi correttivi e sua naturale elisione*, 1892.

5. *Salaires, Profits, Intérêts*.

Francis A. WALKER, *The Wages question*, London, 1878. La 1re partie a pour objet la théorie du salaire dans ses rapports avec le principe de la population.

Simon N. PATTEN, *Malthus and Ricardo* (publication of the American Economic association), 1889.

Henry George, *Progress and Poverty*, New-York, 1880, le livre II, consacré au principe de la population et à la critique de Malthus.

G. RICCA-SALERNO, *La teoria del salario nella storia delle dottrine et dei fatti economici*, Palermo, 1900.

BÖHM-BAWERK, *Geschichte und Kritik der Kapitalzins Theorien*, Innsbrück, 1884 ; trad. anglaise *Capital and interest*, translation by W. Smart, 1890, London ; trad. française de J. Bernard, *Histoire critique des théories de l'intérêt du capital*, 1892.

Julius PIERSTORFF, *Die Lehre vom Unternehmergewinn*, Berlin, 1875 ; la 1re partie consacrée à l'école anglaise.

Sidney and Beatrice WEBB, *Industrial democracy*, 1897, London. Voir surtout volume II, part. III, ch. I.

Elie HALÉVY. *Le radicalisme philosophique*, 1904, ch. I.

W. D. MAC DONNELL, *A history and Criticism of the various theories of wages*, London, 1888.

F.-W. TAUSSIG, *Wages and Capital, an examination of the wages-fund theory*, London, 1896, part. II, ch. IX, sur Ricardo.

Généralités.

Consulter sur l'ensemble des doctrines de Malthus et de Ricardo :

A. Marshall, *Principles of Economics*, 3e édition, traduction italienne. *Principii di Economica*, prima versione italiana di Antonio Albertini, *Biblioteca dell' Economista*, Turin, 1899-1906. — *Principes d'economie politique*, trad. française de Sauvaire-Jourdan, I, 1907.

Schmoller, *Principes d'économie politique*, traduction de G. Platon et L. Polack, Paris, I-V, 1907.

— *Lineamenti di Economia nationale generale*, prima versione italiana dell' avvocato Ludovico Eusebio, *Biblioteca dell' Economista*, Turin, 1902.

Schönberg, *Handbuch der Politischen Oekonomie*, 1882, surtout les études de von Scheel sur l'histoire de l'*Economie politique*, de Neuman sur les *Prix*, de Brentano sur l'*industrie*, de Mithoff sur la *Répartition*, de Rümelin sur la *Population*.

Une traduction italienne en existe dans la *Biblioteca dell' Economista*.

J. Shield Nicholson, *Principles of Political Economy*, London, 1893-97, traduction italienne dans la *Biblioteca dell' Economista*.

A. Wagner, *Allgemeine oder theoretische Volkwirthschaftslehre*, Leipzig und Heidelberg, 1879. *Les fondements de l'Economie politique*, trad. française. Paris, 1904.

Dr C. von Philippovich, *Grundriss der politischen Oekonomie*, Freiburg-en-B., 1899.

P. Leroy-Beaulieu, *Traité théorique et pratique d'Economie politique*, Paris, 1896, traduction italienne dans la *Biblioteca dell' Economista*.

P. Cauwès, *Précis d'un cours d'économie politique*, 3e édit. Paris, 1893.

Ch. Gide, *Principes d'économie politique*, Paris, 1898.

M. Block, *Les Progrès de la science économique depuis Adam Smith*, Paris, 1890.

C. Colson, *Cours d'économie politique*, Paris, 1901.

N. G. Pierson, *Traité d'économie politique* (en hollandais), traduction italienne de Malagoli, Turin, 1905.

Simonde de Sismondi.

Notices de Mignet (1845) et de A. Courtois (1893), à l'Acad. des Sciences morales et politiques, sur *Sismondi comme historien et comme économiste ;* de Fournier de Flaix, dans le *Nouveau Dictionnaire d'Economie politique,* publié sous la direction de L. Say et Chailley (1892) ; de Lippert dans le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften,* avec une bibliographie très étendue, à laquelle on renvoie (1893) ; Inglis Palgrave, *Dictionary of Political Economy.* On peut consulter encore la notice de M. Monjean dans le *Dictionnaire d'Economie politique,* dirigé par Coquelin. Bibliographie, Paris, 1853.

Sismondi, *De la Richesse commerciale ou Principes de l'Economie politique, appliqués à la législation du Commerce,* Genève, 1803, 2 vol.

— *Nouveaux principes d'Economie politique ou de la Richesse dans ses rapports avec la Population,* 2ᵉ édition, Paris, 1827. Le second volume (p. 369-464) renferme trois études d'une grande importance réunies sous le titre : *Eclaircissements relatifs à la Balance des consommations avec les Productions.*

— *Etudes sur les Sciences sociales,* Paris 1836-1838 ; trois volumes. Bruxelles, 1836-38. Le 1ᵉʳ volume a pour objet les *Constitutions des peuples libres.* Le 2ᵉ et le 3ᵉ volume comprennent ses *Etudes sur l'Economie politique,* complément naturel des *Nouveaux principes.*

François Vidal, *De la Répartition des richesses,* ch. ix, consacré à Sismondi, remarquable, Paris, 1846.

H. Denis, *Leçons sur l'histoire des systèmes économiques et socialistes : Simonde de Sismondi,* dans *la Société nouvelle,* 1893-94, reproduites dans le présent ouvrage.

A. Aftalion, *L'œuvre économique de Simonde de Sismondi,* Paris, 1899, ouvrage important, avec bibliographie étendue, complétant celle de Lippert.

Hitier, *Sismondi, Rev. d'Economie politique,* juin 1899, étude remarquable.

Léon Polier, *L'idée du juste salaire ;* le ch. vi de la IIᵉ partie de ce bel ouvrage consacré à Sismondi.

A. Menger, *Das Recht auf den vollen Arbeitsertrag,* Stuttgart, 1891, trad. franc. de Alfred Bonnet.

Robert Owen.

Robert OWEN, *The life of Rob. Owen written by himself.* With selections from his writtings and correspondence. London, 1857, vol. I, et vol. 1 A, 1858. Le premier et le second volume renferment en Appendices les travaux les plus importants publiés par Owen de 1802 à 1820. Dans le 1er volume, les *Essays on the principle of the formation of the human character* (1813-1818). C'est dans le second volume qu'on trouve le *Report to the committee of the association for the relief of the manufacturing and Labouring poor* (1817) ; le *Report to the County of Lanark*, 1820.

HOLYOAKE, *Unpublished correspondence of R. Owen.* Cooperative News, 1904.

R. OWEN, *The New Moral World*, 1836-42, l'ouvrage le plus étendu et le plus important d'Owen. La 1re partie publiée en 1836-37, la 2e et la 3e en 1842, les autres en 1844. Aucune traduction française n'en a été publiée. La *Biblioteca dell' Economista*, série 3, vol. IX, 1882, reproduit en italien la première partie de l'ouvrage et des extraits des six autres parties.

— Public discussion between John Brindley and Robert Owen on the question what et socialisme and what would be its practical effecto upar society? Birmingham, 1841, débat propre à éclairer les origines du socialisme comme conception systématique d'Owen.

— *Elements of socialism by J.-L. Murphy*, London, 1841, *Ch. Southwell : socialism made, easy*, London, 1841.

J. PALGRAVE, *Dictionary of Political Economy*, notice et analyse, bonne bibliographie.

A.-J. BOOTH, *Robert Owen the founder of socialism in England*, 1869, livre substantiel critique et biographique.

W. L. SARGANT, *Robert Owen and his social Philosophy* (1860), ouvrage plus étendu mais hostile.

Lloyd JONES, *The life, Times and Labours of Robert Owen* (1889-1890), ouvrage étendu d'un disciple d'Owen.

A. FAVRE, *Un socialiste pratique, R. Owen*, avec une belle introduction de Ch. Gide. Nîmes, 1896.

Ed. DOLLÉANS, *Robert Owen*, 1906, volume de la *Bibliothèque socialiste*.

HÉLÈNE SIMON, *Robert Owen; sein Leben und seine Bedeutung für die Gegenwart*, Iena, 1905.

Frederik ENGELS, *Socialism utopian and scientific*, London, 1892.

Louis REYBAUD, *Etudes sur les réformateurs*, Bruxelles, 1843, 2 vol. Ce livre reproduit une intéressante bibliographie et la traduction de certains écrits d'Owen.

Consulter encore l'ouvrage de QUACK, *De Socialisten*, très important.

Sur les expériences d'Owen.

En Ecosse et en Angleterre.

1° *Examen impartial* des nouvelles vues de M. Robert Owen et de ses établissements à New-Lanark en Ecosse, par H. G. Macnab, traduction de Laffon de Ladebat, Paris, 1821 ; très important ouvrage du médecin du duc de Kent.

2° Rapport à la ville de Leeds dans l'*Autobiographie* d'Owen.

G.-J. HOLYOAKE, *The history of cooperation in England*, seconde édition, London, 1879, très riche d'informations, 2 vol. in-12.

Benjamin JONES, *Cooperative production*, 2 vol. in-12, Oxford, 1894 ; le plus récent livre sur l'histoire de la coopération et le plus documenté.

En Amérique :

John-Humphrey NOYES, *History of american socialism*, Philadelphia and London, 1870. Ouvrage écrit d'après les matériaux originaux et les observations de Macdonald à New-Harmony.

H. SEMLER, *Geschichte des Socialismus und Communismus in Nordamerica*, Leipzig, 1880, écrit en grande partie d'après le précédent.

Cognetti de MARTIIS, *Il socialismo negli Stati Uniti d'America*, 1891, dans la *Biblioteca dell' Economista*, série 3, vol. IX ; livre impartial d'un illustre représentant de la méthode historique en Italie.

MORRIS HILQUIT, *History of Socialism in the united states*, New-York, 1903, traduction allemande 1906. Stuttgart.

William Thompson.

Handwörterbuch der Staatswissenschaften, v° *W. Thompson* article étendu de Lippert avec une bonne bibliographie.

HOLYOAKE, *History of cooperation*, I.

A. MENGER, *Das Recht auf den vollen Arbeitsertrag*, 1891 ; trad. française de A. Bonnet.

PALGRAVE, *Dictionary of Political Economy*, biographie avec brève analyse de l'*Enquiry*. Bibliographie.

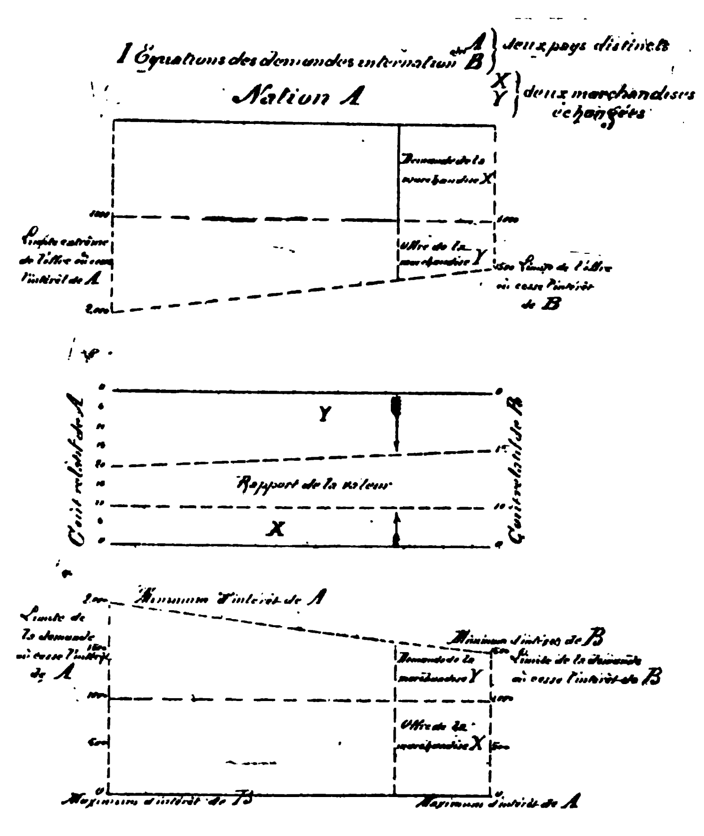
William THOMPSON, *An Inquiry into the principles of the distribution of wealth most conducive to human happiness applied to the newly proposed system of voluntary equality of wealth*, London, 1824.

— *Verteilung des Reichtums*, trad. allemande, Berlin, 1903-4, avec une introduction très remarquable de Foxwell sur l'histoire des idées socialistes en Angleterre.

— *Labour Rewarded the claims of labour and Capital Conciliated* London, 1827.

— *Practical directions for the speady and economical establishment of communities on the principles of mutual cooperation*, etc., London, 1830.

FIN DU TOME II

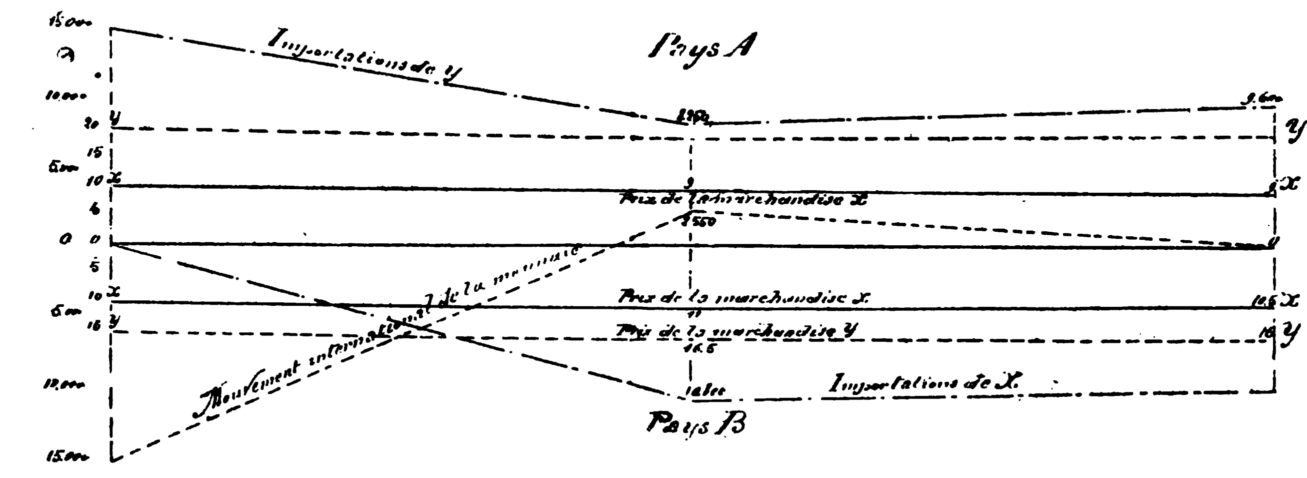


Nation B

Echanges entre nations.

(p. 212.)

RESUMÉ DU THEORÈME DE RICARDO



Le mouvement international de la monnaie.

(p. 215.)

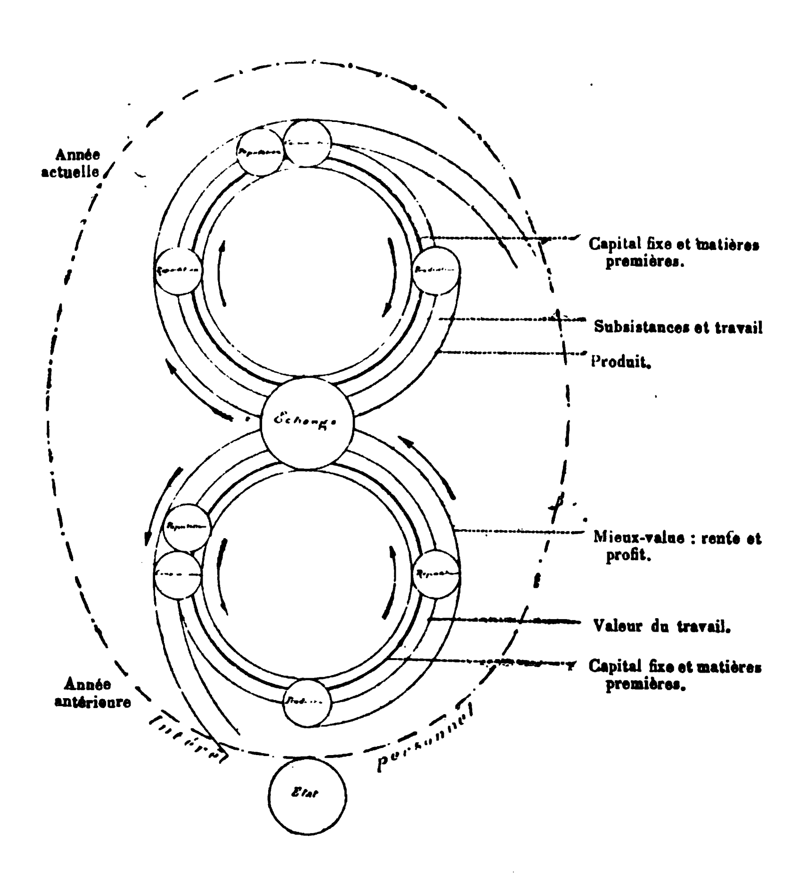
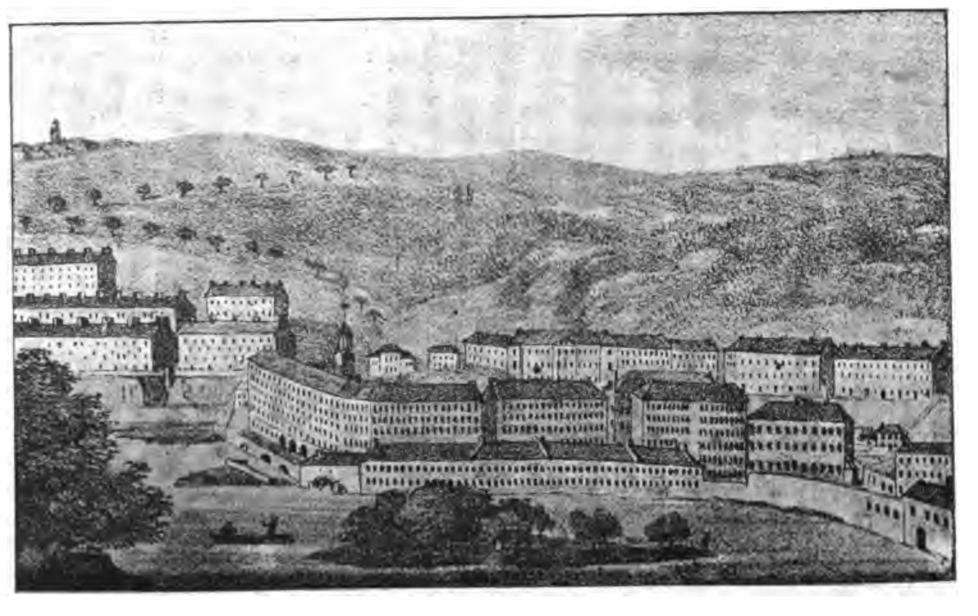


Schéma de l'ordre spontané réalisant l'équilibre de la production et de la consommation.

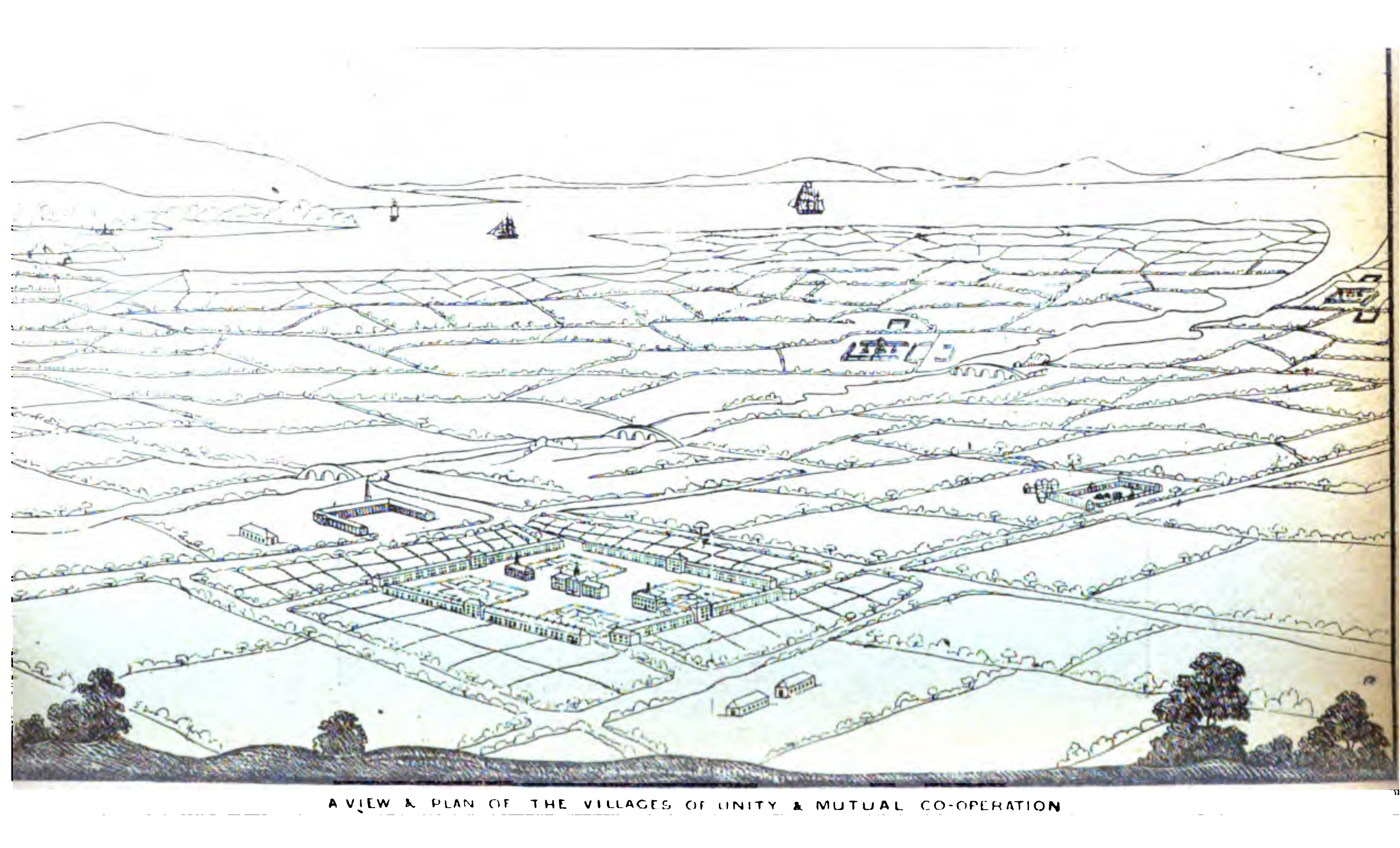
R. OWEN



New Lanark. Vue du côté du Sud
d'après Mac Nab.



New Lanark. Vue du côté de l'Ouest
d'après Mac Nab.



A VIEW & PLAN OF THE VILLAGES OF UNITY & MUTUAL CO-OPERATION

R. OWEN

Labour Exchange. Billets émis représentant des heures de Travail.

W. THOMPSON

(d'après les Practical Directions.)

GROUND PLAN & ELEVATION, OF A COMMUNITY'S DOMESTIC, MANUFACTURING, AND AGRICULTURAL, BUILDINGS, FOR 2000 PERSONS OF ALL AGES, ON 2000 ACRES OF LAND.

Industrial Buildings, according to convenience about 700 f.t in the clear

Industrial Buildings for Agriculture

Foundry Forge &c

Gateway

Gateway

Stable

Cow houses

20 Rooms

Spare 20 Rooms

Spare 20 Rooms

Spare 20 Rooms

20 Rooms

North side or range, interior 1237 feet within the great domestic Square of 36 acres, exterior 1305 feet, walls included.
Should it be compatible with health, as it would be convenient for the distribution of the Gas, to place the gas-lighting apparatus in the centre of the great square or garden, the spare heat of the flues, &c. might be conveyed by means of water-pipes, to hot-houses, hot-beds, &c.

INDUSTRIAL BUILDINGS.

M. North west termination of manufacturing buildings round the industrial square, three sides, of about 730 feet length each, 36 in breadth, enclosing about 12 acres.

a. The first manufacturing building, 36 feet broad, 100 long, for linen, woollen, or cotton. If water-power be used, the position of this building in the industrial range, must be adapted to it.

Z. Building for isolated employments, dress-making for men and women. &c. &c. 100 feet by 36.

Y. Flour-mill, 50 feet by 20; beyond the dairy. Next to, and to the North of the Flour-mill, are the Cow-houses. Over the Cow-house and near the Flour-mill, is the Thrashing Machine.

X. Dairy, 50 feet by 28.—windows to the East—communicating with Corridor.

DOMESTIC BUILDINGS. NORTH FRONT, or REAR.

W. Washing-rooms, and Apparatus. Drying rooms on the floor above. 30 feet by 36.

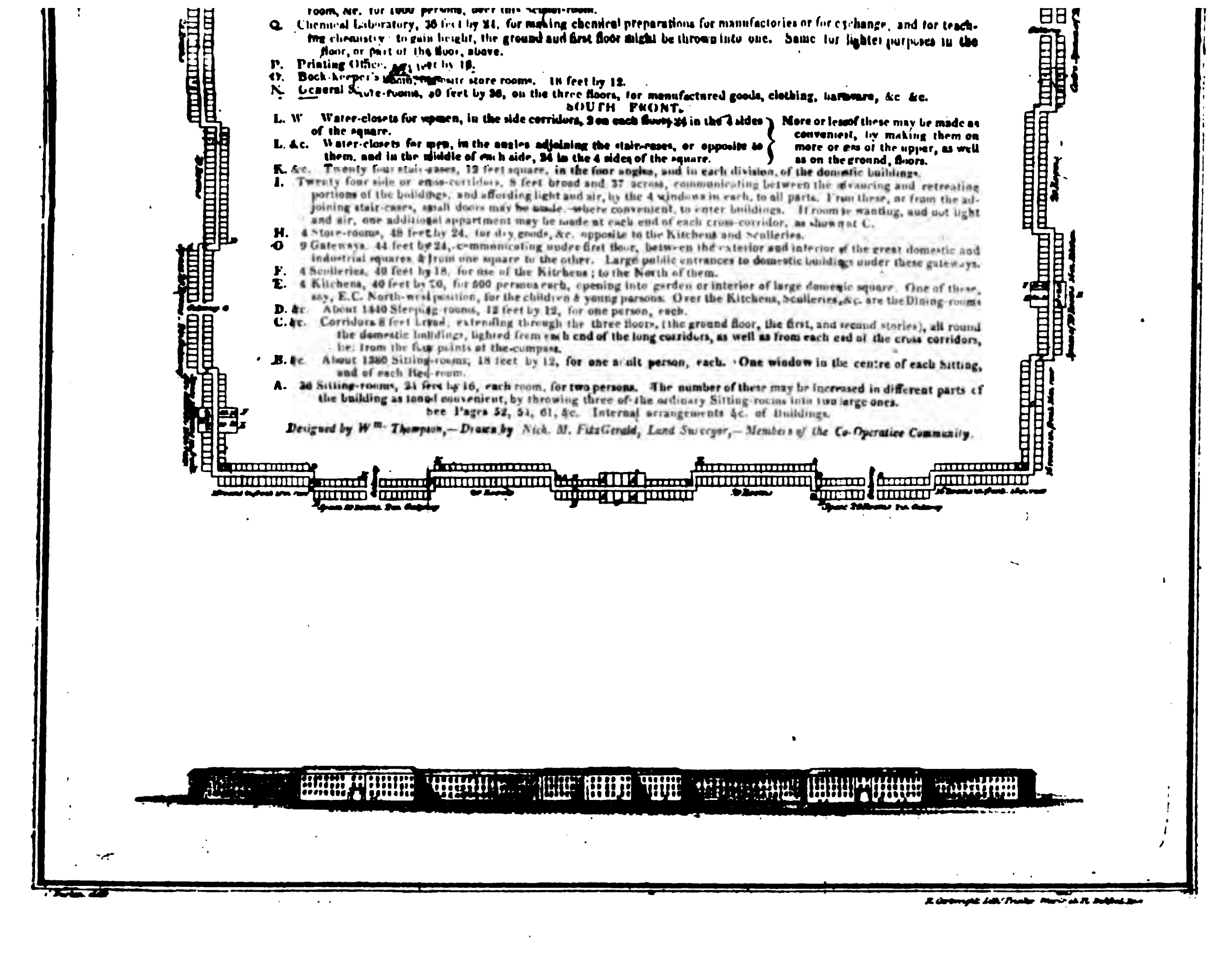
V. Hot and cold Water and Vapour Baths.

U. Surgeon and Apothecary's room—18 feet by 12.

T. Heavy models and Instrument-room. 30 feet by 21. Rooms for light philosophical instruments, of the same size, above.

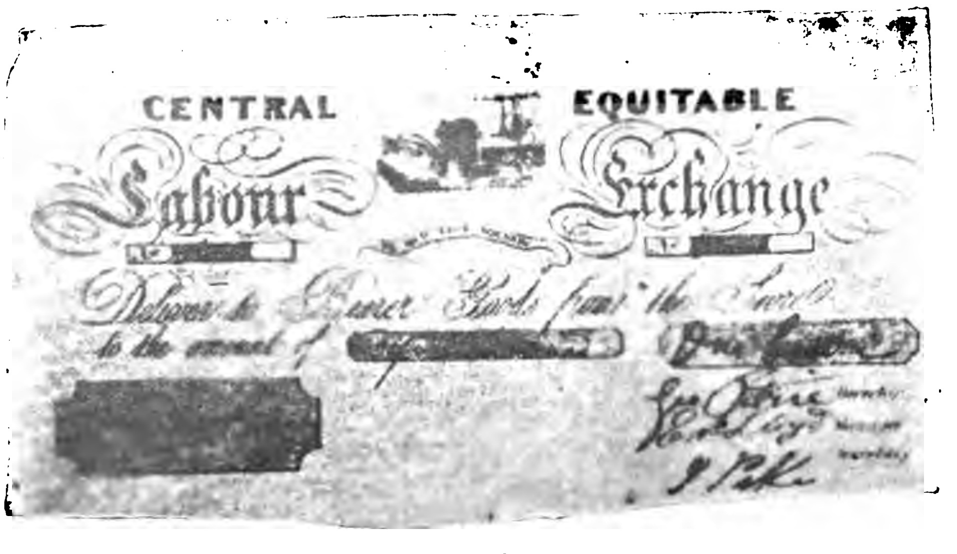
S. Class-room, 48 feet by 24, for particular studies and exercises. Above the Class-room is the Public Library. Above the Library and Chemical or Philosophical Instrument-room, may be a Museum for Minerals, Preserved Plants, and Animals. 200 feet by 18, on the second floor.

R. Great School-room, 72 feet by 72, for all young people of both sexes from 6 to 7, to 14 or 15, but in different divisions, ... All real and useful knowledge, and no other, taught equally to


room, &c. for 1000 persons, over this School-room.
Q. Chemical Laboratory, 36 feet by 24, for making chemical preparations for manufactories or for exchange, and for teaching chemistry: to gain height, the ground and first floor might be thrown into one. Same for lighter purposes in the floor, or part of the floor, above.
P. Printing Office, feet by 18.
O. Book-keeper's room, separate store rooms. 18 feet by 12.
N. General Store-rooms, 40 feet by 36, on the three floors, for manufactured goods, clothing, hardware, &c &c.
SOUTH FRONT.
L. W Water-closets for women, in the side corridors, 2 on each floor, 24 in the 4 sides of the square.
L. &c. Water-closets for men, in the angles adjoining the stair-cases, or opposite to them, and in the middle of each side, 24 in the 4 sides of the square.
More or less of these may be made as convenient, by making them on more or less of the upper, as well as on the ground, floors.
K. &c. Twenty four stair-cases, 12 feet square, in the four angles, and in each division, of the domestic buildings.
I. Twenty four side or cross-corridors, 8 feet broad and 37 across, communicating between the advancing and retreating portions of the buildings, and affording light and air, by the 4 windows in each, to all parts. From these, or from the adjoining stair-cases, small doors may be made, where convenient, to enter buildings. If room be wanting, and not light and air, one additional appartment may be made at each end of each cross-corridor, as shown at C.
H. 4 Store-rooms, 48 feet by 24, for dry goods, &c. opposite to the Kitchens and Sculleries.
O 9 Gateways, 44 feet by 24, communicating under first floor, between the exterior and interior of the great domestic and industrial squares, & from one square to the other. Large public entrances to domestic buildings under these gateways.
F. 4 Sculleries, 40 feet by 18, for use of the Kitchens; to the North of them.
E. 4 Kitchens, 40 feet by 30, for 500 persons each, opening into garden or interior of large domestic square. One of these, say, E.C. North-west position, for the children & young persons. Over the Kitchens, Sculleries, &c. are the Dining-rooms
D. &c. About 1440 Sleeping-rooms, 12 feet by 12, for one person, each.
C. &c. Corridors 8 feet broad, extending through the three floors, (the ground floor, the first, and second stories), all round the domestic buildings, lighted from each end of the long corridors, as well as from each end of the cross corridors, i.e. from the four points of the compass.
B. &c. About 1380 Sitting-rooms; 18 feet by 12, for one adult person, each. One window in the centre of each Sitting, and of each Bed-room.
A. 30 Sitting-rooms, 24 feet by 16, each room, for two persons. The number of these may be increased in different parts of the building as found convenient, by throwing three of the ordinary Sitting-rooms into two large ones.
See Pages 52, 54, 61, &c. Internal arrangements &c. of Buildings.
Designed by Wm. Thompson,—Drawn by Nich. M. FitzGerald, Land Surveyor,—Members of the Co-Operative Community.

R. OWEN

Labour Exchange.



Autre billet.

R. OWEN

Labour Exchange.

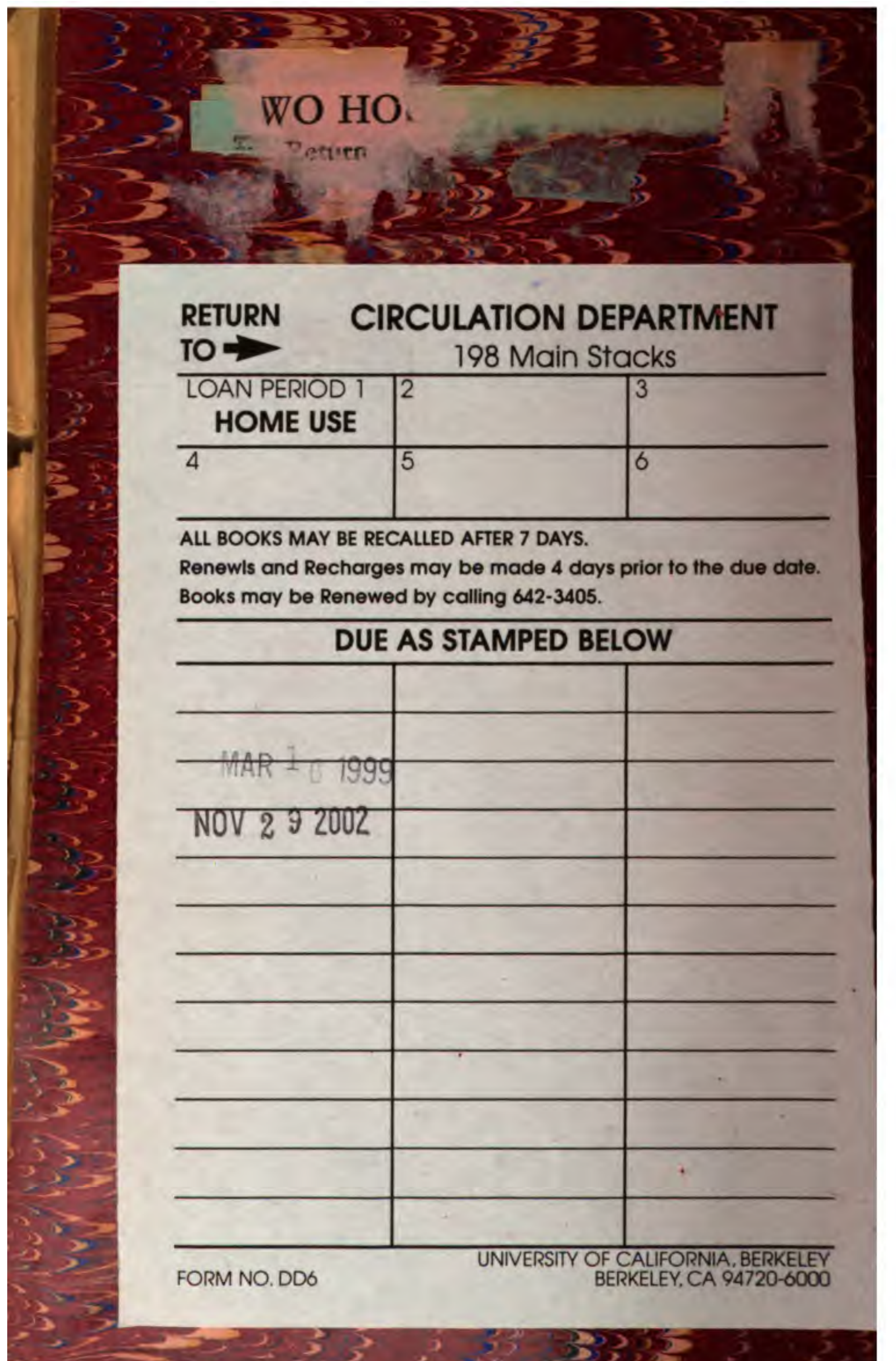
Autre billet.

TABLE DES MATIÈRES

FIN DE LA TABLE DU TOME II



Saint-Amand (Cher). — Imprimerie Bussière.



WO HO

Return

RETURN TO → **CIRCULATION DEPARTMENT**

198 Main Stacks

LOAN PERIOD 1 HOME USE	2	3
4	5	6

ALL BOOKS MAY BE RECALLED AFTER 7 DAYS.

Renewls and Recharges may be made 4 days prior to the due date.

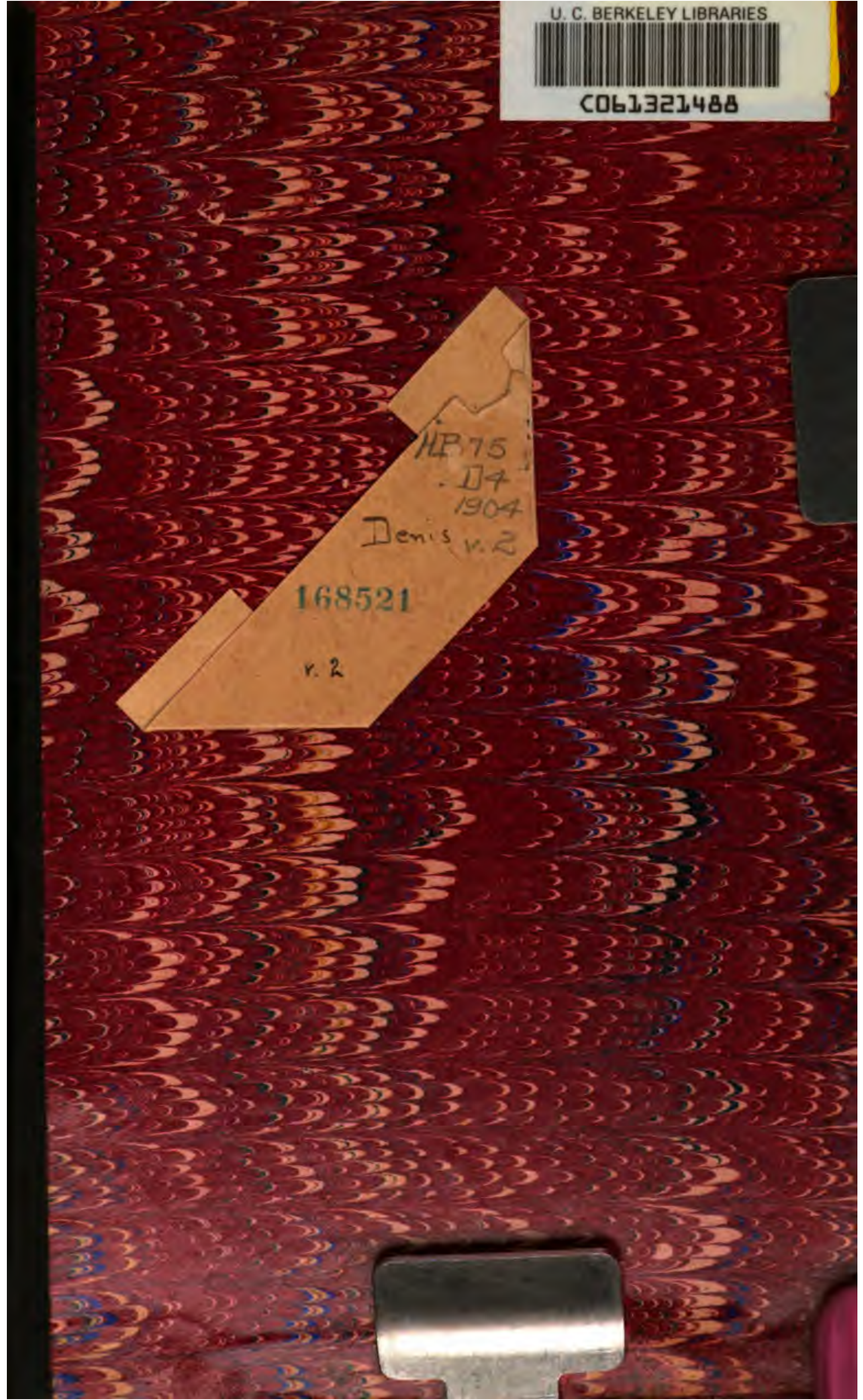
Books may be Renewed by calling 642-3405.

DUE AS STAMPED BELOW

MAR 1[illegible] 1999		
NOV 2 9 2002		

FORM NO. DD6

UNIVERSITY OF CALIFORNIA, BERKELEY
BERKELEY, CA 94720-6000


U. C. BERKELEY LIBRARIES
C061321488
HB75
.D4
1904
Denis v. 2
168521
v. 2

